

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME C

1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2291. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suisse :	
Echange de notes au sujet de l'assurance contre le chômage. Londres, le 19 novembre 1929	21
N° 2292. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Accord relatif à la consolidation de la dette de la France envers les Etats-Unis. Signé à Washington, le 29 avril 1926	27
N° 2293. — Autriche et Italie :	
Traité relatif à la navigation aérienne, avec protocole additionnel. Signés à Rome, le 11 mai 1928	41
N° 2294. — Hongrie et Pologne :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Varsovie, le 30 novembre 1928	67
N° 2295. — Lettonie et Norvège :	
Echange de notes concernant les taxes de visas pour les ressortissants norvégiens et lettons. Helsingfors, le 3 décembre 1929, et Riga, le 10 février 1930	79
N° 2296. — Autriche et Hongrie :	
Traité concernant la protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays en matière d'impôts, avec protocole final. Signés à Budapest, le 25 juin 1928	85
N° 2297. — Etats-Unis d'Amérique et Lithuanie :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 14 novembre 1928	111
N° 2298. — Etats-Unis d'Amérique et Lithuanie :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 14 novembre 1928	117

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME C

1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2291. — Great Britain and Northern Ireland and Switzerland :	
Exchange of Notes respecting Unemployment Insurance. London, November 19, 1929	21
No. 2292. — United States of America and France :	
Agreement regarding the Consolidation of the Debt of France to the United States. Signed at Washington, April 29, 1926	27
No. 2293. — Austria and Italy :	
Treaty regarding Aerial Navigation, with Additional Protocol. Signed at Rome, May 11, 1928	41
No. 2294. — Hungary and Poland :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Warsaw, November 30, 1928... ..	67
No. 2295. — Latvia and Norway :	
Exchange of Notes regarding Fees for Visas for Norwegian and Latvian Subjects. Helsingfors, December 3, 1929, and Riga, February 10, 1930	79
No. 2296. — Austria and Hungary :	
Treaty regarding Judicial Protection and Assistance between the Courts and Authorities of the two Parties in Matters of Taxation, with Final Protocol. Signed at Budapest, June 25, 1928	85
No. 2297. — United States of America and Lithuania :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, November 14, 1928... ..	111
No. 2298. — United States of America and Lithuania :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, November 14, 1928... ..	117

	Pages
N° 2299. — Brésil et Colombie :	
Traité relatif à la délimitation de la frontière et à la navigation fluviale. Signé à Rio-de-Janeiro, le 15 novembre 1928	123
N° 2300. — Hongrie et Turquie :	
Traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage, avec protocole y annexé. Signés à Budapest, le 5 janvier 1929	137
 ANNEXE XXV. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	
N° 15. — Convention de Berne révisée (9 septembre 1886) pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques. Signée à Berlin, le 13 novembre 1908.	
<i>Adhésions</i>	150
N° 16. — Protocole additionnel à la Convention internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques en date du 13 novembre 1908. Signé à Berne, le 20 mars 1914.	
<i>Adhésion</i>	151
N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Ratifications</i>	154
Disposition facultative :	
<i>Signatures</i>	154
<i>Ratifications</i>	155
N° 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.	
<i>Adhésion</i>	156
N° 348. — Traité de commerce et de navigation entre l'Estonie et la Finlande. Signé à Helsingfors, le 29 octobre 1921	156
Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation conclu le 29 octobre 1921 entre l'Estonie et la Finlande. Signé à Tallinn, le 16 mars 1930	172
N° 373. — Echanges de notes entre les Gouvernements néerlandais et roumain concernant les relations commerciales entre les deux pays. Bucarest, les 18 et 19 décembre 1922.	
Echange de notes prorogeant l'accord ci-dessus : 1 ^o jusqu'au 1 ^{er} mai 1930, et 2 ^o jusqu'au 1 ^{er} juillet 1930. La Haye, les 27 février, et 18 et 29 avril 1930... ..	186
Echange de notes relatif à la prorogation de l'Accord commercial des 18-19 décembre 1922 jusqu'au 1 ^{er} septembre 1930. La Haye, les 29 et 30 juin 1930	189

	Page
No. 2299. — Brazil and Colombia :	
Treaty regarding Frontier Delimitation and Inland Navigation. Signed at Rio de Janeiro, November 15, 1928... ..	123
No. 2300. — Hungary and Turkey :	
Treaty of Neutrality, Conciliation and Arbitration, with annexed Protocol. Signed at Budapest, January 5, 1929	137
 ANNEX XXV. — Presentations for Registration, Accessions, Signatures, Ratifications, subsequently exchanged, etc.	
No. 15. — International Convention relative to the Protection of Literary and Artistic Works revising that signed at Berne, September 9, 1886. Signed at Berlin, November 13, 1908.	
<i>Accessions</i>	150
No. 16. — Additional Protocol to the International Copyright Convention of November 13, 1908. Signed at Berne, March 20, 1914.	
<i>Accession</i>	151
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
<i>Ratifications</i>	154
Optional clause :	
<i>Signatures</i>	154
<i>Ratifications</i>	155
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30, 1921.	
<i>Accession</i>	156
No. 348. — Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland. Signed at Helsingfors, October 29, 1921	156
Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of October 29, 1921, between Estonia and Finland. Signed at Tallinn, March 16, 1930	172
No. 373. — Exchanges of Notes between the Netherlands and Roumanian Governments relating to the Commercial Relations between the two Countries. Bucharest, December 18 and 19, 1922.	
Exchange of Notes renewing the above Agreement : 1) until May 1st, 1930, and 2) until July 1, 1930. The Hague, February 27, and April 18 and 29, 1930... ..	186
Exchange of Notes renewing the Commercial Agreement of December 18-19, 1922, until September 1st, 1930. The Hague, June 29 and 30, 1930... ..	189

	Pages
N° 383. — Echange de notes entre les Gouvernements roumain et suédois pour le règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Bucarest, les 11 novembre et 18 décembre 1922.	
Prorogation jusqu'au 1 ^{er} septembre 1930 de l'arrangement ci-dessus par échange de notes. Stockholm, le 30 juin 1930	191
N° 422. — Echange de notes entre le Gouvernement hongrois et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, au sujet de la prolongation du délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon. Belgrade, les 17 et 20 mars 1923.	
Echange de notes relatif à la prolongation du délai prévu par l'accord ci-dessus jusqu'au 1 ^{er} novembre 1930. Budapest, les 25 février, 2 avril, 27 mai et 6 juin 1930... ..	191
N° 425. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et roumain comportant un arrangement provisoire sur la base de la clause de la nation la plus favorisée dans leurs relations commerciales. Copenhague, les 19 avril et 8 mai 1923.	
Echange de notes prorogeant l'arrangement ci-dessus pour une nouvelle période de deux mois à partir du 1 ^{er} juillet 1930. Copenhague, les 16 et 30 juin, et 3 juillet 1930	196
N° 471. — Echange de notes entre les Gouvernements britannique et roumain concernant les relations commerciales entre l'empire britannique et la Roumanie. Bucarest, les 11 et 24 mai 1923.	
Echange de notes relatif à la dénonciation de cet accord. Londres, les 26 novembre 1929, 18 décembre 1929, 20 janvier 1930, 20 février 1930, 10 mars 1930, 22 avril 1930, 30 avril 1930, 1 ^{er} mai 1930, 30 juin 1930, 8 juillet 1930, et Bucarest, le 1 ^{er} juillet 1930	199
N° 507. — Accord entre la Belgique et le Danemark concernant la navigation aérienne. Signé à Copenhague, le 28 juin 1923.	
Echange de notes relatif à l'abrogation de l'accord ci-dessus à partir du 14 octobre 1927. Copenhague, les 1 ^{er} avril et 3 juillet 1930	207
N° 623. — Convention complémentaire entre l'Estonie et la Lettonie, relative aux questions de frontière. Signée à Tallinn, le 1^{er} novembre 1923.	
Protocole concernant la prolongation du délai de liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière. Signé à Tallinn, le 27 mars 1930	209
N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.	
<i>Signatures</i>	211
<i>Ratifications</i>	211
N° 685. — Convention internationale de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.	
<i>Ratification</i>	211

	Page
No. 383. — Exchange of Notes between the Roumanian and Swedish Governments concerning the Provisional Regulation of Commercial Relations between the two Countries. Bucharest, November 11 and December 18, 1922.	
Prorogation until September 1, 1930, of the above Agreement, by exchange of notes. Stockholm, June 30, 1930	191
No. 422. — Exchange of Notes between the Hungarian Government and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in regard to the Prolongation of the Period allowed for Transfer of Residence under the third Paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon. Belgrade, March 17 and 20, 1923.	
Exchange of Notes relating to the prolongation of the period provided by the above Agreement until November 1, 1930. Budapest, February 25, April 2, May 27, and June 6, 1930	191
No. 425. — Exchange of Notes between the Danish and Roumanian Governments constituting a Provisional Arrangement as regards their Commercial Relations on the basis of the most-favoured-nation System. Copenhagen, April 19 and May 8, 1923.	
Exchange of Notes renewing the above arrangement for a further period of two months as from July 1, 1930. Copenhagen, June 16 and 30, and July 3, 1930	196
No. 471. — Exchange of Notes between the British and Roumanian Governments relative to the Commercial Relations between the British Empire and Roumania. Bucharest, May 11 and 24, 1923.	
Exchange of Notes regarding the denunciation of this Agreement. London, November 26, 1929, December 18, 1929, January 20, 1930, February 20, 1930, March 10, 1930, April 22, 1930, April 30, 1930, May 1, 1930, June 30, 1930, July 8, 1930, and Bucharest, July 1, 1930	199
No. 507. — Agreement between Belgium and Denmark relating to Air Navigation. Signed at Copenhagen, June 28, 1923.	
Exchange of Notes relating to the abrogation of the above Agreement as from October 14, 1927. Copenhagen, April 1st and July 3, 1930	207
No. 623. — Supplementary Convention between Estonia and Latvia on Frontier Questions. Signed at Tallinn, November 1, 1923.	
Protocol concerning the prolongation of the period allowed for the liquidation of immovable property divided by the frontier line. Signed at Tallinn, March 27, 1930... ..	209
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24, 1923.	
<i>Signatures</i>	211
<i>Ratifications</i>	211
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12, 1923.	
<i>Ratification</i>	211

	Pages
N° 800. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et portugais comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, le 27 août 1924.	
Echange de notes relatif à la prorogation de l'arrangement ci-dessus pour un an à partir du 1 ^{er} septembre 1930. Lisbonne, le 5 juin 1930	212
N° 944. — Règlement relatif à la délivrance des patentes de bateliers du Rhin, du 14 décembre 1922.	
Amendement au Règlement ci-dessus, par décret royal du 30 juin 1930... ..	214
N° 1391. — Traité de commerce entre la Suisse et l'Allemagne. Signé à Berne, le 14 juillet 1926.	
Echange de notes amendant le traité ci-dessus, avec protocole, signés à Berne, le 13 novembre 1929	216
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
<i>Ratifications</i>	221
<i>Adhésion</i>	221
N° 1425. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, et déclaration y annexée. Signés à Londres, le 16 juillet 1926.	
Echange de notes relatif à l'application du traité ci-dessus à la Jamaïque, aux Iles Turques et Caïques et aux Iles Caïman. Athènes, les 24 et 31 mars 1930	222
N° 1512. — Accord entre la Grande-Bretagne et Mascate prolongeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.	
Echange de notes prorogeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1930, le Traité du 19 mars 1891 susmentionné. Mascate, le 11 février 1930... ..	224
N° 1517. — Convention complémentaire du Traité de commerce et de navigation du 3 avril 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon. Signée à Londres, le 30 juillet 1925.	
Echange de notes relatif à l'application de la convention ci-dessus aux Iles Seychelles. Tokio, les 5 et 14 août 1929	227
N° 1539. — Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure. Signée à Paris, le 27 novembre 1925.	
<i>Ratification</i>	228
<i>Adhésion</i>	229
N° 1607. — Accord entre la Grande-Bretagne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, concernant le règlement des dettes de guerre du Gouvernement serbe-croate-slovène envers le Gouvernement de sa Majesté en Grande-Bretagne. Signé à Londres, le 9 août 1927.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	229

	Page
No. 800. — Exchange of Notes between the Netherlands and Portuguese Governments establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, August 27, 1924.	
Exchange of Notes renewing the above Agreement for one year as from September 1st, 1930. Lisbon, June 5, 1930	212
No. 944. — Regulations concerning the Granting of Rhine Navigation Certificates, of December 14, 1922.	
Amendment to the above Regulations, by Royal Decree of June 30, 1930... ..	214
No. 1391. — Treaty of Commerce between Switzerland and Germany. Signed at Berne, July 14, 1926.	
Exchange of Notes amending the above Treaty, with Protocol. Signed at Berne, November 13, 1929	216
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926.	
<i>Ratifications</i>	221
<i>Accession</i>	221
No. 1425. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece, and Accompanying Declaration. Signed at London, July 16, 1926.	
Exchange of Notes relating to the application of the above Treaty to Jamaica, Turks and Caicos Islands and Cayman Islands. Athens, March 24 and 31, 1930... ..	222
No. 1512. — Agreement between Great Britain and Mascate renewing for a further Period of one year, from February 11, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891. Signed at Mascate, February 11, 1927.	
Exchange of Notes renewing for a further period of one year, from February 11, 1930, the above Treaty of March 19, 1891. Mascate, February 11, 1930	224
No. 1517. — Supplementary Convention to the Treaty of Commerce and Navigation of April 3, 1911, between Great Britain and Japan. Signed at London, July 30, 1925.	
Exchange of Notes relating to the application of the above Convention to Seychelles. Tokyo, August 5 and 14, 1929	227
No. 1539. — Convention regarding the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation. Signed at Paris, November 27, 1925.	
<i>Ratification</i>	228
<i>Accession</i>	229
No. 1607. — Agreement between Great Britain and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, for the Settlement of the War Debt of the Serb-Croat-Slovene Government to His Majesty's Government in Great Britain. Signed at London, August 9, 1927.	
<i>Presentation for registration</i>	229

	Pages
N° 1697. — Convention commerciale entre la Hongrie et la Turquie. Signée à Angora, le 20 décembre 1926.	
Dénouciation par la Turquie, le 26 septembre 1929	229
N° 1726. — Traité entre la Colombie et le Pérou, relatif aux frontières et à la libre navigation fluviale. Signé à Lima, le 24 mars 1922.	
Procès-verbaux N ^{os} 4 et 6 de la Commission mixte de délimitation créée par le traité ci-dessus. Iquitos, les 11 novembre 1929 et 14 mars 1930	230
N° 1743. — Convention d'union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	246
N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. Révisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	247
N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	247
N° 1746. — Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925, concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels.	
<i>Adhésions</i>	248
N° 1778. — Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer, et protocole. Signés à Berne, le 23 octobre 1924.	
<i>Adhésion</i>	248
N° 1779. — Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer. Signée à Berne, le 23 octobre 1924.	
<i>Adhésion</i>	248
N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations.) Signée à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Ratifications</i>	249
<i>Adhésion</i>	249
N° 1905. — Convention radiotélégraphique internationale. Signée à Washington, le 25 novembre 1927.	
<i>Adhésions</i>	249
<i>Ratification</i>	249

	Page
No. 1697. — Commercial Convention between Hungary and Turkey. Signed at Angora, December 20, 1926.	
Denunciation by Turkey, September 26, 1929	229
No. 1726. — Treaty between Colombia and Peru regarding Frontiers and free Inland Navigation. Signed at Lima, March 24, 1922.	
Procès-verbaux Nos. 4 and 6 of the Mixed Commission of Delimitation created by the above Treaty. Iquitos, November 11, 1929, and March 14, 1930... ..	230
No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	246
No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods. Revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	247
No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	247
No. 1746. — Agreement concluded at The Hague, November 6, 1925, concerning the International Registration of Industrial Designs or Models.	
<i>Accessions</i>	248
No. 1778. — International Convention concerning the Transport of Goods by Rail, and Protocol. Signed at Berne, October 23, 1924.	
<i>Accession</i>	248
No. 1779. — International Convention concerning the Transport of Passengers and Baggage by Rail. Signed at Berne, October 23, 1924.	
<i>Accession</i>	248
No. 1845. — International Opium Convention adopted by the Second Opium Conference (League of Nations). Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Ratifications</i>	249
<i>Accession</i>	249
No. 1905. — International Radio-Telegraph Convention. Signed at Washington, November 25, 1927.	
<i>Accessions</i>	249
<i>Ratification</i>	249

	Pages
N° 1967. — Arrangement sur le service téléphohique entre le Danemark et la Finlande. Signé à Helsingfors, le 22 décembre 1928, à Stockholm, le 14 janvier, et à Copenhague, le 16 janvier 1929.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	249
N° 1975. — Traité préliminaire d'amitié et de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République chinoise. Signé à Nankin, le 22 novembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	250
N° 1983. — Traité douanier entre la Chine et la Norvège. Signé à Shanghai, le 12 novembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	250
N° 2029. — Convention de commerce entre l'Estonie et la France. Signée à Paris, le 15 mars 1929.	
Protocole portant certaines modifications aux dispositions tarifaires de la convention ci-dessus. Signé à Tallinn, le 11 juillet 1930... ..	250
N° 2044. — Convention entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes relatif à l'extension de la convention ci-dessus à certaines colonies et certains protectorats britanniques. Berlin, les 14 et 31 mars 1930	252
Echange de notes relatif à l'adhésion de Hong-Kong à la Convention du 20 mars 1928. Berlin, les 4 et 23 juillet 1930	255
N° 2047. — Traité entre Sa Majesté et le Président de la République chinoise, concernant le tarif douanier chinois, etc. Signé à Nankin, le 20 décembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	258
N° 2057. — Traité de commerce entre l'Allemagne et la Chine. Signé à Nankin, le 17 août 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	258
N° 2062. — Traité préliminaire d'amitié et de commerce entre la République de Chine et le Royaume de Danemark. Signé à Nankin, le 12 décembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	258
N° 2095. — Traité réglant les relations douanières entre la Chine et la France. Signé à Nankin, le 22 décembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	258
N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signée à Genève, le 26 septembre 1927.	
<i>Signatures</i>	259
<i>Adhésions</i>	259
<i>Ratifications</i>	259

	Page
No. 1967. — Agreement concerning the Telephone Service between Denmark and Finland. Signed at Helsingfors, December 22, 1928, at Stockholm, January 14, and at Copenhagen, January 16, 1929.	
<i>Presentation for registration</i>	249
No. 1975. — Preliminary Treaty of Amity and Commerce between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Republic of China. Signed at Nanking, November 22, 1928.	
<i>Presentation for registration...</i>	250
No. 1983. — Customs Treaty between China and Norway. Signed at Shanghai, November 12, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	250
No. 2029. — Commercial Agreement between Estonia and France. Signed at Paris, March 15, 1929.	
Protocol modifying certain tariff provisions of the above Convention. Signed at Tallinn, July 11, 1930	250
No. 2044. — Convention between Germany and Great Britain and Northern Ireland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20, 1928.	
Exchange of Notes relating to the extension to certain British Colonies and Protectorates of the above Convention. Berlin, March 14 and 31, 1930	252
Exchange of Notes regarding the accession of Hong Kong to the Convention of March 20, 1928. Berlin, July 4 and 23, 1930	255
No. 2047. — Treaty between His Majesty and the President of the Chinese Republic relating to the Chinese Customs Tariff, etc. Signed at Nanking, December 20, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	258
No. 2057. — Treaty of Commerce between Germany and China. Signed at Nanking, August 17, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	258
No. 2062. — Preliminary Treaty of Amity and Commerce between the Republic of China and the Kingdom of Denmark. Signed at Nanking December 12, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	258
No. 2095. — Treaty regulating Customs Relations between France and China. Signed at Nanking, December 22, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	258
No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26, 1927.	
<i>Signatures</i>	259
<i>Accessions</i>	259
<i>Ratifications</i>	259

	Pages
N° 2109. — Traité préliminaire d'amitié et de commerce entre la République chinoise et le Royaume d'Italie. Signé à Nankin, le 27 novembre 1928.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	260
N° 2123. — Règlement pacifique des différends internationaux. Acte général, Genève, le 26 septembre 1928.	
<i>Adhésions</i>	260
N° 2135. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement turc, relatif à l'établissement d'un « modus vivendi » commercial. Angora, le 2 juillet 1929.	
Echange de notes relatif à l'application du « modus vivendi » ci-dessus à Sarawak. Angora, les 17 mars et 9 avril 1930	261
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratification</i>	262
<i>Adhésion</i>	263
N° 2148. — Arrangement relatif à l'établissement d'une carte de transit pour émigrants. Signé à Genève, le 14 juin 1929.	
<i>Signatures</i>	263
N° 2184. — Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, et protocole. Signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
<i>Ratification</i>	264
N° 2185. — Arrangement international relatif à l'exportation des os, et protocole. Signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
<i>Ratification</i>	264
N° 2238. — Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, et protocole, signés à Genève, le 8 novembre 1927, et Accord complémentaire à cette convention, et protocole, signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
<i>Ratification</i>	264
N° 54 a). — Convention concernant la procédure civile, conclue à La Haye, le 17 juillet 1905.	
<i>Adhésions...</i>	265
N° 103 a). — Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Honduras. Signé à Guatémala, le 5 mai 1910.	
Echange de notes relatif à la dénonciation par le Honduras du traité ci-dessus. Tégucigalpa, le 16 décembre, et Guatémala, le 27 décembre 1929... ..	265

	Page
No. 2109. — Preliminary Treaty of Amity and Commerce between the Republic of China and the Kingdom of Italy. Signed at Nanking, November 27, 1928.	
<i>Presentation for registration</i>	260
No. 2123. — Pacific Settlement of International Disputes. General Act, Geneva, September 26, 1928.	
<i>Accessions</i>	260
No. 2135. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Turkish Government for the Establishment of a Commercial "Modus Vivendi". Angora, July 2, 1929.	
Exchange of notes relating to the extension to Sarawak of the above "Modus Vivendi". Angora, March 17 and April 9, 1930	261
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925.	
<i>Ratification</i>	262
<i>Accession</i>	263
No. 2148. — Agreement concerning the Preparation of a Transit Card for Emigrants. Signed at Geneva, June 14, 1929.	
<i>Signatures</i>	263
No. 2184. — International Agreement relating to the Exportation of Hides and Skins, and Protocol. Signed at Geneva, July 11, 1928.	
<i>Ratification</i>	264
No. 2185. — International Agreement relating to the Exportation of Bones, and Protocol. Signed at Geneva, July 11, 1928.	
<i>Ratification</i>	264
No. 2238. — International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, and Protocol, signed at Geneva, November 8, 1927, and Supplementary Agreement to that Convention, and Protocol, signed at Geneva, July 11, 1928.	
<i>Ratification</i>	264
No. 54 (a). — Convention concerning Civil Procedure. Concluded at The Hague, July 17, 1905.	
<i>Accessions</i>	265
No. 103 (a). — Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Honduras. Signed at Guatemala, May 5, 1910.	
Exchange of Notes relating to the denunciation by Honduras of the above Treaty. Tegucigalpa, December 16 and Guatemala, December 27, 1929	265

	Pages
N° 104 a). — Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Signé à Londres, le 14 mai 1872.	
Echange de notes entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union Sud-Africaine, et le Gouvernement allemand relatif à l'application des dispositions du traité ci-dessus à certains territoires sous mandat. Berlin, le 10 décembre 1928	268
N° 2301. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant l'aménagement des cours d'eau Olša et Petrůvka. Signée à Katowice, le 18 février 1928	273
N° 2302. — Pologne et Roumanie :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Bucarest, le 24 octobre 1929... ..	299
N° 2303. — Espagne et Tchécoslovaquie :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Prague, le 16 novembre 1928	313
N° 2304. — Danemark et France :	
Accord relatif aux relations scientifiques, littéraires et scolaires. Signé à Paris, le 14 janvier 1930	327
N° 2305. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention pour éviter la double imposition en matière de contributions directes. Signée à Belgrade, le 22 février 1928	331
N° 2306. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises. Signée à Belgrade, le 22 février 1928... ..	345
N° 2307. — Autriche et Italie :	
Accord concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes régulières. Signé à Rome, le 11 mai 1928	375
N° 2308. — Ville Libre de Dantzig et Norvège :	
Echange de notes entre le Gouvernement Polonais au nom de la Ville Libre de Dantzig et le Gouvernement norvégien comportant un accord relatif à l'abrogation du visa obligatoire des passeports entre la Ville Libre de Dantzig et la Norvège. Oslo, les 20 février 1930 et 7 avril 1930	391
N° 2309. — Etats-Unis d'Amérique, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, etc. :	
Convention générale de conciliation interaméricaine. Signée à Washington, le 5 janvier 1929	401
N° 2310. — Autriche et Egypte :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, le 27 février, et Vienne, le 7 mars 1930	419

	Page
No. 104 (a). — Extradition Treaty between Germany and Great Britain. Signed at London, May 14, 1872.	
Exchange of Notes between the Governments of Great Britain and Northern Ireland, Australia, New Zealand and the Union of South Africa, and the German Government relating to the extension to certain mandated territories of the Provisions of the above Treaty. Berlin, December 10, 1928	268
No. 2301. — Poland and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Improvement of the Rivers Olša and Petrůvka. Signed at Katowice, February 18, 1928	273
No. 2302. — Poland and Roumania :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Bucharest, October 24, 1929... ..	299
No. 2303. — Spain and Czechoslovakia :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Prague, November 16, 1928	313
No. 2304. — Denmark and France :	
Agreement regarding Scientific, Literary and Educational Relations. Signed at Paris, January 14, 1930	327
No. 2305. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention for the Prevention of Double Taxation as regards direct Taxes. Signed at Belgrade, February 22, 1928	331
No. 2306. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention regarding the Settlement of Debts and Claims expressed in former Austrian or Hungarian Crowns. Signed at Belgrade, February 22, 1928	345
No. 2307. — Austria and Italy :	
Agreement regarding the Establishment and Operation of regular Air Lines. Signed at Rome, May 11, 1928	375
No. 2308. — Free City of Danzig and Norway :	
Exchange of Notes between the Polish Government on behalf of the Free City of Danzig and Norway constituting an Agreement regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between the Free City of Danzig and Norway. Oslo, February 20, 1930, and April 7, 1930	391
No. 2309. — United States of America, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, etc. :	
General Convention of Inter-American Conciliation. Signed at Washington, January 5, 1929	401
No. 2310. — Austria and Egypt :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, February 27, and Vienna, March 7, 1930	419

	Pages
N° 2311. — Autriche et Grèce :	
Accord concernant le paiement des réclamations des ressortissants hellènes relatives aux dommages subis pendant la période de neutralité de la Grèce, avec annexe et protocole de signature. Signés à Vienne, le 27 décembre 1929... ..	425
N° 2312. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pérou :	
Accord relatif au traitement des voyageurs de commerce et de leurs échantillons. Signé à Lima, le 31 décembre 1928	433
N° 2313. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord relatif à l'échange des colis postaux contre remboursement, entre l'Allemagne et Ceylan, et règlement d'exécution y annexé. Signé à Berlin, le 27 mai 1929, et à Colombo, le 17 juillet 1929	441
N° 2314. — France et Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et Etat Libre d'Irlande :	
Accord pour la réparation des dommages de guerre. Signé à Paris, le 2 août 1929... ..	461
ERRATA	469

	Page
No. 2311. — Austria and Greece :	
Agreement concerning the Payment of Claims of Greek Nationals for Damage suffered during the Period of Neutrality of Greece, with Annex and Protocol of Signature. Signed at Vienna, December 27, 1929	425
No. 2312. — Great Britain and Northern Ireland and Peru :	
Agreement relating to the Treatment of Commercial Travellers and their Samples. Signed at Lima, December 31, 1928	433
No. 2313. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement regarding the Exchange of Trade Charge Postal Parcels between Germany and Ceylon, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, May 27, 1929, and at Colombo, July 17, 1929	441
No. 2314. — France and Great Britain and Northern Ireland, and Irish Free State :	
Agreement for the Compensation of War Damage. Signed at Paris, August 2, 1929... ..	461
ERRATA	469

N° 2291.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUISSE**

Echange de notes au sujet de l'assurance contre le chômage. Londres, le 19 novembre 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWITZERLAND**

Exchange of Notes respecting Unemployment Insurance. London, November 19, 1929.

N^o 2291. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SUISSE AU SUJET DE L'ASSURANCE CONTRE LE CHOMAGE. LONDRES, LE 19 NOVEMBRE 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1930.

I.

M. PARAVICINI A M. HENDERSON.

LÉGATION DE SUISSE.

LONDRES, le 19 novembre 1929.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que le Conseil fédéral est disposé à conclure, avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, un accord en vertu duquel les sujets britanniques, provenant de Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse), devenus chômeurs en Suisse, seront placés sur le même pied que des citoyens suisses, en matière d'assurance contre le chômage, à condition que les citoyens suisses jouissent, par voie de réciprocité, du même traitement en Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse).

Dès la réception d'une note du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de laquelle il ressortira que la législation en vigueur en Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse) concernant l'assurance contre le chômage ne fait aucune distinction de nationalité au sujet des chômeurs, et que, partant, aucune distinction n'existe à l'endroit des citoyens suisses, le Gouvernement fédéral appliquera le principe de l'égalité de traitement aux sujets britanniques provenant de Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse), devenus chômeurs en Suisse.

Le Conseil fédéral est d'avis que la présente note et une note correspondante que le Gouvernement de Sa Majesté voudra bien faire parvenir à la Légation de Suisse, constitueront l'arrangement prévu par les deux gouvernements en matière d'assurance contre le chômage.

Ledit arrangement entrera immédiatement en vigueur. Il pourra être dénoncé en tout temps par l'une des deux Parties.

Veillez agréer, etc.

C. R. PARAVICINI.

No. 2291. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE SWISS GOVERNMENT RESPECTING UNEMPLOYMENT INSURANCE. LONDON, NOVEMBER 19, 1929.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. PARAVICINI TO MR. HENDERSON.

SWISS LEGATION.

LONDON, November 19, 1929.

SIR,

Under instructions from my Government, I have the honour to inform your Excellency that the Federal Council is disposed to conclude with His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland an agreement by virtue of which British subjects belonging to Great Britain (England, Wales and Scotland) who have become unemployed in Switzerland will be placed on the same footing as Swiss citizens for the purpose of unemployment insurance on condition that Swiss citizens enjoy reciprocal treatment in Great Britain (England, Wales and Scotland).

On the receipt of a note from His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland which will show that the legislation in force in Great Britain (England, Wales and Scotland) regarding unemployment insurance makes no discrimination on the grounds of the nationality of the unemployed and hence that no discrimination is made against Swiss citizens, the Federal Government will apply the principle of equality of treatment to British subjects belonging to Great Britain (England, Wales and Scotland) who have become unemployed in Switzerland.

The Federal Council proposes that the present note and the corresponding note that His Majesty's Government will be so good as to address to the Swiss Legation shall constitute the agreement proposed by the two Governments in the matter of unemployed insurance.

The said arrangement shall enter into force immediately. It may be denounced at any time by either of the two Parties.

I have, etc.

C. R. PARAVICINI.

¹ Traduit par le Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

II.

MR. HENDERSON TO M. PARAVICINI.

FOREIGN OFFICE.

November 19, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which you have been good enough to inform me that the Swiss Government will treat British subjects belonging to Great Britain (England, Wales and Scotland) who have become unemployed in Switzerland on the same footing as Swiss citizens for the purpose of unemployment insurance, on condition that Swiss citizens enjoy reciprocal treatment in Great Britain (England, Wales and Scotland).

2. I have the honour to declare that, under the legislation in force in Great Britain (England, Wales and Scotland) with regard to unemployment insurance, there exists no discrimination on the grounds of nationality between applicants for insurance benefits and hence no discrimination against Swiss citizens.

3. His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland accept the proposals made by the Swiss Government, and they will accordingly regard your note of to-day's date under acknowledgment and the present note as placing on record the agreement arrived at between the two Governments on the subject of unemployment insurance. It is understood that this agreement shall enter into force immediately and shall remain in force until it is denounced by one of the two parties.

I have, etc.

Arthur HENDERSON.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

M. HENDERSON A M. PARAVICINI.

FOREIGN OFFICE.

Le 19 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement suisse placera les sujets britanniques provenant de Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse) devenus chômeurs en Suisse, sur le même pied que les citoyens suisses, en matière d'assurance contre le chômage, à condition que les citoyens suisses jouissent, par voie de réciprocité, du même traitement en Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse).

2. J'ai l'honneur de déclarer que la législation en vigueur en Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles et Ecosse) concernant l'assurance contre le chômage ne fait aucune distinction de nationalité entre les personnes qui présentent des demandes de prestation, et que, partant, aucune distinction n'existe à l'endroit des citoyens suisses.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte les propositions du Gouvernement suisse et, en conséquence, considérera votre note en date de ce jour, dont j'ai accusé réception, ainsi que la présente note, comme enregistrant l'arrangement conclu entre les deux gouvernements en matière d'assurance contre le chômage. Il est entendu que ledit arrangement entrera immédiatement en vigueur et qu'il restera valide jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des deux Parties.

Veuillez agréer, etc.

Arthur HENDERSON.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2292.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE

Accord relatif à la consolidation de
la dette de la France envers les
Etats-Unis. Signé à Washington,
le 29 avril 1926.

UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE

Agreement regarding the Consoli-
dation of the Debt of France
to the United States. Signed at
Washington, April 29, 1926.

N° 2292. — ACCORD¹ RELATIF A LA CONSOLIDATION DE LA DETTE DE LA FRANCE ENVERS LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 29 AVRIL 1926.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 mars 1930.

Accord conclu le 29 avril 1926 en la ville de Washington, district de Colombie, entre LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ci-après dénommée la « France », d'une part, et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ci-après dénommés les « États-Unis », d'autre part.

Attendu que la France est débitrice envers les États-Unis, au 15 juin 1925, d'obligations s'élevant à la somme, en principal, de 3.340.516.045 dol. 72, avec les intérêts courus et impayés sur cette somme ; et

Attendu que la France désire consolider cette dette envers les États-Unis, tant pour le principal que pour les intérêts, par la remise d'obligations aux États-Unis et que les États-Unis sont disposés à accepter des obligations de la France aux conditions exposées ci-après.

En considération de ce qui précède et des engagements mutuels contenus dans le présent accord, il est convenu ce qui suit :

1. *Montant de la dette.* — Le montant de la dette à consolider, déduction faite de certains paiements en espèces effectués ou à effectuer par la France, s'élève à la somme de 4.025.000.000 dollars, laquelle a été calculée comme suit :

	Dollars	Dollars
Montant en principal des obligations détenues en représentation des avances en espèces effectuées en vertu des Liberty Bond Acts	2.933.405.070,15	
Intérêts courus et impayés, au taux de 4 ¼ %, jusqu'au 15 décembre 1922	445.066.027,49	
	<u>3.378.471.097,64</u>	3.378.471.097,64
Montant en principal des obligations remises pour stocks de guerre achetés à crédit	407.341.145,01	
Intérêts, au taux de 4 ¼ p. 100, courus depuis la dernière date de paiements d'intérêts antérieure au 15 décembre 1922 jusqu'au 15 décembre 1922	6.324.940,79	
	<u>413.666.085,80</u>	413.666.085,80
Montant total de la dette au 15 décembre 1922		3.792.137.183,44
Intérêts courus et impayés, au taux de 3 p. 100 l'an, sur cette somme du 15 décembre 1922 au 15 juin 1925		284.410.288,75
Montant total de la dette au 15 juin 1925		<u>4.076.547.472,19</u>

¹ Cet accord, qui a été exécuté en fait depuis sa signature, est entré officiellement en vigueur le 21 février 1930, jour de sa promulgation dans le « Journal Officiel » de la République française.

No. 2292. — AGREEMENT¹ REGARDING THE CONSOLIDATION OF THE DEBT OF FRANCE TO THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, APRIL 29, 1926.

French and English official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place March 10, 1930.

Agreement made the 29th day of April, 1926, at the City of Washington, District of Columbia, between the FRENCH REPUBLIC, hereinafter called France, Party of the first part, and the UNITED STATES OF AMERICA, hereinafter called the United States, Party of the second part.

Whereas, France is indebted to the United States as of June 15, 1925, upon obligations in the aggregate principal amount 3,340,516,043 dol. 72, together with interest accrued and unpaid thereon ; and

Whereas, France desires to fund said indebtedness to the United States, both principal and interest, through the issue of bonds to the United States and the United States is prepared to accept bonds from France upon the terms hereinafter set forth ;

Now, therefore, in consideration of the premises and of the mutual covenants herein contained, it is agreed as follows :

1. *Amount of indebtedness.* — The amount of indebtedness to be funded, after allowing for certain cash payments made or to be made by France is 4,025,000,000 dollars, which has been computed as follows :

	Dollars	Dollars
Principal of obligations held for cash advanced under Liberty Bond Acts	2,933,405,070.15	
Accrued and unpaid interest at 4 ¼ p. 100 to December 15, 1922	<u>445,066,027.49</u>	<u>3,378,471,097.64</u>
Principal of obligations given for surplus war supplies purchased on credit	407,341,145.01	
Interest at 4 ¼ p. 100 from the last interest-payment date prior to December 15, 1922	<u>6,324,940.79</u>	<u>413,666,085.80</u>
Total indebtedness as of December 15, 1922		3,792,137,183.44
Accrued and unpaid interest at 3 p. 100 per annum on this amount from December 15, 1922, to June 15, 1925		<u>284,410,288.75</u>
Total indebtedness as of June 15, 1925		<u>4,076,547,472.19</u>

¹ This agreement which has been executed since the date of its signature, entered officially into force on February 21, 1930, the date of its promulgation in the " Journal Officiel " of the French Republic.

A valoir :	Dollars	Dollars
Payements reçus au titre des intérêts entre le 15 décembre 1922 et le 15 juin 1925	50.917.643,13	
Payements reçus au titre du principal depuis le 15 décembre 1922	230.171,44	
Intérêts sur les payements en principal, au taux de 3 p. 100 l'an, depuis la date de payement jusqu'au 15 juin 1925	12.970,73	
	<u>51.160.785,30</u>	<u>51.160.785,30</u>
Montant net de la dette au 15 juin 1925		4.025.386.686,89
A payer en espèces dès la conclusion définitive de l'accord		<u>386.686,89</u>
Dette totale à convertir en obligations		<u>4.025.000.000,—</u>

2. *Payements.* — Afin de pourvoir au payement de la dette qui doit être ainsi consolidée, la France remettra aux Etats-Unis, au pair, des obligations de la France, pour un montant global de 4.025.000.000 dollars, datées du 15 juin 1925 et arrivant successivement à échéance aux dates et pour les montants respectivement fixés dans le tableau ci-après :

Au 15 juin :

	Dollars		Dollars
1926	30.000.000,—	1958	65.426.259,21
1927	30.000.000,—	1959	55.474.298,82
1928	32.500.000,—	1960	57.138.527,79
1929	32.500.000,—	1961	58.852.683,62
1930	35.000.000,—	1962	60.618.264,13
1931	1.350.000,—	1963	62.436.812,05
1932	11.363.500,—	1964	64.309.916,42
1933	21.477.135,—	1965	66.239.213,91
1934	36.691.906,35	1966	58.764.122,05
1935	42.058.825,41	1967	60.820.866,32
1936	52.479.413,67	1968	62.949.596,64
1937	63.004.207,80	1969	65.152.832,52
1938	68.634.249,88	1970	67.433.181,66
1939	74.320.592,38	1971	69.793.343,02
1940	80.063.798,30	1972	72.236.110,02
1941	51.728.872,58	1973	74.764.373,88
1942	57.763.450,02	1974	77.381.126,96
1943	58.918.719,03	1975	80.089.466,40
1944	60.097.093,41	1976	82.892.597,73
1945	61.299.035,28	1977	85.793.838,65
1946	62.525.015,98	1978	88.796.623,—
1947	63.775.516,30	1979	91.904.504,81
1948	65.051.026,63	1980	95.121.162,48
1949	66.352.047,16	1981	98.450.403,16
1950	67.679.088,10	1982	101.896.167,27
1951	55.040.837,33	1983	105.462.533,13
1952	56.416.858,27	1984	109.153.721,79
1953	57.827.279,71	1985	112.974.102,05
1954	59.272.961,71	1986	116.928.195,62
1955	60.754.785,76	1987	113.694.786,64
1956	62.273.655,40		
1957	63.830.496,79		
		TOTAL	<u>4.025.000.000,—</u>

Credits :

	Dollars	Dollars
Payments received on account of interest between December 15, 1922, and June 15, 1925	50,917,643.13	
Payments on account of principal since December 15, 1922	230,171.44	
Interest on principal payments at 3 p. 100 per annum from date of payment to June 15, 1925	12,970.73	51,160,785.30

Net indebtedness as of June 15, 1925	4,025,386,686.89
To be paid in cash upon execution of agreement	386,686.89
Total indebtedness to be funded into bonds	4,025,000,000.—

2. *Payments.* — In order to provide for the payment of the indebtedness thus to be funded France will issue to the United State at par bonds of France in the aggregate principal amount of 4,025,000,000 dollars, dated June 15, 1925, and maturing serially on the several dates and in the amounts fixed in the following schedule :

June 15 :

	Dollars		Dollars
1926	30,000,000.—	1958	65,426,259.21
1927	30,000,000.—	1959	55,474,298.82
1928	32,500,000.—	1960	57,138,527.79
1929	32,500,000.—	1961	58,852,683.62
1930	35,000,000.—	1962	60,618,264.13
1931	1,350,000.—	1963	62,436,812.05
1932	11,363,500.—	1964	64,309,916.42
1933	21,477,135.—	1965	66,239,213.91
1934	36,691,906.35	1966	58,764,122.05
1935	42,058,825.41	1967	60,820,866.32
1936	52,479,413.67	1968	62,949,596.64
1937	63,004,207.80	1969	65,152,832.52
1938	68,634,249.88	1970	67,433,181.66
1939	74,320,592.38	1971	69,793,343.02
1940	80,063,798.30	1972	72,236,110.02
1941	51,728,872.58	1973	74,764,373.88
1942	57,763,450.02	1974	77,381,126.96
1943	58,918,719.03	1975	80,089,466.40
1944	60,097,093.41	1976	82,892,597.73
1945	61,299,035.28	1977	85,793,838.65
1946	62,525,015.98	1978	88,796,623.—
1947	63,775,516.30	1979	91,904,504.81
1948	65,051,026.63	1980	95,121,162.48
1949	66,352,047.16	1981	98,450,403.16
1950	67,679,088.10	1982	101,896,167.27
1951	55,040,837.33	1983	105,462,533.13
1952	56,416,858.27	1984	109,153,721.79
1953	57,827,279.71	1985	112,974,102.05
1954	59,272,961.71	1986	116,928,195.64
1955	60,754,785.76	1987	113,694,786.62
1956	62,273,655.40		
1957	63,830,496.79		
		Total	4,025,000,000.—

Il est entendu toutefois que, moyennant préavis d'au moins quatre-vingt-dix jours aux Etats-Unis, et pour tout paiement au titre du principal et/ou des intérêts venant à échéance au cours d'une année quelconque conformément au tableau ci-dessus, après le 15 juin 1926 et avant le 16 juin 1932, la France pourra à son gré reporter tout ou partie de la portion excédant 20.000.000 dollars à tout 15 juin ou 15 décembre ultérieur qui ne soit pas éloigné de plus de trois ans de la date normale d'exigibilité; de même la France pourra, à son choix, moyennant le même préavis, reporter tout paiement au titre du principal venant à échéance ainsi qu'il est prévu, ci-dessus, après le 15 juin 1932 à tout 15 juin ou 15 décembre qui ne soit pas éloigné de plus de trois ans de la date normale d'exigibilité. Toutefois, si la France se prévaut, à un moment quelconque, de cette facilité quant à un paiement au titre du principal et/ou des intérêts, le paiement venant à échéance la troisième année suivante ne pourra être reporté, à moins et jusqu'à ce que le paiement au titre du principal et/ou des intérêts échu trois ans, deux ans et un an auparavant ait été effectivement versé; tous les paiements ainsi reportés porteront intérêt au taux de 4 $\frac{1}{4}$ p. 100 l'an, payable semestriellement.

3. *Forme des obligations.* — Toutes obligations remises ou à remettre aux Etats-Unis en vertu du présent accord seront payables au Gouvernement des Etats-Unis ou à son ordre et seront signées, pour la France, par son ambassadeur à Washington ou par son autre représentant dûment autorisé. Les obligations seront établies essentiellement dans la forme indiquée à l'annexe A ci-jointe. Elles seront émises en 62 coupures correspondant comme montants et dates d'échéance aux annuités prévues ci-dessus. Elles ne porteront aucun intérêt jusqu'au 15 juin 1930; après cette date, elles porteront intérêt au taux de 1 p. 100 l'an du 15 juin 1930 au 15 juin 1940; 2 p. 100 l'an du 15 juin 1940 au 15 juin 1950; 2 $\frac{1}{2}$ p. 100 l'an du 15 juin 1950 au 15 juin 1958; 3 p. 100 l'an du 15 juin 1958 au 15 juin 1965; 3 $\frac{1}{2}$ p. 100 l'an après le 15 juin 1965, ces intérêts étant payables semestriellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année.

4. *Méthode de paiement.* — Toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent accord seront payables, tant en principal qu'en intérêts, en monnaie d'or des Etats-Unis du présent étalon de valeur, ou au choix de la France, moyennant préavis d'au moins trente jours aux Etats-Unis, en obligations quelconques des Etats-Unis émises après le 6 avril 1917 à accepter à leur valeur au pair augmentée des intérêts courus à la date du paiement prévue.

Tous paiements, en espèces ou en obligations des Etats-Unis, à faire par la France au titre du principal ou des intérêts de toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis, seront effectués à la Trésorerie des Etats-Unis à Washington, ou, au choix du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, à la « Federal Reserve Bank of New-York »; si ces paiements sont faits en espèces, ils seront effectués en fonds immédiatement disponibles à la date du versement; s'ils sont faits en obligations des Etats-Unis, ils seront effectués sous une forme qui puisse être agréée par le secrétaire du Trésor des Etats-Unis aux termes des règlements généraux du Département du Trésor concernant la négociation des obligations des Etats-Unis.

5. *Exemption d'impôts.* — Le principal et les intérêts de toutes obligations émises ou à émettre aux termes du présent accord seront payés sans déduction d'impôt et seront exempts de toutes taxes ou autres droits publics, présents ou futurs, imposés soit par la France ou avec son autorisation, soit par toute autorité publique ou locale française admise à lever des impôts, chaque fois, aussi longtemps et pour autant que le propriétaire effectif desdites obligations sera: a) le Gouvernement des Etats-Unis; b) une personne, firme ou association n'ayant en France ni domicile ni résidence habituelle, ou c) une corporation non organisée sous le régime des lois françaises.

6. *Payements avant échéance.* — Moyennant préavis d'au moins quatre-vingt-dix jours aux Etats-Unis, la France pourra à son gré, le 15 juin ou le 15 décembre de chaque année, effectuer des payements anticipés par tranches de 1.000 dollars ou multiple de 1.000 dollars, au titre du principal de toutes obligations émises ou à émettre en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis. Ces payements anticipés seront affectés au principal de telles obligations que la France désignera à l'époque du paiement.

Provided, however, that France, at its option, upon, not less than ninety days' advance notice to the United States, may postpone so much of any payment on account of principal and/or interest falling due in any one year as hereinabove provided after June 15, 1926, and prior to June 16, 1932, as shall be in excess of 20,000,000 dollars in any one year, to any subsequent June 15 or December 15 not more than three years distant from its due date, and upon like notice France, at its option, may postpone any payment on account of principal falling due as hereinafter provided after June 15, 1932, to any subsequent June 15 or December 15 not more than three years distant from its due date, but any such postponement shall be only on condition that in case France shall at any time exercise this option as to any payment of principal and/or interest, the payment falling due in the third succeeding year cannot be postponed at all unless and until the payment of principal and/or interest due three years, two years and one year previous thereto shall actually have been made. All such postponed payments shall bear interest at the rate of $4\frac{1}{4}$ p. 100 per annum payable semiannually.

3. *Form of Bond.* — All bonds issued or to be issued hereunder to the United States shall be payable to the Government of the United States of America, or order, and shall be signed for France by its Ambassador at Washington, or by its other duly authorized representative. The bonds shall be substantially in the form set forth in the exhibit hereto annexed and marked "Exhibit A", and shall be issued in 62 pieces with maturities and in denominations as hereinabove set forth and shall bear no interest until June 15, 1930, and thereafter shall bear interest at the rate of 1 p. 100 per annum from June 15, 1930, to June 15, 1940; at the rate of 2 p. 100 per annum from June 15, 1940, to June 15, 1950; at the rate of $2\frac{1}{2}$ p. 100 per annum from June 15, 1950, to June 15, 1958; at the rate of 3 p. 100 per annum from June 15, 1958, to June 15, 1965, and at the rate of $3\frac{1}{2}$ p. 100 per annum after June 15, 1965, all payable semiannually on June 15 and December 15 of each year.

4. *Method of Payment.* — All bonds issued or to be issued hereunder shall be payable, as to both principal and interest, in United States gold coin of the present standard of value, or, at the option of France, upon not less than thirty days' advance notice to the United States, in any obligations of the United States issued after April 6, 1917, to be taken at par and accrued interest to the date of payment hereunder.

All payments, whether in cash or in obligations of the United States, to be made by France on account of the principal of or interest on any bonds issued or to be issued hereunder and held by the United States, shall be made at the Treasury of the United States in Washington, or, at the option of the Secretary of the Treasury of the United States, at the Federal Reserve Bank of New-York, and if in cash shall be made in funds immediately available on the date of payment, or if in obligations of the United States shall be in form acceptable to the Secretary of the Treasury of the United States under the general regulations of the Treasury Department governing transactions in United States obligations.

5. *Exemption from Taxation.* — The principal and interest of all bonds issued or to be issued hereunder shall be paid without deduction for, and shall be exempt from, any and all taxes or other public dues, present or future, imposed by or under authority of France or any political or local taxing authority within France, whenever, so long as, and to the extent that beneficial ownership is in (a) the Government of the United States, (b) a person, firm, or association neither domiciled nor ordinarily resident in France, or (c) a corporation not organized under the laws of France.

6. *Payments before Maturity.* — France, at its option, on June 15 or December 15 of any year, upon not less than ninety days' advance notice to the United States, may make advance payments in amounts of 1,000 dollars or multiples thereof, on account of the principal of any bonds issued or to be issued hereunder and held by the United States. Any such advance payments shall be applied to the principal of such bonds as may be indicated by France at the time of the payment.

7. *Echange contre des obligations négociables.* — La France remettra aux Etats-Unis, en tout temps ou à certains intervalles, à la requête du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, en échange de tout ou partie des obligations émises en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis, des obligations définitives gravées, établies sous une forme en permettant la vente au public, pour tels montants et en telles coupures que le demandera le secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; ces obligations seront établies sous la forme au porteur et comporteront une clause permettant de les enregistrer quant au capital seulement et/ou quant au capital et aux intérêts à la fois ; pour le reste, ces titres comporteront les mêmes clauses et conditions que les obligations échangées quant aux dates d'émission et d'échéance, au (ou aux) taux d'intérêt, s'il y a lieu, aux exemptions d'impôts, aux paiements en obligations des Etats-Unis émises postérieurement au 6 avril 1917, etc. La France délivrera aux Etats-Unis les obligations définitives gravées conformément à ce qui précède, dans les six mois de la réception de toute demande à cette fin émanant du secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; et, en attendant la délivrance des obligations gravées définitives, elle délivrera à la demande du secrétaire du Trésor des Etats-Unis des obligations temporaires, ou des certificats provisoires, dans une forme agréée par lui, dans un délai de trente jours à compter de la réception de ladite demande, le tout sans frais pour les Etats-Unis.

Les Etats-Unis, avant d'offrir en vente en France ces obligations ou certificats provisoires, les offriront d'abord à la France pour achat à leur valeur au pair, augmentée des intérêts courus, s'il y a lieu. De même, la France pourra, à son gré, au lieu d'émettre ces obligations ou certificats provisoires, rembourser par anticipation au pair, plus les intérêts courus s'il y a lieu, un montant correspondant en principal d'obligations émises en vertu du présent accord et détenues par les Etats-Unis.

La France s'engage à ce que les obligations gravées définitives prévues par le présent paragraphe contiennent toutes les stipulations en question et à provoquer la promulgation de tous arrêtés, règlements et ordonnances que le Secrétaire du Trésor des Etats-Unis jugera nécessaires ou désirables en vue de faciliter la vente de ces obligations aux Etats-Unis, en France ou ailleurs, et, sur la demande du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, elle prêtera ses bons offices en vue de l'inscription de ces obligations à la cote de telles bourses de valeurs que pourra spécifier le secrétaire du Trésor des Etats-Unis.

8. *Annulation et restitution des obligations.* — Dès la conclusion définitive du présent accord, et moyennant la délivrance aux Etats-Unis du montant en principal des obligations de la France à émettre en vertu du présent, et après reconnaissance des pouvoirs conférés au représentant de la France en vue de la signature du présent accord et des obligations à souscrire, les Etats-Unis annuleront et restitueront à la France, à la Trésorerie des Etats-Unis à Washington, les obligations de la France qu'ils détiennent.

9. *Notifications.* — Toute notification, demande ou approbation émanant du Secrétaire du Trésor des Etats-Unis, sera considérée et acceptée comme émanant des Etats-Unis, et il suffira, pour qu'elle soit valable, que délivrance en soit faite à l'Ambassade de France à Washington ou au Ministère des Finances à Paris ; de même, toute notification, demande ou option de/ou au nom de la France sera valable si elle est notifiée à l'Ambassade américaine à Paris, ou au secrétaire du Trésor à la Trésorerie des Etats-Unis à Washington. Les Etats-Unis pourront, à leur gré, renoncer à toute notification exigée par le présent accord ; toute renonciation de l'espèce devra être faite par écrit ; elle ne pourra s'étendre à aucune notification ultérieure ni l'affecter ; elle ne portera pas atteinte au droit des Etats-Unis d'exiger une notification en vertu du présent accord.

10. *Accomplissement des formalités légales.* — La France déclare expressément et convient que la conclusion et la signature du présent accord ont été à tous égards dûment autorisées, et que tous les actes, conditions et formalités légales exigibles avant la conclusion du présent accord ont été accomplis, ainsi que l'exigent les lois de France et conformément à celle-ci.

11. *Double expédition.* — Le présent accord sera établi en double exemplaire dont chacun aura la force et l'effet d'un original.

En foi de quoi la France a fait signer le présent accord, en son nom, par l'Honorable Henry Bérenger, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington, dûment autorisé

7. *Exchange for Marketable Obligations.* — France will issue to the United States at any time, or from time to time, at the request of the Secretary of the Treasury of the United States, in exchange for any or all of the bonds issued hereunder and held by the United States, definitive engraved bonds in form suitable for sale to the public, in such amounts and denominations as the Secretary of the Treasury of the United States may request, in bearer form, with provision for registration as to principal and/or in fully registered form, and otherwise on the same terms and conditions, as to dates of issue and maturity, rate or rates of interest, if any, exemption from taxation, payment in obligations of the United States issued after April 6, 1917, and the like, as the bonds surrendered on such exchange. France will deliver definitive engraved bonds to the United States in accordance herewith within six months of receiving notice of any such request from the Secretary of the Treasury of the United States, and pending the delivery of the definitive engraved bonds will deliver, at the request of the Secretary of the Treasury of the United States, temporary bonds or interim receipts in form satisfactory to the Secretary of the Treasury of the United States. The United States, before offering any such bonds or interim receipts for sale in France, will first offer them to France for purchase at par and accrued interest, if any, and France shall likewise have the option, in lieu of issuing any such bonds or interim receipts, to make advance redemption, at par and accrued interest, if any, of a corresponding principal amount of bonds issued hereunder and held by the United States. France agrees that the definitive engraved bonds called for by this paragraph shall contain all such provisions, and that it will cause to be promulgated all such rules, regulations, and orders, as shall be deemed necessary or desirable by the Secretary of the Treasury of the United States in order to facilitate the sale of the bonds in the United States, in France or elsewhere, and that if requested by the Secretary of the Treasury of the United States, it will use its good offices to secure the listing of the bonds on such stock exchanges as the Secretary of the Treasury of the United States may specify.

8. *Cancellation and Surrender of Obligations.* — Upon the execution of this Agreement, the delivery to the United States of the principal amount of bonds of France to be issued hereunder, together with satisfactory evidence of authority for the execution of this Agreement by the representative of France and for the execution of the bonds to be issued hereunder, the United States will cancel and surrender to France at the Treasury of the United States in Washington, the obligations of France held by the United States.

9. *Notices.* — Any notices, request, or consent under the hand of the Secretary of the Treasury of the United States, shall be deemed and taken as the notice, request or consent of the United States, and shall be sufficient if delivered at the Embassy of France at Washington or at the office of the Ministry of Finance at Paris; and any notice, request, or election from or by France shall be sufficient if delivered to the American Embassy at Paris or to the Secretary of the Treasury at the Treasury of the United States in Washington. The United States in its discretion may waive any notice required hereunder, but any such waiver shall be in writing and shall not extend to or affect any subsequent notice or impair any right of the United States to require notice hereunder.

10. *Compliance with Legal Requirements.* — France represents and agrees that the execution and delivery of this Agreement have in all respects been duly authorised and that all acts, conditions, and legal formalities which should have been completed prior to the making of this Agreement have been completed as required by the laws of France and in conformity therewith.

11. *Counterparts.* — This Agreement shall be executed in two counterparts, each of which shall have the force and effect of an original.

In witness whereof France has caused this Agreement to be executed on its behalf by Hon. Henry Bérenger, its Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, thereunto

à cet effet, sous réserve toutefois de la ratification en France, et pareillement, les Etats-Unis ont fait signer le présent accord en leur nom, par le secrétaire du Trésor agissant en qualité de président de la « World War Foreign Debt Commission », avec l'assentiment du président, sous réserve toutefois de l'approbation du Congrès, conformément à l'Act du Congrès approuvé le 9 février 1922, modifié successivement par l'Act du Congrès du 28 février 1923, et ultérieurement par l'Act du Congrès approuvé le 21 janvier 1925, les mêmes jour et an que ci-dessus.

Pour la République française :

(Signé) Henri BÉRENGER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la World War Foreign Debt Commission,

(Signé) Andrew W. MELLON,

Secrétaire du Trésor et Président de la Commission.

Approuvé :

(Signé) Calvin COOLIDGE,
Président.

ANNEXE A

(Modèle d'obligation.)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La République française, ci-après dénommée « La France », pour valeur reçue s'engage à payer au Gouvernement des Etats-Unis, ci-après dénommés « Les Etats-Unis » ou à leur ordre le 15 juin 19 , la somme de Dollars (§) et à payer l'intérêt sur ladite somme en principal après le 15 juin 1930, au taux de :

- 1 % l'an du 15 juin 1930 au 15 juin 1940 ;
- 2 % l'an du 15 juin 1940 au 15 juin 1950 ;
- 2 ½ % l'an du 15 juin 1950 au 15 juin 1958 ;
- 3 % l'an du 15 juin 1958 au 15 juin 1965 ;
- 3 ½ % l'an après le 15 juin 1965 ;

ces intérêts étant payables semestriellement le 15 décembre et le 15 juin de chaque année.

La présente obligation est payable principal et intérêts en monnaie d'or des Etats-Unis d'Amérique de l'étalon de valeur actuel, ou, au choix de la France, moyennant préavis d'au moins 30 jours aux Etats-Unis, en obligations quelconques des Etats-Unis émises après le 6 avril 1917 ; lesquelles seront acceptées au pair plus les intérêts courus à la date de paiement prévue.

Le principal et les intérêts de la présente obligation seront payés sans déduction d'impôt et avec exemption de toutes taxes ou autres droits publics présents ou futurs, imposés soit par la France ou avec son autorisation, soit par toute autorité publique ou locale française admise à lever des impôts chaque fois, aussi longtemps que et pour autant que le propriétaire effectif de la présente obligation sera : a) le Gouvernement des Etats-Unis ; b) une personne, firme

duly authorized, subject, however, to ratification in France, and the United States has likewise caused this Agreement to be executed on its behalf by the Secretary of the Treasury as Chairman of the World War Foreign Debt Commission, with the approval of the President, subject, however, to the approval of Congress, pursuant to the Act of Congress approved February 9, 1922, as amended by the Act of Congress approved February 28, 1923, and as further amended by the Act of Congress approved January 21, 1925, all on the day and the year first above written.

The French Republic,

By: Henry BÉRENGER.

The United States of America,

For the World War Foreign Debt Commission,

By: Andrew W. MELLON,
*Secretary of the Treasury and Chairman
of the Commission.*

Approved :

By: Calvin COOLIDGE,
President.

Copie certifiée conforme :

*Le ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières

EXHIBIT A.

(Form of Bond.)

THE REPUBLIC OF FRANCE.

The Republic of France, hereinafter called France, for value received, promises to pay to the Government of the United States of America, hereinafter called the United States, or order, on June 15, 19 , the sum of

Dollars (\$), and to pay interest upon said principal sum after June 15, 1930, at the rate of 1 % per annum from June 15, 1930, to June 15, 1940, at the rate of 2 % per annum from June 15, 1940, to June 15, 1950, at the rate of 2 ½ % per annum from June 15, 1950, to June 15, 1958, at the rate of 3 % per annum from June 15, 1958, to June 15, 1965, and at the rate of 3 ½ % per annum after June 15, 1965,

all payable semiannually on the 15th day of December and June in each year.

This bond is payable as to both principal and interest in gold coin of the United States of America of the present standard of value, or, at the option of France, upon not less than thirty day's advance notice to the United States, in any obligations of the United States, issued after April 6, 1917, to be taken at par and accrued interest to the date of payment hereunder.

This bond is payable as to both principal and interest without deduction for, and is exempt from, any and all taxes and other public dues, present or future, imposed by or under authority of France or any political or local taxing authority within France, whenever, so long as, and to the extent that, beneficial ownership is in (a) the Government of the United States, (b) a person, firm, or association neither domiciled nor ordinarily resident in France, or (c) a corporation

ou association n'ayant en France ni domicile ni résidence habituelle, ou c) une corporation non organisée sous le régime des lois françaises.

La présente obligation est payable principal et intérêts à la Trésorerie des Etats-Unis, à Washington ou, au choix du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, à la Federal Reserve Bank of New-York. Cette obligation est émise conformément aux dispositions du paragraphe 2 d'un accord conclu le 29 avril 1926 entre la France et les Etats-Unis, auquel cette obligation est soumise et auquel il est fait ici référence.

En foi de quoi la France a fait signer la présente obligation en son nom par son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington, dûment autorisé à cet effet pour valoir du 15 juin 1925.

La République française,

par :

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

not organised under the laws of France. This bond is payable as to both principal and interest at the Treasury of the United States in Washington, D. C., or at the option of the Secretary of the Treasury of the United States at the Federal Reserve Bank of New-York.

This bond is issued pursuant to the provisions of paragraph 2 of an Agreement dated April 29, 1926, between France and the United States, to which Agreement this bond is subject and to which reference is hereby made.

In witness whereof, France has caused this bond to be executed in its behalf by its Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, thereunto duly authorized, as of June 15, 1925.

The French Republic :

By :

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary.

N° 2293.

AUTRICHE ET ITALIE

Traité relatif à la navigation aérienne,
avec protocole additionnel. Signés
à Rome, le 11 mai 1928.

AUSTRIA AND ITALY

Treaty regarding Aerial Navigation,
with Additional Protocol. Signed
at Rome, May 11, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2293. — CONVENZIONE ¹ FRA L'AUSTRIA E L'ITALIA RELATIVA ALLA NAVIGAZIONE AEREA. FIRMATA A ROMA, L'11 MAGGIO 1928.

Textes officiels italien et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 mars 1930.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e IL PRESIDENTE FEDERALE DELLA REPUBBLICA D'AUSTRIA, egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e l'Austria a facilitare, per fini pacifici, le loro relazioni aeree, e, in generale, le relazioni internazionali per vie aerea; hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno designato per loro plenipotenziari, rispettivamente:

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA:

S. E. Dott. Italo BALBO Sottosegretario di Stato per l'Aeronautica;

IL PRESIDENTE FEDERALE DELLA REPUBBLICA D'AUSTRIA:

Signor. Dott. Antonio POESCHMANN Capo Sezione nel Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni,

i quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

Articolo I.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà in tempo di pace agli aeromobili dell'altro Stato contraente, regolarmente in esso immatricolati, la libertà di passaggio inoffensivo al di sopra del proprio territorio, purchè siano osservate le condizioni stabilite nella presente Convenzione.

È inteso, tuttavia, che l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari, con o senza scalo, passanti al disopra del territorio di una delle Alte Parti contraenti, da parte di imprese appartenenti all'altra Alta Parte contraente, come pure i ripetuti trasporti commerciali eseguiti da imprese aeree a scopo di lucro, saranno subordinati ad accordi speciali fra le più alte autorità aeronautiche dei due Stati.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà inoltre sotto condizione di reciprocità all'altro Stato contraente il trattamento della Nazione più favorita, per tutto quanto concerne i reciproci rapporti in materia di navigazione aerea commerciale, tenendo presente il disposto del comma precedente.

Ai sensi della presente Convenzione, per territorio di uno Stato si intenderà il territorio nazionale, metropolitano e coloniale, unitamente alle sue acque territoriali.

Sono considerati aeromobili, a norma di questa Convenzione, tutti gli aeromobili privati e quelli dello Stato che non sono usati come aeromobili militari, doganali o di polizia.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 28 janvier 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2293. — VERTRAG¹ ZWISCHEN ÖSTERREICH UND ITALIEN ÜBER DEN LUFTVERKEHR. GEZEICHNET IN ROM, AM 11. MAI 1928.

Italian and German official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 11, 1930.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN und DER BUNDES-PRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH, in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Italiens und Österreichs liegt, ihre und im allgemeinen die zwischenstaatlichen Luftverkehrsbeziehungen im friedlichen Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke einen Vertrag abzuschliessen, und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN :

S. E. Dr. Italo BALBO Unterstaatssekretär für die Luftfahrt ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Anton POESCHMANN, Sektionschef im Bundesministerium für Handel und Verkehr ;

Die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Vertrage enthaltenen Bestimmungen das Recht zum unschädlichen Luftverkehr über seinem Gebiet.

Es besteht indessen Einverständnis darüber, dass die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien sowie sonstige wiederholte erwerbsmässige Fahrten durch Luftfahrtunternehmen des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg (mit oder ohne Landung) Sondervereinbarungen zwischen der obersten Luftfahrtbehörden der beiden Staaten unterliegen.

Unter Bedachtnahme auf die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes gewährt im übrigen jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile dem anderen Vertragsstaate unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit die Behandlung der meistbegünstigten Nation in allem, was die gegenseitigen Beziehungen auf dem Gebiete der Handelsluftfahrt betrifft.

Als Gebiet im Sinne dieses Vertrages gilt das Gebiet des Mutterlandes und der Kolonien einschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeug im Sinne dieses Vertrages gelten die privaten und diejenigen staatlichen Luftfahrzeuge, die nicht als Militär, Zoll- oder Polizeiluftfahrzeuge verwendet werden.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, January 28, 1930.

Sono considerati aeromobili militari tutti quelli che fanno parte dell'organizzazione militare, o che con contrassegni speciali sono caratterizzati aeromobili militari o che sono comandati da persone in servizio militare.

A norma della presente Convenzione, per aeromobili si intendono tanto gli aeromobili a motore quanto gli sferici.

Articolo 2.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Alte Parti contraenti, i loro equipaggi, i passeggeri e il carico, quando si troveranno sul territorio dell'altro Stato, saranno sottoposti alle obbligazioni risultanti dalle prescrizioni in vigore presso lo Stato sorvolato, principalmente a quelle riguardanti la navigazione aerea in genere, in quanto esse si applichino a tutti gli aeromobili esteri senza distinzione di nazionalità, i diritti doganali e gli altri diritti fiscali, i divieti di importazione e di esportazione, il trasporto delle persone e delle cose, la sicurezza e l'ordine pubblico. Saranno inoltre sottoposti alle altre obbligazioni risultanti dalla legislazione generale vigente, salvo contrarie disposizioni della presente Convenzione.

Il trasporto commerciale di persone e di cose fra due punti del territorio nazionale potrà essere riservato agli aeromobili nazionali.

I combustibili che si trovano a bordo dell'aeromobile sono esenti da dazio per la quantità che occorre per portare a termine il volo indicato nel registro di bordo.

Articolo 3.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà proibire la navigazione aerea al disopra di talune zone del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, tra gli aeromobili nazionali e quelli appartenenti all'altro Stato. Ciascuno degli Stati contraenti dovrà far conoscere all'altro Stato le zone di territorio al disopra delle quali è vietata la navigazione aerea.

Inoltre, ciascuna delle Alte Parti contraenti si riserva il diritto di limitare o di proibire provvisoriamente, in tempo di pace, in tutto o in parte, per circostanze eccezionali e con effetto immediato, la navigazione aerea al disopra del proprio territorio a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, fra gli aeromobili appartenenti all'altro Stato contraente, e quelli appartenenti a qualsiasi altro paese straniero.

Articolo 4.

Ogni aeromobile che voli sopra una zona vietata, dovrà appena se ne accorga, fare il segnale di allarme previsto dal regolamento per la navigazione aerea dello Stato sorvolato. Dovrà inoltre, atterrare fuori della zona vietata, al più presto possibile, in uno dei più vicini aeroporti dello Stato stesso.

Articolo 5.

Gli aeromobili dovranno essere muniti di segni distintivi chiaramente visibili, e che permetteranno di constatare la loro identità durante il volo (marche di nazionalità e di immatricolazione). Dovranno inoltre portare l'indicazione del nome e del domicilio del proprietario.

Gli aeromobili dovranno essere muniti del certificato di immatricolazione e di navigabilità e di tutti gli altri documenti prescritti nel loro paese di origine, per la navigazione aerea.

Tutti i membri dell'equipaggio che esplicheranno sull'aeromobile una attività sottoposta, nel loro paese di origine, ad una autorizzazione speciale, dovranno essere provvisti dei documenti prescritti nel loro paese di origine per la navigazione aerea, e specialmente dei brevetti e delle licenze regolamentari.

Als Militärluftfahrzeuge sind jene Luftfahrzeuge anzusehen, die einen Bestandteil der militärischen Ausrüstung bilden oder die durch besondere Abzeichen als militärische Fahrzeuge gekennzeichnet sind oder die von Personen im Militärdienste befehligt werden.

Unter Luftfahrzeugen im Sinne dieses Vertrages sind Motorluftfahrzeuge und Freiballons zu verstehen.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Hohen Vertragsschliessenden Teiles, ihre Besatzung, ihre Landung und ihre Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiete des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Ein- und Ausfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieser Vertrag nichts anderes vorsieht.

Die erwerbsmässige Beförderung von Personen oder Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebietes kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Die an Bord der Luftfahrzeuge befindlichen Betriebsmittel sind in der Menge, die zur Beendigung der im Bordbuche ausgewiesenen Reise erforderlich ist, zollfrei.

Artikel 3.

Die beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile können den Luftverkehr über bestimmten Teilen ihres Gebietes verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen ihren heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Staates kein Unterschied gemacht wird. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder Vertragsteil das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Gebiete in Friedenszeiten ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorüber gehend einzuschränken oder zu verbieten, unter der Bedingung, dass in dieser Hinsicht kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates und den Luftfahrzeugen jedes anderen fremden Landes gemacht wird.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet gerät, hat, sobald es dies bemerkt, das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und sobald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb des verbotenen Gebietes gelegenen Flugplatze dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Flugzeug eine in ihrem Heimatlande einer besonderen Erlaubniss unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Ausweisen für die Luftverkehr, insbesondere mit den vorgeschriebenen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen, versehen sein.

Gli altri membri dell'equipaggio dovranno essere muniti di documenti comprovanti la loro occupazione a bordo, la loro professione, la loro identità e la loro nazionalità.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi dall'una delle Alte Parti contraenti per l'aeromobile o l'equipaggio, saranno validi presso l'altro Stato, allo stesso titolo dei corrispondenti documenti, rilasciati o resi validi dallo Stato stesso.

Ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di non riconoscere, per la navigazione al disopra del proprio territorio, i brevetti di abilitazione e le licenze rilasciate ad un suo cittadino dall'altra Parte contraente.

L'equipaggio ed i viaggiatori, finchè non sarà intervenuta Convenzione in contrario, dovranno essere muniti dei documenti obbligatori secondo le prescrizioni in vigore per il traffico internazionale.

Se la navigabilità di un aeromobile fornito dei necessari documenti diminuisce in seguito in modo tale che la sicurezza dei viaggiatori è in pericolo, la continuazione del volo dell'aeromobile nel territorio dell'Altro Stato può essere sottoposta alla condizione che l'aeromobile venga riparato per assicurare la continuazione ininterrotta del volo.

Articolo 6.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Parti contraenti non potranno essere provvisti di apparecchi di radio-comunicazione al disopra del territorio dell'altra Parte contraente se non quando ciò sia permesso dai due Stati contraenti. Tali apparecchi saranno usati soltanto da persone dell'equipaggio provviste di una autorizzazione speciale rilasciata a questo scopo dal loro Stato di origine.

Le due Parti contraenti si riservano il diritto di emanare regolamenti relativi alla installazione obbligatoria di apparecchi di radiocomunicazione a bordo degli aeromobili, per ragioni di sicurezza.

Articolo 7.

Gli aeromobili, il loro personale navigante ed i passeggeri non possono portare seco armi, munizioni, materiale bellico, veleni, esplosivi, colombe viaggiatori ed apparecchi fotografici senza il permesso di quello Stato sul cui territorio si trova l'aeromobile. Questo divieto non ha vigore per il personale navigante, il quale è autorizzato a portare sul velivolo i mezzi di segnalazione e le armi personali necessarie per la sicurezza delle persone o merci naviganti.

Per ragioni di sicurezza pubblica ciascuno degli Stati contraenti può limitare o proibire nel suo territorio anche il trasporto di oggetti diversi da quelli sopraelencati: tale divieto deve essere applicato senza distinzione agli aeromobili di entrambi le Parti contraenti.

Articolo 8.

Gli aeromobili che trasportano passeggeri e merci dovranno essere muniti di una lista nominativa dei passeggeri, e per le merci, di un manifesto contenente la descrizione, in natura ed in quantità, del carico, nonchè delle necessarie dichiarazioni doganali.

Se all'arrivo di un aeromobile è rilevata una divergenza fra le merci trasportate ed i documenti sopra menzionati, le Autorità doganali dell'aeroporto di arrivo dovranno mettersi direttamente in rapporto con le Autorità doganali competenti dell'altro Stato contraente.

Il trasporto di effetti postali sarà regolato direttamente tra le Amministrazioni postali dei due Stati contraenti, per mezzo di accordi speciali.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Lufttüchtigkeits-scheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Giltigkeit wie die in diesem Staate ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden.

Jeder der Vertragschliessenden Teile behält sich vor das Recht, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebietes den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaate erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen, soweit nicht etwas anderes vereinbart worden ist, mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind.

Falls sich die Lufttüchtigkeit eines mit den erforderlichen Ausweisen versehenen Luftfahrzeuges in der Folge so verringert hat, dass die Sicherheit der Fluggäste gefährdet ist, kann die Fortsetzung der Reise dieses Fahrzeuges im Gebiete des anderen Staates von der Ausbesserung des Fahrzeuges abhängig gemacht werden, um eine ungestörte Fortsetzung der Reise zu sichern.

Artikel 6

Die Luftfahrzeuge des einen der Vertragschliessenden Teile dürfen in Gebiet des anderen Vertragsstaates nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein wie dies von beiden Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihres Heimstaates mit sich führen.

Die beiden Vertragschliessenden Teile behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 7.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, Kriegsmaterial, Giftstoffe, Sprengstoffe, Brieftauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet. Diese Bestimmung gilt nicht für die Besatzung, die ermächtigt ist, auf dem Fahrzeuge Signalmittel und Handwaffen mitzuführen, die zum Schutze der beförderten Personen oder Güter notwendig sind.

Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann jeder Vertragsstaat in seinem Gebiete das Mitführen auch anderer als der im vorstehenden Absatze angeführten Gegenstände Einschränkungen unterwerfen oder verbieten; eine solche Massnahme ist ohne Unterschied auf die Luftfahrzeuge beider Vertragschliessenden Teile anzuwenden.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste oder Güter mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den oben erwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden des Ankunftsflughafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Articolo 9.

Alla partenza ed all'atterraggio ogni Stato contraente potrà fare visitare sul proprio territorio dalle Autorità competenti gli aeromobili dell'altro Stato e fare esaminare i certificati e gli altri documenti prescritti.

Articolo 10.

Gli aeroporti aperti al servizio della navigazione aerea pubblica saranno in egual modo accessibili agli aeromobili dei due Stati. Questi potranno servirsi egualmente dei servizi d'informazione meteorologica, di collegamento radioelettrico e di segnalazione diurna e notturna. Le eventuali tasse (tasse di atterraggio, di ricovero ecc.) saranno eguali per gli aeromobili nazionali e per quelli appartenenti all'altro Stato.

Articolo 11.

Gli aeromobili provenienti da uno degli Stati contraenti o partenti alla volta di essi, dovranno effettuare l'atterraggio o la partenza soltanto in uno degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica e classificati come aeroporti doganali, (con servizio dei controlli di passaporti), senza alcun atterraggio intermediario tra la frontiera e l'aeroporto. In casi speciali, le autorità competenti potranno autorizzare la partenza o l'arrivo su altro aeroporto nel quale saranno effettuate le operazioni doganali e il controllo dei passaporti. Il divieto di atterraggi intermedi si applica a tali casi speciali.

In caso di atterraggio forzato fuori degli aeroporti previsti al comma primo, il Comandante dell'aeromobile, l'equipaggio ed i passeggeri dovranno uniformarsi alla regolamentazione nazionale vigente in materia.

Le due Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente la lista degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica. Tale lista definirà quali, fra detti aeroporti, sono classificati fra gli aeroporti doganali. Ogni modifica apportata a tale lista, ed ogni restrizione, anche temporanea, del diritto di servizi di uno degli aeroporti, dovranno essere comunicate immediatamente all'altra parte contraente.

Articolo 12.

Le frontiere comuni delle Alte Parti contraenti potranno essere sorvolate soltanto sui punti determinati di comune accordo dalle più alte autorità aeronautiche dei due Stati. Le frontiere non comuni saranno sorvolate sui punti che saranno stati fissati dallo Stato interessato.

È fin da ora convenuto che tutte le zone di frontiera comuni, non comuni, sulle quali una delle Parti contraenti autorizza il transito dei propri aeromobili di altra nazionalità, saranno aperte, senza altra formalità, al transito degli aeromobili appartenenti all'Altra Parte contraente.

Articolo 13.

È proibito il gettito di altra zavorra, che non sia di sabbia fina o di acqua.

Articolo 14.

Durante il volo, non potranno essere gettati o abbandonati in altro modo, oltre la zavorra, se non materie ed oggetti per i quali sia stata accordata autorizzazione speciale da parte dello Stato sorvolato.

Artikel 9.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 10.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flugplätze sind den Luftfahrzeugen beider Staaten in gleicher Weise zugänglich. Die Luftfahrzeuge können ebenso die Einrichtungen des Wetterdienstes, des Funkdienstes und des Flugsicherungsdienstes benützen. Die etwaigen Gebühren (Landegeld, Aufenthaltgebühr u. s. w.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Artikel 11.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragsstaaten darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flugplatz, der ein Zollflugplatz mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flugplatz. In besonderen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach den Ausflug von anderen Flugplätzen gestatten, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung ausserhalb der im ersten Absatze bezeichneten Flugplätze haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den in Betracht kommenden staatlichen Vorschriften zu richten.

Die beiden Höhen Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flugplätze mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flugplätze besonders aufführen, die Zollflugplätze sind. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung des Rechtes zur Benützung eines dieser Flugplätze ist dem anderen Vertragsteile unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 12.

Die gemeinsamen Grenzen der beiden Höhen Vertragschliessenden Teile dürfen nur an denjenigen Stellen überflogen werden, die in gemeinsamer Vereinbarung zwischen den obersten Luftfahrbehörden der beiden Staaten bestimmt werden. Die nicht gemeinsamen Grenzen sind an denjenigen Stellen zu überfliegen, die von dem in Frage kommenden Staat bestimmt worden sind.

Es besteht Einverständnis darüber, dass alle gemeinsamen und nicht gemeinsamen Grenzabschnitte über die einer der Vertragsteile den Überflug der Luftfahrzeuge anderer Staatszugehörigkeit gestattet, ohne weiteres für den Überflug der Luftfahrzeuge des anderen Vertragsteiles offen sein werden.

Artikel 13.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 14.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Gebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

Il gettito dei rifiuti da aeromobili in volo deve essere regolato secondo le disposizioni emanate in proposito dallo Stato nel cui territorio avviene il fatto.

Articolo 15.

Per tutte le questioni di nazionalità, connesse con l'applicazione della presente Convenzione, è stabilito che gli aeromobili hanno la nazionalità dello Stato sul registro del quale sono regolarmente immatricolati.

Un aeromobile può essere immatricolato presso uno dei due Stati, soltanto se appartiene per intero a cittadini aventi la nazionalità di esso Stato. Se l'aeromobile appartiene ad una Società, questa, qualunque sia la sua forma, dovrà soddisfare a tutte le condizioni richieste dalla legislazione italiana o dalla legislazione austriaca per essere considerata rispettivamente, come società italiana o come Società austriaca.

Articolo 16.

Le Alte Parti contraenti scambieranno fra di esse mensilmente una lista delle iscrizioni e delle radiazioni effettuate sul rispettivo Registro Aeronautico nel mese precedente.

Articolo 17.

Ogni aeromobile che entri o transiti attraverso l'atmosfera di uno dei due Stati contraenti, e che vi effettui soltanto gli atterraggi o fermate ragionevolmente necessari, potrà sottrarsi al sequestro per contraffazione di un brevetto, disegno o modello, mercè il deposito di una cauzione il cui ammontare, in mancanza di accordo amichevole, sarà stabilito nel più breve termine dall'autorità competente del luogo dove il sequestro dovrebbe essere eseguito.

Articolo 18.

Gli aeromobili appartenenti ai due Stati contraenti avranno diritto, per l'atterraggio, e specialmente in caso di pericolo, agli stessi provvedimenti di assistenza degli aeromobili nazionali.

Il salvataggio degli aeromobili perduti in mare sarà regolato, salvo convenzione contraria, dai principi del diritto marittimo risultante dalle Convenzioni internazionali in vigore, o in mancanza dalla legge nazionale di chi effettua il salvataggio.

Articolo 19.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente tutte le prescrizioni relative alla navigazione aerea, in vigore nei rispettivi territori.

Articolo 20.

I particolari di applicazione della presente Convenzione saranno regolati, ogni qualvolta ciò sarà possibile, per mezzo di intese dirette fra le amministrazioni competenti delle due Parti contraenti, specialmente per quanto riguarda le formalità doganali.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti comunicherà all'altra Parte tutti gli atti contrari alle disposizioni di questa Convenzione commessi eventualmente nel suo territorio da persone o enti che abbiano la nazionalità dell'altro Stato.

Beim Abwerfen von Abfallstoffen aus unterwegs befindlichen Luftfahrzeugen sind die bezüglichlichen Vorschriften des Staates zu beachten, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird.

Artikel 15.

Soweit bei Ausführung dieses Vertrages Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die italienische oder österreichische Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als italienische oder österreichische Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 16.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden monatlich Verzeichnisse über Eintragungen und Löschungen, die während des vorhergehenden Monats im bezüglichlichen Luftfahrzeugregister bewirkt worden sind, untereinander austauschen.

Artikel 17.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme die wegen Verletzung eines Patentes-Musters oder Modelles bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 18

Die Luftfahrzeuge der beiden Vertragsstaaten haben bei Landungen, insbesondere bei Notlandungen, Anspruch auf die gleiche Hilfeleistung wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf hoher See in Not geraten sind, richtet sich, vorbehaltlich gegenteiliger Abmachung, nach den Grundsätzen des Seerechtes, wie sie sich aus den jeweiligen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates, dem die Letter angehören ergeben.

Artikel 19

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 20.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Vertrages (insbesondere die Zollformalitäten) werden soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsteile geregelt.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile wird Zuwiederhandlungen, die in seinem Gebiete von Personen oder Unternehmen, die die Nationalität des anderen Staates besitzen, gegen die Bestimmungen dieses Vertrages begangen werden, dem anderen Teile mitteilen.

Ogni contestazione relativa alla applicazione della presente Convenzione, che non potrà essere regolata amichevolmente per la via diplomatica ordinaria, sarà sottoposta prima all'esame di una Commissione di conciliazione costituita da un membro per l'Italia, un membro per l'Austria e un presidente nominato di comune accordo. Tanto i membri quanto il Presidente saranno nominati di volta in volta, quando se ne presenti il bisogno. Qualora le Parti contraenti non convengano nella nomina del Presidente o nel parere dato da detta Commissione, la contestazione verrà deferita alla Corte permanente di Giustizia Internazionale.

Articolo 21.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà, in ogni istante, denunciare la presente Convenzione, con un preavviso di dodici mesi.

Articolo 22.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata, e le ratifiche saranno scambiate a Vienna nel più breve termine possibile.

Essa entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Roma, li 11 maggio 1928, in doppio originale, italiano e tedesco; i due testi avranno pari efficacia.

(Firmato) Italo BALBO.

PROTOCOLLO AGGIUNTO.

All'atto della ratifica Convenzione su esposta riguardante la navigazione aerea conclusa tra il Regno d'Italia e la Repubblica d'Austria, i relativi rappresentanti si sono messi d'accordo senza altro sui seguenti punti:

1° La clausola della « Nazione più favorita » accordata nell'articolo 1, comma 3° della Convenzione non riguarda il lato finanziario delle imposte dirette e delle tasse. La questione delle imposte dirette gravanti sulle imprese di navigazione aerea che svolgono la loro attività su territori di ambedue gli Stati, viene regolata secondo l'Accordo del 6 aprile 1922, per evitare una imposizione doppia.

2° Riguardo agli sferici le disposizioni della Convenzione sono applicabili soltanto nei limiti consentiti dal carattere speciale di tali aeromobili.

Questo Protocollo aggiunto, che fa parte della Convenzione su esposta ed entra in vigore con essa, verrà fatto in doppio originale, italiano e tedesco; i due testi avranno pari efficacia.

ROMA, li 11 maggio 1928.

(Firmato) Italo BALBO.

Streitigkeiten, welche die Ausführung dieses Vertrages betreffen und nicht auf dem üblichen diplomatischen Wege beigelegt werden können, werden zunächst einem Vermittlungsausschusse zur Prüfung unterbreitet, der aus je einem von Italien und Österreich bestellten Mitgliede und einem im gemeinsamen Einvernehmen bestellten Vorsitzenden besteht. Sowohl die Mitglieder als auch der Vorsitzende werden von Fall zu Fall ernannt, wenn sich die Notwendigkeit hiezu ergibt. Sollten sich die vertragschliessenden Teile auf die Person des Vorsitzenden oder das vom Ausschusse erstattete Gutachten nicht einigen, wird der Streitfall dem ständigen Internationalen Schiedsgerichtshof unterbreitet.

Artikel 21.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann diesen Vertrag zu jedem Zeitpunkte mit einer Frist von 12 Monaten kündigen.

Artikel 22.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Wien ausgetauscht werden.

Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

Geschehen in Rom, am 11. Mai tausendneunhundertachtundzwanzig, in doppelter Urschrift in italienischer und deutscher Sprache, wobei beide Texte gleich authentisch sind.

(Unterschrieben) POESCHMANN.

ZUSATZPROTOKOLL

Bei Unterzeichnung des zwischen dem Königreich Italien und der Republik Österreich abgeschlossenen Vertrages über den Luftverkehr sind die unterfertigten Bevollmächtigten weiters über Folgendes übereingekommen:

1^o Die in Artikel 1, Absatz 3, des Vertrages vereinbarte Klausel der « meistbegünstigten Nation » bezieht sich nicht auch auf das Gebiet der direkten Steuern und Abgaben. Die Frage der direkten Steuern für Luftfahrtunternehmen, die auf den beiderseitigen Staatsgebieten tätig sind, regelt sich nach den Bestimmungen des Übereinkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung vom 6. April 1922.

2^o Auf Freiballon sind die Bestimmungen des Vertrages nur soweit anzuwenden, als es die Eigenart dieser Luftfahrzeuge zulässt.

Dieses Zusatzprotokoll, das als Bestandteil des eingangs bezeichneten Vertrages gilt und mit diesem in Kraft tritt, in doppelter Urschrift, in italienischer und deutscher Sprache ausgefertigt, deren Texte gleich authentisch sind.

ROM, am 11. Mai tausendneunhundertachtundzwanzig.

(Unterschrieben) POESCHMANN.

Per copia conforme:

Il Capo dell'Ufficio trattati,

(signature illisible.)

¹ TRADUCTION.N^o 2293. — TRAITÉ RELATIF A LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE L'AUTRICHE ET L'ITALIE. SIGNÉ A ROME, LE 11 MAI 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, également convaincus qu'il est de l'intérêt commun de l'Italie et de l'Autriche de faciliter, pour des fins pacifiques, le développement de leurs communications aériennes et des communications aériennes internationales, en général, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. E. le D^r Italo BALBO, sous-secrétaire d'Etat à l'Aéronautique ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Anton POESCHMANN, chef de section au Ministère fédéral du Commerce et des Communications ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, sous réserve de l'observation des dispositions contenues dans la présente convention.

Il est entendu, toutefois, que l'établissement et l'exploitation, par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, de lignes aériennes régulières, avec ou sans escale, passant au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante, ainsi que les transports commerciaux répétés effectués dans un but lucratif par des entreprises de navigation aérienne, seront subordonnés à des accords spéciaux entre les plus hautes autorités aéronautiques des deux Etats.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera, en outre, à l'autre Partie contractante, sous réserve de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les relations réciproques en matière de navigation commerciale aérienne, compte tenu des dispositions de l'alinéa précédent.

Aux fins de la présente convention, le terme territoire d'un Etat s'entend du territoire national, métropolitain et colonial, y compris les eaux territoriales.

Sont considérés comme aéronefs, au sens de la présente convention, tous les aéronefs privés et les aéronefs de l'Etat qui ne sont pas utilisés comme aéronefs militaires, et aéronefs de douane ou de police.

Sont considérés comme aéronefs militaires tous les aéronefs qui font partie de l'organisation militaire, ou qui portent des marques spéciales les désignant comme aéronefs militaires, ou qui sont commandés par des personnes en service militaire.

Au sens de la présente convention, on entend par aéronefs tant les aéronefs à moteur que les ballons sphériques.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.No. 2293. — TREATY BETWEEN AUSTRIA AND ITALY REGARDING
AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT ROME, MAY 11, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being firmly convinced that it is to the mutual advantage of Italy and Austria to promote, for peaceful purposes, the development of air navigation between the two countries and of international air navigation in general, have decided to conclude a Treaty to that end, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. Dr. Italo BALBO, Under-Secretary of State for Air :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Anton POESCHMANN, Head of Section in the Federal Ministry of Commerce and Transport ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, accord freedom of innocent air passage above its territory to aircraft of the other Contracting Party duly registered therein, provided that the stipulations of the present Treaty are observed.

It is, however, understood that the creation and operation of regular air routes (with or without landing), within or across the territory of one of the High Contracting Parties by undertakings belonging to the other Party, as well as other regular transport services conducted by air companies for purposes of gain, shall be subject to special agreements between the highest air authorities of both States.

Further, subject to the provisions of the foregoing paragraph, each of the High Contracting Parties shall, on condition of reciprocity, grant most-favoured-nation treatment to the other contracting State in all matters of commercial intercourse by air.

For the purposes of the present Treaty, the word " territory " shall mean the territory of the mother country and the colonies, including territorial waters.

For the purposes of the present Treaty, the term " aircraft " shall mean private aircraft and Government aircraft which are not used for military, Customs or police purposes.

The term " military aircraft " shall mean aircraft which form part of the equipment of the military forces, or which bear the special distinguishing marks of military aircraft, or which are under the command of persons in military service.

For the purposes of the present Treaty, the term " aircraft " shall be deemed to include motor driven aircraft and free balloons.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leur équipage, les passagers et le chargement, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions concernant la navigation aérienne, en général, — pour autant que ces prescriptions s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, — les droits de douane et autres droits fiscaux, les prohibitions d'importation et d'exportation, le transport des personnes et des marchandises, la sécurité et l'ordre public. Ils seront, en outre, soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur, sauf dispositions contraires de la présente convention.

Le transport commercial des personnes et des marchandises entre deux points du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le combustible qui se trouve à bord des aéronefs sera exempté des droits de douane jusqu'à concurrence de la quantité nécessaire à l'accomplissement du voyage indiqué dans le livre de bord.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux qui ressortissent à l'autre Etat. Chacun des deux Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

D' plus, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en temps de paix, en totalité ou en partie, par suite de circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs de l'autre Etat contractant et les aéronefs de tout autre pays étranger.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra de donner le signal de détresse prévu par le Règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé. Il devra, en outre, atterrir en dehors de la zone interdite le plus tôt possible sur l'un des plus proches aérodomes de cet Etat.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront en outre le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage, qui exerceront dans l'aéronef une activité subordonnée dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne, et notamment des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces indiquant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou reconnus valables par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de reconnaître, pour la navigation au-dessus de son territoire, la validité des brevets d'aptitude et des licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

Article 2.

The aircraft of either High Contracting Party, their crews, cargoes and passengers shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising from the regulations in force in that State at the time, and especially to the regulations governing air traffic generally, provided that these apply to all foreign aircraft without distinction of nationality. They shall also be subject to the regulations concerning Customs duties and other taxes, import and export prohibitions, transport of passengers and goods, and public security and order. They shall further be liable to any other obligations arising from the general legislation in force at the time, except as otherwise provided in the present Treaty.

The commercial transport of passengers and goods between two points within its own territory may be reserved by a State for national aircraft.

The fuel on board an aircraft shall be admitted free of duty to the amount requisite for completion of the journey as shown by the log.

Article 3.

Both the High Contracting Parties may prohibit air traffic over certain areas of their territory, provided that no distinction is made in this respect between national aircraft and the aircraft of the other State. Areas over which air traffic is thus prohibited shall be notified to the other contracting State.

Each of the Contracting Parties further reserves the right, under exceptional circumstances and with immediate effect, in time of peace temporarily to restrict air traffic over its own territory or to prohibit such traffic entirely or partially, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the other contracting State and those of any other foreign country.

Article 4.

An aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the air traffic regulations of the State flown over, and land without delay as near as possible to an aerodrome belonging to the State in question situated outside the prohibited area.

Article 5.

Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified during flight (nationality and registration marks). They must also bear the name and address of the owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness and any other documents prescribed in the country to which they belong.

All members of the crew performing duties on board, for the exercise of which a special licence is required in their home country, must hold the certificates there required for air navigation and in particular the prescribed certificates of competency and licences.

The other members of the crew must be provided with certificates stating their duties on board, trade or profession, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or approved by one of the High Contracting Parties for the aircraft or the crew shall have the same validity in the other contracting State as the corresponding documents issued or approved by the latter State.

For the purposes of flight within its own territory, each of the High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise certificates of competency and licences issued to its own nationals by the other contracting State.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Si la navigabilité d'un aéronef muni des documents nécessaires diminue par la suite dans une mesure telle que la sécurité des voyageurs soit menacée, la continuation du vol de l'aéronef dans le territoire de l'autre Etat pourra être subordonnée à l'exécution des réparations nécessaires pour assurer la continuation ininterrompue du voyage.

Article 6.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Parties contractantes ne pourront être munis d'appareils de radio-communication au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante que si les deux Etats contractants le permettent. Ces appareils ne seront utilisés que par les membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur Etat d'origine.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des règlements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de radio-communication à bord des aéronefs.

Article 7.

Les aéronefs, leur équipage et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions, ni matériel de guerre, ni matières vénéneuses, ni explosifs, ni pigeons voyageurs et appareils photographiques sans l'autorisation de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'aéronef. Cette interdiction ne sera pas applicable au personnel navigant, qui est autorisé à emporter sur l'aéronef les moyens de signalisation et les armes personnelles nécessaires à la sécurité des personnes ou des marchandises transportées.

Pour des raisons de sûreté publique, chacun des Etats contractants pourra cependant aussi limiter ou prohiber sur son territoire le transport d'objets autres que les objets mentionnés ci-dessus ; les mesures de ce genre devront être appliquées sans distinction aux aéronefs des deux Parties contractantes.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et en quantité, ainsi que les déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les deux administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Au départ et à l'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aérodromes ouverts au service de la navigation aérienne publique seront pareillement accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaison radio-électrique et de signalisation diurne et nocturne. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et pour les aéronefs ressortissant à l'autre Etat.

The crew and the passengers must, unless otherwise agreed, be provided with the documents required for international traffic by the regulations in force at the time.

If the airworthiness of an aircraft provided with the requisite certificates shall subsequently be so impaired that the safety of the passengers is endangered, the continuation of the journey of such aircraft over the territory of the other State may be made conditional on the aircraft being so repaired as to ensure its further journey not being interrupted.

Article 6.

Aircraft of either Contracting Party may only carry apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages in the territory of the other contracting State in so far as this is permitted by both contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew carrying a special licence issued by their State of origin.

Both Contracting Parties reserve the right, as a measure of safety, to issue regulations regarding the compulsory equipment of aircraft with wireless telegraph apparatus.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, war material, poisonous substances, explosives, carrier pigeons or photographic apparatus, except with the permission of the State in whose air territory the aircraft happens to be. This provision shall not apply to the members of the crew, who are entitled to carry with them on the aircraft signalling apparatus and weapons required for the protection of the passengers or goods transported.

Either contracting State may, as a measure of public safety, restrict or prohibit in its territory the conveyance of other objects in addition to those specified in the preceding paragraph. Such regulations shall be applicable without distinction to the aircraft of both Contracting Parties.

Article 8.

Aircraft which carry passengers or goods must be provided with a nominal roll of the passengers and with a manifest of the cargo, specifying the nature and quantity of the goods carried, together with the necessary Customs declarations.

Should it be discovered, on the arrival of an aircraft, that there is a discrepancy between the goods carried and the above documents, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other contracting State.

The conveyance of mails shall be the subject of special direct arrangements between the postal administrations of the two contracting States.

Article 9.

Each contracting State may, in its own territory, have the aircraft of the other State inspected by the competent authorities on arrival or departure, and the prescribed certificates and other documents verified.

Article 10.

Aerodromes which are open to public air traffic shall be available to the aircraft of either State upon the same conditions ; similarly, the meteorological information service and the radio-telegraphic and safety-landing arrangements for air traffic shall be at the disposal of both. Any charges made (for landing, accomodation, etc.) shall be the same for national aircraft as for those of the other State.

Article 11.

Les aéronefs en provenance ou à destination d'un des Etats contractants ne devront effectuer leur départ ou leur atterrissage que dans l'un des aérodomes ouverts à la navigation aérienne publique et classée comme aérodomes douaniers (avec service de contrôle des passeports), sans aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodom. Dans les cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'atterrissage sur un autre aérodom où seront effectués les opérations de douane et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodomes visés à l'alinéa premier, le commandant de l'aéronef, l'équipage et les passagers devront se conformer aux réglementations nationales concernant cette matière.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste de leurs aérodomes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste indiquera ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodomes douaniers. Toute modification apportée à cette liste et toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser un de ces aérodomes devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières communes des Hautes Parties contractantes ne pourront être survolées qu'aux points déterminés d'un commun accord par les plus hautes autorités aéronautiques des deux Etats. Les frontières non communes seront survolées aux points qui auront été fixés par l'Etat intéressé.

Il est d'ores et déjà convenu que toute zone de frontière commune ou non commune, dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le passage des aéronefs d'une autre nationalité, pourra être utilisée *ispo facto* pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

Il est interdit de jeter du lest autre que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'autre matière, en dehors du lest, que des matières ou des objets pour lesquels l'Etat survolé aura accordé une autorisation spéciale.

Le droit de jeter des déchets des aéronefs en cours de vol sera réglementé par les dispositions prises à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel aura lieu cette opération.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si l'aéronef appartient à une société, cette dernière, quelle que soit sa forme, doit satisfaire à toutes les conditions requises par la législation italienne ou la législation autrichienne pour être considérée, suivant le cas, comme société italienne ou comme société autrichienne.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes échangeront entre elles tous les mois la liste des inscriptions et des radiations effectuées dans le mois précédent sur leur registre aéronautique respectif.

Article 11.

Arrivals in and departure from either of the contracting States may only take place at an aerodrome open to public air traffic classed as a Customs aerodrome, and with passport control service, and no intermediate landing may be made between the frontier and the aerodrome. The competent authorities may in special cases authorise aircraft to land or take off from other aerodromes, where Customs and passport inspection will be carried out. The prohibition of intermediate landing applies also in such special cases.

In the case of forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph, the pilot, the crew, and the passengers must observe the national regulations in force in this connection.

Each High Contracting Party shall communicate to the other a schedule of its aerodromes open to public air traffic. This list shall expressly specify the aerodromes classed as Customs aerodromes. Any change in this schedule and any restriction, even of a temporary character, of the right to use any aerodrome must be immediately notified to the other Contracting Party.

Article 12.

The common frontiers between the two High Contracting Parties may only be crossed at points fixed by common agreement between the highest air authorities of the two States. Frontiers which are not common must be crossed at points to be determined by the State concerned.

It is agreed that all frontier sections common and otherwise, over which either Contracting Party has granted the right of passage to aircraft of another nationality shall, *ipso facto*, be open to the aircraft of the other Contracting Party.

Article 13.

As ballast, only fine sand or water may be dropped.

Article 14.

No article or substance, other than ballast, may be dropped or thrown out during flight unless special permission has been obtained from the State whose territory is flown over.

Where waste materials are thrown from aircraft in flight, the relevant regulations of the State in whose territory this takes place shall be observed.

Article 15.

Whenever questions of nationality arise in connection with the execution of this Treaty, it is agreed that aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in either State unless it is the sole property of nationals of that State. Should the owner be a company of any kind, such company must fulfil all the requirements of the Italian or Austrian law in force, in order that it may be considered an Italian or Austrian company respectively.

Article 16.

The High Contracting Parties shall exchange monthly lists of new entries and cancellations made during the preceding month in their respective aircraft registers.

Article 17.

Tout aéronef entrant dans l'atmosphère de l'un des deux Etats contractants ou transitant à travers cette atmosphère et effectuant seulement les atterrissages ou les arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu où la saisie devrait être effectuée.

Article 18.

Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des aéronefs perdu en (haute) mer sera régi, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales en vigueur ou, à leur défaut, des lois de l'Etat auquel ressortissent les sauveteurs.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions relatives à la navigation aérienne en vigueur sur leurs territoires respectifs.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes, notamment en ce qui concerne les formalités douanières.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera à l'autre Partie toutes les infractions aux dispositions de la présente convention commises éventuellement sur son territoire par des personnes ou des entreprises ressortissant à l'autre Etat.

Toute contestation relative à l'application de la présente convention qui n'aura pu être réglée amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une commission de conciliation composée d'un membre désigné par l'Italie, d'un membre désigné par l'Autriche et d'un président choisi d'un commun accord. Les membres ainsi que le président seront désignés à l'occasion, chaque fois que les circonstances l'exigeront. Si les Parties contractantes ne se mettent pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de l'avis formulé par la commission, le litige sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

Article 21.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois.

Article 22.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées à Vienne dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Rome, le onze mai mil neuf cent vingt-huit, en double original, italien et allemand, les deux textes faisant également foi.

(Signé) Italo BALBO.

(Signé) POESCHMANN.

Article 17.

Aircraft entering or flying over the territory of either contracting State and making only such landings and stoppages as are reasonably necessary shall be exempt from any seizure on account of infringement of a patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authorities of the place of seizure.

Article 18.

Aircraft of either contracting State shall be entitled when landing, and especially in the case of forced landings, to the same assistance as national aircraft.

The salvage of aircraft wrecked on the high seas shall be subject, unless otherwise agreed upon, to the principles of maritime law as embodied in the agreements in force at the time, or, in default, in the laws of the State to which the rescuers belong.

Article 19.

The High Contracting Parties shall notify one another of all regulations regarding air traffic in force in their respective territories.

Article 20.

Details connected with the execution of this Treaty (more particularly in respect of Customs formalities) shall, as far as possible, be settled by direct agreement between the competent departments of both Contracting Parties.

Each of the High Contracting Parties shall notify the other Party of any infringements of the provisions of this Treaty committed in its territory by persons or enterprises belonging to the other State.

Disputes regarding the execution of this Treaty which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channel shall first be submitted for investigation to a Conciliation Board, consisting of two members appointed by Italy and Austria respectively, and a chairman nominated by mutual agreement. Both the members and the chairman shall be appointed as and when the occasion demands. Should the Contracting Parties fail to agree on the nomination of a chairman or on the finding of the Board, the dispute shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 21.

Either of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Treaty on giving twelve months' notice.

Article 22.

This Treaty shall be ratified; the instruments of ratification shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

It shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Rome, May the eleventh, one thousand nine hundred and twenty-eight, in duplicate in the Italian and German languages, both texts being equally authentic.

(Signed) Italo BALBO.

(Signed) POESCHMANN.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de navigation aérienne conclue entre le Royaume d'Italie et la République d'Autriche, les plénipotentiaires soussignés sont en outre convenus de ce qui suit :

1^o La clause de la « nation la plus favorisée » convenue à l'article premier, troisième alinéa de la convention, ne s'appliquera pas en matière d'impôts directs et de taxes. La question des impôts directs frappant les entreprises de navigation aérienne qui exercent leur activité sur les territoires des deux Etats est réglée par les dispositions de l'Accord du 6 avril 1922 pour éviter les doubles impositions.

2^o Les dispositions de la convention ne s'appliquent aux ballons sphériques que dans la mesure compatible avec le caractère spécial de ces aéronefs.

Le présent protocole additionnel, qui fera partie intégrante de la convention qui précède et entrera en vigueur en même temps qu'elle, est établi en double original, italien et allemand, les deux textes faisant également foi.

ROME, le 11 mai 1928.

(Signé) Italo BALBO.

(Signé) POESCHMANN.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded between the Kingdom of Italy and the Austrian Republic relating to air navigation, the undersigned Plenipotentiaries have further agreed upon the following :

(1) The "most-favoured-nation" clause in Article 1, third paragraph, shall not extend to the sphere of direct duties and taxes. The question of the direct taxation of air traffic companies operating in the territories of both Parties shall be regulated by the provisions of the Agreement for the purpose of Avoiding Double Taxation, dated April 6, 1922.

(2) The provisions of the Treaty shall only be applicable to balloons as far as their special characteristics permit.

This Additional Protocol, which shall form an integral part of the above Treaty and come into force simultaneously therewith, is drawn up in duplicate in the Italian and German languages, both texts being equally authentic.

ROME, *May* 11, 1928.

(Signed) Italo BALBO.

(Signed) POESCHMANN.

N° 2294.

HONGRIE ET POLOGNE

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Varsovie, le 30 novembre
1928.

HUNGARY AND POLAND

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Warsaw, Novem-
ber 30, 1928.

N^o 2294. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA POLOGNE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 30 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et le Chargé d'affaires a. i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 mars 1930.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SON ALTESSE SÉRÉNISIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Pologne et la Hongrie et de résoudre autant que possible par voie de conciliation ou d'arbitrage les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur August ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Monsieur Louis WALKO, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage, les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élevaient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

2. Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

3. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure de l'une des Parties contractantes relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 29 janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2294. — TREATY² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN POLAND AND HUNGARY. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 30, 1928.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 13, 1930.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, desirous of strengthening the ties of friendship which unite Poland and Hungary, and of settling, as far as possible by conciliation or arbitration any disputes that may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. August ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Louis WALKO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. The High Contracting Parties undertake to submit to conciliation procedure, and, if necessary, to arbitration procedure, disputes of any kind which may arise between them and which it may not have been found possible to settle, within a reasonable time, through the diplomatic channel.

2. This provision shall not apply to disputes arising out of events prior to the present Treaty and belonging to the past.

3. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 2.

Should the dispute, under the municipal law of one of the Contracting Parties, fall within the competence of the national Courts of that Party, the defendant Party may object to its being

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, January 29, 1930.

peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ces cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

1. La conciliation sera confiée à une commission de conciliation composée de trois membres, qui seront désignés, dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

2. Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du commissaire de la Partie adverse ou la désignation du président de la commission, d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes, n'est pas intervenu, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 4.

1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Hautes Parties contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

2. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 5.

1. La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête, ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 6.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'enquêtes) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

submitted to conciliation or arbitration procedure pending a decision with final effect by the competent judicial authority. In such case, the request for conciliation shall be made within one year at latest from the date of the aforementioned decision.

Article 3.

1. The task of conciliation shall be entrusted to a Conciliation Commission consisting of three members, who shall be appointed for each individual case as follows : the High Contracting Parties shall each appoint one Commissioner chosen from among their respective nationals, and shall jointly appoint the President of the Commission from among the nationals of third Powers.

2. If, within three months of the date on which one of the High Contracting Parties shall have notified the other of its intention to resort to conciliation procedure, the Commissioner of the other Party or the President of the Commission, to be chosen jointly by the High Contracting Parties, has not been appointed, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make these appointments.

Article 4.

1. The dispute shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two High Contracting Parties acting in agreement, or, failing agreement, by either of the Parties. The application shall contain a brief indication of the subject of the dispute, followed by an invitation to the Commission to take the necessary measures with a view to a settlement by conciliation.

2. If the application is submitted by one only of the Parties, that Party shall notify the second Party thereof without delay.

Article 5.

1. It shall be the duty of the Conciliation Commission to elucidate the questions in dispute, to collect all relevant information with that object, by enquiry or otherwise, and to endeavour to effect a settlement between the Parties. The Commission, after examining the case, may inform the Parties of the terms of settlement which it deems suitable, giving them a certain period within which to give their decision.

2. On the conclusion of its proceedings, the Commission shall draw up a procès-verbal stating, as the case may be, that the Parties have come to an agreement, and if necessary, giving the terms of such agreement, or that it has been found impossible to effect a settlement between the Parties.

3. The proceedings of the Commission, unless otherwise agreed between the Parties, shall be concluded within six months of the date on which the dispute was submitted to the Commission.

Article 6.

Failing any special stipulation to the contrary, the Conciliation Commission shall determine its own procedure, which shall always provide for both Parties being heard. In the matter of enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall proceed in conformity with the provisions of Part III (International Commissions of Enquiry), of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, au lieu désigné par le président.

Article 8.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Hautes Parties contractantes.

Article 9.

1. Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

2. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission de conciliation seront comprises à la majorité des voix.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 12.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

Article 13.

1. Les Hautes Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

2. Le compromis sera établi par un accord spécial sujet à la ratification préalable par les gouvernements respectifs.

Article 7.

Unless otherwise agreed between the High Contracting Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President.

Article 8.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless, with the consent of the High Contracting Parties, the Commission itself so decides.

Article 9.

1. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, who shall act as intermediaries between them and the Commission ; the Parties may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that any persons whose evidence they consider of value shall be heard.

2. The Commission, for its part, shall have the right to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, and from such persons as it may think fit to summon, subject to the consent of their Governments.

Article 10.

Except as otherwise provided in the present Treaty, decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and in particular to supply it, to the best of their ability, with all relevant documents and information and to use the means at their disposal to enable it, in their territory and in accordance with their laws, to summon and hear witnesses or experts and to carry out enquiries on the spot.

Article 12.

Failing a settlement by conciliation, either of the High Contracting Parties may request that the case be submitted to arbitration, provided that the dispute in question is of a legal character.

Article 13.

1. The High Contracting Parties shall, in each individual case, draw up a special agreement setting forth clearly the subject of the dispute, the composition and special powers of the tribunal, and any other conditions decided upon between them.

2. The above-mentioned special agreement shall be embodied in an act requiring previous ratification by the respective Governments.

Article 14.

Sauf condition contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les articles 51 à 85 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15.

Les dispositions prévues par l'article 12 du présent traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre, si les deux Parties y consentent, un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut ¹.

Article 16.

1. Si le compromis prévu par l'article 13 n'est pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, les Parties pour l'établissement de ce compromis se remettront à une Commission spéciale, constituée de la manière suivante.

2. Chaque Partie nomme deux personnes, dont une seulement peut être son national. Ces personnes choisiront ensemble un président. En cas de partage des voix le Président de la Confédération suisse sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

3. La décision de la commission spéciale est obligatoire pour les deux Parties.

Article 17.

La sentence rendue par le tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation de proposition de la commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 19.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une partie égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

Article 14.

Unless otherwise stipulated, the arbitral procedure shall be governed by Articles 51 to 85 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 15.

The provisions of Article 12 of the present Treaty shall not affect the right, if both Parties are willing, to submit a legal dispute, under a special agreement, to the Permanent Court of International Justice, subject to the conditions and in conformity with the procedure laid down in the Statute of the Court¹.

Article 16.

1. If, within six months following notice of an application for arbitration, the special agreement mentioned in Article 13 has not been drawn up, the Parties shall apply to a Special Commission, constituted as described below, to draw up the agreement.

2. Each Party shall appoint two persons, of whom only one may be a national of that Party. These persons shall together choose a President. Should they fail to agree, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make the appointment.

3. The decision of the Special Commission shall be binding upon both Parties.

Article 17.

The Parties shall execute in good faith the award pronounced by the Tribunal.

Article 18.

The High Contracting Parties shall abstain, while the conciliation or arbitration procedure is in progress, from any act or measure liable to prejudice the acceptance of the Conciliation Commission's proposal or the execution of the award.

Article 19.

Each of the Parties shall defray its own costs and half the costs of the conciliation and arbitration procedure.

Article 20.

Disputes that may arise concerning the interpretation or execution of the present Treaty shall, unless otherwise agreed, be submitted direct to arbitration.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

Article 21.

1. Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest aussitôt que faire se pourra.
2. Il entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des documents de ratification.
3. Le traité est conclu pour une durée de trois ans à compter de son entrée en vigueur.
4. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de trois ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Varsovie, le 30 novembre 1928, en double exemplaire.

(L. S.) (Signé) August ZALESKI.

(L. S.) (Signé) Louis WALKO.

Article 21.

1. The present Treaty shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Budapest as soon as possible.

2. It shall come into force on the thirtieth day following the exchange of the instruments of ratification.

3. The Treaty is concluded for a period of three years, dating from its entry into force.

4. If it has not been denounced at least one year before the expiry of that period, it shall remain in force for a further period of three years, and similarly thereafter.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Warsaw, November 30, 1928, in duplicate.

(L. S.) (*Signed*) August ZALESKI.

(L. S.) (*Signed*) Louis WALKO.

N° 2295.

LETTONIE ET NORVÈGE

Echange de notes concernant les taxes de visas pour les ressortissants norvégiens et lettons. Helsingfors, le 3 décembre 1929, et Riga, le 10 février 1930.

LATVIA AND NORWAY

Exchange of Notes regarding Fees for Visas for Norwegian and Latvian Subjects. Helsingfors, December 3, 1929, and Riga, February 10, 1930.

N° 2295. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS LETTON ET NORVÉGIEN, CONCERNANT LES TAXES DE VISAS POUR LES RESSORTISSANTS NORVÉGIENS ET LETTONS. HELSINGFORS, LE 3 DÉCEMBRE 1929, ET RIGA, LE 10 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange a eu lieu le 13 mars 1930.

I.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE,
HELSINGFORS.

En se référant à la note verbale en date du 1^{er} novembre a. c., N° A 847.III, concernant la réduction des taxes de visas pour les ressortissants norvégiens et lettons, la Légation Royale de Norvège a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères de Lettonie que le Gouvernement norvégien consent à une taxe de Ls. 10.— pour un visa d'entrée et de sortie valable pour un nombre illimité de voyages pendant une année.

Le Gouvernement norvégien consent, en outre, à une taxe de 5.— couronnes pour un visa de transit valable pour un nombre illimité de voyages de transit pendant une année.

D'après les règlements en vigueur en Norvège un citoyen letton, muni d'un visa ordinaire (c'est-à-dire, non de transit), pourra séjourner en Norvège jusqu'à deux mois sans autorisation spéciale et sans payer la taxe de séjour. Le Gouvernement norvégien présuppose que les sujets norvégiens jouiront d'un droit analogue en Lettonie.

Pour ce qui concerne les voyages de transit, les autorités compétentes norvégiennes n'ont pas trouvé nécessaire, vu les conditions géographiques en Norvège, de fixer le nombre de jours pendant lesquels les étrangers, munis de visa de transit, peuvent séjourner en Norvège. Ces voyageurs doivent, cependant, continuer le voyage sans séjourner dans le pays plus que nécessaire.

HELSINGFORS, le 3 décembre 1929.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 6 mars 1930.

Par autorisation :
Le chef des Affaires administratives, a. i. :
J. G. Albe.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2295. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LATVIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING FEES FOR VISAS FOR NORWEGIAN AND LATVIAN SUBJECTS. HELSINGFORS, DECEMBER 3, 1929, AND RIGA, FEBRUARY 10, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place March 13, 1930.

I.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION.
HELSINGFORS.

With reference to Verbal Note No. A. 847.III of November 1st last, dealing with the reduction of visa fees for Norwegian and Latvian nationals, the Royal Norwegian Legation has the honour to inform the Latvian Ministry of Foreign Affairs that the Norwegian Government agrees to a fee of Ls. 10 for an entrance and exit visa, valid for an unlimited number of journeys during one year.

The Norwegian Government further agrees to a fee of 5 crowns for a transit visa, valid for an unlimited number of transit journeys during one year.

The regulations in force in Norway allow a Latvian citizen who is provided with an ordinary, visa (i. e., not a transit visa) to remain in Norway not longer than two months without special permission and without payment of the residence tax. The Norwegian Government assumes that Norwegian subjects will enjoy a corresponding right in Latvia.

As regards journeys in transit, the competent Norwegian authorities have not found it necessary in view of the geographical situation of Norway, to specify the number of days for which foreigners holding transit visas may remain in Norway. Such travellers must, however, continue their journey without remaining longer than is necessary in the country.

HELSINGFORS, *December 3, 1929.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

N° A. 847.III.

NOTE VERBALE.

En se référant à la note verbale de la Légation royale de Norvège du 3 décembre a. p. concernant la réduction des taxes de visa, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de cette légation que le Gouvernement letton n'a pas d'objection à ce que dorénavant les taux suivants des taxes de visas soient appliqués, par réciprocité, aux ressortissants lettons et norvégiens :

1° Visa d'entrée permanent, valable pour une année, avec le droit de séjourner dans le pays pendant deux mois à chaque voyage Ls. 10.—

2° Visa de transit permanent, valable pendant une année, avec le droit de séjourner en Lettonie pendant quatre jours (les jours d'entrée et de sortie y compris) et pendant le temps nécessaire à la continuation du voyage en Norvège kr. 5.—

Ces taux seront appliqués aux ressortissants norvégiens depuis le 1^{er} mars a. c.

Le Ministère des Affaires étrangères n'a pas manqué de donner les instructions nécessaires aux représentants lettons à l'étranger d'appliquer ces taxes depuis la date susindiquée.

Ce ministère serait reconnaissant à la légation royale si elle voulait bien faire les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes afin que ces taxes soient également appliquées aux ressortissants lettons désirant se rendre en Norvège depuis la même date.

RIGA, le 10 février 1930.

A la
Légation royale de Norvège,
Helsingfors.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères
Oslo, le 6 mars 1930.

Par autorisation :

Le chef des Affaires administratives a. i. :

J. G. Albe.

II.

LATVIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

A. 847.III.

VERBAL NOTE.

With reference to the Verbal Note of the Royal Norwegian Legation dated December 3 last, dealing with the reduction of visa fees, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Legation that the Latvian Government has no objection to the following rates being reciprocally applied in future to Latvian and Norwegian nationals.

- | | |
|--|---------|
| (1) Permanent entrance visa, valid for one year with the right to stay two months in the country at each journey | Ls. 10. |
| (2) Permanent transit visa, valid for one year, with the right to remain in Latvia for four days (including the days of arrival and departure), and during the time necessary for continuing the journey in Norway | Kr. 5. |

These rates will be applied to Norwegian nationals as from March 1 next.

The Ministry of Foreign Affairs has given the necessary instructions to Latvian representatives abroad to apply these rates as from the above date.

The Ministry would be grateful if the Royal Legation would give the necessary instructions to the competent authorities for these rates to be also applied to Latvian nationals who wish to visit Norway as from the above date.

RIGA, February 10, 1930.

To
The Royal Norwegian Legation,
Helsingfors.

N° 2296.

AUTRICHE ET HONGRIE

Traité concernant la protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays en matière d'impôts, avec protocole final. Signés à Budapest, le 25 juin 1928.

AUSTRIA AND HUNGARY

Treaty regarding Judicial Protection and Assistance between the Courts and Authorities of the two Parties in Matters of Taxation, with Final Protocol. Signed at Budapest, June 25, 1928.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 2296. — SZERZŐDÉS¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT A KÖZADÓKRA VONATKOZÓ JOGVÉDELLEM ÉS JOGSEGÉLY TÁRGYÁBAN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le Ministre Résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 mars 1930.

A MAGYAR KIRÁLYSÁG és AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG attól a kívánságtól vezéreltetve, hogy közadóügyekben a Magyar Királyság polgárainak az Osztrák Köztársaság területén és az Osztrák Köztársaság polgárainak a Magyar Királyság területén a jogvédelmet, valamint mindkét Állam hatóságainak kölcsönös hatósági és jogsegély iránti kötelezettségét szabályozzák, az alábbi szerződést kötötték.

E célra Meghatalmazottakká kinevezték :

A MAGYAR KIRÁLYSÁG RÉSZÉRŐL :

KÖLBIG Ferenc miniszteri tanácsost a magyar királyi pénzügyminiszteriumban ;

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG RÉSZÉRŐL :

Dr. EGGER Rezső miniszteri tanácsost a szövetségi pénzügyminiszteriumban.

A Meghatalmazottak jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után a következőkben egyeztek meg :

I. cikk.

Ezen Szerződés értelmében közadóknak tekintendők azok a közszolgáltatások, melyek a Magyar Királyság részéről az állam, a vármegyék és a községek javára, az Osztrák Köztársaság részéről a szövetséges állam, annak javára az országok és a községek részvételével, továbbá az országok, kerületek és községek javára, s mindkét részről az ezekkel a közszolgáltatásokkal egységes módon szedendő azok a pótlékok és járulékok, amelyek más közjogi testületek javára szedtetnek. Nem tartoznak azonban ide a vámok és fogyasztási adók ; a forgalmi és fényűzési adó ennek a Szerződésnek az alkalmazása szempontjából nem tekinthető fogyasztási adónak.

II. cikk.

Az egyik Állam polgárai a közadók tekintetében a másik Állam területén a belföldiekkel egyenlő elbánásban és egyenlő jogvédelemben részesülnek.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 9 janvier 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2296. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICHE UNGARN ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN ABGABENSACHEN, GEZEICHNET IN BUDAPEST, AM 25. JUNI 1928.

German and Hungarian official texts communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 14, 1930.

DIE REPUBLIK ÖSTERREICH und DAS KÖNIGREICH UNGARN haben, von dem Wunsche geleitet, den Rechtsschutz der Angehörigen der Republik Österreich im Königreich Ungarn und der Angehörigen des Königreiches Ungarn in der Republik Österreich sowie die Verpflichtung der Behörden beider Staaten zu gegenseitiger Amts- und Rechtshilfe in Abgabensachen zu regeln, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

VON SEITEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Der Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen Dr. Rudolf EGGER,

VON SEITEN DES KÖNIGREICHES UNGARN :

Der Ministerialrat im königlich ungarischen Finanzministerium Franz KÖLBIG.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel I.

Als Abgaben im Sinne dieses Vertrages gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie auf seiten der Republik Österreich für den Bund, für diesen unter Beteiligung der Länder und Gemeinden, für die Länder, Bezirke und Gemeinden, auf seiten des Königreiches Ungarn für den Staat, die Komitate und die Gemeinden und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlichrechtlicher Körperschaften erhoben werden. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben; die Umsatz- und Luxussteuer gilt für den Anwendungsbereich dieses Vertrages nicht als Verbrauchsabgabe.

Artikel II.

Die Angehörigen des einen Staates genießen in Abgabensachen vor den Behörden des anderen Staates gleiche steuerliche Behandlung und den gleichen Rechtsschutz wie die eigenen Angehörigen.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, January 9, 1930.

III. cikk.

Mindkét Állam kötelezi magát, hogy az összes közadóügyekben úgy a közadók kivetésénél és biztosításánál, mint a jogorvoslati eljárásnál és behajtásnál egymásnak kölcsönösen hatósági és jogsegélyt nyújtanak.

IV. cikk.

(1) Közadóügyekben az ügyiratok kézbesítése és a hatósági és jogsegély iránti megkeresések elintézése, a behajtásra vonatkozó különleges határozmányok (XI-XIII. Cikk) fenntartásával, mindkét Állam hatóságainak közvetlen hivatalos érintkezése mellett történik.

(2) A kézbesítések és egyéb hatósági és jogsegély iránti megkereséseknek közvetlen elküldésére és azok átvételére a Magyar Királyságban a pénzügyigazgatóságok, az Osztrák Köztársaságban az országos pénzügyi hatóságok illetékesek.

(3) Ha a megkeresett hatóság területileg nem illetékes, úgy köteles a megkeresést az illetékes hatósághoz hivatalos úton áttenni és a megkereső hatóságot erről haladéktalanul értesíteni.

V. cikk.

(1) A megkeresés a megkereső Állam hivatalos nyelvén, a Magyar Királyság hatóságai részéről német nyelvű fordítás csatolása mellett, szerkesztendő.

(2) A megkeresésben meg kell jelölni a megkeresendő hatóságot, a fél nevét és foglalkozását (állását), kézbesítés esetében pedig az átvevő címét és a kézbesítendő ügyirat minőségét.

VI. cikk.

(1) A kézbesítésről a megkeresett Állam illetékes hatósága köteles gondoskodni. Ez a hatóság a második bekezdésben említett eseteket kivéve, arra szorítkozhatik, hogy a kézbesítést az ügyiratnak a címzett részére való átadásával teljesíti, ha ez annak elfogadására hajlandó.

(2) A megkereső Állam kívánságára a kézbesítendő ügyirat olyan eljárás szerint kézbesítendő, amelyet a megkeresett Állam saját belső törvényhozása ilyen kézbesítésekre előír, magyar részről történt megkereséseknél azonban csak abban az esetben, ha az német fordítás kíséretében történik.

(3) Az előző bekezdésben említett fordítások, a megkeresések továbbítására hivatott hatóság főnöke által hitelesítendőek avagy ez által igazolandó, hogy a fordítást hites tolmács készítette.

VII. cikk.

A kézbesítés igazolására szolgál vagy az átvevőnek kelettel ellátott és hitelesített elismervénye, vagy pedig a megkeresett Állam hatóságának tanúsítványa a kézbesítés megtörténtéről, módjáról és idejéről.

VIII. cikk.

(1) Az a hatóság, melyhez a megkeresés szól, köteles annak megfelelni és evégből ugyanolyan kényszereszközöket alkalmazni, mint a megkeresett Állam hatóságaitól származó megkeresés

Artikel III.

Beide Staaten verpflichten sich, in allen Abgabensachen sowohl im Veranlagungs- und Sicherstellungs- als auch im Rechtsmittelverfahren und bei der Eintreibung sich gegenseitig Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

Artikel IV.

(1) In Abgabensachen erfolgt die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen, vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen über die Vollstreckung (Artikel XI bis XIII), im unmittelbaren Geschäftsverkehr der Behörden der beiden Staaten.

(2) Für die unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Amts- und Rechtshilfeersuchen sowie für ihre Entgegennahme sind in der Republik Österreich die Finanzlandesbehörden, im Königreich Ungarn die Finanzdirektionen zuständig.

(3) Ist die ersuchte Behörde örtlich unzuständig, so hat sie das Ersuchen an die zuständige Behörde von amtswegen abzugeben und die ersuchende Behörde hievon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel V.

(1) Das Ersuchsschreiben wird in der Staatssprache des ersuchenden Staates, seitens der Behörden des Königreiches Ungarn unter Beifügung einer Übersetzung in die deutsche Sprache abgefasst.

(2) In dem Ersuchsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten, sowie im Falle der Zustellung, die Adresse des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstückes anzugeben.

Artikel VI.

(1) Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im zweiten Absatz vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

(2) Auf Wunsch des ersuchenden Staates ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten Staates für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen, bei Ersuchen von ungarischer Seite, sofern es von einer deutschen Übersetzung begleitet ist.

(3) Die im vorstehenden Absatz vorgesehenen Übersetzungen sind von dem Vorstande der mit der Übermittlung des Ersuchens betrauten Behörde zu beglaubigen oder er hat zu bestätigen, dass die Übersetzung von einem beeidigten Übersetzer vorgenommen wurde.

Artikel VII.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekanntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben, nachgewiesen.

Artikel VIII.

(1) Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden, wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde

foganatosításánál, vagy a valamely érdekelt fél részéről hasonló célból előterjesztett kérelem teljesítésénél. Az elintézés alakításai is a megkeresett Állam törvényeihez igazodnak ; mindamellett a megkereső hatóság kérelmére különös eljárási módot kell alkalmazni, ha ez az eljárási mód nem ellenkezik a megkeresett Állam törvényeivel.

(2) A megkeresett Állam területén megengedett kényszereszköz nem alkalmazható, ha a megkereső Állam, hasonló megkeresés esetében, nem lenne abban a helyzetben, hogy ugyanilyen kényszereszközt alkalmazzon.

(3) A megkereső hatóságot kívánságára a kért cselekmény teljesítésének időpontjáról és helyéről értesíteni kell. Az érdekelt feleknek jogukban áll, a cselekménynél magukat a megkeresett Állam általánosan érvényben levő szabályai szerint képviseltetni, vagy annál jelen lenni.

IX. cikk.

A kézbesítések és megkeresések teljesítéseért semmiféle díj vagy költség nem szedhető ; kivételt képeznek, más irányú megfizetés fenntartása mellett, a felvilágosítást adó személyek vagy szakértők részére fizetett díjak, úgyszintén ama költségek, melyek a VI. cikk második bekezdése esetében a végrejáró közeg közreműködésével kapcsolatban, vagy a VIII. cikk első bekezdése szerinti különös eljárás alkalmazása folytán merültek fel, továbbá a végrehajtási eljárással járó oly készkiadások, amelyek a kötelezettől be nem hajthatók.

X. cikk.

A végrehajtási eljárásnál nyújtandó jogsegély tekintetében ennek a Szerződésnek a szabályai irányszabók, hacsak a XI-XIII. cikkek ettől eltérő rendelkezéseket nem tartalmaznak.

XI. cikk.

(1) Közadóügyekben hozott végrehajtható és megtámadhatatlan intézkedések (határozatok, végzések, rendeletek) kívánságra költségmentesen elismerendők és végrehajthatandók, kivéve azokat az intézkedéseket, amelyek kizárólag valamely igény biztosítását célozzák (XII. cikk). Az elismerésnek világosan kifejezésre kell jutni. A végrehajtásra vonatkozó indítvány megtételére és átvételére a Magyar Királyság részéről a magyar királyi pénzügyminiszter, az Osztrák Köztársaság részéről a szövetségi pénzügyminiszter illetékes. A megkereső Állam végrehajtható igényeinek elismerésénél és végrehajtásánál a végrehajtható és megtámadhatatlan intézkedés, illetőleg a hátraléki kimutatás szolgál alapul. Az elismerés mind a két Állam részéről a pénzügyminiszter által történik.

(2) Az első bekezdésben körülírt intézkedések a felek meghallgatása nélkül, közigazgatási, vagy bírói úton annak az Államnak a törvényei szerint hajthatnak végre, amelyben a végrehajtás történik. A megkereső Állam igényeinek végrehajtása a megkeresett Államban ugyanazon eljárási szabályok szerint és ugyanazon közegek által történik, amelyek az Állam (Szövetség) saját közadói igényeinek végrehajtására rendelkezésre állanak. A bírói végrehajtási eljárás engedélyezésére a Magyar Királyságnál az arra illetékes hatóság, az Osztrák Köztársaságban a törvényes rendelkezések szerint a külföldi jogcímen alapuló végrehajtások engedélyezésére hivatott bíróság illetékes. A bíróság ily esetben a belföldi jogcímen alapuló végrehajtások engedélyezésére érvényes szabályok szerint jár el.

(3) A végrehajtás iránti megkereséshez a megkereső Állam illetékes hatóságának nyilatkozata csatolandó arról, hogy az intézkedés végrehajthatóvá és megtámadhatatlanná vált ; ennek a hatóságnak illetékessége a megkereső Állam pénzügyminisztere által igazolandó.

des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrages eines Beteiligten. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Staates ; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

(2) Die Anwendung eines im Gebiete des ersuchten Staates zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen, soweit der ersuchende Staat im Falle eines entsprechenden Ersuchens nicht in der Lage wäre, ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

(3) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Amtshandlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Amtshandlung nach den allgemeinen, in dem ersuchten Staate massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel IX.

Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und von Ersuchen dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden ; ausgenommen sind, vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft, die an Auskunftspersonen oder Sachverständige gezahlten Entschädigungen sowie die Auslagen, die durch die Mitwirkung eines Vollziehungsorganes in den Fällen des Artikels VI, zweiter Absatz, oder durch die Anwendung einer besonderen Form gemäss Artikel VIII, erster Absatz, entstanden sind, ferner Barauslagen des Exekutionsverfahrens, die beim Verpflichteten nicht einbringlich sind.

Artikel X.

Auf die Rechtshilfe im Vollstreckungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Vertrages Anwendung, soweit nicht in den Artikeln XI bis XIII etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel XI.

(1) Vollstreckbare und unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Abgabensachen sind auf Antrag kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken ; ausgenommen sind Verfügungen, die lediglich die Sicherstellung eines Anspruches zum Gegenstande haben (Artikel XII). Die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden. Zur Stellung und Entgegennahme des Antrages auf Vollstreckung ist auf seiten der Republik Österreich der Bundesminister für Finanzen, auf seiten des Königreiches Ungarn der königlich ungarische Finanzminister zuständig. Als Unterlage der Anerkennung und Vollstreckung von vollstreckbaren Ansprüchen des ersuchenden Staates dient die vollstreckbare und unanfechtbare Verfügung oder der Rückstandsausweis. Die Anerkennung erfolgt in beiden Staaten durch den Finanzminister.

(2) Die im ersten Absatz bezeichneten Verfügungen werden ohne Anhörung der Parteien im Verwaltungswege oder durch das Gericht gemäss der Gesetzgebung des Staates vollstreckt, in dem die Vollstreckung betrieben wird. Die Vollstreckung von Ansprüchen des ersuchenden Staates wird im ersuchten Staate mit denselben Mitteln des Verfahrens und von denselben Organen, durchgeführt, die für die Vollstreckung eigener Abgabenansprüche des Staates (Bundes) zur Verfügung stehen. Zur Bewilligung der gerichtlichen Exekution ist in der Republik Österreich das nach den gesetzlichen Bestimmungen zur Bewilligung von Exekutionen auf Grund ausländischer Titel berufene Gericht, im Königreiche Ungarn die hiezu berufene Behörde zuständig. Das Gericht wird dabei nach den für die Bewilligung der Exekution auf Grund inländischer Titel geltenden Bestimmungen vorgehen.

(3) Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates beizufügen, dass die Verfügung vollstreckbar und unanfechtbar geworden ist ; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch den Finanzminister des ersuchenden Staates zu bescheinigen.

(4) Az intézkedés rendelkező határozményája, úgyszintén a harmadik bekezdés értelmében a nyilatkozat és igazolás az esetben, ha a megkeresés magyar részről történik, német fordítással látandó el.

(5) A megkereső Állam pénzügyminisztere a fordítást hitelesíti, avagy igazolja, hogy a fordítást hites tolmács készítette.

XII. cikk.

(1) A megtámadhatatlanná még nem vált, de végrehajtható intézkedések, úgyszintén a végrehajtható biztosítási intézkedések alapján ideiglenes biztosítás kérhető. Ez biztosítási végrehajtás útján fogatosítandó, amely a veszély igazolásának szüksége nélkül, az igénynek közölt, előrelátható összege erejéig addig az időpontig engedélyeztetik, amely alatt az igény a megkeresett Államban a jelen Szerződés értelmében végrehajthatóvá válik. Az érdekelt félnek jogában áll a biztosítási végrehajtást biztosíték nyújtása által feloldatni, amelynek neme és nagysága a megkeresésben megjelölendő. A XI. cikk megfelelően alkalmazandó.

(2) A megkeresett Államnak jogában áll az első bekezdés határozmányainak alkalmazását megtagadni, ha a kötelezett a megkeresett Állam polgára és ott rendes lakással vagy állandó tartózkodási hellyel bír, kivéve, ha oly közadókövetelésekről lenne szó, amelyek a kötelezettel szemben oly időpontban keletkeztek, amelyben még nem volt a megkeresett Állam polgára.

XIII. cikk.

A végrehajtás vagy biztosítás egy meghatározott módjának alkalmazása iránt előterjesztett megkeresésnek meg kell felelni, ha a végrehajtásnak vagy biztosításnak ez a módja a megkereső és a megkeresett Állam jogszabályai szerint meg van engedve. Egyebekben a végrehajtási és biztosítási eljárás módja és fogatosítása a megkeresett Állam jogszabályaihoz igazodik.

XIV. cikk.

(1) A hatósági és jogsegély megtagadható, ha az Állam, mely a segélynyújtás iránt megkeresetik azt fenségjogai vagy biztonsága szempontjából veszélyesnek tartja.

(2) Ha a megkeresett Államban megengedett értesítések, jelentések vagy vélemények olyan személyektől szerzendők be, akik az illető közadóügyben mint adókötelesek érdekelve nincsenek, a megkeresés teljesítése megtagadható, ha a megkereső Állam saját törvényei szerint hasonló értesítéseket, jelentéseket vagy véleményeket nem kívánhat. Ugyanez áll olyan megkeresésekre, amelyek tényleges viszonyok vagy jogi vonatkozások közlésére irányulnak, amennyiben ezen viszonyokról vagy vonatkozásokról csak olyan értesítések, jelentések vagy vélemények adására fennálló kötelesség alapján szereztetett tudomás, amely a megkereső Állam területén nem létezik, valamint más olyan megkeresésekre, amelyek csak kereskedelmi, vállalati vagy ipari titok megsértésével lennének teljeshetőek.

XV. cikk.

(1) Ha a megkeresés akár a maga egészében, akár részben teljesítettik, köteles a megkeresett hatóság a megkereső hatóságot az elintézés módjáról azonnal értesíteni.

(2) Amennyiben a megkeresés nem teljesítettik, a megkeresett hatóság köteles a megkereső hatóságot ennek okáról, valamint a tudomására jutott egyéb olyan körülményekről, melyek az ügy további intézése szempontjából jelentőséggel bírnak, haladéktalanul értesíteni.

(4) Der entscheidende Spruch der Verfügung, sowie die Erklärung und Bescheinigung gemäss dem dritten Absatze wird, soweit das Ersuchen von ungarischer Seite ausgeht, von einer deutschen Übersetzung begleitet sein.

(5) Der Finanzminister des ersuchenden Staates beglaubigt die Übersetzung oder bestätigt, dass die Übersetzung durch einen beeidigten Übersetzer vorgenommen wurde.

Artikel XII.

(1) Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, sowie von vollstreckbaren Sicherstellungsverfügungen kann einstweilige Sicherstellung verlangt werden. Diese erfolgt durch die Exekution zur Sicherstellung; sie wird ohne dass es der Bescheinigung einer Gefahr bedarf, für den angegebenen voraussichtlichen Betrag des Anspruches bis zu dem Zeitpunkte bewilligt, in dem der Anspruch im ersuchten Staate im Sinne dieses Vertrages vollstreckbar wird. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der exekutiven Sicherstellung durch Leistung seiner Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen. Artikel XI findet entsprechende Anwendung.

(2) Dem ersuchten Staate steht es frei, die Anwendung der Bestimmungen des ersten Absatzes zu verweigern, wenn der Verpflichtete Angehöriger des ersuchten Staates ist und in diesem seinen ordentlichen Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt hat, es sei denn, dass es sich um Abgabensprüche handelt, die gegen den Verpflichteten in einem Zeitpunkte begründet waren, in dem er die Staatsangehörigkeit des ersuchten Staates noch nicht besass.

Artikel XIII.

Dem Ersuchen um bestimmte Art der Eintreibung oder Sicherstellung ist zu entsprechen, soweit diese Art der Eintreibung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchenden und des ersuchten Staates zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Eintreibung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchten Staates.

Artikel XIV.

(1) Die Amts- und Rechtshilfe kann abgelehnt werden, wenn der Staat, der um Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

(2) Ersuchen, auf Grund deren im Gebiete des ersuchten Staates zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen, die an der betreffenden Abgabensache nicht als Abgabepflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende Staat nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten zu verlangen. Das Gleiche gilt für Ersuchen, die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunfts-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiete des ersuchenden Staates nicht bestehen, sowie für andere Ersuchen, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts-, Betriebs- oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel XV.

(1) Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde von der ersuchten Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

(2) Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, hat die ersuchte Behörde die ersuchende Behörde hievon unter Angabe der Gründe und der sonst bekanntgewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

XVI. cikk.

A megkeresésekre, értesítésekre, jelentésekre és véleményekre, valamint egyéb olyan közlésekre vonatkozólag, amelyek a jogsegély útján valamelyik Államba érkeznek, ennek az Államnak a hivatali hallgatásra és titoktartásra vonatkozó törvényes rendelkezései nyerne alkalmazást.

XVII. cikk.

Mindkét Állam pénzügyminisztere a jelen Szerződés végrehajtására vonatkozó részletes rendelkezéseket, előzetes kölcsönös értesítés után, érdemben egybehangzónan fogja kibocsátani. A két pénzügyminiszter ezen Szerződés szellemének megfelelő további megállapodásokat létesíthet, különösen a végrehajtás útján beszedett összegek elküldése és azoknak az összegeknek átszámítása, tekintetében, amelyek miatt végrehajtás fogantatosítandó.

XVIII. cikk.

(1) Ez a Szerződés, amely magyar és német eredeti szövegben íratott alá, ratifikálandó és a ratifikálásról szóló okmányok Wienben mielőbb kicserélendőek. A Szerződés a ratifikálásról szóló okmányok kicserélésének napjával lép életbe és érvényben marad mindaddig, amíg valamelyik Szerződő Fél, legkésőbb hat hónappal valamely naptári év letelése előtt, azt fel nem mondja. Kellő időben való felmondás esetében a Szerződés ennek a naptári évnek a lejártával veszíti hatályát.

(2) A Szerződésnek mind a két szövege hiteles. A ratifikált Szerződés mind a két Államban a hivatalos törvénygyűjteményben, mind a két hiteles szövegben közzé lesz teendő.

Ennek bizonyságául ezt a Szerződést mind a két Állam Meghatalmazottai aláírták és pecsétetekkel ellátták.

BUDAPEST, 1928. évi június hó 25-én.

A Magyar Királyság részéről:

(P. H.) KÖLBIG Ferenc s. k.

Az Osztrák Közlársaság részéről:

(P. H.) Dr. Rudolf EGGER s. k.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

Az adóügyi jogvédelem és jogsegély tárgyában a MAGYAR KIRÁLYSÁG és az OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG között megkötött Szerződés aláírásánál alulírott Meghatalmazottak a következő egybehangzó nyilatkozatokat tették, amelyek magának a Szerződésnek integráns részét alkotják:

I. pont. Amennyiben kölcsönösen általános nyilatkozatokkal mind a két részen a jog alapelveinek az összhangja megállapítva nem lenne, minden egyes jogsegély iránti megkereséshez a megkereső Állam felsőbb pénzügyi hatóságának igazolása csatolandó, amely hivatalosan megállapítja, hogy hasonló megkeresés a megkereső Állam törvényei szerint fogantatba fog vétetni. A magyar nyelvű

Artikel XVI.

Auf die Anfragen, Auskünfte, Anzeigen und Gutachten, sowie auf sonstige Mitteilungen, die im Wege der Rechtshilfe einem Staate zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses Staates über die Amtverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

Artikel XVII.

Die beiderseitigen Finanzminister werden die näheren Bestimmungen über die Durchführung dieses Vertrages nach vorheriger wechselseitiger Verständigung in sachlicher Übereinstimmung erlassen; sie können weitere Vereinbarungen im Sinne dieses Vertrages treffen, insbesondere Bestimmungen über die Abführung von Vollstreckungserlösen und über die Umrechnung der Beträge vereinbaren, derentwegen eine Vollstreckung zu erfolgen hat.

Artikel XVIII.

(1) Dieser Vertrag, welcher in deutscher und ungarischer Urschrift gefertigt ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Wien ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile, spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres, gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

(2) Beide Texte des Vertrages sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzessammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BUDAPEST, am 25. Juni 1928.

Für die Republik Österreich:

(L. S.) Dr. Rudolf EGGER *m. p.*

Für das Königreich Ungarn:

(L. S.) KÖLBIG Ferenc *m. p.*

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des Vertrages zwischen DER REPUBLIK ÖSTERREICH und DEM KÖNIGREICHE UNGARN über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Abgabensachen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die folgenden übereinstimmenden Erklärungen abgegeben, welche einen wesentlichen Teil des Vertrages selbst bilden sollen:

Punkt 1. Insoweit nicht durch allgemeine beiderseitige Erklärungen die Übereinstimmung in den Grundsätzen des beiderseitigen Rechtes festgestellt sein sollte, ist den einzelnen Rechtshilfeersuchen eine Bescheinigung der höheren Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates beizufügen, die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Rechte des

igazoláshoz német nyelvű fordítás csatolandó (v. ö. V. cikkkel). A fordításra vonatkozólag a szerződés VI. cikkének a harmadik bekezdése nyer megfelelő alkalmazást.

2. *pont.* Iratok átküldése elvileg nem kívánható. Kivételekhez mindkét Állam pénzügyminiszterének beleegyezése szükséges ; iratok átküldése iránti megkeresés azonban csak akkor terjeszthető elő, ha azt a megkereső Állam sürgős érdekei megkívánják. Érintetlen marad mindegyik Államnak az a joga, hogy megkereséseihez saját iratait csatolja, amelyek a megkeresés foganatosítását előmozdítják.

3. *pont.* Ha a megkeresett Állam szabályai szerint az adó behajthatatlanság címén léendő törlésének feltételei adva vannak, akkor a megkeresett hatóság a megkeresést egy a feltételek fennforgását igazoló bizonylat és az idevonatkozó igazoló mellékletek csatolása mellett, visszaküldi a megkereső hatóságnak.

4. *pont.* A jogvédelem és a jogsegély, amelyre nézve a jelen Szerződésben megegyezés jött létre, olyan közadó igényekre és tényekre is biztosítatik, amelyek a *multra* vonatkoznak. Oly követeléseknek behajtása vagy biztosítása céljából azonban, amelyek az 1923. évi január hó elsejét megelőző időkből származnak, megkeresések nem fognak intézteni.

5. *pont.* A megkereső Állam pénzügyi hatóságának megkeresésére a megkereső hatóság, képviselőinek megengedtetik, hogy a jogsegély cselekmény foganatosításánál jelen lehessenek. A képviselőknek a hivatalos cselekménybe való beavatkozástól tartózkodniuk kell, jogukban áll azonban a megkeresés foganatosítására alkalmas javaslatokat a hivatalos cselekményt foganatosító közegnek előterjeszteni ; a hivatalos titok megőrzésére kötelezve vannak. A bírói eljárásra nézve az általános szabályok az irányadók.

6. *pont.* A kölcsönös jogsegélynyújtás eseteire, azon alapelvek megállapításánál, amelyek különleges, szerződészerű megállapodások szellemében a mindkét Állam területén kereseti tevékenységet folytató vállalatok jövedelmének, illetőleg hozadékának a megadóztatási céljaira tervbe vett felosztására irányadók, a két pénzügyminiszter a hatóságok kölcsönös érintkezése tekintetében egyetértőleg egyszerűsítéseket rendelhet el.

BUDAPEST, 1928. évi június hó 25-én.

A Magyar Királyság részéről :

KÖLBIG Ferenc *s. k.*

Az Osztrák Köztársaság részéről :

Dr. Rudolf EGGER *s. k.*

ersuchenden Staates genügt werden wird. Der ungarischen Bescheinigung wird eine deutsche Übersetzung beigelegt (vgl. Art. V). Auf die Übersetzung findet Artikel VI, dritter Absatz, entsprechende Anwendung.

Punkt 2. Eine Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden. Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der Finanzminister der beiden Staaten ; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn dringende Interessen des ersuchenden Staates es erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes Staates, seinen Ersucheneigene Akten beizugeben, die der Durchführung der Ersuchen dienen sollen.

Punkt 3. Sind die Voraussetzungen der Abschreibung wegen Uneinbringlichkeit der Steuer nach den Vorschriften des ersuchten Staates gegeben, so leitet die ersuchte Behörde das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung über das Vorliegen der Voraussetzungen und der hiefür vorhandenen Belege an die ersuchende Behörde zurück.

Punkt 4. Der Rechtsschutz und die Rechtshilfe sollen grundsätzlich auch für Abgabenansprüche und im Hinblick auf Tatsachen gewährt werden, die sich auf die Vergangenheit beziehen. Es werden jedoch Ersuchen um die Eintreibung oder Sicherstellung von Ansprüchen, die die Zeit vor dem 1. Jänner 1923 betreffen, nicht gestellt werden.

Punkt 5. Auf Ersuchen der Finanzbehörde des ersuchenden Staates werden Vertreter der ersuchenden Behörde bei Vornahme der Rechtshilfehandlung zugelassen. Sie haben sich jedes Eingriffes in die Amtshandlung zu enthalten, es steht ihnen jedoch das Recht zu, zur Durchführung des Ersuchens dienliche Anträge an das die Amtshandlung leitende Organ zu stellen ; sie sind zur Wahrung des Amtsgeheimnisses verpflichtet. Für das gerichtliche Verfahren gelten die allgemeinen Vorschriften.

Punkt 6. Für die Fälle der gegenseitigen Hilfeleistung bei der Ermittlung der Grundlagen welche für die im Sinne besonderer vertragsmässiger Vereinbarungen für Zwecke der Besteuerung vorzunehmende Aufteilung des Einkommens bzw. der Erträge der in beiden Staaten erwerbstätigen Unternehmungen massgebend sind, können von den beiden Finanzministern Vereinfachungen des wechselseitigen Behördenverkehrs einvernehmlich angeordnet werden.

BUDAPEST, am 25. Juni 1928.

Für die Republik Österreich :

Dr. Rudolf EGGER *m. p.*

Für das Königreich Ungarn :

KÖLBIG Ferenc *m. p.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2296. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LA PROTECTION JUDICIAIRE ET LE CONCOURS RÉCIPROQUE DES TRIBUNAUX ET DES AUTORITÉS DES DEUX PAYS EN MATIÈRE D'IMPÔTS. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 25 JUIN 1928.

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de régler la protection judiciaire des ressortissants de la République d'Autriche dans le Royaume de Hongrie et des ressortissants du Royaume de Hongrie dans la République d'Autriche, ainsi que l'obligation qui incombe aux autorités administratives et judiciaires des deux Etats de se prêter un concours réciproque en matière d'impôts, ont conclu le traité suivant :

Ils ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Rudolf EGGER, conseiller au Ministère fédéral des Finances ;

LE ROYAUME DE HONGRIE :

M. Frantz KÖLBIG, conseiller au Ministère des Finances royal de Hongrie.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sont réputés impôts au sens du présent traité, les taxes publiques perçues dans la République d'Autriche pour le compte de la Confédération, pour le compte de cette dernière en participation avec les Pays et les communes, et pour le compte des Pays, des districts et des communes ; celles perçues dans le Royaume de Hongrie pour le compte de l'Etat, des comitats et des communes, et celles qui, dans les deux pays, sont recouvrées en même temps que les taxes précitées sous forme de taxes additionnelles ou de contributions pour le compte d'autres institutions de droit public. Sont exceptés, toutefois, les droits de douane et les impôts de consommation ; l'impôt sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe ne sont pas considérés comme impôts de consommation au point de vue de l'application de ce traité.

Article II.

Les ressortissants de l'un des deux Etats jouiront, en matière d'impôts, par devant les autorités de l'autre Etat, du même traitement fiscal et de la même protection judiciaire que les ressortissants de ce dernier Etat.

Article III.

Les deux Etats s'engagent à se prêter un concours administratif et judiciaire réciproque dans toutes les affaires fiscales, aussi bien pour la procédure d'imposition et les mesures conservatrices que pour la procédure de recours et le recouvrement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2296. — TREATY BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING JUDICIAL PROTECTION AND ASSISTANCE BETWEEN THE COURTS AND AUTHORITIES OF THE TWO PARTIES IN MATTERS OF TAXATION. SIGNED AT BUDAPEST, JUNE 25, 1928.

THE REPUBLIC OF AUSTRIA and THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of laying down regulations regarding the legal protection to be afforded to nationals of the Austrian Republic in the Kingdom of Hungary and to Hungarian nationals in the Austrian Republic as well as regarding the obligation of the authorities of the two States to afford each other administrative and legal assistance in matters of taxation, have concluded the following Treaty :

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Rudolf EGGER, Ministerial Councillor in the Federal Ministry of Finance ;

THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Frantz KÖLBIG, Ministerial Councillor in the Royal Hungarian Ministry of Finance.

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

For the purpose of the present Treaty, taxes shall be held to mean public taxes levied in the Austrian Republic on account of the Federation or on account of the latter conjointly with the Provinces and communes, or on account of the Provinces, districts and communes ; those levied in the Kingdom of Hungary on account of the State, the Comitats and the communes, and those which, in the two States, are levied simultaneously with the aforesaid taxes in the form of supplementary duties or imposts, on account of other corporate bodies at public law. They shall not, however, include Customs duties and taxes on consumption ; the tax on business turn-over and the luxury tax shall not be regarded as taxes on consumption for the purposes of the present Treaty.

Article II.

The nationals of either State shall enjoy the same treatment in matters of taxation and the same legal protection on the part of the authorities of the other State as are accorded to that State's own nationals.

Article III.

The two States undertake to give each other mutual administrative and legal assistance in all matters of taxation both in regard to the procedure of assessing and guaranteeing taxes and in regard to the procedure of redress and to the recovery of taxes.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

1. Dans les affaires d'impôt, la signification d'actes et la suite à donner aux demandes de concours administratif et judiciaire, sous réserve des dispositions particulières relatives aux recouvrements (Articles XI à XIII) feront l'objet de communications directes entre les autorités des deux Etats.

2. Les autorités financières des Pays pour la République d'Autriche et la Direction des Finances pour le Royaume de Hongrie seront compétentes pour procéder à la transmission directe ou à la réception des requêtes de signification d'actes ou de toute autre demande de concours administratif ou judiciaire.

3. Si l'autorité requise n'est pas compétente à raison du lieu, elle devra transmettre d'office a demande à l'autorité compétente et en informer, sans retard, l'autorité requérante.

Article V.

1. La requête sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant ; si elle émane des autorités du Royaume de Hongrie, elle devra être accompagnée d'une traduction en langue allemande.

2. La requête devra faire mention de l'autorité requérante, du nom et de la profession (état) des parties intéressées et, s'il s'agit d'une signification, de l'adresse du destinataire et de la nature de l'acte à signifier.

Article VI.

1. L'autorité compétente de l'Etat requis devra pourvoir à la signification. Abstraction faite des cas prévus à l'alinéa 2, elle pourra se borner à la signification par remise de l'acte au destinataire, si ce dernier est disposé à l'accepter.

2. Si l'Etat requérant en exprime le désir, il sera procédé à la signification de l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de l'Etat requis pour l'exécution de signification de même nature ; pour les requêtes émanant de la Hongrie, l'acte à signifier devra être accompagné d'une traduction allemande.

3. Les traductions prévues à l'alinéa précédent devront être certifiées conformes par le chef de l'administration chargé de transmettre la requête, ou bien ce dernier devra certifier que la traduction a été faite par un traducteur juré.

Article VII.

La preuve de la signification sera faite soit par un récipissé du destinataire, daté et légalisé, soit par une attestation de l'autorité de l'Etat requis indiquant les circonstances, la forme et la date de la signification.

Article VIII.

1. L'autorité à laquelle est adressée la requête sera tenue d'y faire droit et, à cet effet, d'employer les moyens de contrainte dont elle userait pour donner suite à une requête d'une autorité de l'Etat requis ou à une demande présentée par une partie à ce même effet. La procédure de signification sera également celle prévue par la législation de l'Etat requis ; toutefois, à la demande de l'autorité requérante, il pourra être adopté une procédure spéciale, à condition que celle-ci ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article IV.

1. In matters of taxation, the service of documents and the action to be taken as are sult of requests for administrative and legal assistance shall, subject to the special stipulations with regard to execution (Articles XI to XIII), be dealt with in direct communications between the authorities of the two States.

2. In the Austrian Republic, the provincial financial authorities, and in the Kingdom of Hungary, the Finance Department, shall be competent to proceed to the direct transmission of requests for the service of documents and for administrative and legal assistance and to receive the same.

3. Should the authority to which application is made not be locally competent to deal with the matter, the request must be transmitted without further formality to the competent authority, and the authority making the request shall be notified to that effect without delay.

Article V.

1. Requests shall be drawn up in the official language of the State making application, and if made by the authorities of the Kingdom of Hungary, shall be accompanied by a German translation.

2. The request shall specify the authority making application, the name and profession (or status) of the parties concerned, and, in the case of the service of documents, the address of the recipient and the nature of the document to be served.

Article VI.

1. Service shall be effected by the competent authority of the State applied to. Such authority except in the cases provided for in Paragraph 2, may limit its action to effecting service by the transmission of the document to the recipient if he is willing to accept it.

2. If the State making the request so desires, the document to be served shall be served in the form prescribed by the municipal law of the State applied to for the service of similar documents; in the case of requests made by Hungary, the document to be served must be accompanied by a German translation.

3. The head of the department responsible for transmitting the request shall certify correct the translation provided for in the foregoing paragraph or shall certify that the translation was made by a sworn translator.

Article VII.

Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised receipt from the recipient or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service.

Article VIII.

1. The authority to whom the request is addressed shall give effect to it by the use of the same compulsory measures as it would employ in giving effect to an application made by the authority of the State applied to or a request for the same purpose by an interested party. The procedure for dealing with requests shall be in conformity with the laws of the State applied to; nevertheless, if the authority making the application so desires, a special form of procedure may be employed provided that it is not incompatible with the law of the State applied to.

2. Il ne pourra pas être fait usage d'un moyen de contrainte admis sur le territoire de l'Etat requis, si l'Etat requérant n'est pas en mesure, dans le cas d'une requête analogue, de faire usage d'un moyen de contrainte similaire.

3. L'autorité requérante devra, sur demande, être avisée du moment et du lieu où sera effectué l'acte de procédure faisant l'objet de la requête. Les parties intéressées auront le droit de se faire représenter, lors de l'acte de procédure, conformément aux règlements généraux en vigueur dans l'Etat requis ou d'y assister en personne.

Article IX.

Il ne sera perçu ni taxe, ni frais d'aucune sorte pour la suite donnée à des demandes de signification ou à des requêtes ; exception est faite, sous réserve de conventions contraires, pour les émoluments versés aux personnes entendues ou aux experts ainsi que pour les frais provoqués par la collaboration d'un agent d'exécution dans les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article VI ou par l'emploi d'une procédure particulière aux termes de l'alinéa 1 de l'article VIII. Il en est de même pour les débours concernant la procédure d'exécution qui ne peuvent être recouverts auprès du débiteur.

Article X.

Les dispositions du présent traité seront applicables au concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays en matière de procédure d'exécution, sauf dispositions contraires des articles XI à XIII.

Article XI.

Dans les affaires d'impôts, les ordonnances exécutoires et non susceptibles de recours (décisions, sentences, arrêtés) devront, sur demande, être reconnues et exécutées sans frais ; exception est faite pour les ordonnances qui n'ont pour objet que la prise de mesures conservatoires en vue d'une créance (Article XII). La reconnaissance devra être formellement exprimée. Le Ministre des Finances du Gouvernement fédéral pour la République d'Autriche et le Ministre des Finances hongrois pour le Royaume de Hongrie sont compétents pour formuler et recevoir des demandes d'exécution. L'ordonnance exécutoire et non susceptible de recours, ou l'attestation concernant les arriérés d'impôts, sert de pièce justificative pour la reconnaissance et l'exécution de demandes exécutoires de l'Etat requérant. La reconnaissance est faite dans les deux Etats par le Ministre des Finances.

2. Les ordonnances mentionnées au premier alinéa seront exécutées, sans qu'il y ait lieu d'entendre les parties, par la voie administrative ou judiciaire, conformément à la législation de l'Etat où l'exécution sera poursuivie. L'exécution de demandes de l'Etat requérant sera poursuivie dans l'Etat requis suivant la même procédure et par les mêmes organes que ceux qui servent à l'exécution des demandes de recouvrement de l'Etat (Fédération). Le tribunal qualifié d'après la loi pour l'autorisation d'exécution du fait de titres étrangers en Autriche, et l'autorité qualifiée à cet effet, en Hongrie, sont compétents pour l'autorisation d'exécutions par voies judiciaires. Le tribunal procédera, en cela, conformément aux prescriptions en vigueur pour l'autorisation d'exécutions poursuivies du fait de titres intérieurs.

3. La demande aux fins d'exécution devra être accompagnée d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant attestant que l'ordonnance est exécutoire et n'est plus susceptible de recours ; la compétence de l'autorité en question devra être certifiée par le ministre des Finances de l'Etat requérant.

4. Lorsque la demande émane d'une autorité hongroise, le dispositif de l'ordonnance ainsi que la déclaration et l'attestation prévues au paragraphe 3, devront être accompagnées d'une traduction allemande.

5. Le ministre des Finances de l'Etat requérant certifiera que la traduction est conforme ou qu'elle a été faite par un traducteur juré.

2. Compulsory measures which are permissible in the territory of the State applied to shall not be employed unless the State making such application is in a position to employ like measures in the case of a similar request being made to it.

3. The authority making a request shall, if it so desires, be notified of the time and place of the official proceedings to be taken in respect of such request. The interested parties shall be entitled to be represented or to be present at any such proceedings, in conformity with the general regulations in force in the State applied to.

Article IX.

No fees or charges of any kind shall be payable for giving effect to requests for service or applications with the exception, subject to any agreements to the contrary, of sums paid to persons giving evidence or to experts and also of the expenditure incurred on account of the employment of an execution officer in the cases mentioned in Article VI, paragraph 2, or through the use of a special form of procedure in accordance with Article VIII, paragraph 1, or of expenditure involved by a procedure of execution which is not recoverable from the person liable.

Article X.

Unless otherwise provided in Articles XI to XIII, the provisions of this Treaty shall apply to legal co-operation in all matters relating to the procedure of execution.

Article XI.

1. In matters relating to taxation, executory and final orders (decisions, awards, decrees) shall, upon application, be acknowledged and executed free of cost, with the exception of orders the sole object of which is to guarantee a claim (Article XII). The acknowledgment must be expressly declared. In the Austrian Republic, the Federal Minister of Finance, and in the Kingdom of Hungary, the Hungarian Minister of Finance, shall be competent to make out and receive requests for execution. The acknowledgment and execution of executory claims of the applicant State shall take place in virtue of an executory and final order or a certificate indicating the arrears of taxation. In both States the Minister of Finance is responsible for the acknowledgment.

2. The orders mentioned in Paragraph 1 shall be executed by the administrative authorities or the Court in accordance with the legislation of the State in which execution is sought without the parties concerned being heard. The execution of claims made by the applicant State shall be effected in the State applied to according to the same procedure and by the same authorities as are available for the execution of the State's Federation's own claims in respect of taxes. In the Austrian Republic the Court legally competent to authorise the execution of claims based on foreign titles and in Hungary the authorities appointed for that purpose, shall be competent to grant judicial execution. The Court shall adopt the same procedure as that laid down for authorising the execution of claims based on inland titles.

3. The request for execution must be accompanied by a statement from the competent authority of the applicant State to the effect that the order has become executory and final ; the competence of such authority must be certified by the Minister of Finance of the applicant State.

4. The terms of the order and the statement, and certificate to be given under Paragraph 3 must, if the request emanates from a Hungarian authority, be accompanied by a German translation.

5. The Minister of Finance of the applicant State shall attest the accuracy of the translation or certify that it was made by a sworn translator.

Article XII.

1. La prise de mesures conservatoires pourra être demandée en vertu d'ordonnances exécutoires encore susceptibles de recours ainsi que d'ordonnances exécutoires de saisie-arrêt. Ces mesures seront prises par voie de saisie et pourront être autorisées, sans qu'il y ait lieu de faire état d'un péril, pour la somme indiquée comme montant prévu de la créance et jusqu'à la date à laquelle ladite créance deviendra exécutoire au sens du présent traité dans le territoire de l'Etat requis. L'intéressé sera autorisé à provoquer la levée de la saisie conservatoire, en fournissant une garantie dont la nature et la valeur devront être définies dans la requête. L'article XI s'appliquera par analogie.

2. L'Etat requis pourra refuser l'application des dispositions du paragraphe premier dans le cas où le contribuable est un ressortissant de l'Etat requis et possède, sur le territoire de ce dernier, son domicile ou sa résidence habituelle, à moins qu'il ne s'agisse de créances en matière d'impôt se rapportant à une époque à laquelle le contribuable ne possédait pas encore la nationalité de l'Etat requis.

Article XIII.

Il y aura lieu de faire droit à une requête en vue d'une forme particulière d'exécution ou de garantie, si la forme d'exécution ou de garantie demandée est compatible avec la législation de l'Etat requérant et de l'Etat requis. Pour le reste, la nature et les modalités de l'exécution seront régies par la législation de l'Etat requis.

Article XIV.

1. Le concours des autorités administratives et judiciaires pourra être refusé si l'Etat requis estime que ce concours est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté ou de menacer sa sécurité.

2. Les demandes à la suite desquelles il y aurait lieu de recueillir, sur le territoire de l'Etat requis, des informations, des déclarations ou des consultations de personnes qui ne sont pas impliquées comme contribuables dans l'affaire d'impôt en cours, peuvent être repoussées si l'Etat requérant n'est pas en mesure, d'après sa propre législation, d'exiger lesdites informations, déclarations ou consultations. Cette disposition s'appliquera également aux demandes formulées en vue d'obtenir communication de circonstances de fait ou de rapports de droit, lorsque la connaissance de ces circonstances ou de ces rapports n'a été acquise que par des informations, déclarations ou consultations que les intéressés doivent obligatoirement fournir dans l'Etat requis, alors que cette obligation n'existe pas dans l'Etat requérant ; il en sera de même en ce qui concerne les autres demandes auxquelles il ne pourrait être donné suite que par la violation d'un secret commercial, industriel ou professionnel.

Article XV.

1. Lorsqu'il sera fait droit, en totalité ou en partie, à une requête, l'autorité requérante devra être informée sans retard des mesures prises pour donner suite à la requête.

2. Lorsqu'il ne sera pas fait droit à une requête, l'autorité requise devra en aviser sans retard l'autorité requérante, en faisant connaître les motifs du refus et en signalant les circonstances parvenues à sa connaissance par d'autres voies et qui présentent un intérêt en vue de la poursuite de l'affaire.

Article XVI.

Dans chaque Etat, les dispositions légales relatives au secret administratif et professionnel seront applicables aux demandes d'information, de déclaration ou de consultation, ainsi qu'à toutes autres communications adressées à cet Etat en vue du concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays.

Article XII.

1. Provisional surety may be applied for in virtue of executory orders which have not yet become final, or of executory orders of attachment. This shall be effected by way of distress, and may be authorised without requiring proof of danger, to the estimated amount of the claim until the date upon which, under the terms of this Treaty, the claim becomes executory in the State to which application is made. The person concerned shall be entitled to have such attachment removed upon giving security, the nature and value of which must be specified in the application. Article XI shall apply by analogy.

2. The State applied to shall be entitled to refuse to enforce the provisions contained in 1 if the person liable is a national of that State and is regularly domiciled or permanently resident therein, except in the case of fiscal claims made against a taxpayer in respect of a time when he had not yet acquired the nationality of the State to which application is made.

Article XIII.

If application is made for a special form of execution or of security, the request shall be complied with, provided that such form of execution or security is compatible with the law of the applicant State and of the State applied to. For the rest, the nature of the execution or the security and the carrying out of the same shall be governed by the law of the State applied to.

Article XIV.

1. Administrative and legal assistance may be refused if the State to which application for assistance is made considers such assistance likely to endanger its sovereignty or safety.

2. Requests which involve the obtaining of permissible information, statements or opinions, in the territory of the State to which application is made, from persons who are not parties in the case in their capacity as taxpayers, may be refused if the State making application is unable, under the terms of its national law, to call for similar information, statements or opinions. The same shall apply to requests made for the purpose of acquiring information regarding material circumstances or legal relations, if the knowledge of such circumstances or relations is obtained solely on the strength of obligations to furnish information, statements or opinions which are not admissible in the territory of the applicant State, and, further, to other requests if they can only be complied with by divulging commercial, business or industrial secrets.

Article XV.

1. If a request is complied with, either wholly or in part, the authority to whom such application is made must immediately notify the applicant authority as to the manner in which the request has been dealt with.

2. If a request is not complied with, the authority to whom such application is made must immediately notify the fact to the applicant authority, giving all reasons for refusal and mentioning such circumstances as may have come to light in any other way and may be of importance for the continuing of the case.

Article XVI.

The statutory regulations of each State regarding official and professional secrecy shall be applicable to all enquiries, information, statements and opinions and any other communications furnished to that State with a view to rendering legal assistance.

Article XVII.

Les ministres des Finances des deux pays prendront simultanément et après accord préalable, les dispositions de détail en vue de l'exécution du présent contrat. Ils pourront conclure d'autres conventions conformes à l'esprit du présent traité et, en particulier, convenir des dispositions relatives au transfert des sommes provenant de mesures d'exécution et à la conversion des sommes pour lesquelles il y aura lieu de procéder à une exécution.

Article XVIII.

1. Le présent traité, dont l'original est établi en allemand et en hongrois, devra être ratifié et les instruments de ratification devront être échangés à Vienne dans le plus bref délai possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, six mois au moins avant l'expiration d'une année civile. Si la dénonciation est faite en temps utile, la validité du traité prendra fin à l'expiration de ladite année civile.

2. Les deux textes du traité font foi. Les deux textes authentiques du traité ratifié seront publiés dans le recueil officiel des lois de chacun des deux Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

BUDAPEST, le 25 juin 1928.

Pour la République d'Autriche :
(L. S.) (Signé) Dr Rudolf EGGER.

Pour le Royaume de Hongrie :
(L. S.) (Signé) KÖLBIG Ferenc.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature du traité conclu entre la République d'Autriche et le Royaume de Hongrie au sujet de la protection judiciaire et des concours réciproques des tribunaux et des autorités en matière d'impôts, les plénipotentiaires des deux parties ont formulé les déclarations concordantes suivantes qui formeront partie intégrante du traité.

1. Aussi longtemps que la concordance des principes du droit des deux pays n'aura pas été reconnue par un échange de déclarations, chaque requête aux fins de concours devra être accompagnée d'un certificat de l'administration financière supérieure de l'Etat requérant, attestant officiellement que la législation de l'Etat requérant permettrait de donner satisfaction à une demande analogue. Le certificat hongrois devra être accompagné d'une traduction allemande (voir article V). L'alinéa 3 de l'article VI du présent traité sera applicable par analogie à la traduction.

2. L'envoi d'actes ne pourra, en principe être exigé. Les exceptions devront faire l'objet d'une entente entre les ministres des finances des deux Etats ; toutefois, il ne devra être formulé de demandes en vue de la transmission d'actes que dans le cas où des intérêts importants de l'Etat requérant entrent en jeu. Chaque Etat conserve la faculté de joindre à ses requêtes les actes lui appartenant qui pourraient servir à l'exécution de l'objet desdites requêtes.

Article XVII.

The Ministers of Finance of the two States shall, after previous consultation and agreement, lay down uniform detailed measures for the execution of the present Treaty : they may conclude further agreements for the purposes of the present Treaty, and more especially agree upon provisions concerning the transfer of the sums derived from measures of execution, and the conversion of sums in respect of which measures of execution have to be applied.

Article XVIII.

1. The present Treaty, which has been drawn up in German and Hungarian, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Vienna. It shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged, and shall continue in force until it is denounced by either of the Contracting Parties, such denunciation to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If duly denounced as described above, the Treaty shall cease to apply on the expiration of the calendar year in which it was denounced.

2. Both texts of the Treaty are authentic. When the Treaty has been ratified, the two authentic texts shall be published in each country in the official collection of laws.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Treaty and affixed their seals thereto.

BUDAPEST, *June 25, 1928.*

For the Austrian Republic :

(L. S.) (*Signed*) Dr. Rudolf EGGER.

For the Kingdom of Hungary :

(L. S.) (*Signed*) KÖLBIG Ferenc.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded between the Austrian Republic and the Kingdom of Hungary concerning legal protection and co-operation between the courts and authorities of the two Parties in matters of taxation, the Plenipotentiaries of the two Parties have made the following concordant declarations, which shall form an integral part of the Treaty :

1. In so far as agreement concerning the principles of law in the two States has not been recognised by an exchange of declarations, every request for legal assistance must be accompanied by a certificate issued by the supreme financial authority of the State making application, officially certifying, that, under the law of that State, an analogous request would be complied with. The Hungarian certificate must be accompanied by a German translation (cf. Article V). Article VI, paragraph 3, of this Treaty shall apply by analogy to the translation.

2. In principle the transmission of documents cannot be demanded. Exceptions shall only be made with the consent of the Finance Ministers of both States ; requests for the transmission of documents shall, however, only be made if important interests of the State making application so require. Each State shall retain the right to forward with its requests any documents belonging to it which may be of use in the execution of the requests.

3. Lorsqu'aux termes des règlements de l'Etat requis, les conditions de l'abandon de l'affaire en raison de l'impossibilité de recouvrir les impôts se trouveront réunies, l'autorité requise renverra la demande à l'autorité requérante en y joignant un certificat attestant l'existence de conditions prévues ainsi que les pièces justificatives dont on dispose à ce sujet.

4. La protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des administrations seront également accordés pour des droits fiscaux au sujet de faits se rapportant au passé. Il ne sera pas toutefois adressé de requête en vue de recouvrements ou de mesures conservatrices concernant des créances se rapportant à une date antérieure au 1^{er} janvier 1923.

5. Sur la demande des autorités financières de l'Etat requérant, les représentants des autorités requérantes seront admis à se trouver présents à l'acte de procédure de concours administratif ou judiciaire. Ils devront toutefois s'abstenir de toute intervention dans la procédure officielle, mais ils auront le droit d'adresser à l'autorité qui dirige la procédure officielle des demandes tendant à l'exécution de l'objet de la requête ; ils sont tenus à l'observation du secret officiel. Les prescriptions générales seront appliquées en ce qui concerne la procédure judiciaire.

6. Les ministres des Finances des deux pays pourront ordonner une simplification des communications échangées entre les autorités des deux pays en ce qui concerne leur concours réciproque pour la recherche des données permettant la répartition, en vue de leur imposition, des revenus ou, selon le cas, des bénéfices des entreprises lucratives dans les deux Etats, dans l'esprit des accords spéciaux intervenus par traité.

BUDAPEST, le 25 juin 1928.

Pour la République autrichienne :

(Signé) Dr Rudolf EGGER.

Pour le Royaume de Hongrie :

(Signé) KÖLBIG Ferenc.

3. If the conditions are such as to necessitate the withdrawal of a request on account of the impossibility of recovering the tax in accordance with the regulations in force in the State to which application is made, the authority applied to shall return the request to the authority which made it, enclosing therewith a certificate attesting the existence of such conditions and any available documentary evidence.

4. Legal protection and assistance shall in principle also be granted in the case of fiscal claims based upon facts relating to the past. No request shall, however, be made for recovery or guarantees in respect of claims dating prior to January 1, 1923.

5. At the request of the financial authority of the State making application, representatives of the authority making application shall be admitted to proceedings resulting from a request for legal assistance. They must refrain from all intervention in the official proceedings, but shall be entitled to address any requests, with a view to securing the object of the application, to the authority conducting the official proceedings; they shall be bound to observe official secrecy. The legal procedure shall be conducted according to the general regulations.

6. In cases of mutual assistance given with a view to ascertaining facts which, in accordance with special treaty agreements, will enable a division to be made, for purposes of taxation of the income, or of the profits derived from business undertakings carried on in both States, the finance Ministers of the two States may jointly arrange for a simplification of the communications between the authorities of the two States.

BUDAPEST, *June 25, 1928.*

For the Austrian Republic :

(Signed) Dr. Rudolf EGGER.

For the Kingdom of Hungary :

(Signed) KÖLBIG Ferenc.

N° 2297.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LITHUANIE

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 14 novembre 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND LITHUANIA

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, November 14, 1928.

No. 2297. — TREATY OF ARBITRATION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND LITHUANIA. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 14, 1928.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1930.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 6 mars 1930.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations :

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Mr. BRONIUS K. BALUTIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Lithuania at Washington ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. FRANK B. KELLOG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 20 janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2297. — TRAITÉ D'ARBITRAGE² ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 14 NOVEMBRE 1928.

English official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place March 17, 1930.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 6, 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ;

Décidés à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer à nouveau leur adhésion à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes les contestations susceptibles d'un règlement judiciaire qui pourraient survenir entre eux ; et

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester qu'ils condamnent la guerre comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre les nations aura écarté pour toujours la possibilité de guerre entre les Puissances du monde,

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont désigné à cette fin pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Bronius K. BALUTIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie à Washington ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend portant sur des affaires internationales dans lequel les Parties contractantes se trouvent engagées du fait que l'une fait valoir un droit à l'égard de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, qui n'aura pu être réglé par la voie diplomatique non plus que par renvoi à une commission de conciliation appropriée, et qui comporte de par sa nature une décision judiciaire,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, January 20, 1930.

by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at the Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Lithuania in accordance with its constitutional laws, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties ;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Lithuania in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Lithuania in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the fourteenth day of November in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) B. K. BALUTIS.

(L. S.) Frank B. KELLOG.

Pour copie conforme :
Kaunas, le 12 mars 1930.

J. AUKŠTUOLIS,

*Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Département juridique et administratif a. i.
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

c'est-à-dire est susceptible d'être réglé par l'application des principes du droit et de l'équité, devra être soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention¹ du 18 octobre 1907 ou à tout autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé, dans chaque cas d'espèce, par compromis. Ce compromis pourvoira, le cas échéant, à l'organisation du tribunal, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera les questions à résoudre.

Ce compromis sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne la Lithuanie conformément à ses lois constitutionnelles, et, en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, par le Président des États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront être invoquées dans tout différend dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des États-Unis au sujet des questions américaines, communément désignées sous le nom de Doctrine de Monroe ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des obligations qui incombent à la Lithuanie en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par la Lithuanie conformément à ses lois constitutionnelles et par le président des États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des instruments de ratification. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée tant qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an, notifié par écrit par l'une ses Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le quatorzième jour de novembre de l'année mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) B. K. BALUTIS.

(L. S.) Frank B. KELLOG.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

N° 2298.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LITHUANIE

Traité de conciliation. Signé à
Washington, le 14 novembre 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND LITHUANIA

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, November 14, 1928.

No. 2298. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND LITHUANIA. SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 14, 1928.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1930.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 6 mars 1930.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Mr. Bronius K. BALUTIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Lithuania at Washington ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of Lithuania and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 20 janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2298. — TRAITÉ² DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 14 NOVEMBRE 1928.

English official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place March 17, 1930. This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 6, 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Désireux de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux pays ainsi que de servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à cette fin et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Bronius K. BALUTIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie à Washington;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend qui s'élèverait entre le Gouvernement de Lithuanie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'il soit, devra, lorsque la procédure diplomatique ordinaire aura échoué et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, être soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une commission internationale permanente constituée comme il est prescrit à l'article suivant. En outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas engager d'hostilités pendant le cours de cette enquête et avant la présentation du rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres désignés comme suit : un membre sera choisi dans chaque pays par le gouvernement de ce pays, un membre sera choisi par chaque

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, January 20, 1930.

be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Government in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their co-operation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by Lithuania in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the fourteenth day of November in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) B. K. BALUTIS.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

Pour copie conforme :

Kaunas, le 12 mars 1930.

J. Aukštuolis,

Ministre plénipotentiaire,

*Directeur du Département juridique et administratif a. i.
du Ministère des Affaires étrangères.*

gouvernement parmi les ressortissants d'une tierce Puissance, le cinquième membre sera choisi d'un commun accord par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera ressortissant ni de l'un ni de l'autre pays. Les dépenses de la commission seront également supportées par les deux gouvernements.

La commission internationale sera désignée dans les six mois qui suivront l'échange des instruments de ratification du présent traité, et il sera pourvu aux vacances conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes ne réussiraient pas à régler un différend par la voie diplomatique et n'auraient pas recours à la décision d'un tribunal compétent, elles devront immédiatement soumettre ce différend à la commission internationale, aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la commission internationale a la faculté, en vertu d'une décision unanime, d'offrir spontanément ses services à cet effet et, dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à l'aider dans son enquête.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner à la commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités qui lui seront nécessaires pour mener son enquête et pour établir son rapport.

Le rapport de la commission sera terminé dans l'année qui suivra la date à laquelle elle aura déclaré son enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes ne limitent ou ne prolongent ce délai d'un commun accord. Le rapport sera établi en triple exécution ; une copie sera remise à chaque gouvernement, et la troisième sera conservée par la commission dans ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent pleine liberté d'action quant à l'objet du différend, après la présentation du rapport de la commission.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par la Lithuanie conformément à ses lois constitutionnelles et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que faire se pourra, et le traité prendra effet à la date de l'échange des instruments de ratification. Il demeurera alors en vigueur sans interruption tant qu'il ne sera pas dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an, notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le quatorzième jour de novembre de l'année mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) B. K. BALUTIS.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

N° 2299.

BRÉSIL ET COLOMBIE

Traité relatif à la délimitation de la
frontière et à la navigation fluviale.
Signé à Rio-de-Janeiro, le 15 no-
vembre 1928.

BRAZIL AND COLOMBIA

Treaty regarding Frontier Delimi-
tation and Inland Navigation.
Signed at Rio de Janeiro, Novem-
ber 15, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2299. — TRATADO¹ DE LIMITES Y NAVEGACIÓN FLUVIAL ENTRE COLOMBIA Y BRASIL. FIRMADO EN RIO DE JANEIRO, EL 15 DE NOVIEMBRE DE 1928.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par le ministre de Colombie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1930.

LA REPÚBLICA DE COLOMBIA y LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL, animados del propósito de consolidar los lazos de cordial amistad existentes entre ellas ;

Considerando que, en virtud del Tratado de límites² entre Colombia y el Perú, firmado en Lima a 24 de marzo de 1922, y cuyas ratificaciones fueron canjeadas en Bogotá a 19 de marzo de 1928, Colombia quedó reconocida como único país colindante con el Brasil, entre los ríos Apaporis y Amazonas ;

Y considerando, igualmente, que en el acta firmada en Washington, a 4 de marzo de 1925, por los representantes de Colombia y del Brasil, conjuntamente con el del Perú, y el Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, quedó estipulada la obligación recíproca de los Gobiernos colombiano y brasileño de firmar un Tratado en los términos indicados en esa acta ;

Resolvieron celebrar el Tratado referido, por el cual se completa la determinación de la frontera común a partir de la boca de Apaporis para el Sur, se establecen reglas que faciliten la navegación fluvial entre ambos países y se consagran y garantizan recíprocamente a perpetuidad esa libre navegación.

Y, para ese fin, nombraron sus Plenipotenciarios, a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Al señor Laureano GARCÍA ORTIZ, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Colombia en el Brasil ;

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

Al señor Octavio MANGABEIRA, Ministro de Estado de las Relaciones Exteriores ;

Los cuales, después de haber recíprocamente exhibido sus plenos poderes, que hallaron en buena y debida forma, han pactado lo siguiente :

Artículo I.

La frontera entre Colombia y el Brasil, a partir de la desembocadura del río Apaporis en el Yapurá o Caquetá, término de la línea estipulada en el Tratado³ del 24 de abril de 1907, será una línea recta que, partiendo de dicha desembocadura, vaya a encontrar la población brasileña de Tabatinga, sobre la margen izquierda del río Amazonas.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bogota, le 9 janvier 1930.

² Vol. LXXIV, page 9, de ce recueil.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome I, page 786.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

N^o 2299. — TRATADO¹ DE LIMITES E NAVEGAÇÃO FLUVIAL ENTRE O BRASIL E A COLOMBIA. ASSIGNADO NO RIO DE JANEIRO, EM 15 DE NOVEMBRO DE 1928.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Colombian Minister at Berne. The registration of this Treaty took place March 17, 1930.

A REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e A REPUBLICA DA COLOMBIA, animadas do proposito de consolidar os laços de cordial amizade existentes entre ellas :

Considerando que, em virtude do tratado de limites² entre a Colombia o Perú, firmado em Lima a 24 de Março de 1922 e cujas ratificações a 19 de Março de 1928, a Colombia ficou reconhecida como unico paiz confinante com o Brasil, na região entre os rios Apapóris e Amazonas,

e considerando, iguamente, que na acta firmada em Washington, aos 4 de Março de 1925, pelos representantes do Brasil e da Colombia, juntamente com o do Peru e o Secretario de Estado dos Estados Unidos da America, ficou estipulada a obrigação reciproca dos Governos brasileiro e colombiano concluirem um tratado nos termos indicados na dita acta :

resolveram celebrar o referido tratado, pelo qual se completa a definição da fronteira commum, da foz do Apapóris para o sul, se estabelecem regras que facilitem a navegação fluvial entre ambos os paizes e se consagra e garante, reciproca e perpetuamente, essa livre navegação.

E, para esse fim, nomearam seus plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

O Senhor Octavio MANGABEIRA, Ministro de Estado das Relações Exteriores ;

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DA COLOMBIA :

O Senhor Laureano GARCÍA ORTIZ, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario da Colombia, no Brazil ;

Os quaes, depois de haverem reciprocamente exhibido os seus plenos poderes, achados em boa e devida forma, convieram nos seguintes artigos.

Artigo I.

A fronteira entre o Brasil e a Colombia, a partir da desembocadura do rio Apapóris no rio Japúra ou Caquetá, termo da linha estipulada no tratado³ de 24 de Abril de 1907, será uma linha recta que, partindo da dita desembocadura, vá encontrar a povoação brasileira de Tabatinga, na margem esquerda do rio Amazonas.

¹ The exchange of ratifications took place at Bogota, January 9, 1930.

² Vol. LXXIV. page 9, of this Series.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 810.

Artículo II.

Una Comisión mixta, nombrada por los dos Gobiernos, procederá dentro de dos años después del canje de las ratificaciones del presente Tratado, a la demarcación, por medio de hitos perdurables tanto de la frontera señalada en el aludido Tratado de límites entre Colombia y el Brasil de 1907, como de la que se estipula en el presente Tratado.

La Comisión demarcadora hará que en los lugares donde la frontera no está formada por límites naturales y suficientes, como corrientes de agua o cordilleras, quede señalada por medio de postes de piedra o cemento, columnas u otros signos perdurables, de manera que la línea fronteriza pueda ser reconocida en cualquier tiempo con toda exactitud.

Artículo III.

Serán por mitad de cargo de los dos Gobiernos los gastos que origine la demarcación de la frontera, con excepción de los sueldos de los grupos de la Comisión demarcadora, que corresponderán a cada uno de los Gobiernos respectivos.

Artículo IV.

Con el fin de facilitar el trabajo de la Comisión mixta, las dos altas Partes contratantes la autorizan para hacer las aclaraciones que estime pertinentes y también para introducir las necesarias modificaciones y compensaciones en la línea fronteriza, siempre que ellas sean indispensables para la claridad y fijeza de la línea o por motivos de notoria y recíproca conveniencia, reconocidos por ambas partes de la Comisión.

Artículo V.

La República de Colombia y los Estados Unidos del Brasil se reconocen recíprocamente y a perpetuidad el derecho de libre navegación por los ríos Amazonas, Yapurá o Caquetá, Izá o Putumayo, y todos los afluentes o confluente de dichos ríos, debiendo sujetarse únicamente las embarcaciones, tripulantes y pasajeros a las leyes y reglamentos fiscales y de policía fluvial, los cuales serán idénticos, en todo caso para colombianos y brasileños, e inspirados en el propósito de facilitar la navegación y el comercio de ambos Estados.

Parágrafo I. — No se establecerán impuestos ni otra clase de gravámenes relativos a la navegación, sino de común acuerdo entre las dos Partes contratantes.

Parágrafo II. — Queda entendido y declarado que en dicha navegación no se comprende la de puerto a puerto del mismo país o de cabotaje, la cual continuará subordinada en cada uno de los dos Estados a sus respectivas leyes.

Artículo VI.

Los navíos y transportes de guerra colombianos podrán navegar libremente en las aguas de los ríos comunes bajo la jurisdicción brasileña. De la misma forma, los navíos y transportes de guerra brasileños podrán navegar libremente en las aguas de los ríos comunes bajo la jurisdicción colombiana.

Parágrafo I. — Esa concesión queda, no obstante, subordinada a la obligación para cada Estado de notificar previamente al otro el número y naturaleza de los navíos o transportes que deban gozar de dicha facultad.

» *Parágrafo II.* — Los navíos o transportes de guerra que eventualmente conduzcan artículos para uso mercantil quedaran sujetos a los reglamentos fiscales y de policía en el país de tránsito.

Artigo II.

Uma comissão mixta, nomeada pelos dois Governos, procederá, dentro em dois annos depois da troca de ratificações do presente tratado, á demarcação, por meio de marcos duradouros, tanto da fronteira definida do alludido tratado de limites entre o Brasil e a Colombia, de 1907, quanto da que se estipula no presente tratado.

A comissão demarcadora fará que a fronteira, nos lugares onde não seja formada por limites naturaes e sufficientes, como cursos d'agua ou cordilheiras, fique assignalada por meio de marcos de pedra ou cimento, columnas ou outros signaes duradouros, de maneira que a linha fronteira possa ser reconhecida em qualquer tempo, com toda a exactidão.

Artigo III.

A metade das despesas decorrentes da demarcação da fronteira ficará a cargo de cada um dos dois Governos, com excepção dos vencimentos dos grupos da comissão demarcadora, que incumbirão a cada um dos Governos respectivos.

Artigo IV.

No intuito de facilitarem o trabalho da comissão mixta, as duas altas partes contractantes a autorizam a fazer os esclarecimentos que julgue convenientes, bem como a introduzir as necessarias modificações e compensações, na linha fronteira, uma vez que sejam indispensaveis para a clareza e fixidez da linha, ou por motivos de notoria e reciproca conveniencia, reconhecidos por ambas as partes da comissão.

Artigo V.

Os Estados Unidos do Brasil, a Republica da Colombia reconhecem-se reciproca e perpetuamente o direito de livre navegação nos rios Amazonas, Japurá ou Caquetá, Içá ou Putumayo e todos os seus affluentes ou confluente, devendo as embarcações, tripulantes e passageiros sujeitarem-se unicamente as leis e regulamentos fiscaes e de policia fluvial, os quaes seraõ, em todo caso, identicos para Brasileiros e Colombianos e inspirados no proposito de facilitar a navegação e o commercio entre ambos os Estados.

Paragrapho 1º. — Não se estabelecerão impostos, nem outra especie de taxas relativas a navegação, senão de commun accórdo, entre as partes contractantes.

Paragrapho 2º. — Fica entendido e declarado que nadita navegação se não comprehende a de porto a porto do mesmo paiz, ou de cabotagem, a qual continuará subordinada, em cada um dos dois Estados, ás suas respectivas leis.

Artigo VI.

Os navios e transportes de guerra brasileiros poderão navegar livremente nas aguas dos rios communs sob a jurisdicção colombiana. Da mesma forma, os navios e transportes de guerra colombianos poderão navegar livremente nas aguas dos rios communs sob a jurisdicção brasileira.

Paragrapho 1º. — Essa concessão fica, no entanto, subordinada á obrigação, para cada Estado, de notificar préviamente ao outro o numero e natureza dos navios ou transportes que devam gozar de tal faculdade.

Paragrapho 2º. — Os navios ou transportes de guerra que, eventualmente, conduzam artigos para uso mercantil, ficarão sujeitos aos regulamentos fiscaes e de policia, no paiz de transitio.

Artículo VII.

Este Tratado, después de aprobado, de conformidad con las respectivas legislaciones, será ratificado por las altas Partes contratantes y las ratificaciones se canjearán en Bogotá o Río de Janeiro, dentro del más breve plazo posible, en fe de lo cual, nosotros, los Plenipotenciarios arriba nombrados, firmamos el presente Tratado en dos ejemplares, cada uno de los cuales en las lenguas castellana y portuguesa, estampando en ellos nuestros respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Rio de Janeiro, a los quince días del mes de noviembre de mil novecientos veintiocho.

(L. S.) Laureano GARCÍA ORTIZ.

(L. S.) Octavio MANGABEIRA.

Imprenta nacional
Bogotá, 11 de Febrero de 1930.

Es auténtico.

El Director,

S. Correal Torres.

Bogota, 12 de Febrero de 1930.
Legalízase la firma del señor
S. Correal Torres
quien desempeña las funciones de
Director de la Imprenta nacional,

El Srío del Ministerio,

Francisco Castilla G.

República de Colombia
Ministerio de Relaciones exteriores
Número 225.

Bogota, Febrero 12 de 1930
Legalízase la firma del señor
Francisco Castilla G.
quien ejercía el cargo de Secretario
del Ministerio de Gobierno.
el 12 de Febrero de 1930.

El Secretario,

Victor Londoño.

Legación de Colombia.
Berna, Marzo 15 de 1930.

Es auténtico :

El Ministro,

Francisco José Urrutia.

Artigo VII.

Este tratado, depois de approvado de conformidade com as respectivas legislações, será ratificado pelas altas partes contractantes, e as ratificações serão trocadas, no Rio de Janeiro ou em Bogotá, no mais breve prazo possivel.

Em fé do que, nós, os plenipotenciarios acima nomeados, assignamos o presente tratado, em dois exemplares, cada um dos quaes nas linguas portugueza e castelhana, appondo nelles os nossos respectivos sellos.

Feito na cidade do Rio de Janeiro, aos quinze dias do mez de Novembro de mil novecentos e vinte e oito.

(L. S.) Octavio MANGABEIRA.

(L. S.) Laureano GARCIA ORTIZ.

Este exemplar é authenticico,
Bogota 5 de Maio de 1930.

O Ministro do Brasil
A. de Ipanema Moreira.

República de Colombia.
Ministerio de Relaciones Exteriores.
Nº 737.

Bogota, Mayo 7 de 1930.

Legalízase la firma del señor A. de Ipanema Moreira
quien ejercía el cargo de Ministro
del Brasil en Colombia
el 5 de mayo de 1930.

El Secretario,
Victor Londoño.

¹ TRADUCTION.

No 2299. — TRAITÉ ENTRE LE BRÉSIL ET LA COLOMBIE RELATIF A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ET A LA NAVIGATION FLUVIALE. SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 15 NOVEMBRE 1928.

LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE et LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, désireuses de resserrer les liens d'amitié cordiale existant entre elles ;

Considérant qu'en vertu du Traité de frontières entre la Colombie et le Pérou, signé à Lima le 24 mars 1922 et dont les ratifications ont été échangées à Bogota le 19 mars 1928, la Colombie a été reconnue comme le seul pays limitrophe du Brésil entre la rivière Apaporis et le fleuve Amazone ;

Et considérant, en outre, que l'Acte signé à Washington, le 4 mars 1925, par les représentants de la Colombie et du Brésil, conjointement avec le représentant du Pérou et le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, stipulait l'obligation réciproque pour les Gouvernements colombien et brésilien de signer un traité conforme aux termes de cet acte,

Ont résolu de conclure le traité en question, qui complète le tracé de la frontière commune à partir de l'embouchure de l'Apaporis en direction du sud, établit des règles facilitant la navigation fluviale entre les deux pays et consacre et garantit à perpétuité les droits réciproques de libre navigation de ces deux pays ;

Et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. Laureano GARCÍA ORTIZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Colombie au Brésil ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. Octavio MANGABEIRA, ministre d'Etat aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

La frontière entre la Colombie et le Brésil, à partir du confluent de la rivière Apaporis et du Yapurá ou Caquetá, point terminus de la ligne établie par le Traité du 24 avril 1907, sera une ligne droite parant dudit confluent pour aboutir à la ville brésilienne de Tabatinga sur la rive gauche du fleuve Amazone.

Article II.

Une Commission mixte désignée par les deux gouvernements procédera, dans un délai de deux ans après l'échange des ratifications du présent traité, à la délimitation, par le moyen de bornes durables, et de la frontière fixée par le traité de frontière susmentionné conclu en 1907 entre la Colombie et le Brésil, et de celle qui est stipulée par le présent traité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2299. — TREATY BETWEEN BRAZIL AND COLOMBIA REGARDING FRONTIER DELIMITATION AND INLAND NAVIGATION. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 15, 1928.

THE REPUBLIC OF COLOMBIA and THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, being desirous of strengthening the cordial ties of friendship existing between them,

Whereas in virtue of the frontier Treaty between Colombia and Peru, signed at Lima on March 24, 1922, the ratifications of which were exchanged at Bogotá on March 19, 1928, Colombia was recognised as the only country contiguous to Brazil between the rivers Apaporis and Amazon ;

And whereas the Act signed at Washington on March 4, 1925, by the Colombian and Brazilian representatives, together with the Peruvian representative and the Secretary of State of the United States of America, makes it an obligation for the Colombian and Brazilian Governments to sign a treaty in accordance with the terms of that Act,

Have resolved to conclude the Treaty in question, which completes the fixing of the common frontier southwards from the mouth of the Apaporis, establishes rules for the purpose of facilitating inland navigation between the two countries, and confirms and guarantees each country's right to such free navigation in perpetuity ;

And for that purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

Señor Laureano GARCÍA ORTIZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia in Brazil ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Senhor Octavio MANGABEIRA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The frontier between Colombia and Brazil, from the confluence of the river Apaporis with the Yapurá or Caquetá, which marks the termination of the line specified in the Treaty of April 24, 1907, shall be a straight line starting from the said confluence and continuing as far as the Brazilian town of Tabatinga on the left bank of the River Amazon.

Article II.

A Joint Commission, appointed by the two Governments, shall proceed, within two years after the exchange of the ratifications of the present Treaty, to mark out, by means of permanent posts, both the frontier fixed in the aforesaid Frontier Treaty of 1907, between Colombia and Brazil, and that defined in this Treaty.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La Commission de délimitation veillera à ce que, dans les lieux où la frontière n'est pas formée par des limites naturelles suffisantes, telles que cours d'eau ou chaînes de montagnes, elle soit indiquée par le moyen de poteaux de pierre ou de ciment, de colonnes, ou d'autres bornes durables, afin que la ligne de frontière puisse être reconnue en tout temps et avec une exactitude absolue.

Article III.

Les frais occasionnés par la délimitation de la frontière seront supportés à parts égales par les deux gouvernements, à l'exception des appointements des groupes composant la Commission de délimitation qui seront assumés par les gouvernements respectifs.

Article IV.

En vue de faciliter les travaux de la Commission mixte, les deux Hautes Parties contractantes autorisent celle-ci à procéder aux enquêtes qu'elle jugera utiles et à introduire dans la ligne frontière les modifications et compensations nécessaires, sous réserve qu'elles seront jugées indispensables pour que la ligne soit établie d'un façon claire et durable ou pour des motifs de commodité évidente et réciproque admis par les deux groupes composant la commission.

Article V.

La République de Colombie et les Etats-Unis du Brésil se reconnaissent réciproquement et à perpétuité le droit de libre navigation sur les rivières Amazone, Yapurá ou Caquetá, Izá ou Putumayo et sur tous les affluents ou confluents desdites rivières avec la seule réserve que les navires, leurs équipages et leurs passagers seront tenus de se conformer aux lois et aux règlements fiscaux et de police fluviale qui seront identiques dans tous les cas pour les Colombiens et pour les Brésiliens, et s'inspireront du dessein de faciliter la navigation et le commerce des deux Etats.

Paragraphe I. — Il ne sera établi d'impôt, ni de taxe d'aucune autre sorte sur la navigation, que d'un commun accord entre les deux Parties contractantes.

Paragraphe II. — Il est entendu et expressément déclaré que la navigation visée par le présent traité ne comprend pas la navigation de port en port d'un même pays, ou « cabotage », laquelle continuera à être soumise, dans chacun des deux Etats, aux lois de cet Etat.

Article VI.

Les navires et transports de guerre colombiens pourront naviguer librement dans les eaux des rivières communes sous la juridiction brésilienne. De même, les navires et transports de guerre brésiliens pourront naviguer librement dans les eaux des rivières communes sous la juridiction colombienne.

Paragraphe I. — Cette concession est néanmoins subordonnée à l'obligation pour chaque Etat de notifier préalablement à l'autre Etat le nombre et la nature des navires ou transports qui devront jouir de cette faculté.

Paragraphe II. — Les navires ou bâtiments de guerre qui transporteront, le cas échéant, des articles pour des usages commerciaux resteront soumis aux règlements fiscaux et de police du pays de transit.

At places where there are no adequate natural boundaries, such as watercourses or mountain ranges, which constitute the frontier, the Boundary Commission shall mark the frontier by means of stone or cement posts, columns or other permanent landmarks, in such a way that the exact boundary line may be found at any time.

Article III.

The expenses arising out of the work of frontier demarcation, except the remuneration of the members of the two delegations on the Boundary Commission, which shall be paid by their respective Governments, shall be borne by the two Governments in equal shares.

Article IV.

In order to facilitate the Joint Commission's work, the two High Contracting Parties shall authorise it to make any investigations which it may consider expedient, as well as any alterations and mutual concessions in the boundary line which may be required to enable the frontier to be fixed clearly and permanently, or may be recognised by the two delegations on the Commission as obviously advantageous to both countries.

Article V.

The Republic of Colombia and the United States of Brazil shall grant each other in perpetuity the right of free navigation on the rivers Amazon, Yapurá or Caquetá, Izá or Putumayo, and all the tributaries and confluents of those rivers, vessels, their crews and passengers being merely subject to the fiscal and river police laws and regulations, which shall in every case be the same for Colombians and Brazilians, and shall be designed to facilitate the navigation and trade of both countries.

Paragraph I. — No dues or other charges on shipping shall be established save by the common consent of the two Contracting Parties.

Paragraph II. — It is understood and expressly declared that the said navigation does not include navigation from port to port of the same country, or " coastwise " navigation (*cabotage*), which shall continue to be subject in each of the two countries to that country's own laws.

Article VI.

Colombian warships and military transports shall be free to navigate the waters of the common rivers under Brazilian jurisdiction. Similarly, Brazilian warships and military transports shall be free to navigate the waters of the common rivers under Colombian jurisdiction.

Paragraph I. — This concession is, however, subject to the obligation upon each country to notify the other in advance of the number and type of warships or transports to be granted this privilege.

Paragraph II. — Warships or military transports carrying merchandise shall be subject to the fiscal and police regulations in force in the country of transit.

Article VII.

Le présent traité, après avoir été approuvé conformément à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes, sera ratifié par elles et les ratifications seront échangées à Bogotá ou à Rio-de-Janeiro dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires susmentionnés, avons signé le présent traité en double exemplaire, établis l'un et l'autre en langues espagnole et portugaise, et y avons apposé nos sceaux.

Fait en la ville de Rio-de-Janeiro, le quinze novembre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) Laureano GARCÍA ORTIZ.

(L. S.) Octavio MANGABEIRA.

Article VII.

The present Treaty, after it has been approved in accordance with the laws of the respective countries, shall be ratified by the High Contracting Parties, and the ratifications shall be exchanged at Bogotá or Rio de Janeiro as soon as possible.

In faith whereof we, the above-named Plenipotentiaries, have signed the present Treaty in two copies, each in the Spanish and Portuguese languages, and have thereto affixed our seals.

Done in the city of Rio de Janeiro, on the fifteenth day of November, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Laureano GARCÍA ORTIZ.

(L. S.) Octavio MANGABEIRA.

N° 2300.

HONGRIE ET TURQUIE

Traité de neutralité, de conciliation
et d'arbitrage, avec protocole y
annexé. Signés à Budapest, le
5 janvier 1929.

HUNGARY AND TURKEY

Treaty of Neutrality, Conciliation
and Arbitration, with annexed
Protocol. Signed at Budapest,
January 5, 1929.

N^o 2300. — TRAITÉ¹ DE NEUTRALITÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA HONGRIE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 5 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 mars 1930.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du désir de consolider les liens d'amitié existant entre les deux pays, et dans le but de contribuer au maintien de la paix générale, ont décidé de conclure un traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

MM. Louis WALKO, ministre royal hongrois des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. BEHIDJ Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Turquie en Hongrie ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entrer dans aucune entente d'ordre politique ou économique et dans aucune combinaison dirigées contre l'une d'elles.

Article 2.

Si l'une des Hautes Parties contractantes malgré son attitude pacifique, est attaquée par une ou plusieurs autres Puissances, l'autre Partie observera la neutralité pendant toute la durée du conflit.

Article 3

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 8 décembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2300. — TREATY² OF NEUTRALITY, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN HUNGARY AND TURKEY. SIGNED AT BUDAPEST, JANUARY 5, 1929.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 17, 1930.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, desirous of strengthening the bonds of friendship which exist between the two countries and of contributing towards the maintenance of world peace, have decided to conclude a Treaty of Neutrality, Conciliation and Arbitration and, for this purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Louis WALKO, Royal Hungarian Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. BEHIDJ Bey, Turkish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Hungary ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to enter into any political or economic agreement or any alliance directed against the other High Contracting Party.

Article 2.

Should one of the High Contracting Parties, despite his pacific attitude, be attacked by one or more third Powers, the other Party shall observe neutrality throughout the dispute.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to submit to conciliation procedure and, if necessary, to arbitration procedure disputes of any kind which may arise between them and which it has not been found possible to settle, within a reasonable time, through diplomatic channels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, December 8, 1929.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 4.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

Article 5.

Les modalités de la procédure de conciliation et d'arbitrage font l'objet d'un protocole de procédure annexé à ce traité.

Article 6.

Le présent traité ne s'applique pas aux questions se rapportant, conformément au droit international, au droit de souveraineté.

Chacune des Hautes Parties contractantes déterminera d'une façon unilatérale, par une déclaration écrite, si une question relève du droit de souveraineté.

Article 7.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications qui aura lieu à Angora aussitôt que faire se pourra.

Le traité est conclu pour une durée de cinq années à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de cinq années et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Budapest, le 5 janvier 1929.

(L. S.) Louis WALKO *m. p.*

(L. S.) BEHIC *m. p.*

This provision shall not apply to disputes arising out of facts prior to the present Treaty or belonging to the past.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 4.

Failing a settlement by conciliation, either of the High Contracting Parties may request that the matter in dispute be submitted to arbitration, provided that the question at issue be of a legal character.

Article 5.

The formalities for conciliation and arbitration procedure shall form the subject of a Protocol of Procedure, to be annexed to the present Treaty.

Article 6.

The present Treaty shall not apply to questions relating, under international law, to sovereign rights.

Each of the High Contracting Parties shall state unilaterally, by a declaration in writing, whether the question comes within its rights of sovereignty.

Article 7.

Disputes that may arise concerning the interpretation or execution of the present Treaty shall, unless otherwise agreed, be submitted directly to arbitration.

Article 8.

The present Treaty shall be ratified and shall come into force on the day of the exchange of ratifications, which shall take place at Angora as soon as possible.

The Treaty shall be concluded for a period of five years, dating from its entry into force. If it has not been denounced at least one year before the expiry of that period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Budapest, January 5, 1929.

(L. S.) (Signed) Louis WALKO.

(L. S.) (Signed) BEHIC.

PROTOCOLE

ANNEXÉ AU TRAITÉ DE NEUTRALITÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
ENTRE LA HONGRIE ET LA TURQUIE, RÉGLANT LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE.

I. PROCÉDURE DE CONCILIATION.

Article premier.

La conciliation sera confiée à une commission de conciliation composée de trois membres, qui seront désignés dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du commissaire de la Partie adverse ou la désignation du Président de la commission, d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes, n'est pas intervenue, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 2.

La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Hautes Parties contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou par l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 3.

La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête, ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 4.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui dans tous les cas devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de la Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

PROTOCOL

GOVERNING CONCILIATION AND ARBITRATION PROCEDURE, ANNEXED TO THE TREATY OF NEUTRALITY, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN HUNGARY AND TURKEY.

I. CONCILIATION PROCEDURE.

Article 1.

Conciliation shall be entrusted to a Conciliation Commission consisting of three members, who shall be appointed for each individual case as follows : the High Contracting Parties shall each appoint one Commissioner, chosen from among their respective nationals, and shall jointly appoint the President of the Commission from among the nationals of third Powers.

If, within three months of the date on which one of the High Contracting Parties shall have notified the other of his intention to resort to conciliation procedure, the Commissioner of the other Party or the President of the Commission, to be chosen jointly by the High Contracting Parties, has not been appointed, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make these appointments.

Article 2.

The dispute shall be brought before the Conciliation Commission by means of a request addressed to the President by the two High Contracting Parties acting in agreement, or, failing agreement, by one or other of the Parties. The request shall indicate briefly the subject of the dispute and shall invite the Commission to take the necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request is submitted by one only of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other.

Article 3.

It shall be the duty of the Conciliation Commission to elucidate the questions in dispute, with that object to collect all relevant information by means of an enquiry or otherwise, and to endeavour to effect a settlement between the Parties. The Commission, after examining the case, may inform the Parties of the terms of settlement which it deems suitable and lay down a certain period within which they are to announce their decision.

On the conclusion of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, that the Parties have come to an agreement, and if necessary giving the terms of such agreement, or that it has been found impossible to effect a settlement between the Parties.

The proceedings of the Commission, unless otherwise agreed between the Parties, shall be concluded within six months of the date on which the said Commission shall have taken cognizance of the dispute.

Article 4.

Failing any special stipulation to the contrary, the Conciliation Commission shall determine its own procedure, which shall always provide for both Parties being heard. In the matter of enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall proceed in conformity with the provisions of Part III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 5.

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, au lieu désigné par son président.

Article 6.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Hautes Parties contractantes.

Article 7.

Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 8.

Sauf disposition contraire du présent traité les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité de voix.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

II. PROCÉDURE D'ARBITRAGE.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes.

Article 11.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les articles 51 à 85 de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 5.

Unless otherwise agreed between the High Contracting Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President.

Article 6.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless, subject to the consent of the High Contracting Parties, the Commission itself so decides.

Article 7.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, who shall act as intermediaries between them and the Commission ; the Parties may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that any persons whose evidence they consider desirable shall be heard.

The Commission, for its part, shall have the right to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties and from such persons as it may think fit to summon, subject to their Government's consent.

Article 8.

Unless otherwise provided in the present Treaty, decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, in particular to supply it, to the best of their ability, with all relevant documentation and information and to use the means at their disposal that it may be enabled in their territory and in accordance with their laws to summon and hear witnesses or experts and to carry out enquiries on the spot.

II. ARBITRATION PROCEDURE

Article 10.

The High Contracting Parties shall, in each individual case, draw up a special agreement setting forth clearly the subject of the dispute, the composition and special powers of the tribunal and any other conditions decided upon between them.

The above-mentioned special agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties.

Article 11.

Unless otherwise agreed, the arbitral procedure shall be governed by Articles 51 to 85 of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 12.

Les dispositions prévues par l'article 4 du présent traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut ¹.

Article 13.

Si le compromis prévu par l'article 10, resp. 12, du présent protocole ne sera pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 14.

La sentence rendue par le tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 15.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties contractantes, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ce cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 17.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Fait à Budapest, le 5 janvier 1929.

Louis WALKO *m. p.*

BEHIC *m. p.*

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

Article 12.

The provisions of Article 4 of the present Treaty shall not affect the right to submit a legal dispute, under a special agreement, to the Permanent Court of International Justice, subject to the conditions and in conformity with the procedure laid down in the Statute of the Court.¹

Article 13.

If, within six months following notification of request for arbitration, the special agreement mentioned in Article 10 or Article 12 of the present Protocol has not been drawn up, either of the Parties shall have the right to submit the dispute, simply in virtue of an application, to the Permanent Court of International Justice.

Article 14.

The parties shall execute in good faith the award pronounced by the tribunal.

III. GENERAL PROVISIONS.

Article 15.

Should the dispute under the municipal law of one of the Contracting Parties fall within the competence of the national courts of that Party, the defendant Party may object to its being submitted to conciliation or arbitration procedure pending a decision with final effect by the competent judicial authority. In such a case, the request for conciliation shall be made within one year at latest of the date of the afore-mentioned decision.

Article 16.

The High Contracting Parties shall refrain, while the conciliation or arbitration procedure is in progress, from any act or measure liable to prejudice either the acceptance of the Conciliation Commission's proposals or the execution of the award.

Article 17.

Each of the Parties shall defray its own costs, and the two Parties shall share equally the expenditure arising out of the conciliation and arbitration procedure.

Done at Budapest, January 5, 1929.

(Signed) LOUIS WALKO.

(Signed) BEHIC.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

ANNEXE XXV.



ANNEX XXV.



ANNEXE XXV

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

N^o 15. — CONVENTION¹ DE BERNE REVISÉE (9 SEPTEMBRE 1886) POUR LA PROTECTION DES OEUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES. SIGNÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908.

ADHÉSIONS

COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS, effective à partir du 26 mai 1930.

Communiqué par le Conseil fédéral suisse, le 3 juillet 1930.

YUGOSLAVIE, effective à partir du 10 juillet 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 14 juillet 1930.

BERNE, le 24 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 26 mai 1930, l'Ambassade de France à Berne

¹ Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 64 ; vol. LXXVIII, page 434 ; et vol. LXXXIII, page 372, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEX XXV.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ACCESSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No. 15. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS REVISING THAT SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 9, 1886. SIGNED AT BERLIN NOVEMBER 13, 1908.

ACCESSIONS.

FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES, effective as from May 26, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 3, 1930.

YUGOSLAVIA, effective as from July 10, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 14, 1930.

² TRANDUCTIONS. — TRANSLATIONS.

BERNE, June 24, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a note dated May 26, 1930, the French Embassy at Berne notified us that the French colonies

¹ Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 64 ; Vol. LXXVIII, page 434 ; and Vol. LXXXIII, page 372, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

nous a notifié l'accession des colonies françaises et pays de protectorat relevant du Ministère français des Colonies à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908.

Cette accession, qui a pris effet à partir du 26 mai 1930, date de la note susmentionnée, est faite conformément à l'article 26 de ladite convention et sous la réserve apportée, le 30 juin 1910, par la France et la Tunisie à la ratification de cet instrument, réserve ainsi formulée :

« En ce qui concerne les œuvres d'art appliqué à l'industrie, les Gouvernements français et tunisien resteront liés aux stipulations des conventions antérieures de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. »

En vous priant de bien vouloir prendre acte de ce qui précède, nous vous présentons, Monsieur le Ministre l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
J. MUSY.
Le Chancelier de la Confédération,
KÆSLIN.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

BERNE, le 10 juillet 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la Légation de Yougoslavie à Berne nous a adressé, le 17 juin 1930, la note suivante.

« D'ordre du Gouvernement royal, la Légation royale de Yougoslavie a l'honneur de notifier au Conseil fédéral l'adhésion du Royaume de Yougoslavie à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin le 13 novembre 1908 et le Protocole

and protectorates under the French Ministry of the Colonies had acceded to the revised Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, dated November 13, 1908.

This accession, which took effect on May 26, 1930, the date of the aforesaid note, is made in conformity with Article 26 of the said Convention, and subject to the reservation made by France and Tunis on June 30, 1910, on ratifying this instrument, the reservation reading as follows :

“ As regards works of art applied to industrial purposes, the French and Tunisian Governments will remain bound by the stipulations of the former Conventions of the Union for the Protection of Literary and Artistic Works. ”

Requesting you to be good enough to take note of the foregoing, we have the honour to be, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

J. MUSY,
President of the Confederation.
KÆSLIN,
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency
The Minister
for Foreign Affairs.

BERNE, July 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that we have received the following note, dated June 17, 1930, from the Yugoslav Legation at Berne :

“ The Royal Yugoslav Legation is instructed by the Royal Government to inform the Federal Council of the adherence of the Kingdom of Yugoslavia to the revised Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, signed at Berlin on November 13, 1908, and to the

du 20 mars 1914, additionnel à la Convention de Berne révisée.

Cependant, faisant emploi du droit prévu à l'article 25 de la Convention de 1908, le Gouvernement royal désire remplacer les dispositions de cette convention qui ont trait à la protection du droit de traduction des œuvres littéraires par celles contenues dans l'article 5 de la Convention conclue à Berne le 9 septembre 1886 (rédaction donnée à cet article dans l'Acte additionnel signé à Paris le 4 mai 1896), en ce qui concerne la traduction dans les langues de notre pays.

L'adhésion déploie ses effets à partir de la date de cette notification.

Pour sa participation aux dépenses du Bureau international, la Yougoslavie désire être rangée dans la quatrième classe.

En même temps, le Gouvernement royal déclare son adhésion à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Rome, le 2 juin 1928, qui produira son effet le jour de l'entrée en vigueur de cette convention, conformément aux dispositions des alinéas 1 ou 2 de l'article 28 de la même convention. Cette adhésion est faite sous la même réserve que le gouvernement entend remplacer la disposition de l'article 8 de cette convention par celle de l'article 5 de la Convention de Berne de 1886, amendé par l'Acte additionnel de 1896, en ce qui concerne le droit exclusif de traduction dans les langues de notre pays. »

En vous priant de vouloir bien prendre acte de l'adhésion de la Yougoslavie aux Conventions de Berne des 13 novembre 1908 et 2 juin 1928 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Pour le Président de la Confédération,
SCHULTHESS.

Le Chancelier de la Confédération,
KÆSLIN.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

Additional Protocol to the revised Berne Convention, signed on March 20, 1914.

“ However, the Royal Government, availing itself of the right stipulated in Article 25 of the 1908 Convention, would substitute for the provisions of this Convention dealing with the protection of translation rights in respect of literary works the provisions embodied in Article 5 of the Convention concluded at Berne on September 9, 1886, (in the wording given to this article in the Additional Act signed at Paris on May 4, 1896) in regard to translation into the languages of Yugoslavia.

“ The adhesion shall have effect as from the date of the present notification.

“ Yugoslavia desires to be placed in the fourth class in respect of her participation in the expenses of the International Office.

“ The Royal Government at the same time announces its adhesion to the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, revised at Rome on June 2, 1928, which shall have effect on the date of the coming into force of that Convention in conformity with the provisions of paragraphs 1 and 2 of Article 28 thereof. This adhesion is subject to the same reservation, namely, that the Government proposes to substitute for the provisions of Article 8 of this Convention the provisions of Article 5 of the Berne Convention of 1886, as amended by the Additional Act of 1896, in regard to the exclusive right of translation into the languages of Yugoslavia ”.

Requesting you to note the adhesion of Yugoslavia to the Berne Conventions of November 13, 1908, and June 2, 1928, for the Protection of Literary and Artistic Works, we have the honour to be, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

SCHULTHESS
For the President of the Confederation.

KÆSLIN
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency
The Minister
for Foreign Affairs.

N^o 16. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL
A LA CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION DES OEUVRES
LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, EN
DATE DU 13 NOVEMBRE 1908. SIGNÉ
A BERNE, LE 20 MARS 1914.

No. 16. — ADDITIONAL PROTOCOL¹ TO
THE INTERNATIONAL COPYRIGHT
CONVENTION OF NOVEMBER 13, 1908.
SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

ADHÉSION

YUGOSLAVIE, effective à partir du 10 juillet
1930.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le
14 juillet 1930.*

(Voir convention précédente.)

ACCESSION.

YUGOSLAVIA, effective as from July 10, 1930.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
July 14, 1930.*

(See preceding Convention.)

N^o 170. — PROTOCOLE² DE SIGNATURE
CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR
PERMANENTE DE JUSTICE INTERNA-
TIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU
PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

No. 170. — PROTOCOL² OF SIGNATURE
RELATING TO THE STATUTE OF THE
PERMANENT COURT OF INTERNA-
TIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY
ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF
THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA,
DECEMBER 16, 1920.

RATIFICATIONS

SALVADOR 29 août 1930.
LUXEMBOURG 15 septembre 1930.

RATIFICATIONS.

SALVADOR August 29, 1930.
LUXEMBURG. September 15, 1930.

¹ Vol. I, page 244; vol. III, page 259; vol. XI, page 358; vol. XXIV, page 138; vol. XLV, page 95; vol. LIX, page 342; vol. LXIII, page 375; vol. LXIX, page 69; vol. LXXXIII, page 372; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

² Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

¹ Vol. I page 244; Vol. III, page 259; Vol. XI, page 358; Vol. XXIV, page 138; Vol. XLV, page 95; Vol. LIX, page 342; Vol. LXIII, page 375; Vol. LXIX, page 69; Vol. LXXXIII, page 372; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

² Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

DISPOSITION FACULTATIVE

OPTIONAL CLAUSE.

SIGNATURES

SIGNATURES.

LUXEMBOURG.

LUXEMBURG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut, sur tous les différends qui s'élèveraient après la signature de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette signature, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique. La présente déclaration est faite pour une durée de cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme renouvelée pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

GENÈVE, le 15 septembre 1930.

BECH.

ALBANIE.

Au nom du Royaume d'Albanie et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la Disposition facultative prévue à l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, pour une durée de cinq années, à dater du dépôt de l'instrument de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

The Government of the Grand-Duchy of Luxemburg recognises as compulsory, *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, that is to say on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute, in any disputes arising after the signature of the present declaration with regard to situation or facts subsequent to this signature, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another procedure or to another method of pacific settlement. The present declaration is made for a period of five years. Unless it is denounced six months before the expiration of that period, it shall be considered as renewed for a further period of five years and similarly thereafter.

GENEVA, September 15, 1930.

BECH.

ALBANIA.

On behalf of the Albanian Government and subject to ratification, I recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, that-is-to-say on condition of reciprocity, the Optional Clause provided for by Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, for a period of five years from the date of the deposit of the instrument

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ratification, sur tous les différends énumérés dans ledit article qui s'élèveraient après la ratification de cette déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que

a) Les différends ayant trait au Statut territorial de l'Albanie ;

b) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume d'Albanie ;

c) Les différends concernant, directement ou indirectement, l'application des traités ou conventions acceptés par le Royaume d'Albanie et prévoyant un autre mode de règlement pacifique.

17.9.1930.

Mehdi FRASHERI.

of ratification, in any of the disputes enumerated in the said article arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, other than

a) Disputes relating to the territorial status of Albania ;

b) Disputes with regard to questions which, by international law, fall exclusively within the jurisdiction of the Kingdom of Albania ;

c) Disputes relating directly or indirectly to the application of treaties or conventions accepted by the Kingdom of Albania and providing for another method of pacific settlement.

17.9.1930.

Mehdi FRASHERI.

RATIFICATIONS

ETAT LIBRE D'IR-				
LANDE	11 juillet	1930.		
CANADA	28 juillet	1930.		
COMMONWEALTH				
D'AUSTRALIE	18 août	1930.		
SALVADOR	29 août	1930.		

RATIFICATIONS.

IRISH FREE STATE ...	July 11,	1930.
CANADA	July 28,	1930.
COMMONWEALTH OF		
AUSTRALIA	August 18,	1930.
SALVADOR	August 29,	1930.

L'instrument de ratification déposé au Secrétariat de la Société des Nations par le Gouvernement du Salvador le 29 août 1930 indique que la ratification de la disposition facultative a été donnée sous certaines réserves visées dans la décision du Pouvoir Exécutif du 26 mai 1930, dont la teneur suit :

« Que no quedan sujetas a esta convención las controversias o diferencias sobre puntos o cuestiones que prohíbe la Constitución Política de esta República someter a arbitraje ; ni las cuestiones anteriores a esta fecha ; ni las reclamaciones contra la Nación por deudas pecuniarias ; siendo entendido, también, que la clausula 36 del Estatuto, solo liga a El Salvador respecto a los Estados que acepten el arbitraje en esa forma. »

Pour copie conforme :

Genève, le 29 août 1930.

Le Conseiller juridique du Secrétariat :

J. A. Buero.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

The instrument of ratification deposited with the Secretariat of the League of Nations by the Government of Salvador on August 29, 1930, states that the ratification of the optional clause was given subject to certain reservations expressed in the Decision of the Executive Power of May 26, 1930, and reading as follows :

Les dispositions de ce Statut ne s'appliquent pas aux contestations ou différends touchant des points ou questions qui ne sauraient être soumis à l'arbitrage conformément à la constitution politique de cette République.

Les dispositions de ce Statut ne s'appliquent pas non plus aux différends surgis avant cette date ni aux réclamations d'ordre pécuniaire formées contre la Nation, étant entendu également que l'article 36 du Statut lie seulement le Salvador à l'égard des Etats qui acceptent l'arbitrage dans cette forme.

ALBANIE 17 septembre 1930.

The provisions of this Statute do not apply to any disputes or differences concerning points or questions which cannot be submitted to arbitration in accordance with the political constitution of this Republic.

The provisions of this Statute also do not apply to disputes which arose before that date or to pecuniary claims made against the Nation, it being further understood that Article 36 binds Salvador only in regard to States which accept the arbitration in that form.

ALBANIA September 17, 1930.

N^o 269. — CONVENTION ² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITÉ DES FEMMES ET DES ENFANTS SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

ADHÉSION

SYRIE ET LIBAN... .. 2 juin 1930.

No. 269.— INTERNATIONAL CONVENTION ² FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

ACCESSION.

SYRIA AND LEBANON... .. June 2, 1930.

N^o 348. — TRAITÉ ³ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 29 OCTOBRE 1921.

No. 348. — TREATY ³ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ESTONIA AND FINLAND. SIGNED AT HELSINGFORS, OCTOBER 29, 1921.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; et vol. XCII, page 367, de ce recueil.

³ Vol. XIII, page 59, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page 282 ; Vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXVII, page 418 ; Vol. XXXV, page 300 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; and Vol. XCII, page 367, of this Series.

³ Vol. XIII, page 59, of this Series.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 348. — LISAKOKKULEPE EESTI-SOOME KAUBA- JA LAEVANDUSELEPINGU JUURDE.

Communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Finlande, le 24 mai 1930. *Communicated by the Estonian and Finnish Ministers for Foreign Affairs, May 24, 1930.*

EESTI VABARIIGI VALITSUS ja SOOME VABARIIGI VALITSUS, soovides muuta ja täiendada Helsingis 29. oktoobril 1921. a. sõlmitud Eesti-Soome kauba- ja laevanduselepingut, otsustasid sõlmida käesoleva lisakokkuleppe ja nimetasid selleks oma täisvolinikkudeks :

EESTI VABARIIGI VALITSUS :

Härra Jaan LATTIK'U, Eesti Välisministri,

SOOME VABARIIGI VALITSUS :

Härra Aarne VUORIMAA, Soome Erakorralise Saadiku ja Täievolilise Ministri Tallinnas,

kes, peale oma heas ja nõutud korras leitud täisvolituste vastastikku esitamist, leppisid kokku järgmistes eeskirjades :

Artikkel üks.

Niivõrd kui alljärgnevates eeskirjades ei ole teisiti kokku lepitud, jääb Eesti ja Soome vahel maksma 29. oktoobril 1921. a. Helsingis sõlmitud kauba- ja laevanduseleping.

Artikkel 2.

Eesti -Soome kauba- ja laevanduselepingu artikli V juurde kuuluvates lisades kustutatakse käesolevale kokkuleppele juurde lisatud nimekirjas I äratähendatud Eesti resp. Soome tollitariifi paragrahvid ja punktid.

Artikkel 3.

Käesoleva kokkuleppe nimekirjas II loetletud Soome kaupadelt nende sissetoomisel Eesti tollipiirkonda ei võeta mingisuguseid teisi ega kõrgemaid sisseveotolle, kui neid, mis on kindlaks määratud selles nimekirjas või vastaval korral antakse nende kaupade pealt selles nimekirjas kindlaksmääratud protsentuaalne alandus sellel ajal maksvusolevatest autonoomsetest tollidest.

Edasi on lepitud kokku, et kui Eestis peaks pandama tolli alla Eesti Tollitariifi § 36 p. 1 nimetatud « või, loomulik », samuti § 44 all nimetud « sooled », siis ei või Soome vastaved kaubad langeda kõrgema tolli alla kui : või, loomulik — 0,10 Ekr. 1 kg. n., sooled — 0,15 Ekr. 1 kg. n.

Artikkel 4.

Käesoleva kokkuleppe nimekirjas III loetletud Eesti kaupadelt nende sissetoomisel Soome tollipiirkonda ei võeta mingisuguseid teisi ega kõrgemaid sisseveotolle, kui neid, mis on kindlaks määratud selles nimekirjas, või vastaval korral antakse nende kaupade peale selles nimekirjas kindlaksmääratud protsentuaalne alandus sellel ajal maksvusolevatest autonoomsetest tollidest.

Artikkel 5.

Ühenduses soodustustega, mis Soome poolt lubatud Eestile liha sisseveo alal, on lepitud kokku, et veterinaär ja transport määrustega ei jälitata teisi sihte, kui tervishoidlikke või üldise korra nõudeid.

Artikkel 6.

Käesolev kokkulepe on seatud kokku eesti-, soome- ja rootsikeeles ja kõik kolm teksti on võrdselt autentsed.

Käesolev kokkulepe ratifitseeritakse ja ta astub jõusse 8. päeval peale ratifikatsioonikirjade vahetamist.

Siiski on lepitud kokku, et käesolev kokkulepe võidakse ka varem esialgselt maksma panna, niipea kui mõlemate maade Valitsustel selleks avaneb seaduslik võimalus ja nad selle kohta eraldi lepivad kokku.

Käesolev kokkulepe moodustab Helsingis 29. oktoobril 1921. a. sõlmitud Eesti-Soome kauba- ja laevanduselepingu lahutamatu osa ja temal on sama kestus kui sellel lepingul.

Selle tõenduseks kirjutasiid mõlema poole Täisvolinikud alla sellele lisakokkuleppele ja jkinnitasid sellele oma pitseriid.

Tehtud Tallinnas, kahes eksemplaris eesti-, soome- ja rootsikeeles, 16. märtsil tuhat üheksasada kolmkümmend.

J. LATTIK.

Aarne VUORIMAA.

NIMEKIRI I.

LISA A.

Eesti tollitariifi 23. IV. 1921. a. paragrahvid ja punktid	Kaupade nimetus
ex 37 ex. 1 b) ex p. 4 ex 40	Värsked silgud. Silgud, soolatud ja suitsetatud. Kariloomad ja hobused.

LISA B.

Soome tollitariifi 26. III. 1919. a. paragrahvid	Kaupade nimetus
1 2 3 ex 51 52 53 54 55 57 ex 58 60 61 65 ex 75	Elavad loomad : Hobused : Varsad alla 1 aasta vanad. Teised. Kariloomad. Seemned : Linaseemned. Punase ja valge ristikkeina seemned. Teistsugu ristikkeina seemned. Timotiseemned. Teistsugu heinaseemned. Naeri- ja kaalikaseemned. Kapsa-, peedi-, siguri-, kaunvilja- ja loomanaeriseemned. Kartulid : Toored. Lõigatud ja kuivatatud. Sigurid, kuivatatud. Õunad, toored.

LISA C.

Eesti tollitariifi 23. IV. 1921. a. paragrahvid ja punktid	Kaupade nimetus
ex 4 ex p. 1 ex 24 ex p. 3 b) 35 ex 36 ex p. 1 ex p. 3 ex 37 ex p. 1 b) ex p. 3	Makaronid. Kondenseeritud piim ja piimjahu, suhkruga ja ilma suhkruta. Juust. Lehmavõi. Margariin. Kõiksugu värsked kalad, välja arvatud punkt 1 a) nimetatud ja silgud. Kõiksugu kalad, soolatud ja suitsetatud, välja arvatud heeringad ja silgud.

LISA D.

Soome tollitariifi 26. III. 1919. a. paragrahvid	Kaupade nimetus
9 10 48 82 85 87 104 105 ex 122	Sealiha, välja arvatud õhukindlates nõudes : Soolatud ja suitsetatud. Teistsugune. Kõiksugu kartulijahu ja -tärklis. Sibulad, toored. Kapsad, toored, mitte õhukindlates nõudes. Kapsad, soolatud ja kuivatatud, mitte õhukindlates nõudes. Juust kõiksugune, mitte õhukindlates nõudes. Või, loomulik. Kartulisiirup.

LISA E.

Soome tollitariifi 26. III. 1919. a. paragrahvid	Kaupade nimetus
142	Kilud, angerjad ja muud kalad, konserveeritud. J. L. A. V.

NIMEKIRI II.

Eesti tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Ekr.	Protsen- tuaalne alandus
ex § 24 ex p. 4	« Soomeleib » (knäckebröd) rukkipiüulist	tollita	—
ex § 36 ex p. 3	Margariin	—	33 1/3 %
ex § 37 ex p. 1	Värske ja eluskala igasugune, välja arvatud heeringad	tollita	—
ex p. 3	Igasugune soolatud ja suitsetatud kala, peale heerin- gate ja silkude 1 kg. br.	0,18	—
ex p. 4	Silgud, soolatud ja suitsetatud	tollita	—
ex 39	« Soomeleib » (knäckebröd) jämedast rukkijahust	tollita	—

J. L.
A. V.

NIMEKIRI III.

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll Smk.	Protsentuaalne alandus
	Liha, eriti nimetamata, välja arvatud õhukindlates nõudes :		
ex 11	Haned ja kalkunid 1 kg. n.	6,00	—
13	Teistsugune 1 kg. n.	0,70	—
	<p><i>Märkus I.</i> Tolli 0,70 Smk. võetakse ainult lihalt, mis on määratud Helsingisse jaanuari, veebruari, märtsi, aprilli, mai, juuni, juuli ja detsembri kuudel, järgmise kontingendi piirides : jaanuari, veebruari, märtsi, aprilli, mai ja detsembri kuude kohta 100.000 kg. kuus ja juuni ja juuli kuude kohta 50.000 kg. kuus. Kui ühel nimeetatud kuudel looduslike takistuste ehk samaväärsete olude tõttu mitte tervet eelpooltähenatud selle kuu kontingenti ära ei kasutata, siis võidakse järgmise kuu esimese nädala jooksul kasutada eelmise kuu kontingendist kasutamata jäänud osa, kuid mitte suuremal määral kui arvates 20% eelmise kuu kontingendist.</p> <p>Kontingente jaotab Eesti Valitsus, kes teatab Soome Valitsusele, mil viisil Soome võimudele tehakse kindlaks, et vastav lihasaadetis võidakse läbi lasta tollimääraga 0,70 Smk. kg. n. Mõlemate maade Valitsused lepivad eraldi kokku kontingentide kasutamise ühendatud üksikasjaliste vorminõuete kohta.</p> <p><i>Märkus II.</i> Soome Valitsus kohustub Soomes praegu liha peal maksvat tolli 1,20 Smk. suuruses (Soome Tollitariifi § 13) 1930. ja 1931. a. jooksul Eestist sisse veetava liha pealt mitte tõstma. Peaks Soomes 1. jaanuarist 1932. a. alates seda tolli tõstetama, siis on Soome Valitsus nõus viibimata selles asjas Eesti Valitsusega läbirääkimistesse astuma, kusjuures kumbki Valitsus alal hoiab õiguse kokkuleppe mittersaavutamise korral loobuda lepingust kolmekuulise ülesütle misega.</p>		
	Kala :		
	Teistsugune :		
16	Elav või värske	tollita	—
23	Sooled 1 kg. n.	1,50	—
48	Kartulijahu ja -tärglis igasugune	—	33 1/3 %
	Seemned :		
ex 51	Linaseemned	tollita	—
52	Punase ja valge ristikehina seemned	tollita	—
53	Teistsugu ristikehina seemned	tollita	—
54	Timotiseemned	tollita	—
55	Teistsugu heinaseemned	tollita	—
57	Naeri- (ka turnipsi-) ja kaalikaseemned	tollita	—
ex 58	Kapsa-, peedi-, siguri-, kaunvilja- ja loomanaeriseemned	tollita	—
	Kartulid :		
60	Toored	—	33 1/3 %
	<p><i>Märkus.</i> Juhul, kui Eesti laevamöötkirjast või teistest laevapaberitest ilmneb selgesti selle laeva laadimisruumi suurus, võidakse tarvitada laevamöötkirja alusena laadungi eest maksetava tolli-</p>		

Soome tollitariifi §§	Kaupade nimetus	Toll. Smk.	Protsentuaalne alandus
	<p>raha arvutamiseks. Siinjuures arvatakse 1 registertonn vastavaks 2000 kilogrammile.</p> <p>Juhul, kui laevajuht ei soovi tarvitada eelmises lõikes tähendatud talitusviisi, tuleb kaubakaal kindlaks teha kaalumiseega.</p> <p>Igal juhul tulevad tollivormaliteedid nii korraldada, et müük, ühes arvatud väikemüük, ka edasi otsekohe laevast võib sündida.</p> <p>Tolliraha laadungi eest tuleb maksta niipea, kui laadung on müüdud, kuid siiski hiljemalt ühe kuu jooksul peale laeva päralejõudmist. Juhul, kui tolliraha laeva laadimisruumi järele arvutatakse ja laadungit mitmes sadamas müüakse, tuleb tolliraha terve lladungi eest esimeses sadamas maksta.</p> <p>Laevajuht vastutab tolliraha maksmise eest, tarviduse korral ka laev. Juhul, kui laev lahkus Soomest ja tolliraha tervelt või osaliselt jäi maksmata, kohustub Eesti Valitsus seda tolliraha, mis Soome Valitsuse teatel jäänud tasumata, vastutajalt sisse nõudma kokkukõlas Eestis maksivate seadustega ja üle andma Soome Valitsusele.</p> <p>Lepinguosalised kohustuvad sõlmima viibimata erikokkuleppe laevamõotkirjade vastastikku tunnistamise kohta, võttes eriti arvesse esimeses lõikes tähendatud talitusviisi.</p>		
	Siguri juured :		
64	Toored	tollita	—
65	Kuivatatud	tollita	—
ex 75	Ounad, pirnid ja ploomid, värsked	tollita	—
82	Sibulad, värsked 1 kg. n.	0,75	—
85	Kapsad, värsked 1 kg. n.	0,12	—
ex 87 a)	Kapsad soolatud ja kuivatatud 1 kg. n.	0,90	—
b)	Kurgid soolatud 1 kg. n.	2,50	—
105	Või, loomulik 1 kg. n.	1,—	—
ex 109	Rukkileib « Pain normal »	tollita	—
	Konservid õhukindlates nõudes :		
ex 142	Kilud, sprotid ja igasugune teine kala 1 kg. br.	10,50	—

J. L.
A. V.

LÕPP-PROTOKOLL.

Helsingis 29. oktoobril 1921. a. allakirjutatud Eesti-Soome kauba- ja laevanduselepingu juurde käiva tänasel päeval sõlmitud lisakokkuleppe allakirjutamisel tegid allakirjutanud täisvolinikud järgmise deklaratsiooni, mis moodustab selle kokkuleppe lahutamatu osa :

Artikli 6. juurde.

Mõlemad Valitsused kohustuvad läbi viima käesoleva kokkuleppe kinnitamise oma seadusandlike kogude poolt 1-seks aprilliks 1930. a. Ühtlasi kohustuvad nad Helsingis 29. oktoobril 1921. a. sõlmitud kaubaja laevanduselepingu revideerimist jätkama ja seda lõpule viima kiires korras.

Tehtud Tallinnas, kahes eksemplaris eesti-, soome- ja rootsikeeles, 16. märtsil tuhat üheksasada kolmkümmend.

J. LATTIK.
Aarne VUORIMAA.

TEXTE FINLANDAIS. — FINNISH TEXT.

N^o 348. — LISÄSOPIMUS EESTIN-SUOMEN KAUPPA- JA MERENKULKUSOPIMUKSEEN.

EESTIN TASAVALLAN HALLITUS ja SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS, haluten muuttaa ja laajentaa Helsingissä 29 p:nä lokakuuta 1921 tehtyä Eestin-Suomen kaupp- ja merenkulkusopimusta, ovat päättäneet tehdä tämän lisäsopimuksen ja ovat tässä tarkoituksessa valtuutetuikseen nimitäneet :

EESTIN TASAVALLAN HALLITUS :

Herra Jaan LATTIK'IN, Eestin Tasavallan Ulkoasiainministerin,

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

Herra Aarne WUORIMAN, Suomen Tasavallan Erikoislähettilään ja Täysivaltaisen Ministerin Tallinnassa.

jotka toisilleen esitettyään hyvässä ja asianmukaisessa muodossa oleviksi havaitut valtakirjansa ovat sopineet seuraavista artikloista :

1 Artikla.

Mikäli ei seuraavissa artikloissa ole toisin sovittu, jää Eestin ja Suomen välillä Helsingissä 29 p:nä lokakuuta 1921 tehty kaupp- ja merenkulkusopimus voimaan.

2 Artikla.

Eestin-Suomen kaupp- ja merenkulkusopimuksen V artiklaan kuuluviin liitteisiin sisältyvät, tähän sopimukseen liitettyssä luettelossa I mainitut, Eestin ja Suomen tullitariffin nimikkeet ja kohdat lakkaavat olemasta voimassa.

3 Artikla.

Tämän sopimuksen luettelossa II mainituista Suomesta peräisin olevista tuotteista niitä Eestin tullialueelle tuotaessa ei kanneta mitään muita eikä korkeampia tuontitulleja, kuin ne, mitkä tässä luettelossa on kiinteiksi määrätty tai joille vastaavasti annetaan tässä luettelossa määrätty prosentittainen alennus kulloinkin voimassaolevista autonomisista tulleista.

Edelleen on sovittu, että jos Eestissä saatettaisiin tullinalaisiksi Eestin tullitariffin § 36 kohta 1 mainittu « voi, luonnollinen », samoinkuin § 44 mainittu « suolet », ei Suomesta peräisin oleville vastaaville tuotteille saa asettaa korkeampaa tullia kuin : voi, luonnollinen 0,10 kr. 1 Ekr. netto, suolet 0,15 Ekr. 1 kg. netto.

4 Artikla.

Tämän sopimuksen luettelossa III mainituista Eestistä peräisin olevista tuotteista niitä Suomen tullialueelle tuotaessa ei kanneta mitään muita eikä korkeampia tuontitulleja, kuin ne, mitkä tässä luettelossa on kiinteiksi määrätty tai joille vastaavasti annetaan tässä luettelossa määrätty prosentittainen alennus kulloinkin voimassaolevista autonomisista tulleista.

5 Artikla.

Niiden erikoisetujen yhteydessä, mitkä Suomen puolelta on myönnetty Eestille lihan tuonnissa sovitaan, että eläinlääkinnöllisillä ja kuljetusmääräyksillä ei tavoitella muita, kuin terveydenhoidollisia ja yleisen järjestyksen ylläpitämistä tarkoittavia päämääriä.

6 Artikla.

Tämä sopimus on laadittu eestin-, suomen- ja ruotsinkielillä ja ovat kaikki kclme tekstiä yhtä todistusvoimaisia.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 348. — TILLÄGGSAVTAL TILL HANDELS- OCH SJÖFARTSFÖRDRAGET MELLAN ESTLAND OCH FINLAND.

REPUBLIKEN ESTLANDS REGERING och REPUBLIKEN FINLANDS REGERING hava, ledda av önskan att förändra och utvidga det i Helsingfors den 29 oktober 1921 avslutade handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland beslutat avsluta ett tilläggsavtal, och i denna avsikt till sina befullmäktigade ombud utsett :

REPUBLIKEN ESTLANDS REGERING :

Herr Jaan LATTIK, Estlands minister för utrikesärendena,

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING :

Herr Aarne WUORIMAA, Finlands utomordentliga sändebud och befullmäktigade minister i Tallinn,

vilka, efter att hava företett sina i god och behörig ordning befunna fullmakter överenskommit om följande artiklar :

Artikel 1.

Det mellan Estlands och Finland i Helsingfors den 29 oktober 1921 avslutade handels- och sjöfartsfördraget förbliver i kraft i den mån i följande artiklar icke annorledes föreskrives.

Artikel 2.

I de till artikel V i handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland hörande förteckningar ingående och till detta avtal bilagda Förteckning I nämnda positioner och punkter i Estlands och Finlands tulltariffer upphöra att gälla.

Artikel 3.

Vid införsel till estniskt tullområde må icke för produkter härrörande från Finland och nämnda i till detta avtal bilagd Förteckning II uppbäras annan eller högre importtull, än vad som i denna förteckning fastställts eller i förteckningen tillförsäkrats i form av procentuell nedsättning å gällande autonom tull.

Ytterligare har överenskommits, att, därest Estland komme införa tull å i Estlands tulltariff sub § 36 punkt 1 nämnt « smör, naturligt », ävensom sub § 44 nämnda « tarmar » må dessa från Finland härrörande produkter icke åsättas en högre tull än : smör, naturligt, 0,10 Ekr. per kg netto, tarmar 0,15 Ekr. per kg. netto.

Artikel 4.

Vid införsel till finskt tullområde må icke för produkter härrörande från Estland och nämnda i till detta avtal bilagd Förteckning III, uppbäras annan eller högre importtull, än vad som i denna förteckning fastställts eller i förteckningen tillförsäkrats i form av procentuell nedsättning å gällande autonom tull.

Artikel 5.

I samband med de specialförmåner, som från Finlands sida medgivits Estland beträffande införseln av kött, överenskommes, att med veterinära och transportbestämmelser icke eftersträvas andra syften än sanitära och avses annat än den allmänna ordningens upprätthållande.

Artikel 6.

Detta avtal är avfattat på estniska, finska och svenska språken och äga samtliga tre texter lika vitsord.

Tämä sopimus on ratifioitava ja tulee voimaan 8 päivää ratifioimisasiakirjain vaihtamisen jälkeen.

Kuitenkin sovitaan, että tämä sopimus voidaan väliaikaisesti saattaa aikaisemminkin voimaan, niinpian kuin molempien maiden Hallituksilla on siihen lainsäädännön mukaan mahdollisuus ja sen suhteen erikseen sopivat.

Tämä sopimus on Helsingissä 29 p:nä lokakuuta 1921 tehdyn Eestin-Suomen kauppaja-merenkulkusopimuksen olennainen osa ja on sillä sama voimassaoloaika kuin sanotulla sopimuksella.

Tämän vakuudeksi ovat molempien sopimuspuolten valtuutetut omakätisesti allekirjoittaneet tämän lisäsovimuksen ja sen sineteillään vahvistaneet.

Tehty Tallinnassa, kahtena kappaleena eestin-, suomen- ja ruotsinkielillä maaliskuun 16 päivänä tuhat yhdeksänsataa kolmekymmentä.

Aarne WUORIMAA.

J. LATTIK.

LUETTELO I.

LIITE A.

Eestin 23. IV. 1921 annetun tullitaksan nimike	Tavaran nimitys
Nimikk. 37 kohd. 1 b) kohd. 4 Nimikk. 40	Silakat, tuoreet. Silakat, suolatut ja savustetut. Kotieläimet ja hevoset.

LIITE B.

Suomen 26. III. 1919 annetun tullitariffin nimike	Tavaran nimitys
1 2 3 Nimikk. 51 52 53 54 55 57 Nimikk. 58 60 61 65 Nimikk. 75	Elävät eläimet : Hevoset : Varsat, vuotta nuoremmat. Muunlaiset. Nautaeläimet. Siemenet : Pellavansiemenet. Puna- ja valkoapilansiemenet. Alsikeapilansiemenet. Timoteinsiemenet. Heinänsiemenet, muunlaiset. Nauriin- (myös turnipsin-) ja lantunsiemenet. Kaalin-, juurikkaitten-, sikurijuuren-, palkokasvien- ja rehujuurikkaansiemenet. Perunat : Raa'at. Leikatut ja kuivatut. Sikurijuuri, kuivattu. Omenat, tuoreet.

Detta avtal skall ratificeras och träder i kraft 8 dagar efter ratifikationsurkundernas utväxling.

Dock har överenskommits, att avtalet även tidigare kan provisoriskt bringas i kraft, så snart det för de båda ländernas Regeringar är lagenligt möjligt och de därom särskilt överenskomma.

Detta avtal utgör en integrererande del av handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland av den 29 oktober 1921 och dess giltighetstid är densamma som sagda fördrags.

Till bekräftelse härav hava de båda fördragsslutande parternas befullmäktigade ombud egenhändigt undertecknat detta tilläggsavtal och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde, i Tallinn i tvenne exemplar, på estniska, finska och svenska språken, den 16 mars ettusen niohundra trettio.

J. LATTIK.

Aarne VUORIMAA.

FÖRTECKNING I.

BILAGA A.

Position enligt estniska tulltariffen av 23. IV. 1921	Varuslag
ex 37 ex p. 1 b) ex p. 4 ex 40	Strömming, färsk. Strömming, saltad och rökt. Husdjur och hästar.

BILAGA B.

Position enligt finska tulltariffen av 26. III. 1919	Varuslag
1	Levande djur :
2	Hästar :
3	Föl under ett år.
	Andra slag.
	Nötkreatur.
	Frö :
ex 51	Linfrö.
52	Röd- och vitklöverfrö.
53	Alsikeklöverfrö.
54	Timotejfrö.
55	Annat gräsfrö.
57	Rov- och kälrotsfrö.
ex 58	Kål-, bet-, cikorie-, skidfrukts- och foderbetsfrö.
	Potatis :
60	Rå.
61	Skuren och torkad.
65	Cikorierot, torkad.
ex 75	Appel, färska.

LIITE C.

Eestin 23. IV. 1921 annetun tullitaksan nimike	Tavaran nimitys
Nimikk. 4 kohd. 1 Nimikk. 24 kohd. 3 b) 35 Nimikk. 36 kohd. 1 kohd. 3 Nimikk. 37 kohd. 1 b) kohd. 3	Makaroonit. Kondensoitu maito ja maitopulveri, sokeroitu ja sokeroimaton. Juusto. Voi. Margariini. Tuoreet kalat, kaikenlaatuiset, kohdassa 1 a mainittuja ja silakoita lukuunottamatta. Kalat, suolatut ja savustetut, kaikenlaatuiset, paitsi sillejä ja silakoita.

LIITE D.

Suomen 26. III. 1919 annetun tullitariffin nimike	Tavaran nimitys
9 10 48 82 85 87 104 105 Nimikk. 122	Sianliha, paitsi ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa : Suolattu tai savustettu. Muunlainen. Perunajauho ja tärkkelys, kaikenlainen. Sipulit, raa'at. Kaali, raaka, paitsi ilmanpitävästi suljetussa pakkauksessa. Kaali, suolattu ja kuivattu, paitsi ilmanpitävästi suljetussa pakkauksessa. Juusto, kaikenlainen, paitsi ilmanpitävästi suljetussa pakkauksessa. Voi, luonnollinen. Tärkkelyssiirappi.

LIITE E.

Suomen 26. III. 1919 annetun tullitariffin nimike	Tavaran nimitys
142	Kilohaili, ankerias ja muunlaiset kalat säilykkeinä.

BILAGA C.

Position enligt estniska tulltariffen av 23. IV. 1921	Varuslag
ex 4 ex punkt 1 ex 24 ex punkt 3 b) 35 ex 36 ex punkt 1 ex punkt 3 ex 37 ex punkt 1 b) ex punkt 3	Makaroner, Kondenserad mjölk och mjölkpulver, med eller utan socker. Ost. Smör. Margarin. Färsk fisk av alla slag, utom i moment 1 a nämnda och strömming. Fisk av alla slag, saltad och rökt, utom sill och strömming.

BILAGA D.

Position enligt finska tulltariffen av 26. III. 1919	Varuslag
9 10 48 82 85 87 104 105 ex 122	Fläsk, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar : Saltat eller rökt. Andra slag. Potatismjöl och stärkelse, alla slag. Lök, färsk. Kål, färsk, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar. Kål, saltad eller torkad, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar. Ost, alla slag, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar. Smör, naturligt. Stärkelsesirap.

BILAGA E.

Position enligt finska tulltariffen av 26. III. 1919	Varuslag
142	Vassbuk, ål och annan konserverad fisk.

LUETTELO II.

Eestin tullitaksan nimike	Tavaran nimitys	Tulli Ekr.	Alennus %
24 : stä kohd. 4	Näkkileipä lestyistä ruisjauhoista	vapaa	—
36 : stä kohd. 3	Margariini	—	33 1/3 %
37 : stä kohd. 1	Tuore ja elävä kala, kaikenlainen, paitsi silli	vapaa	—
kohd. 3	Kaikenlainen suolattu ja savustettu kala, paitsi sillit ja silakat 1 kg. br.	0,18	—
kohd. 4	Silakat, suolatut ja savustetut	vapaat	—
39 : stä	Näkkileipä, karkeista ruisjauhoista	vapaa	—

LUETTELO III.

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
11 : stä 13	<p>Liha, erikseen mainitsematon, paitsi ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa :</p> <p>Hanhet ja kalkkunat 1 kg. Muunlainen 1 kg.</p> <p><i>Huomautus I.</i> Tullimäärä 0,70 Smk kannetaan ainostaan lihalta, joka on määrätty Helsinkiin vietäväksi tammi-, helmi-, maalis-, huhti-, touko-, kesä-, heinä- ja joulukuun aikana seuraavien kontingenttien mukaan : tammi-, helmi-, maalis-, huhti-, touko- ja joulukuussa 100.000 kg. kuukautta kohti sekä kesä- ja heinäkuussa 50.000 kg. kuukautta kohti. Jos jonakin edellämaituista kuukausista edeltäpäin määrätty kontingentti luonnonesteiden tai samankaltaisten syiden takia ei tulisi kokonaisuudessaan käytetyksi, voidaan seuraavan kuukauden ensimmäisen viikon kuluessa käyttää hyväksi edellisen kuukauden kontingentista käyttämättä jäänyttä osaa, ei kuitenkaan enemmän kuin 20% edellisen kuukauden kontingentista.</p> <p>Kontingenttien jakelusta huolehtii Eestin Hallitus, joka Suomen Hallitukselle ilmoittaa, millä tavalla Suomen viranomaisille saatetaan tietö sovitun lihamäärän maahan tuomisesta 0,70 Smk:n tullilla kilolta. Molempien maitten hallitukset sopivat erikseen kontingenttien käyttämiseen kuuluvien muodollisuuksien yksityiskoltaisesta järjestelystä.</p> <p><i>Huomautus II.</i> Suomen Hallitus sitoutuu vuosina 1930 ja 1931 olemaan korottamatta Suomessa nykyään voimassa olevaa 1 : 20 Smk suuruisia lihatullia (Suomen tullitariffin nimike 13) Eestistä</p>	6,— 0,70	— —

FÖRTECKNING II.

Position enligt estniska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
ex § 24 ex p. 4	Knäckebröd av skrätt rågmjöl	fritt	—
ex § 36 ex p. 3	Margarin	—	33 $\frac{1}{3}$ %
ex § 37 ex p. 1	Färsk och levande fisk av alla slag utom sill	fri	—
ex p. 3	Fisk av alla slag, saltad och rökt, utom sill och strömming 1 kg. br.	0,18	—
ex p. 4	Strömming, saltad och rökt	fri	—
ex 39	Knäckebröd av grovt rågmjöl	fritt	—

FÖRTECKNING III.

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
ex 11 13	<p>Kött, ej särskilt nämnt, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar :</p> <p>Gäss och kalkoner 1 kg.n.</p> <p>Andra slag 1 kg n.</p> <p><i>Anmärkning I.</i> Tullbeloppet Fmk. 0,70 uppbäres endast för kött, som är destinerat till Helsingfors under januari, februari, mars, april, maj, juni, juli och december månader fördelat på följande kontingenter : för januari, februari, mars, april, maj och december 100.000 kg. per månad samt för juni och juli 50.000 kg. per månad. Därest under någon av ovannämnda månader denna på förhand fastställda kontingent, på grund av naturhinder eller liknande orsaker, icke fullt komme till användning, kan under påföljande månads första vecka den under den föregående månaden utnyttjade delen användas, dock härvid högst 20% av den föregående månads kontingent.</p> <p>Estlands Regering ombestyr kontingenternas fördelning, och meddelar Finlands Regering, huru de finska myndigheterna erhålla vetskap om införseln av den överenskomna kvantiteten till en tullsats av Fmk. 0,70 per kg. De båda ländernas Regeringar komma särskilt överens om detaljanordningarna i samband med de formaliteter, som hänföra sig till kontingenternas utnyttjande.</p> <p><i>Anmärkning II.</i> Finlands Regering förbinder sig att ej höja den i Finland för närvarande gällande till Fmk. 1,20 fastställda tullen (Finlands Tulltariff, position 13) å kött som införes från Estland</p>	6,— 0,70	— —

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
	tuotavan lihan suhteen. Jos tätä tullia Suomessa nostetaan tammikuun 1 päivästä 1932, on Suomen Hallitus valmis viipymättä tässä kysymyksessä ryhtymään neuvotteluihin Festin Hallituksen kanssa, jolloin kumpikin Hallitus pidättää itselleen oikeuden, ellei yksimielisyyttä saavuteta, sanoa sopimus irti kolmen kuukauden irtisanomisajalla.		
	Kala :		
	Muunlainen :		
16	Flävä tai tuore	vapaa	—
23	Suolet 1 kg.	1,50	—
48	Perunajauhot ja tärkkelys, kaikerlainen	—	33 1/3 %
	Siemenet :		
51 : stä	Pellavansiemenet	vapaat	—
52	Puna- ja valkoopilansiemenet	vapaat	—
53	Alsikepilansiemenet	vapaat	—
54	Timoteinsiemenet	vapaat	—
55	Heinänsiemenet, muunlaiset	vapaat	—
57	Nauriin- (myös turnipsin) ja lantun siemenet	vapaat	—
58 : sta	Kaalin-, juurikkaitten-, sikurijuuren-, palkokasvien ja rehujuurikkaansiemenet	vapaat	—
60	Perunat :		
	Raa'at	—	33 1/3 %
	<i>Huomautus.</i> Jos eestiläisen aluksen mittakirjasta tai muista laivapapereista käy selville aluksen lastialan suuruus, niin se voidaan panna aluksen perunalastista menevän tullin laskemisen perusteeksi. Tällöin katsotaan, että 1 rekisteritonni vastaa 2000 kiloa.		
	Ellei aluksen päällikkö tahdo käyttää edellisessä kohdassa mainittua menettelyä, on tavaran paino todettava punnitsemalla.		
	Tullikäsittely järjestetään joka tapauksessa siten, että myynti voi edelleenkin tapahtua, myöskin vähittäin, suoraan alukselta.		
	Tulli lastista on suoritettava, kun lasti on myyty tai viimeistään kuukauden kuluttua aluksen saapumisesta satamaan. Jos tulli suoritetaan aluksen lastialan mukaan ja perunat aijotaan myydä useammassa kuin yhdessä satamassa, on kok lastista menevä tulli suoritettava ensimmäisessä satamassa.		
	Aluksen päällikkö vastaa tullin suorittamisesta, tarvittaessa myöskin aluksella. Jos alus on päässyt lähtemään Suomesta ja tulli kokonaan tai osaksi jäänyt suorittamatta, sitoutuu Eestin Hallitus Eestissä voimassa olevan lainsäädännön mukaan asianomaiselta perimään ja Suomen Hallitukselle toimittamaan sen tullimäärän, jonka Suomen Hallitus ilmoittaa jääneen maksamatta.		
	Sopimuspuolet sitoutuvat viipymättä tekemään erikoissopimuksen alusten mittakirjojen molemminpuolisesta tunnustamisesta, erikoisesti myöskin silmälläpitäen edellä I kohdassa mainittua tarkoitusta.		

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
	<p>under åren 1930 och 1931. I händelse denna tull komme att i Finland höjas efter den 1 januari 1932 är Finlands Regering beredd att omedelbart i denna angelägenhet träda i underhandlingar med Estlands Regering, varvid vardera Regeringen förbehåller sig rätt i händelse överenskommelse ej uppnås på grund av tre månaders uppsägningstid uppsåga avtalet.</p>		
	Fisk :		
	Andra slag :		
16	Levande eller färsk	fri	—
23	Tarmar i kg. n.	1,50	—
48	Potatismjöl och stärkelse, alla slag	—	33 1/3 %
	Frö :		
ex 51	Linfrö	fritt	—
52	Röd- och vitklöverfrö	fritt	—
53	Alsikeklöverfrö	fritt	—
54	Timotejfrö	fritt	—
55	Annat gräsfrö	fritt	—
ex 58	Kål-, bet-, cikorie-, skidfrukts- och foderbetsfrö	fritt	—
	Rov- (även turnips) och kålrotsfrö	fritt	—
60	Potatis :		
	Rå	—	33 1/3 %
	<p><i>Anmärkning.</i> Därest ur ett estniskt fartygs mätbrev eller andra skeppspapper obestriddigt framgår storleken av fartygets lastrum kan detta läggas som grund för beräkandet av den tullavgift, som utgår för fartygets last. Härvid avses att 1 registerton motsvarar 2000 kg.</p> <p>För den händelse fartygets befälhavare icke önskar använda sig av i föregående moment nämnt tillvägagångssätt, konstateras varans vikt genom vägning.</p> <p>Tullbehandlingen ordnas i varje händelse så, att också framdeles försäljningen, även i minut, kan ske direkte från fartyg.</p> <p>Tull för lasten skall erläggas, sedan lasten försålts, eller senast en månad efter fartygets ankomst i hamn. Därest tull erlägges enligt lastrummets storlek och potatisen avses bliva försäld i flere än en hamn, bör den för lasten utgående tullen erläggas i den första hamnen.</p> <p>Fartygets befälhavare är, i fall av behov jämväl med fartyget, ansvarig för tullens erläggande. Har fartyget avgått från Finland och tullen helt eller delvis lämnats obetalad, förbinder sig Estlands Regering att av vederbörande enligt i Estland gällande lagstiftning indriva och till Finlands Regering överlämna det tullbelopp, som av Finlands Regering meddelas vara olikviderat.</p> <p>De fördragsslutande parterna förbinda sig att utan dröjsmål avsluta en specialöverenskommelse om ömsesidigt godkännande av fartygs mätbrev särskilt även med beaktande av ovan i moment 1 nämnda syfte.</p>		

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.	Alennus %
	Sikurijuuri :		
64	Raaka	vapaa	—
65	Kuivattu	vapaa	—
75 : stä	Omenat, päärynät ja luumut, tuoreet	vapaat	—
82	Sipulit, tuoreet 1 kg.	0,75	—
85	Kaali, tuore 1 kg.	0,12	—
87 : stä a)	Kaali, suolat u ja kuivattu 1 kg.	0,90	—
b)	Kurkut, suolatut 1 kg.	2,50	—
105	Voi, luonnollinen 1 kg.	1,—	—
109 : stä	Ruisleipä « Pain Normal »	vapaa	—
	Säilykkeet ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa :		
142 : stä	Kilohailit, spröttit ja kala, muunlainen . 1 kg. br.	10,50	—

LOPPUPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan Helsingissä, lokakuun 29 päivänä 1921 allekirjoitettuun Eestin-Suomen kauppaja merenkulkusopimukseen liittyvän, tänä päivänä tehdyn lisäsopimuksen, tekivät allekirjoittaneet valtuutetut seuraavan ilmoituksen, mikä kuuluu tähän sopimukseen sen lennaisena osana :

6 artiklaan.

Molemmat hallitukset sitoutuvat määrittänsä lainsäädännöllisiltä elimiltä hankkimaan nyt tehdylle sopimukselle hyväksymisen 1 p :ksi huhtikuuta 1930.

Samoin sitoutuvat ne jatkamaan Helsingissä lokakuun 29 p :nä 1921 allekirjoitetun kauppaja merenkulkusopimuksen tarkistusta ja sen kiireellisesti saattamaan loppuun.

Tehty Tallinnassa, kahtena kappaleena eestin-, suomen- ja ruotsinkielillä maaliskuun 16 päivänä tuhat yhdeksänsataa kolmekymmentä.

Aarne WUORIMAA.

J. LATTIK.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

ACCORD ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU LE 29 OCTOBRE 1921 ENTRE LA FINLANDE ET L'ESTONIE. SIGNÉ A TALLINN, LE 16 MARS 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, désirant modifier et élargir le Traité de commerce et de navigation conclu à Helsinki le 29 octobre 1921 entre la Finlande et l'Estonie, ont résolu de conclure le présent accord additionnel et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Aarne WUORIMAA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Finlande à Tallinn ;

¹ Traduction du Gouvernement finlandais.

¹ Translation of the Finnish Government.

Position enligt finska tulltariffen §§	Varuslag	Tull Fmk.	Nedsättningsprocent
	Cikorierot :		
64	Rå	fri	—
65	Torkad	fri	—
ex 75	Äpplen, päron och plommon, färsk	fria	—
82	Lök, färsk I kg. n.	0,75	—
85	Kål, färsk I kg. n.	0,12	—
ex 87 a)	Kål, saltad och torkad I kg. n.	0,90	—
b ¹	Gurkor, saltade I kg. n.	2,50	—
105	Smör, naturligt I kg. n.	1,—	—
ex 109	Rågbröd, « Pain Normal »	fritt	—
	Konserver i hermetiskt tillslutna förpackningar :		
ex 142	Vassbuk, sprotten och isk, andra slag . I kg. br.	10,50	—

SLUTPROTOKOLL.

Vid undertecknandet av det idag avslutade tilläggsavtalet, som hänför sig till det i Helsingfors den 29 oktober 1921 undertecknade handels- och sjöfartsfördraget mellan Estland och Finland, hava undertecknade befullmäktigade avgivit följande deklARATION, som utgör en integrerande del av sagda avtal :

Till artikel 6.

Vardera Regeringen förbinder sig att hos sitt lands lagstiftande organ genomföra det nu avslutade avtalets godkännande till och med den 1 april 1930. Likaledes förbinda de sig att fortsätta revisionen av det i Helsingfors den 29 oktober 1921 undertecknade handels- och sjöfartsfördraget samt att skyndsamt slutföra sagda revision.

Som skedde i Tallinn, i tvenne exemplar, på estniska, finska och svenska språken, den 16 mars ettusen niohundra trettio.

L. LATTIK.

Aarne VUORIMAA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ADDITIONAL AGREEMENT TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF OCTOBER 29, 1921, BETWEEN ESTONIA AND FINLAND. SIGNED AT TALLINN, MARCH 16, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being desirous of modifying and extending the Treaty of Commerce and Navigation concluded on October 29, 1921, between Estonia and Finland, have decided to conclude an additional Agreement, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

The Government of the Republic of Estonia :

M. Jaan LATTIK, Estonian Minister for Foreign Affairs ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères de la République d'Estonie.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La Convention de commerce et de navigation conclue à Helsinki le 29 octobre 1921 entre la Finlande et l'Estonie reste en vigueur, à moins qu'il n'en soit convenu autrement aux articles ci-après.

Article 2.

Les rubriques et les moments du tarifs douanier finlandais, resp. estonien, contenus dans les listes faisant partie de l'article V du traité de commerce et de navigation conclu entre la Finlande et l'Estonie, et mentionnés dans la liste I jointe au présent accord cessent d'être en vigueur.

Article 3.

Sur les produits d'origine finlandaise, mentionnés dans la liste II du présent accord, ne sera perçu lors de leur importation en Estonie, d'autre droit d'importation ni aucun droit plus élevés que ceux qui dans ladite liste leur sont imposés ou sur lesquels est consentie la remise par pourcentage stipulée dans ladite liste sur les droits autonomes de douane en vigueur.

D'autre part, il est convenu que, si « le beurre naturel », mentionné à l'alinéa 1 de l'article 36, et les « boyaux », mentionnés à l'article 44 du tarif douanier estonien, étaient soumis à un droit d'entrée, les produits correspondants d'origine finlandaise ne seront frappés d'un droit d'entrée supérieur à : beurre naturel 0.10 cour. estonienne par kilogramme net ; boyaux 0.15 cour. estonienne par kilogramme net.

Article 4.

Sur les produits d'origine estonienne mentionnés dans la liste III du présent accord ne sera perçu, lors de leur importation en Finlande, d'autres droit ni aucun droit plus élevé que ceux qui dans ladite liste leur sont imposés ou sur lesquels est consentie la remise par pourcentage stipulée dans ladite liste sur les droits autonomes de douane en vigueur.

Article 5.

A propos des avantages particuliers consentis par la Finlande à l'Estonie sur l'importation des viandes, il est convenu que les dispositions d'ordre vétérinaire et relatives aux transports ne visent que les buts hygiéniques et le maintien de l'ordre général.

Article 6.

Le présent accord a été rédigé en langues finnoise, suédoise et estonienne ; les trois textes font foi à titre égal.

Le présent accord sera ratifié et prendra effet huit jours après l'échange des ratifications.

Cependant il est convenu que le présent accord pourra être appliqué à titre provisoire plus tôt, dès que les gouvernements des deux pays en auront la possibilité selon leur législation et qu'il en sera convenu entre eux séparément.

The Government of the Republic of Finland :

M. Aarne WUORIMAA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Tallinn.

Who, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Treaty of Commerce and Navigation concluded between Estonia and Finland at Helsingfors on October 29, 1921, shall remain in force in so far as is not otherwise provided in the following Articles.

Article 2.

The items and paragraphs in the Estonian and Finnish Customs tariffs included in the Annexes to Article V of the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland, which are enumerated in Specification I attached to this agreement, shall cease to apply.

Article 3.

On importation into the Estonian Customs territory, the products of Finnish origin mentioned in Specification II annexed to this Agreement shall not be subject to any other or higher import duty than that fixed in the said Specification, or guaranteed therein in the form of a percentage reduction on the autonomous duties in force.

Furthermore it has been agreed that, should Estonia introduce Customs duties on " butter, natural " under paragraph 36, 1, of the Estonian Customs tariff and on " casings " under paragraph 44, these products of Finnish origin shall not be subject to a higher duty than : " butter, natural " 0.10 Estonian crowns per kg. net, " casings " 0.15 Estonian crowns per kg. net.

Article 4.

On importation into the Finnish Customs territory, the products of Estonian origin mentioned in Specification III annexed to this Agreement shall not be subject to any other or higher import duty than that fixed in the said Specification, or guaranteed therein in the form of a percentage reduction on the autonomous duties in force.

Article 5.

In connection with the privileges granted by Finland to Estonia in respect of the importation of meat, it is agreed that veterinary or transport regulations shall pursue only sanitary objects and have no other aim than the maintenance of public order.

Article 6.

The present Agreement is drawn up in the Estonian, Finnish and Swedish languages and the three texts are equally authentic.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force eight days after the exchange of ratifications.

It is, however, agreed that the Agreement may be provisionally put in force earlier, in so far as this is legally possible for the Governments of the two countries, and if they specially agree to do so.

Le présent accord fait partie intégrante de la Convention de commerce et de navigation conclue à Helsinki le 29 octobre 1921 entre la Finlande et l'Estonie et sa durée de validité est la même que celle de ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé de leur propre main le présent accord additionnel et l'ont confirmé par leurs sceaux.

Fait à Tallinn en deux expéditions en langues finnoise, suédoise et estonienne, le seize mars mil neuf cent trente.

Aarne WUORIMAA.

J. LATTIK.

LISTE I

ANNEXE A

Position du tarif douanier esthonien du 23. IV. 1921	Désignation des marchandises
ex 37 ex subd. 1 b) ex subd. 4 ex 40	Harengs de la Baltique, frais. Harengs de la Baltique, salés et fumés. Animaux domestiques et chevaux.

ANNEXE B.

Position du tarif douanier finlandais du 26. III. 1919	Désignation des marchandises
1 2 3 ex 51 52 53 54 55 57 ex 58 60 61 65 ex 75	Animaux vivants : Chevaux : Poulains de moins d'un an. Autres. Bêtes à cornes. Graines : Graines de lin. Graines de trèfles rouge et blanc. Graines de trèfle hybride. Graines de fléole des prés. Autres graines fourragères. Graines de navets (y compris les turneps) et de betteraves. Graines de choux, de bettes, de chicorée, de légumes et de choux-raves. Pommes de terre : Cruës. Coupées et séchées. Racines de chicorée, séchées. Pommes, fraîches.

The present Agreement forms an integral part of the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland of October 29, 1921, and its term of validity is the same as that of the said Treaty.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed this Additional Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Tallinn, in two copies in the Estonian, Finnish and Swedish languages on March, the sixteenth one thousand nine hundred and thirty.

J. LATTIK.
Aarne WUORIMAA.

SPECIFICATION I.

ANNEX A.

Item in the Estonian Customs Tariff of the 23. IV. 1921	Nature of goods
ex 37 ex subd. 1 (b) ex subd. 4 ex 40	Fresh Baltic herrings (Strumming). Baltic herrings salted and smoked. Domestic animals and horses.

ANNEX B.

Item in the Finnish Customs Tariff of the 26. III. 1919	Nature of goods
1 2 3 ex 51 52 53 54 55 57 ex 58 60 61 65 ex 75	Livestock : Horses : Foals under 1 year. Other kinds. Horned Cattle. Seeds : Linseed. Red and white clover seed. Other clover seeds. Timothy seeds. Other grass seeds. Cabbage and Kohlrabbi seeds. Seeds of cabbage, beetroot, chicory, legumes and mangel-wurzels. Potatoes : Raw. Sliced and dried. Chicory roots, dried. Raw apples.

ANNEXE C.

Position du tarif douanier esthonien du 23. IV. 1921	Désignation des marchandises
ex 4 ex subd. 1 ex 24 ex subd. 3 b) 35 ex 36 ex subd. 1 ex subd. 3 ex 37 ex subd. 1 b) ex subd. 3	Macaroni. Lait condensé et lait en poudre sucré et non sucré. Fromages. Beurres. Margarines. Poissons frais de toute sorte, sauf ceux qui figurent à la subdivision 1 a) et les harengs de la Baltique. Poissons de toute sorte salés et fumés, sauf les harengs et les harengs de la Baltique.

ANNEXE D.

Position du tarif douanier finlandais du 26. III. 1919	Désignation des marchandises
9 10 48 82 85 87 104 105 ex 122	Viande de porc, sauf en boîtes hermétiques : Salée ou fumée. Autre. Féculs et amidons de toute sorte. Oignons crus. Choux crus, sauf en boîtes hermétiques. Choux salés ou séchés, sauf en boîtes hermétiques. Fromages de toute sorte, sauf en boîtes hermétiques. Beurre naturel. Sirop d'amidon.

ANNEXE E.

Position du tarif douanier finlandais du 26. III. 1919	Désignation des marchandises
142	Anchois, anguilles et autres poissons en conserves.

ANNEX C.

Item in the Estonian Customs Tariff of the 23. IV. 1921	Nature of goods
ex 4 ex subd. 1	Macaroni.
ex 24 ex subd. 3 (b)	Condensed milk and milk powder with or without sugar.
35	Cheese.
ex 36 ex subd. 1	Butter.
ex subd. 3	Margarine.
ex 37 ex subd. 1 (b)	Fresh fish of all kinds except those mentioned in subd. 1 (a) and Baltic herrings.
ex subd. 3	Fish of all kinds, salted and smoked, except herrings and Baltic herrings.

ANNEX D.

Item in the Finnish Customs Tariff of the 26. III. 1919	Nature of goods
9	Bacon not in hermetically sealed packages :
10	Salted or smoked.
48	Other kinds.
82	Potato flour and starch, of all kinds.
85	Raw onions.
87	Raw cabbage not in hermetically sealed packages.
104	Salted or dried cabbage not in hermetically sealed packages.
105	Cheese of all kinds not in hermetically sealed packages.
ex 122	Butter, natural.
	Syrup of starch.

ANNEX E.

Item in the Finnish Customs Tariff of the 26. III. 1919	Nature of goods
142	Anchovies, eels and other preserved fish.

LISTE II.

Position du tarif douanier esthonien	Désignation des marchandises	Droits Cour. estoniennes	Réduction
ex 24, ex al. 4	Galette de seigle bluté	exempte	—
ex 36, ex al. 3	Margarine.	—	33 ¹ / ₃ %
ex 37, ex al. 1	Poissons frais et vivants de toute sorte, sauf les harengs	exempts	—
ex al. 3	Poissons salés et fumés, sauf les harengs et les harengs de la Baltique par kg. br.	0,18	—
ex al. 4	Harengs de la Baltique, salés et fumés	exempts	—
ex 39	Galette de grosse farine de seigle	exempte	—

LISTE III.

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits M. finl.	Réduction
ex 11 13	<p>Viande, non spécifiée, sauf en boîtes hermétiques :</p> <p>Oies et dindons par kg. Autre par kg.</p> <p><i>Remarque I.</i> Le droit de 0,70 M. finl. n'est perçu que sur la viande destinée à être importée à Helsinki, pendant les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet et décembre, selon les contingents suivants : en janvier, février, mars, avril, mai et décembre, 100.000 kg. par mois, et en juin et juillet, 50.000 kg. par mois. Si, pendant un quelconque des mois susnommés le contingent prévu n'avait pas été, pour cause de force majeure ou pour d'autres raisons similaires, épuisé, il est permis d'utiliser, pendant la première semaine du mois suivant, la partie non utilisée du mois précédent, non cependant plus de 20% du contingent du mois précédent.</p> <p>La répartition des contingents est assurée par le Gouvernement estonien qui notifiera au Gouvernement finlandais la manière dont les autorités finlandaises seront informées de l'importation du lot de viande convenu, au taux de M. finl. 0,70 par kg. Les gouvernements des deux pays conviendront séparément de l'organisation détaillée des formalités concernant l'utilisation des contingents.</p>	6,— 0,70	— —

SPECIFICATION II.

Item in the Estonian Customs Tariff	Nature of goods	Duty in Estonian crowns	Reduction percentage
ex 24 ex subd. 4	Hard bread of dressed rye flour	free	—
ex 36 ex subd. 3	Margarine	—	33 $\frac{1}{3}$ %
ex 37 ex subd. 1	Fresh and live fish of all kinds except herring . .	free	—
ex subd. 3	Fish of all kinds, salted and smoked, except herring and Baltic herrings 1 kg. gross	0.18	—
ex subd. 4	Baltic herrings, salted and smoked	free	—
ex 39	Hard bread of coarse rye flour	free	—

SPECIFICATION III.

Item in the Finnish Customs Tariff	Nature of goods	Duty in Finnish marks	Reduction percentage
ex 11 13	<p>Meat, not specially mentioned, not in hermetically sealed packages :</p> <p>Geese and turkeys 1 kg. net</p> <p>Other kinds 1 kg. net</p> <p><i>Note I</i> : The Customs rate of 0.70 Finnish marks shall be charged only on meat consigned to Helsingfors in the months of January, February, March, April, May, June, July and December, allotted in accordance with the following quotas : for January, February, March, April, May and December 100,000 kg. per month and for June and July 50,000 kg. per month. If in any of the above-mentioned months this pre-arranged quota is on account of <i>force majeure</i> or similar reasons not fully utilised, the unused portion for the previous month can be imported in the first week of the following month, but only to an extent not exceeding 20 % of the total quota for the previous month.</p> <p>The Estonian Government shall arrange the allotment of the quotas, and shall inform the Finnish Government in what manner the Finnish authorities are to be notified of the importation of the agreed quantity at the Customs rate of 0.70 Finnish marks per kg. The Governments of the two countries shall come to a special agreement as to the detailed arrangements connected with the formalities for utilising the quotas.</p>	6.— 0.70	— —

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits M. finl.	Réduction
	<i>Remarque II.</i> Le Gouvernement finlandais s'engage à ne pas augmenter, pendant les années 1930 et 1931, pour la viande importée d'Estonie, le droit d'entrée actuel de M. finl. 1,20 (rubr. 13 du tarif douanier finlandais) actuellement en vigueur en Finlande. Si ce droit est augmenté en Finlande après le 1 ^{er} janvier 1932, le Gouvernement finlandais est disposé à entreprendre sans retard des négociations avec le Gouvernement estonien, chacun des gouvernements se réservant alors le droit, si l'unanimité n'est pas obtenue, de dénoncer l'accord avec un délai de trois mois.		
	Poisson :		
	Autre :		
	Vivant ou frais	exemptes	—
16	Boyaux par kg.	1,50	—
23	Fécules et amidons de toute sorte	—	33 1/3 %
48	Graines :		
ex 51	Graines de lin	exemptes	—
52	Graines de trèfle rouge et blanc	exemptes	—
53	Graines de trèfle hybride	exemptes	—
54	Graines de fléole des champs	exemptes	—
55	Autres graines fourragères	exemptes	—
57	Graines de navet (y compris de turneps) et de betterave	exemptes	—
ex 58	Graines de choux, de bette, de chicorée, de légumes et de choux-rave	exemptes	—
	Pommes de terre :		
	Crues		
60		—	33 1/3 %
	<i>Remarque.</i> Si de la lettre de jauge ou des autres papiers de bord d'un navire estonien ressort avec évidence la capacité de la cale, celle-ci peut être prise comme base pour le calcul des droits d'entrée de sa cargaison. En ce cas, la tonne nette sera considérée comme équivalant à 2.000 kg.		
	Si le capitaine du navire ne désire pas avoir recours au procédé indiqué ci-dessus, le poids de la marchandise sera constaté par pesage.		
	Le traitement en douane sera en tout cas organisé de manière à ce que la vente, même au détail, puisse toujours avoir lieu directement à bord.		
	Les droits d'entrée sur la cargaison du navire seront acquittés lorsque celle-ci a été vendue ou au plus tard un mois après l'arrivée du navire dans le port. Si ces droits sont acquittés d'après la capacité de la cale et si les pommes de terre sont destinées à être vendues dans plus d'un port, les droits sur la totalité de la cargaison devront être acquittés dans le premier port d'escale.		
	Le capitaine du navire répond de l'acquittement des droits de douane, au besoin aussi par le navire. Si le navire a pu quitter la Finlande et que les droits d'entrée soient restés dus, en totalité ou en partie, le Gouvernement estonien		

Item in the Finnish Customs Tariff	Nature of goods	Duty in Finnish marks	Reduction percentage
	<p><i>Note II</i> : The Finnish Government undertakes not to increase the existing rate of 1.20 Finnish marks (Finnish Customs Tariff Item 13) on meat imported from Estonia during 1930 and 1931. Should this duty be increased in Finland after January 1st, 1932, the Finnish Government is prepared to enter into immediate negotiations with the Estonian Government on this subject, while both Governments reserve the right, in case no agreement is arrived at to denounce this agreement, subject to previous notice of three months.</p>		
	Fish :		
	Other kinds :		
16	Live or fresh	free	—
23	Casings, 1 kg. net	1.50	—
48	Potato flour and starch of all kinds	—	33 1/8 %
	Seeds :		
ex 51	Linseed :		
52	Red and white clover seed	free	—
53	Other clover seed	free	—
54	Timothy seed	free	—
55	Other grass seeds	free	—
ex 58	Seeds of cabbage, beetroot, chicory, legumes and mangel-wurzels	free	—
	Cabbage and kohlrabi seeds (including turnips)	free	—
60	Potatoes :		
	Raw		
	<p><i>Note</i> : If the dimensions of the hold of an Estonian vessel are indisputably shown by the vessel's bill of tonnage, or other ship's document, this may be taken as a basis for calculating the duty payable on the vessel's cargo. In this case, 1 register ton shall be considered equivalent to 2000 kg.</p>		
	<p>Should the captain of the vessel not wish to use the method mentioned above, the weight of the goods shall be ascertained by weighing.</p>		
	<p>The Customs formalities shall be arranged in any case in such a manner that the sale may take place, whether by retail or otherwise, direct from the vessel.</p>		
	<p>The duty on the cargo shall be paid after the latter has been sold, or not later than one month after the vessel's arrival at the port. Should the duty be paid in accordance with the dimensions of the hold, and should it be intended to sell the potatoes in more than one port, the duty chargeable on the cargo shall be paid in the first port.</p>		
	<p>The captain of the vessel, and if need be the vessel itself, shall be responsible for payment of the duty. Should the vessel have left Finland and the duty remain entirely or partly unpaid, the Estonian Government undertakes to collect the</p>		

Position du tarif douanier finlandais	Désignation des marchandises	Droits M. finl.	Réduction
	s'engage à faire percevoir du débiteur, selon la législation en vigueur, et à remettre au Gouvernement finlandais le montant des droits d'entrée que le Gouvernement finlandais lui indiquera comme étant resté dû. Les Parties contractantes s'engagent à conclure sans retard un accord spécial portant reconnaissance mutuelle des lettres de jauge des navires, en tenant compte spécialement aussi du but indiqué à l'alinéa 1.		
	Racines de chicorée :		
64	Crues	exemptes	—
65	Séchées	exemptes	—
ex 75	Pommes, poires et prunes fraîches	exemptes	—
82	Oignons frais par kg.	0,75	—
85	Choux frais par kg.	0,12	—
ex 87 a)	Choux salés et séchés par kg.	0,90	—
b)	Concombres salés par kg.	2,50	—
105	Beurre naturel par kg.	1,—	—
ex 109	Pain de seigle, « pain normal »	franco	—
	Conserves, en boîtes :		
ex 142	Conserves, en boîtes hermétiques : Anchois, sprat et autres poissons . . par kg. br.	10,50	—

PROTOCOLE FINAL

En signant l'accord additionnel, conclu ce jour, au Traité de commerce et de navigation conclu à Helsinki, le 29 octobre 1921, entre la Finlande et l'Estonie, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui fera partie intégrante du présent accord :

Ad article 6.

Les deux gouvernements s'engagent à obtenir le 1^{er} avril 1930 des organes législatifs de leurs pays respectifs la ratification de l'accord conclu ce jour.

Ils s'engagent également à continuer la révision du Traité de commerce et de navigation signé à Helsinki le 29 octobre 1921 et à la terminer sans retard.

Fait à Tallinn en deux expéditions, en langues finnoise, suédoise et estonienne, le seize mars mil neuf cent trente.

Aarne WUORIMAA.

J. LATTIK.

Item in the Finnish Customs Tariff	Nature of goods	Duty in Finnish marks	Reduction percentage
	amount of duty from the parties concerned in accordance with the laws in force in Estonia, and to remit to the Finnish Government the amount of duty declared by the latter to be unpaid.		
	The Contracting Parties undertake to conclude a special agreement without delay on the mutual recognition of bills of tonnage of vessels, taking particular account of the object indicated above in paragraph 1.		
	Chicory root :		
64	Raw	free	—
65	Dried	free	—
ex 75	Apples, pears and plums, fresh	free	—
82	Onions, fresh 1 kg. net	0.75	—
85	Cabbage, fresh 1 kg. net	0.12	—
ex 87 (a)	Cabbage, salted and dried 1 kg. net	0.90	—
(b)	Cucumbers, salted 1 kg. net	2.50	—
105	Butter natural 1 kg. net	1.00	—
ex 109	Rye bread "pain normal"	free	—
	Preserves, in hermetically sealed packages :		
ex 142	Anchovies, sprats, and fish of other kinds 1 kg. gross.	10.50	—

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Agreement, concluded on this day, as an addition to the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Finland, signed on October 29, 1921, at Helsingfors, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declaration, which shall form an integral part of the same Agreement.

Ad Article 6.

The two Governments undertake to obtain approval from their respective legislatures for the present Agreement by April 1, 1930. They likewise undertake to continue the revision of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at Helsingfors on October 29, 1921, and to complete the said revision as quickly as possible.

Done at Tallinn in two copies in the Estonian, Finnish and Swedish languages, March the sixteenth one thousand nine hundred and thirty.

J. LATTIK.
Aarne WUORIMAA.

N^o 373. — ÉCHANGES DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET ROUMAIN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. BUCAREST, LES 18 ET 19 DÉCEMBRE 1922.

N^o 373. — EXCHANGES OF NOTES ¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND ROUMANIAN GOVERNMENTS RELATING TO THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUCHAREST, DECEMBER 18 AND 19, 1922.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ACCORD CI-DESSUS : 1^o JUSQU'AU 1^{er} MAI 1930, ET 2^o JUSQU'AU 1^{er} JUILLET 1930. LA HAYE, LES 27 FÉVRIER, ET 18 ET 29 AVRIL 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT : 1) UNTIL MAY 1ST, 1930, AND 2) UNTIL JULY 1, 1930. THE HAGUE, FEBRUARY 27, AND APRIL 18 AND 29, 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 11 juin 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, June 11, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AUX PAYS-BAS.

N^o 552/3.

LA HAYE, le 27 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à ma note n^o 1867/3 en date du 26 novembre 1929 et conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement de Sa Majesté la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain qui fait l'objet des présentes à savoir de prolonger jusqu'à la date du 1^{er} mai 1930 l'Arrangement provisoire du 18 décembre 1922 régissant actuellement les relations commerciales entre la Roumanie et les Pays-Bas.

Cette prolongation a pour but de permettre aux pourparlers actuellement en cours d'aboutir — conformément à la volonté nettement ex-

I.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
TO THE NETHERLANDS.

No. 552/3.

THE HAGUE, February 27, 1930.

Sir,

Further to my note No. 1867/3 dated November 26, 1929, and in accordance with the instructions of my Government, I have the honour to request your Excellency to be so good as to inform me whether Her Majesty's Government agrees to the Roumanian Government's proposal submitted in these presents to the effect that the provisional agreement of December 18, 1922, which at present governs commercial relations between Roumania and the Netherlands should be extended until May 1, 1930.

The object of this extension is to enable the negotiations now proceeding to result — in accordance with the desire clearly expressed

¹ Vol. XIV, page 191 ; et vol. XCII, page 367, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XIV, page 191 ; and Vol. XCII, page 367, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

primée par les deux Hautes Parties — à la conclusion, dans le plus bref délai possible, d'une convention de commerce définitive.

Veillez, etc.

(Signé) ZAMFIRESCO.

Son Excellence
le Jonkheer Beelaerts van Blokland,
Ministre des Affaires étrangères,
La Haye.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.
N° 6696.

LA HAYE, le 27 février 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à Votre note n° 552/3 en date d'aujourd'hui j'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement de la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain, tendant à prolonger jusqu'à la date du 1^{er} mai 1930 l'Arrangement provisoire du 18-19 décembre 1922 régissant actuellement les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Roumanie.

En ajoutant que je considère que par cette réponse la prolongation de l'arrangement provisoire susvisé s'est effectuée, je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

(Signé) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Monsieur Zamfiresco,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de Roumanie.

by the two High Parties — in the conclusion as soon as possible of a final commercial convention.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ZAMFIRESCO.

His Excellency
Jonkheer Beelaerts van Blokland,
Minister for Foreign Affairs,
The Hague.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIRECTION
OF ECONOMIC AFFAIRS.
No. 6696.

THE HAGUE, February 27, 1930.

SIR,

In reply to your note No. 552/3 of to-day's date, I have the honour to inform you that Her Majesty's Government agrees to the Roumanian Government's proposal to the effect that the provisional agreement of December 18, 1922, which at present governs commercial relations between the Netherlands and Roumania should be extended until May 1, 1930.

May I add that I regard the extension of the above provisional agreement as having come into effect in virtue of the present reply and have the honour to be, etc.

(Signed) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Monsieur Zamfiresco,
Chargé d'Affaires
of Roumania, *a. i.*

III.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AUX PAYS-BAS.

N^o 933/3.

LA HAYE, le 18 avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre de Votre Excellence du 27 février a. c., j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal désire convenir avec le Gouvernement de la Reine de la prorogation jusqu'au 1^{er} juillet 1930 de l'Arrangement commercial provisoire du 18-19 décembre 1922 dont il était entendu, afin de le remplacer par une convention de commerce, que la dénonciation allait se produire le 1^{er} mai prochain.

Assuré que cette proposition répond aux vues du Gouvernement de la Reine, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me confirmer son plein accord à cet effet et profite en même temps de cette occasion pour lui renouveler l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) CANTACUZÈNE.

Son Excellence
le Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
Ministre des Affaires étrangères,
La Haye.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.
N^o 13228.

LA HAYE, le 29 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à Votre note n^o 933/3 du 18 avril dernier, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement de la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain, tendant à proroger jusqu'à la date du 1^{er} juillet

III.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
TO THE NETHERLANDS.

No. 933/3.

THE HAGUE, April 18, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your Excellency's letter of February 22nd of this year, I have the honour to inform your Excellency that the Royal Government desires to come to an understanding with Her Majesty's Government for the continuance in force till July 1st, 1930, of the provisional commercial agreement of December 18th-19th, 1922, which it was agreed should be denounced on May 1st next in order to be replaced by a commercial convention.

I am sure that this proposal meets the views of Her Majesty's Government and have the honour to request your Excellency to be so good as to confirm its full agreement therewith. I take this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) CANTACUZÈNE.

His Excellency
Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
Minister for Foreign Affairs,
The Hague.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIRECTION
OF ECONOMIC AFFAIRS.
No. 13228.

THE HAGUE, April 29, 1930.

SIR.

In reply to your note No. 933/3 dated April 18 last, I have the honour to inform you that Her Majesty's Government is in agreement with the Roumanian Government's proposal to the effect that the provisional agreement of De-

1930 l'Arrangement provisoire du 18/19 décembre 1922 régissant actuellement les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Roumanie.

En ajoutant que je considère que par cette réponse la prorogation de l'arrangement provisoire susvisé s'est effectuée, je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Monsieur

Alexandre D. Zamfiresco,
Chargé d'Affaires
de Roumanie.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE L'ACCORD COMMERCIAL DES 18-19 DÉCEMBRE 1922 JUSQU'AU 1^{ER} SEPTEMBRE 1930. LA HAYE, LES 29 ET 30 JUIN 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 23 juillet 1930.

I.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AUX PAYS-BAS.
N^o 1512/3. T.

29 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à ma note n^o 933 en date du 18 avril 1930 et conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien m'informer si le Gouvernement de Sa Majesté la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain de proroger jusqu'à la date du 1^{re} septembre prochain l'arrangement provisoire régissant actuellement les relations commerciales entre la Roumanie et les Pays-Bas.

Si la conclusion d'une convention définitive n'était pas possible jusqu'à cette date, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, au nom du Gouvernement royal, la conclusion d'une convention de commerce provisoire avant la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

cember 18/19, 1922, which at present governs commercial relations between the Netherlands and Roumania should continue in force till July 1, 1930.

May I add that I regard the continuance in force of the above provisional agreement as having come into effect in virtue of the present reply and have the honour to be, etc.

(Signed) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Monsieur

Alexandre D. Zamfiresco,
Roumanian Chargé d'Affaires.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE COMMERCIAL AGREEMENT OF DECEMBER 18-19, 1922, UNTIL SEPTEMBER 1ST, 1930. THE HAGUE, JUNE 29 AND 30, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, July 23, 1930.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
IN THE NETHERLANDS.
No. 1512/3. T.

June 29, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my note No. 933 dated April 18, 1930, I am instructed by my Government to request you to be good enough to inform me whether Her Majesty's Government agrees with the Roumanian Government's proposal that the provisional arrangement at present regulating the commercial relations between Roumania and the Netherlands should be extended until September 1 next.

In the event of it not being possible to conclude a definitive convention by that date, I would propose, on behalf of my Government, the conclusion of a provisional commercial convention before the said date, so that the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

date ci-dessus, permettant aux Pays-Bas de continuer à bénéficier dans l'avenir des avantages du tarif minimal roumain.

Dans l'attente de votre bienveillante réponse veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Alexandre Duilius ZAMFIRESCO.

Son Excellence
le Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
Ministre des Affaires étrangères, etc., etc., etc.,
La Haye.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.
N° 21100.

LA HAYE, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES.

En réponse à Votre note n° 1512/3 T du 29 juin dernier, adressée à Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la Reine est d'accord sur la proposition du Gouvernement roumain, tendant à proroger jusqu'à la date du 1^{er} septembre prochain l'Arrangement provisoire du 18-19 décembre 1922, régissant actuellement les relations commerciales entre les Pays-Bas et la Roumanie.

J'ajoute que, si la conclusion d'une convention définitive n'était pas possible jusqu'à cette date, le Gouvernement de la Reine est disposé à conclure une convention de commerce provisoire avant la date mentionnée ci-dessus, permettant à la Roumanie de continuer à bénéficier dans l'avenir du traitement de la nation la plus favorisée accordé actuellement par les Pays-Bas.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Ministre :
Le Secrétaire général,
(Signé) Snouck HURGRONJE.

Monsieur Alexandre Duilius Zamfiresco,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

Netherlands may continue to enjoy the advantages of the minimum Roumanian tariff.

In anticipation of a favourable reply, I have the honour to be, etc.

(Signed) Alexandre Duilius ZAMFIRESCO.

His Excellency
Jonkheer F. Beelaerts van Blokland,
Minister for Foreign Affairs, etc., etc., etc.,
The Hague.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
FOR ECONOMIC QUESTIONS.
No. 21100.

THE HAGUE, June 30, 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Replying to your note No. 1512/3.T of June 29 last, addressed to the Minister for Foreign Affairs, I have the honour to inform you that Her Majesty's Government agrees with the Roumanian Government's proposal for an extension until September 1st next of the provisional arrangement of December 18/19, 1922, at present regulating the commercial relations between the Netherlands and Roumania.

I would add that, in the event of it not being possible to conclude a definitive convention by that date, Her Majesty's Government would be prepared to conclude a provisional commercial convention before the said date, thus enabling Roumania to continue to enjoy the most-favoured-nation treatment at present extended by the Netherlands.

I have the honour to be, etc.

On behalf of the Minister :
(Signed) Snouck HURGRONJE.
Secretary-General.

M. Alexandre Duilius Zamfiresco,
Roumanian Chargé d'Affaires.

N^o 383. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ROUMAIN ET SUÉDOIS POUR LE RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. BUCAREST, LES 11 NOVEMBRE ET 18 DÉCEMBRE 1922.

No. 383. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE ROUMANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS, CONCERNING THE PROVISIONAL REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUCHAREST, NOVEMBER 11 AND DECEMBER 18, 1922.

PROROGATION JUSQU'AU 1^{er} SEPTEMBRE 1930 DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS PAR ÉCHANGE DE NOTES. STOCKHOLM, LE 30 JUIN 1930.

PROROGATION UNTIL SEPTEMBER 1, 1930, OF THE ABOVE AGREEMENT BY EXCHANGE OF NOTES. STOCKHOLM, JUNE 30, 1930.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 7 juillet 1930.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, July 7, 1930.

N^o 422. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT HONGROIS ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, AU SUJET DE LA PROLONGATION DU DÉLAI D'ÉMIGRATION PRÉVU AU TROISIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 63 DU TRAITÉ DE TRIANON. BELGRADE, LES 17 ET 20 MARS 1923.

No. 422. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE HUNGARIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, IN REGARD TO THE PROLONGATION OF THE PERIOD ALLOWED FOR TRANSFER OF RESIDENCE UNDER THE THIRD PARAGRAPH OF ARTICLE 63 OF THE TREATY OF TRIANON. BELGRADE, MARCH 17 AND 20, 1923.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROLONGATION DU DÉLAI PRÉVU PAR L'ACCORD CI-DESSUS JUSQU'AU 1^{er} NOVEMBRE 1930. BUDAPEST, LES 25 FÉVRIER, 2 AVRIL, 27 MAI ET 6 JUIN 1930.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION OF THE PERIOD PROVIDED BY THE ABOVE AGREEMENT UNTIL NOVEMBER 1, 1930. BUDAPEST, FEBRUARY 25, APRIL 2, MAY 27, AND JUNE 6, 1930.

Communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations, le 17 juin 1930.

Communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, June 17, 1930.

¹ Vol. XIV, page 353 ; et vol. XCVI, page 183. de ce recueil.

¹ Vol. XIV, page 353 ; and Vol. XCVI, page 183, of this Series.

² Vol. XVI, page 477 ; Vol. XLV, page 107 ; et Vol. LXXXVIII, page 287, de ce recueil.

² Vol. XVI, page 477 ; Vol. XLV, page 107 ; and Vol. LXXXVIII, page 287, of this Series.

¹TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION ROYALE
DE YUGOSLAVIE
EN HONGRIE.

N^o 143.

BUDAPEST, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A cause des difficultés que rencontrent l'émigration et la colonisation des personnes qui ont opté pour le Royaume de Yougoslavie, le délai prévu par le Traité de Trianon pour le transfert du domicile a dû être prolongé déjà à plusieurs reprises. Vu ces difficultés, l'année passée, la Légation royale a proposé au Gouvernement royal de Hongrie la prolongation de ce délai jusqu'au 26 juillet 1932, toutefois en ajoutant que le Gouvernement de Yougoslavie se contenterait aussi d'un délai plus court dans le cas où le Gouvernement royal de Hongrie jugerait la prolongation jusqu'à cette date impossible. Le Gouvernement royal de Hongrie a consenti à la prolongation jusqu'au 26 juillet 1930.

Bien que le Gouvernement de Yougoslavie ait pris à temps toutes les mesures nécessaires pour faciliter autant que possible le transfert du domicile aux personnes en question et mis à leur disposition des terrains de colonisation, l'émigration n'a jusqu'à présent quand même pu prendre l'essor attendu. Elle ne commencera que le mois prochain, où une plus grande partie des familles d'optants, prêtes à émigrer, partira en Yougoslavie. Les autres parties suivront successivement. Mais le temps qui reste encore à la disposition jusqu'au 26 juillet prochain n'est absolument pas suffisant pour l'émigration et le placement de toutes les personnes entrant en considération.

Pour que l'émigration de toutes ces personnes puisse se faire sans précipitation et sans préjudice, autrement inévitable, pour les intérêts aussi bien de l'Etat que des intéressés, il est indispensable que le délai pour le transfert du domicile soit prolongé pour une autre année, ce qui serait avantageux aussi bien pour les optants hongrois que pour les optants yougoslaves.

C'est pourquoi je me permets, d'ordre de mon gouvernement, de vous prier, Monsieur

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. à titre d'information.

I.

ROYAL
YUGOSLAV LEGATION.
IN HUNGARY.

N^o 143.

BUDAPEST, February 25, 1930.

YOUR EXCELLENCY.

As a result of difficulties in connection with the emigration and settlement of persons who opted for the Kingdom of Yugoslavia, the period stipulated in the Treaty of Trianon for the transfer of the place of residence has already had to be extended several times. In view of the said difficulties the Royal Legation last year proposed to the Royal Hungarian Government that this period should be prolonged until July 26, 1932, at the same time adding that the Yugoslav Government would agree to a shorter period if the Royal Hungarian Government considered an extension until this date impossible. The Royal Hungarian Government agreed to an extension until July 26, 1930.

Although the Yugoslav Government did not delay in taking all necessary steps to facilitate as far as possible the transfer of residence of the persons in question and likewise placed at their disposal land for settlement purposes, emigration has nevertheless not yet taken place on the scale anticipated. This will only begin next month when a larger group of families of optants, who are ready to emigrate, will leave for Yugoslavia. Other groups will follow. The time still available until July 26, is, however, quite inadequate for the emigration and settlement of all the persons concerned.

In order that the emigration of all such persons may be effected without undue haste and without prejudicing — as must otherwise be the case — the interests either of the State or of the parties concerned, it is indispensable that the period for the transfer of the place of residence be prolonged for a further year, this being advantageous not only for the Yugoslav but also for the Hungarian optants.

In accordance with my Government's instructions I would therefore request you to take

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

le Ministre, de bien vouloir intervenir auprès de qui de ressort pour que, vu la situation ci-haut exposée, le Gouvernement royal de Hongrie consente à ce que le délai en question soit prolongé jusqu'au 26 juillet 1931.

Je vous serais très obligé, Monsieur le Ministre, si vous vouliez bien me faire connaître, aussitôt que possible la décision du Gouvernement royal de Hongrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Radomir LOUKOVITCH *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Louis Walkó,
Ministre des Affaires étrangères,
Budapest.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

62.327/5.
1930.

BUDAPEST, le 2 avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu dans Sa Note N° 143 en date du 25 février 1930, proposer au Gouvernement royal de Hongrie que le délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon, déjà prolongé à plusieurs reprises, d'un commun accord, la dernière fois jusqu'au 26 juillet 1930, fût prolongé, en raison des difficultés que rencontrent l'émigration et la colonisation des optants, pour une autre année, savoir, jusqu'au 26 juillet 1931.

En ce qui concerne la proposition de Votre Gouvernement, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous exposer ci-dessous le point de vue du Gouvernement royal de Hongrie :

Le Gouvernement royal de Hongrie est également d'avis que le temps restant encore jusqu'à la date du 26 juillet 1930, ne suffit pas à l'émigration et au placement de toutes les personnes en question, et que, par conséquent, pour permettre le transfert du domicile des optants avec les moindres inconvénients et préjudice possible, l'ajournement du délai du 26 juillet 1930 serait très souhaitable.

the necessary action with the competent authorities, so as to obtain, in view of the situation set forth above, the Royal Hungarian Government's consent to the prolongation of the period in question until July 26, 1931.

I should be greatly obliged if you would inform me as soon as possible of the decision of the Royal Hungarian Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Radomir LOUKOVITCH.

His Excellency
Monsieur Louis Walkó,
Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

II.

ROYAL MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS
OF HUNGARY.

62.327/5
1930

BUDAPEST, April 2, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your note No. 143 dated February 25, 1930, you were good enough to propose to the Royal Hungarian Government that the emigration period provided for in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon — a period which had already been prolonged several times by common consent, on the last occasion until July 26, 1930 — should be extended for a further year, namely, until July 26, 1931, owing to difficulties in connection with the emigration and settlement of the optants.

With reference to your Government's proposal I have the honour to place before you the views of the Royal Hungarian Government.

The Royal Hungarian Government concurs in the opinion that the time remaining until July 26, 1930, is insufficient for the emigration and Settlement of all the persons in question, and that an extension of the time limit beyond July 26, 1930, would therefore be highly desirable in order to facilitate the transfer of residence of the optants with a minimum of inconvenience and loss.

Néanmoins, la prolongation du délai d'émigration pour une nouvelle année ne semble pas, — de l'avis du Gouvernement royal de Hongrie, — être, d'une part, absolument nécessaire et d'autre part, ne répond même pas aux intérêts de la majeure partie des optants, notamment de ceux s'occupant de l'agriculture. Car, dans le cas où le délai d'émigration serait prolongé d'une année entière, ces optants seraient forcés, à nouveau, de se séparer de leurs terres à une période où leurs terres devraient encore être cultivées d'une manière intense, ce qui évidemment porterait un préjudice considérable aux intéressés dont il s'agit.

Par conséquent, le Gouvernement royal de Hongrie, ayant considéré toutes les circonstances y relatives, estime qu'une date de la saison d'automne, savoir le premier novembre prochain serait la plus appropriée aux intérêts des optants en cause. Il a l'honneur de faire, partant, la proposition au Gouvernement royal de Yougoslavie de se mettre d'accord sur la date du 1^{er} novembre 1930.

Le Gouvernement royal de Hongrie tient à remarquer que, — comme il a été convenu, dans le temps, — à l'occasion de l'échange de notes constatant la prolongation des délais d'émigration cette nouvelle prolongation ne change en rien les droits des optants assurés par le Traité de Paix, et qu'il va sans dire que les optants ne jouissent pas de droits politiques dans le pays où ils ont perdu la nationalité par le fait de l'option.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien accuser réception de la présente note et vous entremettre en vue d'obtenir le consentement nécessaire de votre gouvernement à la proposition du Gouvernement royal de Hongrie, et d'avoir l'amabilité de me communiquer aussitôt que possible, la décision de votre gouvernement en l'espèce, respectivement de vouloir bien constater dans votre réponse qu'un accord est intervenu entre les deux pays intéressés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

WALKÓ *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Radomir M. Loukovitch
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Yougoslavie,
à Budapest.

Nevertheless, in the opinion of the Royal Hungarian Government, the prolongation of the emigration period for a further year does not appear to be on the one hand absolutely necessary or, on the other, even consistent with the interests of the majority of the optants, namely those engaged in agriculture. For in the event of the emigration period being extended for a full year these optants would again be obliged to leave their land at a season when it still required intensive cultivation, and this must obviously be prejudicial to the interests of the persons concerned.

The Royal Hungarian Government, having duly considered all the attendant circumstances, therefore believes that a date during the autumn season, namely, November 1st next, would correspond better to the interests of the optants in question. It therefore has the honour to propose that the Royal Yugoslav Government should agree to the date of November 1st, 1930.

The Royal Hungarian Government wishes to point out that, as was previously agreed on the occasion of the exchange of notes regarding the prolongation of the emigration periods, this new extension does not in any way affect the rights of optants as guaranteed by the Treaty of Peace, and that naturally optants do not enjoy any political rights in the country in which they have lost their nationality by reason of the fact of having opted for another country.

In bringing the foregoing to your attention I have the honour to request you to acknowledge the receipt of the present note and to take the necessary steps to obtain the requisite agreement of your Government to the proposal of the Royal Hungarian Government; I would also request you to be so good as to communicate to me as soon as possible your Government's decision in this matter, and in particular to state in your reply that an agreement has been reached between the two countries concerned.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WALKÓ.

His Excellency
Monsieur Radomir Loukovitch,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Yugoslavia,
Budapest.

III.

LÉGATION ROYALE
DE YOUGOSLAVIE
EN HONGRIE.
K.P. No 334.

BUDAPEST, *le 27 mai* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à ma lettre du 3 avril dernier, No 227, par laquelle j'ai eu l'honneur d'accuser réception de la lettre du 2 avril dernier, No 62327/5, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser au sujet d'une nouvelle prolongation du délai d'émigration des optants proposée par mon gouvernement, je me permets de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Yougoslavie vient de déclarer son adhésion à la proposition du Gouvernement royal de Hongrie d'après laquelle ledit délai serait à prolonger jusqu'au 1^{er} novembre prochain.

Partant la Légation royale constate que, conformément à cet accord intervenu entre les deux pays, le délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Paix, est prolongé jusqu'au 1^{er} novembre 1930.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'expression de ma très haute considération.

Radomir LOUKOVITCH *m. p.*

Son Excellence
Monsieur Dr Louis Walkó,
Ministre des Affaires étrangères
de Hongrie,
Budapest.

IV.

69.603/5.
1930.

BUDAPEST, *le 6 juin* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la Note No K. P. 334, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 27 mai 1930, j'ai l'honneur d'accuser, au nom du Gouvernement du Royaume de Hongrie,

III.

ROYAL
YUGOSLAV LEGATION
IN HUNGARY.
K.P. No. 334

BUDAPEST, *May 27,* 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my letter of April 3 last, No. 227, in which I had the honour to acknowledge the receipt of your letter to me dated April 2 last, No. 62327/5 concerning a further extension of the emigration period for optants as proposed by my Government, I would inform you that the Royal Yugoslav Government has signified its agreement with the Royal Hungarian Government's proposal to the effect that the said period be prolonged until November 1 next.

The Royal Legation therefore states that, in conformity with this agreement between the two countries, the emigration period stipulated in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Peace shall be prolonged until November 1, 1930.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Radomir LOUKOVITCH.

His Excellency
Monsieur Louis Walkó,
Hungarian Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

IV.

69. 603/5.
1930.

BUDAPEST, *June 6,* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Note No. K.P.334 which you were good enough to send me on May 27, 1930, I have the honour to acknowledge on behalf of the Government of the Kingdom

réception de la note susmentionnée, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie a consenti à ce que le délai d'émigration prévu par le troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon fût prolongé jusqu'au 1^{er} novembre 1930.

En même temps je me permets de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Hongrie vient de prendre les mesures tendant à enregistrer par le Secrétariat de la Société des Nations l'échange de notes en question, conformément aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

WALKÓ *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Radomir M. Lukovitch,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Yougoslavie,
à Budapest.

of Hungary the receipt of the aforesaid Note in which you informed me that the Government of the Kingdom of Yugoslavia agreed that the emigration period stipulated in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon should be prolonged until November 1, 1930.

I would at the same time inform you that the Royal Hungarian Government has taken the necessary steps for the registration of the exchange of Notes in question by the Secretariat of the League of Nations in conformity with Article 18 of the Covenant of the League.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WALKÓ.

His Excellency,
Monsieur Radomir Loukovitch,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

N^o 425. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ROUMAIN COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE SUR LA BASE DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE DANS LEURS RELATIONS COMMERCIALES. COPENHAGUE LES 19 AVRIL ET 8 MAI 1923.

No. 425. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE DANISH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT AS REGARDS THEIR COMMERCIAL RELATIONS ON THE BASIS OF THE MOST-FAVOURLED-NATION SYSTEM. COPENHAGEN, APRIL 19 AND MAY 8, 1923.

ÉCHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ARRANGEMENT CI-DESSUS POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE DE DEUX MOIS À PARTIR DU 1^{er} JUILLET 1930. COPENHAGUE, LES 16 ET 30 JUIN, ET 3 JUILLET 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE ARRANGEMENT FOR A FURTHER PERIOD OF TWO MONTHS AS FROM JULY 1, 1930. COPENHAGEN, JUNE 16 AND 30, AND JULY 3, 1930.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 11 juillet 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, July 11, 1930.

¹ Vol. XVII, page 31 ; et vol. XCVI, page 187, de ce recueil.

¹ Vol. XVII, page 31 ; and Vol. XCVI, page 187, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Ø.P.I. J. No 64. Dan. 64.

COPENHAGUE, le 16 juin 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme vous le savez, la validité de l'Arrangement de commerce provisoire, conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923, a été prorogé pour deux mois, par échange de notes, en date des 22 et 25 avril dernier, de sorte que ledit arrangement cessera de produire ses effets le 1^{er} juillet prochain.

Les négociations relatives à la conclusion d'une nouvelle convention de commerce dano-roumaine, provisoire ou définitive, ne pouvant guère être terminées avant l'expiration de l'arrangement actuellement en vigueur, je me permets de vous proposer que la validité de celui-ci soit prorogée jusqu'à son remplacement par un nouvel accord.

En vous priant de bien vouloir m'informer si le Gouvernement de Roumanie accepte cette proposition, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) P. MUNCH.

A Monsieur le Docteur Constantin Flondor,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

II.

LA LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AU DANEMARK.
N^o 1331.

COPENHAGUE, le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 16 juin 1930,

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Ø.P.I. J. No. 64. Dan. 64.

COPENHAGEN, June 16, 1930.

SIR,

As you are aware, the validity of the provisional commercial agreement concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923, has been extended for two months, by an exchange of notes dated April 22 and 25 last, so that the said agreement will cease to take effect on July 1 next.

Since the negotiations concerning the conclusion of a new provisional or permanent Dano-Roumanian commercial convention can hardly be terminated before the expiry of the agreement at present in force, I take the liberty of proposing to you that the present agreement should be prolonged until it is replaced by a new agreement.

Trusting that you will be so good as to inform me whether the Roumanian Government would accept this proposal, I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

D^r Constantin Flondor,
Roumanian Chargé d'Affaires.

II.

ROYAL ROUMANIAN LEGATION
IN DENMARK.
No. 1331.

COPENHAGEN, June 30, 1930.

SIR,

In reply to the letter which your Excellency was so good as to send me on June 16, 1930,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'honneur de porter à sa connaissance, que le Gouvernement royal de Roumanie accepte la proposition faite par Votre Excellence et propose une nouvelle prorogation de deux mois de la dénonciation de l'Arrangement provisoire de commerce, conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923. La dénonciation devrait ainsi produire ses effets à la date du 1^{er} septembre de l'année courante.

Je suis, en outre, chargé de faire connaître à Votre Excellence, qu'il convient de conclure jusqu'à la date du 1^{er} septembre a.c. un accord ou une convention provisoire de commerce, faute de laquelle, conformément à la loi en vigueur, le tarif minimal ne pourrait plus être accordé, passé cette date.

En priant Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement royal du Danemark est d'accord sur cette proposition, je saisis l'occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma très haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Roumanie :
(Signé) D^r Constantin FLONDOR.

Son Excellence
Monsieur P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Copenhague.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Ø. P. I. 64. Dan. 64.

COPENHAGUE, le 3 juillet 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note en date du 30 du mois passé, vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement royal de Roumanie accepte la proposition faite dans ma note en date du 16 juin dernier concernant une nouvelle prorogation de la dénonciation de l'arrangement provisoire de commerce, conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923, de manière toutefois que celle-ci produira ses effets à la date du 1^{er} septembre de l'année courante.

I have the honour to inform you that the Royal Roumanian Government accepts the proposal made by your Excellency, and proposes a further postponement for two months of the denunciation of the provisional commercial agreement concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923. The denunciation would thus take effect on September 1st of this year.

I am further instructed to inform Your Excellency that it is desirable that, a commercial agreement or a provisional convention should be concluded before September 1 of this year for otherwise, under the law in force, the minimum tariff can no longer be granted after that date.

Trusting that your Excellency will inform me whether the Royal Danish Government agrees with this proposals, I have the honour to be, etc.

Roumanian Chargé d'Affaires :
(Signed) Dr. Constantin FLONDOR.

His Excellency
Monsieur P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Copenhagen.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Ø.P.I.64.Dan.64.

COPENHAGEN, July 3, 1930.

SIR,

In your note dated 30th ultimo, you were so good as to inform me that the Royal Roumanian Government accepted the proposal made in my note dated June 16th last concerning a further postponement of the denunciation of the provisional commercial agreement concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923, it being however understood that such denunciation should take effect on September 1st of this year.

En réponse j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement danois se rallie entièrement à votre proposition.

En même temps vous avez bien voulu me faire connaître que votre gouvernement est prêt à conclure avant le 1^{er} septembre a. c. un accord ou une convention de commerce provisoire.

A ce propos, je me permettais de vous faire parvenir dans l'avenir le plus proche un projet que vous pouvez soumettre à l'examen de votre gouvernement et dont la signature pourrait être accomplie à Copenhague ou à Stockholm si votre gouvernement le préfère.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) FRIIS-SKOTTE.

A Monsieur
le Docteur Constantin Flondor,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

In reply I have the honour to inform you that the Danish Government is in full agreement with your proposal.

At the same time you were so good as to inform me that your Government was prepared to conclude an agreement or a provisional commercial convention before September 1 of this year.

With regard to this matter I shall have the honour of forwarding to you, very shortly, a draft which you may submit to your Government for consideration, and which might be signed at Copenhagen or at Stockholm as your Government may prefer.

I have the honour to be, etc.

(Signed) FRIIS-SKOTTE.

D^r Constantin Flondor,
Roumanian Chargé d'Affaires.

No. 471. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRITISH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS RELATIVE TO THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE BRITISH EMPIRE AND ROUMANIA. BUCHAREST, MAY 11 AND 24, 1923.

N^o 471. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET ROUMAIN CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'EMPIRE BRITANNIQUE ET LA ROUMANIE. BUCAREST, LES 11 ET 24 MAI 1923.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE DENUNCIATION OF THIS AGREEMENT. LONDON, NOVEMBER 26, DECEMBER 18, 1929, JANUARY 20, FEBRUARY 20, MARCH 10, APRIL 22, APRIL 30, MAY 1, JUNE 30, JULY 8, AND BUCHAREST, JULY 1, 1930.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA DÉNONCIATION DE CET ACCORD. LONDRES, LES 26 NOVEMBRE, 18 DÉCEMBRE 1929, 20 JANVIER, 20 FÉVRIER, 10 MARS, 22 AVRIL, 30 AVRIL, 1^{er} MAI, 30 JUIN, 8 JUILLET, ET BUCAREST, LE 1^{er} JUILLET 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 8 septembre 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 8, 1930.

¹ Vol. XVIII, page 301, de ce recueil.

¹ Vol. XVIII, page 301, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 2615/A-8.

LONDON, 26th November 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have been instructed to inform Your Excellency that the Roumanian Government denounce on the 1st of March 1930, the provisional economic Agreement concluded by exchange of notes in Bucharest on the 24th of May 1923.

The Roumanian Government also denounce the Agreement with Canada concluded by exchange of Notes in Bucharest and enforced on the 1st August 1928.

These denunciations are a general measure taken by the Roumanian Government in view of concluding commercial Conventions based on the new Roumanian Customs Tariff.

I would be very grateful if Your Excellency would be so good as to let me have an answer at an early date as this has been requested by my Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M.P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 2816/A-8.

LONDON, 18th December 1929.

YOUR EXCELLENCY,

Following my Note No. 2800/A-8 dated the 16th December, 1929, I have the honour to

I.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N° 2615/A-8.

LONDRES, le 26 novembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur, conformément à mes instructions, de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain dénonce, le 1^{er} mars 1930, l'Accord économique provisoire conclu, le 24 mai 1923, par un échange de notes, à Bucarest.

Le Gouvernement roumain dénonce également l'accord avec le Canada, conclu par un échange de notes à Bucarest et mis en vigueur le 1^{er} août 1928.

Ces dénonciations constituent une mesure générale prise par le Gouvernement roumain en vue de conclure des conventions commerciales fondées sur le nouveau tarif douanier roumain.

Je vous serais vivement obligé de bien vouloir me faire parvenir une réponse à une date rapprochée, afin de donner satisfaction au désir exprimé à ce sujet par mon gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, etc..

(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N° 2816/A-8.

LONDRES, le 18 décembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à ma note N° 2800/A-8, en date du 16 décembre 1929, j'ai l'honneur de porter à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

inform Your Excellency that I have just received a communication from the Roumanian Ministry for Foreign Affairs stating that the last period for the notice of denunciation by the Royal Roumanian Government of the provisional Commercial Agreement concluded by exchange of Notes in Bucharest on the 24th May 1923, is the 1st of December, as the Agreement stipulates a preliminary notification of three months. The provisional Commercial Agreement will therefore terminate on the 1st March 1930.

The Royal Roumanian Government also denounce the Agreement with Canada which terminates, according to the stipulations of this Agreement, six months from the period of denunciation which was according to my note, on the 26th of November 1929.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

To the Rt. Hon. Arthur Henderson, M. P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE.

S. W. I.

20th January, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 2615/A-8, of November 26th last, in which you informed me of the intention of the Roumanian Government to denounce the provisional Commercial Agreement between the Roumanian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concluded on the 24th May, 1923, and the arrangement of August 1st, 1928, regarding the reciprocal grant of most-favoured-nation treatment between Roumania and the Dominion of Canada.

2. From your note No. 2816/A-8 of December 18th, 1929, I have also noted that the agreement between the Roumanian Government

vosre connaissance que je viens de recevoir du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie une communication indiquant que le dernier délai pour la notification de la dénonciation par le Gouvernement royal de Roumanie de l'Accord commercial conclu par un échange de notes, le 24 mai 1923, à Bucarest, est le 1^{er} décembre, l'accord prévoyant un préavis de trois mois. En conséquence, l'accord commercial provisoire cessera d'avoir effet le 1^{er} mars 1930.

Le Gouvernement royal de Roumanie dénonce également l'Accord avec le Canada qui, conformément aux dispositions dudit accord prend fin six mois après la date de la dénonciation, c'est-à-dire, selon ma note, six mois après le 26 novembre 1929.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C.M. LATPEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE

S.W.I.

Le 20 janvier 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note N° 2615/A-8, en date du 26 novembre dernier, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance l'intention du Gouvernement roumain de dénoncer l'Accord commercial provisoire conclu, le 24 mai 1923, entre le Gouvernement roumain et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que l'arrangement intervenu le 1^{er} août 1928 entre la Roumanie et le Dominion du Canada, et concernant l'octroi réciproque, entre la Roumanie et le Dominion du Canada, du traitement de la nation la plus favorisée.

2. A la suite de votre note N° 2816/A-8, en date du 18 décembre 1929, j'ai également pris acte du fait que l'Accord conclu entre le Gouver-

and His Majesty's Government in the United Kingdom will terminate on March 1st next and that the arrangement of August 1st, 1928, between Roumania and the Dominion of Canada will terminate on May 26th next.

I have the honour to be, etc.

(For the Secretary of State)
(Signed) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

IV.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 486/A-8.

LONDON, 20th February 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to my letter No. 2816/A-8 dated the 18th December 1929, and to Your Excellency's Note No. C 9265/975/37 dated the 20th January, 1930, I have the honour to inform you that I have just received a communication from the Roumanian Ministry for Foreign Affairs stating that the Roumanian Government have adjourned the date of the denunciation of the provisional Commercial Agreement for a period of two months, this denunciation to take effect from the 1st May 1930.

I have been instructed to enquire whether His Majesty's Government will agree to this adjournment.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M.P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

nement roumain et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni prendra fin le 1^{er} mars prochain et que l'arrangement intervenu le 1^{er} août 1928 entre la Roumanie et le Dominion du Canada prendra fin le 26 mai prochain.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

IV.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N° 486/A-8.

LONDRES, le 20 février 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à ma lettre N° 2816/A-8, en date du 18 décembre 1929, et à votre note N° C.9265/975/37, en date du 20 janvier 1930, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens de recevoir du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie, une communication indiquant que le Gouvernement roumain a prorogé de deux mois la date fixée pour la dénonciation de l'accord commercial provisoire, cette dénonciation prendra donc effet à dater du 1^{er} mai 1930.

Je suis chargé de vous demander si le Gouvernement de Sa Majesté serait disposé à accepter cette prorogation.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

V.

FOREIGN OFFICE.
S. W. I.

10th March, 1930.

SIR,

I have the honour to refer to the note No. 486/A-8 which Monsieur Titulesco was so good as to address to me on February 20th and, in reply, to inform you that His Majesty's Government concur in the proposal of the Roumanian Government that the denunciation of the Provisional Commercial Agreement between Roumania and the United Kingdom should take effect on May 1st instead of March 1st as originally proposed.

I have the honour to be, etc.

(For the Secretary of State)

(Signed) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

VI.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.
No. 1041/A-8.

LONDON, 22nd April 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to my letter No. 486/A-8 of the 20th February 1930 and to Your Excellency's Note No. C. 1834/250/37 dated the 10th March 1930, I have the honour to inform you that I have just received a communication from the Roumanian Ministry for Foreign Affairs stating that the Roumanian Government have adjourned the date of the denunciation of the provisional Commercial Agreement for another period of two months, this denunciation to take effect from the 1st July 1930.

I have been instructed to enquire whether His Majesty's Government will agree to this adjournment.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M.P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

V.

FOREIGN OFFICE,
S.W.I.

Le 10 mars 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur, en réponse à la note N° 486/A-8 que M. Titulesco a bien voulu m'adresser le 20 février, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté accepte la proposition du Gouvernement roumain tendant à ce que la dénonciation de l'accord commercial provisoire conclu entre la Roumanie et le Royaume-Uni prenne effet à partir du 1^{er} mai, au lieu du 1^{er} mars, date primitivement fixée.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

VI.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.
N° 1041/A-8.

LONDRES, le 22 avril 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à ma lettre N° 486/A-8, en date du 20 février 1930, et à votre note N° C.1834/250/37, en date du 10 mars 1930, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens de recevoir du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie, une communication indiquant que le Gouvernement roumain a prorogé d'une nouvelle période de deux mois la date fixée pour la dénonciation de l'accord commercial provisoire, dénonciation qui prendra donc effet à partir du 1^{er} juillet 1930.

Jé suis chargé de vous demander si le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à accepter cette prorogation.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

VII.

FOREIGN OFFICE.
S. W. I.

30th April, 1930.

SIR,

With reference to the note No. 1041/A-8 which you were so good as to address to me on April 22nd, I have the honour to request you to inform me whether it is the desire of the Roumanian Government that the denunciation of the Canadian-Roumanian commercial agreement shall also take effect as from July 1st next instead of on May 26th in accordance with your note No. 2816/A-8 of December 18th, 1929.

I have the honour to be, etc.

(For the Secretary of State)

(Signed) Owen O'MALLEY.

Monsieur Constantin M. Laptow,
etc., etc., etc.

VIII.

LEGATIUNEA REGALA
A ROMANIEI.

No. 1109/A-8.

LONDON, 1st May 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's Note No. C. 3085/250/37 dated the 30th April 1930, I have the honour to inform you that the denunciation of the provisional Commercial Agreement for another period of two months, also includes Canada, this denunciation to take effect from the 1st of July 1930.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.

Roumanian Charge d'Affaires.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M.P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

VII.

FOREIGN OFFICE,
S.W.I.

Le 30 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme suite à la note N° 1041/A-8 que vous avez bien voulu m'adresser le 22 avril, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement roumain désire que la dénonciation de l'accord commercial conclu entre le Canada et la Roumanie prenne également effet à partir du 1^{er} juillet prochain, et non pas du 26 mai, conformément à votre note N° 2816/A-8, du 18 décembre 1929.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) Owen O'MALLEY.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

VIII.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.

N° 1109/A-8.

LONDRES, le 1^{er} mai 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

En réponse à votre note N° C.3085/250/37 en date du 30 avril 1930, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la prorogation, pour une nouvelle période de deux mois, de la dénonciation de l'accord commercial provisoire s'étend également au Canada et que cette dénonciation prendra effet à partir du 1^{er} juillet 1930.

Veillez agréer, etc.

(Signé) C.M. LAPTEW,

Chargé d'Affaires de Roumanie.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

IX.

ROUMANIAN LEGATION.

No. 1653/A-8

30th June, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With further reference to my letter No. 1041/A-8 dated the 22nd of April 1930, I have the honour to inform you that I have just received a communication from the Roumanian Foreign Office stating that the Roumanian Government have adjourned the date of the denunciation of the provisional Commercial Agreement for another period of two months, this denunciation to take effect from the 1st of September 1930. This denunciation also includes the arrangement between Roumania and Canada.

In conformity with the Roumanian law, the minimum tariff will not be granted any longer after the 1st of September 1930, excepting on the basis of either a Convention or a provisional Commercial Agreement.

I have been instructed to enquire whether His Majesty's Government will agree to this arrangement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. M. LAPTEW.
For the Roumanian Minister.

The Rt. Hon. Arthur Henderson, M. P.
His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

X.

FOREIGN OFFICE.
S. W. I.

8th July, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Monsieur Titulesco's note No. 1653/A-8 of 30th June and to inform you that His Majesty's Government in Great Britain agree to the postponement until the 1st September next of the

IX.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.

N° 1653/A-8.

Le 30 juin 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à ma lettre N° 1041/A-8, en date du 22 avril 1930, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens de recevoir du Ministère des Affaires étrangères de Roumanie une communication indiquant que le Gouvernement roumain a prorogé d'une nouvelle période de deux mois la date fixée pour la dénonciation de l'accord commercial provisoire. Cette dénonciation prendra donc effet à partir du 1^{er} septembre 1930, et elle s'étend également à l'arrangement intervenu entre la Roumanie et le Canada.

Conformément à la loi roumaine, le tarif minimum ne sera plus accordé après le 1^{er} septembre 1930, sauf en vertu, soit d'une convention, soit d'un accord commercial provisoire.

Je suis chargé de vous demander si le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à accepter cette prorogation.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre de Roumanie :
(Signé) C.M. LAPTEW.

Le Très Honorable Arthur Henderson, M.P.
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

X.

FOREIGN OFFICE,
S.W.I.

Le 8 juillet 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note N° 1653/A-8 de M. Titulesco, en date du 30 juin, et de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne accepte la prorogation jusqu'au 1^{er} sep-

date on which the denunciation of the Provisional Commercial Agreement between Great Britain and Roumania shall take effect.

2. His Majesty's Government in Canada are being consulted on the proposed prolongation of the provisional commercial agreement between Canada and Roumania, and that government's reply will be communicated to you on its receipt.

I have the honour to be, etc.

For the Secretary of State.
(Signed) Orme SARGENT.

Monsieur C. M. Laptew,
etc., etc., etc.

tembre prochain de la date fixée pour la dénonciation de l'accord commercial provisoire entre la Grande-Bretagne et la Roumanie.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté au Canada a été consulté au sujet de la prolongation proposée de l'Accord commercial provisoire conclu entre le Canada et la Roumanie, et la réponse dudit gouvernement vous sera communiquée dès sa réception.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) Orme SARGENT.

Monsieur Constantin M. Laptew,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

XI.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o 41783.

BUCAREST, le 1^{er} juillet 1930.

NOTE VERBALE

Le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur d'informer la Légation de Grande-Bretagne, que le Gouvernement royal a prorogé de deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} septembre 1930, la date fixée pour la dénonciation de l'arrangement commercial actuellement en vigueur entre les deux pays.

A partir du 1^{er} septembre prochain, conformément aux dispositions de la loi, le tarif minimal ne pourra plus être appliqué qu'à la suite d'une convention ou d'un Accord provisoire.

Le Ministère royal, par l'entremise de sa Légation à Londres a déjà porté à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté britannique le contenu de cette note.

XI.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
N^o 41783.

BUCHAREST, July 1, 1930.

VERBAL NOTE.

The Royal Ministry for Foreign Affairs has the honour to inform the Legation of Great Britain that the Royal Government has postponed for two months, i.e. until September 1, 1930, the date of the denunciation of the Commercial Agreement now in force between the two countries.

As from September 1st next, in accordance with the provisions of the Law, the Minimum Tariff can no longer be applied, except as a result of a Provisional Convention or Agreement.

The Royal Ministry, has already informed His Britannic Majesty's Government through the intermediary of its Legation in London of the contents of this note.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No 507. — ACCORD¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE DANEMARK CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 28 JUIN 1923.

No. 507. — AGREEMENT¹ BETWEEN BELGIUM AND DENMARK RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT COPENHAGEN, JUNE 28, 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ABROGATION DE L'ACCORD CI-DESSUS A PARTIR DU 14 OCTOBRE 1927. COPENHAGUE, LES 1^{er} AVRIL ET 3 JUILLET 1930.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ABROGATION OF THE ABOVE AGREEMENT AS FROM OCTOBER 14, 1927. COPENHAGEN, APRIL 1ST AND JULY 3, 1930.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 9 juillet 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations July 9, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DE BELGIQUE.

No 648/A II.

COPENHAGUE, le 1^{er} avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai été chargé et j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence la communication suivante :

Aux termes de l'article 22 de l'Accord conclu entre le Danemark et la Belgique le 28 juin 1923 pour régler les relations aériennes entre les deux pays, chacun des Etats contractants se réserve de dénoncer cet accord, avec effet immédiat de cette dénonciation, au cas où les deux Etats contractants ratifieraient la convention internationale relative à la navigation aérienne conclue à Paris le 13 octobre 1919

Le Danemark ayant adhéré le 14 octobre 1927 à la susdite Convention internationale, ainsi qu'aux Protocoles additionnels à cette convention des 1^{er} mai 1920, 27 octobre 1922 et 30 juin 1923, le Gouvernement du Roi est d'avis que l'accord entre le Danemark et la Belgique du 28 juin 1923 n'a plus raison d'être.

I.

LEGATION OF BELGIUM.

No. 648/A II.

COPENHAGEN, April 1, 1930.

SIR,

In pursuance of instructions I have the honour to make the following communication to your Excellency :

Under the terms of Article 22 of the agreement concluded between Denmark and Belgium on June 28, 1923, for the purpose of regulating relations by air between the two countries, each of the Contracting States has the right to denounce the said agreement with immediate effect in the event of both Contracting States ratifying the International Convention on Air Navigation concluded at Paris on October 13, 1919.

As Denmark acceded on October 14, 1927, to the said International Convention and to the Additional Protocols to that Convention of May 1st, 1920, October 27, 1922, and June 30, 1923, His Majesty's Government is of opinion that the agreement of June 28, 1923, between Denmark and Belgium has now no further reason for existence.

¹ Vol. XX, page 59, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Vol. XX, page 59, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement belge serait reconnaissant au Gouvernement danois de lui faire savoir s'il partage son avis sur ce point.

Dans l'affirmative, le Gouvernement danois voudra bien faire savoir également s'il est d'accord pour que la présente lettre, et la réponse qui y sera faite, soient considérées, par les deux gouvernements comme entraînant l'abrogation de l'Accord dano-belge du 28 juin 1923 à la date de l'adhésion du Danemark à la Convention internationale de Paris du 13 octobre 1919, c'est-à-dire au 14 octobre 1927.

Je saisis cette occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) E. Robyns DE SCHNEIDAUER.

Son Excellence
Monsieur Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
COPENHAGUE.

COPENHAGUE, le 3 juillet 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date du 1^{er} avril dernier vous avez bien voulu me faire savoir, d'ordre de votre gouvernement, que, le Danemark ayant adhéré le 14 octobre 1927 à la Convention internationale relative à la navigation aérienne, conclue à Paris le 13 octobre 1919, ainsi qu'aux Protocoles additionnels à cette convention des 1^{er} mai 1920, 27 octobre 1922 et 30 juin 1923, le Gouvernement belge est d'avis que l'Accord dano-belge du 28 juin 1923 concernant la navigation aérienne n'a plus raison d'être. En même temps vous avez bien voulu me demander si le Gouvernement danois partage l'avis belge sur ce point et, dans l'affirmative, s'il est d'accord que votre note susmentionnée, et la réponse du Gouvernement danois soient considérées comme entraînant l'abrogation de l'Accord dano-belge du 28 juin 1923, à compter du 14 octobre 1927, date de l'adhésion du Danemark

The Belgian Government would be glad if the Danish Government would state whether it shares its view on this point.

In that event, the Danish Government is further requested to state whether it agrees that the present letter and the reply thereto should be regarded by the two Governments as effecting the abrogation of the Dano-Belgian agreement of June 28, 1923, as from the date on which Denmark acceded to the Paris International Convention of October 13, 1919, that is to say as from October 14, 1927.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. Robyns DE SCHNEIDAUER.

His Excellency
Monsieur Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS,
COPENHAGEN.

COPENHAGEN, July 3, 1930.

SIR,

By a note dated April 1 last you were so good as to inform me, in pursuance of orders from your Government, that, Denmark having adhered on October 14, 1927, to the International Convention on Air Navigation, concluded at Paris on October 13, 1919, and to the Additional Protocols to that Convention of May 1, 1920, October 27, 1922, and June 30, 1923, the Belgian Government is of opinion that the Danish-Belgian agreement of June 28, 1923, concerning air navigation has now no further reason for existence. At the same time you were so good as to ask me whether the Danish Government shared the Belgian view on this point, and if so whether it agreed that your above-mentioned note and the reply of the Danish Government should be regarded as implying the abrogation of the Danish-Belgian agreement of June 28, 1923, as from October 14,

à la Convention internationale du 13 octobre 1919.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement danois se rallie volontiers au point de vue belge, et que rien ne s'oppose à ce que votre note susmentionnée et la présente réponse soient considérées comme entraînant l'abrogation, à compter du 14 octobre 1927, de l'Accord concernant la navigation aérienne, conclu le 28 juin 1923 entre le Danemark et la Belgique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) ENGELL.

Monsieur E. Robyns de Schneidauer,
Ministre de Belgique.

1927, the date on which Denmark adhered to the International Convention of October 13, 1919.

In reply I have the honour to inform you that the Danish Government is quite prepared to accept the present point of view, and that there is no objection to your above-mentioned note and the present reply being regarded as implying the abrogation, as from October 14, 1927, of the agreement concerning air navigation concluded on June 28, 1923, between Denmark and Belgium.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) ENGELL.

Monsieur E. Robyns de Schneidauer,
Minister of Belgium.

N^o 623. — CONVENTION¹ COMPLÉMENTAIRE ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE, RELATIVE AUX QUESTIONS DE FRONTIÈRE. SIGNÉE A TALLINN, LE 1^{er} NOVEMBRE 1923.

PROTOCOLE² CONCERNANT LA PROLONGATION DU DÉLAI DE LIQUIDATION DES BIENS IMMEUBLES PARTAGÉS PAR LA LIGNE FRONTIÈRE. SIGNÉ A TALLINN, LE 27 MARS 1930.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 11 août 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, représenté par :

Son Excellence M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères ; et

No. 623. — SUPPLEMENTARY CONVENTION¹ BETWEEN ESTONIA AND LATVIA ON FRONTIER QUESTIONS. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 1, 1923.

PROTOCOL² CONCERNING THE PROLONGATION OF THE PERIOD ALLOWED FOR THE LIQUIDATION OF IMMOVABLE PROPERTY DIVIDED BY THE FRONTIER LINE. SIGNED AT TALLINN, MARCH 27, 1930.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, August 11, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, represented by :

His Excellency M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs ; and

¹ Vol. XXV, page 345, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 23 juillet 1930.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XXV, page 345, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Riga, July 23, 1930.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représenté par :

Son Excellence M. Hugo CELMINŠ, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères,

Sont convenus de ce qui suit :

Prenant en considération que le terme de la liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière, prévu par l'article 6 de la Convention complémentaire entre l'Estonie et la Lettonie du 1^{er} novembre 1923 relative aux questions de frontière, expire, en vertu du Protocole en date du 11 mars 1929, le 1^{er} avril 1930,

Que tous les propriétaires des biens immeubles partagés par la frontière n'ont pas réussi à effectuer la liquidation prévue par l'article 6 susnommé,

Le terme de la liquidation des biens immeubles partagés par la frontière est prolongé jusqu'au 1^{er} avril 1931.

En même temps sont prolongés respectivement les délais des privilèges pour les biens partagés par la frontière prévus par l'article 16 de la Convention entre l'Estonie et la Lettonie du 19 octobre 1920 au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux Etats, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Riga.

Ce protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et l'effet en expirera le 1^{er} avril 1931.

Fait en double expédition, à Tallinn, le 27 mars 1930.

J. LATTIK.

H. CELMINŠ.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, represented by :

His Excellency M. Hugo CELMINŠ, President of the Council, Minister for Foreign Affairs,

have agreed as follows :

Considering that the period, as laid down in Article 6 of the supplementary Convention between Estonia and Latvia on Frontier Questions, of November 1, 1923, within which immovable property intersected by the frontier line must be liquidated, expires, in virtue of the protocol of March 11, 1929, on April 1, 1930, and

That all the owners of immovable property intersected by the frontier line have not yet been able to effect the liquidation laid down in the above-mentioned Article 6,

The period within which immovable property intersected by the frontier line must be liquidated is extended until April 1, 1931.

At the same time, the periods are also extended for the exercise of the privileges in respect of property intersected by the frontier line as laid down in Article 16 of the Convention between Estonia and Latvia of October 19, 1920, regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States, and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the status of immovable property intersected by the frontier line.

The present Protocol shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Riga.

This Protocol shall enter into force on the day of the exchange of the ratifications, and shall terminate on April 1, 1931.

Done in duplicate at Tallinn, on March 27, 1930.

J. LATTIK.

H. CELMINŠ.

N° 678. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

SIGNATURES

PORTUGAL.

1° Conformément au second paragraphe de l'article premier, le Gouvernement portugais se réserve la liberté de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national, l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier.

2° Aux termes du premier paragraphe de l'article 8, le Gouvernement portugais déclare que son acceptation du présent protocole ne s'étend pas à ses colonies.

BOLIVIE.

RATIFICATIONS

SIAM 3 septembre 1930.
LUXEMBOURG 15 septembre 1930.

No. 678. — PROTOCOL¹ ON ARBITRATION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24, 1923.

SIGNATURES.

PORTUGAL.

(1) In accordance with the second paragraph of Article 1, the Portuguese Government reserves the right to limit the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under its national law.

(2) According to the terms of the first paragraph of Article 8 the Portuguese Government declares that its acceptance of the present Protocol does not include its colonies.

BOLIVIA.

RATIFICATIONS.

SIAM September 3, 1930.
LUXEMBURG September 15, 1930.

N° 685. — CONVENTION² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATION

ETAT LIBRE D'IRLANDE 15 septembre 1930.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; vol. LXXXVIII, page 312 ; et vol. XCVI, page 190, de ce recueil.

² Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; vol. XCII, page 368 ; et vol. XCVI, page 191, de ce recueil.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12, 1923.

RATIFICATION.

IRISH FREE STATE September 15, 1930.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; Vol. LXXXVIII, page 312 ; and Vol. XCVI, page 190, of this Series.

² Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; Vol. XCII, page 368 ; and Vol. XCVI, page 191, of this Series.

N^o 800. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PORTUGAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE POUR LE RÈGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL. LISBONNE, LE 27 AOÛT 1924.

No 800. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGAL. LISBON, AUGUST 27, 1924.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS POUR UN AN A PARTIR DU 1^{ER} SEPTEMBRE 1930. LISBONNE, LE 5 JUIN 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT FOR ONE YEAR AS FROM SEPTEMBER 1ST, 1930. LISBON, JUNE 5, 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 23 juillet 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, July 23, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

324.

LISBONNE, le 5 juin 1930.

324.

LISBON, June 5, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux ordres du Ministre des Affaires étrangères à La Haye, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve de proroger à partir du 1^{er} septembre prochain, et pour la période d'un an, le *modus vivendi* commercial entre les Pays-Bas et le Portugal, signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par ma note du 5 août 1926 N^o 365, et la note concordante de Son Excellence Monsieur de Bettencourt Rodrigues de la même date N^o 51/26.

In accordance with orders from the Minister for Foreign Affairs at The Hague, I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government agrees to the extension as from September 1st next and for a period of one year, of the commercial *modus vivendi* between the Netherlands and Portugal signed at Lisbon on August 27, 1924, as modified by my note of August 5, 1926, No. 365, and the corresponding note of His Excellency M. Bettencourt Rodrigues of the same date, No. 51/26.

En ajoutant que le Gouvernement de la Reine considère l'accord en question comme étant prorogé pour la période d'un an, à partir du 1^{er} septembre 1930 pour terminer le 31 août 1931, en vertu de la présente note, ainsi que

May I add that Her Majesty's Government regards the agreement in question as being extended for a period of one year to run from September 1, 1930, until August 31, 1931, in virtue of the present note and the corresponding

¹ Vol. XXXI, page 235 ; vol. XXXIV, page 211 ; vol. XLV, page 148 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXXVIII, page 467 ; et vol. LXXXVIII, page 320, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XXXI, page 235 ; Vol. XXXIV, page 211 ; Vol. XLV, page 148 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXXVIII, page 467 ; and Vol. LXXXVIII, page 320, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

H. M. VAN HAERSMA DE WITH.

Son Excellence
Monsieur Fernando Augusto Branco,
Ministre des Affaires étrangères
à Lisbonne.

note which Your Excellency will be so good as to send to me.

I have the honour, etc.

H. M. VAN HAERSMA DE WITH.

His Excellency
Monsieur Fernando Augusto Branco,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÈRE DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

DIRECÇÃO DOS NEGÓCIOS COMERCIAIS
E CONSULARES.

1ª Repartição.

SENHOR MINISTRO,

Por nota datada de hoje dignou-se V. Exa comunicar-me que o Governo dos Paizes-Baixos aprova a prorrogação por um ano, a partir de 1 de Setembro próximo, do *modus vivendi* comercial entre Portugal e os Paizes-Baixos, assinado em Lisboa, a 27 de Agosto de 1924, com as modificações estipuladas nas notas trocadas entre V. Exa e o Snr. Dr. Bettencourt Rodrigues em 5 de Agosto de 1926.

Em resposta, tenho a honra de participar a V. Exa, que o Governo da Republica aprova a prorrogação do Acôrdo, com as adições convencionadas em 1926, por um ano, de 1 de Setembro próximo a 31 de Agosto de 1931. O Governo Portuguez considera celebrado o Acôrdo pela presente nota e pela correspondente nota de V. Exa.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Exa os protestos da minha alta consideração.

Snr. Jonkheer H. M. van Haersma de With,
etc., etc., etc.

Fernando Augusto BRANCO.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION
DES AFFAIRES COMMERCIALES ET
CONSULAIRES.

Premier Bureau.

LISBONNE, le 5 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

DIRECTORATE OF COMMERCIAL
AND CONSULAR AFFAIRS.

Office I.

LISBON, June 5, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By your note of to-day's date Your Excellency was so good as to inform me that the Govern-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des Pays-Bas accepte de proroger, à partir du 1^{er} septembre prochain et pour une période d'un an, le *modus vivendi* commercial entre le Portugal et les Pays-Bas, signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par les notes échangées entre Votre Excellence et M. le Dr Bettencourt Rodrigues, le 5 août 1926.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République approuve la prorogation de cet accord, avec les additions qui y ont été apportées en 1926, pour une période d'un an, c'est-à-dire, à partir du 1^{er} septembre prochain jusqu'au 31 août 1931. Le Gouvernement portugais considère cet accord comme conclu par la présente note et par la note concordante de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Fernando Augusto BRANCO.

Monsieur le Jonhkeer
H. M. van Haersma de With,
etc., etc.

ment of the Netherlands agrees to the extension for one year as from September 1st next of the commercial *modus vivendi* between Portugal and the Netherlands signed at Lisbon on August 27, 1924, as modified by the notes exchanged between Your Excellency and Dr. Bettencourt Rodrigues on August 5, 1926.

I reply I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic approves the extension of the commercial *modus vivendi*, including additions thereto agreed upon in 1926, for one year, *i. e.*, from September 1st next to August 31, 1931. The Portuguese Government regards this agreement as being concluded by the present note and by the note from Your Excellency corresponding thereto.

I have the honour etc.

(Signed) Fernando Augusto BRANCO.

Monsieur le Jonhkeer
H. M. van Haersma de With,
etc., etc.

N^o 944. — RÈGLEMENT¹ RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES PATENTES DE BATELIERS DU RHIN, DU 14 DÉCEMBRE 1922.

AMENDEMENT² AU RÈGLEMENT CI-DESSUS, PAR DÉCRET ROYAL DU 30 JUIN 1930.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 23 août 1930.

No. 944. — REGULATIONS¹ CONCERNING THE GRANTING OF RHINE NAVIGATION CERTIFICATES, OF DECEMBER 14, 1922.

AMENDMENT² TO THE ABOVE REGULATIONS, BY ROYAL DECREE OF JUNE 30, 1930.

Communicated by The Netherlands Minister at Berne, August 23, 1930.

¹ Vol. XXXVII, page 9; et vol. XLV, page 171, de ce recueil.

² Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1930.

¹ Vol. XXXVII, page 9; and Vol. XLV, page 171, of this Series.

² These provisions entered into force July 1st, 1930.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Artikel 1.

Aan Artikel 1 van het Reglement, bekrachtigd bij Ons besluit van 30 December 1924 (*Staatsblad* N^o 617), betreffende het verlenen van patenten voor Rijnschippers, wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

Voor hen, die een patent wenschen te verkrijgen voor het op het riviervak *Bazel—Straatsburg* voeren van een vaartuig van de soort, die het kanaal van de Rhône naar den Rijn bevaren, zal het in den loop van de twee aan de aanvraag van het patent voorafgaande jaren volbracht hebben van vier en twintig stroomafwaartsche reizen op dit riviervak worden gelijkgesteld met den in het vorige lid bedoelden voorbereidingstijd.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking op 1 Juli 1930.

Onze Ministers van Waterstaat en van Buitenlandsche Zaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit, dat in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en waarvan afschrift zal worden gezonden aan den Raad van State.

FINSE, den 30sten Juni 1930.

WILHELMINA.

De Minister van Waterstaat,

P. J. Reymer.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Beelaerts van Blokland.

Uitgegeven den een en twintigsten Juli 1930.

De Minister van Justitie,

J. Donner.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Article premier.

Article 1.

L'article premier du Règlement du 14 décembre 1922 (Journal officiel N^o 617) relatif à la délivrance des patentes de batelier du Rhin est complété par un alinéa ainsi conçu :

Article 1 of the Regulations of December 14, 1922, (Legal Gazette No. 617), concerning the issue of Rhine boatmen's licences, is hereby supplemented by the following paragraph :

« Pour les candidats à l'obtention d'une patente permettant de conduire sur la section Bâle-Strasbourg des bateaux de la catégorie de ceux qui circulent sur le canal du Rhône au Rhin, est considéré comme

“ Boatmen applying for a licence to navigate, on the Bâle-Strasburg section, boats of the class employed on the Rhone-Rhine canal shall be deemed to have completed twelve months' probationary service on the

¹ Traduction du Gouvernement néerlandais.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Netherlands Government.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

équivalent au stage de douze mois de service effectif sur le Rhin, visé ci-dessus, le fait d'avoir, au cours des deux années précédant la demande de patente, parcouru vingt-quatre fois à la descente ladite section. »

Article 2.

Cette disposition entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1930.

Rhine, as mentioned above, if, during the two years previous to submitting their application, they have made twenty-four trips downstream over the said section. ”

Article 2.

The present provision shall come into force on July 1, 1930.

N^o 1391. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A BERNE, LE 14 JUILLET 1926.

No. 1391. — TREATY¹ OF COMMERCE BETWEEN SWITZERLAND AND GERMANY. SIGNED AT BERNE, JULY 14, 1926.

ECHANGE DE NOTES² AMENDANT LE TRAITÉ CI-DESSUS, AVEC PROTOCOLE, SIGNÉS A BERNE, LE 13 NOVEMBRE 1929.

EXCHANGE OF NOTES² AMENDING THE ABOVE TREATY, WITH PROTOCOL, SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 13, 1929.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 22 août 1930.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 22, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.
B 1468.

EIDGENÖSSISCHES
VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

BERN, den 13. November 1929.

BERN, den 13. November 1929.

HERR BUNDES RAT !

HERR MINISTER !

Im Namen meiner Regierung beehre ich mich, zu bestätigen, dass bei den zwischen der Deutschen und der Schweizerischen Regierung kürzlich stattgehabten Besprechungen wegen der deutschen Aluminiumzölle über nachstehendes Einverständnis erzielt worden ist :

Die Ziffer 4 der Zusatzbestimmungen (Anlage D) zu Artikel 6 des Handelsvertrags zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz

Im Namen meiner Regierung beehre ich mich, Ihnen zu bestätigen, dass bei den zwischen der Schweizerischen und der Deutschen Regierung kürzlich stattgehabten Besprechungen wegen der deutschen Aluminiumzölle über nachstehendes Einverständnis erzielt worden ist :

Die Ziffer 4 der Zusatzbestimmungen (Anlage D) zu Artikel 6 des Handelsvertrages zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche

¹ Vol. LIX, page 87, de ce recueil.

² La ratification du Gouvernement allemand a été notifiée à la Légation de Suisse à Berlin, le 31 décembre 1929.

¹ Vol. LIX, page 87, of this Series.

² The ratification by the German Government was notified to the Swiss Legation at Berlin, December 31, 1929.

vom 14. Juli 1926 wird durch folgende Vereinbarung ersetzt :

Im Falle der Einführung eines Zolles für die Nr. 844 (Aluminium in rohem Zustand [in Blöcken, Barren, Masseln, Körnern], auch in Plattenform gegossen) oder der Erhöhung des Zolles der Nr. 845 (Aluminium, geschmiedet oder gewalzt, in Stangen, Blechen, Tafeln oder dergleichen ; auch Formgusstücke in unbearbeitetem Zustande) des deutschen Tarifs wird die Deutsche Regierung die Spanne zwischen dem deutschen Zollsatz für Rohaluminium der Nr. 844 und dem Zollsatz für Aluminiumhalbfabrikate der Nr. 845 nicht grösser festsetzen, als sie für die gleichen Waren in den Nummern, 862, 863 *a* und 863 *b* des derzeitigen schweizerischen Zolltarifs vorgesehen ist.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich fernerhin, für Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen, sofern sie nicht mehr als 55 % Aluminium enthalten, keinen höheren Zoll als 1 RM per dz festzusetzen.

Diese Vereinbarung tritt am 14. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Bundesrat, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Adolf MÜLLER.

An
Herrn Bundesrat Edmund Schulthess,
Chef des Eidgenössischen
Volkswirtschaftsdepartements,
Bern.

vom 14. Juli 1926 wird durch folgende Vereinbarung ersetzt :

Im Falle der Einführung eines Zolles für die Nr. 844 (Aluminium in rohem Zustand [in Blöcken, Barren, Masseln, Körnern], auch in Plattenform gegossen) oder der Erhöhung des Zolles der Nr. 845 (Aluminium geschmiedet oder gewalzt, in Stangen, Blechen, Tafeln oder dergleichen ; auch Formgusstücke in unbearbeitetem Zustande) des deutschen Tarifs wird die Deutsche Regierung die Spanne zwischen dem deutschen Zollsatz für Rohaluminium der Nr. 844 und dem Zollsatz für Aluminiumhalbfabrikate der Nr. 845 nicht grösser festsetzen, als sie für die gleichen Waren in den Nrn. 862, 863 *a* und 863 *b* des derzeitigen schweizerischen Zolltarifs vorgesehen ist.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich fernerhin, für Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen, sofern sie nicht mehr als 55 % Aluminium enthalten, keinen höheren Zoll als 1 Mk per q festzusetzen.

Diese Vereinbarung tritt am 14. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

*Eidgenössisches
Volkswirtschafts-Departement*

Im Auftrage

STUCKI.

Herrn Minister
Dr. Adolf Müller,
Deutschen Gesandten,
Bern.

PROTOKOLL

Bei den Verhandlungen, die zu dem heute erfolgten Notenwechsel zwischen dem Deutschen Gesandten und dem Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements geführt haben, sind folgende Erklärungen abgegeben worden :

1. Zur Frage der Behandlung der Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen wird deutscherseits erklärt : Sollten in Zukunft in der Schweiz Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen hergestellt werden, die einen höhern Gehalt an Aluminium als 55 % aufweisen, so ist die Deutsche Regierung bereit, diesen Erzeugnissen, soweit sie für Desoxydationszwecke bei der Eisen- und Stahlgewinnung Verwendung finden werden,

die gleiche Behandlung zuteil werden zu lassen, wie sie in dem Notenwechsel vom heutigen Tage für Ferrosilizium-Aluminium-Legierungen mit einem geringern Aluminiumgehalt vorgesehen ist.

2. Zur Frage der Bindung der Spanne zwischen Rohaluminium und Aluminiumhalb-fabrikate wird schweizerischerseits erklärt, dass diese Bindung sich nicht auf Aluminium-pulver bezieht.

BERN, den 13. November 1929.

Adolf MÜLLER.

*Eidgenössisches
Volkswirtschafts-Departement,
Im Auftrage
STUCKI.*

¹ TRADUCTIONS.

I.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

(B. 1468.)

BERNE, le 13 novembre 1929.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous confirmer l'accord ci-après, intervenu à la suite des récentes négociations entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement helvétique concernant les droits de douane allemands sur l'aluminium.

Le paragraphe 4 des dispositions additionnelles (annexe D) ad article 6 du Traité de commerce du 14 juillet 1926 entre l'Allemagne et la Suisse est remplacé par l'accord ci-après :

Au cas où les articles visés au N° 844 du tarif douanier allemand (aluminium à l'état brut (en blocs, barres, massiaux, grains, même coulé en forme de plaques) seraient frappés d'un droit de douane, ou encore au cas où le droit frappant les articles visés au N° 845 du même tarif (aluminium forgé ou laminé, en tiges, feuilles, planches, etc.; pièces de moulage fondues à l'état brut) serait majoré, le Gouvernement allemand s'engage à fixer les taux de telle façon que la marge entre le droit allemand applicable à l'aluminium brut N° 844 et le droit applicable aux articles d'aluminium semi-ouvrés du

¹ TRANSLATIONS.

I.

GERMAN LEGATION.

(B. 1468.)

BERNE, November 13, 1929.

SIR,

I am instructed by my Government to confirm the following agreement which has been reached as a result of recent negotiations between the German and Swiss Governments concerning German Customs duties on aluminium.

No. 4. of the Additional Clauses (Annex D) ad Article 6 of the Commercial Treaty dated July 14, 1926, between Germany and Switzerland shall be replaced by the following agreement :

In the event of the articles referred to in No. 844 of the German Customs Tariff (aluminium crude in blocks, bars, ingots, etc.; also cast in slabs) being made dutiable, or in the event of the duty on the articles referred to in No. 845 of the said tariff (aluminium, hammered or rolled, in bars, plates, sheets, or the like; also shaped castings in an unworked condition) being increased, the German Government undertakes to fix the rates so that the margin between the German duty on crude aluminium under No. 844 and the duty on semi-manufactured aluminium

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 845, se soit pas supérieure à celle qui est prévue pour les mêmes articles aux Nos 862, 863 *a*) et 863 *b*) du tarif douanier suisse actuel.

En outre, le Gouvernement allemand s'engage à ne pas frapper d'un droit supérieur à 1 RM par 100 kg. les alliages ferrosilicium-aluminium s'ils ne contiennent pas plus de 55% d'aluminium.

Le présent accord entrera en vigueur quatorze jours après le jour de la remise de l'instrument de ratification allemand à la légation helvétique de Berlin.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Dr Adolph MÜLLER.

A Monsieur le Conseiller fédéral
Edmund Schulthess,
Chef du Département fédéral
de l'Economie publique,
Berne.

II.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE.

BERNE, le 13 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous confirmer l'accord ci-après, intervenu à la suite des récentes négociations entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement helvétique concernant les droits de douane allemands sur l'aluminium.

Le paragraphe 4 des dispositions additionnelles (annexe D) ad article 6 du Traité de commerce du 14 juillet 1926 entre l'Allemagne et la Suisse, est remplacé par l'accord ci-après :

Au cas où les articles visés au n° 844 du tarif douanier allemand (aluminium à l'état brut — en blocs, barres, massiaux, grains — même coulé en forme de plaques) seraient frappés d'un droit de douane, ou encore au cas où le droit frappant les articles visés au n° 845 du même tarif (aluminium forgé ou laminé, en tiges, feuilles, planches, etc.;

articles under No. 845 is not greater than that provided for the same articles in Nos. 862, 863 *(a)* and 863 *(b)* of the Swiss Customs tariff now in force.

Furthermore, the German Government undertakes not to impose a duty higher than 1 Reichsmark per 100 kg. on ferrosilicium-aluminium alloys, provided that their aluminium content does not exceed 55%.

The present agreement shall come into force on the fourteenth day after the date of the delivery of the German instrument of ratification to the Swiss Legation at Berlin.

I have the honour to be, etc.

Adolf MÜLLER.

M. Edmund Schulthess,
Federal Councillor,
Head of the Federal
Department of Public Economy,
Berne.

II.

FEDERAL ECONOMIC
DEPARTMENT.

BERNE, November 13, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In am instructed by my Government to confirm the following agreement which has been reached as a result of recent negotiations between the Swiss and German Governments concerning German Customs duties on aluminium.

No. 4. of the Additional Clauses (Annex D) ad Article 6 of the Commercial Treaty dated July 14, 1926, between Switzerland and Germany shall be replaced by the following agreement :

In the event of the articles referred to in No. 844 of the German Customs Tariff (aluminium crude in blocks, bars, ingots, etc.; also cast in slabs) being made dutiable, or in the event of the duty on the articles referred to in No. 845 of the said tariff (aluminium, hammered or rolled, in bars, plates, sheets, or the like; also

pièces de moulage fondues à l'état brut) serait majoré, le Gouvernement allemand s'engage à fixer les taux de telle façon que la marge entre le droit allemand applicable à l'aluminium brut du n° 844 et le droit applicable aux articles d'aluminium semi-ouvrés du n° 845, ne soit pas supérieure à celle qui est prévue pour les mêmes articles aux nos 862, 863 *a*) et 863 *b*) du tarif douanier suisse actuel.

En outre, le Gouvernement allemand s'engage à ne pas frapper d'un droit supérieur à 1 RM par 100 kg. les alliages ferro-silicium-aluminium s'ils ne contiennent pas plus de 55% d'aluminium.

Le présent accord entrera en vigueur quatorze jours après le jour de la remise de l'instrument de ratification allemand à la légation helvétique de Berlin.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

*Département fédéral
de l'économie publique.*

Par ordre :
STUCKI.

A Monsieur le
Dr. Adolf Muller,
Ministre d'Allemagne
à Berne.

PROTOCOLE

Lors des négociations qui ont abouti à l'échange de notes intervenu ce jour entre le Ministre d'Allemagne à Berne et le chef du Département fédéral de l'économie publique, les déclarations suivantes ont été faites :

1° En ce qui concerne le régime des alliages ferro-silicium-aluminium, l'Allemagne déclare :

S'il arrivait par la suite que l'on produisît en Suisse des alliages ferro-silicium-aluminium dont la teneur en aluminium fût supérieure à 55%, le Gouvernement allemand est disposé, dans la mesure où ces produits seront utilisés pour la désoxydation

shaped castings in an unworked condition) being increased, the German Government undertakes to fix the rates so that the margin between the German duty on crude aluminium under No. 844 and the duty on semi-manufactured aluminium articles under No. 845 is not greater than that provided for the same articles in Nos. 862 863 *(a)* and 863 *(b)* of the Swiss Customs tariff now in force.

Furthermore, the German Government undertakes not to impose a duty higher than 1 Reichsmark per 100 kg. on ferro-silicium-aluminium alloys, provided that their aluminium content does not exceed 55%.

The present agreement shall come into force on the fourteenth day after the date of the delivery of the German instrument of ratification to the Swiss Legation at Berlin.

I have the honour to be, etc.

Federal Economic Department.

By order :
STUCKI.

Dr. Adolf Muller,
German Minister,
Berne.

PROTOCOL

In the course of the negotiations resulting in the exchange of notes effected this day between the German Minister at Berne and the Head of the Federal Economic Department, the following statements were made :

1. With reference to the treatment given to ferro-silicium-aluminium alloys Germany made the following statement : In the event of ferro-silicium-aluminium alloys having an aluminium content exceeding 55% being hereafter manufactured in Switzerland, the German Government is prepared to accord to these products the same treatment as is provided for in the

dans la fabrication du fer et de l'acier, à leur accorder le même régime que celui qui est prévu dans l'échange de notes de ce jour pour les alliages ferro-silicium-aluminium ayant une teneur moindre en aluminium.

2° En ce qui concerne la consolidation de la marge des droits entre l'aluminium brut et les articles d'aluminium semi-ouvrés, la Suisse déclare que cette consolidation ne s'applique pas à la poudre d'aluminium.

BERNE, le 13 novembre 1929.

D^r Adolph MULLER.

*Département fédéral
de l'économie publique.*

Par ordre :

STUCKI.

notes exchanged this day in respect of ferro-silicium-aluminium alloys having a smaller aluminium content, provided that the aforesaid alloys are used for deoxidisation in the manufacture of iron and steel.

2. With reference to the consolidation of the margin between the duties on crude aluminium and semi-manufactured aluminium articles, Switzerland states that the said consolidation shall not apply to aluminium powder.

BERNE, November 13, 1929.

Dr Adolf MULLER.

*Federal Department
of Public Economy.*

By order :

STUCKI.

N^o 1414. — CONVENTION RELATIVE ¹ A L'ESCLAVAGE, SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

RATIFICATIONS

GRÈCE 4 juillet 1930.
POLOGNE... .. 17 septembre 1930.

ADHÉSION

ETAT LIBRE
D'IRLANDE 18 juillet 1930.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION ¹ SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25, 1926.

RATIFICATIONS.

GREECE... .. July 4, 1930.
POLAND... .. September 17, 1930.

ACCESSION.

IRISH FREE
STATE.. July 18, 1930.

¹ Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; et Vol. XCVI, page 192, de ce recueil.

¹ Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; and Vol. XCVI, page 192, of this Series.

No. 1425. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE, AND ACCOMPANYING DECLARATION. SIGNED AT LONDON, JULY 16, 1926.

N° 1425. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. SIGNÉS A LONDRES, LE 16 JUILLET 1926.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE ABOVE TREATY TO JAMAICA, TURKS AND CAICOS ISLANDS AND CAYMAN ISLANDS. ATHENS, MARCH 24 AND 31, 1930.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DU TRAITÉ CI-DESSUS A LA JAMAÏQUE, AUX ILES TURQUES ET CAÏQUES ET AUX ILES CAÏMAN. ATHÈNES, LES 24 ET 31 MARS 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 30 mai 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

BRITISH LEGATION,
ATHENS.

No. 71.
(140/5/30.)

ATHENS, *March 24th*, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice to Your Excellency, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed on the 16th July, 1926, of the desire of His Britannic Majesty that the provisions of the said Treaty shall apply to the Colony of Jamaica, the Turks and Caicos Islands and Cayman Islands.

LÉGATION DE
GRANDE-BRETAGNE.

N° 71.
(140/5/30.)

ATHÈNES, *le 24 mars* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de vous notifier, conformément aux dispositions de l'article 30 du Traité de commerce et de navigation, conclu entre le Royaume-Uni et la Grèce, le 16 juillet 1926, le désir de Sa Majesté de voir les dispositions dudit traité s'appliquer à la Colonie de la Jamaïque, aux Iles Turk et Caïques et aux Iles Cayman.

¹ Vol. LXI, page 15 ; vol. LXIII, page 428 ; vol. LXXXIII, page 417 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; et Vol. XCVI, page 192, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXI, page 15 ; Vol. LXIII, page 428 ; Vol. LXXXIII, page 417 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; and Vol. XCVI, page 192, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. I have the honour to request that I may be furnished in due course with a formal acknowledgment of this notification.

3. I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency, the assurance of my highest consideration.

Patrick RAMSAY.

His Excellency,
Monsieur Michalakopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 12481

Athènes, le 31 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre N^o 71, en date du 24 de ce mois, par laquelle elle a bien voulu me faire part du désir de Sa Majesté britannique, conformément à l'article 30 du Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé le 16 juillet 1926, de voir appliquer les clauses du susdit traité à la Colonie de Jamaïca aux Iles Turks et Caicos et aux Iles Cayman.

J'ai l'honneur de prendre acte, au nom du Gouvernement hellénique, de cette communication, et de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

A. MICHALAKOPOULOS.

Son Excellence
the Honourable P.W.M. Ramsay,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.
En ville.

2. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir en temps utile, m'accuser officiellement réception de cette notification.

3. Je saisis cette occasion, etc.

Patrick RAMSAY.

Son Excellence
Monsieur Michalakopoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

No. 12481.

ATHENS, March 31, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's letter No. 71 dated the 24th instant, in which you give me notice, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom, signed on July 16, 1926, of the desire of His Britannic Majesty that the provisions of the said Treaty shall apply to the Colony of Jamaica, the Turks and Caicos Islands and Cayman Islands.

I have the honour, on behalf of the Greek Government, to acknowledge this communication and avail myself of this opportunity, etc.

A. MICHALAKOPOULOS.

His Excellency,
the Honourable P.W.M. Ramsay,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
of His Britannic Majesty,
etc., etc., etc.
Athens.

No. 1512. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND MASCAT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19, 1891. SIGNED AT MASCATE, FEBRUARY 11, 1927.

N^o 1512. — ACCORD¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE PROLONGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1930, THE ABOVE TREATY OF MARCH 19, 1891. MASCATE, FEBRUARY 11, 1930.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1930, LE TRAITÉ DU 19 MARS 1891 SUSMENTIONNÉ. MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juin 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 19, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows: — That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Maskat signed on the eighth day of Shaban 1308-H. corresponding to the 19th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Sayid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1930, corresponding to the 11th Ramathan 1348-H. unless a suitable Treaty, by agreement between His

NOTE

Nous, soussignés, sommes convenus de ce qui suit: Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre la Grande-Bretagne et Mascate, et signé le huitième jour de Châban de l'an 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prolongé par le présent écrit, nonobstant toute correspondance échangée entre feu Son Altesse Sayid Faïsal bin Turki et le Glorieux Gouvernement britannique, au sujet de la revision de ce traité. Il restera en vigueur pendant une période d'un an à partir de ce onzième jour de février 1930, correspondant au 11 Ramadan de l'an 1348 de l'Hégire, à moins qu'un traité approprié, conclu entre Son Altesse

¹ Vol. V, page 59; vol. VIII, page 261; vol. X, page 459; vol. XVII, page 163; vol. XXV, page 387; vol. XXXV, page 233; vol. LVII, page 13; vol. LXIV, page 397; vol. LXXXIII, page 440; et vol. XCVI, page 194, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. V, page 59; Vol. VIII, page 261; Vol. X, page 459; Vol. XVII, page 163; Vol. XXV, page 387; Vol. XXXV, page 233; Vol. LVII, page 13; Vol. LXIV, page 397; Vol. LXXXIII, page 440; and Vol. XCVI, page 194, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Highness the Sultan of Maskat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Maskat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notice given by His Majesty's Representative at Maskat in his letter No. 6 dated 3rd December 1923.

In confirmation thereof, we that is, Saiyid Said bin Taimur, Mr. B. S. Thomas, O.B.E., and Haji Zuber bin Ali, Members of the Council of State, Maskat, on behalf of His Highness Sayid Sir Taimur bin Faisal, K.C.I.E., C.S.I., Sultan of Maskat and Oman, and I, Major G. P. Murphy, I.A., duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government have signed this writing and eight copies and have affixed our seals thereto.

Done at Maskat this eleventh day of February 1930 corresponding to 11th Ramathan 1348-H.

G.P. MURPHY.
Major,
Political Agent, Maskat.

le Sultan de Mascate et d'Oman et le Glorieux Gouvernement britannique, ne soit substitué à l'ancien traité susmentionné. Il est également entendu que le Dominion du Canada et l'Etat libre d'Irlande auront la faculté, en tout temps, de cesser d'être parties audit traité, moyennant avis à cet effet, notifié par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie a cessé d'être partie au traité ci-dessus mentionné, en vertu de l'avis notifié par le Représentant de Sa Majesté à Mascate, dans sa lettre N° 6, en date du 3 décembre 1923.

En foi de quoi, nous, Saiyid Saïd bin Timour, Mr. B.S. Thomas, O.B.E., et Hadji Zuber bin Ali, membres du Conseil d'Etat de Mascate, au nom de Son Altesse Saiyid Sir Taimour bin Faisal, K.C.I.E., C.S.I., Sultan de Mascate et d'Oman, et nous, Major G. P. Murphy, I.A., agent dûment autorisé à cet effet, au nom du Glorieux Gouvernement britannique, avons signé le présent écrit, ainsi que huit copies, et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Mascate, ce onzième jour de février 1930, correspondant au 11 Ramadan de l'an 1348 de l'Hégire.

(Signé) G.P. MURPHY.
Major,
Agent politique, Mascate.

(Signé) SAID BIN TIMOUR.
(Signé) B.S. THOMAS.
(Signé) ZUBER BIN ALI.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

لوحه

عن المضمون اذناه انفضنا على ما ياتي:- ان المعاهدة الرواوية التجاريد فيما يخص باسناد الفرض الجويه الكاسه بين بريطانيا العظمى ومقط المضاه في يوم ثامن من شعبان ١٢٥٨هـ مطابق ١٩ مارس ١٩٤٥هـ عر طول هذا الخبر ولوقدهم في الماضي من الخطابات كلها وبعضها بين المرحوم سواديد فضل بن تركي والدولة الفخمة البريطانية في امر اعلام لتحديد تلك المعاهدة ناهما لا تزال معروفة عليها لمدة سنة ولحده من اليم احدى عشر فيروي سنة الموافق ١١ رمضان ١٢٤٨هـ الا اذا صارت معاهدة مناسبة باتفاق خصه معاذة بظان منقط وكان والدولة الفخمة البريطانية لتكون بدلا عن تلك المعاهدة القديمة المذكورة ويكون ايضا من المفهوم ان تسمى المملكة كندا وولاية ايرلندا الحرة ان تنفصل عن المعاهدة المذكورة في اي وقت ما عدا اعلان من مندوب جلالة الملك منقط وكذلك من المفهوم ان حكومة استراليا الحرة قد انفصلت عن الدخول في المعاهدة المذكورة بموجب الاعلان المطبوع من قبل مندوب جلالة الملك منقط في كتابه عدد ٦ المورخ ٣ ديسمبر ١٩٢٤م

فصل ايضا لذلك نحن يعني السيد سعيد بن تيمورستور في اس تامس - اريبي - في الحاج زبير بن علي اعصاب المجلس الحكوم منقط عن السيد تيمورستور في اس تامس - اريبي - في اس تامس - سلطان منقط وعمان وانا منجز في مرفي - آي - آي - وكل منصوص في هذا الخصوص من طرف الدولة الفخمة البريطانية قد ايضا هذا الخبر وثمان

سنوات وراحتناها بخواتمنا -

جرى في منقط يوم ١١ فبراير ١٩٤٥هـ مطابق ١١ رمضان ١٢٤٨هـ

سعيد بن تيمورستور
 في اس تامس
 ١٢٥٥



No. 1517. — SUPPLEMENTARY¹ CONVENTION TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF APRIL 3, 1911, BETWEEN GREAT BRITAIN AND JAPAN. SIGNED AT LONDON, JULY 30, 1925.

N^o 1517. — CONVENTION¹ COMPLÉMENTAIRE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 3 AVRIL 1911 ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE JAPON. SIGNÉE A LONDRES, LE 30 JUILLET 1925.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE ABOVE CONVENTION TO SEYCHELLES. TOKYO, AUGUST 5 AND 14, 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS AUX ILES SEYCHELLES. TOKYO, LES 5 ET 14 AOUT 1929.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 30 mai 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 138.

TOKYO, August 5, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my Note No. 89 of June 7, I have the honour, under instructions from my Government, to inform Your Excellency that it is desired that the modifications of the Anglo-Japanese Commercial Treaty of 1911, made by the Supplementary Convention of 1925, shall be made applicable, under Article 4 of the latter Convention, to the Seychelles.

2. I should be grateful if Your Excellency would inform me in due course as to the date upon which this application may be regarded as taking place.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) P. BROAD,
For His Majesty's Ambassador.

His Excellency,
Baron Kijuro Shidehara,
H. I. J. M. Minister
for Foreign Affairs.

¹ Vol. LXV, page 29; et vol. XCVI, page 197, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 138.

TOKIO, le 5 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à ma note N^o 89 du 7 juin, et d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement britannique désire que les modifications apportées par la Convention complémentaire de 1925 au Traité de commerce conclu en 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon soient rendues applicables, en vertu de l'article 4 de ladite convention, aux Iles Seychelles.

2. Je vous serais vivement obligé de bien vouloir m'informer en temps utile de la date à laquelle les modifications en question pourront être considérées comme étant devenues applicables aux Iles Seychelles.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) P. BROAD.
Pour l'Ambassadeur de Sa Majesté.

Son Excellence
le Baron Kijuro Shidehara,
Ministre des Affaires étrangères
de Sa Majesté l'Empereur du Japon.

¹ Vol. LXV, page 29; and Vol. XCVI, page 197, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

Le 14 août 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 5 courant, par laquelle vous avez bien voulu m'informer, d'ordre du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, que le Gouvernement britannique désire que les modifications apportées par la Convention complémentaire de 1925 au Traité de commerce et de navigation conclu en 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon, s'appliquent, conformément à l'article 4, de ladite convention complémentaire, aux Iles Seychelles.

En outre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je crois comprendre que l'application du traité aux Iles Seychelles doit prendre effet à partir du 5 août, date à laquelle vous m'avez adressé une notification à ce sujet

Je saisis cette occasion, etc.,

(Signé) Kijuro SHIDEHARA.
(Baron M. F. A.).

Son Excellence
Sir John Tilley,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
Tokio.

I TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

No. 140.

AUGUST 14, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of the 5th instant in which you inform me, under instructions from His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, that it is desired that the modifications of the Anglo-Japanese Treaty of Commerce and Navigation of 1911, as made by the Supplementary Convention of 1925, shall apply, in accordance with Article 4 of the said Supplementary Convention, to the Seychelles.

Further, I have the honour to inform Your Excellency that I understand that the application of the Treaty to the Seychelles should take effect from August 5th, the date on which Your Excellency notified me of it.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Kijuro SHIDEHARA.
(Baron M. F. A.).

His Excellency,
Sir John Tilley,
British Ambassador,
Tokyo.

No 1539. — CONVENTION² RELATIVE AU JAUGEAGE DES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE. SIGNÉE A PARIS, LE 27 NOVEMBRE 1925.

RATIFICATION

Dépôt :
POLOGNE 16 juin 1930.

¹ Traduction du Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
² Vol. LXVII, page 63 ; vol. LXXXIII, page 443 ; et vol. XCVI, page 201, de ce recueil.

No. 1539. — CONVENTION² REGARDING THE MEASUREMENT OF VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 27, 1925.

RATIFICATION.

Deposit :
POLAND June 16, 1930.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Vol. LXVII, page 63 ; Vol. LXXXIII, page 443 ; and Vol. XCVI, page 201, of this Series.

ADHÉSION

VILLE LIBRE DE DANTZIG (par l'intermédiaire de la Pologne) 23 juillet 1930.

N^o 1607. — ACCORD ¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES DE GUERRE DU GOUVERNEMENT SERBE-CROATE-SLOVÈNE ENVERS LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE. SIGNÉ A LONDRES, LE 9 AOUT 1927.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations, le 12 juin 1930.

N^o 1697. — CONVENTION ² COMMERCIALE ENTRE LA HONGRIE ET LA TURQUIE, SIGNÉE A ANGORA, LE 20 DÉCEMBRE 1926.

DÉNONCIATION PAR LA TURQUIE, LE 26 SEPTEMBRE 1929, EFFECTIVE A PARTIR DU 26 MARS 1930.

Communiquée par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations, le 25 juillet 1930.

ACCESSION.

FREE CITY OF DANTZIG (though the intermediary of Poland), July 23, 1930.

No. 1607. — AGREEMENT ¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, FOR THE SETTLEMENT OF THE WAR DEBT OF THE SERB-CROAT-SLOVENE GOVERNMENT TO HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN. SIGNED AT LONDON, AUGUST 9, 1927.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, June 12, 1930.

No. 1697. — COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN HUNGARY AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, DECEMBER 20, 1926.

DENUNCIATION BY TURKEY, SEPTEMBER 26, 1929, EFFECTIVE AS FROM MARCH 26, 1930.

Communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, July 25, 1930.

¹ Vol. LXIX, page 255, de ce recueil.

² Vol. LXXII, page 255, de ce recueil.

¹ Vol. LXIX, page 255, of this Series.

² Vol. LXXII, page 255, of this Series.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1726. — TRATADO ¹ DE LIMITES Y LIBRE NAVIGACIÓN FLUVIAL ENTRE COLOMBIA Y EL PERU. FIRMADO EN LIMA, EL 24 DE MARZO DE 1922.

ACTAS N^{os} 4 Y 6 DE LA COMISION MIXTA DEMARCADORA DE LOS LIMITES ENTRE COLOMBIA Y EL PERU. IQUITOS, EL 11 DE NOVIEMBRE DE 1929, Y EL 14 DE MARZO DE 1930.

Communiqué par le Ministre de Colombie à Berne, le 2 septembre 1930. *Communicated by the Colombian Minister at Berne, September 2, 1930.*

ACTA NUMERO 4.

(Presidencia del señor Doctor Don Daniel Ortega Ricaurte.)

En la ciudad de Iquitos, sede de la Comisión Mixta, a los once días del mes de noviembre de mil novecientos veintinueve, siendo Presidente de la República de Colombia el Excelentísimo señor Doctor Don Miguel ABADÍA MÉNDEZ y Presidente de la República del Perú el Excelentísimo Señor Don Augusto B. Leguía ; reunidos en conferencia por parte de LA REPÚBLICA DE COLOMBIA, los señores ingenieros, Doctor Don Daniel Ortega RICAURTE, Jefe ; Doctor Don Gustavo TÉLLEZ y Doctor Don Umberto BRUNO, Adjuntos y el Señor Doctor Don Segundo SÁNCHEZ U., Secretario ; y por parte de LA REPÚBLICA DEL PERÚ : los señores Coronel Don Roberto LÓPEZ, Jefe ; Capitán Don Manuel Cossio, y Teniente de Ingerieros Don Francisco Cebreros PÉREZ, Ayudantes ; Tenientes Don José Víctor TENORIO y Don Benjamín Vega SEMINARIO, Auxiliares y Don Ontaré R. BARBA, Secretario. El Capitán de Ingenieros Don Bernardo Dianderas SEGURA, miembro de la Comisión, se halla ausente.

El Jefe de la Comisión Peruana expresó que habiéndose ejecutado los trabajos de señalación y amojonamiento a que se refiere el Tratado de Límites de 24 de marzo de 1922, en el ambiente de mayor cordialidad entre ambas Comisiones, faltando apenas el amojonamiento de la línea Yaguas-Atacuari, cuyo programa de ejecución está de acuerdo entre ambos Jefes, hace en representación de su país, la entrega en forma absoluta y definitiva a la soberanía de la República de Colombia, de todo el territorio que comprende la margen izquierda del río Putumayo, a partir del punto que señala el Meridiano de la boca del río Cuhimbé o Coembí hacia el oriente, hasta el límite entre el Perú y el Brasil, establecido en el Tratado Perú-Brasileño de 23 de octubre de 1851 ; así como la superficie de territorio que abarca el trapecio amazónico circunscrito por los lados siguientes : al Norte la margen derecha del Putumyo desde la confluencia del río Yaguas hasta la frontera con el Brasil ; al Sur la margen izquierda del Amazonas desde la confluencia del río Atacuari en el Amazonas hasta la quebrada de San Antonio, límite con el Brasil ; al Este la línea Apaporis-Tabatinga, frontera con el Brasil ; al Oeste la línea Yaguas-Atacuari trazada en forma tal que el curso íntegro de los ríos Yaguas y Atacuari quede en territorio peruano, cuyo detalle de ejecución incumbe a las Subcomisiones Mixtas respectivas, de acuerdo con lo resuelto por ambas Cancillerías en la entrevista del 9 de octubre del presente año. También propone, de acuerdo con la facultad que le concede el artículo 3º del Tratado, fijar como línea de frontera en el río Putumayo el álveo mismo de este río en lugar del thalweg, debiendo formar parte integrante de cada país las islas adyacentes a las respectivas márgenes.

El Jefe de la Comisión Colombiana declaró que reconoce la propiedad y que hace en representación de su país la entrega en forma absoluta y definitiva a la soberanía de la República del Perú, de todos los territorios comprendidos entre la margen derecha del río Putumayo hacia el

¹ Vol. LXXIV, page 9, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 9, of this Series.

Oriente de la boca del río Cuhimbé o Coembí y la línea establecida y amojonada como frontera entre Colombia y el Ecuador en las hoyas del Putumayo y del Napo, en virtud del Tratado de Límites celebrado entre ambas Repúblicas el 15 de julio de 1916; que aceptaba la propuesta de su colega, el Jefe de la Comisión Peruana, en lo que respecta a la sustitución de la línea del thalweg en el río Putumayo por la línea del álveo del mismo río; dejando a salvo los derechos de la República del Ecuador reconocidos por el Tratado Colombo-Ecuatoriano de 15 de julio de 1916, por cuanto existe una solución de continuidad que se extiende desde la confluencia de los ríos San Miguel o Sucumbíos y Putumayo hasta una distancia de 340 metros de la orilla derecha del San Miguel, donde existe un hito colocado por la Comisión Mixta Colombo-Ecuatoriana de 1919.

El Jefe de la Comisión Peruana manifestó que no obstante el respeto que le merecía la declaración de su colega el Jefe de la Comisión Colombiana al hacer la cesión del territorio situado en la margen derecha del río Putumayo, salvando el derecho ecuatoriano, declara expresamente, a nombre de su país, que no reconoce ninguna soberanía ecuatoriana en la zona demarcada y que los derechos invocados en el Tratado de Límites de 15 de julio de 1916 sólo los considera como puntos de vista de su colega el Jefe de la Comisión Colombiana.

En vista de las declaraciones expresadas por ambos Jefes y teniendo en consideración los trabajos realizados hasta la fecha, la Comisión Demarcadora acordó definir como línea de frontera la siguiente: desde el punto en que el Meridiano de la boca del río Cuhimbé o Coembí en el Putumayo, corta al río San Miguel o Sucumbíos señalado por el hito número 1 y distante 200 m.o del álveo del río, sube conformándose a la línea de ese Meridiano en una longitud de 15213 m.o hasta dicha boca, punto señalado por el hito de referencia número 5, colocado en territorio colombiano a 113 m. 45 de distancia del punto medio de la boca, con rumbo verdadero $336^{\circ} 59' 00''$; sigue la frontera por el álveo del río Putumayo, aguas abajo hasta el punto de confluencia del río Yaguas en el Putumayo. La descripción de la frontera desde la confluencia del Yaguas con el Putumayo en adelante, se hará en otra conferencia al terminar la erección de los hitos que faltan en la línea Yaguas-Atacuari.

También declara la Comisión Mixta, que en lo que respecta al régimen de islas existentes en el río Putumayo, el derecho de posesión de ambos países quedará definido por una línea en espas rojas que se trazará en el plano al $1/50000$.

Respecto al régimen de islas existentes en la parte de frontera en el río Amazonas, éstas quedan afectas en la siguiente forma: pertenecen a Colombia: la isla Zancudo número 2, las islas Loreto, las islas Santa Sofía, las islas Arara, la isla Ronda y la isla Leticia y pertenecen al Perú: la isla Tigre, las islas Coto, la isla Zancudo, la isla Cacao, la isla Serra, la isla Yahuma y la isla Chinería.

También acordó la Comisión Mixta aprobar con carácter definitivo la erección de los hitos llevados a cabo por las Subcomisiones Mixtas respectivas, a saber: en el extremo Sur del Meridiano del Cuhimbé el hito número 1 con latitud $00^{\circ} 14' 29''.6$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. de Gr., y el hito número 2 con latitud $00^{\circ} 14' 59''.6$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 47''.00$ W. de Gr., tal como consta en acta de su referencia de 14 de agosto; en la boca del río Cuhimbé el hito número 3 con latitud $00^{\circ} 22' 03''.04$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. de Gr., el hito número 4 con latitud $00^{\circ} 22' 40''.86$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 47''.0$ W. de Gr. y el hito número 5 con latitud $00^{\circ} 22' 47''.28$ Norte y longitud $76^{\circ} 24' 48''.44$ W. de Gr., conforme figuran también en acta de su referencia de 3 de agosto; y en la desembocadura del río San Miguel el hito número 6 con latitud $00^{\circ} 08' 06''.7$ Norte y longitud $75^{\circ} 51' 22''.8$ W. de Gr. y el hito número 7 con latitud $00^{\circ} 08' 00''.4$ Norte y longitud $75^{\circ} 51' 31''.1$ W. de Gr. que figuran en acta de su referencia de 17 de agosto, todas realizadas en el año en curso.

Presentadas por las dos Comisiones las coordenadas geográficas determinadas por cada una de ellas, se hicieron los promedios respectivos y se adoptaron por la Comisión Mixta los siguientes valores como definitivos: confluencia río Atacuari con Brazo Tigre: latitud $03^{\circ} 47' 41''.5$ y longitud $70^{\circ} 42' 49''.91$ — Nueva República: latitud $03^{\circ} 50' 12''.28$ y longitud $70^{\circ} 37' 21''.39$ — Boca río Hamaca-Yacú: latitud $03^{\circ} 48' 28''.05$ y longitud $70^{\circ} 18' 39''.64$ — Caballo Cocha: latitud $03^{\circ} 54' 17''.76$ y longitud $70^{\circ} 31' 14''.31$ — Boca Quebrada Leticia: latitud $04^{\circ} 13' 21''.6$ y longitud $69^{\circ} 56' 42''.00$ — Boca Quebrada San Antonio: latitud $04^{\circ} 14' 32''.47$ y longitud $69^{\circ} 56' 56''.80$ — Puerto América: longitud $67^{\circ} 54' 06''.00$ — Guayabal: latitud $03^{\circ} 07' 26''.3$ y longitud $68^{\circ} 02' 46''.50$ — San Pedro: latitud $03^{\circ} 02' 31''.3$ y longitud $68^{\circ} 54' 25''.50$ — Espiritu Santo: latitud $02^{\circ} 57' 23''.1$ y longitud $69^{\circ} 07' 27''.00$ — Tarapacá Boca del río Cotuhé: latitud $02^{\circ} 53' 10''.45$

y longitud 69° 44' 25".50 — Santa Clara : latitud 02° 43' 48".9 y longitud 69° 43' 54".0 — Puerto Socorro : latitud 02° 46' 56".14 y longitud 70° 04' 03".26 — Puerto Gaudencio : latitud 02° 30' 55".9 y longitud 70° 18' 12".00 — Tacna : latitud 02° 24' 03".3 y longitud 70° 37' 28".50 — Puerto Alfonso : latitud 02° 12' 02".2 y longitud 71° 00' 12".00 — San Salvador : latitud 02° 24' 20".2 y longitud 71° 19' 30".00 — Bufeo : latitud 02° 20' 17".9 y longitud 71° 30' 51".00 — Arica-Boca del río Igaraparaná : latitud 02° 09' 07".9 y longitud 71° 45' 06".00 — Buri-buri : latitud 02° 20' 02".0 y longitud 72° 03' 27".00 — La Esperanza : latitud 02° 24' 31".6 y longitud 72° 32' 00".00 — San Cristóbal : latitud 02° 18' 38".9 y longitud 73° 01' 52".50 — Boca Río Eré : latitud 02° 12' 14".8 y longitud 73° 10' 30".00 — Boca Río Caraparaná : latitud 01° 44' 44".5 y longitud 73° 13' 00".00 — El Encanto : latitud 01° 37' 36".25 y longitud 73° 13' 36".00 — Río Campuya : latitud 01° 42' 56".6 y longitud 73° 29' 33".0 — Argelia : latitud 01° 25' 26".0 y longitud 73° 35' 07".50 — Yabuyanós o Feresilla : latitud 01° 13' 03".0 y longitud 73° 52' 21".00 — Yuvinetó : latitud 01° 00' 43".1 y longitud 74° 13' 24".00 — El Refugio : latitud 00° 33' 42".8 y longitud 74° 23' 10".05 — Caucaya : latitud 00° 12' 00".9 y longitud 74° 46' 54".00 — Güepí : latitud 00° 06' 58".4 y longitud 75° 15' 05".60.

Todas las latitudes anteriores son Sur y las longitudes Oeste del meridiano de Greenwich. La Comisión Mixta adoptó los siguientes acuerdos :

1° La línea Yaguas-Atacuari se trazará en forma que el curso íntegro de los ríos Yaguas y Atacuari, quede en territorio peruano. Con este objeto la línea partirá, en el río Atacuari, de un lugar situado en la orilla izquierda de este río, en el punto en que éste se une con la corriente fluvial denominada Brazo Tigre y en el río Yaguas, de un punto situado en la orilla derecha de este río junto a la desembocadura del Yaguas en el Putumayo. En el caso en que, el trazo de la línea Yaguas-Atacuari, cortase en algún punto el curso de los ríos Yaguas o Atacuari, se modificará este trazo a fin de que el curso de ambos ríos quede en poder del Perú, adoptándose como límite, en el sector en que esta intersección se produzca, la orilla derecha del río Yaguas o la izquierda del Atacuari, según los casos ; y

2° En ningún caso la posible variación de la línea en algún sector, cambiará los sitios extremos de esta línea, que son los indicados anteriormente.

Por último se decidió que, tan pronto como sea posible, la Comisión Mixta procederá a demarcar la línea anterior por medio de dos Subcomisiones, bajo las condiciones siguientes : se abrirá una trocha de dos metros de ancho en toda la longitud de la línea y se colocará un hito en cada uno de los puntos extremos, otro a una distancia de diez a doce kilómetros en la dirección de la línea geodésica y los intermedios que juzguen necesarios las dos Subcomisiones. Si en la exploración que se haga, en la mencionada línea, se ve que ésta corta una o más corrientes de agua importantes, se erigirán hitos en esas intersecciones.

Y no habiendo otro asunto de qué tratar se leyó la presente acta y se aprobó en todas sus partes, firmándola los miembros presentes de ambas Comisiones, en doble ejemplar.

(L. S.) (Fdo.) Daniel ORTEGA RICAURTE, Jefe de la Comisión Colombiana.

(Fdo.) Gustavo TÉLLEZ, Ingeniero Adjunto.

(Fdo.) Umberto BRUNO, Ingeniero Adjunto.

(Fdo.) Segundo A. SÁNCHEZ U., Secretario.

(L. S.) (Fdo.) Roberto LÓPEZ, Jefe de la Comisión Peruana.

(Fdo.) Manuel E. COSSIO, Ayudante.

(Fdo.) Francisco J. CEBREROS PÉREZ, Ayudante.

(Fdo.) Benjamín VEGA SEMINARIO, Auxiliar.

(Fdo.) José V. TENORIO, Ayudante Auxiliar.

(Fdo.) Ontéré R. BARBA, Secretario.

Los suscritos declaramos que habiéndose omitido consignar en la lista de coordenadas geográficas las correspondientes a la Boca del Boia-Uassú en el Amazonas, salvando esta omisión, la Comisión Mixta adoptó los valores siguientes : latitud $03^{\circ} 50' 35''.21$ Sur y longitud $70^{\circ} 34' 38''.77$ W. de Gr.

Fecha ut supra.

(Fdo.) Daniel ORTEGA RICAURTE, Jefe de la Comisión Colombiana.

(Fdo.) Roberto LÓPEZ, Jefe de la Comisión Peruana.

(Hay dos sellos.)

Me adhiero a todos los puntos que contiene la presente acta.

IQUITOS, 13 de noviembre de 1929.

(Fdo.) Bernardo DIANDERAS, Ayudante Técnico.

NUMERO 6.

ACTA DE CLAUSURA DE LA COMISION MIXTA.

(Presidencia del señor doctor don Daniel Ortega Ricaurte.)

En la ciudad de Iquitos, sede de la Comisión Mixta, a los catorce días del mes de marzo de mil novecientos treinta, siendo Presidente de la República de Colombia el Excelentísimo señor Doctor Don Miguel ABADÍA MÉNDEZ y Presidente de la República del Perú el Excelentísimo Señor Don Augusto B. LEGUÍA, se reunieron en conferencia por parte de LA REPÚBLICA DE COLOMBIA los señores Ingenieros don Daniel Ortega RICAURTE, Jefe, don Gustavo TÉLLEZ y don Umberto BRUNO, Adjuntos y doctor don Segundo A. SÁNCHEZ U., Secretario, y por parte de LA REPÚBLICA DEL PERÚ los señores Coronel don Roberto LÓPEZ, Jefe ; Capitán don Manuel COSSIO y Capitanes de Ingenieros don Bernardo Dianderas SEGURA y don Francisco Cebreros PÉREZ, Ayudantes Técnicos ; Tenientes don Benjamín Vega SEMINARIO y don José Victor TENORIO, Auxiliares y don Ontéré R. BARBA, Secretario, con el fin de clausurar los trabajos que, en mérito al Tratado de 24 de marzo de 1922, les fuera encomendado por parte de sus respectivos países, acordaron :

Aprobar los hitos erigidos por las Subcomisiones Mixtas designadas al efecto en la línea de frontera Yaguas-Atacuari, cuya operación de fijación produjo el desacuerdo entre los grupos de la Comisión Demarcadora, que consta en el Acta número 3 de 6 de febrero del año de 1929 y que, conforme al artículo 4º del Tratado de Límites, fué resuelto por las Cancillerías respectivas en el Acuerdo de 9 de octubre del mismo año y cumplido por la Comisión Mixta Demarcadora, tal como se hace constar en el Acta número 4 de 11 de noviembre del año antes mencionado.

Los hitos a que se refiere el párrafo anterior tienen los números 8, 9, 10, 11, 12, 13 y 14 ; el primero se halla colocado sobre la orilla derecha del río Yaguas, en el sitio alto más próximo a la desembocadura de éste en el Putumayo ; señala, conforme al Acuerdo de las Cancillerías antes mencionado, el punto de partida en el Putumayo de la línea Yaguas-Atacuari y tiene por coordenadas geográficas : latitud $02^{\circ} 45' 39''.2$ sur y longitud $70^{\circ} 03' 23''.5$ W. de Gr. ; el hito número 9 se halla a 4413 m.o del anterior, sobre la margen derecha del Yaguas, tiene por coordenadas geográficas : latitud $02^{\circ} 47' 40''.2$ sur y longitud $70^{\circ} 04' 40''.4$ W. de Gr. y señala el lugar donde la línea geodésica al río Atacuari se aparta francamente del curso del río Yaguas ; quedando, por lo tanto, la parte del río interceptada por la referida línea de frontera sustituida por la orilla derecha del río, cumpliéndose así la condición de que el curso del Yaguas quede íntegramente en territorio peruano, tal como lo estatuye el acuerdo de Cancillerías de 9 de octubre ; el hito número 10 tiene por coordenadas geográficas : latitud $02^{\circ} 50' 31''.5$ sur y longitud $70^{\circ} 06' 29''.3$ W. de Gr., se halla

distante 6243 m. o del anterior y colocado en la dirección de la recta al Atacuari ; el hito número 11 se encuentra en el punto de comienzo de las ciénegas o «aguajales» que forman las vertientes del río Loretoyacu, distante de la desembocadura del Atacuari en el Brazo Tigre del Amazonas 9470 m. 32 y señala un lugar de la línea geodésica, teniendo por coordenadas geográficas : latitud $03^{\circ} 43' 16''.6$ sur y longitud $70^{\circ} 40' 03''.1$ W. de Gr. ; el hito número 12 señala la intersección con el río Boia-uassú, se halla erigido sobre el plano de la línea geodésica, distante 8404 m. o de la desembocadura del Atacuari y tiene por coordenadas geográficas : latitud $03^{\circ} 43' 45''.8$ sur y longitud $70^{\circ} 40' 21''.7$ W. de Gr. ; el hito número 13 dista 540 m. 3 de la orilla del Atacuari y también señala un punto de la línea geodésica y tiene por coordenadas geográficas : latitud $03^{\circ} 47' 22''.5$ sur y longitud $70^{\circ} 42' 39''.7$ W. de Gr. ; el hito número 14 que señala en el río Atacuari el punto de partida de la línea geodésica, tal como fué resuelto por las Cancillerías, tiene por coordenadas geográficas : latitud $03^{\circ} 47' 35''.6$ sur y longitud $70^{\circ} 42' 48''.1$ W. de Gr. ; distante 25 m. o del punto en que se unen las aguas del Atacuari con la corriente fluvial del Brazo Tigre. El rumbo verdadero de la línea geodésica, partiendo del extremo norte en dirección del Yaguas al Atacuari, es de $32^{\circ} 34' 14''.0$ S. W. y partiendo del extremo sur en dirección del Atacuari al Yaguas, es de $32^{\circ} 36' 29''.2$ N. E.

La descripción y fechas en que fueron erigidos estos hitos constan en sus actas de referencia, firmadas por los miembros de las Subcomisiones Mixtas que operaron en la ocasión.

También se acordó definir íntegramente la frontera como sigue : desde el punto en que el meridiano de la boca del Cuhimbé o Coembí corta al río San Miguel, sube, siguiendo la dirección del meridiano, hasta dicha boca en una extensión de 15213 m. o ; sigue por el álveo del río Putumayo, aguas abajo, hasta un punto situado a la orilla derecha de este río junto a la desembocadura del río Yaguas con una extensión de 1455 k. 600 m. o ; continúa la frontera en la dirección de la línea geodésica hasta el punto en donde intercepta el río Yaguas a una distancia de 1100 m. o del hito número 8 y luego por la orilla derecha del mismo río hasta el hito número 9 en una extensión de 3600 m. o y sigue en línea recta hacia la desembocadura del Atacuari en el Brazo Tigre en el Amazonas, con una extensión de 131 k. 076 m. 8 ; continuando por el thalweg del Brazo Tigre y del Amazonas con una extensión de 115 k. 800 m. o hasta el punto de arranque de la línea Apaporis-Tabatinga, situado en la quebrada San Antonio, conforme al Tratado de Límites entre el Perú y el Brasil de 23 de octubre de 1851. El total de la frontera descrita abarca una extensión de 1722 k. 384 m. 8 y se halla señalada con catorce hitos definitivos que constan en las actas de su referencia.

Los trabajos complementarios de levantamiento ejecutados con motivo de la demarcación y que no forman parte de la frontera, son los siguientes : en el río Amazonas 37 k. 200 m. o ; en el Brazo Tigre 8 k. 300 m. o ; en el río Atacuari 91 k. 300 m. o ; en el Boia-uassú 14 k. 500 m. o ; en el Hamaca-yacu 10 k. 000 m. o ; en el Putumayo desde la boca hasta la desembocadura del Yaguas 434 k. 900 m. o y en el mismo Putumayo desde la boca del Cuhimbé hasta Puerto Asis 37 k. 000 m. o ; en el río Cotuhé 26 k. 100 m. o ; en el río Yaguas 50 k. 800 m. o ; en el río Algogón 12 k. 000 m. o ; en el río Eré 5 k. 500 m. o ; en el Igaraparaná 9 k. 200 m. o ; en el Caraparaná 29 k. 000 m. o ; en el Campuya 5 k. 000 m. o, y en el San Miguel 91 k. 800 m. o, que hace un conjunto de 862 k. 600 m. o de levantamientos complementarios y agregados a la extensión de la línea de frontera hacen un total general de 2584 k. 989 m. 8, verificados con los documentos y planos canjeados según consta en el Acta número 5 de la conferencia de la Comisión Mixta de fecha 12 de marzo.

El Jefe de la Comisión Colombiana en su nombre y en el de todos sus compañeros, deja constancia en la presente Acta de su profundo y sincero agradecimiento a las altas autoridades del Perú y del Departamento de Loreto, por las atenciones de que han sido objeto durante su grata permanencia en este país.

El Jefe de la Comisión Peruana hace también constar en la presente que, a nombre de su Gobierno, retribuye al señor Jefe y demás miembros de la Comisión Colombiana las palabras de gratitud tributadas en honor de las altas autoridades y del Departamento de Loreto.

Los Jefes de ambas Comisiones declaran que, no obstante el desacuerdo producido sobre las operaciones de su cargo a que se refiere el Acta número 3 de 6 de febrero de 1929 y las inapropiadas condiciones de lugar y tiempo en que se iniciaron los trabajos que correspondieron al período de copiosas lluvias regionales, en ninguna ocasión estos hechos motivaron interrupción en el curso

de las operaciones descritas ; congratulándose, recíprocamente, por el éxito alcanzado en la misión confiada por sus respectivos Gobiernos, debido en gran parte al entusiasmo, decisión y amor al trabajo que en todo momento puso de manifiesto el personal de que quedó constituida la Comisión Mixta Demarcadora de Límites ; circunstancias, éstas, que se complacen en hacer presente como un tributo de justicia que rinden a la abnegación y patriotismo puestos en uso en la campaña de trabajos de demarcación a que se da término en la fecha.

Leída que fué la presente Acta y estando conformes los miembros presentes de la Comisión Mixta la aprobaron y la firman en doble ejemplar para que conste en todo tiempo.

- (L. S.) (Fdo.) Daniel ORTEGA RICAURTE, Jefe de la Comisión Colombiana.
 (Fdo.) Gustavo TÉLLEZ, Ingeniero Adjunto.
 (Fdo.) Umberto BRUNO, Ingeniero Adjunto.
 (Fdo.) Segundo A. SÁNCHEZ U., Secretario.
- (L. S.) (Fdo.) Roberto LÓPEZ, Jefe de la Comisión Peruana.
 (Fdo.) Manuel E. COSSIO, Ayudante.
 (Fdo.) Bernardo DIANDERAS, Ayudante Técnico.
 (Fdo.) Francisco J. Cebreros PÉREZ, Ayudante Técnico.
 (Fdo.) Benjamín VEGA SEMINARIO, Auxiliar.
 (Fdo.) José V. TENORIO, Auxiliar.
 (Fdo.) Ontaré R. BARBA, Secretario.

¹ TRADUCTION.

N^o 1726. — TRAITÉ ENTRE LA COLOMBIE ET LE PÉROU, RELATIF AUX FRONTIÈRES ET A LA LIBRE NAVIGATION FLUVIALE. SIGNÉ A LIMA, LE 24 MARS 1922.

PROCÈS-VERBAUX N^{os} 4 ET 6 DE LA COMMISSION MIXTE DE DÉLIMITATION CRÉÉE PAR LE TRAITÉ CI-DESSUS. IQUITOS, LES 11 NOVEMBRE 1929 ET 14 MARS 1930.

PROCÈS-VERBAL N^o 4.

(Présidence de M. le D^r Daniel Ortega Ricaurte.)

Dans la ville d'Iquitos, siège de la Commission Mixte, le onze novembre mil neuf cent vingt-neuf, Son Excellence M. le D^r Miguel ABADÍA MÉNDEZ étant Président de la Répu-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1726. — TREATY BETWEEN COLOMBIA AND PERU REGARDING FRONTIERS AND FREE INLAND NAVIGATION. SIGNED AT LIMA, MARCH 24, 1922.

PROCÈS-VERBAUX NOS 4 AND 6 OF THE MIXED COMMISSION OF DELIMITATION CREATED BY THE ABOVE TREATY. IQUITOS, NOVEMBER 11, 1929, AND MARCH 14, 1930.

ACT No. 4.

(President: Doctor don Daniel Ortega Ricaurte.)

In the city of Iquitos, seat of the Mixed Commission, on November the eleventh, one thousand nine hundred and twenty-nine, during the Presidency, in the Republic of Colombia, of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

blique de Colombie et Son Excellence M. Augusto B. LEGUÍA étant Président de la République du Pérou, se sont réunis en conférence : pour LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, les ingénieurs D^r Daniel ORTEGA RICAURTE, chef ; D^r Gustavo TÉLLEZ et D^r Umberto BRUNO, adjoints, et le D^r Segundo SÁNCHEZ U., secrétaire ; pour LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU, le colonel Roberto LÓPEZ, chef ; le capitaine Manuel COSSIO et le lieutenant du génie Francisco CEBREROS PÉREZ, adjoints ; les Lieutenants José Víctor TENORIO et Benjamín VEGA SEMINARIO, auxiliaires, et Ontéré R. BARBA, Secrétaire. Absent : le capitaine du génie Bernardo DIANDERAS SEGURA, Membre de la Commission.

Le Chef de la Commission péruvienne déclare que les travaux de délimitation et d'abornement visés au Traité de frontière du 24 mars 1922 ont été effectués par les deux Commissions dans une atmosphère de grande cordialité et qu'il ne reste qu'à procéder à l'abornement de la ligne Yaguas-Atacuari, dont le programme d'exécution a été fixé d'un commun accord entre les deux chefs. Il procède donc, au nom de son pays, à la remise solennelle et définitive à la République de Colombie, de tout le territoire qui se trouve sur la rive gauche de la rivière Putumayo, à partir du point indiqué par le méridien passant par l'embouchure de la rivière Cuhimbé ou Coembí, en direction de l'est, jusqu'à la frontière entre le Pérou et le Brésil fixée par le Traité conclu entre ces deux pays le 23 octobre 1851 ; il remet également la portion de territoire comprise dans le trapèze délimité dans le bassin de l'Amazone par les côtés suivants : au nord, la rive droite du Putumayo, depuis le confluent de la rivière Yaguas jusqu'à la frontière du Brésil ; au sud, la rive gauche de l'Amazone depuis le confluent de la rivière Atacuari et de l'Amazone jusqu'au ravin de San Antonio, qui se trouve sur la frontière du Brésil ; à l'est, la ligne Apaporis-Tabatinga, qui constitue la frontière avec le Brésil ; à l'ouest, la ligne Yaguas-Atacuari, tracée de telle manière que les rivières Yaguas et Atacuari demeurent intégralement en territoire péruvien, les détails de l'exécution de ce tracé incombant aux sous-commissions mixtes intéressées, conformément aux décisions prises par les chancelleries des deux pays au cours de l'entrevue du 9 octobre 1929. Il propose également, en vertu du droit qui lui est accordé

His Excellency Doctor Don Miguel ABADÍA MÉNDEZ, and in the Republic of Peru, of His Excellency Don Augusto B. LEGUÍA, there met in conference, on behalf of THE REPUBLIC OF COLOMBIA, the following engineers : Doctor Don Daniel ORTEGA RICAURTE, Chief ; Doctor Don Gustavo TÉLLEZ and Doctor Don Umberto BRUNO, Assistants, and Doctor Don Segundo SÁNCHEZ U., Secretary ; and on behalf of THE REPUBLIC OF PERÚ : Colonel Don Roberto LÓPEZ, Chief ; Captain Don Manuel COSSIO and ENGINEER Lieutenant Don Francisco CEBREROS PÉREZ, Assistants ; Lieutenant Don José Víctor TENORIO and Lieutenant Don Benjamín VEGA SEMINARIO, Attachés, and Lieutenant Don Ontéré R. BARBA, Secretary. Engineer Captain Don Bernardo DIANDERAS SEGURA, member of the Commission, was absent.

The Chief of the Peruvian Commission stated that the work of fixing and marking the boundary line which forms the subject of the Boundary Treaty of March 24th, 1922, having been carried out in an atmosphere of the greatest cordiality between the two Commissions, the only outstanding work being the marking of the Yaguas-Atacuari line, on the plans for which the two Chiefs were agreed, he handed over, on behalf of his country, to the absolute and perpetual sovereignty of the Republic of Colombia, all the territory on the left bank of the River Putumayo from the point fixed by the meridian passing through the confluence of the River Cuhimbé or Coembí, eastwards to the boundary between Peru and Brazil established in the Treaty between those Republics, dated October 23, 1851 ; together with the territory forming the Amazon trapezoid bounded as follows : to the north, by the right bank of the Putumayo, from the confluence of the River Yaguas to the frontier with Brazil ; to the south, by the left bank of the Amazon from the confluence of the River Atacuari with the Amazon to the Pass of San Antonio, the boundary with Brazil ; to the east, by the Apaporis-Tabatinga line, the frontier with Brazil ; to the west, by the Yaguas-Atacuari line, so drawn that the entire course of the River Yaguas and the River Atacuari remains in Peruvian territory — a detail the execution of which rests with the respective mixed Sub-Committees, in accordance with the decision of both Chancelleries at the meeting on October 9 of the present year. He further proposed, in accordance with the powers granted to him by Article 3 of the Treaty to fix as frontier-line

par l'article 3 du traité, d'adopter comme ligne de frontière, sur la rivière Putumayo, le lit même de cette rivière au lieu du « thalweg », les îles avoisinant chacune des rives devant former partie intégrante du territoire du pays respectif.

Le Chef de la Commission colombienne déclare qu'il accepte la propriété et qu'il procède, au nom de son pays, à la remise solennelle et définitive à la République du Pérou, de tous les territoires compris entre la rive droite de la rivière Putumayo, à l'est de l'embouchure de la rivière Cuhimbé, ou Coembí, et la ligne établie et abornée pour servir de frontière entre la Colombie et l'Equateur dans les dépressions du Putumayo et du Napo, en vertu du Traité de frontière conclu entre les deux Républiques le 15 juillet 1916 ; il ajoute qu'il accepte la proposition de son collègue, le Chef de la Commission péruvienne, en ce qui concerne le remplacement de la ligne du « thalweg » de la rivière Putumayo par la ligne du lit de ladite rivière, tout en sauvegardant les droits de la République de l'Equateur, reconnus par le Traité conclu le 15 juillet 1916 entre ce pays et la Colombie, du fait qu'il existe une solution de continuité qui s'étend du confluent des rivières San Miguel ou Sucumbíos et Putumayo, jusqu'à un point distant de 340 mètres de la rive droite du San Miguel, point où se trouve une borne placée par la Commission mixte colombo-équatorienne de 1919.

Le Chef de la Commission péruvienne répond que, malgré toute la considération que mérite la déclaration faite par son collègue, le Chef de la Commission colombienne, lors de la cession du territoire situé sur la rive droite de la rivière Putumayo, et tendant à sauvegarder les droits de l'Equateur, il déclare expressément, au nom de son pays, qu'il ne reconnaît nullement la souveraineté de l'Equateur dans la zone démarquée et qu'à son avis, les droits mentionnés au Traité de frontière du 15 juillet 1916 ne sont des droits que du point de vue de son collègue le Chef de la Commission colombienne.

A la suite des déclarations formulées par les deux chefs et en tenant compte des travaux effectués à cette date, la Commission de démarcation a décidé de fixer comme suit la ligne de frontière : partant du point où le méridien passant par le confluent de la rivière Cuhimbé ou Coembí et du Putumayo, coupe la rivière San Miguel ou Sucumbíos, point marqué par la borne N° 1 et distant de 200 mètres du lit de la rivière, la frontière remonte en suivant la

in the River Putumayo the actual bed of that river instead of the "thalweg", it being understood that, in the case of each country, the islands adjacent to the respective bank should form an integral part of that country.

The Chief of the Colombian Commission declared that he accepted possession, and that he handed over, on behalf of his country, to the absolute and perpetual sovereignty of the Republic of Peru, all the territory included between the right bank of the River Putumayo, east of the confluence of the River Cuhimbé or Coembí, and the line established and marked out as the frontier between Colombia and Ecuador, in the basins of the Putumayo and Napo, by the Boundary Treaty drawn up between the two Republics on July 15, 1916 ; that he accepted the proposal of his colleague, the Chief of the Peruvian Commission, with regard to the substitution, as frontier-line in the River Putumayo, of the actual bed of that river for the "thalweg"; subject to the rights of the Republic of Ecuador recognised in the Treaty of July 15, 1916, between Colombia and that Republic, and causing an interruption from the confluence of the River San Miguel or Sucumbíos with the River Putumayo to a distance of 340 metres from the right bank of the San Miguel, where there is a mark erected by the Mixed Colombo-Ecuadorian Commission of 1919.

The Chief of the Peruvian Commission stated that, notwithstanding the respect due to the declaration of his colleague, the Chief of the Colombian Commission, ceding the territory situated on the right bank of the river Putumayo subject to the rights of Ecuador, he categorically declared, on behalf of his country, that he did not recognise any Ecuadorian sovereignty in the area marked out, and that he regarded the rights claimed under the Boundary Treaty of July 15, 1916, as existing solely in the opinion of the Chief of the Colombian Commission.

In view of the declarations of the two Chiefs, and having regard to the work so far accomplished, the Boundary Commission agreed to define the frontier-line as follows : From the point at which the meridian passing through the confluence of the River Cuhimbé or Coembí with the Putumayo cuts the River San Miguel or Sucumbíos, a point fixed by mark No. 1 and 200 m. distant from the bed of the river, the frontier continues along the same meridian

ligne de ce méridien sur une longueur de 15.213 mètres jusqu'au dit confluent, point marqué par la borne N° 5 placée en territoire colombien à une distance de 113 m. 45 du centre du confluent et dont la situation géographique exacte est 336° 59' 00"; la frontière se poursuit le long du lit de la rivière Putumayo dont elle descend le courant jusqu'au confluent de la rivière Yaguas et du Putumayo. La description de la frontière à partir du confluent Yaguas et du Putumayo se fera au cours d'une autre conférence, lorsque sera terminée l'érection des bornes manquantes de la ligne Yaguas-Atacuari.

La Commission mixte déclare, en outre, qu'en ce qui concerne le régime des îles se trouvant dans la rivière Putumayo, le droit de possession des deux pays sera déterminé par une ligne formée de petites croix marquées en rouge, qui sera tracée sur le plan au 1/50.000.

En ce qui concerne le régime des îles se trouvant dans la partie de l'Amazonie qui sert de frontière, ces dernières sont réparties de la façon suivante : appartiennent à la Colombie, l'île Zancudo N° 2, les îles Loreto, les îles Santa Sofia, les îles Arara, l'île Ronda et l'île Leticia ; appartiennent au Pérou, l'île Tigre, les îles Coto, l'île Zancudo, l'île Cacao, l'île Serra, l'île Yahuma et l'île Chinería.

La Commission mixte décide également d'approuver, à titre définitif, l'érection des bornes établies par les sous-Commissions mixtes respectives, à savoir : à l'extrémité sud du méridien du Cuhimbé, la borne N° 1 par 00° 14' 29".6 de latitude nord et 76° 24' 47".0 de longitude ouest de Greenwich, et la borne N° 2 par 00° 14' 59".6 de latitude nord et 76° 24' 47".00 de longitude ouest de Greenwich, ainsi qu'il ressort du procès-verbal relatif à leur pose, en date du 14 août ; à l'embouchure de la rivière Cuhimbé, la borne N° 3 par 00° 22' 03".04 de latitude nord et 76° 24' 47".0 de longitude ouest de Greenwich, la borne N° 4 par 00° 22' 40".86 de latitude nord et 76° 24' 47".0 de longitude ouest de Greenwich et la borne N° 5 par 00° 22' 47".28 de latitude nord et 76° 24' 48".44 de longitude ouest de Greenwich, telles qu'elles sont décrites au procès-verbal relatif à leur pose, en date du 3 août ; enfin, à l'embouchure de la rivière San Miguel, la borne N° 6 par 00° 08' 06".7 de latitude nord et 75° 51' 22".8 de longitude ouest de Greenwich et la borne N° 7 par 00° 08' 00".4 de latitude nord et 75° 51' 31".1 de longitude ouest de Greenwich, qui sont décrites dans le procès-verbal relatif à leur

for a distance of 15.213 m. to the said confluence, a point indicated by mark No. 5, erected in Colombian territory at a distance of 113 m. 45 from the centre of the confluence, with true bearing 336° 59' 00"; thence along the bed of the River Putumayo downstream to the point of confluence of the River Yaguas with the Putumayo. The frontier from the confluence of the Yaguas with the Putumayo onwards will be described at another conference, when the missing marks on the Yaguas-Atacuari line have been erected.

The Mixed Commission further declares, with regard to the allocation of islands in the River Putumayo, that the rights of ownership of each country shall be defined by a line of red crosses drawn on the 1/50.000 map.

The allocation of islands in the frontier section of the river Amazon shall be as follows : There shall belong to Colombia : Zancudo (No. 2) island, the Loreto islands, the Santa Sofia islands, the Arara islands, Ronda island and Leticia island ; and to Peru : Tigre island, the Coto islands, Zancudo island, Cacao island, Serra island, Yahuma island and Chinería island.

The Mixed Commission further finally approved the marks erected by the respective Mixed Sub-Commissions, namely : at the southern extreme of the meridian passing through the Cuhimbé, mark No. 1, lat. 00° 14' 29".6 N. and long. 76° 24' 47".0 W. of Greenwich, and mark No. 2, lat. 00° 14' 59".6 N. and long. 76° 24' 47".00 W. of Greenwich, as recorded in the act of August 14th relating to these marks ; in the confluence of the River Cuhimbé, mark No. 3, lat. 00° 22' 03".04 N. and long. 76° 24' 47".0 W. of Greenwich, mark No. 4, lat. 00° 22' 40".86 N. and long. 76° 24' 47".0 W. of Greenwich, and mark No. 5, lat. 00° 22' 47".28 N. and long. 76° 24' 48".44 W. of Greenwich, also as recorded in the act of August 3rd relating to these marks ; and in the confluence of the River San Miguel, mark No. 6, lat. 00° 08' 06".7 N. and long. 75° 51' 22".8 W. of Greenwich, and mark No. 7, lat. 00° 08' 00".4 N. and long. 75° 51' 31".1 W. of Greenwich, as recorded in the act of August 17, relating to these marks, all of which acts were drawn up in the present year.

pose, en date du 17 août. Tous ces procès-verbaux ont été rédigés pendant l'année en cours.

Les deux Commissions, ayant confronté les coordonnées géographiques établies par chacune d'elles, les moyennes ont été établies, et la Commission mixte a adopté les valeurs suivantes comme définitives : confluent de la rivière Atacuari et du Brazo Tigre : latitude $03^{\circ} 47' 41''.5$, longitude $70^{\circ} 42' 49''.91$; Nueva Republica : latitude $03^{\circ} 50' 12''.28$, longitude $70^{\circ} 37' 21''.39$; embouchure de la rivière Hamaca-Yacu : latitude $03^{\circ} 48' 28''.05$, longitude $70^{\circ} 18' 39''.64$; Caballo Cocha : latitude $03^{\circ} 54' 17''.76$, longitude $70^{\circ} 31' 14''.31$; embouchure Quebrada Leticia : latitude $04^{\circ} 13' 21''.6$, longitude $69^{\circ} 56' 42''.00$; embouchure Quebrada San Antonio : latitude $04^{\circ} 14' 32''.47$, longitude $69^{\circ} 56' 56''.80$; Puerto América : longitude $67^{\circ} 54' 06''.00$; Guayabal : latitude $03^{\circ} 07' 26''.3$, longitude $68^{\circ} 02' 46''.50$; San Pedro : latitude $03^{\circ} 02' 31''.3$, longitude $68^{\circ} 54' 25''.50$; Espiritu Santo : latitude $02^{\circ} 57' 23''.1$, longitude $69^{\circ} 07' 27''.00$; Tarapaca embouchure de la rivière Cotuhé : latitude $02^{\circ} 53' 10''.45$, longitude $69^{\circ} 44' 25''.50$; Santa Clara : latitude $02^{\circ} 43' 48''.9$, longitude $69^{\circ} 43' 54''.0$; Puerto Socorro : latitude $02^{\circ} 46' 56''.14$, longitude $70^{\circ} 04' 03''.26$; Puerto Gaudencio : latitude $02^{\circ} 30' 55''.9$, longitude $70^{\circ} 18' 12''.00$; Tacna : latitude $02^{\circ} 24' 03''.3$, longitude $70^{\circ} 37' 28''.50$; Puerto Alfonso : latitude $02^{\circ} 12' 02''.2$, longitude $71^{\circ} 00' 12''.00$; San Salvador : latitude $02^{\circ} 24' 20''.2$, longitude $71^{\circ} 19' 30''.00$; Bufeo : latitude $02^{\circ} 20' 17''.9$, longitude $71^{\circ} 30' 51''.00$; Arica, embouchure de la rivière Igaraparana : latitude $02^{\circ} 09' 07''.9$, longitude $71^{\circ} 45' 06''.00$; Buri-buri : latitude $02^{\circ} 20' 02''.0$, longitude $72^{\circ} 03' 27''.00$; La Esperanza : latitude $02^{\circ} 24' 31''.6$, longitude $72^{\circ} 32' 00''.00$; San Cristobal : latitude $02^{\circ} 18' 38''.9$, longitude $73^{\circ} 01' 52''.50$; embouchure de la rivière Eré : latitude $02^{\circ} 12' 14''.8$, longitude $73^{\circ} 10' 30''.00$; embouchure de la rivière Caraparana : latitude $01^{\circ} 44' 44''.5$, longitude $73^{\circ} 13' 00''.00$; El Encanto : latitude $01^{\circ} 37' 36''.25$; longitude $73^{\circ} 13' 36''.00$; rivière Campuya : latitude $01^{\circ} 42' 56''.6$, longitude $73^{\circ} 29' 33''.0$; Argelia : latitude $01^{\circ} 25' 26''.0$, longitude $73^{\circ} 35' 07''.50$; Yabuyanós ou Feresilla : latitude $01^{\circ} 13' 03''.0$, longitude $73^{\circ} 52' 21''.00$; Yuvinetó : latitude $01^{\circ} 00' 43''.1$, longitude $74^{\circ} 13' 24''.00$; El Refugio : latitude $00^{\circ} 33' 42''.8$, longitude $74^{\circ} 23' 10''.05$; Caucaya : latitude $00^{\circ} 12' 00''.9$, longitude $74^{\circ} 46' 54''.00$; Güepi : latitude $00^{\circ} 06' 58''.4$, longitude $75^{\circ} 15' 05''.60$.

Each Commission having stated the geographical coordinates determined by it, the respective points were fixed, and the mixed Commission adopted the following indications as final : confluence of the River Atacuari with the Tigre Arm : lat. $03^{\circ} 47' 41''.5$ and long. $70^{\circ} 42' 49''.91$ — Nueva Republica : lat. $03^{\circ} 50' 12''.28$ and long. $70^{\circ} 37' 21''.39$ — mouth of the river Hamaca-Yacu : lat. $03^{\circ} 48' 28''.05$ and long. $70^{\circ} 18' 39''.64$ — Caballo Cocha : lat. $03^{\circ} 54' 17''.76$ and long. $70^{\circ} 31' 14''.31$ — opening of Leticia Pass : lat. $04^{\circ} 13' 21''.6$ and long. $69^{\circ} 56' 42''.00$ — opening of San Antonio Pass : lat. $04^{\circ} 14' 32''.47$ and long. $69^{\circ} 56' 56''.80$ — Puerto América : long. $67^{\circ} 54' 06''.00$. — Guayabal : lat. $03^{\circ} 07' 26''.3$ and long. $68^{\circ} 02' 46''.50$ — San Pedro : lat. $03^{\circ} 02' 31''.3$ and long. $68^{\circ} 54' 25''.50$ — Espiritu Santo : lat. $02^{\circ} 57' 23''.1$ and long. $69^{\circ} 07' 27''.00$ — Tarapaca mouth of the river Cotuhé : lat. $02^{\circ} 53' 10''.50$ — Santa Clara : lat. $02^{\circ} 43' 48''.9$ and long. $69^{\circ} 43' 54''.0$ — Puerto Socorro : lat. $02^{\circ} 46' 56''.14$ and long. $70^{\circ} 04' 03''.26$ — Puerto Gaudencio : lat. $02^{\circ} 30' 55''.9$ and long. $70^{\circ} 18' 12''.00$ — Tacna : lat. $02^{\circ} 24' 03''.3$ and long. $70^{\circ} 37' 28''.50$ — Puerto Alfonso : lat. $02^{\circ} 12' 02''.2$ and long. $71^{\circ} 00' 12''.00$ — San Salvador : lat. $02^{\circ} 24' 20''.2$ and long. $71^{\circ} 19' 30''.00$ — Bufeo : lat. $02^{\circ} 20' 17''.9$ and long. $71^{\circ} 30' 51''.00$ — Arica-mouth of the river Igaraparana ; lat. $02^{\circ} 09' 07''.9$ and long. $71^{\circ} 45' 06''.00$ — Buri-buri : lat. $02^{\circ} 20' 02''.0$ and long. $72^{\circ} 03' 27''.00$ — La Esperanza : lat. $02^{\circ} 24' 31''.6$ and long. $72^{\circ} 32' 00''.00$ — San Cristóbal : lat. $02^{\circ} 18' 38''.9$ and long. $73^{\circ} 01' 52''.50$ — mouth of the river Eré : lat. $02^{\circ} 12' 14''.8$ and long. $73^{\circ} 10' 30''.00$ — mouth of the river Caraparana : lat. $01^{\circ} 44' 44''.5$ and long. $73^{\circ} 13' 00''.00$ — El Encanto : lat. $01^{\circ} 37' 36''.25$ and long. $73^{\circ} 13' 36''.00$ — Río Campuya : lat. $01^{\circ} 42' 56''.6$ and long. $73^{\circ} 29' 33''.0$ — Argelia : lat. $01^{\circ} 25' 26''.0$ and long. $73^{\circ} 35' 07''.50$ — Yabuyanós or Feresilla : lat. $01^{\circ} 13' 03''.0$ and long. $73^{\circ} 52' 21''.00$. — Yuvinetó : lat. $01^{\circ} 00' 43''.1$ and long. $74^{\circ} 13' 24''.00$ — El Refugio : lat. $00^{\circ} 33' 42''.8$ and long. $74^{\circ} 23' 10''.05$ — Caucaya : lat. $00^{\circ} 12' 00''.9$ and long. $74^{\circ} 46' 54''.00$ — Güepi : lat. $00^{\circ} 06' 58''.4$ and long. $75^{\circ} 15' 05''.60$.

Toutes les latitudes qui précèdent sont des latitudes sud et les longitudes sont des longitudes ouest du méridien de Greenwich.

La Commission mixte adopte les résolutions suivantes :

1^o La ligne Yaguas-Atacuari sera tracée de manière que les rivières Yaguas et Atacuari restent entièrement en territoire péruvien. A cet effet, la ligne partira, sur la rivière Atacuari, d'un lieu situé sur la rive gauche de cette rivière, au point où cette dernière se joint au cours d'eau nommé Brazo Tigre et, sur la rivière Yaguas, d'un point situé sur la rive droite de cette rivière près du confluent du Yaguas et du Putumayo. Si le tracé de la ligne Yaguas-Atacuari coupe en un point quelconque le cours des rivières Yaguas ou Atacuari, ce tracé devra être modifié de façon à permettre que le cours des deux rivières reste au Pérou et l'on adoptera pour frontière, dans le secteur où se sera produite cette intersection, soit la rive droite de la rivière Yaguas soit la rive gauche de l'Atacuari, selon le cas ;

2^o En aucun cas, les modifications possibles de la ligne dans un secteur quelconque ne changeront rien aux points extrêmes de cette ligne qui sont les points indiqués précédemment.

Enfin, il est décidé que la Commission mixte procédera, dans le plus bref délai possible, à la démarcation de la ligne susdite et y emploiera deux Sous-Commissions, dans les conditions suivantes : on ouvrira un chemin de deux mètres de large sur toute la longueur de la ligne et l'on placera une borne à chacun des points extrêmes, une autre à une distance de dix à douze kilomètres dans la direction de la ligne géodésique, ainsi que les bornes intermédiaires que les deux sous-commissions jugeront nécessaires. Si, au cours de l'exploration à laquelle il sera procédé le long de la ligne mentionnée, il est constaté que cette dernière coupe un ou plusieurs cours d'eau importants, des bornes seront placées à chacune de ces intersections.

Les diverses questions à traiter ayant été épuisées, il a été donné lecture du présent procès-verbal qui a été approuvé dans toutes ses parties et signé en double exemplaire par les membres présents des deux commissions.

(L.S.) (Signé) Daniel ORTEGA RICAURTE,
*Chef de la Commission
 colombienne.*

All the above latitudes are South, and all the longitudes are West of the Greenwich meridian.

The Mixed Commission adopted the following agreements :

1. The Yaguas-Atacuari line shall be so drawn that the entire course of the Rivers Yaguas and Atacuari remains in Peruvian territory. Accordingly, the line shall begin, on the River Atacuari, at a spot on the left bank of that river, at the point where the Atacuari unites with the watercourse known as the Tigre Arm, and on the River Yaguas, at a point on the right bank of that river near the confluence of the Yaguas with the Putumayo. Should it be found that the Yaguas-Atacuari line, as drawn, cuts the course of the River Yaguas or of the River Atacuari at any point, the line shall be so altered that the course of both rivers remains under Peruvian sovereignty, the boundary adopted, in the area in which such intersection occurs, being the right bank of the River Yaguas or the left bank of the Atacuari, as the case may be ; and

2. In no case shall any possible divergence of the line in any area alter the terminal points of that line, as indicated above.

Lastly, it was decided that the Mixed Commission should proceed as soon as possible, through two Sub-Commissions, to mark the above-mentioned line as follows : A path two metres wide shall be made along the whole length of the line, and a mark shall be placed at each of the terminal points, another at a distance of from ten to twelve kilometres in the direction of the geodetic line, and such intermediate marks, as the two Sub-Commissions may consider necessary. If, when determining the line, it is found that the line cuts any large watercourses, marks shall be erected at such points of intersection.

There being no other matter to be dealt with, the present Act was read, approved as a whole, and signed in duplicate by the members of each Commission present.

(L. S.) (Signed) Daniel ORTEGA RICAURTE,
*Chief of the Colombian
 Commission.*

(Signé) Gustavo TÉLLEZ. <i>Ingénieur-adjoint.</i>	(Signed) Gustavo TÉLLEZ. <i>Engineer, Assistant.</i>
(Signé) Umberto BRUNO. <i>Ingénieur-adjoint.</i>	(Signed) Umberto BRUNO. <i>Engineer, Assistant.</i>
(Signé) Segundo A. SÁNCHEZ U., <i>Secrétaire.</i>	(Signed) Segundo A. SÁNCHEZ U., <i>Secretary.</i>
(L.S.) (Signé) Roberto LÓPEZ. <i>Chef de la Commission péru- vienne.</i>	(L.S.) (Signed) Roberto LÓPEZ. <i>Chief of the Peruvian Com- mission.</i>
(Signé) Manuel E. COSSIO. <i>Adjoint.</i>	(Signed) Manuel E. COSSIO. <i>Assistant.</i>
(Signé) Francisco J. CEBREROS PÉREZ. <i>Adjoint.</i>	(Signed) Francisco J. CEBREROS PÉREZ. <i>Assistant.</i>
(Signé) Benjamín VEGA SEMINARIO. <i>Auxiliaire.</i>	(Signed) Benjamin VEGA SEMINARIO. <i>Attaché.</i>
(Signé) José V. TENORIO. <i>Auxiliaire adjoint.</i>	(Signed) José V. TENORIO. <i>Deputy Assistant.</i>
(Signé) Ontéré R. BARBA. <i>Secrétaire.</i>	(Signed) Ontéré R. BARBA. <i>Secretary.</i>

Nous déclarons que les coordonnées géographiques correspondant au confluent du Boia-Uassú et de l'Amazone ayant été omises dans la liste des coordonnées géographiques, la Commission mixte, réparant cette omission, a adopté les valeurs suivantes : 03° 50' 35".21 de latitude sud et 70° 34' 38".77 de longitude ouest de Greenwich.

Date ut supra.

(Signé) Daniel ORTEGA RICAURTE.
*Chef de la Commission col-
ombienne.*

(Signé) Roberto LÓPEZ.
*Chef de la Commission péru-
vienne.*

(Deux sceaux.)

J'adhère à tous les points contenus dans le présent procès-verbal.

IQUITOS, le 13 novembre 1929.

(Signé) Bernardo DIANDERAS.
L'adjoint technique.

We, the undersigned, declare that, having omitted to include in the list of geographical coordinates those for the confluence of the Boia-Uassú with the Amazon, the Mixed Commission, rectifying this omission, adopted the following indications : lat. 03° 50' 35".21 S. and long. 70° 34' 38".77 W. of Greenwich.

Date as above.

(Signed) Daniel ORTEGA RICAURTE,
*Chief of the Colombian Com-
mission.*

(Signed) Roberto LÓPEZ.
*Chief of the Peruvian Com-
mission.*

(Two Seals.)

I approve all the points contained in the present Act.

IQUITOS, November 13, 1929.

(Signed) Bernardo DIANDERAS.
Technical Assistant.

NUMÉRO 6.

NUMBER 6.

PROCÈS-VERBAL DE CLOTURE DE LA COMMISSION MIXTE.

FINAL ACT OF THE MIXED COMMISSION

(Présidence de M. le D^r Daniel Ortega Ricaurte.)

(President : Doctor Don Daniel Ortega Ricaurte)

Dans la ville d'Iquitos, siège de la Commission Mixte, le quatorze mars mil neuf cent trente, Son Excellence le D^r Miguel ABADÍA MÉNDEZ étant président de la République de Colombie et Son Excellence M. Augusto B. LEGUÍA étant président de la République du Pérou, les ingénieurs Daniel ORTEGA RICAURTE, chef, Gustavo TÉLLEZ et Umberto BRUNO, adjoints, et le D^r Segundo A. SANCHEZ U., secrétaire, au nom de LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; le colonel Roberto LÓPEZ, chef, le capitaine Manuel COSSIO et les capitaines du génie Bernardo DIANDERAS SEGURA et Francisco CEBREROS PÉREZ, adjoints techniques ; les lieutenants Benjamín Vega SEMINARIO et José Victor TENORIO, Auxiliaires et Ontéré R. BARBA, Secrétaire, au nom de la RÉPUBLIQUE DU PÉROU, réunis en conférence en vue de procéder à la clôture des travaux qui leur avaient été confiés par leurs pays respectifs en exécution du traité du 24 mars 1922, sont convenus de ce qui suit :

In the city of Iquitos, seat of the Mixed Commission, on March the fourteenth, one thousand nine hundred and thirty, during the Presidency, in the Republic of Colombia, of His Excellency Doctor Don Miguel Abadía MÉNDEZ, and in the Republic of Peru, of His Excellency Don Augusto B. LEGUÍA, there met in conference, on behalf of THE REPUBLIC OF COLOMBIA, the following engineers : Don Daniel ORTEGA RICAURTE, Chief, Don Gustavo TÉLLEZ and Don Umberto BRUNO, Assistants, and Doctor Don Segundo A. SANCHEZ U., Secretary, and on behalf of THE REPUBLIC OF PERU : Colonel Don Roberto LÓPEZ, Chief, Captain Don Manuel COSSIO, Engineer Captain Don Bernardo DIANDERAS SEGURA and Engineer Captain Don Francisco CEBREROS PÉREZ, Technical Assistants ; Lieutenant Don Benjamín VEGA SEMINARIO and Lieutenant Don José Victor TENORIO, Attachés ; and Don Ontéré R. BARBA, Secretary, in order to bring to a conclusion the work which, in virtue of the Treaty of March 24, 1922, was entrusted to them by their respective countries, and agreed :

Sont approuvées les bornes placées, par les sous-commissions mixtes désignées à cet effet, sur la ligne de frontière Yaguas-Atacuari, bornes dont la pose a donné lieu entre les groupes constituant la commission de démarcation, à un désaccord qui a fait l'objet du procès-verbal N^o 3 en date du 6 février 1929, et qui, conformément aux dispositions de l'article 4 du traité de frontières, a été résolu par les chancelleries des deux pays, qui ont signé le 9 octobre de la même année un accord dont les dispositions ont été appliquées par la Commission mixte de démarcation, ainsi qu'il ressort du procès-verbal N^o 4 en date du 11 novembre de l'année susmentionnée.

To approve the marks erected on the Yaguas-Atacuari frontier-line by the Mixed Sub-Commissions appointed for the purpose, the fixing of which caused the disagreement between the delegations forming the Boundary Commission recorded in Act No. 3 of February 6, 1929, and which was settled, in accordance with Article 4 of the Boundary Treaty, by the respective Chancelleries in the Agreement of October 9 of that year, carried out by the Mixed Boundary Commission in the manner recorded in Act No. 4 of November 11th of the above-mentioned year.

Les bornes visées au paragraphe précédent portent les numéros 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 ; la première est placée sur la rive droite de la rivière Yaguas sur la hauteur la plus rapprochée du confluent de cette dernière et du Putumayo ; cette borne, conformément à l'accord susmentionné des chancelleries, marque le point de départ, sur le Putumayo, de la ligne Yaguas-

The marks referred to in the foregoing paragraph are numbered 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 ; the first is situated on the right bank of the River Yaguas, on the high ground nearest to the confluence of that river with the Putumayo ; it indicates, in accordance with the aforementioned Agreement between the Chancelleries, the terminal point of the Yaguas-

Atacuari, et ses coordonnées géographiques sont les suivantes : $02^{\circ} 45' 39''.2$ de latitude sud et $70^{\circ} 03' 23''.5$ de longitude ouest de Greenwich ; la borne N^o 9 se trouve à 4413 mètres de la précédente sur la rive droite du Yaguas, ses coordonnées géographiques sont : $02^{\circ} 47' 40''.2$ de latitude sud et $70^{\circ} 04' 40''.4$ de longitude ouest de Greenwich et elle indique l'endroit où la ligne géodésique afférente à la rivière Atacuari se sépare nettement du cours de la rivière Yaguas ; en conséquence, la partie de la rivière que rencontre ladite ligne de frontière est remplacée par la rive droite de la rivière, opération grâce à laquelle le cours du Yaguas reste entièrement en territoire péruvien conformément à l'accord des chancelleries en date du 9 octobre ; les coordonnées géographiques de la borne N^o 10 sont $02^{\circ} 50' 31''.5$ de latitude sud et $70^{\circ} 06' 29''.3$ de longitude ouest de Greenwich, elle se trouve à une distance de 6243 mètres de la borne précédente et placée en ligne droite dans la direction de l'Atacuari ; la borne N^o 11 se trouve au point où commencent les terrains marécageux ou « aguajales » qui forment les pentes aboutissant à la rivière Loretoyacú, elle se trouve à une distance de 9470 mètres 32 du confluent de l'Atacuari et du Brazo Tigre de l'Amazonie et marque un point de la ligne géodésique dont les coordonnées géographiques sont : $03^{\circ} 43' 16''.6$ de latitude sud et $70^{\circ} 40' 03''.1$ de longitude ouest de Greenwich ; la borne N^o 12, qui marque l'intersection avec la rivière Boia-uassú, se trouve sur le plan de la ligne géodésique à une distance de 8404 mètres de l'embouchure de l'Atacuari et ses coordonnées géographiques sont : $03^{\circ} 43' 45''.8$ de latitude sud et $70^{\circ} 40' 21''.7$ de longitude ouest de Greenwich ; la borne N^o 13 se trouve à une distance de 504 mètres 3 du bord de l'Atacuari, elle indique également un point de la ligne géodésique et ses coordonnées géographiques sont : $03^{\circ} 47' 22''.5$ de latitude sud et $70^{\circ} 42' 39''.7$ de longitude ouest de Greenwich ; la borne N^o 14, qui indique sur la rivière Atacuari le point de départ de la ligne géodésique, tel qu'il a été fixé par les chancelleries, a les coordonnées géographiques suivantes : $03^{\circ} 47' 35''.6$ de latitude sud et $70^{\circ} 42' 48''.1$ de longitude ouest de Greenwich ; il se trouve à une distance de 25 mètres du point de réunion des eaux de l'Atacuari et du cours du Brazo Tigre. La position géographique exacte de la ligne géodésique, quand on part de l'extrémité nord en venant du Yaguas, dans la direction de l'Atacuari, est $32^{\circ} 34' 14''.0$ S.-O. et, si l'on

Atacuari line in the Putumayo, its geographical coordinates being lat. $02^{\circ} 45' 39''.2$ S. and long. $70^{\circ} 03' 23''.5$ W. of Greenwich ; mark No. 9 is at a distance of 4,413 m.o. from the one last mentioned, is on the right bank of the Yaguas, its geographical coordinates being lat. $02^{\circ} 47' 40''.2$ S. and long. $70^{\circ} 04' 40''.4$ W. of Greenwich, and indicates the spot at which the geodetic line to the River Atacuari definitely leaves the course of the River Yaguas ; the right bank of the river being consequently substituted as boundary for the part of the river intersected by the said frontier-line, thus fulfilling the condition that the entire course of the Yaguas shall remain in Peruvian territory, as laid down in the agreement of October 9th between the Chancelleries ; the geographical coordinates of mark No. 10 are lat. $02^{\circ} 50' 31''.5$ S. and long. $70^{\circ} 06' 29''.3$ W. of Greenwich, the mark being at a distance of 6,243 m.o. on the direct line to the Atacuari from the one last mentioned ; mark No. 11 is at the beginning of the marshes or swamps constituting the source of the River Loretoyacú, is at a distance of 9,470 m. 32 from the confluence of the Atacuari with the Tigre Arm of the Amazon, and indicates a point on the geodetic line, its geographical coordinates being lat. $03^{\circ} 43' 16''.6$ S. and long. $70^{\circ} 40' 03''.1$ W. of Greenwich ; mark No. 12 indicates the intersection with the River Boia-uassú, and is erected on the geodetic line at a distance of 8,404 m. 0 from the confluence of the Atacuari, its geographical coordinates being lat. $03^{\circ} 43' 45''.8$ S. and long. $70^{\circ} 40' 21''.7$ W. of Greenwich ; mark No. 13 is at a distance of 504 m. 3 from the bank of the Atacuari, and also indicates a point on the geodetic line, its geographical coordinates being lat. $03^{\circ} 47' 22''.5$ S. and long. $70^{\circ} 42' 39''.7$ W. of Greenwich ; mark No. 14 indicates the terminal point of the geodetic line in the River Atacuari, as fixed by the Chancelleries, its geographical coordinates being lat. $03^{\circ} 47' 35''.6$ S. and long. $70^{\circ} 42' 48''.1$ W. of Greenwich, and is at a distance of 25 m. 0 from the point at which the waters of the Atacuari unite with these of the Tigre Arm. The true bearing of the geodetic line, starting from its northern end in the direction Yaguas-Atacuari, is $32^{\circ} 34' 14''.0$ S. W. and, starting from its southern end in the direction Atacuari-Yaguas $32^{\circ} 36' 29''.2$ N.E.

part de l'extrémité sud, en venant de l'Atacuari, dans la direction du Yaguas, elle est située à $32^{\circ} 36' 29''.2$ N.-E.

Le description de ces bornes et les dates auxquelles elles ont été placées se trouvent dans les procès-verbaux de pose, signés par les membres des sous-commissions mixtes qui ont procédé aux opérations.

Il est également convenu que la délimitation intégrale de la frontière serait définie comme suit : à partir du point où le méridien passant par l'embouchure du Cuhimbé ou Coembi coupe la rivière San Miguel, la frontière remonte, sur une longueur de 15.213 mètres, jusqu'à ladite embouchure, en suivant la direction du méridien ; elle suit le lit de la rivière Putumayo, en aval, jusqu'à un point situé sur la rive droite de cette rivière, près de l'embouchure de la rivière Yaguas, sur une longueur de 1.455 kilomètres 600 mètres ; la frontière continue dans la direction de la ligne géodésique jusqu'au point où elle coupe la rivière Yaguas à une distance de 1.100 mètres de la borne N° 8, puis, le long de la rive droite de ladite rivière, elle s'étend sur une longueur de 3.600 mètres, jusqu'à la borne N° 9, et suit en ligne droite jusqu'au confluent de l'Atacuari et du Brazo Tigre de l'Amazone, sur une longueur de 131 kilomètres 076 mètres 8. Elle continue le long du thalweg du Brazo Tigre et de l'Amazone, sur une longueur de 115 kilomètres 800 mètres, jusqu'au point de départ de la ligne Apaporis-Tabatinga, situé dans le ravin San Antonio, conformément au Traité de frontière conclu entre le Pérou et le Brésil le 23 octobre 1851. La frontière ainsi décrite s'étend sur une longueur totale de 1722 kilomètres 384 mètres 8, et elle est marquée par quatorze bornes placées à titre définitif et décrites dans les procès-verbaux de pose respectifs.

Les travaux topographiques complémentaires motivés par les opérations de démarcation et portant sur des points qui ne font pas partie de la frontière sont les suivants : sur le fleuve des Amazones, 37 km. 200 ; sur le Brazo Tigre, 8 km. 300 ; sur la rivière Atacuari 91 km. 300 m. ; sur le Boia-uassú 14 km. 500 ; sur l'Hamaca-Yacu, 10 km. ; sur le Putumayo, depuis son embouchure jusqu'au confluent avec le Yaguas, 434 km. 900 ; et sur la même rivière, depuis l'embouchure du Cuhimbé jusqu'à Puerto Asís, 37 km. ; sur la rivière Cotuhé, 26 km. 100 ; sur la rivière Yaguas, 50 km. 800 ; sur la rivière Algogón, 12 km. ; sur la rivière Eré 5 km. 500 ; sur l'Igaraparaná, 9 km. 200 ; sur

The description of these marks and the dates on which they were erected are recorded in the acts relating to them, signed by the members of the Mixed Sub-Commissions who took part in their erection.

It was further agreed to define the entire frontier as follows : From the point at which the meridian passing through the confluence of the River Cuhimbé or Coembi cuts the River San Miguel, continuing along the meridian to the said confluence, for a distance of 15.213 m. 0 ; thence along the bed of the River Putumayo downstream, to a point on the right bank of that river near the confluence of the River Yaguas, for a distance of 1,455 Km. 600 m. 0 ; continuing along the geodetic line to the point where that line intersects the River Yaguas at a distance of 1,100 m. 0 from mark No. 8, then along the right bank of that river to mark number 9, for a distance of 3,600 m. 0, and thence in a straight line to the confluence of the River Atacuari with the Tigre Arm of the Amazon, for a distance of 131 km. 076 m. 8 ; continuing along the *thalweg* of the Tigre Arm and the Amazon for a distance of 115 km. 880 m. 0 to the terminal point of the Apaporis-Tabatinga line, situated in the Pass of San Antonio, in accordance with the Boundary Treaty between Peru and Brazil of October 23, 1851. The entire frontier described is 1,722 km. 384 m. 8 in length, and is indicated by fourteen fixed marks which are specified in the acts relating to it.

The additional topographical work carried out for the purposes of the demarcation, which does not correspond to the actual frontier, was as follows ; on the River Amazon, 37 km. 200 m. 0 ; on the Tigre Arm, 8 km. 300 m. 0 ; on the River Atacuari, 91 km. 300 m. 0 ; on the Boia-uassú, 14 km. 500 m. 0 ; on the Hamaca-Yacu, 10 km. 000 m. 0 ; on the Putumayo, from the mouth of that river to the confluence of the Yaguas, 434 km. 900 m. 0, and also on the Putumayo, from the confluence of the Cuhimbé to Puerto Asís, 37 km. 000 m. 0 ; on the River Cotuhé, 26 km. 100 m. 0 ; on the River Yaguas, 50 km. 800 m. 0 ; on the River Algogón, 12 km. 000 m. 0 ; on the River Eré, 5 km. 500 m. 0 ;

le Caraparaná, 29 km. ; sur le Campuya, 5 km. ; et sur le San Miguel, 91 km. 800, soit au total 862 km. 600 de levées de plans complémentaires lesquels, ajoutés à la longueur de la ligne frontière, donnent un total général de 2584 km. 989 m. 8 dûment vérifiés d'après les documents et plans qui ont été échangés, ainsi qu'il ressort du procès-verbal N° 5 de la Conférence de la Commission mixte en date du 12 mars.

Le Chef de la Commission colombienne, en son nom et au nom de tous ses collaborateurs, exprime, dans le présent procès-verbal, sa profonde et sincère gratitude envers les autorités suprêmes du Pérou et du Département de Loreto pour les marques d'attention dont ils ont été l'objet au cours de leur séjour dans ce pays.

Le Chef de la Commission péruvienne, de son côté, tient à remercier, au nom de son Gouvernement, dans le présent procès-verbal, le Chef et les autres membres de la Commission colombienne pour les paroles de reconnaissance adressées aux autorités supérieures et à celles du Département de Loreto.

Les Chefs des deux Commissions déclarent qu'en dépit du différend qui s'est élevé au sujet des opérations dont ils étaient chargés, différend dont il est question au procès-verbal N° 3 du 6 février 1929, et malgré les conditions défavorables de temps et de lieu dans lesquelles ont commencé les travaux dont l'exécution a coïncidé avec la période des pluies abondantes dans la région, les opérations n'ont jamais été interrompues de ce fait ; ils se félicitent mutuellement du résultat de la mission qui leur a été confiée par leurs gouvernements respectifs, résultats obtenus en grande partie grâce à l'enthousiasme, à la décision et à l'amour du travail dont n'ont cessé de faire preuve les membres du personnel de la Commission mixte de démarcation des frontières ; ils se plaisent à rendre hommage à l'abnégation et au patriotisme qui ont présidé à la campagne des travaux de démarcation qui prend fin à la date de ce jour.

Il a été donné lecture du présent procès-verbal qui a été approuvé par les membres présents de la Commission mixte et signé en double exemplaire pour être valable en tout temps.

(L. S.) (Signé) Daniel ORTEGA RICAURTE,
Chef de la Commission colombienne.

on the Igaraparaná, 9 km. 200 m. 0 ; on the Caraparaná, 29 km. 000 m. 0 ; on the Campuya, 5 km. 000 m. 0 ; and on the San Miguel, 91 km. 800 m. 0 ; making a total of 862 km. 600 m. 0 of additional topographical work, which total, added to the length of the frontier-line, makes a grand total of 2,584 km. 989 m. 8, verified by the documents and maps exchanged, as stated in Act No 5 of the meeting of the Mixed Commission on March 12.

The Chief of the Colombian Commission, in his own name and on behalf of all his colleagues, places on record in the present Act their deep and sincere gratitude to the high authorities of Peru and of the Department of Loreto for the kind attentions they have received during their pleasant stay in that country.

The Chief of the Peruvian Commission also records herein that, on behalf of his Government, he returns to the Chief and the other members of the Colombian Commission the expressions of gratitude bestowed upon the high authorities of Peru and of the Department of Loreto.

The Chiefs of both Commissions declare that, notwithstanding the disagreement that arose with regard to the operations to be undertaken by them, as recorded in Act No. 3 of February 6, 1929, and the unsuitable conditions of place and time under which the work began (during the period of heavy regional rainfall), these circumstances at no time caused any interruption in the work described ; and they congratulate each other on their success in carrying out the task entrusted to them by their respective Governments, largely thanks to the enthusiasm, decision and diligence displayed throughout by the personnel of the Mixed Boundary Commission — facts which they are glad to place on record as a well-deserved tribute to the self-sacrifice and patriotism shown in the demarcation operations which are concluded this day.

The present Act having been read and received the assent of the members of the Mixed Commission present, those members approved it and have signed it in duplicate, that it may endure perpetually.

(L. S.) (Signed) Daniel ORTEGA RICAURTE,
Chief of the Colombian Commission.

(Signé) Gustavo TÉLLEZ. <i>Ingénieur-adjoint.</i>	(Signed) Gustavo TÉLLEZ, <i>Engineer, Assistant.</i>
(Signé) Umberto BRUNO. <i>Ingénieur-adjoint.</i>	(Signed) Umberto BRUNO, <i>Engineer, Assistant.</i>
(Signé) Segundo A. SÁNCHEZ U. <i>Secrétaire.</i>	(Signed) Segundo A. SÁNCHEZ U., <i>Secretary.</i>
(L.S.) (Signé) Roberto LÓPEZ. <i>Chef de la Commission péru- vienne.</i>	(L.S.) (Signed) Roberto LÓPEZ, <i>Chief of the Peruvian Com- mission.</i>
(Signé) Manuel E. COSSIO. <i>Adjoint.</i>	(Signed) Manuel E. COSSIO, <i>Assistant.</i>
(Signé) Bernardo DIANDERAS. <i>Adjoint technique.</i>	(Signed) Bernardo DIANDERAS, <i>Technical Assistant.</i>
(Signé) Francisco J. CEBREROS PÉREZ. <i>Adjoint technique.</i>	(Signed) Francisco J. CEBREROS PÉREZ, <i>Technical Assistant.</i>
(Signé) Benjamín VEGA SEMINARIO. <i>Auxiliaire.</i>	(Signed) Benjamín VEGA SEMINARIO, <i>Attaché.</i>
(Signé) José V. TENORIO. <i>Auxiliaire.</i>	(Signed) José V. TENORIO, <i>Attaché.</i>
(Signé) Ontéré R. BARBA. <i>Secrétaire.</i>	(Signed) Ontéré R. BARBA, <i>Secretary.</i>

N^o 1743. — CONVENTION¹ D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE RÉVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

TURQUIE, effective à partir du 21 août 1930.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 25 juillet 1930.*

FRANCE, TUNISIE et ZONE FRANÇAISE DU MAROC, effective à partir du 20 octobre 1930.

*Communiquées par le Conseil fédéral suisse,
le 25 septembre 1930.*

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 366 ; et vol. XCII, page 403, de ce recueil.

No. 1743. — UNION CONVENTION¹ OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

TURKEY, effective as from August 21, 1930.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
July 25, 1930.*

FRANCE, TUNIS and FRENCH ZONE OF MOROCCO, effective as from October 20, 1930.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
September 25, 1930.*

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 366 ; and Vol. XCII, page 403, of this Series.

N^o 1744. — ARRANGEMENT¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES. REVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

TURQUIE, effective à partir du 21 août 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 25 juillet 1930.

FRANCE, TUNISIE et ZONE FRANÇAISE DU MAROC, effective à partir du 20 octobre 1930.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 25 septembre 1930.

No. 1744. — AGREEMENT¹ OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS, REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

TURKEY, effective as from August 21, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 25, 1930.

FRANCE, TUNIS and FRENCH ZONE of MOROCCO, effective as from October 20, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 25, 1930.

N^o 1745. — ARRANGEMENT² DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSIONS

TURQUIE, effective à partir du 21 août 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 25 juillet 1930.

FRANCE, TUNISIE et ZONE FRANÇAISE DU MAROC, effective à partir du 20 octobre 1930.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 25 septembre 1930.

No. 1745. — AGREEMENT² CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSIONS.

TURKEY, effective as from August 21, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 25, 1930.

FRANCE, TUNIS and FRENCH ZONE of MOROCCO, effective as from October 20, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 25, 1930.

¹ Vol. LXXIV, page 319; vol. LXXXVIII, page 367; et vol. XCII, page 403, de ce recueil.

² Vol. LXXIV, page 327; vol. LXXXIII, page 464; vol. LXXXVIII, page 367; et vol. XCII, page 404, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 319; Vol. LXXXVIII, page 367; and Vol. XCII, page 403, of this Series.

² Vol. LXXIV, page 327; Vol. LXXXIII, page 464; Vol. LXXXVIII, page 367; and Vol. XCII, page 404, of this Series.

N^o 1746. — ARRANGEMENT¹ DE LA HAYE DU 6 NOVEMBRE 1925, CONCERNANT LE DÉPÔT INTERNATIONAL DES DES- SINS OU MODÈLES INDUSTRIELS.

ADHÉSIONS

FRANCE, TUNISIE et ZONE FRANÇAISE DU MAROC, effective à partir du 20 octobre 1930.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 25 septembre 1930.

No. 1746. — AGREEMENT¹ CONCLUDED AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925, CONCERNING THE INTERNATIONAL REGISTRATION OF INDUSTRIAL DESIGNS OR MODELS.

ACCESSIONS.

FRANCE, TUNIS and FRENCH ZONE OF MOROCCO, effective as from October 20, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 25, 1930.

N^o 1778. — CONVENTION INTERNATIONALE² CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMINS DE FER, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A BERNE, LE 23 OCTOBRE 1924.

ADHÉSION

Adhésion de la TURQUIE, effective à partir du 3 juillet 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 11 juin 1930.

No. 1778. — INTERNATIONAL CONVENTION² CONCERNING THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL AND PROTOCOL. SIGNED AT BERNE, OCTOBER 23, 1924.

ACCESSION.

Accession of TURKEY, effective as from July 3, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 11, 1930.

N^o 1779. — CONVENTION INTERNATIONALE³ CONCERNANT LE TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES BAGAGES PAR CHEMINS DE FER. SIGNÉE A BERNE, LE 23 OCTOBRE 1924.

ADHÉSION

Adhésion de la TURQUIE, effective à partir du 3 juillet 1930.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 11 juin 1930.

No. 1779. — INTERNATIONAL CONVENTION³ CONCERNING THE TRANSPORT OF PASSENGERS AND BAGGAGE BY RAIL. SIGNED AT BERNE, OCTOBER 23, 1924.

ACCESSION

Accession of TURKEY, effective as from July 3, 1930.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 11, 1930.

¹ Vol. LXXIV, page 341 ; et vol. LXXXVIII, page 368, de ce recueil.

² Vol. LXXVII, page 367, de ce recueil.

³ Vol. LXXVIII, page 17, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 341 ; and Vol. LXXXVIII, page 368, of this Series.

² Vol. LXXVII, page 367, of this Series.

³ Vol. LXXVIII, page 17, of this Series.

No 1845. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS). SIGNÉE A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

RATIFICATIONS.

HONGRIE 27 août 1930.
URUGUAY 11 septembre 1930.

ADHÉSION.

(Convention et Protocole y relatif).

ESTONIE 30 août 1930.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹ ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

RATIFICATIONS.

HUNGARY August 27, 1930.
URUGUAY September 11, 1930.

ACCESSION.

(Convention and Protocol relating thereto).

ESTONIA August 30, 1930.

No 1905. — CONVENTION² RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 25 NOVEMBRE 1927.

ADHÉSIONS

TERRE-NEUVE 1^{er} juillet 1930.
RHODÉSIE DU SUD ... 1^{er} juillet 1930.

RATIFICATION

GUATÉMALA 8 août 1930

No. 1905. — INTERNATIONAL RADIO-TELEGRAPH CONVENTION². SIGNED AT WASHINGTON, NOVEMBER 25, 1927.

ACCESSIONS.

NEWFOUNDLAND ... July 1st, 1930.
SOUTHERN RHODESIA July 1st, 1930.

RATIFICATION.

GUATEMALA August 8, 1930.

No 1967. — ARRANGEMENT³ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE, SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 22 DÉCEMBRE 1928, A STOCKHOLM, LE 14 JANVIER ET A COPENHAGUE, LE 16 JANVIER 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations, le 8 juillet 1930.

No. 1967. — AGREEMENT³ CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND FINLAND, SIGNED AT HELSINGFORS, DECEMBER 22, 1928, AT STOCKHOLM, JANUARY 14, AND AT COPENHAGEN, JANUARY 16, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, July 8, 1930.

¹ Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; et vol. XCVI, page 204, de ce recueil.

² Vol. LXXXIV, page 97; vol. XCII, page 412; et vol. XCVI, page 205, de ce recueil.

³ Vol. LXXXVII, page 155, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; and Vol. XCVI, page 204, of this Series.

² Vol. LXXXIV, page 97; Vol. XCII, page 412; and Vol. XCVI, page 205, of this Series.

³ Vol. LXXXVII, page 155, of this Series.

N° 1975. — TRAITÉ¹ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, SIGNÉ A NANKIN, LE 22 NOVEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 1975. — PRELIMINARY TREATY¹ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE REPUBLIC OF CHINA, SIGNED AT NANKING, NOVEMBER 22, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N° 1983. — TRAITÉ² DOUANIER ENTRE LA CHINE ET LA NORVÈGE, SIGNÉ A SHANGHAI, LE 12 NOVEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 1983. — CUSTOMS TREATY² BETWEEN CHINA AND NORWAY, SIGNED AT SHANGHAI, NOVEMBER 12, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N° 2029. — CONVENTION³ DE COMMERCE ENTRE L'ESTONIE ET LA FRANCE. SIGNÉE A PARIS, LE 15 MARS 1929.

PROTOCOLE⁴ PORTANT CERTAINES MODIFICATIONS AUX DISPOSITIONS TARIFAIRES DE LA CONVENTION CI-DESSUS. SIGNÉ A TALLINN, LE 11 JUILLET 1930.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 28 juillet 1930.

No. 2029. — COMMERCIAL AGREEMENT³ BETWEEN ESTONIA AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, MARCH 15, 1929.

PROTOCOL⁴ MODIFYING CERTAIN TARIFF PROVISIONS OF THE ABOVE CONVENTION. SIGNED AT TALLINN, JULY 11, 1930.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, July 28, 1930.

¹ Vol. LXXXVII, page 287, de ce recueil.

² Vol. LXXXVII, page 381, de ce recueil.

³ Vol. LXXXIX, page 381, de ce recueil.

⁴ Entré en vigueur le 20 juillet 1930.

¹ Vol. LXXXVII, page 287, of this Series.

² Vol. LXXXVII, page 381, of this Series.

³ Vol. LXXXIX, page 381, of this Series.

⁴ Came into force July 20, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, représentés par :

M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères ; et

M. Henry COSME, chargé d'Affaires de France,

Sont tombés d'accord sur les points suivants :

1^o Le régime tarifaire des féculs de pommes de terre, tel qu'il est fixé à la liste B de la Convention commerciale franco-estonienne du 15 mars 1929 (poste ex 319) est abrogé ;

2^o Le régime tarifaire des véhicules de toutes sortes, tel qu'il est fixé à la liste A de la convention commerciale susindiquée (poste ex 173) est abrogé ;

3^o Le présent protocole, qui fera partie intégrante de la Convention commerciale franco-estonienne du 15 mars 1929 sera ratifié. Il entrera en vigueur cinq jours après que l'approbation par le Parlement estonien aura été notifiée au Gouvernement français.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole.

Fait à Tallinn, en double expédition, le 11. juillet 1930.

J. LATTIK. Henry COSME.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being represented by :

M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs, and

M. Henry COSME, French Chargé d'Affaires

Have agreed as follows :

(1) The tariff duty on potato fecula, as stipulated in list B of the Franco-Estonian Commercial Convention of March 15, 1929, (No. ex 319), shall be abolished;

(2) The tariff duty on vehicles of all kinds, as stipulated in list A of the aforesaid Commercial Convention (No. ex 173), shall be abolished ;

(3) The present Protocol, which shall form an integral part of the Franco-Estonian Commercial Convention of March 15, 1929, shall be ratified. It shall come into force five days after notification to the French Government of the approval of the Estonian Parliament.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Tallinn in duplicate, July 11, 1930.

J. LATTIK. Henry COSME.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 2044. — CONVENTION¹ BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 20, 1928.

N° 2044. — CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH COLONIES AND PROTECTORATES OF THE ABOVE CONVENTION. BERLIN, MARCH 14 AND 31, 1930.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A CERTAINES COLONIES ET CERTAINS PROTECTORATS BRITANNIQUES. BERLIN, LES 14 ET 31 MARS 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 30 mai 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE D'ANGLETERRE.

No. 99.
185/11/30.

N° 99
185/11/30.

BERLIN, *March* 14, 1930.

BERLIN, *le 14 mars* 1930.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (a) of the Anglo-German Civil Procedure Convention of the 20th March, 1928, the extension of the operation of that convention to the British Colonies and Protectorates etc. named in the accompanying schedule. Particulars have been inserted in the latter as to the local authority to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request are to be transmitted and the language to be used in communications and translations, as required by Article 17 (b) of the Convention

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention anglo-allemande du 20 mars 1928 concernant la procédure civile, que les effets de ladite convention sont étendus aux colonies, protectorats, etc. britanniques, qui figurent au tableau ci-joint. Comme le prescrit l'article 17 b) de la convention, ce tableau contient l'indication de l'autorité locale à laquelle les actes judiciaires et extra-judiciaires et les commissions rogatoires devront être transmis, ainsi que de la langue qui devra être utilisée dans les communications et les traductions.

2. In accordance with Article 17 (b) of the Convention, the extension now notified will

2. Conformément à l'article 17 b) de la convention, l'extension présentement notifiée

¹ Vol. XC, page 287 ; et vol. XCII, page 413, de ce recueil.

¹ Vol. XC, page 287 ; and Vol. XCII, page 413, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 14th April next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Horace RUMBOLD.

His Excellency
Dr. Curtius,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

prendra effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 14 avril prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Horace RUMBOLD.

Son Excellence
Docteur Curtius,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

SCHEDULE.

FURTHER LIST OF COLONIES, ETC.,
ADHERING TO THE ANGLO-GERMAN CIVIL
PROCEDURE CONVENTION.

Name	Language of Communication	Local Authority
Bermuda	English	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
Nigeria	»	The Chief Justice, Lagos Nigeria.
Basutoland	»	The Registrar of the Court of Resident Commissioner, Maseru (Basutoland).
Bechuana-land Protectorate	»	The Registrar of the Supreme Court of the Bechuanaland Protectorate Mafeking, Cape Province.
Swaziland	»	The Registrar of the Special Court of Swaziland Mbabane, Swaziland.
<i>Western Pacific</i>	»	
British Solomon Islands Protectorate Gilbert and Ellice Islands	»	The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.
Tonga (in case of a Tonga subject)		

TABLEAU

NOUVELLE LISTE DE COLONIES, ETC.
ADHÉRANT A LA CONVENTION ANGLO-ALLEMANDE
CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE.

Désignation	Langue dans laquelle la communication doit être rédigée	Autorité locale
Bermudes	Anglais	Le Registrar de la Cour Suprême, Hamilton, Bermudes.
Nigeria	»	Le Chief Justice, Lagos, Nigeria.
Basutoland	»	Le Registrar de la Cour du Commissaire-Résident, Maseru (Basutoland).
Bechuana-land	»	Le Registrar de la Cour Suprême du Protectorat, Mafeking, Province du Cap.
Swaziland	»	Le Registrar de la Cour spéciale du Swaziland, Mbabane, Swaziland.
<i>Pacifique occidentale</i>	»	
Protectorat des Iles Salomon Iles Gilbert et Ellice	»	Le Registrar de la Cour du Haut Commissaire, Suva, Fidji.
Tonga (dans le cas d'un ressortissant de Tonga)		

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

V. Z. 777. I

BERLIN, den 31. März, 1930.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich den Empfang Ihres Schreibens vom 14 März d. J. — Nr. 99 (185/II/30) — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung nimmt davon Vermerk, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 14. April 1930 auf die in der Anlage Ihres Schreibens aufgeführten Kolonien und Protektorate ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner Kenntnis von dieser Anlage, worin die Behörden angegeben worden sind, an die gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke sowie Rechtshilfeersuchen zu übermitteln sind.

Gemäss Artikel 17 *b* des genannten Abkommens treten seine Bestimmungen hinsichtlich der in der Anlage Ihres Schreibens vom 14. März 1930 aufgeführten Kolonien und Protektorate am 14. April 1930 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuen.

SCHUBERT.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

V. Z. 777/I.

BERLIN, 31 mars 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 14 mars 1930, N° 99 (185/II/30).

Le Gouvernement allemand prend acte du désir manifesté par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de voir étendre aux colonies et protectorats mentionnés dans l'annexe à votre communication les effets de la Convention germano-britannique du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, cette extension devant prendre effet à la date du 14 avril 1930. En outre, le Gouvernement allemand prend note de cette annexe où sont indiquées les autorités à qui les actes judiciaires et extrajudiciaires ainsi que les commissions rogatoires doivent être transmis.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

V. Z. 777/I.

BERLIN, March 31, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note, dated March 14, 1930, No. 99 (185/II/30).

The German Government notes that the Government of His Britannic Majesty is desirous of having the Anglo-German Civil Procedure Convention of March 20, 1928, extended with effect from April 14, 1930, to the Colonies and Protectorates mentioned in the schedule annexed to your Note. The German Government further notes that this schedule indicates the authorities to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request are to be transmitted.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Conformément à l'article 17 *b*) de la Convention précitée, les dispositions de cet instrument entreront en vigueur le 14 avril 1930 en ce qui concerne les colonies et protectorats mentionnés dans l'annexe à votre communication du 14 mars 1930.

Je saisis également cette occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

SCHUBERT.

ECHANGE DE NOTES RELATIF À L'ADHÉSION DE HONG-KONG A LA CONVENTION DU 20 MARS 1928. BERLIN, LES 4 ET 23 JUILLET 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 8 septembre 1930.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 225.
(185/21/30).

BERLIN, July 4, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with article 17 *(a)* of the Anglo-German Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of the 20th of March, 1928, the extension of the operation of that Convention to Hong Kong. The local authority to whom judicial and extra-judicial acts and letters of request should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Hong Kong and the language to be used in communications and translations is English.

2. In accordance with article 17 *(b)* of the Convention, the extension now notified will

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

In accordance with Article 17 *(b)* of the aforesaid Convention the provisions of this instrument will come into force on April 14, 1930, in respect of the Colonies and Protectorates mentioned in the schedule annexed to your Note of March 14, 1930.

I would avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my highest consideration.

SCHUBERT.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE ACCESSION OF HONG KONG TO THE CONVENTION OF MARCH 20, 1928. BERLIN, JULY 4 AND 23, 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 8, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N^o 225.
(185/21/30).

BERLIN, le 4 juillet 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 17 *(a)* de la Convention anglo-allemande du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, l'extension de l'application de cette convention à Hongkong. L'autorité locale à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, est le « Registrar » de la Cour suprême de Hongkong, et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites est l'anglais.

2. Conformément à l'article 17 *(b)* de la convention, l'extension qui fait l'objet de la

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 4th August next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Horace RUMBOLD.

His Excellency,
Dr. Curtius,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

présente notification entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 4 août prochain.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Horace RUMBOLD.

A Son Excellence
le Dr. Curtius,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. V. Z. 1809. Ang. I.

BERLIN W. 8. den 23. Juli 1930.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom 4. Juli 1930 — Nr. 225 (185/21/30) — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung nimmt davon Vermerk, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 4. August 1930 auf Hongkong ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner davon Vermerk, dass gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke sowie Rechtshilfeersuchen dem Registrar des Obersten Gerichtshofs in Hongkong zu übermitteln und dass die Mitteilungen und Uebersetzungen in englischer Sprache abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 b des Abkommens über den Rechtsverkehr von 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Ansehung von Hongkong mit dem 4. August 1930 in kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(u.) BÜLOW.

An Seine Exzellenz
den Königlich Britischen Botschafter
Sir Horace Rumbold.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Nr. V. Z. 1809. Ang. I.

BERLIN, W. 8., le 23 juillet 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note n° 225 (185/21/30), en date du 4 juillet 1930.

Le Gouvernement allemand prend acte du désir manifesté par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de voir étendre à Hongkong l'application de la Convention germano-britannique du 20 mars 1928, concernant les actes de procédure, cette extension devant prendre effet à la date du 4 août 1930. En outre, le Gouvernement allemand prend note que les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, doivent être transmis au « Registrar » de la Cour suprême de Hongkong et que les communications et les traductions doivent être rédigées en langue anglaise.

Conformément à l'article 17 *b*) de la Convention du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, les dispositions de cette convention entreront en vigueur le 4 août 1930, en ce qui concerne Hongkong.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) BÜLOW.

A Son Excellence
Sir Horace Rumbold,
Ambassadeur de Sa Majesté
britannique.

¹ TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE
No. V. Z. 1809. Ang. I.

BERLIN, W. 8., July 23, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication No. 225 (185/21/30) of July 4, 1930.

The German Government notes that His Britannic Majesty's Government desires the operation of the Anglo-German Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of March 20, 1928, to be extended to Hong Kong as from August 4th, 1930. It further notes that judicial and extra-judicial acts and letters of request should be transmitted to the Registrar of the Supreme Court of Hong Kong and that the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 17 *(b)* of the Convention, the provisions of the Convention will become applicable to Hong Kong on August 4, 1930.

I am, etc.

(Signed) BÜLOW.

His Excellency
Sir Horace Rumbold,
His Britannic Majesty's
Ambassador.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2047. — TRAITÉ¹ ENTRE SA MAJESTÉ ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, CONCERNANT LE TARIF DOUANIER CHINOIS, ETC. SIGNÉ A NANKIN, LE 20 DÉCEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

N° 2047. — TREATY¹ BETWEEN HIS MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE CHINESE REPUBLIC RELATING TO THE CHINESE CUSTOMS TARIFF, ETC. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 20, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N° 2057. — TRAITÉ² DE COMMERCE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA CHINE. SIGNÉ A NANKIN, LE 17 AOUT 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 2057. — TREATY² OF COMMERCE BETWEEN GERMANY AND CHINA. SIGNED AT NANKING, AUGUST 17, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N° 2062. — TRAITÉ³ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET LE ROYAUME DE DANEMARK. SIGNÉ A NANKIN, LE 12 DÉCEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 2062. — PRELIMINARY TREATY³ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE KINGDOM OF DENMARK. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 12, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N° 2095. — TRAITÉ⁴ RÉGLANT LES RELATIONS DOUANIÈRES ENTRE LA CHINE ET LA FRANCE. SIGNÉ A NANKIN, LE 22 DÉCEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 2095. — TREATY⁴ REGULATING CUSTOMS RELATIONS BETWEEN FRANCE AND CHINA. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 22, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

¹ Vol. XC, page 337, de ce recueil.

² Vol. XCI, page 93, de ce recueil.

³ Vol. XCI, page 207, de ce recueil.

⁴ Vol. XCII, page 267, de ce recueil.

¹ Vol. XC, page 337, of this Series.

² Vol. XCI, page 93, of this Series.

³ Vol. XCI, page 207, of this Series.

⁴ Vol. XCII, page 267, of this Series.

N^o 2096. — CONVENTION ¹ POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

SIGNATURES

SIAM.

PORTUGAL.

1. Le Gouvernement portugais se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier, aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

2. Le Gouvernement portugais déclare qu'aux termes de l'article 10, la présente convention ne s'étend pas à ses colonies.

GRÈCE.

Le Gouvernement hellénique se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

SUISSE.

BOLIVIE.

ADHÉSIONS

CONGO BELGE ET TERRITOIRE DE RUANDA-URUNDI	5 juin	1930.
--	--------	-------

RATIFICATIONS

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	2 juillet	1930.
AUTRICHE	18 juillet	1930.
ALLEMAGNE	1 ^{er} septembre	1930.
LUXEMBOURG	15 septembre	1930.
SUISSE	25 septembre	1930.

No. 2096. — CONVENTION ¹ ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26, 1927.

SIGNATURES.

SIAM.

PORTUGAL.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

1. The Portuguese Government reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered commercial under its national law.

2. The Portuguese Government declares, in accordance with the terms of Article 10, that the present Convention does not include its colonies.

GREECE.

The Hellenic Government reserves the right to limit the obligation mentioned in Article 1 to contracts which are considered as commercial under its national law.

SWITZERLAND.

BOLIVIA.

ACCESSIONS.

BELGIAN CONGO AND TERRITORY OF RU- ANDA-URUNDI ...	June 5,	1930.
--	---------	-------

RATIFICATIONS.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRE- LAND	July 2,	1930.
AUSTRIA	July 18,	1930.
GERMANY	September 1st	1930.
LUXEMBURG	September 15,	1930.
SWITZERLAND... ..	September 25,	1930.

¹ Vol. XCII, page 301 ; et vol. XCVI, page 205, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XCII, page 301 ; and Vol. XCVI, page 205, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2109. — TRAITÉ¹ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A NANKIN, LE 27 NOVEMBRE 1928. 國法

Communiqué par le ministre plénipotentiaire, directeur du bureau permanent de la Délégation chinoise à la Société des Nations, le 4 juillet 1930.

No. 2109. — PRELIMINARY TREATY¹ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE KINGDOM OF ITALY. SIGNED AT NANKING, NOVEMBER 27, 1928.

Communicated by the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation to the League of Nations, July 4, 1930.

N^o 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX.

ACTE² GÉNÉRAL, GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

ADHÉSIONS

NORVÈGE 11 juin 1930³
aux dispositions relatives au règlement arbitral (Chapitre III).

PAYS-BAS 8 août 1930.
(y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao), aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (Chapitres I et II) et aux dispositions générales concernant ces procédures (Chapitre IV).

FINLANDE (6 septembre 1930)
à l'ensemble de l'acte.

LUXEMBURG (15 septembre 1930)
à l'ensemble de l'acte.

ESPAGNE (16 septembre 1930.)
à l'ensemble de l'acte.

Sous les réserves a) et b) prévues à l'article 39 (deuxième alinéa).

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES.

GENERAL ACT², GENEVA, SEPTEMBER 26, 1928.

ACCESSIONS.

NORWAY June 11, 1930³,
to the provisions relating to arbitration (Chapter III).

THE NETHERLANDS August 8, 1930
(including Netherlands Indies, Surinam and Curaçao), to the Provisions relating to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II) and to the general provisions dealing with these procedures (Chapter IV).

FINLAND (September 6, 1930)
to all the provisions of the Act.

LUXEMBURG (September 15, 1930)
to all the provisions of the Act.

SPAIN (September 16, 1930)
to all the provisions of the Act.

Subject to reservations (a) and (b) provided for in Article 39, paragraph 2.

¹ Vol. XCIII, page 173, de ce recueil.

² Vol. XCIII, page 343, de ce recueil.

³ La Norvège ayant adhéré le 11 juin 1929 aux dispositions comprises dans les chapitres I, II et IV, se trouve avoir maintenant adhéré à l'ensemble de l'acte.

¹ Vol. XCIII, page 173, of this Series.

² Vol. XCIII, page 343, of this Series.

³ Norway having acceded on June 11, 1929, to the provisions covered by Chapters I and II and Chapter IV, has now acceded to all the provisions of the Act.

N^o 2135. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC, RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. ANGORA, LE 2 JUILLET 1929.

No. 2135. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH GOVERNMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI". ANGORA, JULY 2, 1929.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DU « MODUS VIVENDI » CI-DESSUS A SARAWAK. ANGORA, LES 17 MARS ET 9 AVRIL 1930.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTENSION TO SARAWAK OF THE ABOVE "MODUS VIVENDI". ANGORA, MARCH 17 AND APRIL 9, 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 30 mai 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 30, 1930.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

No. 21.

ANKARA, le 17 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Faisant suite à ma note en date du 31 décembre dernier sous N^o 126, au sujet de l'extension des dispositions du *modus vivendi* commercial anglo-turc à divers colonies, protectorats, etc., britanniques, j'ai l'honneur, conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de notifier au Gouvernement de la République turque l'extension de cet accord, en vertu des termes du paragraphe 3 de ladite convention, à l'Etat protégé de Sarawak.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) W. S. EDMONDS.

Son Excellence
Docteur Tevfik Rüştü Bey,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement de la
République turque
Ankara.

¹ Vol. XCIV, page 41, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S EMBASSY
IN TURKEY.

No. 21.

ANKARA, March 17, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Further to my note No. 126 dated December 31 last, with regard to the extension of the provisions of the Anglo-Turkish commercial *modus vivendi* to various British colonies, protectorates, etc., I have the honour, in accordance with instructions received from His Majesty's principal Secretary of State for Foreign Affairs, to notify to the Government of the Turkish Republic the extension of the said agreement under the terms of paragraph 3 of the said Convention to the Protected State of Sarawak.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. S. EDMONDS.

His Excellency
Doctor Tevfik Rüştü Bey,
Minister for Foreign Affairs
of the Government
of the Turkish Republic,
Ankara.

¹ Vol. XCIV, page 41, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. 84829-14.

Le 9 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note que vous avez bien voulu m'adresser le 17 mars dernier, sub N° 21, relativement à l'extension du *modus vivendi* du 2 juillet 1929 à l'Etat protégé de Sarawak.

En réponse, je m'empresse de vous faire savoir que les dispositions nécessaires ont été prises à l'effet d'assurer, sous condition de réciprocité, l'application dudit accord à l'Etat protégé précité.

Agréé, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) Dr. T. Rüştü.

Monsieur W. S. Edmonds,
Chargé d'affaires
de Sa Majesté britannique,
Ankara.

II.

TURKISH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 84829-14.

April 9, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note No. 21 that you sent to me on March 17 last, concerning the extension of the *modus vivendi* of July 2, 1929, to the Protected State of Sarawak.

In reply I have the honour to inform you that the necessary measures have been taken to ensure, subject to reciprocity, to the above-mentioned Protected State, the application of the said agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. T. Rüştü.

W. S. Edmonds, Esq.,
Chargé d'Affaires of
His Britannic Majesty,
Ankara.

N° 2138. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT
LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA
GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS,
TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE
MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ
A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

RATIFICATION

PORTUGAL 1^{er} juillet 1930.

1^o Ledit protocole n'oblige le Gouvernement de la République portugaise qu'envers les Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y auront adhéré.

¹ Vol. XCIV, page 65, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2138. — PROTOCOL¹ FOR THE
PROHIBITION OF THE USE IN WAR
OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR
OTHER GASES, AND OF BACTERIOLO-
GICAL METHODS OF WARFARE.
SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

RATIFICATION.

PORTUGAL July 1, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

(1) The said Protocol is only binding on the Government of the Portuguese Republic as regards States which have signed or ratified it or which may accede to it.

¹ Vol. XCIV, page 65, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2° Ledit protocole cessera de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement de la République portugaise à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

ADHÉSION

ETAT LIBRE D'IRLANDE ... 18 août 1930.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande n'entend assumer, par cette adhésion, aucune obligation qu'envers les Etats qui ont signé et ratifié ledit protocole ou qui y auront adhéré définitivement, et

Dans le cas où les forces armées d'un Etat ennemi ou d'un allié de tel Etat ne respecteraient pas ledit protocole, le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande cesserait d'être lié par ledit protocole, à l'égard de cet Etat.

(2) The said Protocol shall *ipso facto* cease to be binding on the Government of the Portuguese Republic in regard to any enemy State whose armed forces or whose Allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

ACCESSION.

IRISH FREE STATE ... August 18, 1930.

The Government of the Irish Free State does not intend to assume, by this accession, any obligation except towards the States having signed and ratified this Protocol or which shall have finally acceded thereto, and

Should the armed forces or the Allies of an enemy State fail to respect the said Protocol, the Government of the Irish Free State would cease to be bound by the said Protocol in regard to such State.

N° 2148. — ARRANGEMENT¹ RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UNE CARTE DE TRANSIT POUR ÉMIGRANTS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 14 JUIN 1929.

SIGNATURES

A la page 283 du volume XCIV, sous « Pays-Bas », lire :

J. F. BOER,
ad referendum.

Pour le Royaume en Europe :

Ce 3 juillet 1930,

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

No. 2148. — AGREEMENT¹ CONCERNING THE PREPARATION OF A TRANSIT CARD FOR EMIGRANTS. SIGNED AT GENEVA, JUNE 14, 1929.

SIGNATURES.

On page 283 of Volume XCIV, under "The Netherlands", read :

J. F. BOER,
ad referendum.

For the Kingdom in Europe :

July 3, 1930,

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

¹ Vol. XCIV, page 277, de ce recueil.

¹ Vol. XCIV, page 277, of this Series.

N^o 2184. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL RELATIF A L'EXPORTATION DES PEAUX, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

RATIFICATION

Dépôt :
NORVÈGE 26 septembre 1930.

No. 2184. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ RELATING TO THE EXPORTATION OF HIDES AND SKINS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

RATIFICATION.

Deposit :
NORWAY September 26, 1930.

N^o 2185. — ARRANGEMENT² INTERNATIONAL RELATIF A L'EXPORTATION DES OS, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

RATIFICATION

Dépôt :
NORVÈGE 26 septembre 1930.

No. 2185. — INTERNATIONAL AGREEMENT² RELATING TO THE EXPORTATION OF BONES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

RATIFICATION.

Deposit :
NORWAY September 26, 1930.

N^o 2238. — CONVENTION³ INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DES PROHIBITIONS ET RESTRICTIONS A L'IMPORTATION ET A L'EXPORTATION, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 8 NOVEMBRE 1927, ET ACCORD COMPLÉMENTAIRE A CETTE CONVENTION, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

RATIFICATION

Dépôt :
NORVÈGE 26 septembre 1930.

No. 2238. — INTERNATIONAL CONVENTION³ FOR THE ABOLITION OF IMPORT AND EXPORT PROHIBITIONS AND RESTRICTIONS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, NOVEMBER 8, 1927, AND SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THAT CONVENTION, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

RATIFICATION.

Deposit :
NORWAY September 26, 1930.

¹ Vol. XCV, page 357, de ce recueil.

² Vol. XCV, page 373, de ce recueil.

³ Vol. XCVII, page 391, de ce recueil.

¹ Vol. XCV, page 357, of this Series.

² Vol. XCV, page 373, of this Series.

³ Vol. XCVII, page 391, of this Series.

N^o 54 a). — CONVENTION¹ CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE. CONCLUE A LA HAYE, LE 17 JUILLET 1905.

ADHÉSIONS.

LETTONIE, effective à partir du 26 mai 1930.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 22 mai 1930.

YUGOSLAVIE, effective à partir du 7 juin 1930.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 22 mai 1930.

No. 54 (a). — CONVENTION¹ CONCERNING CIVIL PROCEDURE. CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905.

ACCESSIONS.

LATVIA, effective as from May 26, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, May 22, 1930.

YUGOSLAVIA, effective as from June 7, 1930.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, May 22, 1930.

N^o 103 a). — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE HONDURAS. SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 5 MAI 1910.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA DÉNONCIATION PAR LE HONDURAS DU TRAITÉ CI-DESSUS. TEGUCIGALPA, LE 16 DÉCEMBRE, ET GUATÉMALA, LE 27 DÉCEMBRE 1929.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juin 1930.

No. 103 (a). — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND HONDURAS. SIGNED AT GUATEMALA, MAY 5, 1910.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE DENUNCIATION BY HONDURAS OF THE ABOVE TREATY. TEGUCIGALPA, DECEMBER 16 AND GUATEMALA, DECEMBER 27, 1929.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 19, 1930.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES
DE LA
REPÚBLICA DE HONDURAS.

TEGUCIGALPA, 16 de diciembre de 1929.

SEÑOR MINISTRO,

Con fecha 27 de Febrero de 1915, el Congreso Nacional de Honduras ratificó el Tratado de Comercio y Navegación celebrado por Plenipotenciarios de este País y de la Gran Bretaña, en Guatemala, el día 5 de mayo de 1910.

El Canje de las ratificaciones de este Tratado se verificó, en Guatemala, el 21 de junio de 1915. A las estipulaciones de este Tratado se adhirieron las Colonias y Protectorados Británicos siguientes:

Nueva Zelandia, Barbada, Bermuda, Guayana Inglesa, Honduras Británica, Ceylán, Chipre,

¹ Vol. L, page 180; vol. LIV, page 434; et vol. XCII, page 420, de ce recueil.

¹ Vol. L, page 180; Vol. LIV, page 434; and Vol. XCII, page 420, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 106, page 788.

Islas Falkland, Estados Malayos Federados, Gambia, Costa de Oro, Granada, Hong-kong, Jamaica (inclusive las Islas Caimán, Turcos y Caicos), Islas de Sotavento, Malta, Mauricio, Protectorado de Niasalandia, Santa Elena, Santa Lucía, San Vicente, Seychelles, Sierra Leona Somalilandia, Protectorado de los Establecimientos del Estrecho, Trinidad, Protectorado de Uganda, Weihawai.

Conforme al Artículo 24 del referido Tratado, éste empezaría a regir inmediatamente después de ratificado, y continuaría en vigor durante diez años, contados desde la fecha en que empezó a regir ; y en el caso de que, doce meses antes de expirar el referido plazo de diez años, ninguna de las partes contratantes hubiese notificado a la otra su intención de darlo por terminado, el Tratado continuaría vigente hasta que trascurriera un año, contado desde el día en que una u otra de las Partes Contractantes lo hubiese denunciado, ésto sin perjuicio de poder darlo por terminado respecto a las Colonias, Posesiones y Protectorados Británicos que le hubieran dado su adhesión, pues para este caso se tendría el derecho de darlo por terminado separadamente, en cualquier tiempo, siempre que hubiera una notificación a ese efecto con doce meses de anticipación.

Con instrucciones del Excelentísimo Señor Presidente de la República, tengo la honra de dirigirme a Vuestra Excelencia para notificarle que mi Gobierno tiene la intención de dar por terminado el Tratado de Comercio y Navegación a que me he referido, acogiéndose a lo dispuesto en el Artículo 24 de él, que se ha citado ; debiendo quedar, en consecuencia, en vigor hasta el 16 de diciembre de 1930.

La denuncia de este Tratado no significa, en manera alguna, falta de deseo de parte de mi Gobierno, de celebrar otro en nuevas condiciones, pues se halla dispuesto al efecto si el de Su Majestad Británica abraza igual propósito.

Atentamente excito a Vuestra Excelencia a poner lo expuesto en conocimiento del Gobierno de Su Majestad Británica ; y aprovecho la oportunidad para reiterarle las seguridades de mi consideración más distinguida.

Jesús ULLOA.

Excelentísimo Señor Herbert Adolphus Grant Watson,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de su Majestad Británica.
Guatemala.

¹ TRADUCTION.

SECRETARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS.

TEGUCIGALPA, le 16 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la date du 27 février 1915, le Congrès national du Honduras a ratifié le traité de commerce et de navigation, conclu le 5 mai 1910 à Guatémala, par les plénipotentiaires de ce pays et ceux de la Grande-Bretagne.

L'échange des ratifications de ce traité a eu lieu à Guatémala, le 21 juin 1915.

Les colonies et protectorats britanniques dont les noms suivent ont adhéré aux clauses de ce traité :

Nouvelle-Zélande, Barbade, Bermudes, Guyane anglaise, Honduras britannique, Ceylan, Chypre, Iles Falkland, Etats Malais fédérés,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC
OF HONDURAS.

TEGUCIGALPA, December 16, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On February 27, 1915, the National Congress of Honduras ratified the Treaty of Commerce and Navigation signed by the Plenipotentiaries of this country and of Great Britain at Guatemala on May 5, 1910.

The ratifications of this Treaty were exchanged at Guatemala on June 21, 1915.

The following British Colonies and Protectorates acceded to this Treaty :

New Zealand, Barbados, Bermuda, British Guiana, British Honduras, Ceylon, Cyprus, Falkland Islands, Federated Malay States,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Gambie, Côte de l'Or, Grenade, Hong-Kong, Jamaïque (y compris les îles Caïman, Turk et Caïcos), Iles-sous-le-Vent, Malte, Maurice, protectorat du Nyassaland, Ste Hélène, Ste Lucie, St Vincent, Seychelles, Sierra-Leone, Somaliland, Protectorat des Etablissements des Détroits, Trinité, Protectorat de l'Ouganda, Wei-Hai-Wei.

Conformément aux dispositions de l'article 24 dudit traité, ce dernier devait prendre effet immédiatement après sa ratification et rester en vigueur pendant une période de dix ans, à compter de la date à laquelle il avait pris effet. Si aucune des Parties contractantes ne notifiait à l'autre, douze mois avant l'expiration du délai de dix ans, son intention de mettre un terme au traité, celui-ci devait demeurer en vigueur jusqu'à expiration d'une période d'un an à compter du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aurait dénoncé, sans préjudice de la faculté de mettre fin au traité en ce qui concerne les colonies, concessions et protectorats britanniques y ayant adhéré, chacune des Parties ayant, en ce cas, le droit de le dénoncer séparément en tout temps, moyennant préavis de douze mois.

D'ordre de S. Exc. Monsieur le président de la République, j'ai l'honneur de notifier à votre Excellence l'intention de mon gouvernement de mettre un terme au traité de commerce et de navigation sus mentionné, en vertu des dispositions de l'article 24 dudit traité. En conséquence, ce traité devra demeurer en vigueur jusqu'au 16 décembre 1930.

La dénonciation de ce traité ne signifie en aucune manière que mon gouvernement ne désire en conclure un autre dans de nouvelles conditions et il y serait tout disposé au cas où le Gouvernement de Sa Majesté britannique manifesterait la même intention.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir porter le contenu de la présente lettre à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté britannique et saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma considération la plus distinguée.

Jesus ULLOA.

A Son Excellence
Monsieur Herbert Adolphus Grant Watson,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Guatémala.

Gambia, Gold Coast, Grenada, Hong Kong, Jamaica (including the Cayman Islands and Turks and Caicos Islands), Leeward Islands, Malta, Mauritius, Nyasaland Protectorate, St. Helena, S. Lucia, St. Vincent, Seychelles, Sierra Leone, Somaliland, Straits Settlements, Trinidad, Uganda Protectorate, Wei-hai-Wei.

In accordance with Article 24 of the above-mentioned Treaty, the latter was to come into force immediately upon ratification and to be binding during ten years from the day of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties gave notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of the intention to terminate the Treaty, it was to remain in force until the expiration of one year from the day on which it was denounced by either of the Contracting Parties. As regards, however, the British colonies, Possessions and Protectorates which had acceded to the Treaty, either Party had the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

I am instructed by the President of the Republic to notify you that my Government intends to terminate the Treaty of Commerce and Navigation in question, in accordance with the provisions of Article 24 mentioned above; the Treaty will consequently remain in force until December 16, 1930.

The denunciation of this Treaty does not imply any unwillingness on the part of my Government to conclude another on different terms, which it is prepared to do if the British Government agrees.

I shall be glad if you will communicate the foregoing to the British Government.

I have the honour, etc.

Jesus ULLOA.

His Excellency
Herbert Adolphus Grant Watson,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Guatemala.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

BRITISH LEGATION.

GUATEMALA, *December 27, 1929.*

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of the 16th instant informing me, under instructions of His Excellency the President, that your Government desire to terminate the Treaty of Commerce and Navigation of 5th May 1910, which will accordingly cease to have effect after the 16th December, 1930.

Your Excellency adds that your Government are willing to conclude another treaty under new conditions.

While thanking Your Excellency for your Note, I have the honour to inform you that I have brought the contents of your Communication to the notice of my Government.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. A. Grant WATSON.

Señor Doctor Jesus Ulloa,
Minister for Foreign Affairs,
Tegucigalpa, Honduras.

II.

LÉGATION BRITANNIQUE.

GUATÉMALA, *le 27 décembre 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 16 courant, m'informant, d'ordre de Son Excellence le président, que votre gouvernement désire mettre un terme au traité de commerce et de navigation du 5 mai 1910, qui, en conséquence, cessera de produire ses effets après le 16 décembre 1930.

Votre Excellence ajoute que le Gouvernement du Honduras serait disposé à conclure un autre traité dans de nouvelles conditions.

Tout en remerciant Votre Excellence de sa note, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai porté le contenu de votre communication à la connaissance de mon gouvernement.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de ma très haute considération.

H. A. Grant WATSON.

A Monsieur le D^r Jesus Ulloa,
Ministre des Affaires étrangères,
Tegucigalpa, Honduras.

No. 104 (a). — EXTRADITION TREATY ²
BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN.
SIGNED AT LONDON, MAY 14,
1872.

N^o 104 a). — TRAITÉ D'EXTRADITION ²
ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE.
SIGNÉ A LONDRES, LE
14 MAI 1872.

ECHANGE DE NOTES ³ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE

EXCHANGE OF NOTES ³ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN

¹ Traduit par le Secrétaire de la Société des Nations, à titre d'information.

² DE MARTENS, Nouveau Recueil général de Traités, tome XIX, page 72.

³ L'instrument de ratification par l'Allemagne a été remis à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Berlin, le 17 juin 1930.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 62, page 5.

³ The instrument of ratification by Germany was received by His Britannic Majesty's Embassy at Berlin on June 17, 1930.

L'IRLANDE DU NORD, DE L'AUSTRALIE, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET DE L'UNION SUD-AFRICAINE, ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND RELATIF A L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT. BERLIN, LE 10 DÉCEMBRE 1928.

IRELAND, AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND THE UNION OF SOUTH AFRICA, AND THE GERMAN GOVERNMENT RELATING TO THE EXTENSION TO CERTAIN MANDATED TERRITORIES OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. BERLIN, DECEMBER 10, 1928.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 août 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 7, 1930.

I.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.
Nr. V. Str. 14358. Ang. 2.

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, mit Beziehung auf den vorangegangenen Schriftwechsel festzustellen, dass zwischen der Deutschen Regierung einerseits und den Regierungen Seiner Britannischen Majestät in Grossbritannien, dem Australischen Bunde, Neu-Seeland und der Süd-afrikanischen Union andererseits Einverständnis über Folgendes besteht :

1. Die Bestimmungen des zwischen Deutschland und Grossbritannien am 14. Mai 1872 unterzeichneten Auslieferungsvertrags sollen auf Auslieferungen zwischen Deutschland und den Mandatsgebieten von Palästina (mit Ausnahme des transjordanischen Gebiets), von Kamerun (britische Sphäre), Togoland (britische Sphäre), des Tanganyikagebiets, von Neu-Guinea, West-Samoa, Südwest-Afrika und Nauru entsprechende Anwendung finden.

2. Die Anträge auf Auslieferung aus und nach diesen Gebieten sollen in derselben Weise gestellt werden, als wenn diese Gebiete auswärtige Besitzungen Seiner Britannischen Majestät und die Angehörigen oder Eingeborenen dieser Gebiete britische Staatsangehörige wären.

3. Diese Vereinbarung wird deutscherseits ratifiziert werden. Sie tritt in Kraft zwei Monate nach dem Tage, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Grossbritannische Botschaft in Berlin erfolgt ist.

BERLIN, den 10 Dezember 1928.

An
die Königlich
Grossbritannische Botschaft.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° V. Str. 14358/Ang. 2.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de se référer à la correspondance échangée

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. V. Str. 14358/Ang. 2.

VERBAL NOTE.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour, with reference to the correspondence

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

précédemment et de constater qu'entre le Gouvernement allemand, d'une part, et les Gouvernements de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

1^o Les dispositions du Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, signé le 14 mai 1872, seront considérées comme s'appliquant par analogie aux extraditions entre l'Allemagne et les territoires sous mandat de Palestine (à l'exception du territoire de Transjordanie), du Cameroun (zone britannique), du Togoland (zone britannique), du territoire de Tanganyika, de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental, du Sud-Ouest africain et de Nauru.

2^o Les demandes d'extradition émanant de ces territoires, ou adressées auxdits territoires, devront être formulées de la même façon que si ces territoires étaient des possessions d'outremer de Sa Majesté britannique et leurs nationaux ou indigènes étaient des sujets britanniques.

3^o Le présent accord sera ratifié par l'Allemagne. Il entrera en vigueur deux mois après la date de la remise à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Berlin, de l'instrument allemand de ratification.

BERLIN, le 10 décembre, 1928.

A l'Ambassade
de Sa Majesté britannique.

II.

No. 450.
(40/23/28).

His Britannic Majesty's Ambassador presents his compliments to His Excellency the Minister for Foreign Affairs, and has the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and, with reference to the correspondence already exchanged, to state that His Majesty's Governments in Great Britain, the Commonwealth of

already exchanged, to note that the German Government on the one hand, and the Governments of His Britannic Majesty in Great Britain, the Commonwealth of Australia, New Zealand and the Union of South Africa on the other hand, are agreed as to the following :

1. The provisions of the Extradition Treaty between Germany and Great Britain which was signed on May 14, 1872, shall be deemed similarly to apply to extraditions between Germany and the Mandated Territories of Palestine (with the exception of the territory of Transjordan) of the Cameroons (British sphere), of Togoland (British sphere), of Tanganyika territory, of New Guinea, West Samoa, South West Africa, and Nauru.

3. Requisitions for extradition from and to these territories shall be regulated in the same way as if these territories were overseas possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals and natives of these territories were British subjects.

3. This agreement will be ratified by Germany. It enters into force two months after the day on which the German instrument of ratification has been delivered at His Britannic Majesty's Embassy in Berlin.

BERLIN, December 10, 1928.

To His Britannic
Majesty's Embassy.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No 450.
(40/23/28).

L'ambassadeur de Sa Majesté britannique a l'honneur de déclarer, conformément aux instructions du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et en se référant à la correspondance déjà échangée, qu'entre les gouvernements de Sa Majesté en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Australia, New Zealand and the Union of South Africa on the one hand, and the German Government on the other, are agreed as to the following :

1. The provisions of the Extradition Treaty between Germany and Great Britain which was signed on May 14, 1872, shall be deemed similarly to apply to extraditions between Germany and the Mandated Territories of Palestine (with the exception of the territory of Transjordan) of the Cameroons (British sphere), of Togoland (British sphere), of Tanganyika territory, of New Guinea, West Samoa, South West Africa, and Nauru.

2. Requisitions for extradition from and to these territories shall be regulated in the same way as if these territories were overseas possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals and natives of these territories were British subjects.

3. This agreement will be ratified by Germany. It enters into force two months after the day on which the German instrument of ratification has been delivered at His Britannic Majesty's Embassy in Berlin.

BERLIN, 10th, December, 1928.

British Embassy,

d'une part, et le Gouvernement allemand, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

1° Les dispositions du Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, signé le 14 mai 1872, seront considérées comme s'appliquant par analogie aux extraditions entre l'Allemagne et les territoires sous mandat de Palestine (à l'exception du territoire de Transjordanie), du Cameroun (zone britannique), du Togoland (zone britannique), du territoire de Tanganyika, de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental, du Sud-Ouest Africain et de Nauru.

2° Les demandes d'extradition émanant de ces territoires ou adressées auxdits territoires devront être formulées de la même façon que si ces territoires étaient des possessions d'outre-mer de Sa Majesté britannique et leurs nationaux ou indigènes étaient des sujets britanniques.

3° Le présent accord sera ratifié par l'Allemagne. Il entrera en vigueur deux mois après la date de la remise, à l'ambassade de Sa Majesté britannique à Berlin, de l'instrument allemand de ratification.

BERLIN, le 10 décembre, 1928.

Ambassade britannique.

N° 2301.

**POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant l'aménagement des cours d'eau Olša et Petrůvka. Signée à Katowice, le 18 février 1928.

**POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning the Improvement of the Rivers Olša and Petrůvka. Signed at Katowice, February 18, 1928.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2301. — SMLOUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU POLSKOU O ÚPRAVĚ ŘEKY OLŠE A POTOKA PETRŮVKY. PODEPSÁNA V KATOWICÍCH, DNE 18. ÚNORA 1928.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près de la Société des Nations et le chargé d'affaire a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 mars 1930.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ a REPUBLIKA POLSKÁ v úmyslu, zajistiti úpravu řeky Olše a potoka Petrůvky, rozhodly se sjednati smlouvu a jmenovaly k tomu účelu svými zmocněnci, a to :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Václava ROUBÍKA, inženýra, přednostu odboru ministerstva veřejných prací ;

PRESIDENT REPUBLIKY POLSKÉ :

Profesora doktora Walery GOETELA, delegáta vlády Polské republiky v československo-polských hraničních jednáních, a inženýra Alfreda KONOPKU, přednostu oddělení v ministerstvu veřejných prací,

Kteří, přezkoumajše navzájem své plné moci a shledavše je obsahem i formou správnými, shodli se na těchto ustanoveních :

Článek 1.

Smluvní státy provedou soustavnou úpravu řeky Olše v trati od jejího ústí do Odry až do místa, kde státní hranice na trvalo opouští její koryto, to jest u hlavních mezníků státní hranice číslo 87/XXVIII a číslo 88/XXVIII, jakož i potoka Petrůvky od jeho vtoku do Olše až do místa, kde státní hranice na trvalo opouští jeho koryto, to jest u hlavního mezníku státní hranice číslo 13/XXX.

Článek 2.

1. Povšechný projekt soustavné úpravy včetně staveb ochranných vypracují příslušné orgány československé v dohodě s příslušnými polskými orgány podle těchto zásad :

a) Na dolní trati Olše, to jest od jejího vtoku do Odry až po ústí Petrůvky, jako i na potoku Petrůvce (článek 1) provedou se úpravní a ochranné práce se zřetelem na ochranu před zátopami, úměrnou místním potřebám.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 22 janvier 1930.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 2301. — UMOWA¹ MIĘDZY REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ A RZECZĄ-
POSPOLITĄ POLSKĄ O REGULACJI RZEKI OLSZY I POTOKU PIOTRÓWKI.
PODPISANA W KATOWICACH, DNIA 18. LUTEGO 1928 R.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 19, 1930.

REPUBLIKA CZESKOSŁOWACKA i RZECZPOSPOLITA POLSKA w zamiarze zapewnienia regulacji rzeki Olszy i potoku Piotrówki, postanowiły zawrzeć umowę i zamianowały w tym celu swymi pełnomocnikami :

PREZYDENT REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ :

Wacława ROUBÍKA, Inżyniera, Dyrektora Departamentu w Ministerstwie Robót Publicznych,

PRESYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Profesora Doktora Walerego GOETLA, Delegata Rządu Rzeczypospolitej do rokowań granicznych polsko czeskosłowackich i
Inżyniera Alfreda KONOPKĘ, Naczelnika Wydziału w Ministerstwie Robót Publicznych,

Którzy, po zbadaniu swych pełnomocnictw i uznaniu ich za dobre i sporządzone we właściwej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Umawiające się Państwa przeprowadzą systematyczną regulację rzeki Olszy na odcinku od ujścia jej do Odry; aż do miejsca gdzie granica państwowa ostatecznie opuszcza jej koryto, to jest przy głównych kamieniach granicy państwowej numer 87/XXVIII i numer 88/XXVIII, jak również potoku Piotrówki od jego ujścia do Olszy, aż do miejsca gdzie granica państwowa ostatecznie opuszcza jego koryto, to jest przy głównym kamieniu granicy państwowej numer 13/XXX.

Artykuł 2.

1. Projekt ogólny systematycznej regulacji łącznie z robotami ochronnymi opracują właściwe organa czeskosłowackie w porozumieniu z właściwymi organami polskimi według następujących zasad :

a) Na dolnym odcinku Olszy, to jest od jej ujścia do Odry aż do ujścia Piotrówki oraz na potoku Piotrówka (Artykuł 1.) zostaną wykonane roboty regulacyjne i ochronne z uwzględnieniem zabezpieczenia przed wylewami, odpowiedniego do potrzeb miejscowych ;

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, January 22, 1930.

b) Na střední trati Olše, ležící v Československé republice, to jest od ústí Petrůvky až po hlavní mezník státní hranice číslo 28/XXIX, jakož i na horní trati Olše, to jest od mezníku státní hranice číslo 28/XXIX až po hlavní mezníky státní hranice číslo 87/XXVIII a číslo 88/XXVIII bude účelem úpravy a ochranných prací ustálení řečiště, zadržení pohybu štěrku a ochrana břehů ; účelem úpravy bude také ochrana mostů a silnic před škodlivými účinky vod a podle místní potřeby i ochrana před zátopami.

c) Úpravní a ochranné práce budou projektovány tak, aby umožňovaly melioraci přilehlých území.

2. Tento projekt bude po posouzení společnou technickou komisí, zmíněnou v článku 9 předložen příslušným ústředním úřadům smluvních států ke schválení. Schválený povšechný projekt bude podkladem detailních projektů.

Článek 3.

1. Podrobné projekty úpravních a ochranných prací vypracují příslušné technické orgány toho státu, jenž má tyto práce prováděti. Podrobné projekty týkající se dolní a horní trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera a, b) jakož i potoka Petrůvky (článek 1) budou vypracovány v dohodě s příslušnými orgány druhého státu.

2. Podrobné projekty, jež mají býti podle předchozího odstavce vypracovány příslušnými orgány jednoho státu v dohodě s příslušnými orgány druhého státu, podléhají před svým skutečným schválením příslušných ústředních úřadů obou států.

3. Podrobné projekty, týkající se střední trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera b) budou na požádání polského zmocněnce ve společné technické komisi (článek 9, odstavec 1) zaslány příslušnému ústřednímu úřadu polskému na vědomost.

4. Smluvní státy budou pečovat o to, aby práce zamýšlené podle podrobných projektů, vypracovaných shora zmíněným způsobem, byly po schválení příslušnými ústředními úřady provedeny v čase co nejkratším.

Článek 4.

1. Náklady na vypracování povšechného projektu, zmíněného v článku 2, hradí oba státy rovným dílem.

2. Náklady na vypracování podrobných projektů, zmíněných v článku 3, hradí onen stát, jehož orgány tyto projekty vyhotovily.

3. Náklady na úpravní i ochranné práce budou hrazeny takto :

a) na dolní trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera a), dále na Petrůvce (článek 1) jakož i na horní trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera b) oběma smluvními státy 2 polovice,

b) na střední trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera b) republikou Československou, k čemuž republika Polská přispěje částkou ve výši dvanáct a půl procenta nákladů, avšak ne větší celkovou částkou než 1,100.000 Kč.

Článek 5.

Do nákladů uvedených v článku 4, odstavec 3 a v článku 8 nebudou započítávány náklady, které vzniknou z činnosti stavebních správ a z jiných úředních jednání, spojených s pracemi, uvedenými ve výše zmíněných článcích ; tyto náklady hradí každý stát z vlastních prostředků.

b) Na odcinku średnim Olszy, położonym w Republice Czeskosłowackiej, to jest od ujścia Piotrówki aż do głównego kamienia granicy państwowej numer 28/XXIX, jak i na górnym odcinku Olszy, to jest od kamienia granicy państwowej numer 28/XXIX aż do głównych kamieni granicy państwowej numer 87/XXVIII i numer 88/XXVIII celem regulacji i robót ochronnych będzie ustalenie koryta, powstrzymanie ruchu rumowiska i ochrona brzegów; celem regulacji będzie także ochrona mostów i dróg przed szkodliwym działaniem wód, a zależnie od potrzeb miejscowych i ochrona przed wylewami;

c) Roboty regulacyjne i ochronne będą tak projektowane, aby umożliwiły meljorację przyległych obszarów.

2. Projekt ten po zaopiniowaniu przez wspólną komisję techniczną, przewidzianą w artykule 9, będzie przedłożony właściwym władzom centralnym Umawiających się Państw do zatwierdzenia. Zatwierdzony projekt ogólny będzie podstawą projektów szczegółowych.

Artykuł 3.

1. Projekty szczegółowe robót regulacyjnych i ochronnych opracują właściwe organa techniczne tego Państwa, które ma wykonać te roboty. Projekty szczegółowe dotyczące dolnego i górnego odcinka Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera a i b), jakoteż potoku Piotrówki (Artykuł 1) będą sporządzane w porozumieniu z właściwymi organami drugiego Państwa.

2. Projekty szczegółowe, które według ustępu poprzedniego mają być sporządzane przez właściwe organa jednego Państwa w porozumieniu z właściwymi organami drugiego Państwa, podlegają przed ich realizowaniem zatwierdzeniu przez właściwe władze centralne obu Państw.

3. Projekty szczegółowe dotyczące średniego odcinka Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera b) będą na żądanie polskiego pełnomocnika wspólnej komisji technicznej (Artykuł 9, ustęp 1) przesyłane właściwej polskiej władzy centralnej do wiadomości.

4. Umawiające się Państwa będą dbały o to, aby roboty przewidziane w projektach szczegółowych, sporządzonych w powyższy sposób były po zatwierdzeniu przez właściwe władze centralne wykonywane w najkrótszym czasie.

Artykuł 4.

1. Koszty opracowania ogólnego projektu wymienionego w artykule 2 pokryją oba Państwa w równych częściach.

2. Koszty opracowania projektów szczegółowych wymienionych w artykule 3 pokrywa to Państwo, którego organa projekty te sporządziły.

3. Koszty robót regulacyjnych i ochronnych będą pokrywane w następujący sposób:

a) Na dolnym odcinku Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera a) dalej na Piotrówce (Artykuł 1), jak i na górnym odcinku Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera b) przez oba Umawiające się Państwa po połowie;

b) Na średnim odcinku Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera b) przez Republikę Czeskosłowacką, do czego Rzeczpospolita Polska przyczyni się udziałem w wysokości dwanaście i pół procent kosztów, jednak w łącznej kwocie nie wyższej niż jeden milion sto tysięcy koron czeskosłowackich.

Artykuł 5.

Do kosztów, o których mowa w artykule 4, ustęp 3 i w artykule 8 nie będzie się zaliczało wydatków, które powstaną z czynności kierownictw budowy i innych czynności urzędowych, związanych z robotami, wymienionymi w powyższych artykułach; wydatki tego rodzaju pokrywa każde Państwo z własnych funduszków.

Článek 6.

1. Schválené podrobné projekty, týkající se tratí zmíněných v článku 4, odstavec 3, litera a), budou prováděny tím způsobem, aby v týchž časových obdobích na každý ze smluvních států připadaly pokud možno rovné náklady.

2. Programy prací budou sdělávány tak, aby po ukončení veškerých prací na tratích, zmíněných v článku 4, odstavec 3, litera a), každý stát měl provedeny práce rovněž přibližně stejného nákladu.

3. Práce budou prováděny ve stavebních úsecích, které mají zásadně obsahovati oba břehy. Při provádění prací na dolní trati Olše (článek 2, odstavec 1, litera a) a na Petrůvce (článek 1) bude vzat zřetel i na to, aby stavební úseky omezily se pokud možno na území jednoho státu.

4. Kolaudace úpravních a ochranných prací, vykonaných podle této smlouvy, provádějí se společně.

Článek 7.

1. Pokud v tratích Olše a Petrůvky, zmíněných v článku 4, odstavec, litera a), náklady prací, provedených jedním ze států na stavebních úsecích, pojatých do určitého stavebního programu, budou menší než náklady prací, provedených druhým státem na odpovídajících stavebních úsecích téhož programu, pak první stát zaplatí druhému polovici rozdílu nákladů. Výplata stane se po společném provedení kolaudace prací ve výše zmíněných stavebních úsecích během dvou měsíců od uznání vyúčtování v měně toho státu, k jehož dobru se výplata koná.

2. Polský příspěvek, zmíněný v článku 4, odstavec 3, litera b), bude zaplacen tím způsobem že po provedení společné kolaudace prací, pojatých do určitého stavebního programu a po schválení kolaudačního protokolu příslušnými ústředními úřady obou států, zaplatí republika Polská republice Československé příslušnou kvotu v měně československé během dvou měsíců po schválení kolaudačního protokolu.

3. Schválení vyúčtování zmíněného v odstavci 1, jakož i schválení kolaudačního protokolu, zmíněného v odstavci 2, stane se nejpozději během rozpočtového roku, následujícího po roce, v němž byla kolaudace provedena.

Článek 8.

1. Udržování úpravních a ochranných prací na řece Olši od jejího ústí do Odry až po hlavní mezníky státní hranice číslo 87/XXVIII a číslo 88/XXVIII a na potoku Petrůvce od jeho ústí do Olše až po hlavní mezník státní hranice číslo 13/XXX, včetně udržování úpravních a ochranných prací provedených na těchto tratích v době před uzavřením této smlouvy, bude obstarávati onen stát, jenž příslušné stavby provedl. Náklady těchto udržovacích prací hrazeny budou oběma státy podle klíčů, určených v článku 4, s tou výjimkou, že pokud jde o střední trat' Olše (článek 4, odstavec 3, litera b), celkový příspěvek republiky Polské na stavební i udržovací náklady v této trati nepřekročí částku Kč 1,000.000.—.

2. Náklady provedených udržovacích prací budou v obdobích nejvýše dvouletých vzájemně vyúčtovány. Tato vyúčtování budou schvalována příslušnými ústředními úřady obou států nejdéle během rozpočtového roku, následujícího po roce, v němž bylo vyúčtování předloženo. Vyrovnaní případného rozdílu, jakož i zaplacení dvanáct a půl procentního polského příspěvku na náklady udržovací na střední trati Olše (článek 4, odstavec 3, litera b), stane se během dvou měsíců po schválení tohoto vyúčtování příslušnými úřady obou států.

3. Po skončení soustavné úpravy bude obstarávati udržovací práce vlastním nákladem onen stát, na jehož území dotyčná stavba leží.

Artykuł 6.

1. Zatwierdzone projekty szczegółowe, odnoszące się do odcinków wymienionych w artykule 4, ustęp 3, litera *a*), mają być realizowane w ten sposób, aby w tych samych okresach czasu na każde z Umawiających się Państw przypadały możliwie równe wydatki.

2. Programy robót mają być tak układane, aby po ukończeniu wszystkich robót na odcinkach wymienionych w artykule 4, ustęp 3, litera *a*), każde Państwo miało wykonane roboty także możliwie równej wartości

3. Roboty będą prowadzone odcinkami budowlanymi, obejmującymi zasadniczo oba brzegi. Przy przeprowadzeniu robót na dolnym odcinku Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera *a*) i na Piotrówce (Artykuł 1) winno się także uwzględniać, aby odcinki budowlane były ile możności ograniczone do obszaru jednego Państwa.

4. Kolaudację robót regulacyjnych i ochronnych, wykonywanych w myśl niniejszej Umowy, przeprowadza się wspólnie.

Artykuł 7.

1. Jeżeli na odcinkach Olszy i Piotrówki, wymienionych w artykule 4, ustęp 3, litera *a*), koszty robót wykonanych przez jedno z Państw na odcinkach budowlanych, objętych pewnym programem budowlanym, będą mniejsze od kosztów robót wykonanych przez Państwo drugie na odpowiednich odcinkach według tego samego programu, wówczas Państwo pierwsze zapłaci drugiemu połowę różnicy kosztów. Wypłata nastąpi po wspólnym przeprowadzeniu kolaudacji robót na wyżej wymienionych odcinkach budowlanych w ciągu dwóch miesięcy od zatwierdzenia rozliczenia w walucie tego Państwa, na korzyść którego wypłata będzie dokonana.

2. Udział polski, wymieniony w artykule 4, ustęp 3, litera *b*), będzie wypłacany w ten sposób, że po przeprowadzeniu wspólnej kolaudacji robót objętych pewnym programem budowy i po zatwierdzeniu protokołu kolaudacyjnego przez właściwe władze centralne obu Państw, zapłaci Rzeczpospolita Polska Republice Czeskosłowackiej odnośną kwotę w walucie czeskosłowackiej w ciągu dwóch miesięcy po zatwierdzeniu protokołu kolaudacyjnego.

3. Zatwierdzenie rozliczenia wymienionego w ustępie 1, jak również zatwierdzenie protokołu kolaudacyjnego wymienionego w ustępie 2, nastąpi najpóźniej w ciągu roku budżetowego, następującego po tym roku, w którym kolaudację przeprowadzono.

Artykuł 8.

1. Konserwacje robót regulacyjnych i ochronnych na rzece Olszy od jej ujścia do Odry aż do głównych kamieni granicy państwowej numer 87/XXVIII i numer 88/XXVIII i na potoku Piotrówce od jego ujścia do Olszy aż do głównego kamienia granicy państwowej numer 13/XXX, włącznie z konserwacją robót regulacyjnych i ochronnych, które do chwili zawarcia umowy zostały wykonane, będzie prowadziło to Państwo, które odnośne roboty wykonało. Koszty powyższych robót konserwacyjnych będą ponoszone przez oba Państwa według kluczy ustalonych w artykule 4 z tym wyjątkiem, że na średnim odcinku Olszy (Artykuł 4, ustęp 3, litera *b*) całkowity udział Rzeczypospolitej Polskiej w kosztach budowlanych i konserwacyjnych na tym odcinku nie przekroczy kwoty jeden milion sto tysięcy koron czeskosłowackich.

2. Koszty robót konserwacyjnych będą wzajemnie rozliczane w okresach najpóźniej dwuletnich. Rozliczenia te będą zatwierdzały właściwe władze centralne obu Państw najpóźniej w ciągu tego roku budżetowego, który nastąpi po roku, w którym rozliczenie przedłożono. Wyrównanie ewentualnej różnicy, jak również wypłata dwanaście i pół procentowego udziału polskiego w kosztach konserwacyjnych na średnim odcinku Olszy (Artykuł 4, ustęp 3, litera *b*) nastąpi w ciągu dwóch miesięcy po zatwierdzeniu tego rozliczenia przez właściwe władze obu Państw.

3. Po ukończeniu systematycznej regulacji będzie wykonywało roboty konserwacyjne własnym kosztem to Państwo, na którego obszarze budowle się znajdują.

Článek 9.

1. Aby usnadněna byla dohoda ve věcech této smlouvy, utvoří se společná technická komise, do které jmenuje každý ze států svého zmocněnce a jeho náhradníka; náhradník vykonává funkci zmocněnce v případě, kdy zmocněnec ji nemůže sám vykonávat. Každý ze smluvních států může přidělití svému zmocněnci potřebný počet poradců. Zmocněnce a jeho náhradníka jmenuje příslušný ústřední úřad jeho státu.

2. Úkolem komise bude :

- a) Posuzovati povšechný projekt zmíněný v článku 2 včetně rozpočtu, před jich schválením;
- b) Stanoviti program prací, zvláště pro nejbližší stavební období;
- c) Posuzovati podrobné projekty včetně rozpočtů;
- d) Navrhovati směrnice o způsobu provádění prací, posuzovati výsledky ofertního řízení a kontrolovati veškeré práce a jich náklady;
- e) Kolaudovati práce po stránce technickohospodářské v případě, nepověří-li ústřední úřady tímto úkonem zvláštní orgány.

3. V prvním kalendářním roce rozhodne o předsednictví komise mezi zmocněnci obou států los. V následujících kalendářních rocích střídají se zmocněnci v předsednictví komise vždy počátkem každého roku.

4. Společná technická komise schází se zpravidla střídavě na územích obou států.

5. Komisi svolává předseda v případě potřeby, nebo na žádost jednoho ze smluvních států, nejméně však jednou ročně. O každém jednání sepíše se dvojmo protokol v jazycích obou států; tyto protokoly předloží se příslušným ústředním úřadům smluvních států.

6. Za přijaté pokládají se ty návrhy komise, s nimiž souhlasí oba zmocněnci. Přijaté návrhy jsou pro smluvní státy závaznými teprve po jich schválení příslušnými ústředními úřady těchto států.

7. Každý stát hradí výlohy osob, účastnících se s jeho strany jednání komise.

Článek 10.

Zmocněnci smluvních států ve společné technické komisi a jejich náhradníci i přidělení poradci, dále osoby řídící stavbu a jich personál, mohou v případě potřeby překročovati hranici ke splnění svých úkolů. K tomu cíli budou jim poskytnuty ve vzájemné dohodě příslušných úřadů přípustné úlevy, dokud tato záležitost nebude upravena v jiné smlouvě. Tentýž postup bude zachován při podnikatelích, provádějících úpravní, ochranné a udržovací práce, jakož i při jejich personálu a dělnictvu, překročují-li hranici za účelem provádění těchto prací.

Článek 11.

1. Bude-li jeden ze smluvních států prováděti práce v rámci této smlouvy na území druhého státu, budou stavební hmoty, určené pro tyto práce, osvobozeny od cla a jiných dávek vyjma poplatky statistické. Totéž platí pro přístroje, nářadí, dopravní prostředky a spřežení, jichž bude použito při zmíněných pracích, za podmínky zpětného vývozu těchto předmětů po skončení prací.

Artykuł 9.

1. Celem ułatwienia porozumienia w sprawach objętych tą Umową, zostanie utworzona wspólna komisja techniczna, do której każde z Państw wyznaczy swego pełnomocnika i jego zastępcę; zastępca pełni funkcje pełnomocnika, w wypadku, gdy pełnomocnik nie może ich wykonywać. Każde z Umawiających się Państw może przydzielić swemu pełnomocnikowi potrzebną ilość doradców. Pełnomocnika i jego zastępcę mianuje właściwa władza centralna jego Państwa.

2. Zadaniem komisji będzie :

- a) Ocena projektu ogólnego, wymienionego w artykule 2, wraz z kosztorysem przed ich zatwierdzeniem ;
- b) Ustalanie programu robót, zwłaszcza na najbliższe okresy budowlane ;
- c) Ocena projektów szczegółowych wraz z kosztorysami ;
- d) Zgłaszanie wniosków co do sposobu prowadzenia robót, ocenianie wyników przetargów i kontrola wszelkich robót i ich kosztów ;
- e) Kolaudacja robót ze stanowiska techniczno-gospodarczego w wypadku, gdy władze centralne nie wydelegują do tych czynności specjalnych organów.

3. W pierwszym roku kalendarzowym rozstrzyga o przewodnictwie komisji między pełnomocnikami obu Państw los. W następnych latach kalendarzowych zmieniają się pełnomocnicy w przewodnictwie komisji zawsze na początku każdego roku.

4. Wspólna komisja techniczna zbiera się z reguły naprzemian na obszarach obu Państw.

5. Komisję zwołuje przewodniczący w razie potrzeby lub na życzenie jednego z Umawiających się Państw, jednak przynajmniej raz na rok. Z każdego posiedzenia będzie sporządzony protokół w dwóch egzemplarzach, w językach obu Państw ; protokoły te będą przedłożone właściwym władzom centralnym obu Umawiających się Państw.

6. Za przyjęte uważa się te wnioski komisji, na które zgadzają się obaj pełnomocnicy. Wnioski przyjęte są wiążące dla Umawiających się Państw dopiero po ich zatwierdzeniu przez właściwe władze centralne tych Państw.

7. Każde Państwo pokrywa wydatki osób, biorących z jego strony udział w komisji.

Artykuł 10.

Pełnomocnicy Umawiających się Państw we wspólnej komisji technicznej, ich zastępcy oraz przydzieleni doradcy, jak również kierownicy techniczni robót i ich personel, mogą w razie potrzeby przekraczać granicę dla wykonywania swych obowiązków. W tym celu będą im udzielane w obupólnym porozumieniu właściwych władz odpowiednie ułatwienia, dopóki sprawa ta nie będzie uregulowaną w innej umowie. To samo postępowanie będzie stosowane wobec przedsiębiorców prowadzących roboty regulacyjne, ochronne i konserwacyjne i ich personelu oraz robotników, przekraczających granicę celem wykonania tych robót.

Artykuł 11.

1. Jeżeli jedno z Umawiających się Państw będzie prowadziło roboty w ramach niniejszej Umowy na obszarze drugiego Państwa, materiały budowlane przeznaczone do tych robót będą zwolnione od cła i innych opłat, z wyjątkiem opłat statystycznych. To samo dotyczy instrumentów, narzędzi, środków przewozowych i zaprzęgów, o ile będą przeznaczone do tych robót, pod warunkiem wywiezienia tych przedmiotów z powrotem po ukończeniu robót.

2. Osvobození podle odstavce 1 budou povolovati příslušné úřady celní správy druhé stolice. Tyto úřady obou států stanoví po vzájemné dohodě podmínky pro dopravu předmětů jmenovaných v odstavci 1, přes celní hranici. Doprava přes hranici dovozuje se zásadně na místech k tomu nejvhodnějších.

3. Na předměty jmenované v odstavci 1, nebude použito předpisů omezujících dovoz a vývoz.

4. Úlevy výtčené v odstavcích 1, 2 a 3, nevztahují se na střední trať Olše (článek 2, odstavec 1, litera b).

Článek 12.

Smluvní státy sdělí si navzájem úřady příslušné ku provádění ustanovení této smlouvy. Tyto úřady, jakož i zmocněnci uvedení v článku 9, mohou si přímo dopisovati ve věcech týkajících se smlouvy.

Článek 13.

Tato smlouva bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny v Praze. Smlouva nabude účinnosti třicátého dne po výměně ratifikačních listin a přestane platiti po ukončení všech úpravních a ochranných prací, jež jsouž předmětem této smlouvy, jakož i po úplném vyrovnání všech závazků vyplývajících z ní pro oba státy. Oba státy vyhrazují si právo učiniti v případě potřeby návrh na revisi smlouvy.

Tato smlouva byla vyhotovena ve dvou souhlasných exemplářích v československém a polském jazyku ; oba texty jsou původní.

Čemuž na svědomí podepsali zmocněnci tuto smlouvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Katowicích, dne osmnáctého února roku tisícího devítistého dvacátého osmého.

Za republiku Československou :

(L. S.) Ing. Václav ROUBÍK.

Za republiku Polskou :

(L. S.) Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Při podpisu této smlouvy shodli se podepsaní zmocněnci na tomto :

1. Pokud se v této smlouvě mluví o úhradě nákladů státy, bude opatření těchto nákladů za případného zatížení jiných činitelů než státu samého věcí vnitřní úpravy.

2. Až do doby schválení povšechného projektu, zmíněného v článku 2 této smlouvy, příslušnými ústředními úřady obou států, mohou býti na území obou států prováděny

2. Zwolnienia określone w ustępie 1 będą udzielane przez właściwe władze celne II instancji. Wymienione władze obu Państw ustanowią po wzajemnem porozumieniu warunki przewozu przez granicę celną przedmiotów oznaczonych w ustępie 1. Zasadniczo dozwala się na przewóz przez granicę w miejscach do tego celu najdogodniejszych.

3. Do przedmiotów oznaczonych w ustępie 1 nie będą stosowane przepisy ograniczające przywóz i wywóz.

4. Ulgi określone w ustępie 1, 2 i 3 nie mają zastosowania do średniego odcinka Olszy (Artykuł 2, ustęp 1, litera b).

Artykuł 12.

Umawiające się Państwa podadzą sobie wzajemnie do wiadomości urzędy właściwe dla wykonywania postanowień niniejszej Umowy. Urzędy te, jak również pełnomocnicy wymienieni w artykule 9 mogą porozumiewać się ze sobą bezpośrednio w sprawach, odnoszących się do tej Umowy.

Artykuł 13.

Umowa niniejsza będzie ratyfikowaną a wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi w Pradze. Umowa wejdzie w życie trzydziestego dnia po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych, a ważność jej wygasa po ukończeniu wszystkich robót regulacyjnych i ochronnych, będących przedmiotem niniejszej Umowy, i po całkowitem wyrównaniu wszelkich zobowiązań, wynikających z niej dla obu Państw. Oba Państwa zastrzegają sobie w razie potrzeby prawo przedstawienia wniosku o rewizję Umowy.

Umowa niniejsza została sporządzona w dwóch równobrzmiących egzemplarzach w językach czeskosłowackim i polskim ; oba teksty są autentyczne.

Na dowód czego Pełnomocnicy podpisali niniejszą Umowę i przyłożyli na niej swe pieczęci.

Działo się w Katowicach, dnia osiemnastego lutego tysiąc dziewięćset dwudziestego ósmego roku.

W imieniu Republiki Czeskosłowackiej :

(L. S.) Ing. Václav ROUBÍK.

W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej :

(L. S.) Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy podpisywaniu niniejszej Umowy zgodzili się podpisani Pełnomocnicy na następujące :

1. O ile w tej Umowie mówi się o ponoszeniu kosztów przez Państwa, zebranie funduszków przez ewentualne obciążenie innych czynników, aniżeli samego Państwa, będzie sprawą wewnętrznego uregulowania.

2. Do czasu zatwierdzenia przez właściwe władze centralne obu Państw ogólnego projektu wymienionego w artykule 2 niniejszej Umowy, mogą być na obszarze obu

neodkladné místní úpravní a ochranné stavby a práce udržovací. Pro vypracování, projednávání a schvalování příslušných projektů, jakož i pro úhradu příslušných nákladů, platí povšechně ustanovení této smlouvy s výjimkou ustanovení článku 6, odstavce 1 a 3.

Tento závěrečný protokol jest podstatnou součástí této smlouvy a nevyžaduje zvláštní ratifikace

Dáno v Katovicích, dne 18, února 1928.

Za republiku Československou :

Ing. Václav ROUBÍK.

Za republiku Polskou :

Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 28 janvier 1930.

Dr Jan Opočensky,

Directeur des Archives.

Państw prowadzone niecierpiące zwłoki miejscowe roboty regulacyjne, ochronne i konserwacyjne. Do opracowania, postępowania i zatwierdzania odnośnych projektów, jak również do pokrycia odnośnych kosztów, będą ogólnie stosowane postanowienia niniejszej Umowy, z wyjątkiem postanowień artykułu 6, ustęp 1 i 3.

Niniejszy protokół końcowy stanowi integralną część tej Umowy i nie wymaga osobnej ratyfikacji,

Działo się w Katowicach, dnia 18. lutego 1928 r.

W imieniu Republiki Czeskosłowackiej :

Ing. Václav ROUBÍK.

W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej :

Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

¹ TRADUCTION.

N^o 2301. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT DES COURS D'EAU OLSÁ ET PETRŮVKA. SIGNÉE A KATOWICE, LE 18 FÉVRIER 1928.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, animées du désir d'assurer la régularisation de la rivière de l'Olša et du cours d'eau de la Petřůvka, ont décidé de conclure une convention et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Václav ROUBÍK, ingénieur, chef de division au ministère des Travaux publics ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Le professeur Waléry GOETEL, délégué du Gouvernement de la République polonaise pour les questions frontalières entre la Tchécoslovaquie et la Pologne ; et

M. Alfred KONOPKA, ingénieur, chef de section au ministère des Travaux publics ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Etats contractants procéderont à la régularisation systématique de la rivière de l'Olša dont le secteur compris entre le confluent de cette rivière avec l'Oder et le point où la frontière nationale s'écarte définitivement de son lit, c'est-à-dire aux bornes frontalières principales N^o 87/XXVIII et N^o 88/XXVIII, ainsi qu'à celle du cours d'eau de la Petřůvka depuis son confluent avec l'Olša jusqu'au point où la frontière nationale s'écarte du lit de ce cours d'eau, c'est-à-dire à la borne frontière principale N^o 13/XXX.

Article 2.

1. Le plan général de régularisation systématique et de travaux de défense sera élaboré par les organes tchécoslovaques qualifiés, d'accord avec les organes polonais qualifiés, suivant les principes ci-après :

a) Dans le secteur aval de l'Olša, c'est-à-dire depuis son confluent avec l'Oder jusqu'à l'embouchure de la Petřůvka, ainsi que sur le cours d'eau de la Petřůvka (article premier), les travaux de régularisation et de défense seront effectués en vue d'empêcher les inondations conformément aux besoins locaux ;

b) Dans le secteur médian de l'Olša, situé en territoire tchécoslovaque, c'est-à-dire depuis l'embouchure de la Petřůvka jusqu'à la borne frontière principale N^o 28/XXIX, ainsi que dans le secteur amont de l'Olša, c'est-à-dire depuis la borne frontière principale

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2301. — CONVENTION BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE IMPROVEMENT OF THE RIVERS OLŠA AND PETRŮVKA. SIGNED AT KATOWICE, FEBRUARY 18, 1928.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE POLISH REPUBLIC, being desirous of providing for the regulation of the river Olša and the stream Petrůvka, have resolved to conclude a Convention, and have appointed as Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Václav ROUBÍK, Engineer, Departmental Head in the Ministry of Public Works :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Professor Dr. Waléry GOETEL, Delegate of the Government of the Polish Republic for Czechoslovak and Polish frontier questions, and
Monsieur Alfred KONOPKA, Engineer, Chief of Section of the Ministry of Public Work,

Who, having communicated their full powers, found in due and good form, have agreed upon the following provisions.

Article 1.

The Contracting States shall provide for the systematic regulation of the River Olša in the reaches from its confluence with the Oder to the point at which the State frontier ceases to follow its channel, namely, at the chief boundary-marks of the State frontier No. 87/XXVIII and No. 88/XXVIII, and likewise for the systematic regulation of the stream Petrůvka from its confluence with the Olša to the point at which the State frontier ceases to follow its channel, namely, at the chief boundary-mark of the State frontier No. 13/XXX.

Article 2.

1. The general scheme for the systematic regulation of all conservancy works shall be drawn up by the competent Czechoslovak authorities, in agreement with the competent Polish authorities, according to the following principles :

a) On the lower reaches of the Olša, namely from its confluence with the Oder to the mouth of the Petrůvka, and on the stream Petrůvka (Article 1), regulation and conservancy works shall be executed with a view to the prevention of floods, as may be locally required.

b) On the middle reaches of the Olša, situated in the Czechoslovak Republic, namely, from the mouth of the Petrůvka to the chief boundary-mark of the State frontier No. 28/XXIX, and on the upper reaches of the Olša, namely, from the boundary-mark

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 28/XXIX, ainsi que dans le secteur amont de l'Olša, c'est-à-dire depuis la borne frontière principale N° 28/XXIX jusqu'aux bornes frontières principales N° 87/XXVIII et 88/XXVIII, les travaux de régularisation et de défense auront pour objet de fixer le lit du cours d'eau, d'empêcher le déplacement du gravier et de maintenir les rives en bon état ; la régularisation aura également pour objet la protection des ponts et des routes contre l'action nuisible des eaux, ainsi que la protection contre les inondations, suivant les besoins locaux ;

c) Les travaux de régularisation et de défense seront élaborés de façon à permettre l'amélioration des terrains avoisinants.

2. Après avoir été examiné par la Commission technique mixte prévue à l'article 9, le plan précité sera soumis pour approbation aux autorités centrales qualifiées des Etats contractants. Lorsqu'il sera approuvé, le plan général servira de base aux plans détaillés.

Article 3.

1. Les plans détaillés des travaux de régularisation et de défense seront élaborés par les organes techniques qualifiés de l'Etat chargé de l'exécution de ces travaux. Les projets détaillés relatifs au secteur aval et au secteur amont de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. a) et b), ainsi qu'à la Petrůvka (article premier) seront établis d'accord avec les autorités qualifiées de l'autre Etat.

2. Les plans détaillés qui, en vertu de l'alinéa précédent, devront être établis par les organes compétents de l'un des deux Etats, d'accord avec les organes compétents de l'autre Etat devront, avant d'être mis à exécution, être approuvés par les autorités centrales qualifiées des deux Etats.

3. Les plans détaillés relatifs au secteur médian de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. b) seront transmis, à titre d'information, à l'autorité centrale qualifiée polonaise, sur la demande du plénipotentiaire polonais auprès de la Commission technique mixte (article 9, alinéa premier).

4. Les Etats contractants prendront toutes mesures utiles pour que les travaux prévus dans les plans détaillés établis comme il est indiqué ci-dessus, soient mis à exécution dans les plus brefs délais après avoir été approuvés par les autorités centrales qualifiées.

Article 4.

1. Les frais d'établissement du plan général mentionné à l'article 2 seront supportés à part égale par les deux Etats.

2. Les frais d'établissement des plans particuliers mentionnés à l'article 3 seront à la charge de l'Etat dont les organes auront établi les plans.

3. Les frais occasionnés par les travaux de régularisation et de défense seront couverts de la façon suivante :

a) Pour le secteur aval de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. a) ainsi que pour la Petrůvka (article premier) et le secteur amont de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. b), les frais seront supportés à part égale par les deux Parties contractantes.

b) Dans le secteur médian de l'Olša (article 2) alinéa premier, litt. b), les frais seront à la charge de la République tchécoslovaque ; la République polonaise contribuera à ces dépenses jusqu'à concurrence de 12 1/2 % des frais sans que, toutefois, sa quote-part totale dépasse 1 million 100 mille couronnes tchécoslovaques.

Article 5.

Ne pourront être comprises dans les frais visés à l'article 4, alinéa 3, et à l'article 8, les dépenses afférentes à l'activité des services de direction des constructions et aux autres activités officielles

of the State frontier No. 28/XXIX to the chief boundary-marks of the State frontier Nos. 87/XXVIII and 88/XXVIII, the object of regulation and conservancy works shall be the fixing of the river-bed, the prevention of shifting gravel, and the upkeep of the banks ; regulation shall also provide for the protection of bridges and highways from the harmful effects of the waters and, as may be locally required, protection from floods.

c) Regulation and conservancy works shall be planned in such a manner as to facilitate the improvement of the adjacent land.

2. The aforesaid plan shall, after consideration by the joint technical commission provided for in Article 9, be submitted to the competent central authorities of the Contracting States for their approval. The general plan, when approved, shall form the basis of detailed plans.

Article 3.

1. Detailed plans for regulation and conservancy works shall be drawn up by the competent technical organs of the State which is to execute such works. The detailed plans relating to the lower and upper reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1, *a*) et *b*) and to the Petrůvka (Article 1) shall be drawn up in agreement with the competent organs of the other State.

2. The detailed plans which, in conformity with the preceding paragraph, are to be drawn up by the competent organs of the one State in agreement with the competent organs of the other State, shall require the approval of the competent central authorities of both States before being put into execution.

3. The detailed plans concerning the middle reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *b*) shall, at the request of the Polish Plenipotentiary on the joint technical commission (Article 9, paragraph 1), be forwarded to the competent central Polish authorities for their information.

4. The Contracting States shall take the necessary steps to ensure that the works provided for in the detailed plans drawn up by the aforementioned methods are carried out as soon as possible after approval by the competent central authorities.

Article 4.

1. The costs of drawing up the general plan referred to in Article 2 shall be borne equally by the two States.

2. The costs of drawing up the detailed plans referred to in Article 3 shall be borne by the State whose representatives prepared the plans.

3. The costs of regulation and conservancy works shall be borne as follows :

a) For the lower reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1*a*) and for the Petrůvka (Article 1), and also for the upper reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *b*), by the two Contracting States in equal shares ;

b) For the middle reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *b*), by the Czechoslovak Republic, the Polish Republic contributing thereto twelve and a half per cent of the costs, the amount of such contribution not to exceed 1,100,000 Czechoslovak crowns.

Article 5.

The costs specified in Article 4, paragraph 3, and in Article 8, shall not include expenditure due to the activities of building authorities or to other official business connected with the work

se rapportant aux travaux mentionnés dans les articles précédents ; ces dépenses resteront à la charge de chaque Etat.

Article 6.

1. Les plans détaillés relatifs au secteur mentionné à l'article 4, alinéa 3, litt. a), une fois approuvés devront être exécutés de façon que les dépenses encourues par chacun des Etats contractants au cours de la même période soient autant que possible équivalentes.

2. Le programme des travaux devra être conçu dans chaque cas de façon que, après l'achèvement de tous les travaux dans les secteurs mentionnés à l'article 4, alinéa 3, litt. a), chaque Etat ait exécuté des travaux représentant, autant que possible, la même valeur.

3. Les travaux seront exécutés par secteurs de constructions qui comprendront, en règle générale, les deux rives. Dans l'exécution des travaux afférents au secteur aval de l'Olša (article 2, alinéa premier, litt. a) et à la Petrůvka (article premier), on s'arrangera également pour que les secteurs de construction soient limités, autant que possible, au territoire d'un seul Etat.

4. La réception des travaux de régularisation et de défense exécutés en vertu de la présente convention sera effectuée conjointement.

Article 7.

1. Si dans les secteurs de l'Olša et de la Petrůvka mentionnés à l'article 4, alinéa 3, litt. a), les frais des travaux exécutés par l'un des Etats dans les secteurs de construction compris dans un certain programme de travaux sont moindres que ceux des travaux exécutés par l'autre Etat dans les secteurs correspondants en vertu du même programme, le premier Etat versera au second la moitié de la différence. Ce règlement sera effectué après la réception commune des travaux exécutés dans les secteurs de construction précités, dans un délai de deux mois à dater de l'approbation des comptes; le règlement s'opérera dans la monnaie de l'Etat au bénéfice duquel le paiement est effectué.

2. Le versement de la contribution polonaise mentionnée à l'article 4, alinéa 3, litt. b), s'effectuera de la manière suivante : après la réception commune des travaux compris dans un certain programme de construction et après approbation du procès-verbal de réception par les autorités centrales qualifiées des deux Etats, la République polonaise versera à la République tchécoslovaque la somme voulue en monnaie tchécoslovaque et dans un délai de deux mois à dater de l'approbation du procès-verbal de réception.

3. L'approbation des comptes mentionnés à l'alinéa premier, ainsi que l'approbation du procès-verbal de réception mentionné à l'alinéa 2, devront avoir lieu au plus tard au cours de l'année budgétaire suivant celle où la réception a été effectuée.

Article 8.

1. L'entretien des travaux de régularisation et de défense de l'Olša compris entre le confluent de cette rivière avec l'Oder et les bornes frontières principales N° 87/XXVIII et 88/XXVIII, et de ceux de la Petrůvka, compris entre le confluent de ce cours d'eau avec l'Olša et la borne frontière principale N° 13/XXX, sera confié, de même que, l'entretien des travaux de régularisation et de défense qui auront été exécutés antérieurement à la conclusion de la présente convention, à l'Etat qui aura exécuté les travaux en question. Les frais afférents à ces travaux d'entretien seront répartis entre les deux Etats conformément aux dispositions de l'article 4, sous la réserve que, pour le secteur médian de l'Olša (article 4, alinéa 3, litt. b), la contribution totale de la République polonaise au titre des frais de construction et d'entretien ne dépassera pas un million 100 mille couronnes tchécoslovaques.

2. Les comptes afférents aux frais d'entretien devront être arrêtés de part et d'autre tous les deux ans au moins. Ces comptes devront être approuvés par les autorités centrales qualifiées des

referred to in the aforementioned articles ; such expenditure shall be borne by each State out of its own resources.

Article 6.

1. The approved detailed plans for the reaches mentioned in Article 4, paragraph 3 *a*), shall be executed in such a manner that over the same periods each Contracting State shall incur as far as possible equivalent expenditure.

2. The works programme shall be so framed that each State shall, on the completion of all the operations on the reaches mentioned in Article 4, paragraph 3 *a*), have executed work of approximately equal value.

3. The work shall be executed in construction sectors which shall as a rule embrace both banks. In the course of work on the lower reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 *a*) and on the Petrůvka (Article 1), arrangements shall similarly be made for the construction sectors to be limited as far as possible to the territory of one State.

4. The official inspection and passing of the regulation and conservancy works executed in virtue of the present Convention shall be effected jointly.

Article 7.

1. In the case of the Olša and Petrůvka reaches mentioned in Article 4, paragraph 3 *a*), should the cost of work carried out by the one State on the construction sectors specified in a construction programme be less than the costs of work carried out by the other State under the same programme on corresponding construction sectors, the former State shall pay the latter one half of the difference in expenditure. After the work in the aforementioned construction sectors has been jointly inspected and passed, payment shall be effected within two months of the accounts being approved, in the currency of that State in whose favour the payment is to be made.

2. The Polish contribution referred to in Article 4, paragraph 3 *b*), shall be paid in the following manner: after the work specified in the construction programme has been jointly inspected and passed and the certificate to that effect has been approved by the competent central authorities of the two States, the Polish Republic shall pay the Czechoslovak Republic its quota in Czechoslovak currency within two months of the date on which the inspection certificate was approved.

3. The accounts referred to in paragraph 1, as well as the inspection certificate referred to in paragraph 2, shall be approved within the financial year following that in which the inspection took place.

Article 8.

1. Regulation and conservancy works on the river Olša from its confluence with the Oder to the chief boundary-marks of the State frontier Nos. 87/XXVIII and 88/XXVIII, and on the stream Petrůvka from its point of junction with the Olša to the chief boundary-mark of the State frontier No. 13/XXX, including regulation and conservancy works carried out in the said reaches prior to the conclusion of the present Convention, shall be maintained by that State which executed the work in question. The costs of such maintenance shall be borne by both States in accordance with the schedule given in Article 4, with the proviso that in the case of the middle reaches of the Olša (Article 4, paragraph 3 *b*) the total contribution of the Polish Republic to the expenses of construction and maintenance shall not exceed 1,100,000 Czechoslovak crowns.

2. The accounts for expenditure on maintenance work shall be reciprocally settled every two years at least. Such settlements shall be approved by the competent central authorities of

deux Etats au plus tard au cours de l'année financière qui suivra celle où les comptes auront été soumis. Le règlement de la différence éventuelle, ainsi que le paiement de la contribution polonaise de 12 ½ % aux frais d'entretien du secteur médian de l'Olša (article 4, alinéa 3, litt. b), devront s'effectuer dans un délai de deux mois à dater de l'approbation desdits comptes par les autorités qualifiées des deux Etats.

3. Après l'achèvement des travaux systématiques de régularisation, les frais d'entretien seront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel les constructions sont situées.

Article 9.

1. En vue de faciliter l'accord sur les questions visées par la présente convention, une commission technique mixte sera instituée ; chacun des Etats désignera pour le représenter à cette commission un plénipotentiaire et un suppléant ; le suppléant remplira les fonctions de plénipotentiaire lorsque ce dernier sera empêché de s'acquitter de ses fonctions. Chacun des Etats contractants pourra adjoindre à son plénipotentiaire des conseillers en nombre utile. Le plénipotentiaire et son suppléant seront désignés par l'autorité centrale qualifiée de l'Etat qu'ils représentent.

2. La Commission aura les attributions suivantes :

a) Donner son appréciation sur le plan général mentionné à l'article 2, ainsi que sur les devis, avant l'approbation définitive de ces projets ;

b) Dresser le programme des travaux et notamment des travaux qui doivent être exécutés prochainement ;

c) Donner son appréciation sur les plans détaillés ainsi que sur les devis y relatifs ;

d) Présenter des propositions concernant le mode d'exécution des travaux, examiner le résultat des adjudications et contrôler les divers travaux et les frais occasionnés par ces travaux ;

e) Réceptionner les travaux du point de vue technique et économique, à moins que les autorités centrales ne confient cette mission à des organes spéciaux.

3. Pour la première année civile, le sort désignera celui des plénipotentiaires qui remplira les fonctions de président de la commission. Pendant les années civiles qui suivront, les plénipotentiaires exerceront à tour de rôle les fonctions de président de la commission. Le roulement s'effectuera toujours au début de l'année.

4. En règle générale, la Commission technique mixte se réunira alternativement sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat.

5. Le président convoquera la commission en cas de besoin ou sur la demande de l'un des Etats contractants ; toutefois, la commission devra se réunir au moins une fois par an. Un procès-verbal de chaque séance sera dressé en double expédition dans la langue des deux Etats ; ces procès-verbaux seront soumis aux autorités centrales qualifiées des deux Etats contractants.

6. Les résolutions de la commission seront considérées comme adoptées lorsqu'elles auront été approuvées par les deux plénipotentiaires. Les résolutions adoptées ne lieront les deux Etats contractants que lorsqu'elles auront été ratifiées par les autorités centrales qualifiées des deux Etats.

7. Chaque Etat prendra à sa charge les dépenses des personnes qui le représentent au sein de la commission.

Article 10.

Les plénipotentiaires qui représentent des Etats contractants au sein de la Commission technique mixte, les suppléants, les conseillers qui leur sont adjoints, les directeurs techniques des travaux et leurs subordonnés pourront en cas de besoin franchir la frontière pour s'acquitter de leurs fonctions. Les autorités compétentes s'entendront pour leur accorder à cet effet les facilités nécessaires tant que cette question ne sera pas réglée par une autre convention. Les mêmes dispositions s'appliqueront

the two States within the financial year following that in which the accounts were submitted. The adjustment of any difference, and likewise the payment of the twelve and a half per cent Polish contribution towards maintenance costs on the middle reaches of the Olša (Article 4, paragraph 3 *b*), shall be effected within two months of the date on which the accounts are approved by the competent authorities of the two States.

3. Upon the completion of the systematic work of regulation, that State within whose territory the aforesaid constructional work is located shall carry out maintenance work at its own expense.

Article 9.

1. In order to facilitate agreement in the matters dealt with in the present Convention, a joint technical commission shall be established, to which each State shall appoint its plenipotentiary and his deputy; the deputy shall perform the duties of the plenipotentiary if the latter is unable to perform them himself. Each of the Contracting States may assign to its plenipotentiary the requisite number of advisers. The plenipotentiary and his deputy shall be appointed by the competent central authority of their State.

2. The duty of the Commission shall be :

a) To appraise the general plan referred to in Article 2, together with the estimates, before they are finally approved ;

b) To draw up a works schedule, particularly for the coming building seasons ;

c) To appraise the detailed plans, including the estimates ;

d) To make proposals concerning the method of executing the work, to judge the results of public tenders, and to supervise the entire work and control the expenditure thereon ;

e) To inspect and pass the work from the technical and economic point of view, unless the central authorities entrust this task to special organs.

3. During the first calendar year lots shall be drawn to decide which of the plenipotentiaries is to be chairman of the commission. In subsequent calendar years the plenipotentiaries shall occupy the chair alternately, always as from the beginning of each year.

4. The joint technical commission shall, as a rule, meet alternately in the territory of the two States.

5. The chairman shall convene the commission when necessary, or at the request of one of the Contracting States, but at least once a year. Minutes of each meeting shall be drawn up in duplicate in the language of each State, and shall be submitted to the competent central authorities of the two Contracting States.

6. Resolutions of the commission which receive the assent of both plenipotentiaries shall be held to be adopted. The adopted resolutions shall be binding on the Contracting States only after endorsement by their competent central authorities.

7. Each State shall defray the expenses of the persons who represent it on the commission.

Article 10.

The plenipotentiaries of the Contracting States on the joint technical commission, their deputies, and the advisers assigned to them, as well as persons in charge of the constructional work and their subordinates, may, in case of need, cross the frontier in the performance of their duties. For this purpose they shall be afforded the necessary facilities by agreement between the competent authorities, until this is settled in another convention. The same procedure shall be followed

aux entrepreneurs qui exécuteront des travaux de régularisation, de défense et d'entretien, ainsi qu'à leur personnel et à leurs ouvriers lorsqu'ils franchiront la frontière en vue d'exécuter ces travaux.

Article 11.

1. Si l'un des Etats contractants exécute des travaux rentrant dans le cadre de la présente convention sur le territoire de l'autre Etat, les matériaux de construction destinés à ces travaux seront exempts des droits de douane et autres taxes à l'exception du droit de statistique. Ces mêmes dispositions s'appliqueront aux instruments, outils, moyens de transport et animaux de trait, pour autant qu'ils seront destinés à ces travaux, à condition, toutefois, que tous ces articles animaux soient réexportés après l'achèvement des travaux.

2. Les exemptions définies à l'alinéa premier seront accordées par les autorités douanières qualifiées de seconde instance. Lesdites autorités des deux Etats fixeront d'un commun accord les conditions du franchissement de la frontière douanière par les articles ou animaux définis à l'alinéa premier. Le franchissement de la frontière sera autorisé en principe aux points les mieux appropriés à cette fin.

3. Les restrictions à l'importation et à l'exportation ne s'appliqueront pas aux articles ou animaux définis à l'alinéa premier.

4. Les facilités visées aux alinéas 1, 2 et 3 ne seront pas applicables au secteur médian de -Olša (article 2, alinéa 1 b).

Article 12.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement le nom des services chargés de l'exécution des dispositions de la présente convention. Lesdites services ainsi que les plénipotentiaires mentionnés à l'article 9, pourront s'entendre directement sur les questions relatives à la présente convention.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Prague. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification ; elle cessera d'être opérante après l'achèvement de tous les travaux de régularisation et de défense qui font l'objet de la présente convention et après exécution intégrale de toutes les obligations qui découleront de la présente convention pour les deux Etats. Les deux Etats se réservent le droit de présenter, en cas de besoin, une demande de révision de la présente convention.

La présente convention a été établie en deux exemplaires identiques en langue tchécoslovaque et polonaise ; les deux textes font foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Katowice, le dix-huit février mil neuf cent vingt-huit.

Pour la République tchécoslovaque :

(L. S.) Václav ROUBÍK,
ingénieur.

Pour la République polonaise :

(L. S.) Dr. Waléry GOETEL.
Alfred KONOPKA.

in the case of contractors executing regulation, conservancy and maintenance works, and of their personnel and workmen, when crossing the frontier for the purpose of executing such works.

Article 11.

1. In the event of one of the Contracting States executing works under the terms of the present Convention in the territory of the other State, the building materials allocated for such works shall be exempt from Customs duties and other imposts with the exception of statistical dues. The same shall apply to instruments, tools, vehicles and draught animals used for the aforesaid work, provided that they are reexported on the completion of the work.

2. The exemptions under paragraph 1 shall be granted by the competent Customs authorities of the second instance. The said authorities of the two States shall draw up in concert the conditions governing the conveyance across the Customs frontier of the objects mentioned in paragraph 1. In principle, transport across the frontier shall be permitted at the places most suitable for that purpose.

3. Import and export restrictions shall not apply to the objects mentioned in paragraph 1.

4. The facilities described in paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply in the case of the middle reaches of the Olša (Article 2, paragraph 1 b).

Article 12.

The Contracting States shall communicate to one another the names of the authorities responsible for the application of the provisions of the present Convention. The said authorities, as well as the plenipotentiaries referred to in Article 9, may correspond with one another direct in matters bearing upon the present Convention.

Article 13.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague. The Convention shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force until the completion of all the regulation and conservancy works referred to in the present Convention, and likewise until all obligations devolving upon the two States in consequence thereof have been settled in full. The two States reserve to themselves the right to put forward proposals for the revision of the Convention if required.

The present Convention has been drawn up in two copies of like tenor in the Czechoslovak and Polish languages ; both texts are authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Katowice, February the eighteenth, in the year one thousand nine hundred and twenty-eight.

On behalf of the Czechoslovak Republic :

(L. S.) Václav ROUBÍK, Engineer.

On behalf of the Polish Republic :

(L. S.) Dr. Walery GOETEL.
Alfred KONOPKA.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de la présente convention, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions ci-après :

1^o Chaque fois que la convention stipule que les frais seront à la charge des Etats, les mesures que pourront prendre ces Etats pour faire supporter ces frais à d'autres organes qu'eux-mêmes, par voie d'imposition, seront considérés comme des affaires d'administration intérieure.

2. Pendant la période antérieure à l'approbation par les autorités centrales qualifiées des deux Etats du plan général mentionné à l'article 2 de la présente convention, les travaux locaux de régularisation, de défense et d'entretien qui présenteront un caractère d'urgence pourront être exécutés sur le territoire des deux Etats. L'élaboration des plans relatifs à ces travaux, la procédure à suivre en la matière et l'approbation de ces plans, ainsi que le règlement des frais y relatifs seront régis d'une façon générale par les dispositions de la présente convention, à l'exception des stipulations de l'article 6, alinéas 1 et 3.

Le présent protocole final fera partie intégrante de la convention et n'aura pas besoin d'être ratifié séparément.

Fait à Katowice, le 18 février 1928.

Pour la République tchécoslovaque :

Vàclav ROULIK,
ingénieur.

Pour la République polonaise :

Dr. Waléry GOETEL.
Alfred KONOPKA.

FINAL PROTOCOL.

On signing the present Convention, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

1. Where mention is made in the present Convention of costs to be borne by the State, the provision of such costs by any imposition on bodies other than the State itself shall be regarded as a matter of internal administration.

2. Until the general plan mentioned in Article 2 of the present Convention has been approved by the competent central authorities of the two States, urgent local regulation, conservancy and maintenance works may be undertaken in the territory of the two States. In regard to the framing of the plans, the procedure in connection therewith, and their approval, and likewise in regard to the payment of the cost thereof, the provisions of the present Convention shall in general apply, with the exception of the provisions of Article 6, paragraphs 1 and 3.

The present Final Protocol shall constitute an integral part of the Convention, and shall not require separate ratification.

Done at Katowice, February 18, 1928.

On behalf of the Czechoslovak Republic :

Václav ROUBÍK, Engineer.

On behalf of the Polish Republic :

Dr. Walery GOETEL.

Alfred KONOPKA.

N° 2302.

POLOGNE ET ROUMANIE

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Bucarest, le 24 octobre
1929.

POLAND AND ROUMANIA

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Bucharest, October
24, 1929.

N^o 2302. — TRAITÉ ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA POLOGNE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 24 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 mars 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du désir d'affirmer une fois de plus et de resserrer les liens de l'amitié traditionnelle qui anime la Pologne et la Roumanie ;

Décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations ;

Se fondant sur l'article 6 du Traité de garantie ² entre la Pologne et la Roumanie, signé à Bucarest le 26 mars 1926, ainsi que sur les articles 13 et 21 du Pacte de la Société des Nations ;

Ont résolu de conclure à cet effet un traité général de conciliation et d'arbitrage, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence Monsieur Auguste ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Georges G. MIRONESCO, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

Article premier.

1. Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation et, le cas échéant, à la procédure d'arbitrage, tous les différends qui pourraient s'élever entre elles et n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

2. Toutefois, cet engagement ne s'appliquera ni aux questions de droit international laissé à la compétence exclusive des Etats, ni aux contestations nées de faits qui sont antérieurs au présent traité ou qui appartiennent au passé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 25 février 1930.

² Vol. LX, page 161, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2302. — TREATY ² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN POLAND AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, OCTOBER 24, 1929.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 27, 1930.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of reaffirming and strengthening the ties of traditional friendship existing between Poland and Roumania ;

Being determined fully to apply in their mutual relations the principles which inspire the League of Nations ;

Relying on Article 6 of the Treaty of Guarantee³ between Poland and Roumania signed at Bucharest on March 26, 1926, and Articles 13 and 21 of the Covenant of the League ;

Have decided for that purpose to conclude a general Treaty of Conciliation and Arbitration and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Excellency M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. Georges G. MIRONESCO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

Article I.

1. The Contracting Parties undertake to submit to the procedure of conciliation, and, if necessary, of arbitration, all disputes which may arise between them and which it has not been found possible to settle, within a reasonable time, through diplomatic channels.

2. Nevertheless, this undertaking shall not apply either to questions which, under international law, are within the exclusive competence of the States themselves or to disputes arising out of events prior to the present Treaty or belonging to the past.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 25, 1930.

³ Vol. LX, page 161, of this Series.

3. En outre, chacune des Parties contractantes demeurera libre de soustraire à l'application du présent traité tout litige qui toucherait directement ou indirectement à des questions en rapport avec leur intégrité territoriale ou leurs frontières actuelles.

4. Les contestations, pour la solution desquelles une procédure spéciale est ou sera prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

1. S'il s'agit d'un différend qui, d'après la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, ce différend ne pourra être soumis à l'une des procédures prévues par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu par l'autorité judiciaire nationale compétente et du consentement des deux Hautes Parties contractantes, sauf le cas de déni de justice manifeste.

2. La demande de conciliation devra, le cas échéant, être formée une année au plus tard à compter du jugement définitif.

Article 3.

1. Tout différend, susceptible d'être réglé de la manière indiquée ci-dessus, sera soumis à la procédure de conciliation. à moins que les Parties ne conviennent de le soumettre immédiatement à l'arbitrage.

2. Au cas où la proposition élaborée par la Commission permanente de conciliation n'aurait pas été acceptée par les deux Parties, le différend sera soumis à l'arbitrage, si l'une des Parties le demande.

Article 4.

1. Dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, les Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation composée de trois membres.

2. Les Parties nommeront chacune un membre de leur gré et désigneront le troisième, qui sera président de la commission d'un commun accord. Ce dernier ne devra, ni être un ressortissant des Parties contractantes, ni avoir son domicile sur leurs territoires respectifs, ni se trouver à leur service.

3. Si la nomination du président n'intervenait pas dans ledit délai de six mois, ou en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la République française sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 5.

1. Les membres de la commission seront nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement son mandat est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans ; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du président doivent cesser à la fin de son mandat. Les membres de la commission resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux au moment de l'expiration de leur mandat.

2. Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou d'autres empêchements quelconques, en suivant le mode fixé par leurs nominations.

3. Further, either of the Contracting Parties shall be free to withdraw from the application of the present Treaty any dispute directly or indirectly affecting questions connected with the integrity of its territory or its present frontiers.

4. Disputes for the settlement of which a special procedure is or may hereafter be provided for in other Conventions at any time in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 2.

1. In the case of a dispute which according to the municipal law of one of the Parties falls within the competence of the national courts of that Party, the matter in dispute shall not be submitted to any of the procedures provided for in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced by the competent national judicial authority with the consent of both High Contracting Parties, save in cases where there has clearly been a denial of justice.

2. The request for conciliation must, in the above case, be put forward within one year, at the latest, from the date of the final judgment.

Article 3.

1. Any dispute capable of being settled in the manner set forth above shall be submitted to the conciliation procedure unless the Parties agree to submit it immediately to arbitration.

2. Should the proposal made by the Permanent Conciliation Commission not have been accepted by both Parties, the dispute shall be submitted to arbitration if one of the Parties so requests.

Article 4.

1. In the six months following the exchange of ratifications of the present Treaty, the Contracting Parties shall set up a Permanent Conciliation Commission consisting of three members.

2. The Parties shall each appoint one member and shall jointly appoint a third, who shall be President of the Commission. The latter must not be a national of one of the Contracting Parties nor be domiciled in their territory or be in their service.

3. If the President has not been appointed within the said period of six months or if, in the event of the post falling vacant, the new President has not been appointed within three months of the date when the post became vacant, the President of the French Republic shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 5.

1. The members of the Commission shall be appointed for three years ; their appointments shall be renewable. If, on the expiration of the term of office of a member, no provision has been made for filling the vacancy, his term of office shall be deemed to have been renewed for a further period of three years ; nevertheless, at the request of one of the Parties, the President shall relinquish his functions at the end of his term of office. The members of the Commission shall remain in office until replaced, and in any case until the close of proceedings in progress at the date of the expiration of their term of office.

2. Steps shall be taken without delay to fill vacancies arising as a result of the decease, retirement or other circumstances preventing a member from carrying out his duties. In such cases the procedure laid down for appointments shall be followed.

Article 6.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée à son président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

3. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de proposer aux Parties toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 7.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où une contestation aurait été portée devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son membre national, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie. Celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 8.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées à l'amiable, et, s'il y a lieu, les conditions de cet arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

3. Les travaux de la Commission devront être terminés dans le délai de six mois à compter du jour de la première séance de la commission. Les Parties, d'un commun accord, pourront proroger ou abréger ce délai.

4. Le rapport de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé de ces faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale ou judiciaire.

Article 9.

1. La procédure devant la Commission permanente de conciliation sera contradictoire.

2. La Commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au Titre III de la Convention¹ de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

3. Les délibérations de la commission auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

4. La Commission ne pourra prendre des décisions qu'en présence de tous ses membres, dûment convoqués.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 6.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to its President by the two Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

2. If the request is submitted by one only of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

3. The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall invite the Commission to make all necessary proposals to the Parties with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 7.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute shall have been brought before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its national member by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 8.

1. It shall be the duty of the Permanent Conciliation Commission to elucidate the questions in dispute, with that object to collect all relevant information, and to endeavour to effect a settlement between the Parties. It may, after examining the case, inform the Parties of the terms of settlement which it deems suitable, and lay down a period within which they are to make their decision.

2. On the conclusion of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement between the Parties.

3. The proceedings of the Commission shall be concluded within six months of the date of the first meeting of the Commission. The Parties may, by common consent, extend or shorten this period.

4. The Commission's report shall not have the character of an arbitral or judicial award either in respect of the statement of facts or of the legal arguments set forth.

Article 9.

1. In proceedings before the Permanent Conciliation Commission both Parties shall be heard.

2. The Commission shall determine its own procedure, being guided, unless it unanimously decides to the contrary, by the provisions of Chapter III of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

3. The discussions shall take place in private unless the Commission with the assent of the Parties should decide otherwise.

4. The Permanent Conciliation Commission shall take no decisions unless all its members have been duly convened and are present.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

5. Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission seront prises à la majorité des voix.

Chaque membre disposera d'une voix.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation se réunira sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président, qui toutefois doit être situé en dehors des territoires des Parties.

Article 11.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne pourront être rendus publics qu'en vertu d'une décision de la Commission prise à l'unanimité et avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

1. Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission. Elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

2. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi que la communication par le gouvernement respectif de la déposition de toute personne dont le témoignage serait considéré par elle comme pertinent.

3. Les Parties contractantes fourniront à la commission toutes les informations utiles et lui faciliteront, à tous égards et dans la mesure du possible, l'accomplissement de sa tâche.

PARTIE II

Article 13.

1. Lorsque, en vertu des dispositions de l'article premier ou troisième du présent traité, un différend sera soumis à l'arbitrage, le tribunal arbitral sera établi par l'accord des Parties.

2. A défaut de constitution de tribunal par l'accord des Parties dans un délai de trois mois à compter du jour, où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, il sera procédé de la manière suivante :

Chaque Partie nommera deux arbitres dont l'un devra être pris sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage et choisi à l'exclusion de ses propres nationaux et de ceux qui ont été désignés par elle comme membres de ladite Cour. Les arbitres ainsi désignés choisiront ensemble le président du tribunal. En cas de partage des voix, le président de la République française sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 14.

1. Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

5. Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Commission shall be taken by a majority vote. Each member shall have one vote.

Article 10.

Unless otherwise agreed by the High Contracting Parties, the Permanent Conciliation Commission shall meet at a place selected by its President, which must, however, be outside the territory of the Parties.

Article 11.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public except when an unanimous decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 12.

1. The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that any persons whose evidence they consider desirable shall be heard.

2. The Commission for its part shall be entitled to request oral explanations from the agents counsel and experts of the two Parties and to request the Government concerned to communicate the statements made by any person whose evidence may be considered by the Commission as having a bearing on the case.

3. The Contracting Parties shall supply the Commission with all information required and shall assist it in all respects and by all means within their power in the performance of its task.

PART II.

Article 13.

1. When, under the provisions of Article 1 or Article 3 of the present Treaty, a dispute is submitted for arbitration, a Court of Arbitration shall be set up by agreement between the Parties.

2. If the Court of Arbitration is not set up by agreement between the Parties within a period of three months, reckoned from the date on which one of the Parties has addressed the request for arbitration to the other Party, the following procedure shall be adopted :

Each Party shall appoint two arbitrators, one of whom must be on the list of members of the Permanent Court of Arbitration, but must not be a national of the Party in question or one of the persons appointed by that Party to be members of the said Court. The arbitrators thus appointed shall themselves choose a President of the Court. If the votes are equally divided, the President of the French Republic shall be requested to make the necessary appointment.

Article 14.

1. Whenever a question has to be decided by arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude within three months, reckoned from the date on which either has addressed a request for arbitration to the other Party, a special agreement concerning the subject of the dispute and the methods of procedure.

2. Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, les Parties constitueront un tribunal spécial, conformément aux dispositions de l'art. 13, alin. 2, qui de plein droit établira les clauses de ce compromis.

3. Dans les cas de l'art. 13, alin. 2, les délais prévus ci-dessus ne seront comptés qu'à partir de la constitution du tribunal.

Article 15.

1. La sentence arbitrale est obligatoire et doit être exécutée de bonne foi par les Parties.

2. Si, toutefois, la sentence établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait d'effacer ou de n'effacer qu'imparfaitement, par voie administrative, les conséquences de la décision dont il s'agit, il sera accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 16.

1. Pendant la durée effective de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, le membre de la Commission permanente de conciliation désigné en commun et les membres du Tribunal arbitral recevront une indemnité, dont le montant sera arrêté par les Parties contractantes.

2. Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission et du tribunal.

Article 17.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation ou sur l'exécution de la sentence arbitrale.

Article 18.

Les difficultés auxquelles l'interprétation de la sentence arbitrale pourrait donner lieu seront tranchées par l'instance l'ayant prononcée. Chacune des Parties pourra la saisir à cette fin par voie de simple requête. Dans le cas, toutefois, où le tribunal arbitral ayant prononcé la sentence à interpréter ne pourrait plus être réuni ou ne pourrait pas l'être dans un délai raisonnable, la contestation sera tranchée par un tribunal spécial institué conformément aux dispositions de l'article 13, alinéa 2, du présent traité.

Article 19.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque, en vertu et par application de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation ou devant un tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

2. If such agreement cannot be concluded within the prescribed period, the Parties shall set up a special court, in accordance with the provisions of Article 13 (2), which shall have full authority to draw up the terms of the said agreement.

3. In cases dealt with under Article 13 (2), the above-mentioned time-limit shall only be reckoned as from the date on which the Court is established.

Article 15.

1. The arbitral award shall be binding and must be loyally carried out by the Parties.

2. If, however, the award establishes the fact that the decision of some judicial or other authority of one of the Contracting Parties is entirely or partly at variance with International Law, and if the Constitutional Law of that Party precludes the annulment or only allows of a partial annulment, through administrative channels, of the effects of such a decision, the injured Party shall be accorded equitable satisfaction in some other manner.

GENERAL CLAUSES.

Article 16.

1. While the conciliation or arbitration procedure is actually in progress, the member of the Permanent Conciliation Commission appointed by common agreement and the members of the Court of Arbitration shall receive an allowance, the amount of which shall be determined by the Contracting Parties.

2. Each Party shall bear its own expenses and an equal share of the expenses of the Commission and of the Court.

Article 17.

While the conciliation or arbitration procedure is in progress, the Contracting Parties shall refrain from any measure liable to prejudice either the acceptance of the Permanent Conciliation Commission's proposals or the execution of the Arbitral award.

Article 18.

Any difficulties which may arise in regard to the interpretation of the arbitral award shall be settled by the Court which pronounced it. Either of the Parties may submit such difficulties to the Court by means of a simple request. If, however, the Court of Arbitration which pronounced the award can no longer be convened or cannot be convened within a reasonable time, the dispute shall be settled by a special Court set up under Article 13 (2) of the present Treaty.

Article 19.

If any proceedings instituted in virtue or in pursuance of this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission or a Court of Arbitration at the time of the expiration of the present Treaty, such proceedings shall be continued until their conclusion.

Article 20.

1. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie dans le plus bref délai possible.

2. Le présent traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à partir de son entrée en vigueur ; mais chacun des deux gouvernements est libre de le dénoncer après deux ans en avisant l'autre six mois à l'avance.

3. Si le présent traité n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, il demeurera en vigueur pendant une période d'un an et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le 24 octobre 1929.

ZALESKI.

G. G. MIRONESCO.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères :

(Signé) G. G. Mironesco.

Article 20.

1. The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

2. The present Treaty shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of five years, reckoned as from the date of its entry into force, but either Government shall have the right to denounce it after two years at six months' notice.

2. Unless the present Treaty is denounced six months before the expiration of this period of five years, it shall remain in force for successive periods of one year.

In faith whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest in duplicate on October 24, 1929.

ZALESKI.

G. G. MIRONESCO.

N° 2303.

**ESPAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Prague, le 16 novembre 1928.

**SPAIN
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty of Conciliation, Judicial Sett-
lement and Arbitration. Signed at
Prague, November 16, 1928.

N° 2303. — TRAITÉ ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE L'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 16 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République [tchécoslovaque] à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 mars 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays,

Ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Edvard BENÈS, ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

S. Exc. M. Joaquin DE EZPELETA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Prague ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

PREMIÈRE PARTIE

Article 2.

Tous litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 30 novembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2303. — TREATY² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN SPAIN AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, NOVEMBER 16, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 28, 1930.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the ties of friendship existing between Czechoslovakia and Spain and of settling, in accordance with the highest principles of public international law, any disputes which may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Edvard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency M. Joaquin DE EZPELETA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Prague,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle by pacific means and in accordance with the methods provided for in the present Treaty, all disputes or conflicts of any nature whatsoever, which may arise between Czechoslovakia and Spain and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

PART I.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Madrid, November 30, 1929.

l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale. Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure par le présent traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 4.

Avant d'être soumis à la procédure judiciaire prescrite à l'article 2 du présent traité, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalités différentes.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les Parties se réservent toutefois de transférer à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désignés en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite d'un des membres de la commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible, dans les trois mois qui suivront et, en tous cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou tout autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siégera temporairement à sa place.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts, such Party may require that the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced, within a reasonable time, by the competent judicial authority.

Article 4.

Before any recourse is had to the judicial procedure prescribed in Article 2 of the present Treaty, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each appoint a commissioner of its own choosing, and shall appoint by common agreement the three other commissioners, and, from among the latter, the President of the Commission. These commissioners may not be nationals of the Contracting Parties, nor may they have their domicile in the territory or be employed in the service of the Contracting Parties. They must all three be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If on the expiry of the term of office of a member of the Commission no arrangement has been made for his replacement, his term of office shall be deemed to be renewed for a period of three years; nevertheless, the Parties reserve the right on the expiry of the term of three years, to transfer the functions of President to another of the members of the Commission appointed by common agreement.

Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

Vacancies which may occur as a result of the death or retirement of any member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months, and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission.

Should one of the members of the Conciliation Commission appointed by common agreement by the Contracting Parties be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the Commission's work, the Parties shall agree to appoint a substitute to take his place for the time being.

If the appointment of this substitute is not made within three months from the time when the seat became temporarily vacant, the procedure laid down in Article 6 of the present Treaty shall be applicable.

Article 6.

The permanent Conciliation Commission shall be constituted within the six months following the exchange of ratifications of the present Treaty.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Conseil de la Société des Nations sera, à défaut d'autre entente, à la requête de l'une des Parties, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen du différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Article 9.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les indications utiles par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois, à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y opposent, ordonner, avant même que la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral saisi du différend ait statué définitivement la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquêtes) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

If the nomination of the members to be appointed jointly should not have taken place within the said period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the Council of the League of Nations shall, in the absence of other agreement and at the request of one or other of the Parties, be asked to make the necessary appointments.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all the necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the dispute shall have been brought before the Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall be entitled to exercise the same right within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace for the time being any permanent member appointed by it who may be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the work of the Commission.

Article 9.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of the settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need be, the terms of the agreement or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the day on which the Commission is notified of the dispute.

If a settlement has not been effected between the Parties, the Commission may, unless the two commissioners freely appointed by the Parties oppose this procedure, order a report to be published setting forth the opinion of each of the members of the Commission, even before the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal, notified of the dispute, has given a final decision.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, suivant les stipulations de l'article 2 du présent traité.

En ce cas, comme dans celui où il n'y aurait pas eu recours préalable à la Commission permanente de conciliation, les Parties établiront de commun accord le compromis déférant le litige à la Cour permanente de Justice internationale ou désignant des arbitres. Le compromis déterminera nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente

Article 11.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of an agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Conciliation Commission shall be private, unless the Commission, with the consent of the Parties, decides otherwise.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think fit to summon with the consent of their Government.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and, particularly, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territories and in accordance with their laws to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit localities in order to carry out enquiries on the spot.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each commissioner shall receive an allowance, the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and an equal share of the joint expenses of the Commission, the allowances provided for in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, as provided in Article 2 of the present Treaty.

In this case, and also when there has been no previous recourse to the Conciliation Commission, the Parties shall jointly draw up a special agreement referring the dispute to the Permanent Court of International Justice or appointing arbitrators. The aforesaid agreement shall clearly state the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent

de Justice internationale ou au tribunal arbitral, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre les Parties. Il sera établi par échange de notes entre les deux gouvernements.

La Cour permanente de Justice internationale chargée de statuer sur le différend ou le tribunal arbitral désigné aux mêmes fins, auront respectivement compétence pour interpréter les termes du compromis.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Au surplus, la procédure applicable sera celle prévue par le statut de la Cour permanente de Justice internationale ou, en cas de recours à un tribunal arbitral, celle prévue par la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

PARTIE II.

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à la dite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

La procédure prévue par les articles 7, alinéa 2, et 8 à 16 du présent traité sera applicable.

Article 19.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le conflit sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral, qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité, en ce qui concerne la Commission de conciliation. Ce tribunal arbitral aura, en pareil cas, les pouvoirs d'amiable compositeur, et dictera un règlement obligatoire pour les Parties.

Article 20.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y aura obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Court of International Justice or Arbitral Tribunal and any other conditions arranged between the Parties. This agreement shall be constituted by an exchange of notes between the two Governments.

The Permanent Court of International Justice, when requested to give a decision on the dispute, or the Arbitral Tribunal, when appointed for the same purpose, shall respectively be competent to interpret the terms of the special agreement.

If the special agreement has not been drawn up within three months from the day on which, one of the parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may, on the expiry of one month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of a request.

The procedure applicable shall be that laid down by the Statute of the Permanent Court of International Justice or, in the case of recourse to an arbitral tribunal, that laid down by the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

PART II.

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy, which cannot be submitted for decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been provided by any Treaty or Convention in force between the Parties, shall be referred to the Permanent Conciliation Commission.

Failing agreement between the Parties on the request to be made to the Commission, either Party shall be entitled to submit the question direct to the said Commission on the expiry of one month's notice.

Should the request be preferred by one Party only, that Party shall notify such request forthwith to the other Party.

The procedure laid down in paragraph 2 of Article 7 and in Articles 8 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

Article 19.

In the event of no agreement being reached between the Parties, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal consisting, in the absence of any other agreement between the Parties, of five members appointed for each individual case, according to the method laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Commission. This arbitral tribunal shall, in such a case, act as a special referee and shall draw up a settlement which shall be binding upon the Parties.

Article 20.

Should recourse be had to arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude, within three months from the day on which one of the Parties shall have addressed to the other a request for arbitration, a special agreement concerning the dispute and the methods of procedure.

If this agreement cannot be concluded within the time stipulated, it shall be compulsorily provided for in accordance with the procedure laid down in Chapter IV of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, and the recourse to arbitration shall, in such case, be governed by the provisions of that Convention.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation accordée à la Partie lésée.

Article 22.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de conciliation, la Cour de Justice et le Tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

Article 23.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Madrid dans le plus bref délai possible.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de cette date. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de dix années, et ainsi de suite.

Si lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à l'achèvement, conformément aux stipulations du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Prague, en double exemplaire, le 16 novembre 1928.

(L. S.) D^r Edvard BENÈS.

(L. S.) Joaquin DE EZPELETA Y MONTENEGRO.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 30 septembre 1929.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

GENERAL PROVISIONS.

Article 21.

Should the Permanent Court of International Justice or Arbitral Tribunal find that a decision of a court of law or any other authority of either of the Contracting Parties is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partially permits, the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the compensation to be granted to the injured Party.

Article 22.

During the course of proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration, the Contracting Parties shall abstain from all measures likely to affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice or the award of the Arbitral Tribunal; for this purpose the Conciliation Commission, the Court of Justice and the Arbitral Tribunal shall, if necessary, lay down the provisional measures to be adopted.

Article 23.

Any disputes arising as to the interpretation or execution of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by a simple request.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid as soon as possible.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years from that date. Unless denounced six months before the expiration of that period, it shall be regarded as renewed for a period of ten years and similarly thereafter.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration are pending, they shall pursue their course until their completion, in accordance with the stipulations of the present Treaty.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Prague, November 16, 1928.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

(L. S.) Joaquín DE EZPELETA Y MONTENEGRO.

N° 2304.

DANEMARK ET FRANCE

Accord relatif aux relations scientifiques, littéraires et scolaires. Signé à Paris, le 14 janvier 1930.

DENMARK AND FRANCE

Agreement regarding Scientific, Literary and Educational Relations. Signed at Paris, January 14, 1930.

N^o 2304. — ACCORD RELATIF AUX RELATIONS SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET SCOLAIRES ENTRE LE DANEMARK ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 14 JANVIER 1930.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 28 mars 1930.*

Article premier.

Le présent accord a pour objet de développer entre le Danemark et la France les relations intellectuelles telles qu'elles se sont manifestées en fait jusqu'ici entre les deux pays, notamment par les cours et conférences échangées entre les Universités respectives, par la désignation de lecteurs dans ces universités, par l'envoi d'élèves et de professeurs dans les lycées français.

Article 2.

Dans ce but, les deux gouvernements sont convenus des règles suivantes concernant l'équivalence des examens dans les deux pays :

Tout sujet danois pourvu du « *Studententer-examen* » danois peut bénéficier en France de l'équivalence du baccalauréat dans les conditions prévues par l'arrêté pris par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le 16 novembre 1915.

Tout citoyen français muni du baccalauréat français pourra se faire immatriculer à l'Université de Copenhague et se présenter aux examens de ladite université conformément aux règles les plus favorables en vigueur en tout temps relatives à l'accès à l'université de citoyens étrangers.

Cependant, le ministre de l'Instruction publique danois se réserve la faculté de prendre les mesures régulatrices que l'exiguïté des locaux pourrait rendre nécessaires.

Article 3.

Les dispositions du présent accord n'apportent aucun changement aux lois, décrets ou autres, concernant l'exercice de certaines professions ou l'accès de certaines carrières.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 janvier 1930.

Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes avec un préavis d'un an.

Fait à Paris, le 14 janvier 1930.

H. A. BERNHOFT,
*Le ministre de Danemark
à Paris.*

Pierre MARRAUD,
*Le ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2304. — AGREEMENT REGARDING SCIENTIFIC, LITERARY AND EDUCATIONAL RELATIONS BETWEEN DENMARK AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, JANUARY 14, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 28, 1930.

Article 1.

The aim of the present Agreement is to develop intellectual relations between Denmark and France such as have hitherto in fact existed between the two countries, in particular by exchanging courses and lectures between the respective universities, by appointing lecturers to these universities and by sending pupils and professors to French schools.

Article 2.

To this end, the two Governments have agreed upon the following regulations concerning the equivalence of examinations in the two countries :

Subject to the conditions provided for in the decision given on November 16, 1915, by the Minister of Education and Fine Arts, the possession of the Danish "*Student-examen*" shall be deemed in France to be equivalent to the possession of the "*baccalauréat*".

French citizens possessing the French Baccalauréat may matriculate at the University of Copenhagen and may present themselves for the examinations of the aforesaid University in conformity with the most favourable rules in force at any time concerning the admittance of foreign citizens to the University.

The Danish Minister of Education, however, reserves the right to adopt any restrictive measures which lack of accommodation may render necessary.

Article 3.

The provisions of the present Agreement shall not entail any alteration in the laws, decrees etc. concerning the exercise of certain professions or admission to certain careers.

Article 4.

The present Agreement shall enter into force on January 15, 1930.

It may be denounced by either of the Contracting Parties at one year's notice.

Done in Paris, January 14, 1930.

H. A. BERNHOFT,
*Danish Minister
at Paris.*

PIERRE MARRAUD,
*Minister for Education
and Fine Arts.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2305.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention pour éviter la double
imposition en matière de contribu-
tions directes. Signée à Belgrade,
le 22 février 1928.

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention for the Prevention of
Double Taxation as regards
direct Taxes. Signed at Belgrade,
February 22, 1928.

N^o 2305. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, POUR ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations et le chargé d'affaires a. i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 mars 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désireux d'éviter la double imposition et de régler autres questions en matière de contributions directes, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le Docteur VOISLAV MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le Baron PAUL FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ; et

M. Alfred DE NICKL, conseiller de Légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La présente convention contient des dispositions qui s'appliquent aux impôts directs.

Sont à considérer comme impôts directs au sens de la présente convention les impôts qui, à base des lois de chacune des Parties contractantes, seront perçus, soit aux comptes des États contractants, soit aux comptes des corporations publiques autonomes (comitats, communes, etc.) directement sur le revenu (brut ou net), ou sur la fortune, même en forme d'impôts de contributions additionnelles. La convention ne se rapporte donc pas aux impôts indirects sur le chiffre d'affaires et sur la consommation.

Les dispositions de la présente convention se réfèrent d'une part sur les impôts directs réels sur le revenu, d'autre part sur les impôts directs personnels.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 25 février 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2305. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION AS REGARDS DIRECT TAXES. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 29, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of preventing double taxation and of settling other questions connected with direct taxes, have decided to conclude a convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. VOISLAV MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron PAUL FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade, and

M. ALFRED DE NICKL, Councillor of Legation, Director of the Economic Section at the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The present Convention contains regulations applicable to direct taxes.

For the purposes of the present Convention, direct taxes shall be taken to mean taxes which, on the basis of the legislation of each of the Contracting Parties, are levied direct on income (gross or net) or on total estate, either on account of the two Contracting States or on account of public autonomous corporations (comitats, communes, etc.), even when they are levied in the form of additional taxes or imposts. The present Convention shall not apply therefore to the indirect taxes on turnover and on consumption.

The provisions of the present Convention refer in part to direct impersonal taxes on income, and in part to direct personal taxes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, February 25, 1930.

Sont à considérer comme impôts réels, aux termes de la présente convention, les impôts directs qui seront perçus en rapport aux objets de l'imposition et à base de leurs liens économiques avec le territoire d'un Etat. Sont à considérer comme impôts personnels les impôts directs qui seront perçus sur l'ensemble des objets imposables (revenus et biens) en rapport à la personne contribuable à laquelle ils reviennent à base de sa nationalité (état de ressortissant), de son domicile ou séjour.

En vue de l'application de la convention, les Ministères des Finances des deux Etats se communiqueront à la fin de chaque année civile quels impôts sont à considérer comme impôts directs et quels dans ce groupe sont à considérer comme impôts réels ou impôts personnels.

Article 2.

L'impôt qui frappe le revenu des biens immeubles ne sera appliqué que par l'Etat sur le territoire duquel ces immeubles (fonds de terre, mines, bâtiments) sont situés.

Article 3.

L'impôt réel qui frappe le revenu provenant d'une activité industrielle ou commerciale de quelque espèce que ce soit, ne sera appliqué que dans l'Etat, sur le territoire duquel l'entreprise a son établissement, même dans le cas où cette entreprise étendrait son activité sur le territoire de l'autre Etat contractant, sans qu'elle y ait un établissement.

Par établissement est à comprendre, aux termes de la présente convention, une organisation productive stable propre à servir en total ou en partie l'activité de l'entreprise même.

Si l'entreprise a des établissements dans tous les deux des Etats contractants, chacun des Etats ne pourra frapper d'impôt réel que la partie du revenu produit dans l'établissement situé sur son propre territoire.

Article 4.

Le revenu du travail, y compris le revenu des professions libres, ne pourra être frappé d'impôt que dans l'Etat sur le territoire duquel l'activité personnelle, portant ce revenu, a été déployée.

Article 5.

Les redevances ou secours payés par des caisses publiques et accordés en raison d'une fonction ou profession exercées actuellement ou ayant été exercées dans le passé (appointements, pensions, retraites et autres revenus similaires), ne seront soumis aux impôts directs que dans l'Etat d'où ce revenu provient.

Article 6.

Les revenus provenant de l'emploi de capitaux mobiliers seront soumis aux impôts directs dans l'Etat, sur le territoire duquel le débiteur a son domicile.

Les personnes morales seront considérées comme domiciliées au lieu de leur siège, et, faute de siège, au lieu de leur administration centrale.

Sur les intérêts (les accessoires) dus pour des créances hypothécaires, l'impôt sera perçu dans l'Etat, sur le territoire duquel l'immeuble est situé. Dans le cas où la créance hypothécaire est inscrite sur un immeuble dont une ou plusieurs parties sont situées sur le territoire de l'autre Partie contractante, les intérêts (les accessoires) dus pour les créances hypothécaires d'une telle créance seront, au point de vue des impôts, répartis en proportion égale entre les deux Parties contractantes.

For the purposes of this Convention, impersonal taxes shall be taken to mean direct taxes levied on taxable objects in virtue of their economic connection with the territory of a State. Personal taxes shall be taken to mean direct taxes levied on the whole of the taxable objects (income and property) of the taxpayer to whom they belong in virtue of the nationality, domicile or residence of such person.

With a view to the application of the present Convention, the Ministries of Finance of the two States shall inform each other at the end of each calendar year of the taxes which are to be regarded as direct taxes, and the taxes in that group which are to be regarded as impersonal or personal taxes.

Article 2.

The tax on income derived from immovable property shall be levied only by the State in the territory of which such immovable property (landed estate, mines, buildings) is situated.

Article 3.

The impersonal tax on income derived from any kind of industrial or commercial activity whatever shall be levied only in the State in whose territory the establishment of the undertaking is situated, even when the undertaking carries on business in the territory of the other Contracting State without possessing an establishment in that State.

For the purposes of the present Convention an establishment shall be taken to mean a permanent productive organisation in which the business of the undertaking is wholly or partly carried on.

Should the undertaking possess establishments in both Contracting States, each State may levy the impersonal tax only on such portion of the income as is derived from the establishment situated in its own territory.

Article 4.

Earned income, including income derived from the exercise of the liberal professions, may be taxed only in the State in whose territory the personal activities producing the revenue have been carried on.

Article 5.

Allowances or grants paid by public Funds by reason of past or present official or professional services (salaries, pensions, retiring allowances and other similar income), shall be liable to direct taxation only in the State from which the income in question is derived.

Article 6.

Income derived from the employment of floating capital shall be liable to direct taxation in the State in which the "debtor" is domiciled.

Corporate bodies shall be regarded as domiciled at the place at which they have their seat, or, failing this, at the place at which their centre of management is situated.

The tax on interest (accessories) due in respect of mortgage debts shall be levied in the State in whose territory the immovable property in question is situated. Should the mortgage debt be registered in respect of immovable property of which a part or parts are situated in the territory of the other Contracting Party, the interest (accessories) due in respect of the mortgage debts in such a case shall be divided, for the purpose of taxation, in equal proportions between the two Contracting Parties.

Les intérêts des titres émis par l'Etat ou par des corporations publiques autonomes ou par des sociétés par actions, banques ou autres institutions financières, seront imposées par l'Etat qui paye ces intérêts, ou par l'Etat sur le territoire duquel la corporation qui paye les intérêts se trouve respectivement.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliqueront de même à l'imposition des intérêts des capitaux déposés dans des banques et autres institutions financières à titre de dépôts d'épargne ou sur compte courant. Au cas où le siège de l'institution se trouverait sur le territoire de l'un des Etats contractants et une ou plusieurs succursales sur le territoire de l'autre, les intérêts des capitaux déposés dans les succursales seront imposés par l'Etat sur le territoire duquel elles se trouvent.

Article 7.

L'impôt sur les « tantièmes » ne sera perçu que par l'Etat sur le territoire duquel le siège légal ou la direction centrale de l'entreprise distribuant lesdits « tantièmes » se trouve. Les redevances de caractère d'un « tantième », payées pour certaines fonctions exercées dans une succursale, seront frappées par l'impôt sur les « tantièmes » par l'Etat sur le territoire duquel cette succursale se trouve.

Dans des cas où le siège légal de l'entreprise se trouverait dans l'un des Etats contractants et la direction centrale dans l'autre, les autorités financières suprêmes des deux Etats s'entendront, pour chaque cas, sur la répartition équitable de la base de l'impôt.

Article 8.

Des impôts réels frappant les rentes viagères seront perçus par l'Etat dans lequel le jouissant du revenu a son domicile.

Article 9.

Seront appliqués à l'imposition de contributions personnelles frappant la totalité du revenu du contribuable dans chacun des Etats contractants les règles suivantes :

1^o En ce qui concerne le revenu personnel provenant :

- a) De biens immeubles ;
- b) De créances hypothécaires ;
- c) De l'industrie ou du commerce ;
- d) D'un travail — y compris les rétributions payées par des corporations publiques — seront appliquées les mêmes règles qui, pour les revenus réels provenant de ces bases d'impôt, sont établies dans les articles précédents.

2^o Pour tout autre espèce de revenu, notamment les dividendes d'actions, les « tantièmes », les intérêts de titres émis par des personnes morales publiques et sociétés, ainsi que les intérêts de dépôts auprès de banques ou autres instituts de crédit, l'imposition aura lieu dans l'Etat dans lequel le contribuable a son domicile.

Sera considéré comme domicile aux termes de la présente convention le lieu où le contribuable a sa demeure habituelle sous des indices permettant la présomption qu'il ait l'intention de la maintenir, ou le lieu où le contribuable séjourne sous des indices permettant la présomption que son séjour n'est pas seulement transitoire.

Au cas où le contribuable aurait un domicile dans chacun des deux Etats, l'impôt sera perçu par chacun des Etats en proportion du séjour passé sur son territoire dans l'année à laquelle la contribution se rapporte.

Est à considérer, aux termes du présent article, comme domicile des personnes juridiques, pourvu qu'elles soient soumises à un impôt personnel sur le revenu total — le lieu où la personne juridique a son siège légal et, faute de siège, le lieu de son administration centrale.

Interest on bonds issued by the State or by public autonomous corporations or by joint stock companies, banks or other financial institutions, shall be taxed by the State paying such interest or by the State in whose territory the corporation paying the interest is situated, as the case may be.

The provisions of the preceding paragraph shall also apply to the taxation of interest on capital deposited in banks and other financial institutions in the form of savings deposits or on current account. Should the seat of the institution be situated in the territory of one of the Contracting States and one or more branch establishments be situated in the territory of the other, the interest on capital deposited in the branch establishments shall be taxed by the State in whose territory they are.

Article 7.

The tax on directors' fees shall only be levied by the State in whose territory the legal seat or the centre of management of the undertaking paying the said directors' fees is situated. Allowances in the nature of directors' fees paid in respect of certain functions exercised in a branch establishment shall be liable to the tax on directors' fees; this tax shall be levied by the State in whose territory the branch establishment in question is situated.

Should the legal seat of the undertaking be situated in one of the Contracting States and the centre of management in the other, the central financial authorities of the two States shall come to an agreement in each case as to the equitable allocation of the basis of the tax.

Article 8.

Impersonal taxes on life annuities shall be levied by the State in which the person receiving the income in question is domiciled.

Article 9.

Personal taxes on the taxpayer's total income in each of the Contracting States shall be levied in accordance with the following rules:

(1) Personal income derived:

(a) From immovable property

(b) From mortgage debts

(c) From industry or trade

(d) From work — including remuneration paid by public corporations — shall be subject to the rules laid down in the preceding Articles for impersonal income derived from these taxable sources.

(2) Every other kind of income, in particular, dividends on shares, directors' fees, interest on bonds issued by public corporate bodies and companies and interest on deposits in banks or other credit institutions shall be taxed in the State in which the taxpayer has his domicile.

For the purposes of the present Convention domicile shall be taken to mean the place in which the taxpayer habitually resides in circumstances which warrant the presumption that he intends to continue to reside there, or the place in which the taxpayer resides in circumstances such as to warrant the supposition that his stay is not merely temporary.

Should the taxpayer possess a domicile in each of the two States, each State shall levy the tax in proportion to the length of stay in its territory during the year to which the tax relates.

For the purposes of the present Article, the domicile of corporate bodies — when the latter are subject to a personal tax on total income — shall be taken to be the place in which the corporate body has its legal seat and, failing such, the place in which its centre of management is situated.

Article 10.

L'impôt sur la fortune, qu'il soit de caractère permanent ou perçu une seule fois, déjà introduit ou à introduire à l'avenir dans les Etats contractants, frappe dans chacun des Etats les biens du contribuable qui se trouvent sur le territoire de cet Etat.

En ce qui concerne

- 1^o Les biens immeubles ;
- 2^o Les créances hypothécaires ;
- 3^o Les entreprises industrielles ou commerciales,

sur le territoire de l'un ou de l'autre des Etats contractants sera, en vue de l'application de l'impôt sur la fortune, décidé par les principes déjà adoptés dans les articles précédents pour l'imposition réelle des revenus provenant de tels biens.

Pour tout autre espèce de biens, y compris les actions, les titres émis par des personnes morales publiques et sociétés, et les dépôts auprès de banques et autres instituts de crédit, seront appliquées les mêmes règles qui sont adoptées pour l'impôt personnel sur la totalité des revenus.

Article 11.

Les règles établies dans l'article 10 de la présente convention, en vue de l'impôt sur la fortune, s'appliquent également à l'impôt sur l'accroissement de la fortune, existant éventuellement dans un des Etats contractants ou qui pourrait y être introduit à l'avenir.

Article 12.

Les entreprises de navigation sur le Danube ne seront soumises aux impôts sur les revenus professionnels provenant de l'exploitation de leur entreprise que dans l'Etat où elles siègent.

En dehors du transport de personnes et marchandises, l'exploitation comprend également le transport des marchandises des magasins sur le bateau et inversement du bateau dans les magasins.

Le revenu professionnel des ouvriers salariés employés dans le service de la navigation desdites entreprises seront soumis aux impôts dans l'Etat, sur le territoire duquel le siège de l'entreprise se trouve.

Article 13.

Au point de vue des impôts, — y compris la procédure devant les autorités de contribution, les tribunaux de contribution et administratifs — les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, du même traitement que les nationaux.

Les personnes morales, siégeant sur le territoire de l'une des Parties contractantes, seront traitées, sur le territoire de l'autre, de la même manière que les propres contribuables.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à se prêter assistance mutuelle pour faciliter l'assiette et le recouvrement des impôts directs.

Article 15.

La présente convention sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 1928, relativement à l'année fiscale 1928 et les suivantes.

Article 10.

Any tax on total estate, whether of a permanent character or levied on a single occasion only, which has already been or may in future be imposed in the Contracting States, shall be levied in each State on the taxpayer's property situated in the territory of that State.

When the estate consists of :

- (1) Immovable property
- (2) Mortgage debts
- (3) Industrial or commercial undertakings

its existence in the territory of one or other of the Contracting States shall, so far as the levying of the tax on total estate is concerned, be determined according to the principles laid down in the preceding Articles for impersonal taxes on income derived from such property.

In the case of any other kind of property, including company shares, bonds issued by public corporate bodies or companies and deposits in banks or other credit institutions, the rules laid down for the personal taxation of total income shall apply.

Article 11.

The rules laid down in Article 10 of the present Convention with regard to the tax on total estate shall also apply to any tax on the increment of total estate which is already in force or may in future be introduced in either Contracting State.

Article 12.

Shipping undertakings on the Danube shall be liable to taxes on profits arising out of their shipping business only in the State in which the seat of the undertaking is situated.

Shipping business shall be held to include not only transport of persons and goods but also transport of goods from warehouses to the vessel and from the vessel to the warehouses.

The professional income of paid workers employed in the navigation service of the said undertakings shall be liable to taxation in the State in whose territory the seat of the undertaking is situated.

Article 13.

From the point of view of taxation, including proceedings before revenue authorities, revenue and administrative tribunals, the nationals of either Contracting Party shall be entitled, in the territory of the other Party, to the same treatment as nationals of the country.

Corporate bodies whose seat is in the territory of one of the Contracting Parties shall be treated in the territory of the other Party in the same manner as taxpayers of that other Party.

Article 14.

The Contracting Parties undertake to assist each other with a view to the assessment and recovery of direct taxes.

Article 15.

The present Convention shall be applied as from January 1, 1928, for the financial year 1928 and the following years.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Budapest aussitôt que faire se pourra.

La présente convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à la dénonciation par l'une des Parties contractantes. Au cas où la dénonciation de la convention de la convention aurait lieu avant le 1^{er} juillet d'une année, la convention cessera de produire ses effets le 1^{er} janvier de l'année suivante, autrement le 1^{er} janvier de la deuxième année qui suivra la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

PROCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention conclue en date de ce jour entre LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et LE ROYAUME DE HONGRIE dans le but d'éviter la double imposition et de régler d'autres questions en matière de contributions directes, les plénipotentiaires soussignés ont fait d'entente les déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante de la convention même.

Ad article 3.

Seront également à considérer comme activité industrielle et commerciale, aux termes de l'article 3 de la convention, les sociétés d'assurance, de communication, de transport, financières et de crédit.

Sont également à considérer comme « établissement », aux termes de l'article 3 de la convention, outre le siège et le centre effectif de l'entreprise, les succursales, les dépôts, les usines, les ateliers et laboratoires, les établissements d'achat et de vente, les magasins et en général toute autre installation commerciale et industrielle ayant le caractère d'une organisation stable de la production ; et finalement les représentants permanents, pourvu qu'ils soient soumis à l'imposition selon les lois de cet Etat.

Ad Article 4.

Sont à considérer, en particulier, comme professions libres, aux termes de l'article 4 de la convention, spécialement les activités qui se rapportent aux sciences, aux arts et lettres, à l'enseignement ou à l'éducation, ainsi qu'à l'activité professionnelle des médecins, avocats, architectes et ingénieurs.

Seront également à considérer comme le revenu de travail les revenus des commis voyageurs étrangers provenant de leur activité exercée sur le territoire de l'autre Partie contractante, même si leur activité est de manière provisoire.

Article 16.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Budapest as soon as possible.

The present Convention shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until denounced by one of the Contracting Parties. Should the denunciation take place before July 1 of any year, the Convention shall cease to take effect on January 1 of the following year; otherwise it shall cease to take effect on January 1st of the second year following denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Belgrade in duplicate on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Convention concluded this day between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Kingdom of Hungary for the prevention of double taxation and the settlement of other questions in the matter of direct taxes, the undersigned Plenipotentiaries have made the following joint declarations, which shall form an integral part of the Convention itself :

Ad Article 3.

For the purposes of Article 3 of the Convention, industrial and commercial activities shall be taken to include the activities of insurance, traffic, transport, finance and credit companies.

For the purposes of Article 3 of the Convention, " establishments " shall be taken to mean not only the seat and real business centre of the undertaking, but also the branches, depots, factories, workshops and laboratories, premises where purchases and sales are effected, warehouses, and, in general, any other commercial and industrial installation in the nature of a permanent productive organisation, and lastly, permanent representatives, provided that they are liable to taxation under the law of the State in question.

Ad Article 4.

For the purposes of Article 4 of the Convention, liberal professions shall be taken to mean more particularly scientific, artistic or literary occupations, teaching or education, and the professional activities of doctors, barristers, architects and engineers.

The income of foreign commercial travellers derived from their activities in the territory of the other Contracting Party, even if their activities are only temporary, shall also be regarded as earned income.

Ad Article 6.

Il est entendu que les impôts qui seront perçus sur les intérêts d'obligations et sur les intérêts de dépôts d'épargne ou de compte courant et lesquels, aux termes des prescriptions légales actuellement en vigueur dans l'un des Etats contractants ou dans les deux, sont à considérer comme taxes (*illetékek*), soient au point de vue de l'application de la présente convention considérés comme impôts réels jusqu'à ce que ces taxes soient déclarées impôts réels.

Ad Article 9.

Sera à considérer, au sens de l'article 9, comme le revenu total du contribuable le produit net provenant des sources se trouvant sur le territoire de l'Etat respectif ou bien de l'activité y exercée, sans décompte des intérêts passifs dus à l'étranger.

Ad Article 10.

Les règles établies dans l'article 10 ne seront pas applicables à l'impôt à percevoir une seule fois sur la fortune si tel impôt était introduit antérieurement à la présente convention, même dans le cas où le paiement de cet impôt serait encore en cours.

Pour éviter des doutes éventuels, on constate que les dispositions de la présente convention ne préjugent la jouissance de privilèges et exemptions majeures qui, ensuite des règles générales du droit international, sont déjà ou seraient dans l'avenir accordés aux représentants diplomatiques et consulaires.

Le présent protocole sera considéré comme approuvé par les Parties contractantes sans autre ratification spéciale, seul par le fait de l'échange des documents de ratification de la convention à laquelle il se réfère.

Fait à Belgrade, en double exemplaire, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 6 mars 1930.

D'ordre du Ministre conseiller :

D^r Svet Djoritch.

Ad Article 6.

It is agreed that taxes levied on interest on debentures and on interest on savings deposits or current accounts and which, under the legal provisions at present in force in one or both of the Contracting States, are regarded as taxes (*illetékek*) shall, for the purposes of the application of the present Convention, be regarded as impersonal taxes until such taxes are declared to be impersonal taxes.

Ad Article 9.

The total income of the taxpayer for the purposes of Article 9 shall be held to be the net revenue derived from sources in the territory of the State in question or from activities carried on therein, without allowing for interest due abroad.

Ad Article 10.

The rules laid down in Article 10 shall not be applicable to the single capital levy should such tax have been introduced prior to the present Convention, even should the payment of the tax be still in progress.

With a view to avoiding any doubts that might arise, it is hereby declared that the provisions of the present Convention shall not affect the right to enjoy more extensive privileges or exemptions which, in virtue of the general rules of international law, are now or may hereafter be granted to diplomatic and consular representatives.

The present Protocol shall be held to have been approved by the Contracting Parties, without further special ratification, by the mere fact of their having exchanged the documents of ratification of the Convention to which it refers.

Done at Belgrade in duplicate on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) DR. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

N° 2306.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention concernant le règlement
des dettes et créances en anciennes
couronnes autrichiennes ou hon-
groises. Signée à Belgrade, le
22 février 1928.

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention regarding the Settlement
of Debts and Claims expressed in
former Austrian or Hungarian
Crowns. Signed at Belgrade,
February 22, 1928.

N° 2306. — CONVENTION ¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations et le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 mars 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désirant arriver à un accord pour le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le D^r VOÏSLAV MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le baron PAUL FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade, et

M. ALFRED DE NICKL, conseiller de Légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE SECTION

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX DETTES ET CRÉANCES, LIBELLÉES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES.

Article premier.

Les dispositions de la présente section ne seront applicables que faute d'accord amiable conclu ou à conclure entre créanciers et débiteurs. Les dettes et créances résultant d'accords conclus avant le 15 janvier 1919 restent cependant soumises au régime de la présente section.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 25 février 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2306. — CONVENTION² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRIAN OR HUNGARIAN CROWNS. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 29, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of arriving at an agreement for the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns, have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Voislav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Paul FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade, and

Monsieur Alfred DE NICKL, Consellor of Legation, Director of the Economic Section of the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

SECTION I.

GENERAL PROVISIONS CONCERNING DEBTS AND CLAIMS IN FORMER AUSTRIAN OR HUNGARIAN CROWNS.

Article I.

The provisions of this Section shall apply only in the absence of an amicable agreement already concluded or to be concluded hereafter between creditors and debtors. Nevertheless debts and claims under agreements concluded before January 15, 1919, shall be governed by the provisions of the present Section.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, February 25, 1930.

Article 2.

Seront soumises au régime de la présente section, sans égard à leur échéance, les dettes et créances de droit civil, libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises (y compris les dettes hypothécaires, les dettes communales, les dettes dues par les associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et par les communes viticoles), dettes et créances nées jusqu'au 15 janvier 1919 inclusivement, en tant qu'elles subsistaient le 15 janvier 1919, et au moment de la mise en vigueur de la présente convention entre les personnes énumérées à l'article 3 et, en tant que lesdites dettes et créances n'ont pas été éteintes par paiement ou autrement, au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

Dans le cas de dettes échues avant la mise en vigueur de la présente convention, le débiteur aura un délai de 180 jours à compter de la mise en vigueur de cette convention — pendant lequel il pourra régler les arriérés de sa dette, sans que le créancier puisse lui opposer les conséquences qui s'attachent au paiement tardif. Nonobstant cette disposition, le créancier aura le droit de réclamer des intérêts moratoires toutes les fois que le paiement de tels intérêts aurait été prévu par les parties intéressées.

Les intérêts, les commissions (provisions périodiques et autres accessoires) qui seraient dus sur les dettes visées à l'alinéa 1 de cet article, seront réglés conformément aux dispositions qui s'appliqueront, en vertu de la présente section, au règlement du capital. Le taux d'intérêt sera de 5% par an, sauf, si en vertu d'un contrat, le créancier devait recevoir un intérêt d'un taux différent.

Les dépôts judiciaires ou administratifs effectués — avant le 1^{er} septembre 1927 — en dinars, au taux de 1 dinar pour 4 couronnes anciennes, seront considérés comme paiement, dès le moment où la somme déposée sera à la libre disposition du créancier.

Les autres dépôts seront restitués au déposant sur sa demande. Le créancier sera invité à se prononcer sur cette demande et aura le droit de demander que la somme consignée soit retenue en garantie jusqu'à son acquittement total ou bien qu'elle soit versée entre ses mains à valoir sur sa créance.

Article 3.

Les dispositions de la présente section ne s'appliqueront qu'aux dettes et créances subsistant entre

D'une part :

A) Des personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, seraient ressortissants du Royaume de Hongrie, en vertu du Traité de Trianon, ou *ipso jure* ou par voie d'option, et dont la résidence était le 15 janvier 1919, sur le territoire actuel de la Hongrie, ou

B) Des personnes juridiques dont le siège était, le 15 janvier 1919 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention, sur le même territoire,

D'autre part :

a) Des personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, seraient ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en vertu des Traités de Trianon ou de Saint-Germain, ou *ipso jure* ou par voie d'option, et dont la résidence était, le 15 janvier 1919, sur les territoires transférés au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aux termes desdits traités et des traités et conventions de délimitation conclus jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention, ou

b) Des personnes juridiques dont le siège était, le 15 janvier 1919 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention, sur les territoires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes déterminés dans le précédent paragraphe a).

Article 2.

Irrespective of the date on which they fall due, debts and claims in civil law expressed in former Austrian or Hungarian crowns (including mortgage debts, communal debts, sums owed by associations for hydraulic works or land improvement, and by wine-growing Communes), and contracted up to January 15, 1919, inclusive, shall be subject to the provisions of this Section if they existed on January 15, 1919, and still exist at the date when the present Convention comes into force, between any of the persons described in Article 3, and provided that the said debts or claims are not extinguished by payments or otherwise on the coming into force of the present Convention.

In the case of debts due before the coming into force of the present Convention, the debtor shall have a time-limit of 180 days reckoned from the date of the coming into force of the present Convention, during which period he may liquidate the arrears of his debt and the creditor shall not have the right to subject him to the consequences attaching to dilatory payment. Notwithstanding this provision, the creditor shall be entitled to claim interest on arrears in all cases where the parties concerned had made provision for the payment of such interest.

The interest and commission (periodical and other accessory payments) due in respect of the debts referred to in paragraph 1 of the present Article shall be paid in accordance with the provisions applicable, under the present Section, to the repayment of the capital. The rate of interest shall be 5% per annum, save in cases where the creditor was entitled in virtue of a contract to receive interest at a different rate.

Sums deposited in dinars in the Government deposit and consignment office or other administrative office before September 1, 1927, at the rate of 1 dinar to 4 former crowns, shall be considered as payment from such time as the sum thus deposited is placed at the full disposal of the creditor.

Other deposits shall be restored to the depositor at his request. The creditor shall be invited to give his opinion on such request, and shall be entitled to demand that the sum thus deposited be retained as security until the whole debt has been discharged or that it be remitted to him in part payment of his claim.

Article 3.

The provisions of this Section shall apply only to debts and claims existing between
on the one hand :

(A) Natural persons who at the date of the coming into force of the present Convention have become nationals of the Kingdom of Hungary under the Treaty of Trianon, either automatically or by the exercise of their right of option, and who on January 15, 1919, had their residence within the present territory of Hungary, or

(B) Juridical persons having their registered offices on January 15, 1919, and at the time of the coming into force of the present Convention within the said territory ;
and on the other hand :

(a) Natural persons who at the date of the coming into force of the present Convention have become nationals of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes under the Treaty of Trianon or the Treaty of St. Germain, either automatically or by the exercise of their right of option, and who on January 15, 1919, had their residence within the territory ceded to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, under the terms of the said Treaties, and of the delimitation Treaties and Conventions concluded before the coming into force of the present Convention, or

(b) Juridical persons having their registered offices on January 15, 1919, and at the time of the coming into force of the present Convention within the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, as defined in paragraph (a) above.

Au cas où une personne physique aurait transféré son domicile du territoire de l'une des Parties contractantes sur celui de l'autre, à la suite d'une option ou d'un ordre des autorités respectives, elle sera censée avoir eu son domicile au 15 janvier 1919, sur ce dernier territoire.

Les dettes et créances en anciennes couronnes des succursales établies, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, par des personnes juridiques (entreprises commerciales) ayant leur siège sur le territoire de l'autre Partie, dettes et créances envers des personnes domiciliées, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, dans l'Etat où la succursale est établie, seront soumises au droit civil commun de l'Etat où la succursale est située et cela dans les mêmes conditions que les dettes et créances des personnes juridiques (entreprises commerciales) ayant leur siège dans cet Etat.

Pour l'application de la présente convention, les succursales établies sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes par des personnes juridiques (entreprises commerciales) ayant leur siège sur le territoire d'un tiers Etat, seront assimilées aux personnes juridiques (entreprises commerciales) ayant leur siège sur le territoire de celle des deux Parties où se trouvent lesdites succursales. Les dispositions du présent alinéa, ainsi que de l'alinéa précédent ne portent aucune atteinte à l'exception stipulée au paragraphe 5 de l'article 11.

Article 4.

Les dettes soumises au régime de la présente section seront payées en dinars au taux de un dinar pour quatre couronnes anciennes.

Les dettes et créances libellées en anciennes couronnes et résultant de titres (tels que : actions, lettres hypothécaires, obligations, obligations communales, obligations partielles et autres titres) ou de parts de sociétés coopératives seront réglées dans la monnaie de celle des Parties contractantes, sur le territoire de laquelle le débiteur a son siège, et au même montant qui est dû, selon les lois nationales, aux ressortissants de cette Partie. Pour l'application de ces dispositions, il ne sera tenu compte ni du domicile du détenteur, ni du lieu fixé pour le paiement, ni de la date à laquelle lesdites dettes et créances ont été constituées.

En ce qui concerne les dépôts d'épargne, les déposants, ressortissants serbes-croates-slovènes devront, — dans un délai de douze mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention — présenter leurs livrets à l'institution financière respective, et produire les preuves que le livret était, le 15 janvier 1919 et au moment de sa présentation, dans la propriété de ressortissants serbes-croates-slovènes remplissant les conditions posées à l'article 3.

Si les preuves produites par la personne qui prétend être propriétaire du livret n'étaient pas reconnues suffisantes, ladite personne pourra déclarer sous serment que le livret faisait propriété serbe-croate-slovène à la date du 15 janvier 1919, aussi bien qu'au moment de sa présentation et qu'elle ne possède aucune autre preuve pour prouver la propriété. Cette déclaration qui sera considérée comme preuve absolue, devra être faite devant le tribunal du district, dans lequel se trouve le domicile de la personne prétendant être propriétaire du dépôt.

Les livrets présentés après les douze mois, mais avant l'expiration d'un délai supplémentaire de 6 mois, ne pourront être refusés à cause de tardiveté, si le propriétaire du livret fournit la preuve que l'inobservation du délai primitif de douze mois ne peut être imputée ni à une faute ni à une négligence de sa part.

Les dépôts d'épargne pour lesquels le déposant serbe-croate-slovène a satisfait aux prescriptions qui précèdent, seront réglés conformément à l'alinéa premier du présent article. Dans le cas contraire, ces dépôts seront réglés comme les dépôts de ressortissants hongrois. Les dépôts d'épargne, pour lesquels le droit de propriété et de disposition est réservé, moyennant une clause expresse, à une personne déterminée, seront soumis, sans tenir compte de cet alinéa, aux dispositions générales de la présente section, en tant que les conditions stipulées dans cette Section seraient remplies.

Au cas où des conventions spéciales seraient établies entre les Parties contractantes qui préverraient l'application des dispositions de la présente convention aux livrets d'épargne traités par ces conventions spéciales, les délais fixés à l'alinéa précédent du présent article pourront y être modifiés.

Natural persons who have transferred their domicile from the territory of one Contracting Party to the territory of the other, in consequence of the exercise of the right of option or of an order of the competent authorities, shall be deemed to have had their domicile in the latter territory on January 15, 1919.

Debts in former crowns due by or to branches established in the territory of the one Contracting Party *vis-à-vis* juridical persons (commercial undertakings) having their registered offices in the territory of the other Party, and similarly debts and claims *vis-à-vis* persons domiciled, at the time of the coming into force of the present Convention, in the State in which the branch is established, shall be governed by the ordinary civil law of the State in which the branch is situated, under the conditions obtaining for debts and claims of juridical persons (commercial undertakings) having their registered offices in that State.

For the purposes of the execution of the present Convention, branches established in the territory of either Contracting Party by juridical persons (commercial undertakings) having their registered offices in the territory of a third State shall be assimilated to juridical persons (commercial undertakings) having their registered offices in the territory of the Party in whose country the said branches are established. The provisions of the present and preceding paragraphs shall be without prejudice to the exception named in paragraph 5 of Article 11.

Article 4.

Debts governed by the provisions of the present Section shall be paid in dinars at the rate of one dinar to four former crowns.

Debts and claims expressed in former crowns arising out of securities (such as shares, mortgage bonds, other ordinary bonds, communal bonds, partial bonds, and other securities) or out of holdings in co-operative societies, shall be repaid in the currency of the Contracting Party within whose territory the debtor has his registered offices, at the rate payable, under the municipal law, to the nationals of the said Party. In the application of the present provisions no account shall be taken of the domicile of the holder, the place fixed for payment or the date on which the debts and claims were contracted.

In the case of savings deposits, Serb-Croat-Slovene depositors shall, within a period of twelve months from the coming into force of the present Convention, present their pass-books to the competent financial institution, and shall furnish evidence that on January 15, 1919, and at the time of presentation, such pass-books were owned by Serb-Croat-Slovene nationals fulfilling the conditions laid down in Article 3.

Should the evidence produced by the person claiming ownership of the pass-book not be deemed adequate, the said person may declare on oath that the pass-book was Serb-Croat-Slovene property on January 15, 1919, as well as at the time of presentation, and that he can furnish no further proof of ownership. This declaration, which shall rank as absolute proof, must be made before the Court of the district in which the person claiming ownership of the deposit has his domicile.

Pass-books presented after the prescribed twelve months, but within a supplementary period of six months, may not be refused on the grounds of late delivery, if the owner of the pass-book can prove that the failure to observe the original time-limit of twelve months cannot be ascribed to fault or negligence on his part.

Savings deposits shall be repaid in conformity with paragraph (1) of the present Article if the Serb-Croat-Slovene depositor has complied with the foregoing regulations. Otherwise they shall be repaid in the same manner as the deposits of Hungarian nationals. Notwithstanding the present paragraph, savings deposits in respect of which the rights of ownership and disposal have been assigned, under a special clause, to a specific person shall be subject to the general provisions of the present Section, if the conditions laid down in the Section are fulfilled.

When special Conventions have been concluded between the Contracting Parties, providing for the application of the provisions of the present Convention to the savings-bank pass-books dealt with in the said special Conventions, the time-limits specified in the foregoing paragraph of the present Article may be amended.

Les prêts en anciennes couronnes, accordés en vue de souscrire aux titres de l'emprunt de guerre de l'Etat hongrois ou de l'Etat autrichien, constitués en gage desdits prêts, seront réglés en couronnes hongroises, au taux de une couronne hongroise pour une couronne ancienne. Le créancier aura cependant la faculté de retenir en acquittement de sa créance les titres de guerre constitués en gage. De même les avances faites en anciennes couronnes par des ressortissants serbes-croates-slovènes, à valoir sur les titres du IX^e emprunt de guerre de l'Etat hongrois dont l'émission a été envisagée en 1918, avant la fin des hostilités, seront restituées aux ayants droit en couronnes hongroises au taux de une couronne hongroise pour une couronne ancienne.

Article 5.

Les rentes viagères, les pensions alimentaires et les prestations périodiques d'un caractère analogue en anciennes couronnes tombent sous les dispositions de l'article 12.

SECTION II

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE CERTAINES CATÉGORIES DE DETTES HYPOTHÉCAIRES ET COMMUNALES, AINSI QUE DE DETTES DUES PAR LES ASSOCIATIONS SYNDICALES POUR LES TRAVAUX D'EAU OU L'AMÉLIORATION DU SOL ET PAR LES COMMUNES VITICOLES.

Article 6.

Les dettes libellées en anciennes couronnes, provenant d'emprunts hypothécaires ou communaux d'emprunts des associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et des communes viticoles, seront, en principe, réglées en espèces et en conformité avec les dispositions de la Section I, même si lesdits emprunts n'avaient pas été liquidés en argent comptant, mais en lettres hypothécaires, en obligations communales ou autres titres analogues.

Ce principe s'applique de même au règlement de celles des dettes énumérées à l'alinéa précédent qui pouvaient, — en vertu de la législation ancienne du Royaume de Hongrie, — servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, obligations communales ou autres titres analogues. Les débiteurs serbes-croates-slovènes pourront, cependant, dans les limites de la présente section employer à l'acquittement de leurs dettes visées par le présent alinéa, les lettres hypothécaires obligations communales et autres titres analogues, ainsi que les coupons échus desdits titres émis par des établissements hongrois sur la base desdites dettes, en tant que ces titres étaient, le 15 janvier 1919, et sans interruption depuis cette date, dans la propriété de ressortissants serbes-croates-slovènes et en tant qu'ils ont été recensés et déposés conformément au décret N^o VI/234 du 23 janvier 1925 du ministre du Commerce et de l'Industrie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Pourront également être employés à l'acquittement de dettes les lots des obligations à primes tirés avant le 26 juillet 1921. Les primes fixes, par contre, ne pourront pas être utilisés en vertu de la présente section.

Au cas où des conventions spéciales seraient établies entre les Parties contractantes qui préverraient la remise au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou à ses ressortissants de titres indiqués à l'annexe à la présente convention, ceux-ci pourront être utilisés, sans égard aux délais y fixés, au paiement des dettes visées au deuxième alinéa du présent article. L'exécution de l'alinéa 3 de l'article V de l'annexe susdite ne pourra pas être entravée par cette disposition.

Les dispositions concernant l'utilisation des lettres hypothécaires et autres titres analogues ne portent aucune atteinte aux clauses relatives au règlement des dettes et créances résultant de titres (article 4, alinéa 2), clauses qui régiront les titres et coupons qui, par n'importe quelle raison, n'ont pas été déclarés ou déposés pour être recensés, qui seraient retirés du dépôt, ou bien qui ne seraient pas reconnus comme remplissant les conditions établies dans cette section.

Loans in former crowns for the purpose of subscribing to war loan stock of the Hungarian or Austrian State, the stock itself constituting a pledge in respect of the said loans, shall be repaid in Hungarian crowns at the rate of one Hungarian crown to one former crown. The creditor (lender) shall, however, be entitled to retain the pledged war bonds in settlement of his claim. Similarly, advances paid in former crowns by Serb-Croat-Slovene nationals on account of the ninth war loan stock issue of the Hungarian State, which was under consideration in 1918 before the conclusion of hostilities, shall be refunded to the parties entitled thereto in Hungarian crowns at the rate of one Hungarian crown to one former crown.

Article 5.

Life annuities, maintenance allowances, and similar periodical payments in former crowns shall be governed by the provisions of Article 12.

SECTION II.

SPECIAL CLAUSES CONCERNING THE SETTLEMENT OF CERTAIN CATEGORIES OF MORTGAGE AND COMMUNAL DEBTS AND DEBTS DUE BY ASSOCIATIONS FOR HYDRAULIC WORKS OR LAND IMPROVEMENT OR BY WINEGROWING COMMUNES.

Article 6.

Debts expressed in former crowns arising out of mortgage or communal loans, loans by associations for hydraulic works or land improvement or by winegrowing communes shall, as a general rule, be settled in cash, in conformity with the provisions of Section I, even if the said loans were not paid in ready money but by means of mortgage bonds, communal bonds or other like securities.

This principle shall also apply to the settlement of those debts enumerated in the foregoing paragraph which could, under the former laws of the Kingdom of Hungary, be used as security for the issue of mortgage bonds, communal bonds or other like securities. Within the limits laid down in the present Section, Serb-Croat-Slovene debtors may, however, employ for the discharge of the debts referred to in the present paragraph, mortgage bonds, communal bonds and other like securities, as well as the matured coupons thereof issued by Hungarian establishments on the basis of the said debts, provided that such securities have been held by Serb-Croat-Slovene nationals without interruption since January 15, 1919, and have been registered and deposited in accordance with Decree No. VI/234 dated January 23, 1925, of the Minister for Commerce and Industry of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Prizes on premium bonds, drawn before July 26, 1921, may also be used for the settlement of debts. Fixed premiums, however, may not be employed under the present Section.

If special Conventions have been concluded between the Contracting Parties providing for the handing over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes or to its nationals, of the securities mentioned in the Annex to the present Convention, such securities may be used for the settlement of the debts named in the second paragraph of the present Article, regardless of the time-limits therein specified. The present provision shall be without effect on the execution of paragraph (3) of Article V of the aforesaid Annex.

The provisions relating to the employment of mortgage bonds and other like securities shall be without prejudice to the clauses concerning the repayment of debts and claims arising out of securities (Article 4, paragraph 2), these clauses being applicable to securities and coupons which, for any reason, have not been declared or deposited for registration, have been withdrawn from deposit, or are not deemed to fulfil the conditions laid down in the present Section.

Article 7.

Les titres émis par l'établissement créancier pourront être employés jusqu'à concurrence de 80% et ceux émis par d'autres établissements que l'établissement créancier jusqu'à concurrence de 50% du montant de la dette subsistant au moment de l'acquittement. Dans ces limites, les titres recensés pourront être utilisés, sans tenir compte de leur catégorie, à l'acquittement de n'importe quelle dette visée à l'article 6 (alinéa 2).

Les titres sortis au tirage ou non, ainsi que les lots tirés avant le 26 juillet 1921 inclus seront calculés, lors de l'acquittement, selon leur valeur nominale, au taux de quatre-vingt couronnes anciennes pour cent couronnes anciennes.

Les coupons échus jusqu'au moment de l'emploi des titres (sortis au tirage ou non) seront calculés, sans tenir compte de la catégorie du titre, au taux de cent couronnes anciennes pour cent couronnes anciennes.

Pendant les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, le paiement offert sera accepté sans avis ou dénonciation préalable. Pour ce même délai, la somme qui pourrait être réclamée à titre de ristorne (indemnité de résiliation) sera réduite à 1%.

Article 8.

Les modalités de l'utilisation des titres et des détails techniques de l'exécution de la présente section sont réglés dans l'annexe à la présente convention.

Article 9.

Dans le cas où l'établissement ayant émis les titres recensés et déposés, refuserait de reconnaître que les titres remplissent les conditions posées dans la présente section, le déclarant (déposant) aura le droit de soumettre la déclaration refusée, — à l'exclusion de toute autre voie de droit et dans un délai de soixante jours à partir de la date où la lettre recommandée qui lui sera adressée à ce sujet aura été expédiée — à une commission composée de deux membres, dont l'un sera délégué par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, l'autre par le Gouvernement du Royaume de Hongrie.

Dans le cas où la commission ne pourrait arriver à une décision unanime, le différend sera décidé avec le concours d'un président qui sera élu, d'un commun accord, par les deux membres de la commission. Pour le cas où les deux membres de la commission ne pourraient tomber d'accord sur le choix du président, celui-ci sera désigné par le surarbitre prévu à l'article 18 de la présente convention.

Les décisions de la commission seront définitives et obligatoires pour toutes les parties intéressées et aucun recours ne sera admissible contre lesdites décisions.

La commission devra achever ses travaux et prononcer ses décisions avant l'expiration d'un an à partir de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 10.

En ce qui concerne les dettes hypothécaires, les dettes communales, les dettes des associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et des communes viticoles qui pouvaient — en vertu de la législation ancienne respective — servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, obligations communales ou autres titres analogues, les débiteurs hongrois auront le droit d'utiliser au règlement de leurs dettes ci-dessus déterminées des lettres hypothécaires, obligations communales et titres analogues en tant que les titres utilisés ont été émis par l'établissement créancier respectif et que la catégorie d'émission (lettres hypothécaires, obligations communales, etc.) et le taux d'intérêt desdits titres correspondent à la catégorie (dette hypothécaire, dette communale, etc.) et au taux d'intérêt de la dette à régler.

Article 7.

Securities issued by the creditor establishment may be employed up to the amount of 80%, and those issued by other establishments up to the amount of 50% of the debt outstanding at the time of payment. Within these limits, registered securities of any category may be employed in payment of any debt covered by Article 6 (paragraph 2).

Securities with or without drawings, and prize bonds drawn before July 26, 1921, inclusive shall be rated at the time of payment at their nominal value on the basis of 80 for every 100 former crowns.

Coupons matured prior to the employment of the securities (with or without drawings) shall be rated, whatever the category of the security, on the basis of 100 for every 100 former crowns.

During the twelve months following the coming into force of the present Convention, payment offered shall be accepted without previous notice or warning. During the same period the sum which may be claimed as compensation for cancellation shall be reduced to 1%.

Article 8.

The procedure for the employment of securities and the technical details relating to the application of the present Section shall be laid down in the Annex to the present Convention.

Article 9.

Should the establishment which issued the registered and deposited securities refuse to recognise that the securities comply with the conditions laid down in the present Section, the declarant (depositor) shall, to the exclusion of all other legal recourse and within a time-limit of sixty days from the despatch of the registered letter addressed to him on the subject, be entitled to submit the rejected declaration to a Commission consisting of two members, of whom one shall be appointed by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and the other by the Government of the Kingdom of Hungary.

Should the Commission be unable to arrive at a unanimous decision, the dispute shall be decided with the assistance of a President, who shall be elected by the two members of the Commission jointly. If the two members of the Commission are unable to agree on the choice of the President, the latter shall be appointed by the umpire provided for in Article 18 of the present Convention.

Decisions of the Commission shall be final and shall be binding on all the parties concerned; there shall be no appeal against such decisions.

The Commission shall complete its work and give its decisions before the expiry of one year as from the coming into force of the present Convention.

Article 10.

In the case of mortgage debts, communal debts and the debts of associations for hydraulic works or land improvement and of wine-growing communes, which could, under the former legislation of the country concerned, be used as security for the issue of mortgage bonds, communal bonds or other like securities, Hungarian debtors shall be entitled to employ mortgage bonds, communal bonds and like securities in settlement, provided that the securities thus employed were issued by the creditor establishment in question, and that the category of issue (mortgage bonds, communal bonds, etc.) and the rate of interest on the said securities correspond with the category (mortgage debt, communal debt, etc.) and the rate of interest on the debt to be repaid.

La valeur pour laquelle seront calculés les titres et les coupons utilisés, en vertu de cet article, à l'acquittement des dettes, sera déterminée selon les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 7.

Pendant les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, le paiement offert sera accepté sans avis ou dénonciation préalable. Pour ce même délai, la somme qui pourrait être réclamée à titre de ristorne (indemnité de résiliation) sera réduite de 1%.

Le présent article ne porte aucune atteinte aux droits qui seraient assurés au débiteur dans le contrat conclu avec l'établissement créancier et aux statuts dudit établissement.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 11.

Les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux catégories suivantes de dettes et créances :

1^o Aux dettes et créances de l'un des gouvernements des Parties contractantes ;

2^o Aux dettes et créances de la Caisse d'Epargne postale royale hongroise, le règlement desquelles est prévu par une convention spéciale ;

3^o Aux dettes et créances de la Banque d'Autriche-Hongrie, ainsi qu'aux dettes et créances transférées, au cours de la liquidation de ladite banque, aux Etats successeurs, dettes et créances visées dans la convention spéciale conclue avec les liquidateurs de la Banque d'Autriche-Hongrie ;

4^o Aux dettes et créances des Caisses de mineurs et interdits qui seront réglées par une convention spéciale ;

5^o Aux dettes et créances résultant d'un contrat d'assurance en général, y compris les assurances d'Etat et sociales, ainsi que les contrats de réassurance, la question des assurances étant réservée à une convention spéciale ;

6^o Aux dettes et créances des municipalités et communes, des associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et des communes viticoles, dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ainsi qu'aux dettes et créances des sociétés privées de chemins de fer, dont le réseau ferroviaire a été partagé ou dont le siège a été séparé du réseau par ladite frontière, la question du règlement de ces dettes et créances étant réservée à des conventions spéciales.

L'application des dispositions de la présente convention pourrait tout de même être prescrite par les conventions visées aux paragraphes 4, 5 et 6.

Article 12.

Les dettes et créances de droit civil en anciennes couronnes qui ne tombent pas sous le régime de la Section I de la présente convention (la Section II ne visant que le mode d'un règlement spécial) et qui subsistent entre les ressortissants des Parties contractantes, seront réglées en espèces selon le droit civil commun.

Lors de l'application des dispositions de l'alinéa précédent, les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne pourront réclamer en aucun cas une somme plus élevée que celle qui pourrait être réclamée, selon les lois de ladite Partie, par les ressortissants de l'autre à l'égard des créances du même genre.

The value at which the securities and coupons employed under the present Article for the payment of debts are to be computed shall be determined in conformity with the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 7.

During the twelve months following the coming into force of the present Convention, payment offered shall be accepted without previous notice or warning. During that same period the sum which may be claimed as compensation for cancellation shall be reduced to 1%.

The present Article shall affect neither the rights conferred on the debtor under the contract concluded with the creditor establishment nor the statutes of the said establishment.

SECTION III.

MISCELLANEOUS CLAUSES.

Article 11.

The provisions of the present Convention shall not apply to the following categories of debts and claims :

(1) To debts and claims against the Government of either of the Contracting Parties ;

(2) To debts and claims against the Royal Hungarian Post Office Savings Bank, which debts and claims shall be governed by a special Convention ;

(3) To debts and claims against the Austro-Hungarian Bank, and those transferred in the liquidation of the said Bank to the Succession States, such debts and claims being dealt with in the special Convention concluded with the liquidators of the Austro-Hungarian Bank ;

(4) To debts and claims against minors' funds and persons under legal disability, which debts and claims shall be dealt with in a special Convention ;

(5) To debts and claims arising out of insurance policies in general, including State and social insurance and re-insurance policies, the question of insurance being reserved for settlement by a special Convention ;

(6) To debts and claims against municipalities and communes, associations for hydraulic works or land improvement, and wine-growing communes, whose districts have been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, as also debts to and claims against private railway companies whose systems have been divided or whose administrative centres have been separated from their systems by the said frontier, the question of the settlement of such debts and claims being reserved for decision by special Conventions.

The application of the provisions of the present Convention may, nevertheless, be provided for in the Conventions referred to in paragraphs 4, 5 and 6.

Article 12.

Debts and claims in civil law, expressed in former crowns, between nationals of the Contracting Parties, which are not governed by the provisions of Section I of the present Convention (in as much as Section II deals only with the procedure for special settlement) shall be paid in cash in accordance with ordinary civil law.

In applying the provisions of the foregoing paragraph nationals of the one Contracting Party may in no case demand a sum higher than could be demanded in respect of like claims, under that Party's law, by nationals of the other Party.

Article 13.

Toute défense de paiement existant sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties contractantes concernant les dettes et créances visées par la présente convention est abrogée et aucune mesure ne sera prise qui pourrait en entraver le règlement selon les dispositions de cette convention.

Article 14.

Pour le cas où pendant la mise en application de la présente convention, des restrictions relatives au trafic des devises et à l'exportation des titres seraient en vigueur sur le territoire de l'une des deux Parties, les Parties contractantes s'engagent réciproquement à accorder toutes les facilités nécessaires pour assurer le règlement et le paiement des dettes et créances visées par la présente convention et à assurer au créancier, entre autres, la libre disposition des sommes que le débiteur aurait versées — avant la mise en vigueur de cette convention et à valoir sur sa dette — à un établissement bancaire en vue d'être transférées au créancier.

Article 15.

En ce qui concerne l'impôt sur l'intérêt du capital et sur les rentes, impôt à acquitter par le débiteur, les sommes dues par les ressortissants de l'une des Parties contractantes à des ressortissants de l'Autre ne pourront être grevées d'impôts plus onéreux que les sommes dues entre ressortissants de la même Partie.

Article 16.

Les quittances et généralement tous les actes établis devant les tribunaux, relatifs aux dettes et créances rentrant sous le régime de la présente convention, ne seront pas soumis à une légalisation ultérieure. Cette disposition s'applique également aux quittances et actes établis sous seing privé ou devant notaire public, en tant qu'ils auront été légalisés par un tribunal.

Les consentements de radiation visés à l'article V de l'annexe à cette convention ne seront soumis à aucune légalisation.

Article 17.

Sur le territoire des Parties contractantes, tous délais de prescription, péremption ou forclusion, ainsi que tous délais fixés pour remplir des formalités prescrites pour conserver ou faire valoir des droits, seront suspendus pendant l'époque comprise entre le 1^{er} novembre 1918 et la date à laquelle expireront les trente jours suivants la mise en vigueur de la présente convention, en tant que lesdits délais se rapportent aux dettes et créances visées par la présente convention. Ces délais recommenceront à courir à partir de la mise en vigueur de la présente convention et ne pourront expirer avant douze mois après la mise en vigueur de la convention.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux cas où la prescription, la péremption, la forclusion ou la déchéance étaient achevées avant le 1^{er} novembre 1918.

Article 18.

Les litiges qui pourraient surgir entre les ressortissants des Parties contractantes au sujet des dettes et créances rentrant sous le régime de la présente convention (y compris les dettes et créances visées à l'article 12) seront soumis à un tribunal d'arbitrage. Seront exclues de la compétence de ce tribunal d'arbitrage les dettes indiquées dans l'article 5.

Article 13.

All prohibitions existing in the territory of either of the Contracting Parties, which are directed against the payment of the debts and claims dealt with in the present Convention, shall be withdrawn, nor shall any measures be taken that might impede a settlement in accordance with the provisions of the present Convention.

Article 14.

Should there exist in the territory of either Party, while the present Convention is being put into force, any restrictions on dealings in foreign currency and the export of securities, the Contracting Parties shall undertake to afford each other all necessary facilities for ensuring the settlement and payment of the debts and claims covered by the present Convention and to ensure *inter alia*, that the sums paid by the debtor to a banking establishment for transfer to the creditor, in part payment of his debt, before the coming into force of the present Convention, shall be placed at the entire disposal of the creditor.

Article 15.

As regards taxes payable by the debtor on interest derived from capital and on annuities, the sums due by nationals of the one Contracting Party to nationals of the other shall not be subject to heavier taxes than sums due between nationals of the same Party.

Article 16.

Receipts and, generally speaking, deeds drawn up before the courts relating to the debts and claims covered by the present Convention shall not require further legislation. This provision shall apply also to private receipts and deeds and to those drawn up before a notary public, provided that they have been legalised by a court.

The certificates of cancellation by consent referred to in Article V of the Annex to the present Convention shall not require legalisation.

Article 17.

Within the territory of the Contracting Parties, all periods counting for prescription, limitation or foreclosure, and similarly the periods laid down for the formalities for the safeguarding or pursuit of claims, shall cease to run as between November 1, 1918, and the expiry of a period of thirty days after the coming into force of the present Convention, in so far as such periods relate to the debts and claims dealt with in the present Convention. These periods shall again begin to run as from the entry into force of the present Convention and may not attain completion within less than twelve months following that date.

This provision shall not apply in cases in which prescription, limitation or foreclosure had taken effect, or the due date occurred before November 1, 1918.

Article 18.

Disputes that may arise between nationals of the Contracting Parties with reference to debts and claims covered by the present Convention (including debts and claims mentioned in Article 12) shall be submitted to a Court of Arbitration. The debts mentioned in Article 5 shall be excluded from the latter's competence.

Ce Tribunal d'arbitrage se composera de deux arbitres. Chacune des Parties contractantes nommera un de ces arbitres.

Pour le cas où les deux arbitres ne pourraient tomber d'accord sur le litige, ils choisiront d'un commun accord et sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, un surarbitre, ressortissant d'un Etat non intéressé dont la décision restera définitive.

Dans le cas où les Parties contractantes ne pourraient tomber d'accord sur le choix du surarbitre, elles s'adresseront, pour la nomination du surarbitre au président de la Confédération suisse.

Le Tribunal d'arbitrage siègera alternativement à Belgrade et à Budapest.

Les règles de procédure seront établies par le Tribunal d'arbitrage. Les frais de procédure seront évalués par le Tribunal (le surarbitre) et mis à la charge des Parties selon les principes généraux y relatifs.

Les Parties contractantes s'engagent à donner au tribunal d'arbitrage et au surarbitre toute assistance judiciaire et toute facilité nécessaire pour suivre leurs enquêtes.

Les décisions du Tribunal d'arbitrage et du surarbitre seront définitives ; les Parties contractantes s'engagent à les rendre obligatoires pour leurs ressortissants respectifs, ainsi qu'à assurer leur exécution sans exéquatur et sans citer les parties, dans les mêmes conditions que les sentences rendues par les autorités judiciaires indigènes.

Les dispositions du présent article n'affectent nullement le droit des parties intéressées de faire valoir leurs réclamations devant tout autre tribunal compétent. Toutefois, dès le moment où l'instance a été introduite devant l'un des tribunaux compétents, — y compris le tribunal d'arbitrage constitué par le présent article — la compétence du tribunal une fois saisie du litige sera exclusive et le même litige ne pourra plus être porté devant aucun autre tribunal.

En ce qui concerne les procès qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, seraient en cours devant le tribunal autre que le tribunal d'arbitrage constitué par cet article, la partie requérante aura la faculté de se désister de sa requête et de porter le litige devant ledit tribunal d'arbitrage. Il est entendu que les procès en cours devront être décidés en tout cas conformément aux dispositions de la présente convention.

Article 19.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront pas aux dettes et créances subsistant entre ressortissants hongrois, d'une part, et ressortissants des anciens Royaumes de Serbie et de Monténégro, d'autre part.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Article 21.

La présente convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

The said Court shall consist of two arbitrators. Each of the Contracting Parties shall appoint one arbitrator.

Should the two arbitrators be unable to arrive at an agreement regarding the dispute, they shall select by common consent, and subject to the approval of their respective Governments, an umpire, who shall be a national of a State not concerned in the question ; the umpire's decision shall be final.

Should the Contracting Parties be unable to agree on the choice of an umpire, they shall request the President of the Swiss Confederation to appoint him.

The Court of Arbitration shall sit alternately at Belgrade and Budapest.

It shall establish its own rules of procedure. The costs of the proceedings shall be assessed by the Court (the umpire) and shall be borne by the Parties in accordance with the general principles governing the matter.

The Contracting Parties undertake to afford the Court of Arbitration and the umpire the necessary legal assistance and other facilities for the conduct of their inquiries.

The awards of the Court of Arbitration and of the umpire shall be final ; the Contracting Parties undertake to make them binding upon their respective nationals and to provide for their execution without a municipal order of enforcement and without summoning the parties to appear, on the same conditions as judgments rendered by the judicial authorities of the country.

The provisions of the present Article shall in no way affect the right of the parties concerned to enforce their claims before any other competent Court. Nevertheless, once the case has been brought before any competent Court — including the Court of Arbitration instituted under the present Article — the competence of that Court shall be exclusive and the dispute may not be brought before another court.

If, at the time of the coming into force of the present Convention, a case is before a Court other than the Court of Arbitration instituted under the present Article, the applicant party shall be entitled to withdraw it and to bring the dispute before the said Court of Arbitration. It is understood that cases pending shall always be decided in conformity with the provisions of the present Convention.

Article 19.

The provisions of the present Convention shall not apply to debts and claims between Hungarian nationals, of the one part, and nationals of the former Kingdoms of Serbia and Montenegro, of the other part.

Article 20.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

Article 21.

The present Convention shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade in two originals, February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (Signed) FORSTER.

(L. S.) (Signed) NICKL.

ANNEXE

A LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES.

En vertu de la convention entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume de Hongrie concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises (désignée ci-après par les mots « la convention »), les dettes et créances — y compris les prêts hypothécaires et communaux, les prêts pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et les prêts accordés aux communes viticoles — seront réglées, en tant qu'elles subsistent encore, en dinars au taux de $\frac{1}{4}$ dinar (25 paras) pour 1 couronne ancienne. Toutefois, en ce qui concerne les prêts qui pouvaient servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, d'obligations communales et de titres analogues, y compris les titres émis sur la base du paragraphe 70 de la loi XXIII de 1898, les ressortissants serbes-croates-slovènes auront le droit d'employer au règlement de leurs dettes provenant de ces prêts, les titres émis sur la base desdits prêts. A cette fin, le ministre du Commerce et de l'Industrie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a ordonné, par décret N° VI/234 du 23 janvier 1925, le recensement des titres qui, en vertu de la convention, pourront être utilisés, à titre de paiement, à l'acquittement de dettes ; la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb a été chargée, en qualité de dépositaire officiel, de prendre en dépôt lesdits titres et la mise en dépôt des titres a été effectuée. Pour assurer, conformément à la Section II de la convention, le règlement des dettes et l'emploi des titres, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Article premier.

Pourront être utilisés, à titre de paiement, les titres émis sur la base des dettes visées à l'alinéa 2 de l'article 6 de la convention (voir le préambule de cette Annexe), à savoir :

Les lettres de gage (*záloglevelek*), les obligations communales (*községi kötvények*, *községi kötelezők*), et les obligations (*kötvények*), les obligations pour la régénération des vignes (*szőlőfelújítási kötvények*), les obligations à primes (*nyereménykötvények*), les lettres de gage pour les travaux de défense contre les inondations et pour l'amélioration du sol (*vízszabályozási és talajjavítási kötvények*), en tant que lesdits titres étaient, le 15 janvier 1919, et sans interruption depuis cette date, dans la propriété de ressortissants serbes-croates-slovènes. Le transfert de propriété entre ressortissants serbes-croates-slovènes ne sera pas considéré comme interruption et ce transfert est admissible même dans l'avenir.

Pour déterminer les titres qui pourront être employés au règlement de dettes, il sera procédé de la manière suivante :

Les titres déposés en vertu du décret N° VI/234 du 23 janvier 1925 seront inscrits dans une liste qui sera délivrée sans délai à l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest. Dans les deux mois après la remise de cette liste les établissements ayant émis les titres désigneront par l'intermédiaire de l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest, les titres reconnus conformes aux dispositions de l'alinéa premier du présent article et les titres qui ne seraient pas reconnus.

Les titres reconnus seront inscrits dans une « Liste A » et ceux qui seraient contestés dans une « Liste B ».

Les titres qui ne seraient pas reconnus conformes aux dispositions de l'alinéa premier du présent article seront notifiés à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie qui en donnera acte aux déposants par lettre recommandée. Dans un délai de soixante jours à partir de l'expédition de ladite lettre recommandée, le déposant aura le droit de présenter à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie une demande en revision accompagnée de toutes les preuves éventuelles dont il appert que les titres étaient, le 15 janvier 1919 et sans interruption depuis cette date, dans la propriété de

ANNEX

TO THE CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRIAN OR HUNGARIAN CROWNS.

In virtue of the Convention between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Kingdom of Hungary regarding the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns (referred to hereinafter as "the Convention"), debts and claims — including mortgage and communal loans, loans for hydraulic works or land improvement and loans granted to wine-growing communes — shall be paid, in so far as they are still outstanding, in dinars at the rate of one-fourth of a dinar (25 paras) for one former crown. Nevertheless, in the case of loans which could be used as security for the issue of mortgage bonds, communal bonds and like securities, including securities issued in virtue of paragraph 70 of Law XXIII of 1898, Serb-Croat-Slovene nationals shall have the right to employ the securities issued against the said loans in settlement of their debts arising out of the loans. With this object the Minister for Commerce and Industry of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, in Decree No. VI/234 dated January 23, 1925, ordered the registration of securities which, under the Convention, may be employed as a means of payment in the settlement of debts; the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb was instructed as official depository, to take into custody, the said securities, which were duly deposited. In order to provide for the settlement of debts and the employment of securities in conformity with Section II of the Convention, the Contracting Parties have agreed as follows:

Article I.

Securities issued against the debts referred to in paragraph 2 of Article 6 of the Convention (*vide* the Preamble to the present Annex), namely:

Mortgage bonds (*záloglevelek*), communal bonds (*községi kötvények, községi kötelezők*), and other ordinary bonds (*kötvények*), bonds for the improvement of vine stocks (*szőlőfelújítási kötvények*), premium bonds (*nyereménykötvények*), mortgage bonds for safeguarding against floods and for land improvement (*visszabálozási és talajjavítási kötvények*), may be employed as a means of payment, provided that the said securities have been held by Serb-Croat-Slovene nationals without interruption since January 15, 1919. The transfer of property as between Serb-Croat-Slovene nationals shall not be deemed an interruption, and such transfers shall still be permitted in the future.

The procedure for determining the securities that may be employed for the settlement of debts shall be as follows:

Securities deposited in virtue of Decree No. VI/234 dated January 23, 1925, shall be entered on a list which shall be delivered immediately to the Association of Banks and Savings Banks at Budapest. During the two months following the delivery of this list the establishments which issued the securities, acting through the Association of Banks and Savings Banks at Budapest, shall specify which securities are recognised to be in conformity with the provisions of the first paragraph of the present Article and which securities are not so recognised.

Recognised securities shall be entered on List A and disputed securities on List B.

Securities which are not recognised to be in conformity with the provisions of the first paragraph of the present Article shall be notified to the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia, which shall duly inform the depositors by registered letter. Within a period of 60 days from the despatch of such letter, the depositor shall be entitled to submit to the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia an application for re-examination, accompanied by all available evidence showing that the securities have been the property of Serb-Croat-Slovene nationals without interruption since January 15,

ressortissants serbes-croates-slovènes. Pourront servir de preuves : les documents relatifs à l'achat, les certificats de dépôt et autres preuves écrites. Dans les cas où ces preuves ne seraient pas suffisantes, le déposant pourra produire toute autre preuve admissible d'après la procédure civile. En dernier lieu, il pourra déclarer sous serment que les titres dûment recensés et déposés faisaient — à la date du 15 janvier 1919, et sans interruption depuis cette date, — propriété serbe-croate-slovène et qu'il ne possède aucune autre preuve pour prouver cette propriété. Cette déclaration qui sera considérée comme preuve absolue, devra être faite devant le tribunal du district dans lequel se trouve le domicile de la personne prétendant être propriétaire des titres. La Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie notifiera la demande en révision et les preuves à l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest.

Les demandes en révision, auxquelles il ne serait pas donné suite par les établissements intéressés, seront portées devant la commission prévue à l'alinéa suivant. Dans le cas où la demande en révision et les preuves ne seraient pas présentées dans le délai susdit de soixante jours, la Commission décidera sur la base des documents qui seraient à sa disposition. Quant aux preuves produites après ce délai, il n'en sera tenu compte que lorsqu'elles seraient présentées avant la décision de la commission.

Une commission sera créée conformément aux dispositions de l'article 9 de la convention pour établir les listes, pour examiner les titres non reconnus et pour effectuer les transcriptions de la « Liste B » dans la « Liste A ».

La commission se réunira alternativement à Budapest et à Belgrade ou à Zagreb.

Les titres et les coupons qui constituent la propriété de ressortissants serbes-croates-slovènes, mais qui n'auraient pas été déposés par l'intéressé (propriétaire, possesseur, détenteur) à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie ou bien qui seraient retirés du dépôt — ce qui entraînera la radiation dans la « Liste A » — et enfin les titres et coupons qui ne seraient pas reconnus, seront soumis au régime qui s'appliquera aux titres et coupons appartenant aux ressortissants hongrois.

Les titres appartenant aux ressortissants serbes-croates-slovènes qui auraient été déclarés à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie, mais qui ne seraient pas encore mis en dépôt, devront être déposés, le plus tard, dans un délai de trois mois. Devront également être déposés à ladite Banque Hypothécaire de Croatie et Slavonie, dans un délai de six mois à partir de la mise en vigueur de la Convention, les titres qui se trouvent auprès des autorités publiques serbes-croates-slovènes. Les titres qui ne seraient pas déposés dans lesdits délais seront soumis au régime régissant les titres appartenant aux ressortissants hongrois. La liste des titres qui, en vertu du présent alinéa, pourront encore être déposés à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie sera communiquée à l'Association des Banques et Caisses d'Épargne, le plus tard dans les quinze jours qui suivront les dites dates. Les déclarations qui ont été faites au sujet de titres non encore déposés — à l'exclusion des titres qui se trouvent auprès des autorités publiques — seront transmises à l'Association des Banques et Caisses d'Épargne, le plus tard dans le délai de trente jours à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

Les titres déposés ailleurs qu'à Zagreb, pour le compte de la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie, seront considérés comme titres mis en dépôt à ladite Banque de Zagreb, en tant que cette banque reconnaîtra lesdits dépôts comme régulièrement effectués.

Il est entendu que le présent article ne porte aucune atteinte aux dispositions de l'article 6, alinéa 3, de la convention.

Article II.

Tous les établissements hongrois ayant émis les titres indiqués à l'article premier délivreront dans un délai de soixante jours à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, par l'intermédiaire de l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest, à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb une liste exacte de leurs créances qui en vertu de l'article 6, alinéa 2, de la convention, rentrent sous le régime de cette annexe.

Article III.

Les débiteurs seront invités par la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb et à la fois par les établissements créanciers, à régler leurs dettes. Les débiteurs seront informés en même

1919. Deeds of purchase, deposit receipts and other evidence in writing shall be accepted as proof. In the event of the said evidence being inadequate, the depositor may produce any other evidence admissible in civil procedure. Lastly, he may declare on oath that the securities, duly registered and deposited, have been Serb-Croat-Slovene property without interruption since January 15, 1919, and that he can furnish no further proof of ownership. This declaration, which shall rank as absolute proof, must be made before the Court of the district in which the person claiming ownership of the securities has his domicile. The Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall notify the Association of Banks and Savings Banks at Budapest of the application for re-examination and of the evidence.

Applications for re-examination not allowed by the establishments concerned shall be referred to the Commission provided for in the following paragraph. Should such application, together with the evidence, not be submitted within the aforesaid period of sixty days, the Commission shall reach a decision on the basis of the documents at its disposal. Evidence brought forward after the expiry of this time-limit shall not be allowed, unless it be tendered before the Commission reaches its decision.

A Commission shall be established, in conformity with the provisions of Article 9 of the Convention, for the purpose of drawing up the lists, examining rejected securities and effecting the necessary transfers from List B to List A.

The Commission shall sit alternatively at Budapest and at Belgrade or Zagreb.

Securities and coupons which are the property of Serb-Croat-Slovene nationals, but which have not been deposited with the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia by the party concerned (proprietor, owner, holder), or have been withdrawn from deposit — this involving deletion from List A — and lastly, securities and coupons which have not been recognised, shall be governed by the regulations applicable to securities and coupons belonging to Hungarian nationals.

Securities belonging to Serb-Croat-Slovene nationals, which have been declared to the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia but which have not yet been handed in shall be deposited within a period of three months. Within six months as from the coming into force of the Convention, securities in the hands of Serb-Croat-Slovene public authorities shall also be deposited with the said Mortgage Bank of Croatia and Slavonia. Securities which have not been deposited within the said time-limits shall be subject to the regulations applicable to securities belonging to Hungarian nationals. The list of securities which may, under the present paragraph, still be deposited with the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia, shall be communicated to the Association of Banks and Savings Banks not later than fifteen days after the aforesaid dates. Declarations relating to securities not yet deposited — excluding securities in the hands of public authorities — shall be forwarded to the Association of Banks and Savings Banks not later than thirty days after the coming into force of the Convention.

Securities deposited on account of the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia elsewhere than at Zagreb shall be regarded as securities handed in to the said Bank at Zagreb, in so far as the latter recognises that such deposits were effected in due form.

It is understood that the present Article shall be without prejudice to the provisions of paragraph 3 of Article 6 of the Convention.

Article II.

All Hungarian establishments having issued securities as indicated in Article I shall, within a time-limit of sixty days reckoned from the coming into force of the Convention, deliver to the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb, through the Association of Banks and Savings Banks at Budapest, an accurate list of those of their claims which are covered by the present Annex in virtue of paragraph 2 of Article 6 of the Convention.

Article III.

The Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb and the creditor establishments shall request debtors to pay their debts. Debtors shall at the same time be informed that payment

temps que le paiement pourra être fait par l'intermédiaire de la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie, que pendant les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la convention des paiements d'amortissement anticipé pourront être effectués et que dans le cas de tels paiements la somme qui pourrait être réclamée à titre de ristorne (indemnité de résiliation) sera réduite à 1%. Ce délai de douze mois pourra être prolongé d'un an, d'un commun accord, par la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb et l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest.

Pour le cas que la dette ne serait remboursée que pour partie, le paiement à valoir sur le capital devra comprendre les quote-parts d'amortissement d'une ou de plusieurs annuités.

Dans le cas où le non-paiement des annuités ou des intérêts aurait pour conséquence l'échéance immédiate de la totalité du capital non amorti, cette conséquence de l'échéance immédiate ne pourra se faire valoir que dans le cas où les arriérés des annuités ou des intérêts ne seraient pas réglés, dans un délai de 180 jours à partir de la mise en vigueur de la convention. Les Municipalités, les communes et les associations syndicales pour les travaux d'eau qui régleront les annuités arriérées, dans ledit délai de 180 jours, seront exonérés non seulement des conséquences de l'échéance immédiate, mais aussi du paiement des intérêts moratoires.

Article IV.

Le paiement des dettes, y compris les arriérés, se fera dans les conditions suivantes :

a) Selon la règle générale, les 20% de la dette seront payés en espèces, au taux de 25 paras pour 1 couronne ancienne, et 80% en titres reconnus, émis par l'établissement créancier. Dans le cas où le paiement pourra s'effectuer en d'autres titres que ceux émis par l'établissement créancier, la quote-part à payer en espèces sera de 50% (voir l'article 7 de la convention et le paragraphe c) du présent article).

Les titres, sortis au tirage ou non, seront mis en compte au cours de 80%.

Ce cours s'appliquera également aux lots des obligations à primes tirés avant le 26 juillet 1921 inclus. Après cette date, les titres des ressortissants serbes-croates-slovénes seront admis au tirage des lots dans les mêmes conditions que les titres des ressortissants hongrois. Les titres employés à l'acquittement de dettes seront considérés, du point de vue de la participation au tirage des lots, comme titres sortis au tirage d'amortissement.

En ce qui concerne les primes fixes et les coupons, les titres employés à l'acquittement des dettes seront considérés comme titres non tirés. Par conséquent, les primes fixes ne pourront pas être employées à titre de paiement et ne seront pas mises en compte lors de l'emploi des titres. Les coupons, par contre, continueront à courir jusqu'au moment de l'emploi des titres, ils seront acceptés à titre de paiement, mais seulement avec les titres auxquels ils appartiennent et seront mis en compte au cours de 100%.

Les établissements hongrois ne pourront pas faire valoir l'exception de prescription, en ce qui concerne les coupons et les titres sortis au tirage qui, en vertu de cette annexe, pourront être utilisés à titre de paiement, sauf toutefois le cas où la prescription aurait été achevée avant le 1^{er} novembre 1918.

b) Dans le cas où le paiement serait effectué directement à l'établissement créancier, le paiement devra être fait entièrement en espèces, au taux de 25 paras pour 1 couronne ancienne. Dans ce cas les titres qui pourraient être employés au paiement de la dette, seront demandés à la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie et seront mis en compte dans les conditions prévues au paragraphe a).

c) En ce qui concerne l'ordre à suivre lors de l'emploi des titres, la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie délivrera aux établissements créanciers, en premier lieu, les titres — sans tenir compte de leur catégorie — qui ont été émis par l'établissement respectif, en tant qu'il y aura de tels titres inscrits dans la « Liste A ». Les lots tirés des obligations à prime seront utilisés, en tout cas, au règlement des créances de l'établissement ayant émis lesdites obligations à prime. Dès que le stock des titres émis par l'établissement créancier respectif sera épuisé, pourront être utilisés les titres de tout autre établissement visé par cette annexe.

may be effected through the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia, that during the twelve months following the coming into force of the Convention amortisation payments may be carried out before due date, and that in such cases the amount which may be claimed as compensation for cancellation will be reduced to 1%. The said period of twelve months may be extended for a further period of one year by mutual agreement between the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb and the Association of Banks and Savings Banks at Budapest.

If only a part of the debt is repaid, payment on account of capital shall include amortisation contributions in respect of one or more annual payments.

Where the non-payment of the annual sums or of the interest would mean that the entire unredeemed capital would be due, this consequence shall ensue only if the arrears of annual payments or interest are not settled within a period of 180 days reckoned from the coming into force of the Convention. Municipalities, communes, and associations for hydraulic works which repay arrears of annual payments within the said time-limit of 180 days shall be exempt not only from the effects of the capital, immediately becoming due but also from the payment of interest on arrears.

Article IV.

The repayment of debts, including arrears, shall be governed by the following conditions :

(a) In accordance with the general rule, 20% of the debt shall be paid in cash at the rate of 25 paras to one former crown, and 80% in recognised securities issued by the creditor establishment. In cases where payment is allowed in securities other than those issued by the creditor establishment, the proportion to be paid in cash shall be 50% (*vide* Article 7 of the Convention and paragraph (c) of the present Article).

Securities, whether drawn or not, shall be reckoned at 80% of their value.

This rate shall also apply to prize bonds drawn on or before July 26, 1921. After this date, the securities of Serb-Croat-Slovene nationals shall be accepted for drawing under the same conditions as the securities of Hungarian nationals. Securities employed in the discharge of debts shall be considered — from the point of view of participation in drawings — as securities drawn for amortisation.

As regards fixed premiums and coupons, securities employed in the discharge of debts shall rank as undrawn securities. Non-option stock may not therefore be employed for payment and shall not be taken into consideration when securities are so employed. Coupons, however, shall continue to run until the securities are employed and shall be accepted in payment, but only if accompanied by the securities to which they relate : they shall be reckoned at 100% of their value.

Hungarian establishments may not submit the plea of prescription in respect of coupons and drawn securities, which, in virtue of the present Annex, may be employed in payment, except in cases where the period of prescription would have expired before November 1, 1918.

(b) In the event of repayment being made direct to the creditor establishment, it shall be effected entirely in cash at the rate of 25 paras to one former crown. In such case, the securities which may be employed for the discharge of the debt shall be demanded from the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia and shall be reckoned as provided in (a).

(c) As regards the procedure for the employment of securities, the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall in the first place deliver to the creditor establishments the securities — irrespective of category — issued by the establishment concerned, provided always that such securities are entered in List A. Prize bonds drawn shall, in all cases, be used to settle the claims of the establishment which issued them. When the stock of securities issued by the creditor establishment concerned is exhausted, the securities of any other establishment referred to in the present Annex may be employed.

d) Les titres seront délivrés aux établissements créanciers en état négociable. Pour les titres mis hors de cours moyennant une clause spéciale (titres nominatifs, « Vinkulation »), il sera suffisant de produire les documents nécessaires à lever ladite clause pour que lesdits titres puissent être considérés négociables. Les litiges qui surgiraient à ce sujet, seront décidés par la commission prévue à l'article premier.

e) Les garanties déposées par le débiteur, au moment où l'emprunt a été contracté, seront imputées, par voie de compensation, sur les premiers paiements qui seront effectués après la mise en vigueur de la présente convention. Si la garantie a été déposée en anciennes couronnes, la somme déposée sera prise en compte au taux de 25 paras pour une couronne ancienne. Si par contre la garantie a été constituée en titres, ces titres seront calculés au cours de 80 couronnes anciennes pour 100 couronnes anciennes.

Article V.

Les consentements de radiation seront établis par les établissements créanciers, sans aucune clause de légalisation. Les établissements créanciers ne pourront être obligés d'acquitter le timbre de quittance qui, outre le timbre de quittance hongrois, pourrait être réclamé par l'Etat serbe-croate-slovène. Si le débiteur demande la légalisation du consentement de radiation, les frais qui en résulteraient seront à la charge du débiteur.

Dans les cas prévus aux paragraphes a) et b) de l'article IV et durant la période pendant laquelle les titres pourront être employés au règlement de dettes, les consentements de radiation ne pourront être inscrits dans le registre foncier que lorsque la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie les aurait munis d'une clause de contrôle, exempte de toute sorte de taxe. Il est entendu que pour les dettes qui ne rentrent pas sous les dispositions de cette Annexe, aucune clause de contrôle ne pourra être exigée. En ce qui concerne les hypothèques inscrites en garantie de telles dettes, la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie attestera, sur la demande du débiteur ou de l'établissement créancier, que la clause de contrôle n'est pas nécessaire à l'inscription de la radiation.

Les titres employés au règlement de dettes seront rayés de la « Liste A ». Dès qu'il sera constaté que tous les titres dûment déposés et reconnus auront été employés, un avis commun de l'Association des Banques et Caisses d'Épargne et de la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie sera publié à ce sujet dans les journaux officiels de Belgrade, de Zagreb et de Budapest. A partir de la publication dudit avis, la clause de contrôle ne pourra plus être exigée et les dettes qui seraient réglées après cette date, seront payées, pour leur totalité, en espèces, au taux de 25 paras pour 1 couronne ancienne.

Article VI.

En ce qui concerne les créances provenant de prêts rentrant sous le régime de cette annexe et qui, par voie de cession, auraient été transférées par des établissements financiers ayant leur siège sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à des établissements financiers hongrois visés par cette annexe, les sommes qui auraient été ou seraient perçues par les établissements cédants, à titre d'annuités ou de paiements d'amortissement, seront réglées dans les mêmes conditions que les créances soumises à cette annexe.

Article VII.

Les dettes des municipalités, des communes et des associations syndicales pour les travaux d'eau dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, seront réglées par des conventions spéciales. Les dispositions de cette annexe s'appliqueront cependant à la quote-part desdites dettes qui, en vertu des conventions spéciales à conclure, serait mise à la charge de la partie fractionnée, située sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en tant que ladite quote-part sera soumise aux dispositions de la convention.

(d) Securities shall be issued to the creditor establishments in a negotiable form. In the case of securities whose circulation is restricted by a special clause (registered scrip, "Vinkulation") the production of the documents required for the removal of such clause shall be sufficient to render the securities negotiable. Any disputes that may arise in this connection shall be decided by the Commission provided for in Article I

(e) Guarantees deposited by the debtor at the time of contracting the loan shall be set off against the first payments to be effected after the coming into force of the present Convention. If the guarantee was deposited in former crowns, the sum deposited shall be reckoned at the rate of 25 paras to one former crown. If, on the other hand, it was in the form of securities, these shall be reckoned on the basis of 80 former crowns for 100 former crowns.

Article V.

Certificates of cancellation by consent shall be drawn up by the creditor establishments and shall not be subject to legalisation. Creditor establishments shall not be required to pay stamp duty on receipts, should this be demanded by the Serb-Croat-Slovene State in addition to the Hungarian stamp duty. In the event of the debtor requesting the legalisation of the certificate of cancellation by consent, he shall himself bear the cost.

In the cases provided for in paragraphs (a) and (b) of Article IV, and throughout the period during which the securities may be employed for the settlement of debts, certificates of cancellation by consent may not be entered in the land register, unless the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia has appended a verification clause which shall be exempt from fees of any kind. It is understood that no verification clause shall be required in the case of debts which are not subject to the provisions of the present Annex. In the case of mortgages registered as security for such debts, the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall certify, at the request of the debtor or of the creditor establishment, that the verification clause is not necessary for the registration of cancellation.

Securities employed for the settlement of debts shall be deleted from List A. As soon as it has been ascertained that all duly deposited and recognised securities have been employed, the Association of Banks and Savings Banks and the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall issue a joint notice to this effect in the official journals at Belgrade, Zagreb and Budapest. After the publication of such notice the verification clause may no longer be required, and debts settled after that date shall be payable in cash to the full amount at the rate of 25 paras for one former crown.

Article VI.

In the case of claims arising out of loans governed by the provisions of the present Annex which as the result of cession, have been transferred by financial establishments having their head-quarters in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to Hungarian financial establishments referred to in the present Annex, sums which have been or may hereafter be received by the establishments effecting the transfer, either as annual payments or as payments on account of amortisation, shall be repaid under the same conditions as claims covered by the present Annex.

Article VII.

The debts of municipalities, communes and associations for hydraulic works whose districts have been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, shall be settled in accordance with special Conventions. The provisions of the present Annex shall, however, apply to the proportion of the said debts which, in virtue of the special Conventions to be concluded, is chargeable to the part of the district situated in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, in so far as such proportion is governed by the provisions of the Convention.

Article VIII.

La Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie recevra pour sa gestion une commission de 2% sur les créances perçues qui sera à la charge des établissements créanciers et une commission de 2% sur la contre-valeur desdits titres qui sera à la charge des déposants des titres.

Article IX.

Les litiges qui, au sujet de l'exécution de cette annexe, pourraient surgir entre la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie, d'une part, et l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest ou les établissements hongrois intéressés, d'autre part, seront décidés par le Tribunal d'arbitrage prévu à l'article 18 de la convention.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention en date d'aujourd'hui, concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1^o Les dispositions de la convention ne portent aucune atteinte aux droits que confèrent aux parties intéressées les articles 249 et 250 du Traité de Trianon.

2^o Seront assimilées aux dettes libellées en anciennes couronnes et réglées conformément aux dispositions de la convention, les dettes en or, en argent ou en monnaies autres que l'ancienne couronne, toutes les fois qu'il s'agit de dettes représentées par titres ou de dettes découlant d'emprunts accordés par des institutions financières, pourvu que ces dettes réunissent les conditions stipulées dans ladite convention. La conversion en anciennes couronnes se fera au taux de change coté à la Bourse de Budapest à la date du 1^{er} juillet 1914, étant entendu que la couronne or ou argent sera considérée comme équivalent à une couronne ancienne.

Pour les autres dettes réunissant les conditions visées aux articles 2 et 3 de la présente convention et libellées en or, en argent ou en monnaie autre que l'ancienne couronne, chacune des Parties contractantes se réserve la faculté d'initier des négociations spéciales dans un an à partir de la mise en vigueur de cette convention.

3^o Conformément à l'article 3 de la présente convention, les dettes et créances contractées en anciennes couronnes par l'Institut central des Sociétés financières (*Pénzintézeteki Központ*) ou sa succursale à Zagreb seront réglées dans les mêmes conditions que les dettes et créances contractées par toute autre banque hongroise ou les succursales desdites banques.

L'Institut central des Sociétés financières aura le droit de retirer sa succursale de Zagreb sans être obligé de liquider au préalable les affaires de ladite succursale.

Dans le cas où l'Institut central des Sociétés financières retirerait sa succursale, il sera obligé, à son choix :

a) Ou d'assurer, par l'établissement principal, la liquidation des affaires de la succursale en comprenant les affaires qui ne seraient pas encore réglées, dans la gestion et l'administration dudit établissement principal.

b) Ou bien de céder et transférer les droits et obligations résultant des affaires de la succursale à un établissement financier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Dès que l'Institut central des Sociétés financières déclarera au Tribunal compétent, ou qu'il assurera l'administration des affaires de la succursale par l'établissement principal,

Article VIII.

The Mortgage Bank of Croatia and Slavonia shall receive for the purposes of its administration a commission of 2% on collected claims, which shall be charged to the creditor establishments, and likewise a commission of 2% on the exchange value of the said securities, such commission being chargeable to the depositors thereof.

Article IX.

Disputes that may arise in regard to the execution of the present Annex between the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia, of the one part, and the Association of Banks and Savings Banks at Budapest or the Hungarian establishments concerned, of the other part, shall be decided by the Court of Arbitration provided for in Article 18 of the Convention.

PROTOCOL OF SIGNATURE

At the moment of signing the Convention of today's date regarding the settlement of debts and claims in former crowns, the Contracting Parties have agreed as follows :

(1) The provisions of the Convention shall be without prejudice to the rights conferred upon the parties concerned under Articles 249 and 250 of the Treaty of Trianon.

(2) Debts in gold, silver, or currencies other than the former crown shall rank as debts in former crowns and shall be settled in conformity with the provisions of the Convention, in all cases where the said debts are represented by securities or arise out of loans granted by financial institutions, provided always that the debts satisfy the conditions laid down in the said Convention. Conversion into former crowns shall be effected at the rate of exchange quoted on the Budapest Stock Exchange on July 1, 1914, it being understood that one gold or silver crown shall rank as the equivalent of one former crown.

As regards other debts which satisfy the conditions referred to in Articles 2 and 3 of the present Convention, expressed in terms of gold, silver or currencies other than the former crown, each of the Contracting Parties reserves to itself the right to initiate special negotiations within a period of one year after the coming into force of the present Convention.

(3) In conformity with Article 3 of the present Convention, debts in former crowns due by or to the Central Institute of Financial Associations (*Pénzüntézet*) or its branch at Zagreb, shall be settled under the same conditions as debts and claims of any other Hungarian bank or any branch thereof.

The Central Institute of Financial Associations shall be entitled to remove its branch from Zagreb without being required previously to wind up the affairs of the said branch.

In the event of the Central Institute of Financial Associations removing its branch, it shall be given the choice of :

(a) Arranging for its head office to wind up the affairs of the branch business outstanding coming under the management and administration of the said head office ;

(b) Or ceding and transferring the rights and obligations arising out of the branch's affairs to a financial establishment of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

As soon as the Central Institute of Financial Association informs the competent tribunal, either that it will arrange for the branch's affairs to be administered by the

ou qu'il s'est mis d'accord avec un établissement financier serbe-croate-slovène en vue de céder et transférer lesdites affaires, la succursale et la raison sociale seront radiées sur le registre de commerce.

Il est entendu que l'Institut central des Sociétés financières ne pourra plus être tenu de remplir les engagements par lesquels il aurait promis d'employer, entièrement ou par partie, les revenus ou les bénéfices rendus par les transactions de sa succursale de Zagreb, à assainir les établissements financiers des anciens territoires de la Croatie et Slavonie.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que la convention signée en date d'aujourd'hui, concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises et aura la même force que cette convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) DR V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES, SIGNÉE A BELGRADE LE 22 FÉVRIER 1928.

• Prenant en considération que la Banque hypothécaire de Croatie et Slavonie à Zagreb, désignée d'après l'alinéa premier de l'Annexe à la Convention entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume de Hongrie concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, signée à Belgrade le 22 février 1928, comme dépositaire officiel serbe-croate-slovène des titres prévus par ce même alinéa, ait changé depuis la signature de ladite convention de personnalité juridique :

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus que la charge conférée par ladite Annexe à la Banque Hypothécaire de Croatie et Slavonie sera dorénavant assumée par la Banque Associée Yougoslave S. p. A. (*Jugoslovenska Udružena Banka A. D.*) — Zagreb — Belgrade, et la Banque Serbe S. p. a. (*Srpska Banka A. D.*) — Zagreb, étant entendu que ces deux Banques et l'Association des Banques et Caisses d'Épargne à Budapest se mettront d'accord sur les détails techniques résultant de cette disposition.

Le présent protocole aura la même force et valeur et la même durée que la convention susmentionnée relative au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Budapest en même temps que les ratifications de la convention mentionnée à l'alinéa précédent.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double original, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 6 mars 1930.

D'ordre du Ministre conseiller :

Dr Svet Djouritch.

(L. S.) DR V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

head office or that it has reached an agreement with a Serb-Croat-Slovene financial establishment with a view to ceding and transferring the said affairs, the branch and the name of the firm shall be deleted from the commercial register.

It is understood that the Central Institute of Financial Associations may not be required to fulfil undertakings embodying a promise to employ all or part of the income or profits accruing from the transactions of its Zagreb branch for the reorganisation of financial establishments in the former territories of Croatia and Slavonia.

The present Protocol shall be ratified simultaneously with the Convention of today's date regarding the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns and shall have the same force as the said Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade in two original copies, February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (Signed) FORSTER.

(L. S.) (Signed) NICKL.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRIAN OR HUNGARIAN CROWNS, SIGNED AT BELGRADE ON FEBRUARY 22, 1928.

Whereas the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia at Zagreb, which under the first paragraph of the Annex to the Convention signed at Belgrade on February 22, 1928, between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Kingdom of Hungary, regarding the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns, was appointed as the official Serb-Croat-Slovene depository for the securities mentioned in the said paragraph, has changed its legal status since the signature of the present Convention :

The undersigned Plenipotentiaries have agreed that the office conferred upon the Mortgage Bank of Croatia and Slavonia under the said Annex, shall henceforth be assumed by the Associated Yugoslav Bank Ltd. (*Jugoslovenska Udružena Banka A. D.*) at Zagreb and Belgrade, and by the Serbian Bank Ltd. (*Srpska Banka A. D.*) at Zagreb, on the understanding that these two Banks and the Association of Banks and Savings Banks at Budapest shall come to an agreement concerning the technical details arising out of this provision.

The present Protocol shall have the same force and validity and shall be concluded for the same period as the above-mentioned Convention regarding the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns.

The present Protocol shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest at the same time as the ratifications of the Convention referred to in the preceding paragraph.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed their signatures and seals.

Done at Belgrade in two original copies, July the fourth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (Signed) FORSTER.

N° 2307.

AUTRICHE ET ITALIE

Accord concernant la création et l'exploitation de lignes aériennes régulières. Signé à Rome, le 11 mai 1928.

AUSTRIA AND ITALY

Agreement regarding the Establishment and Operation of regular Air Lines. Signed at Rome, May 11, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2307. — ACCORDO FRA L'AUSTRIA E L'ITALIA, PER L'IMPIANTO E L'ESERCIZIO DI LINEE AEREE REGOLARI. FIRMATO A ROMA, L'11 MAGGIO 1928.

Textes officiels italien et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 31 mars 1930.

IL REGIO MINISTERO DELL'AERONAUTICA ITALIANO ed IL MINISTERO FEDERALE DEL COMMERCIO E DELLE COMUNICAZIONI AUSTRIACO, secondo l'art. I, alinea 2 della Convenzione Generale fra l'Italia e l'Austria relativa alla navigazione aerea, firmata in data di oggi, convergono per quanto concerne l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari quanto segue :

Articolo I.

1. Il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni concederà ad una Impresa di Navigazione Aerea Italiana, da indicarsi dal R. Ministero dell'Aeronautica nei riguardi del territorio austriaco le autorizzazioni necessarie all'esercizio della linea aerea tra Vienna e Venezia con i seguenti servizi :

a) un servizio continuo per tutto l'anno con fermata obbligatoria a Graz ad ogni volo, e precisamente con frequenza di tre voli settimanali in ciascuna delle due direzioni e con l'obbligo di impiegare per ciascun volo soltanto un apparecchio ;

b) oltre il servizio indicato come sopra durante l'orario estivo un servizio senza fermata intermedia costituito da tre voli settimanali in ciascuna delle due direzioni con l'obbligo di impiegare parimenti per ogni volo soltanto un solo apparecchio.

2. Il R. Ministero dell'Aeronautica concederà ad una impresa di navigazione aerea austriaca, da indicarsi dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni, nei riguardi del territorio italiano le autorizzazioni necessarie all'esercizio della seguente linea aerea tra Venezia e Vienna con i seguenti servizi :

a) un servizio continuo per tutto l'anno con fermata obbligatoria a Klagenfurt ad ogni volo e precisamente con frequenza di tre voli settimanali in ciascuna delle due direzioni e con l'obbligo di impiegare per ciascun volo soltanto un apparecchio.

b) oltre il servizio indicato come sopra durante l'orario estivo, un servizio senza fermata intermedia costituito da tre voli settimanali in ciascuna delle due direzioni e con l'obbligo di impiegare parimenti per ogni volo soltanto un solo apparecchio.

3. L'autorizzazione da parte del Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni menzionata sotto 1 b) si accorda nella presunzione che da parte del R. Ministero dell'Aeronautica sarà assicurato che l'orario per la comunicazione aerea tra Venezia e Roma sia fatta in guisa tale da rendere possibile per ciascuno dei voli menzionati sotto 1 b) e 2 b) dell'impresa italiana e rispetti-

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2307. — ÜBEREINKOMMEN ZWISCHEN ÖSTERREICH UND ITALIEN ÜBER DIE ERRICHTUNG UND DEN BETRIEB VON REGELMÄSSIGEN LUFTVERKEHRSLINIEN. GEZEICHNET IN ROM, AM 11. MAI 1928.

Italian and German official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 31, 1930.

DAS KÖNIGLICHE ITALIENISCHE LUFTFAHRTMINISTERIUM und DAS ÖSTERREICHISCHE BUNDESMINISTERIUM FÜR HANDEL UND VERKEHR, kommen gemäss Artikel 1, Absatz 2 des am heutigen Tage gefertigten Vertrages zwischen Italien und Österreich über den Luftverkehr hinsichtlich der Errichtung und des Betriebes von regelmässigen Luftverkehrslinien wie folgt überein :

Artikel 1.

1. Das Bundesministerium für Handel und Verkehr wird einem italienischen, von königlichen Luftfahrtministerium namhaft zu machenden Luftfahrtunternehmen, soweit österreichisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe folgender Luftverkehrsverbindung zwischen Wien und Venedig mit folgenden Diensten erteilen :

a) ein ganzjähriger Flugdienst mit obligatorischer Zwischenlandung in Graz bei jedem Fluge und zwar wöchentlich drei Flüge in jeder der beiden Richtungen, wobei bei jedem Fluge nur ein Flugzeug eingesetzt werden darf, und

b) neben der vorstehenden Verbindung während des Sommerflugplanes ein Flugdienst ohne Zwischenlandung bestehend in wöchentlich drei Flügen in jeder der beiden Richtungen, wobei gleichfalls bei jedem Fluge nur ein Flugzeug eingesetzt werden darf.

2. Das königliche Luftfahrtministerium wird einem österreichischen vom Bundesministerium für Handel und Verkehr namhaft zu machenden Luftfahrtunternehmen, soweit italienisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe folgender Luftverkehrsverbindungen zwischen Venedig und Wien mit folgenden Diensten erteilen :

a) ein ganzjähriger Flugdienst mit obligatorischer Zwischenlandung in Klagenfurt bei jedem Fluge und zwar wöchentlich drei Flüge in jeder der beiden Richtungen, wobei bei jedem Fluge nur ein Flugzeug eingesetzt werden darf, und

b) neben der vorstehend bezeichneten Verbindung während des Sommerflugplanes ein Flugdienst ohne Zwischenlandung bestehend in wöchentlich drei Flügen in jeder der beiden Richtungen, wobei gleichfalls bei jedem Fluge nur ein Flugzeug eingesetzt werden darf.

3. Die unter 1 *b)* erwähnte Bewilligung des Bundesministeriums für Handel und Verkehr erfolgt unter der Voraussetzung, dass seitens des königlichen Luftfahrtministeriums sichergestellt wird, dass der Flugplan für die Verbindung zwischen Venedig und Rom derart erstellt ist, dass bei jedem der unter 1 *b)* und 2 *b)* erwähnten Flüge des italienischen bzw. österreichischen

vamente dell'impresa austriaca nella stessa giornata, prima del cessare della luce del giorno, tra Vienna e Roma via Venezia.

L'autorizzazione da parte del R. Ministero dell'Aeronautica menzionata sotto 2 b) si accorda nella presunzione che il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni si adopererà a rendere possibile, per i voli menzionati sotto 1 b) e 2 b), una comunicazione nella stessa giornata tra Berlino e Roma via Vienna e Venezia. In questo proposito il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni assume l'impegno di rendere possibile la predetta comunicazione nella stessa giornata tra Berlino e Roma obbligando l'impresa austriaca ad adattare il suo orario in modo da assicurare le relative coincidenze internazionali con Berlino, sempre che il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni non sia impedito da gravi ed evidenti difficoltà d'ordine internazionale.

Il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni si impegna in pari modo ad obbligare la Società austriaca che esercita la linea Graz-Budapest ad adottare un orario in coincidenza con le fermate della Società italiana a Graz.

È inteso che ognuna delle due imprese esercenti i servizi di cui ad 1) avrà facoltà di adibire a tale servizio degli aeromobili del tipo che crederà più opportuno.

Per orario estivo s'intenderà, salvo convenzione diversa tra le Autorità aeronautiche dei due Stati, l'orario estivo fissato di volta in volta dalla *International Air Traffic Association* (I. A. T. A.)

Articolo 2.

1. Il Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni accorderà ad una impresa di navigazione aerea italiana da indicarsi dal R. Ministero dell'Aeronautica nei riguardi del territorio austriaco, le autorizzazioni necessarie per l'esercizio di un servizio aereo Monaco-Milano.

2. Il R. Ministero dell'Aeronautica accorderà ad una impresa di navigazione aerea austriaca, da indicarsi dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni nei riguardi del territorio italiano, le autorizzazioni necessarie per l'esercizio di un servizio aereo tra Innsbruck e Lienz via Brennero e la Valle di Pusteria, non appena il divieto di sorvolo emanato anche per gli apparecchi commerciali italiani, che attualmente si oppone a tale concessione, sarà tolto dal R. Governo italiano per gli apparecchi commerciali italiani.

Articolo 3.

Il R. Ministero dell'Aeronautica prende atto del desiderio del Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni di concludere degli accordi concernenti l'impianto e l'esercizio di una linea aerea Innsbruck-Trento, da esercitarsi in comune da un'impresa italiana da indicarsi dal R. Ministero dell'Aeronautica e da un'impresa austriaca da indicarsi dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni; quando le condizioni lo permetteranno.

Articolo 4.

È inteso che presentemente la « Transadriatica Società Anonima Italiana di Navigazione Aerea » in Venezia è da considerarsi l'impresa italiana da designarsi dal R. Ministero dell'Aeronautica ai sensi dell'art. 1, 1) e la *Oesterreichische Luftverkehrs-Aktiengesellschaft in Wien I., Tegethoffstrasse 7* l'impresa austriaca da designarsi dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni ai sensi dell'art. 1, 2).

Luftfahrtunternehmens eine Tagesverbindung (vor Ende des Tageslichtes) zwischen Wien und Rom über Venedig möglich ist.

Die unter 2 b) erwähnte Bewilligung des königlichen Luftfahrtministeriums erfolgt unter der Voraussetzung, dass das Bundesministerium für Handel und Verkehr bestrebt sein wird, bei den unter 1 b) und 2 b) erwähnten Flügen eine Tagesverbindung zwischen Berlin und Rom über Wien und Venedig zu ermöglichen. Hiebei übernimmt das Bundesministerium für Handel und Verkehr die Verpflichtung, dass das österreichische Luftfahrtunternehmen zur Ermöglichung der vorerwähnten Tagesverbindung zwischen Berlin und Rom seinen Flugplan in Anpassung an die zwischenstaatlichen Anschlüsse mit Berlin entsprechend erstellt, sofern das Bundesministerium für Handel und Verkehr nicht durch bedeutende offensichtliche Schwierigkeiten internationaler Natur gehindert ist.

Unter den gleichen Voraussetzungen verpflichtet sich das Bundesministerium für Handel und Verkehr, das österreichische Luftfahrtunternehmen das die Verbindung Graz-Budapest betreibt, zu verhalten, seinen Flugplan in Anpassung an die Landungen des italienischen Luftfahrtunternehmens in Graz zu erstellen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass jedes der beiden den Betrieb auf den unter 1 genannten Luftverkehrsverbindungen führenden Luftfahrtunternehmen bei diesem Verkehre Flugzeuge der Type einsetzen darf, die es als zweckmässig erachtet.

Unter Sommerflugplan ist, solange nichts anderes zwischen den Luftfahrtbehörden der beiden Staaten vereinbart wird, der jeweils von der *International Air Traffic Association* (I. A. T. A.) festgesetzte Sommerflugplan verstanden.

Artikel 2.

1. Das Bundesministerium für Handel und Verkehr wird einem vom königlichen Luftfahrtministerium namhaft zu machenden italienischen Luftfahrtunternehmen, soweit österreichisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe einer Luftverkehrsverbindung zwischen München und Mailand erteilen.

2. Das königliche Luftfahrtministerium wird einem österreichischen, vom Bundesministerium für Handel und Verkehr namhaft zu machenden Luftfahrtunternehmen, soweit italienisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betriebe einer Luftverkehrsverbindung zwischen Innsbruck und Lienz über den Brenner und das Pustertal erteilen, sobald das einer solchen Verbindung entgegenstehende, dormalen auch für italienische Verkehrsflugzeuge erlassene Überfliegungsverbot seitens der königlich-italienischen Regierung für italienische Verkehrsflugzeuge aufgehoben ist.

Artikel 3.

Das königliche Luftfahrtministerium nimmt den Wunsch des Bundesministeriums für Handel und Verkehr zur Kenntnis, Vereinbarungen betreffend die Errichtung und den Betrieb einer Verbindung zwischen Innsbruck und Trient in Gemeinschaft zwischen einem vom königlichen Luftfahrtministerium namhaft gemachten italienischen und einem vom Bundesministerium für Handel und Verkehr namhaft gemachten österreichischen Unternehmen zu treffen, sobald es die Verhältnisse gestatten.

Artikel 4.

Es besteht Einverständnis darüber, dass dormalen die *Transadriatica Società Anonima Italiana di Navigazione Aerea* in Venedig als das gemäss Artikel 1, 1), vom königlichen Luftfahrtministerium namhaft zu machende italienische Luftfahrtunternehmen und die « Österreichische Luftverkehrs-Aktiengesellschaft » in Wien I, Tegethofstrasse 7, als das gemäss Artikel 1, 2) vom Bundesministerium für Handel und Verkehr namhaft zu machende österreichische Luftfahrtunternehmen anzusehen ist.

Articolo 5.

Sarà cura delle due imprese di navigazione aerea menzionate sotto l'art. 1, par. 1) et 2) di accordarsi sul modo di esercitare la linea aerea di cui all'art. 1, par. 1) e 2) di intesa comune. Tali accordi saranno subordinati all'approvazione volta per volta concessa dal R. Ministero dell'Aeronautica e dal Ministero Federale del Commercio e delle Comunicazioni.

Articolo 6.

Per le linee menzionate sotto l'art. 1, par. 1) e 2) e sotto l'art. 2, nonchè per le linee aeree da istituirsi in avvenire vale quanto segue :

Ognuna delle Imprese comunicherà alla competente Autorità dell'altro Stato, almeno quattro settimane prima della loro messa in vigore, gli orari e le possibilità di coincidenza con le altre linee, ed inoltre, per quanto riguarda le linee aeree di cui all'art. 2, la frequenza del servizio, ed in ogni caso almeno quattro settimane prima di farne uso, la specie del materiale da adoperare.

Articolo 7.

Le amministrazioni postali dei due Stati si intenderanno sull'uso delle linee per il trasporto di effetti postali.

Articolo 8.

Le concessioni accennate sotto gli articoli 1 e 2 del presente accordo resteranno in vigore fino al 23 aprile 1938.

Qualora la Convenzione Generale, relativa alla navigazione aerea decada (in seguito a denuncia pronunciata ai sensi dell'art. 21 della Convenzione stessa) anteriormente al 23 aprile 1938 le convenzioni di cui agli articoli 1 e 2 del presente accordo scadranno col giorno della scadenza della Convenzione.

Scaduto detto decennio, le concessioni di cui è parola si intenderanno rinnovate di cinque anni in cinque anni, sempre che il presente Accordo non venga per intero o in parte denunciato da una delle Parti contraenti, al più tardi un anno prima di scadere.

Articolo 9.

Ognuna delle due Parti contraenti ha facoltà di sostituire in ogni momento un'altra impresa da essa indicata per l'esercizio di una delle linee nominate.

Alla impresa aerea così ritirata dall'esercizio non spetta alcun diritto di indennizzo da far valere verso l'altra Parte contraente.

Articolo 10.

Le Società concessionarie sono obbligate di osservare e di far osservare al proprio personale ed ai passeggeri le norme contenute nelle leggi e nei regolamenti dei due Stati.

Artikel 5.

Beiden in Artikel 1, Punkt 1) und 2), erwähnten Luftfahrtunternehmen soll es überlassen sein, wegen der gemeinschaftlichen Durchführung des Betriebes der im Artikel 1, Punkt 1) und 2), erwähnten Luftverkehrslinie sich miteinander ins Einvernehmen zu setzen. Derlei Übereinkommen unterliegen jedesmal der Genehmigung des königlich-italienischen Luftfahrtministeriums und des Bundesministeriums für Handel und Verkehr.

Artikel 6.

Für die in Artikel 1, Punkt 1) und 2), und die in Artikel 2 angeführten oder die in Zukunft noch einzurichtenden Luftverkehrslinien gilt folgendes :

Die Flugpläne und die Anschlussmöglichkeiten an andere Luftverkehrslinien, bezüglich der in Artikel 2 angeführten Luftverkehrslinien überdies die Häufigkeit des Dienstes sind von jedem Luftfahrtunternehmen der zuständigen Behörde des anderen Staates wenigstens 4 Wochen vor Inkrafttreten mitzuteilen. Die Artikel des verwendeten Gerätes ist wenigstens 4 Wochen vor der Inbetriebnahme in allen Fällen mitzuteilen.

Artikel 7.

Die Postverwaltungen der beiden Staaten werden sich wegen der Nutzbarmachung der Linien für die Beförderung von Postsachen miteinander ins Einvernehmen setzen.

Artikel 8.

Die in Artikel 1 und 2 dieses Übereinkommens erwähnten Zulassungen bleiben bis zum 23. April 1938 in Geltung.

Erlischt der allgemeine Vertrag über den Luftverkehr infolge Kündigung gemäss seinem Artikel 21) vor dem 23. April 1938, so werden die in Artikel 1 und 2 erwähnten Zulassungen mit dem Tage des Ausserkrafttretens des allgemeinen Vertrages hinfällig.

Nach Ablauf der angeführten 10 Jahre gelten die in Rede stehenden Zulassungen als von 5 zu 5 Jahren erneuert, falls dieses Übereinkommen nicht spätestens 1 Jahr vor Ablauf seitens eines der beiden Vertragsteile ganz oder teilweise gekündigt wird.

Artikel 9.

Jeder der beiden Vertragsteile ist berechtigt, an Stelle des von ihm für den Betrieb einer der erwähnten Linien namhaft gemachten Unternehmens jederzeit ein anderes Unternehmen namhaft zu machen.

Dem auf diese Weise aus dem Betrieb zurückgezogenen Luftfahrtunternehmen steht keinerlei Schadenersatzanspruch gegenüber dem anderen Vertragsteile zu.

Artikel 10.

Die zugelassenen Luftfahrtunternehmen sind verpflichtet, sämtliche in den gesetzlichen und sonstigen Vorschriften der beiden Staaten enthaltenen Anordnungen zu beobachten und das eigene Personal und die Fluggäste zu ihrer Beobachtung zu verhalten.

Qualora nell'esercizio delle linee aeree fossero riscontrate ripetute contravvenzioni alle norme di cui di sopra, la suprema Autorità aerea dello Stato interessato è in diritto di chiedere la revoca dell'impiegato dell'impresa aerea colpevole.

Nei casi più gravi di contravvenzione alle norme di cui sopra, la suprema Autorità aerea interessata ha il diritto di ottenere la revoca delle concessioni fatte alla Società responsabile.

Articolo II.

Le più alte Autorità di navigazione aerea dei due Stati si intenderanno direttamente sulla esecuzione del presente Accordo e della Convenzione Generale relativa alla navigazione aerea fra l'Italia e l'Austria.

Fatto in doppio esemplare in lingua italiana e tedesca che avranno ambedue pari efficacia.

ROMA, li II maggio 1928.

(L. S.) F.to Italo BALBO.

(L. S.) F.to POESCHMANN.

Falls beim Betriebe der Luftverkehrlinien wiederholte Verstöße gegen die oberwähnten Vorschriften festgestellt werden, ist die oberste Luftfahrtbehörde des betroffenen Staates berechtigt, die Abberufung des schuldigen Angestellten des Luftfahrtunternehmens zu verlangen.

In Fällen schwererer Verstöße gegen die obenerwähnten Vorschriften ist die betroffene oberste Luftfahrtbehörde berechtigt, die Zurückziehung der dem verantwortlichen Luftfahrtunternehmen erteilten Zulassungen zu verlangen.

Artikel II.

Die obersten Luftfahrtbehörden beider Staaten werden sich zwecks Durchführung dieses Übereinkommens, sowie des allgemeinen Vertrages über den Luftverkehr zwischen Italien und Österreich unmittelbar verständigen.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung in italienischer und deutscher Sprache, welche beide gleich authentisch sind.

In ROM, am II. Mai eintausendneunhundertachtundzwanzig.

(L. S.) F. to Italo BALBO.

(L. S.) *Unterschrieben* : PESCHMANN.

Per copia conforme :

Il capo dell'ufficio Trattati
(R. Min. pl. de Marsanich).

¹ TRADUCTION.N^o 2307. — ACCORD ENTRE L'AUTRICHE ET L'ITALIE CONCERNANT LA CRÉATION ET L'EXPLOITATION DE LIGNES AÉRIENNES RÉGULIÈRES. SIGNÉ A ROME, LE 11 MAI 1928.

LE MINISTÈRE ROYAL ITALIEN DE L'AÉRONAUTIQUE et LE MINISTÈRE FÉDÉRAL AUTRICHIEN DU COMMERCE ET DES COMMUNICATIONS, par application de l'alinéa 2 de l'article premier de la Convention générale entre l'Italie et l'Autriche relative à la navigation aérienne et signée en date de ce jour, conviennent de ce qui suit au sujet de la création et de l'exploitation de lignes aériennes régulières :

Article premier.

1. Le Ministère fédéral du Commerce et des Communications accordera à une entreprise italienne de navigation aérienne, à désigner par le Ministère royal de l'Aéronautique, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, en territoire autrichien, de la ligne aérienne entre Vienne et Venise, comprenant les services suivants :

a) Un service ininterrompu fonctionnant toute l'année et comportant, à chaque vol, un arrêt obligatoire à Graz, avec une fréquence de trois vols par semaine dans chacune des deux directions et l'obligation de n'employer qu'un appareil par vol ;

b) En plus du service susindiqué, pendant la durée de l'horaire d'été, un service sans arrêt intermédiaire, comportant trois vols par semaine dans chacune des deux directions, avec obligation de n'employer également pour chaque vol qu'un seul appareil.

2. Le Ministère royal de l'Aéronautique accordera à une entreprise autrichienne de navigation aérienne à désigner par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications les autorisations nécessaires pour l'exploitation, en territoire italien, de la ligne aérienne suivante entre Venise et Vienne, comprenant les services ci-après :

a) Un service ininterrompu fonctionnant toute l'année et comportant, à chaque vol, un arrêt obligatoire à Klagenfurt, avec une fréquence de trois vols par semaine dans chacune des deux directions et l'obligation de n'employer qu'un appareil par vol ;

b) En plus du service susindiqué, pendant la durée de l'horaire d'été, un service sans arrêt intermédiaire, comportant trois vols par semaine dans chacune des deux directions, avec obligation de n'employer également pour chaque vol qu'un seul appareil.

3. L'autorisation du Ministère fédéral du Commerce et des Communications, mentionnée sous 1 b), sera accordée sous réserve que le Ministère royal de l'Aéronautique garantira que l'horaire des communications aériennes entre Venise et Rome sera établi de façon à permettre que chacun des vols mentionnés sous 1 b) et 2 b) puisse être effectué par les appareils de l'entreprise italienne et de l'entreprise autrichienne respectivement, dans la même journée, avant la tombée de la nuit, entre Vienne et Rome via Venise.

L'autorisation du Ministère royal de l'Aéronautique mentionnée sous 2 b) sera accordée sous la réserve que le Ministère fédéral du Commerce et des Communications s'emploiera à rendre possible, pour les vols mentionnés sous 1 b) et 2 b), une communication dans la même journée entre Berlin et Rome via Vienne et Venise. A cet effet, le Ministère fédéral du Commerce et des Communications

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2307. — AGREEMENT BETWEEN AUSTRIA AND ITALY REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF REGULAR AIR LINES. SIGNED AT ROME, MAY 11, 1928.

THE ROYAL ITALIAN AIR MINISTRY and THE AUSTRIAN FEDERAL MINISTRY OF COMMERCE AND COMMUNICATIONS, in pursuance of Article I, paragraph 2, of the General Treaty between Italy and Austria relating to Air Navigation signed to-day, agree on the following provisions regarding the establishment and operation of regular air lines :

Article I.

1. The Federal Ministry of Commerce and Communications shall grant to an Italian air navigation undertaking to be designated by the Royal Air Ministry the necessary authorisation, as far as Austrian territory is concerned to operate the air line between Vienna and Venice with the following services :

(a) A continuous service throughout the year three times per week in each direction with a compulsory landing at Graz on each flight and with the obligation to use only one aeroplane for each flight ;

(b) In addition to the above-mentioned service, for the period of the summer timetable, a non-stop service of three flights per week in each direction, also with the obligation to use only one aeroplane for each flight.

2. The Royal Air Ministry shall grant to an Austrian air navigation undertaking to be designated by the Federal Ministry of Commerce and Communications the necessary authorisation as far as Italian territory is concerned, to operate the following air line between Venice and Vienna with the services set out below :

(a) A continuous service throughout the year three times per week in each direction, with a compulsory landing at Klagenfurt on each flight and with the obligation to use only one aeroplane for each flight ;

(b) In addition to the above-mentioned service, for the period of the summer timetable a non-stop service of three flights per week in each direction, also with the obligation to use only one aeroplane for each flight.

3. The authorisation of the Federal Ministry of Commerce and Communications mentioned in 1 (b) shall be granted on condition that the Royal Air Ministry guarantees that the time-table of air communications between Venice and Rome shall be established in such a manner as to permit of the flights mentioned in 1 (b) and 2 (b) being effected by machines of the Italian and Austrian undertakings respectively in the same day, before nightfall, between Vienna and Rome via Venice.

The authorisation of the Royal Air Ministry mentioned in 2 (b) shall be granted on condition that the Federal Ministry of Commerce and Communications shall endeavour, in respect of the flights mentioned in 1 (b) and 2 (b), to render possible communication in the same day between Berlin and Rome via Vienna and Venice. For this purpose, the Federal Ministry of Commerce

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

s'engage à rendre possible la susdite communication dans la même journée entre Berlin et Rome, en obligeant l'entreprise autrichienne à établir son horaire de façon à assurer les correspondances internationales nécessaires avec Berlin, à moins que le Ministère fédéral du Commerce et des Communications n'en soit empêché par des difficultés graves et évidentes d'ordre international.

Le Ministère fédéral du Commerce et des Communications s'engage de même à obliger la Société autrichienne qui exploite la ligne Graz-Budapest à adopter un horaire qui corresponde avec les arrêts de la société italienne à Graz.

Il est entendu que chacune des deux entreprises assurant l'exploitation des services visés sous 1) pourra affecter à ces services des aéronefs du type qu'elle jugera le mieux approprié.

Par horaire d'été on entendra, sauf convention contraire entre les autorités aéronautiques des deux Etats, l'horaire d'été fixé de temps à autre par l'*International Air Traffic Association* (I A. T. A.).

Article 2.

1. Le Ministère fédéral du Commerce et des Communications accordera à une entreprise italienne de navigation aérienne à désigner par le Ministère royal de l'Aéronautique, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, en territoire autrichien, d'un service aérien Munich-Milan.

2. Le Ministère royal de l'Aéronautique accordera à une entreprise autrichienne de navigation aérienne à désigner par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, en territoire italien, d'un service aérien entre Innsbruck et Lienz par le Brenner et la vallée de Pusteria, dès que l'interdiction de survol, frappant également les appareils commerciaux italiens et en vertu de laquelle une telle concession est aujourd'hui impossible, sera levée par le Gouvernement royal italien en ce qui concerne les appareils commerciaux italiens.

Article 3.

Le Ministère royal de l'Aéronautique prend acte du désir du Ministère fédéral du Commerce et des Communications de conclure des accords concernant la création et l'exploitation d'une ligne aérienne Innsbruck-Trente dont le service sera assuré en commun par une entreprise italienne à désigner par le Ministère royal de l'Aéronautique et par une entreprise autrichienne à désigner par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications, lorsque les conditions le permettront.

Article 4.

Il est entendu qu'actuellement la *Transadriatica Società Anonima di Navigazione Aerea* à Venise doit être considérée comme l'entreprise italienne à désigner par le Ministère royal de l'Aéronautique aux termes de l'article 1, paragraphe 1, — et la *Oesterreichische Luftverkehrs-Aktiengesellschaft* à Vienne I, Tegetthoffstrasse 7, doit être considérée comme l'entreprise autrichienne à désigner par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications aux termes de l'article premier, paragraphe 2.

Article 5.

Il incombera aux deux entreprises de navigation aérienne mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier, de s'entendre sur le mode d'exploitation de la ligne aérienne d'intérêt commun visée aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier. Les accords ainsi conclus devront être approuvés à la fois par le Ministère royal de l'Aéronautique et le Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

Article 6.

Pour les lignes mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier et à l'article 2, ainsi que pour les lignes aériennes qui seront créées à l'avenir, les dispositions suivantes sont valables :

and Communications undertakes to render possible the above-mentioned communication in the same day between Berlin and Rome by obliging the Austrian undertaking to establish its time-table in such a manner as to guarantee the necessary international connections with Berlin, unless the Federal Ministry of Commerce and Communications is prevented from so doing by serious and obvious difficulties of an international nature.

The Federal Ministry of Commerce and Communications similarly undertakes to oblige the Austrian company operating the Graz-Budapest route to adopt a time-table in which regard is had to the landings of the Italian company at Graz.

It is agreed that each of the two undertakings operating the services mentioned in 1) may employ for these services aeroplanes of the type which it considers most suitable.

Unless otherwise agreed by the air authorities of the two States, the summer time-table is understood to mean the summer time-table fixed from time to time by the International Air Traffic Association (I. A. T. A.).

Article 2.

1. The Federal Ministry of Commerce and Communications shall grant to an Italian air navigation undertaking to be designated by the Royal Air Ministry the necessary authorisation, as far as Austrian territory is concerned, to operate an air service between Munich and Milan.

2. The Royal Air Ministry shall grant to an Austrian air navigation undertaking to be designated by the Federal Ministry of Commerce and Communications the necessary authorisation, as far as Italian territory is concerned, to operate an air service between Innsbruck and Lienz via the Brenner and the Val Pusteria, as soon as the prohibition to fly over the territory, which also affects Italian commercial aeroplanes and renders the grant of such a concession impossible at present, is removed by the Royal Italian Government in respect of Italian commercial aircraft.

Article 3.

The Royal Air Ministry notes the desire of the Federal Ministry of Commerce and Communications to conclude agreements, as soon as circumstances permit, regarding the establishment and operation of an air line between Innsbruck and Trento which will be undertaken jointly by an Italian undertaking to be designated by the Royal Air Ministry and an Austrian undertaking to be designated by the Federal Ministry of Commerce and Communications.

Article 4.

It is agreed that at present the *Transadriatica Società Anonima Italiana di Navigazione Aerea* of Venice shall be considered as the Italian undertaking to be designated by the Royal Air Ministry under Article 1, paragraph 1 and the *Oesterreichische Luftverkehrs-Aktiengesellschaft* of Tegetthoffstrasse 7, Vienna 1, shall be considered as the Austrian undertaking to be designated by the Federal Ministry of Commerce and Communications under Article 1, paragraph 2.

Article 5.

The two air navigation undertakings mentioned in Article 1, paragraphs 1 and 2, shall come to an agreement as to the method of operating the air line of common interest referred to in Article 1, paragraphs 1 and 2. The agreements thus concluded must be approved both by the Royal Air Ministry and the Federal Ministry of Commerce and Communications.

Article 6.

The following provisions shall apply to the lines mentioned in Article 1, paragraphs 1 and 2, and in Article 2, and also to any air lines which may be hereafter established :

Chacune des entreprises fera connaître à l'autorité compétente de l'autre Etat, au moins quatre semaines avant leur mise en vigueur, les horaires et les possibilités de correspondance avec les autres lignes et, en outre, en ce qui concerne les lignes aériennes visées à l'article 2, la fréquence du service, et dans tous les cas, quatre semaines au moins avant d'en faire usage, la nature du matériel qui sera employé.

Article 7.

Les administrations postales des deux Etats s'entendront sur l'utilisation des lignes pour le transport des sacs postaux.

Article 8.

Les concessions visées aux articles 1 et 2 du présent accord resteront en vigueur jusqu'au 23 avril 1938.

Au cas où la convention générale relative à la navigation aérienne (à la suite d'une dénonciation signifiée aux termes de l'article 21 de ladite convention) prendrait fin avant le 23 avril 1938, les conventions visées aux articles premier et 2 du présent accord deviendront caduques le jour où la convention prendra fin.

A l'expiration de cette période de dix ans, les concessions en question seront renouvelées de cinq ans en cinq ans, tant que le présent accord ne sera pas, en totalité ou en partie, dénoncé par l'une des Parties contractantes, au plus tard un an avant son expiration.

Article 9.

Chacune des deux Parties contractantes peut substituer à tout moment une autre entreprise à l'entreprise indiquée pour l'exploitation de l'une des lignes désignées.

L'entreprise aérienne à laquelle l'exploitation aura été ainsi retirée, ne pourra faire valoir de droit à aucune indemnité de la part de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Les sociétés concessionnaires sont tenues d'observer et de faire observer à leur personnel et aux passagers les prescriptions des lois et règlements des deux Etats.

S'il se produit, au cours de l'exploitation des lignes aériennes, des infractions répétées aux prescriptions ci-dessus mentionnées, l'autorité aérienne suprême de l'Etat intéressé est en droit d'exiger de l'entreprise aérienne, la révocation de l'employé coupable.

Dans les cas d'infraction aux prescriptions ci-dessus mentionnées, présentant un caractère de gravité plus grande, l'autorité aérienne suprême peut obtenir le retrait des concessions accordées à la société responsable.

Article 11.

Les autorités suprêmes de navigation aérienne des deux Etats prendront en commun et directement les mesures nécessaires pour l'application du présent accord et de la Convention générale relative à la navigation aérienne, conclue entre l'Italie et l'Autriche.

Fait en double exemplaire, en langue italienne et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

ROME, le 11 mai 1928.

(L. S.) (Signé) Italo BALBO.

(L. S.) (Signé) POESCHMANN.

Each undertaking shall communicate to the competent authority of the other State the timetables and possibilities of connection with other lines at least four weeks before they come into force ; in respect of the air lines mentioned in Article 2 they shall also communicate the frequency of the service and, in all cases, the nature of the material to be employed, four weeks before it is actually used.

Article 7.

The postal administrations of the two countries shall come to an agreement regarding the utilisation of the lines for the conveyance of postal matter.

Article 8.

The concessions mentioned in Articles 1 and 2 of the present Agreement shall remain in force until April 23, 1938.

Should the General Treaty relating to Air Navigation be terminated (by denunciation in accordance with Article 21 of the said Treaty) before April 23, 1938, the concessions contained in Articles 1 and 2 of the present Agreement shall lapse on the day on which the Treaty expires.

On the expiry of this period of ten years, the concessions in question shall be renewed for successive periods of five years, provided the present Agreement is not entirely or partly denounced by either of the Contracting Parties not later than one year before its expiry.

Article 9.

Either Contracting Party may at any time substitute some other undertaking for that designated by it to operate one of the lines mentioned.

The air undertaking which has thus lost the right to operate may not claim any compensation from the other Contracting Party.

Article 10.

The concessionary companies shall be obliged to observe, and to ensure that their staffs and passengers observe, the provisions of the laws and regulations of the two States.

If in the operation of the air lines the above-mentioned provisions are repeatedly infringed, the highest air authority of the State concerned shall be entitled to require the air navigation undertaking to recall the guilty employee.

Should the infringement of the above-mentioned provisions be of a more serious nature, the highest air authority shall be entitled to obtain the withdrawal of the concessions granted to the responsible company.

Article 11.

The highest air navigation authorities of the two States shall come to a direct understanding for the purpose of applying the present Agreement and the General Treaty relating to Air Navigation concluded between Italy and Austria.

Done in duplicate in the Italian and German languages, both texts being authentic.

ROME, May 11, 1928.

(L. S.) (Signed) Italo BALBO.

(L. S.) (Signed) POESCHMANN.

N° 2308.

VILLE LIBRE DE DANTZIG ET NORVÈGE

Echange de notes entre le Gouvernement polonais au nom de la Ville Libre de Dantzig et le Gouvernement norvégien comportant un accord relatif à l'abrogation du visa obligatoire des Passeports entre la Ville Libre de Dantzig et la Norvège. Oslo, les 20 février 1930 et 7 avril 1930.

FREE CITY OF DANZIG AND NORWAY

Exchange of Notes between the Polish Government on behalf of the Free City of Danzig and Norway constituting an Agreement regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between the Free City of Danzig and Norway. Oslo, February 20, 1930, and April 7, 1930.

N° 2308. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT POLONAIS, AU NOM DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ET LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABROGATION DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ET LA NORVÈGE. OSLO, LES 20 FÉVRIER 1930 ET 7 AVRIL 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} avril 1930.

LÉGATION DE POLOGNE.

OSLO, le 20 février 1930.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Faisant suite à la lettre de Votre Excellence en date du 3 octobre dernier, au sujet de l'abolition du visa obligatoire pour les ressortissants de la Ville Libre de Danzig se rendant en Norvège et vice-versa, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la teneur de l'accord intervenu entre le Gouvernement de la République de Pologne au nom de la Ville Libre de Danzig et le Gouvernement royal de Norvège comme il suit :

1. Les ressortissants de Norvège et ceux de la Ville Libre de Danzig peuvent en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre pays soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

2. Les présentes dispositions ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires respectifs concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la Police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

¹ Le Secrétariat a enregistré le 1^{er} avril 1930 un échange de notes entre le Gouvernement royal de Norvège et le Gouvernement de la République polonaise, au nom de la Ville Libre de Dantzig, en date, à Oslo, des 3 octobre 1929 et 20 février 1930.

Par lettre du Ministère des Affaires étrangères de Norvège du 17 septembre 1930, le Secrétariat a été prié d'enregistrer une note adressée le 7 avril 1930 par le ministre des Affaires étrangères de Norvège au Chargé d'Affaires de Pologne à Oslo ; cette note devant remplacer celle du 3 octobre 1929 précitée, qui ne doit pas, de l'avis du Gouvernement norvégien, faire partie de l'accord intervenu.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2308. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE POLISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF THE FREE CITY OF DANZIG AND THE NORWEGIAN GOVERNMENT, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF COMPULSORY PASSPORT VISAS BETWEEN THE FREE CITY OF DANZIG AND NORWAY. OSLO, FEBRUARY 20, 1930, AND APRIL 7, 1930.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 1st, 1930.

POLISH LEGATION.

OSLO, February 20, 1930.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

In reply to Your Excellency's letter dated October 3rd last, concerning the abolition of compulsory visas for citizens of the Free City of Danzig proceeding to Norway and *vice versa*, I have the honour to inform you of the terms of the agreement arrived at between the Government of the Polish Republic, on behalf of the Free City of Danzig and the Royal Norwegian Government which are as follows :

(1) Nationals of Norway and those of the Free City of Danzig may at any time, enter the territory of the other country and leave it at the officially-recognised frontier stations on condition that they hold a valid national passport proving their nationality beyond dispute, no visa from the other country being required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which shall not be granted to holders of aliens' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons whose nationality is established beyond dispute.

(2) The present provisions shall in no way affect the provisions in force in the respective territories with regard to the prohibition of entry, the turning back at the frontier of undesirable travellers, police registration of aliens, the sojourn and expulsion of aliens, or the protection of the home labour market against invasion by foreign labour.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The Secretariat registered on April 1st, 1930, an Exchange of Notes between the Royal Norwegian Government and the Government of the Polish Republic, on behalf of the Free City of Danzig, dated Oslo, October 3, 1929, and February 20, 1930.

By letter from the Norwegian Ministry for Foreign Affairs dated September 17, 1930, the Secretariat was asked to register a note addressed on April 7, 1930, by the Norwegian Minister for Foreign Affairs to the Polish Chargé d'Affaires at Oslo ; this note being intended to replace that of October 3, 1929, above mentioned, the latter, in the opinion of the Norwegian Government, not being intended to be part of the agreement concluded.

3. Les autorités compétentes pourront expulser de leur territoire les ressortissants de l'autre pays, qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour.

De même elles veilleront à ce que leurs ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier.

4. Les présentes stipulations seront appliquées à partir du 1^{er} décembre 1929.

Je saisis cette occasion pour présenter à Votre Excellence les assurances renouvelées de ma haute considération.

(Signé) Leszek MALCZEWSKI.

S. Exc. Monsieur J. L. Mowinckel,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
à Oslo.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 17 septembre 1930.

Le Chef du Protocole a. i. :
André Dedekam.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 7 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 20 février dernier, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement de la République de Pologne au nom de la Ville Libre de Danzig consent à conclure un accord avec le Gouvernement norvégien concernant l'abolition du visa obligatoire pour les ressortissants de Danzig se rendant en Norvège et les Norvégiens qui se rendent à Danzig, dont la teneur suit :

I. Les ressortissants de Norvège et ceux de la Ville Libre de Danzig peuvent en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre pays soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

II. Les présentes dispositions ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires respectifs concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la Police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

III. Les autorités compétentes pourront expulser de leur territoire les ressortissants de l'autre pays, qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour.

(3) The competent authorities may expel from their territories nationals of the other State who do not observe the regulations concerning the registration and sojourn of aliens.

They shall also take steps to ensure that their nationals, when applying for passports to proceed to the other country in order to take up an employment, are warned that they cannot engage in their trade or profession in that country without official authorisation.

(4) The present stipulations shall come into force as from December 1, 1929.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Leszek MALCZEWSKI.

His Excellency
Monsieur J. L. Mowinckel,
Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, April 7, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter dated February 20th last, in which you were good enough to inform me that the Government of the Polish Republic, on behalf of the Free City of Danzig, is willing to conclude an agreement with the Norwegian Government for the abolition of compulsory visas for citizens of Danzig proceeding to Norway and Norwegians proceeding to Danzig, worded as follows :

I. Nationals of Norway and those of the Free City of Danzig may at any time enter the territory of the other country and leave it at the officially-recognised frontier stations on condition that they hold a valid national passport proving their nationality beyond dispute, no visa from the other country being required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which shall not be granted to holders of aliens' passports (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons whose nationality is established beyond dispute.

II. The present provisions shall in no way affect the provisions in force in the respective territories with regard to the prohibition of entry, the turning back at the frontier of undesirable travellers, police registration of aliens, the sojourn and expulsion of aliens, or the protection of the home labour market against invasion by foreign labour.

III. The competent authorities may expel from their territories nationals of the other State who do not observe the regulations concerning the registration and sojourn of aliens.

De même, elles veilleront à ce que leurs ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier.

IV. Les présentes stipulations seront appliquées à partir du 1^{er} décembre 1929.
Par la réception de cette lettre ledit accord est établi.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances réitérées de ma considération la plus distinguée.

Pour le Ministre :
(Signé) W. Foss.

Monsieur Malczewski,
Chargé d'Affaires de Pologne,
etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 17 septembre 1930.

Le Chef du Protocole a. i.
André Dedekam.

They shall also take steps to ensure that their nationals, when applying for passports to proceed to the other country in order to take up an employment, are warned that they cannot engage in their trade or profession in that country without official authorisation.

IV. The present stipulations shall come into force as from December 1, 1929.

By the receipt of the present letter the said agreement is established.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) W. Foss.

Monsieur Malczewski
Polish Chargé d'Affaires,
etc., etc.

N° 2309.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BOLIVIE, BRÉSIL,
CHILI, COLOMBIE, etc.

Convention générale de conciliation
interaméricaine. Signée à Wash-
ington, le 5 janvier 1929.

UNITED STATES OF AMERICA,
BOLIVIA, BRAZIL,
CHILE, COLOMBIA, etc.

General Convention of Inter-Ameri-
can Conciliation. Signed at Wash-
ington, January 5, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2309. — CONVENCION¹ GENERAL DE CONCILIACION INTER-AMERICANA. FIRMADA EN WASHINGTON, EL 5 DE ENERO DE 1929.

No. 2309. — GENERAL CONVENTION¹ OF INTER-AMERICAN CONCILIATION. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 5, 1929.

Textes officiels espagnol, anglais, portugais et français communiqués par le ministre du Chili en Belgique et en Suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 avril 1930. Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 13 juin 1929.

LOS GOBIERNOS DE VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA, URUGUAY, COSTA RICA, PERÚ, HONDURAS, GUATEMALA, HAITI, ECUADOR, COLOMBIA, BRASIL, PANAMÁ, PARAGUAY, NICARAGUA, MÉXICO, EL SALVADOR, LA REPÚBLICA DOMINICANA, CUBA Y ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, representados en la Conferencia de Conciliación y Arbitraje reunida en Washington conforme a la Resolución aprobada el 18 de febrero de 1928 por la Sexta Conferencia Internacional Americana celebrada en la ciudad de la Habana ;

THE GOVERNMENTS OF VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA, URUGUAY, COSTA RICA, PERU, HONDURAS, GUATEMALA, HAITI, ECUADOR, COLOMBIA, BRAZIL, PANAMA, PARAGUAY, NICARAGUA, MEXICO, EL SALVADOR, THE DOMINICAN REPUBLIC, CUBA, and THE UNITED STATES OF AMERICA, represented at the Conference on Conciliation and Arbitration, assembled at Washington, pursuant to the Resolution adopted on February 18, 1928, by the Sixth International Conference of American States held in the City of Habana :

Deseosos de demostrar que la condenación de la guerra como instrumento de política nacional en sus relaciones mútuas, contenida en la Resolución antes mencionada, constituye una de las bases fundamentales en las relaciones interamericanas ;

Animados del propósito de promover de todas las maneras posibles el desarrollo de los métodos internacionales para el arreglo pacífico de los conflictos entre los Estados ;

Convencidos de que el « Tratado² para evitar o prevenir conflictos entre los Estados Americanos » firmado en Santiago de Chile

Desiring to demonstrate that the condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, set forth in the above-mentioned resolution, constitutes one of the fundamental bases of inter-American relations ;

Animated by the purpose of promoting, in every possible way, the development of international methods for the pacific settlement of differences between the States ;

Being convinced that the " Treaty² to Avoid or Prevent Conflicts between the American States ", signed at Santiago de Chile, May

¹ Dépôt des ratifications : Etats-Unis d'Amérique, 27 mars 1929, Guatémala, 15 novembre 1929, Chili, 28 décembre 1929, Salvador, 28 décembre 1929, Mexique, 9 janvier 1930.

² Vol. XXXIII, page 25 ; vol. XXXIX, page 220 ; vol. LIV, page 399 ; vol. LXIX, page 80 ; et vol. LXXXVIII, page 323, de ce recueil.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2309. — CONVENÇÃO¹ GERAL DE CONCILIAÇÃO INTER-AMERICANA. ASSINADA EM WASHINGTON EM 5 DE JANEIRO DE 1929.

Nº 2309. — CONVENTION¹ GÉNÉRALE DE CONCILIATION INTERAMÉRICAINNE. SIGNÉE A WASHINGTON LE 5 JANVIER 1929.

Spanish, English, Portuguese and French official texts communicated by the Minister of Chile in Belgium and in Switzerland. The registration of this Convention took place April 4, 1930. This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America June 13, 1929.

OS GOVERNOS DA VENEZUELA, CHILE, BOLIVIA URUGUAY, COSTA RICA, PERÚ, HONDURAS, GUATEMALA, HAITI, EQUADOR, COLOMBIA, BRASIL, PANAMÁ, PARAGUAY, NICARAGUA, MEXICO, SALVADOR, REPUBLICA DOMINICANA, CUBA e OS ETADOS UNI DOS DA AMERICA, representados na Conferencia de Conciliação e de Arbitragem reunida em Washington conforme a Resolução aprovada a 18 de fevereiro de 1928 pela Sexta Conferencia Internacional dos Estados Americanos celebrada na cidade da Havana,

Desejosos de demonstrar que a condenção da guerra como instrumento de politica nacional nas suas relações mutuas, contida na Resolução mencionada, constitue uma das bases fundamentaes das relações interamericanas ;

Animados do proposito de promover por todos os meios possiveis o desenvolvimento dos methodos internacionaes para a solução pacifica dos conflictos entre os Estados ;

Convencidos de que o « Tratado para evitar ou prevenir conflictos entre os Estados Americanos », ² assignado em Santiago do Chile a

LES GOUVERNEMENTS DU VENEZUELA, DU CHILI, DE LA BOLIVIE, DE L'URUGUAY, DE COSTA RICA, DU PÉROU, DE L'HONDURAS, DU GUATEMALA, D'HAÏTI, DE L'ÉQUATEUR, DE LA COLOMBIE, DU BRÉSIL, DU PANAMA, DU PARAGUAY, DU NICARAGUA, DU MEXIQUE, DU SALVADOR, DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, DE CUBA et DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, représentés à la Conférence de conciliation et d'arbitrage réunie à Washington conformément à la Résolution adoptée le 18 février 1928, par la sixième Conférence internationale américaine qui eut lieu dans la ville de La Havane :

Désireux de montrer que la condamnation de la guerre comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, contenue dans la résolution mentionnée plus haut, constitue une des bases fondamentales des relations interaméricaines ;

Animés du désir de contribuer, par tous les moyens possibles, au développement des méthodes internationales pour le règlement pacifique des différends entre les États ;

Convaincus que le « Traité pour éviter ou prévenir les conflits entre les États américains », ² signé à Santiago-de-Chili le 3 mai 1923, constitue,

¹ Deposit of ratifications: United States of America, March 27, 1929; Guatemala, November 15, 1929; Chile, December 28, 1929; Salvador, December 28, 1929; Mexico, January 9, 1930.

² Vol. XXXIII, page 25; Vol. XXXIX, page 220; Vol. LIV, page 399; Vol. LXIX, page 80; and Vol. LXXXVIII, page 323, of this Series.

el 3 de Mayo de 1923, constituye una conquista preciosa en las relaciones interamericanas, que es necesario mantener prestigiando y fortaleciendo la acción de las comisiones estatuidas por los Artículos III y IV del tratado antes referido ;

Reconociendo la necesidad de dar forma convencional a estos propósitos, han resuelto celebrar la presente Convención para lo cual han nombrado los Plenipotenciarios que a continuación se expresan :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECARBARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERÚ :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAÍTÍ :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

3, 1923, constitutes a notable achievement in inter-American relations, which it is necessary to maintain by giving additional prestige and strength to the action of the commissions established by Articles III and IV of the aforementioned treaty ;

Acknowledging the need of giving conventional form to these purposes have agreed to enter into the present Convention, for which purpose they have appointed Plenipotentiaries as follows :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECARBARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERU :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marco LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAITI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

3 de maio de 1923, constitue um progresso notavel nas relações interamericanas, que é necessario manter, prestigiando e fortalecendo a acção das commissões estabelecidas pelos Artigos 3 e 4 do tratado acima mencionado ;

Reconhecendo a necessidade de dar fôrma convencional a estes propósitos, concertaram a presente Convenção, para a qual nomearam os Plenipotenciários seguintes :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILE :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIA :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PERÚ :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Rómulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATEMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAÏTI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

EQUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

dans les relations interaméricaines, un progrès notable qu'il est nécessaire de maintenir en donnant plus de prestige et de force à l'action des commissions établies par les articles 3 et 4 du traité ci-dessus mentionné ;

Reconnaissant le besoin de donner une forme conventionnelle à ces intentions, sont d'accord pour conclure la présente convention et, à cet effet, ont nommé les plénipotentiaires suivants :

VENEZUELA :

Carlos F. GRISANTI.
Francisco ARROYO PAREJO.

CHILI :

Manuel FOSTER RECABARREN.
Antonio PLANET.

BOLIVIE :

Eduardo DIEZ DE MEDINA.

URUGUAY :

José Pedro VARELA.

COSTA RICA :

Manuel CASTRO QUESADA.
José TIBLE-MACHADO.

PÉROU :

Hernán VELARDE.
Victor M. MAÚRTUA.

HONDURAS :

Romulo DURÓN.
Marcos LÓPEZ PONCE.

GUATÉMALA :

Adrián RECINOS.
José FALLA.

HAÏTI :

Auguste BONAMY.
Raoul LIZAIRE.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA.
Carlos ESCALLÓN.

BRASIL :

S. Gurgel DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Máximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MÉXICO :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES H.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Angel MORALES.
Gustavo A. DÍAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Quienes, después de haber depositado sus plenos poderes, que fueron hallados en buena y debida forma por la Conferencia, han convenido lo siguiente :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes se obligan a someter al procedimiento de conciliación que se crea por la presente Convención todas las controversias de cualquier naturaleza que por cualquier causa hayan surgido o surgieren entre ellas y que no haya sido posible resolver por la vía diplomática.

BRAZIL :

S. Gurgel DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Máximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXICO :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES, Jr.

DOMINICAN REPUBLIC :

Angel MORALES.
Gustavo A. DIAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Who, after having deposited their full powers, which were found to be in good and due form by the Conference, have agreed as follows :

Article I.

The High Contracting Parties agree to submit to the procedure of conciliation established by this convention all controversies of any kind which have arisen or may arise between them for any reason and which it may not have been possible to settle through diplomatic channels.

BRASIL :

S. Gurgel DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Máximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXICO :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES, Junior.

REPUBLICA DOMINICANA :

Angel MORALES.
Gustavo A. DIAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA :

Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Os quaes, depois de terem depositado os seus Plenos Poderes, que foram achados em bôa e devida fórma pela Conferencia, concordaram nos seguintes artigos :

Artigo I.

As Altas Partes Contractantes obrigam-se a submeter aos processos de conciliação, creados pela presente convenção, todas as controversias, de qualquer natureza e causa que houverem surgido ou surgirem entre ellas e que se não tenha podido resolver por via diplomatica.

BRÉSIL :

S. Gurgel DO AMARAL.
A. G. DE ARAUJO-JORGE.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO.
Carlos L. LÓPEZ.

PARAGUAY :

Eligio AYALA.

NICARAGUA :

Máximo H. ZEPEDA.
Adrián RECINOS.
J. Lisandro MEDINA.

MEXIQUE :

Fernando GONZÁLEZ ROA.
Benito FLORES.

EL SALVADOR :

Cayetano OCHOA.
David ROSALES, fils.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Angel MORALES.
Gustavo A. DIAZ.

CUBA :

Orestes FERRARA.
Gustavo GUTIÉRREZ.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Frank B. KELLOGG.
Charles Evans HUGHES.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme par la conférence, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à la procédure de conciliation établie par la présente convention toutes controverses, de quelque nature que ce soit, qui ont surgi ou qui pourraient surgir entre elles pour une raison quelconque et qu'il n'aurait pas été possible de régler par la voie diplomatique.

Artículo 2.

La Comisión de Investigación que se organice conforme a lo dispuesto en el Artículo IV del Tratado suscrito en Santiago de Chile el 3 de Mayo de 1923, tendrá también el carácter de Comisión de Conciliación.

Artículo 3.

Las Comisiones Permanentes creadas en cumplimiento del Artículo III del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923, tendrán la obligación de ejercer funciones conciliatorias ya sea por iniciativa propia cuando haya probabilidad de que se perturben las relaciones pacíficas o a petición de cualquiera de las Partes en desacuerdo, mientras no se constituya la Comisión de que trata el artículo anterior.

Artículo 4.

Las funciones conciliatorias de la Comisión mencionada en el Artículo 2 se ejercerán en las oportunidades que se enuncian a continuación:

(1) Será facultativo para la Comisión iniciar sus trabajos con una tentativa para procurar la conciliación de las diferencias sometidas a su examen, tendiente a obtener un arreglo entre las Partes.

(2) Será facultativo, asimismo, para dicha Comisión intentar la conciliación de las Partes en cualquier momento que a juicio de la Comisión sea propicio durante el proceso de investigación y dentro del plazo fijado para la misma en el Artículo V del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923.

(3) Finalmente, será obligatorio para la Comisión desarrollar su función conciliatoria dentro del plazo de seis meses a que se refiere el Artículo VII del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923.

Las Partes en controversia podrán, sin embargo, prorrogar este plazo si así lo acuerdan y lo comunican oportunamente a la Comisión.

Artículo 5.

La presente Convención no constituye obstáculo a que cualquiera o cualesquiera de

Article 2.

The Commission of Inquiry to be established pursuant to the provisions of Article IV of the Treaty signed in Santiago de Chile on May 3, 1923, shall likewise have the character of Commission of Conciliation.

Article 3.

The Permanent Commissions which have been established by virtue of Article III of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall be bound to exercise conciliatory functions, either on their own motion when it appears that there is a prospect of disturbance of peaceful relations, or at the request of a Party to the dispute, until the Commission referred to in the preceding article is organized.

Article 4.

The conciliatory functions of the Commission described in Article 2 shall be exercised on the occasions hereinafter set forth:

(1) The Commission shall be at liberty to begin its work with an effort to conciliate the differences submitted to its examination with a view to arriving at a settlement between the Parties.

(2) Likewise the same Commission shall be at liberty to endeavour to conciliate the Parties at any time which in the opinion of the Commission may be considered to be favorable in the course of the investigation and within the period of time fixed therefor in Article V of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923.

(3) Finally, the Commission shall be bound to carry out its conciliatory function within the period of six months which is referred to in Article VII of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923.

The Parties to the controversy may, however, extend this time, if they so agree and notify the Commission in due time.

Article 5.

The present convention does not preclude the High Contracting Parties, or one or more

Artigo 2.

A Comissão de Investigação que se organizar conforme o disposto no Artigo IV do Tratado assignado em Santiago do Chile a 3 de maio de 1923 terá também o caracter de Comissão de Conciliação.

Artigo 3.

As Comissões Permanentes creadas em virtude do Artigo III do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923, terão a obrigação de exercer funções conciliatorias, ou por iniciativa propria, quando haja probalidades de que se perturbem as relações pacificas, ou a pedido de qualquer das Partes em desacordo até ao momento em que se constitua a Comissão de que trata o Artigo anterior.

Artigo 4.

A Comissão mencionada no Artigo 2 exercerá as suas funções conciliatorias da maneira seguinte :

(1) A Comissão terá a faculdade de iniciar os seus trabalhos por uma tentativa para obter a conciliação das controversias submettidas a seu exame, tendo em vista chegar a um accordo entre as Partes ;

(2) A Comissão terá também a faculdade de promover a conciliação das partes em qualquer momento que, a juizo da Comissão, seja propicio durante o processo de investigação e dentro do prazo fixado para o mesmo no Artigo V do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923.

(3) A Comissão, finalmente, será obrigada a exercer as suas funções conciliatorias dentro do prazo de seis mezes a que se refere o Artigo VII do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923.

As Partes em controversia poderão, não obstante, prorogar este prazo, se nisso concordarem e o communicarem no devido tempo á Comissão.

Artigo 5.

A presente Convenção não impede que qualquer ou quaesquer das Altas Partes Contratantes

Article 2.

La commission d'enquête qui sera établie en vertu des dispositions de l'article IV du Traité signé à Santiago de Chili, le 3 mai 1923, aura également le caractère de commission de conciliation.

Article 3.

Les commissions permanentes établies en vertu de l'article III du Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923, seront tenues d'exercer des fonctions de conciliation, soit d'office lorsqu'il y a probabilité de trouble dans les relations pacifiques, soit à la demande d'une des parties en litige, jusqu'au moment où la commission mentionnée dans l'article précédent sera constituée.

Article 4.

Les fonctions de conciliation de la commission prévue à l'article 2 seront exercées dans les cas suivants :

1^o La commission aura la faculté de commencer sa tâche par une tentative en vue de concilier les différends soumis à son examen afin d'arriver à un règlement entre les Parties.

2^o Ladite commission aura également la faculté de s'efforcer de concilier les Parties à tout moment qui, de l'avis de la commission, serait jugé propice au cours de l'investigation et dans la limite de temps fixée à cet effet par l'article V du Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923.

3^o Enfin, la commission sera tenue de remplir ses fonctions de conciliation dans la période de six mois prévue à l'article VII du Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923.

Les Parties en controverse peuvent, néanmoins, prolonger cette période d'un commun accord, et en informer la commission en temps voulu.

Article 5.

La présente convention n'empêche pas les Hautes Parties contractantes, ou une ou plu-

las Altas Partes Contratantes, conjunta o separadamente, por iniciativa propia o a requerimiento de una o más de las Partes en controversia, puedan ofrecer sus buenos oficios o su mediación; pero las Altas Partes Contratantes convienen en no hacer uso de esos medios de arreglo pacífico desde el momento en que se constituya la Comisión mencionada en el Artículo 2 hasta la firma del acta final a que se refiere el Artículo II de esta Convención.

Artículo 6.

La misión de la Comisión, como órgano de conciliación, en todos los casos especificados en el Artículo 2 de esta Convención, es la de procurar la conciliación de las diferencias sometidas a su examen, esforzándose en obtener un arreglo entre las Partes.

Cuando la Comisión se encuentre en el caso previsto en el inciso 3º del Artículo 4 de esta Convención hará un examen concienzudo e imparcial de las cuestiones que sean materia de la diferencia, consignará en un informe los resultados de sus labores y propondrá a las Partes las bases de arreglo para la solución equitativa de la controversia.

Artículo 7.

Salvo acuerdo en contrario de las Partes, las decisiones y recomendaciones de cualquiera de las Comisiones de Conciliación deberán adoptarse por mayoría de votos.

Artículo 8.

La Comisión mencionada en el Artículo 2 de esta Convención establecerá por sí misma las reglas de su procedimiento. A falta de acuerdo en contrario, regirá el procedimiento indicado en el Artículo IV del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923.

Cada Parte sufragará sus propios gastos y una parte igual de los gastos de la Comisión.

Artículo 9.

El informe y las recomendaciones de la Comisión, en cuanto actúe como órgano de

of them, from tendering their good offices or their mediation, jointly or severally, on their own motion or at the request of one or more of the Parties to the controversy; but the High Contracting Parties agree not to make use of those means of pacific settlement from the moment that the Commission described in Article 2 is organized until the final act referred to in Article II of this convention is signed.

Article 6.

The function of the Commission, as an organ of conciliation, in all cases specified in Article 2 of this convention, is to procure the conciliation of the differences subject to its examination by endeavoring to effect a settlement between the Parties.

When the Commission finds itself to be within the case foreseen in paragraph 3 of Article 4 of this convention, it shall undertake a conscientious and impartial examination of the questions which are the subject of the controversy, shall set forth in a report the results of its proceedings, and shall propose to the Parties the bases of a settlement for the equitable solution of the controversy.

Article 7.

Except when the Parties agree otherwise, the decisions and recommendations of any Commission of Conciliation shall be made by a majority vote.

Article 8.

The Commission described in Article 2 of this convention shall establish its rules of procedure. In the absence of agreement to the contrary, the procedure indicated in Article IV of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall be followed.

Each party shall bear its own expenses and a proportionate share of the general expenses of the Commission.

Article 9.

The report and the recommendations of the Commission, insofar as it may be acting as an

tantes, conjunta ou separadamente, por iniciativa propria ou a pedido de uma ou varias Partes em controversia, possam offerecer os seus bons officios ou a sua mediação; mas as Altas Partes Contractantes concordam em não fazer uso desses meios de solução pacifica desde o momento em que se constitua a Commissão mencionada no Artigo 2 até á assignatura da acta final a que se refere o Artigo 11 desta Convenção.

Artigo 6.

A Commissão, como órgão de conciliação em todos os casos especificados no Artigo 2 desta Convenção, procurará conseguir a conciliação das controversias submettidas ao seu exame esforçando-se por obter a sua solução entre as Partes.

Comtudo, no caso previsto no paragrapho 3 do Artigo 4 desta Convenção, a Commissão procederá a um exame consciencioso e imparcial das questões que constituirem o objecto da controversia, consignará em um relatório os resultados dos seus trabalhos e proporá ás Partes as bases de um accordo para a solução equitativa da controversia.

Artigo 7.

Salvo accordo das Partes em contrario, as decisões e recommendações de qualquer das Comissões de Conciliação deverão ser tomadas por maioria de votos.

Artigo 8.

A Commissão a que se refere o Artigo 2 desta Convenção estabelecerá as proprias regras do seu procedimento.

Em falta de accordo em contrario, regerá o procedimento indicado no Artigo IV do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923.

Cada uma das partes proverá ás suas proprias despesas e mais a uma percentagem das despesas geraes da Commissão.

Artigo 9.

O relatório e as recommendações da Commissão, sempre que esta funcione como órgão

sieurs d'entre elles d'offrir leurs bons offices ou leur médiation, conjointement ou séparément, de leur propre initiative ou à la demande de l'une ou de plusieurs des Parties en controverse; mais les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas faire usage de ces moyens de règlement pacifique, à partir du moment où la commission prévue à l'article 2 est organisée jusqu'à la signature de l'acte final mentionné dans l'article 11 de la présente convention.

Article 6.

La fonction de la commission, comme organe de conciliation dans tous les cas spécifiés dans l'article 2 de la présente convention, est de procurer la conciliation des différends soumis à son examen en s'efforçant d'effectuer un règlement entre les Parties.

Lorsque la commission se trouve dans le cas prévu au paragrapho 3 de l'article 4 de la présente convention, elle procédera à un examen consciencieux et impartial des questions qui font l'objet de la controverse, consignera dans un rapport, les résultats de ses délibérations et proposera aux Parties les bases d'un règlement pour la solution équitable de la controverse.

Article 7.

Sauf accord contraire entre les Parties, les décisions et les recommandations d'une commission de conciliation quelconque seront prises à la majorité des voix.

Article 8.

La commission prévue à l'article 2 de la présente convention établira ses règles de procédure. En l'absence d'un accord contraire, la procédure indiquée à l'article IV du Traité de Santiago de Chili du 3 mai 1923, sera suivie.

Chaque Partie supportera ses propres dépenses et une part égale des frais généraux de la commission.

Article 9.

Le rapport et les recommandations de la commission, en tant qu'elle agit comme organe

conciliación, no tendrán carácter de sentencia ni de laudo arbitral y no serán obligatorios para las Partes ni en lo concerniente a la exposición o interpretación de los hechos ni en lo relativo a las cuestiones de derecho.

Artículo 10.

En el más breve plazo posible después de la terminación de sus labores, la Comisión transmitirá a las Partes copia auténtica del informe y de las bases de arreglo que proponga.

La Comisión al transmitir a las Partes el informe y las recomendaciones les fijará un término, que no excederá de seis meses, dentro del cual deberán pronunciarse sobre las bases de arreglo antes mencionadas.

Artículo 11.

Expirado el plazo fijado por la Comisión para que las Partes se pronuncien, la Comisión hará constar en un acta final la decisión de las Partes y, si se ha efectuado la conciliación, los términos del arreglo.

Artículo 12.

Las obligaciones estipuladas en la segunda parte del párrafo primero del Artículo I del Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923, se extenderán hasta el momento de la firma del acta final a que se refiere el artículo precedente.

Artículo 13.

Una vez iniciado el procedimiento de conciliación sólo se interrumpirá por el arreglo directo entre las Partes o por el acuerdo de aceptar en absoluto la decisión *ex aequo et bono* de un Jefe de Estado americano o de someter la diferencia al arbitraje o a la justicia internacional.

Artículo 14.

En los casos en que por cualquier causa no pudiere aplicarse el Tratado de Santiago de

organ of conciliation, shall not have the character of a decision nor an arbitral award, and shall not be binding on the Parties either as regards the exposition or interpretation of the facts or as regards questions of law.

Article 10.

As soon as possible after the termination of its labors the Commission shall transmit to the Parties a certified copy of the report and of the bases of settlement which it may propose.

The Commission in transmitting the report and the recommendations to the Parties shall fix a period of time, which shall not exceed six months, within which the Parties shall pass upon the bases of settlement above referred to.

Article 11.

Once the period of time fixed by the Commission for the Parties to make their decisions has expired, the Commission shall set forth in a final act the decision of the Parties, and if the conciliation has been effected, the terms of the settlement.

Article 12.

The obligations set forth in the second sentence of the first paragraph of Article I of the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, shall extend to the time when the final act referred to in the preceding article is signed.

Article 13.

Once the procedure of conciliation is under way it shall be interrupted only by a direct settlement between the Parties or by their agreement to accept absolutely the decision *ex aequo et bono* of an American Chief of State or to submit the controversy to arbitration or to an international court.

Article 14.

Whenever for any reason the Treaty of Santiago de Chile of May 3, 1923, does not apply,

de conciliação, não terão caracter de sentença nem de laudo arbitral e não serão obrigatorias para as Partes, nem no que se refere á exposição ou interpretação dos factos nem em relação ás questões de direito.

Artigo 10.

No mais breve prazo possível, depois da terminação dos seus trabalhos, a Comissão transmittirá ás Partes copia authentica do relatorio e das bases do accordo que propuzer.

Ao transmittir o relatorio e as recommendações ás Partes, a Comissão fixará um prazo, que não excederá seis mezes, dentro do qual deverão as Partes pronunciarem-se sobre as bases do accordo acima referido.

Artigo 11.

Expirado o prazo fixado pela Comissão para que as Partes se pronunciem, a Comissão fará constar em uma acta final a decisão das Partes e os termos do accordo, caso se tenha effectuado a conciliação.

Artigo 12.

As obrigações estabelecidas na segunda parte do paragrapho 1 do Artigo I do Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de 1923 extender-se-hão até ao momento da assignatura da acta final a que se refere o artigo precedente.

Artigo 13.

Uma vez iniciado o processo de conciliação, só poderá este ser interrompido se as Partes chegarem a um accordo directo, se aceitarem de fórma absoluta a decisão *ex aequo et bono* de um Chefe de Estado americano ou se concordarem em submeter a controversia á arbitramento ou á justiça internacional.

Artigo 14.

Sempre que por qualquer causa não se applique o Tratado de Santiago do Chile de 3 de maio de

de conciliation, n'auront pas le caractère d'une décision ou d'une sentence arbitrale et n'engageront les Parties ni en ce qui concerne l'exposé ou l'interprétation des faits, ni en ce qui concerne les questions de droit.

Article 10.

Aussitôt que possible après la conclusion de ses travaux, la commission transmettra aux Parties une copie certifiée conforme du rapport et des bases de règlement qu'elle pourrait proposer.

En transmettant le rapport et les recommandations aux Parties, la commission fixera une période de temps qui ne dépassera pas six mois, pendant laquelle les Parties devront se prononcer sur les bases de règlement mentionnées plus haut.

Article 11.

A l'expiration de la période de temps fixée par la commission pour que les Parties se prononcent, la commission constatera, dans un acte final, la décision des Parties, ainsi que les termes de l'arrangement, si la conciliation a été effectuée.

Article 12.

Les obligations prévues dans la deuxième phrase du premier paragrapho de l'article premier du Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923, resteront en vigueur jusqu'à la signature de l'acte final mentionné dans l'article précédent.

Article 13.

Dès que la procédure de conciliation sera commencée, elle ne sera interrompue que par un arrangement direct entre les Parties ou par un accord en vue d'accepter sans réserve la décision *ex aequo et bono* d'un chef d'Etat américain ou de soumettre la controverse à l'arbitrage ou à un tribunal international.

Article 14.

Si, pour une raison quelconque, le Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923 n'est pas appli-

Chile de 3 de Mayo de 1923, se organizará la Comisión a que se refiere el Artículo 2 de la presente Convención a fin de que ejerza las funciones conciliatorias estipuladas en ella, procediéndose para la organización de la Comisión en forma igual a la prescrita en el Artículo IV de aquel Tratado.

En tales casos, la Comisión así constituída se regirá para su funcionamiento por las estipulaciones de la presente Convención relativas a la conciliación.

Artículo 15.

Se aplicará también lo estipulado en el artículo anterior respecto de las Comisiones Permanentes creadas por el referido Tratado de Santiago de Chile, a fin de que dichas Comisiones desempeñen las funciones conciliatorias estipuladas en el Artículo 3 de la presente Convención.

Artículo 16.

La presente Convención será ratificada por las Altas Partes Contratantes de acuerdo con sus procedimientos constitucionales, debiendo ratificar previamente el Tratado de Santiago de Chile de 3 de Mayo de 1923 las que no lo hubiesen hecho.

La Convención original y los instrumentos de ratificación serán depositados en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile, que comunicará las ratificaciones por la vía diplomática a los demás Gobiernos signatarios, entrando la Convención en vigor entre las Altas Partes Contratantes en el orden en que vayan depositando sus ratificaciones.

Esta Convención regirá indefinidamente; pero podrá ser denunciada mediante aviso dado con un año de anticipación, transcurrido el cual cesará en sus efectos para el denunciante, quedando subsistente para los demás signatarios. La denuncia será dirigida al Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile, que la transmitirá a los demás Gobiernos signatarios a los efectos consiguientes.

Los Estados americanos que no hayan suscrito esta Convención podrán adherirse a ella, enviando el instrumento oficial en que se consigne esta adhesión al Ministerio de Rela-

the Commission referred to in Article 2 of this convention shall be organized to the end that it may exercise the conciliatory functions stipulated in this convention; the Commission shall be organized in the same manner as that prescribed in Article IV of said treaty.

In such cases, the Commission thus organized shall be governed in its operation by the provisions, relative to conciliation, of this convention.

Article 15.

The provisions of the preceding article shall also apply with regard to the Permanent Commission constituted by the aforementioned Treaty of Santiago de Chile, to the end that the said Commissions may exercise the conciliatory functions prescribed in Article 3 of this convention.

Article 16.

The present convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutional procedures, provided that they have previously ratified the Treaty of Santiago de Chile, of May 3, 1923.

The original convention and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile which shall give notice of the ratifications through diplomatic channels to the other signatory Governments and the convention shall enter into effect for the High Contracting Parties in the order that they deposit their ratifications.

This convention shall remain in force indefinitely, but it may be denounced by means of notice given one year in advance at the expiration of which it shall cease to be in force as regards the Party denouncing the same, but shall remain in force as regards the other signatories. Notice of the denunciation shall be addressed to the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile which will transmit it for appropriate action to the other signatory Governments.

Any American State not a signatory of this convention may adhere to the same by transmitting the official instrument setting forth such adherence to the Ministry for Foreign

1923, a Comissão a que se refere o Artigo 2 da presente Convenção será organizada como fim de exercer as funções conciliatorias estipuladas nesta Convenção ; a Comissão deverá ser organizada da mesma maneira estabelecida no Artigo IV daquelle tratado.

Em taes casos, a Comissão assim constituída funcionará de conformidade com as estipulações da presente Convenção relativas á conciliação.

Artigo 15.

O disposto no Artigo precedente tambem se applica ás Comissões permanentes creadas pelo Tratado de Santiago do Chile, a fim de que as referidas Comissões possam exercer as funções conciliatorias estipuladas no Artigo 3 da presente Convenção.

Artigo 16.

A presente Convenção sera ratificada pelas Altas Partes Contractantes de conformidade com os seus respectivos preceitos constitucionaes, com a condição de ratificarem previamente o Tratado de Santiago do Chile, de 3 de maio de 1923, as Partes que o não tiverem feito.

A Convenção original e os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile, que fará as convenientes communicações por via diplomatica aos demais Governos signatarios, começando a vigorar a Convenção entre as Altas Partes Contractantes pela ordem em que forem depositadas as respectivas ratificações.

Esta Convenção vigorará indefinidamente ; pode ser denunciada e os seus effeitos cessarão para o denunciante um anno depois da notificação da denuncia, passado o qual cessará nos seus effeitos para o denunciante, e continuando em vigor para os demais signatarios. A denuncia será dirigida ao Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile, que a notificará aos demais Governos signatarios, para os devidos effeitos.

Poderão adherir á presente Convenção os Estados americanos que a não tenham assignado enviando o instrumento official de adhesão ao Ministerio das Relações Exteriores da Repu-

quée, la Commission prévue à l'article 2 de la présente convention sera organisée afin qu'elle puisse exercer les fonctions de conciliation stipulées dans la présente convention ; la commission sera organisée de la même manière que celle prévue à l'article IV dudit traité.

Dans de tels cas, la commission ainsi organisée sera régie, dans ses fonctions, par les dispositions de la présente convention, relatives à la conciliation.

Article 15.

Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront également en ce qui concerne les commissions permanentes instituées par ledit Traité de Santiago-de-Chili, afin que lesdites commissions puissent exercer les fonctions conciliatoires prévues à l'article 3 de la présente convention.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives, pourvu qu'elles aient précédemment ratifié le Traité de Santiago-de-Chili du 3 mai 1923.

L'original de la présente convention et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de la République de Chili qui notifiera les ratifications par la voie diplomatique aux autres gouvernements signataires, et la convention entrera en vigueur pour les Hautes Parties contractantes dans l'ordre de dépôt de leur ratification.

La présente convention restera en vigueur indéfiniment, mais elle peut être dénoncée par un avis préalable d'un an ; à l'expiration de cette période, elle cessera d'être en vigueur pour ce qui concerne la Partie qui l'a dénoncée, mais restera en vigueur pour ce qui concerne les autres signataires. L'avis de dénonciation sera adressé au Ministère des Affaires étrangères de la République de Chili qui le transmettra aux autres gouvernements signataires pour les effets qui doivent en résulter.

Les États américains qui n'auront pas signé la présente convention, pourront y adhérer, en transmettant l'instrument official établissant leur adhésion au Ministère des Affaires étran-

ciones Exteriores de la República de Chile que lo notificará a las otras Altas Partes Contratantes en la forma antes expresada.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios arriba nombrados firman la presente Convención, en español, inglés, portugués y francés, y estampan sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Washington, a los cinco días del mes de enero de mil novecientos veintinueve.

Affairs of the Republic of Chile which will notify the other High Contracting Parties thereof in the manner heretofore mentioned.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed this convention in English, Spanish, Portuguese and French and hereunto affix their respective seals.

Done at the city of Washington, on this fifth day of January, 1929.

Carlos F. GRISANTI. (Seal)
Fr. ARROYO PAREJO.

Carlos F. GRISANTI.
Fr. ARROYO PAREJO.

Chile exceptúa en esta Convención las cuestiones que tengan origen en situaciones o hechos anteriores a ella ¹.

A. PLANET. (Seal)

Manuel FOSTER.

(Seal)

E. Díez DE MEDINA.

(Seal)

José Pedro VARELA.

(Seal)

Manuel Castro QUESADA.

(Seal)

José TIBLE-MACHADO.

Hernán VELARDE. (Seal)

(Seal)

Victor M. MAÚRTUA. (Seal)

(Seal)

Rómulo E. DURÓN. (Seal)

(Seal)

M. López PONCE. (Seal)

(Seal)

Adrián RECINOS. (Seal)

(Seal)

José FALLA. (Seal)

(Seal)

(Seal)

A. BONAMY.

(Seal)

Raoul LIZAIRE.

(Seal)

Gonzalo ZALDUMBIDE.

(Seal)

Enrique OLAYA HERRERA.

(Seal)

C. ESCALLÓN.

S. Gurgel DO AMARAL. (Seal)

(Seal)

A. ARAUJO-JORGE. (Seal)

(Seal)

¹ [Traduction de la réserve du Chili.] Le Chili exclut de la présente convention les questions qui peuvent surgir de situations ou d'actes antérieurs à ladite convention.

¹ [Translation of the reservation of Chile.] Chile makes exception in this convention of questions which may arise from situations or acts prior thereto.

blica do Chile, que a notificará ás outras Altas Partes Contractantes, na forma acima indicada.

Em testemunho do que, os Plenipotenciarios acima nomeados assignam a presente Convenção em portuguez, hespanhol, inglez e francez e nella appõem os seus sellos.

Dado na cidade de Washington, aos cinco dias do mez de janeiro de mil novecentos e vinte e nove.

R. J. ALFARO.

Carlos L. LÓPEZ.

Eligio AYALA.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

Cayetano OCHOA.

David ROSALES, hijo.

A. MORALES.

G. A. DÍAZ.

Orestes FERRARA.

Gustavo GUTIÉRREZ.

(Seal)

(Seal)

Es copia conforme :

J. Valdès Mende ville,

Ministro de Chile en Belgica y Suiza.

gères de la République du Chili, qui en informera les autres Hautes Parties contractantes de la manière mentionnée plus haut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente convention en français, en espagnol, en anglais, et en portugais et ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Washington, le cinquième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-neuf.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

Máximo H. ZEPEDA.

Adrián RECINOS.

J. Lisandro MEDINA.

Fernando GONZÁLEZ ROA.

Benito FLORES.

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

(Seal)

Frank B. KELLOGG.

Charles Evans HUGUES.

N° 2310.

AUTRICHE ET EGYPTE

Échange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Le Caire, le 27 février, et Vienne,
le 7 mars 1930.

AUSTRIA AND EGYPT

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Cairo, February 27, and
Vienna, March 7, 1930.

N° 2310. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LE 27 FÉVRIER, ET VIENNE, LE 7 MARS 1930.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 avril 1930.

I.

N° 1—2/I (13).

LE CAIRE, le 27 février 1930.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre l'Autriche et l'Égypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de l'Autriche importés en Égypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Égypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Égypte d'arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 17 mars 1930. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Chancelier, les assurances de ma haute considération.

Le ministre des Affaires étrangères :
Wacyf Boutros GHALI.

Monsieur Jean Schober,
Chancelier fédéral de la
République d'Autriche.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2310. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND EGYPTIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, FEBRUARY 27, AND VIENNA, MARCH 7, 1930.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place April 12, 1930.

I.

No. 1-2/I (13).

CAIRO, February 27, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations concerning the conclusion of a provisional commercial arrangement between Austria and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Austria and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products which are imported into Egypt through countries having no commercial arrangements with Egypt.

The present régime shall be granted subject to complete reciprocity, and to a reservation as regards the régime accorded to products of the Sudan, or that which may be applied to products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

The present arrangement shall come into force on March 17, 1930. It may be denounced by either of the contracting Parties at three month's notice.

I have the honour to be, etc.

Wacyf Boutros GHALI.
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur Johann Schober,
Federal Chancellor of the
Austrian Republic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

N° 123598-14A/1930.

VIENNE, le 7 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 13 (I-2/I) du 27 février 1930, ainsi conçue :

« Me référant aux pourparlers engagés au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre l'Autriche et l'Egypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de l'Autriche importés en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ce traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte d'arrangements commerciaux.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

» Le présent arrangement entrera en vigueur le 17 mars 1930. Il pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois. »

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus, et je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le chancelier fédéral :

SCHÖBER.

Son Excellence

Wacyf Boutros Ghali Pacha,

Ministre des Affaires étrangères d'Egypte.

II.

No. 123598-14 A/1930.

VIENNA, *March 7, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 13 (I-2/I) dated February 27, 1930, which reads as follows :

" With reference to the negotiations concerning the conclusion of a provisional commercial arrangement between Austria and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Austria and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products which are imported into Egypt through countries having no commercial arrangements with Egypt.

The present régime shall be granted subject to complete reciprocity, and to a reservation as regards the régime accorded to products of the Sudan, or that which may be applied to products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

The present arrangement shall come into force on March 17, 1930. It may be denounced by either of the contracting Parties at three months' notice."

In reply I would confirm my Government's agreement on the above-mentioned basis and take this opportunity of renewing, etc.

SCHOBER.

Federal Chancellor,

His Excellency
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
Egyptian Minister for Foreign Affairs.

N° 2311.

AUTRICHE ET GRÈCE

Accord concernant le paiement des réclamations des ressortissants hellènes relatives aux dommages subis pendant la période de neutralité de la Grèce, avec annexe et protocole de signature. Signés à Vienne, le 27 décembre 1929.

AUSTRIA AND GREECE

Agreement concerning the Payment of Claims of Greek Nationals for Damage suffered during the Period of Neutrality of Greece, with Annex and Protocol of Signature. Signed at Vienna, December 27, 1929.

N° 2311. — ACCORD¹ ENTRE L'AUTRICHE ET LA GRÈCE CONCERNANT LE PAYEMENT DES RÉCLAMATIONS DES RESSORTISSANTS HELLÈNES RELATIVES AUX DOMMAGES SUBIS PENDANT LA PÉRIODE DE NEUTRALITÉ DE LA GRÈCE. SIGNÉ A VIENNE, LE 27 DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 avril 1930.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désireux de régler définitivement pour ce qui concerne l'Autriche et la Grèce, les questions qui faisaient l'objet de l'accord paraphé à Athènes, le 8 mai 1929, concernant les dommages subis par les ressortissants hellènes pendant la période de neutralité de la Grèce, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE :

M. le Docteur Richard SCHÜLLER, chef de Section à la Chancellerie fédérale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Jean G. POLITIS, ministre de Grèce ;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Pour s'acquitter de la part qui lui incombe dans la réparation des dommages que les ressortissants hellènes ont subis pendant la période de neutralité de la Grèce et qu'ils ont fait valoir ou pourraient faire valoir ultérieurement auprès de l'arbitre institué aux termes du paragraphe 4 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Saint-Germain, — ces dommages, en tant qu'il s'agit d'actes commis par l'ancien Gouvernement austro-hongrois, étant supportés par l'Autriche dans la proportion de 63,6 %, — le Gouvernement autrichien versera au Gouvernement hellénique une somme forfaitaire de huit millions de francs or suivant les modalités de paiement ci-après indiquées.

Dans ce montant forfaitaire sont compris, pour la même proportion de 63,6 %, les dommages causés par des sous-marins allemands sous pavillon austro-hongrois pour autant que ces dommages n'ont ou n'auront pas été mis à la charge de l'Allemagne par des sentences rendues ou à rendre par le Tribunal arbitral mixte gréco-allemand.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 mars 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2311. — AGREEMENT² BETWEEN AUSTRIA AND GREECE CONCERNING THE PAYMENT OF CLAIMS OF GREEK NATIONALS FOR DAMAGE SUFFERED DURING THE PERIOD OF NEUTRALITY OF GREECE. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 27, 1929.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Agreement took place April 14, 1930.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, being desirous of finally settling, as far as Austria and Greece are concerned, the questions forming the subject of the Agreement signed at Athens on May 8, 1929, concerning damage suffered by Greek nationals during the period of Greek neutrality, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN FEDERAL REPUBLIC :

Dr. Richard SCHÜLLER, Head of Department at the Federal Chancellery.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. Jean G. POLITIS, Minister of Greece.

Who, after communicating to each other their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The Austrian Government shall pay the Hellenic Government a lump sum of 8 million gold francs, according to the scheme of payments indicated below, in discharge of its share of the compensation for damage suffered by Greek nationals during the period of Greek neutrality, which the said nationals have claimed or may hereafter claim from the arbitrator appointed under the terms of paragraph 4 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain, it being understood that where such compensation relates to acts committed by the former Austro-Hungarian Government it shall be borne by Austria in the proportion of 63.6 %.

The above-mentioned lump sum shall include, in the same proportion of 63.6 %, compensation for damage caused by German submarines under the Austro-Hungarian flag, in as far as such compensation has not been or may not hereafter be made a charge on Germany in virtue of past or future awards of the Mixed Greco-German Arbitral Tribunal.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, March 31, 1930.

Par le payement de la somme susmentionnée l'Autriche est entièrement et définitivement libérée de toute réclamation relative aux dommages subis par des ressortissants hellènes pendant la période de neutralité de la Grèce.

Article II.

La répartition de la somme susvisée parmi les ressortissants hellènes se fera conformément à des dispositions intérieures de la Grèce.

Article III.

Le payement de la somme de huit millions de francs or sera effectué par les annuités suivantes :

Deux millions de francs or le 15 janvier 1931.

Un million de francs or le 15 janvier 1932.

Un million de francs or le 15 janvier 1933.

Un million de francs or le 15 janvier 1934.

Un million de francs or le 15 janvier 1935.

Un million de francs or le 15 janvier 1936.

Un million de francs or le 15 janvier 1937.

Le payement se fera en dollars U. S. A. au taux de 0,19295 dollars U. S. A. pour un franc or.

Pour chacune de ces annuités le Gouvernement autrichien remettra au Gouvernement hellénique, au plus tard dans un délai de trois mois après la mise en vigueur du présent accord, des bons de trésor libellés conformément à la formule ci-annexée.

Dans le cas où les payements en question ne pourraient se faire par la Banque des règlements internationaux, ils seraient effectués par la Banque d'Angleterre, et le Gouvernement autrichien convient de remplacer dans ce cas les bons émis par des bons libellés en conséquence.

Article IV.

Les fonctions de l'arbitre institué aux termes du paragraphe 4 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Saint-Germain prendront fin dès la ratification du présent accord.

Article V.

Dans le cas où un différend surgirait sur l'interprétation ou l'application du présent accord et qu'il ne serait pas résolu à l'amiable dans le délai de trois mois à partir de la réception de sa notification de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre, le différend sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, par simple requête de l'une des Hautes Parties contractantes.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, dans le cas où le présent accord ne serait pas exécuté dans toutes ses dispositions, elles reviendraient, quant aux rapports qui font l'objet de cet accord, à leurs positions antérieures, telles qu'elles résultent du Traité de Saint-Germain.

Article VII.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Fait à Vienne, le 27 décembre 1929, en deux exemplaires dont l'un sera remis au Gouvernement autrichien, l'autre au Gouvernement hellénique.

Pour la République fédérale d'Autriche :

SCHÜLLER *m. p.*

Pour la République hellénique :

POLITIS *m. p.*

By the payment of the above sum, Austria shall be fully and finally exonerated from all claims in respect of damage suffered by Greek nationals during the period of Greek neutrality.

Article II.

The sum referred to above shall be distributed among Greek nationals according to internal regulations issued in Greece.

Article III.

The payment of the sum of 8 million gold francs shall be effected in annual instalments as follows :

Two million gold francs on January 15, 1931.

One million gold francs on January 15, 1932.

One million gold francs on January 15, 1933.

One million gold francs on January 15, 1934.

One million gold francs on January 15, 1935.

One million gold francs on January 15, 1936.

One million gold francs on January 15, 1937.

Payments shall be made in U. S. A. dollars at the rate of 0.19295 U. S. A. dollars for one gold franc.

In respect of each of these annual payments the Austrian Government shall remit to the Hellenic Government, not later than three months after the coming into force of the present Agreement, Treasury bonds, drawn in conformity with the annexed model.

Should it be impossible to effect the payments in question through the Bank for International Settlements, they shall be effected through the Bank of England, and the Austrian Government shall agree in that case to replace the bonds issued by other bonds drawn in appropriate form.

Article IV.

The functions of the arbitrator appointed under the terms of paragraph 4 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Saint-Germain shall terminate as soon as the present Agreement has been ratified.

Article V.

Should any dispute arise concerning the interpretation or application of the present Agreement, and should no amicable settlement be arrived at within a period of three months from the receipt of a notification of such dispute by one of the High Contracting Parties to the other, it shall be referred to the Permanent Court of International Justice at the request of one of the High Contracting Parties.

Article VI.

The High Contracting Parties agree that in the event of the present Agreement not being carried out in its entirety, they will revert, in regard to the matters dealt with therein, to their previous positions, as derived from the terms of the Treaty of Saint-Germain.

Article VII.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Vienna as soon as possible,

It shall enter into force on the day of the exchange of ratifications.

Done at Vienna, on December 27, 1929, in two copies, one of which shall be transmitted to the Austrian Government and the other to the Hellenic Government.

For the Austrian Federal Republic :

(Signed) SCHÜLLER.

For the Hellenic Republic :

(Signed) POLITIS.

ANNEXE

BON DU TRÉSOR AUTRICHIEN.

Le présent bon donne droit au Gouvernement hellénique ou à celui à l'ordre de qui il sera cédé, de toucher le 15 janvier..... de la Banque des règlements internationaux la somme de :

.....

Vienne, le:.....

Contresigné pour la Cour des Comptes.

Signé pour le Gouvernement autrichien.

Le Président :

Le Ministre fédéral des Finances :

.....

.....

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de la signature de l'accord précédent le délégué de l'Autriche déclare que le Gouvernement de l'Autriche se charge de s'entendre immédiatement avec le comité des Puissances créancières de la dette relief à Londres.

Le délégué de la Grèce prend acte de cette déclaration sans préjudice du point de vue juridique de son gouvernement.

VIENNE, le 27 décembre 1929.

Pour la République fédérale d'Autriche :

Pour la République hellénique :

SCHÜLLER *m. p.*

POLITIS *m. p.*

ANNEX.

AUSTRIAN TREASURY BOND.

The present bond confers upon the Hellenic Government, or any person to whose order it is endorsed the right to draw on January 15th..... from the Bank for International Settlements the sum of :

.....

Vienna, date

Countersigned on behalf of the Board of Auditors.

Signed on behalf of the Austrian Government.

The President :

The Federal Minister of Finance :

.....

.....

PROTOCOL FOR SIGNATURE.

When proceeding to sign the present Agreement, the Austrian delegate declared that the Austrian Government undertakes to come to an immediate agreement with the Committee of Creditor Powers in respect of Relief Debts in London.

The Greek delegate takes note of this declaration, without prejudice however to the legal stand-point of his own Government.

VIENNA, *December 27, 1929.*

For the Austrian Federal Republic :

(Signed) SCHÜLLER.

For the Hellenic Republic:

(Signed) POLITIS.

N° 2312.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PÉROU**

Accord relatif au traitement des
voyageurs de commerce et de leurs
échantillons. Signé à Lima, le
31 décembre 1928.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PERU**

Agreement relating to the Treatment
of Commercial Travellers and their
Samples. Signed at Lima, Decem-
ber 31, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 2312. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE PERUVIAN GOVERNMENT RELATING TO THE TREATMENT OF COMMERCIAL TRAVELLERS AND THEIR SAMPLES. SIGNED AT LIMA, DECEMBER 31, 1928.

Nº 2312. — CONVENIO ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EN EL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DEL PERÚ SOBRE EL TRATO DE LOS AGENTES VIAJEROS DE COMERCIO Y SUS MUESTRAS. FIRMADO EN LIMA, EL 31 DE DICIEMBRE DE 1928.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 avril 1930.

English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place April 14, 1930.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN through His representative Lord Herbert HERVEY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; and THE GOVERNMENT OF THE PERUVIAN REPUBLIC through its representative Dr. Pedro José RADA Y GAMIO, Minister of Foreign Relations, being desirous of fostering the development of commerce between Great Britain and Northern Ireland and Peru, and of increasing the exchange of commodities by facilitating the work of commercial travellers, having reciprocally exhibited to each other their full powers, mutually agree as follows :

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ, representado por el Dr. Pedro José RADA Y GAMIO, Ministro de Relaciones Exteriores, y EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD BRITÁNICA, por medio de su Representante Sr. Lord Herbert HERVEY, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario, deseosos de fomentar el desarrollo del comercio entre la Gran Bretaña y Norte de Irlanda y el Perú, y de incrementar el intercambio de productos, facilitando la labor de los agentes viajeros comerciales, habiendo exhibido recíprocamente sus plenos poderes, convienen mutuamente en lo siguiente :

Article I.

Commercial travellers representing persons, companies or firms carrying on business in Great Britain or Northern Ireland, may operate in Peru, and reciprocally commercial travellers, representing persons, companies or firms carrying on business in Peru may operate in Great Britain and Northern Ireland upon obtaining from the competent authorities in the country in which they propose to operate such licence,

Artículo 1º

Los agentes viajeros de comercio que representen personas, compañías o firmas que mantengan negocios en la Gran Bretaña o en el Norte de Irlanda, podrán actuar en el Perú, y recíprocamente los agentes viajeros de comercio que representen personas, compañías o firmas que mantengan negocios en el Perú, podrán actuar en la Gran Bretaña y en el Norte de Irlanda, obteniendo de las autoridades compe-

if any, as may be required by the regulations in force. In the event of such a licence being required it shall be obtainable by a commercial traveller on payment of a single fee and shall be valid throughout the whole of Peru or Great Britain and Northern Ireland as the case may be.

It is understood that commercial travellers desiring to transact business in both Great Britain and Northern Ireland in respect of wine, spirits, beer, tobacco, or gold and silver plate, may be required, notwithstanding the foregoing provisions, to obtain two separate licences, one each for Great Britain and for Northern Ireland, and to pay two separate fees therefor.

Article 2.

In order to secure the licence referred to in Article 1 of this Agreement, the applicant may be required to obtain from the country of domicile of the persons, companies, or firms represented a certificate attesting his character as a commercial traveller, such certificate to be endorsed if the regulations so require by a Consular Officer of the country in which he proposes to operate. Upon presentation of the certificate in due form, the Authorities of the latter shall issue to the applicant the national licence as provided in Article 1.

The Chambers of Commerce as well as such other trade associations and other recognised commercial associations in either country as may be authorised in this behalf, shall be mutually accepted in the other as competent authorities for issuing the certificates required for the purposes of this Agreement.

Article 3.

A commercial traveller may import and sell without obtaining a special licence any samples the importation of which is not prohibited excepting fine jewellery.

Article 4.

Samples or specimens which are liable to import duty and the importation of which is not prohibited shall, when introduced by

tentes del país en el cual se proponen hacerlo, una licencia, si aquella fuese requerida por disposiciones vigentes. En el caso de que tal licencia fuese necesaria, el agente viajero de comercio la obtendrá mediante el pago de un derecho único y ella será válida en todo el territorio del Perú o de la Gran Bretaña y Norte de Irlanda, según sea el caso de usarla.

Es entendido que los agentes viajeros de comercio que deseen realizar negocios conjuntamente en Gran Bretaña y Norte de Irlanda, relativos a vinos, licores, cerveza, tabaco o vajillas de oro o plata, necesitarán, no obstante los precedentes requisitos, obtener dos licencias por separado; una para la Gran Bretaña y otra para el Norte de Irlanda, y pagarán, por lo tanto, separadamente, dos derechos.

Artículo 2º

Para garantizar la licencia referida en el artículo 1º, de este Convenio se podrá exigir al postulante la obtención en el país de domicilio de las personas, compañías o firmas que represente, un certificado que acredite su calidad de agente viajero de comercio, el cual debe ser visado, si los reglamentos así lo requieren, por el funcionario consular del país en el que se propone actuar. A la presentación del certificado en debida forma las autoridades de este último país, le expedirán la licencia nacional según lo estipula el artículo 1º.

Las Cámaras de Comercio, así como las demás asociaciones industriales y comerciales en uno u otro país, reconocidas y autorizadas como tales, serán mutuamente aceptadas en el otro, como autoridades competentes para expedir los certificados requeridos para los fines de este Convenio.

Artículo 3º

Un agente viajero de comercio puede importar y vender sin necesidad de obtener licencia especial, cualquier muestra cuya importación no esté prohibida, con excepción de joyería fina.

Artículo 4º

Las muestras o modelos que estén sujetos a derechos de importación y cuya importación no esté prohibida, cuando sean introducidos

commercial travellers operating under the provisions of this Agreement, be temporarily admitted free of duty into the country in which they propose to operate subject to the amount of the import duties being deposited or security given for payment if necessary.

The period allowed for re-exportation shall be not less than six months. When the period of grace has expired, duty shall be payable on samples or specimens which have not been re-exported or placed in bond.

Article 5.

For the purposes of this Agreement all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

Article 6.

All Customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoiding delay in the clearance and re-exportation of samples and specimens. In particular :

(1) The Customs Authorities of the importing country shall recognise as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs Authorities of the exporting country, provided that the said samples or specimens are accompanied by a descriptive list certified by the Customs Authorities of the latter. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs Authorities of the importing country in all cases in which the latter considers the additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case Customs verification

por los agentes viajeros de comercio que actúen bajo las condiciones establecidas en el presente Convenio, serán admitidos, provisionalmente, libres de derechos en el país en el cual los agentes se proponen actuar, con la condición de que la suma que represente el valor de los derechos de entrada sea depositada o se dé fianza, si fuera necesario, respecto al pago de ella.

El período permitido para la re-exportación no será menor de seis meses. A la expiración de este plazo de gracia, deben ser pagados los derechos correspondientes a las muestras o modelos que no hayan sido re-exportados o puestos en garantía.

Artículo 5º

Para el propósito de este Convenio, todos los objetos representativos de una categoría determinada de efectos, serán considerados como muestras o modelos siempre que reúnan las condiciones siguientes : Primero que dichos artículos sean de naturaleza tal que puedan debidamente identificarse al reexportarlos, y segundo, que los artículos así importados no sean ni por su calidad y valor tales que, tomados como un todo, no constituyan ya muestras en la verdadera acepción de la palabra.

Artículo 6º

Todas las formalidades aduaneras serán simplificadas tanto como sea posible, con el objeto de evitar demoras en el despacho y re-exportación de las muestras y modelos : En particular :

1º Las autoridades aduaneras del país importador reconocerán como suficiente para la futura identificación las marcas que hayan sido fijadas en las muestras o modelos, por las autoridades aduaneras del país exportador, con tal de que dichas marcas o modelos, estén acompañados de una lista descriptiva, certificada por las autoridades aduaneras del último. Marcas adicionales pueden ser, además, fijadas por las autoridades aduaneras del país importador en todos los casos en que el último juzgue indispensable esa garantía adicional, para asegurar la mejor identificación de las muestras o modelos al tiempo de su re-exportación. Exceptuando el último caso, el control de la aduana

shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may eventually be liable.

(2) The refund of duties paid on importation or the release of the security for payment of these duties shall be effected without delay at any Custom House (and not only through that through which they were imported) and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation or placed in bond.

Article 7.

Pedlars, hawkers and other salesmen who sell directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travellers, but shall be subject to the licence fees levied on business of the kind which they carry on.

Article 8.

No licence shall be required of :

(a) Persons travelling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided that they do not make sales of merchandise ;

(b) Persons operating through local agencies which pay the licence fee or other imposts to which their business is subject ;

(c) Travellers who are exclusively buyers.

Article 9.

Nothing in this Agreement shall affect the application in Great Britain and Northern Ireland and Peru respectively of the conditions and regulations for the time being in force therein with respect to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Article 10.

Any concessions affecting any of the provisions of the present Agreement that may

se circunscribirá a identificar las muestras y determinar el total de derechos y gabelas a que pueden estar sujetas eventualmente.

2º El reembolso de los derechos pagados sobre la importación o la cancelación de la fianza prestada en garantía del pago de estos derechos, se efectuará sin demora por cualquier aduana (no siendo necesario que lo sea por aquella por donde fuere importada) previa rebaja de los derechos que corresponden a las muestras o modelos que no se presenten para la re-exportación o que queden en garantía.

Artículo 7º

Los vendedores ambulantes, buhoneros y otros vendedores que expendan directamente al consumidor, aún cuando no tengan sede de negocios establecida en el país en el cual actúan, no serán considerados como agentes viajeros de comercio, sino que estarán sujetos, al pago de derechos de licencia determinados para la clase de negocios a que se dedican.

Artículo 8º

No necesitarán licencia :

(a) Las personas que viajen solamente para estudiar el mercado y sus necesidades, aunque inicien relaciones comerciales, con tal de que no hagan venta de mercaderías ;

(b) Las personas que actúen por intermedio de agencias locales que paguen la patente u otros impuestos a. que sus negocios están sujetos ;

(c) Los agentes viajeros que sean estrictamente compradores.

Artículo 9º

Nada en el presente Convenio, por todo el tiempo de su vigencia, afectará en la Gran Bretaña y Norte de Irlanda y en el Perú, respectivamente, lo que esté estipulado respecto a la entrada, viajes y residencia de los extranjeros en general.

Artículo 10º

Toda concesión que afecte a cualquiera de las estipulaciones del presente Convenio, otor-

hereafter be granted in either country, whether by law or by treaty, convention or agreement, to any foreign State shall immediately and unconditionally be extended to the other country.

gada en uno u otro país a un estado extranjero, ya sea por ley o por tratado, convención o arreglo será extendida inmediata e incondicionalmente, al otro país.

Article II.

The present agreement shall come into force immediately.

It shall remain in force until the expiration of six months from the date upon which either His Britannic Majesty's Government in Great Britain or the Government of Peru shall have denounced it.

Done in duplicate at Lima in the English and Spanish languages, the thirty-first of December, One thousand nine hundred and twenty-eight.

Artículo IIº

El presente Convenio entrará en vigencia inmediatamente. Quedará en vigencia hasta la expiración de seis meses contados desde la fecha en que el Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña o el del Perú lo hayan denunciado.

Hecho por duplicado en los idiomas castellano e inglés el treintauno de Diciembre de mil novecientos veintiocho.

(L. S.) Herbert HERVEY.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

Nº 2312. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT PÉROUVIEN, RELATIF AU TRAITEMENT DES VOYAGEURS DE COMMERCE ET DE LEURS ÉCHANTILLONS. SIGNÉ A LIMA, LE 31 DÉCEMBRE 1928.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, par l'intermédiaire de son représentant, Lord Herbert HERVEY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU, par l'intermédiaire de son représentant, D^r Pedro José RADA Y GAMIO, ministre des Affaires étrangères, désirant développer les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Pérou, et augmenter les échanges de marchandises en facilitant la tâche de leurs voyageurs de commerce, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les voyageurs de commerce représentant des particuliers, des sociétés ou des entreprises qui exercent leur activité en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord peuvent travailler au

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Pérou et, réciproquement, les voyageurs de commerce représentant des particuliers, des sociétés ou des entreprises qui exercent leur activité au Pérou peuvent travailler en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, à condition d'obtenir des autorités compétentes du pays dans lequel ils ont l'intention de travailler la licence exigée, le cas échéant, par les règlements en vigueur. Dans le cas où cette licence est nécessaire, le voyageur de commerce pourra l'obtenir moyennant le versement d'une taxe unique et cette licence sera valable sur tout le territoire du Pérou ou de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, selon le cas.

Il est entendu que les voyageurs de commerce qui désirent effectuer, à la fois en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, des opérations commerciales relatives aux vins, spiritueux, bières, tabacs ou vaisselle d'or et d'argent pourront être tenus, nonobstant les dispositions qui précèdent, de se procurer deux licences distinctes, l'une pour la Grande-Bretagne et l'autre pour l'Irlande du Nord, et d'acquitter, en conséquence, deux taxes distinctes.

Article 2.

Pour obtenir la licence mentionnée à l'article premier de cet accord, le postulant pourra être tenu de se procurer dans le pays du domicile des particuliers, sociétés ou entreprises qu'il représente, un certificat attestant sa qualité de voyageur de commerce, certificat légalisé, si les règles l'exigent, par un fonctionnaire consulaire du pays dans lequel le voyageur de commerce se propose de travailler. Sur le vu de ce certificat établi en bonne et due forme, les autorités dudit pays délivreront à l'intéressé la licence nationale mentionnée à l'article premier.

Les chambres de commerce ainsi que les autres associations de négociants et associations commerciales officiellement reconnues dans l'un et l'autre pays, et dûment autorisées à cet effet, seront considérées réciproquement comme autorités habilitées à délivrer les certificats exigibles aux fins du présent accord.

Article 3.

Un voyageur de commerce peut importer et vendre sans obligation d'obtenir une licence spéciale, tous les échantillons dont l'importation n'est pas interdite, à l'exception de la bijouterie fine.

Article 4.

Les échantillons ou modèles passibles des droits d'importation et dont l'importation n'est pas interdite bénéficieront, lorsqu'ils seront importés par des voyageurs de commerce agissant conformément aux dispositions du présent accord, de l'admission temporaire en franchise de tous droits dans le pays où ces voyageurs se proposent de travailler, moyennant dépôt des droits d'importation ou présentation d'une caution garantissant, s'il est nécessaire, le paiement de ces droits.

Le délai autorisé pour la réexportation ne sera pas inférieur à six mois. A l'expiration de cette période, le droit devra être acquitté sur les échantillons ou modèles qui n'auront pas été réexportés ou mis en entrepôt.

Article 5.

Aux fins du présent accord, tous les articles qui représentent une catégorie déterminée de marchandises seront considérés comme échantillons ou modèles, à condition : 1^o que ces articles puissent être dûment identifiés lors de la réexportation, et 2^o que la quantité ou la valeur globale des articles ainsi importés ne soit pas telle qu'ils ne constituent plus des échantillons au sens usuel de ce terme.

Article 6.

Toutes les formalités de douane seront simplifiées autant que possible afin d'éviter des retards dans le dédouanement et la réexportation des échantillons et modèles ; en particulier :

1^o Les autorités douanières du pays importateur reconnaîtront comme suffisantes, pour l'identification ultérieure des échantillons ou modèles, les marques qui auront été apposées par les autorités douanières du pays exportateur, à condition que ces échantillons

ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive dûment certifiée par les autorités douanières de ce dernier pays. Toutefois, des marques supplémentaires pourront être apposées sur les échantillons ou modèles par les autorités douanières du pays importateur, dans tous les cas où elles jugeront cette garantie additionnelle indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles, lors de la réexportation. Ce cas excepté, les formalités de vérification en douane se borneront à l'identification des échantillons et à la détermination du total des droits et taxes à percevoir, s'il y a lieu ;

2° Le remboursement des droits acquittés à l'importation ou la décharge de la caution garantissant le paiement de ces droits s'effectuera sans retard dans n'importe quel bureau de douane (et non pas seulement dans celui par lequel les marchandises ont été importées) sous réserve de la déduction des droits à percevoir sur les échantillons ou modèles qui n'auront pas été présentés pour la réexportation ou mis en entrepôt.

Article 7.

Les colporteurs, vendeurs ambulants et autres marchands qui vendent directement au consommateur, même lorsqu'ils n'ont pas d'établissement dans le pays où ils travaillent, ne seront pas considérés comme voyageurs de commerce, mais ils paieront les droits de patente dont est passible la catégorie de leur commerce.

Article 8.

Il ne sera pas exigé de licence :

- (a) Des personnes qui voyagent à seule fin d'étudier le commerce et ses nécessités, même si elles établissent des relations commerciales, à condition, toutefois, qu'elles n'effectuent pas de vente de marchandises ;
- (b) Des personnes qui travaillent par l'intermédiaire d'agences locales payant les droits de patente ou autres impositions auxquelles se trouvent assujetties leurs opérations ;
- (c) Des voyageurs de commerce qui sont exclusivement acheteurs.

Article 9.

Aucune disposition du présent Accord n'affectera l'application en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ni au Pérou, respectivement, des dispositions et règlements en vigueur visant l'entrée, les déplacements et le séjour de tous les étrangers.

Article 10.

Toutes les concessions affectant les dispositions du présent accord qui pourront être ultérieurement accordées dans l'un ou l'autre pays, soit en vertu d'une loi, soit en vertu d'un traité, d'une convention ou d'un accord, à un autre État étranger, quel qu'il soit, seront immédiatement étendues, absolument et sans réserve, à l'autre pays.

Article 11.

Le présent accord entrera en vigueur immédiatement.

Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle soit le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, soit le Gouvernement du Pérou, l'aura dénoncé.

Fait en double expédition à Lima, en langue anglaise et en langue espagnole, le trente et un décembre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) Herbert HERVEY.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

N° 2313.

ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Accord relatif à l'échange des colis postaux contre remboursement entre l'Allemagne et Ceylan, et règlement d'exécution y annexé. Signé à Berlin, le 27 mai 1929, et à Colombo, le 17 juillet 1929.

GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Agreement regarding the Exchange of Trade Charge Postal Parcels between Germany and Ceylon, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, May 27, 1929, and at Colombo, July 17, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2313. — ABKOMMEN BETREFFEND DEN AUSTAUSCH VON NACHNAMEPAKETEN ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND CEYLON, GEZEICHNET IN BERLIN AM 27. MAI 1929 UND IN COLOMBO AM 17. JULI 1929.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 avril 1930.

DIE POSTVERWALTUNGEN VON DEUTSCHLAND und CEYLON kommen überein, einen regelmässigen, unmittelbaren Austausch von Postpaketen mit Nachnahme zwischen Deutschland und Ceylon einzuführen.

ABKOMMEN.

Artikel I.

GEBÜHREN UND BEDINGUNGEN-EINRICHTUNG.

I. Zwischen Deutschland und Ceylon können Postpakete mit Nachnahme ausgetauscht werden.

Der Betrag der Nachnahme muss sowohl auf den Paketen aus Deutschland als auch auf den Paketen aus Ceylon in englischer Sterlingwährung ausgedrückt werden.

Der Höchstbetrag der Nachnahme auf einem Paket nach Deutschland oder nach Ceylon wird auf 20£ festgesetzt. Der Nachnahmebetrag darf nicht auf Teilbeträge eines Penny lauten. Die beiden Verwaltungen lassen Nachnahmepakete im Durchgang durch ihre Länder zu. Die Abrechnungen über die eingezogenen

No. 2313. — AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF TRADE CHARGE POSTAL PARCELS BETWEEN GERMANY AND CEYLON. SIGNED AT BERLIN, MAY 27, 1929, AND AT COLOMBO, JULY 17, 1929.

German and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place April 14, 1930.

THE POST OFFICES OF GERMANY and CEYLON agree to effect a regular direct exchange of Trade Charge parcels between Germany and Ceylon.

AGREEMENT.

Article I.

CHARGES AND CONDITIONS—SETTLEMENT.

I. Parcels marked for the collection of Trade Charges may be exchanged between Germany and Ceylon.

The amount of the Trade Charges shall be expressed in British sterling currency on parcels originating in Ceylon and in Germany.

The maximum amount of a Trade Charge of a parcel for delivery either in Germany or in Ceylon shall be fixed at £20 sterling. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny shall be ignored.

The two Administrations agree to admit Trade Charge parcels in transit through their

Nachnahmebeträge werden zwischen dem Accountant, General Post Office in Colombo und dem Reichspostzentralamt (Postrechnungsamt) Berlin C 2 ausgetauscht und ausgeglichen.

2. Nachnahmepakete unterliegen derselben Behandlung und denselben Gebühren wie gewöhnliche Pakete und gegebenenfalls wie Wertpakete nach den Vorschriften des Postpaketabkommens zwischen Deutschland und Ceylon. Der Absender zahlt ausserdem eine von der Aufgabeverwaltung festzusetzende besondere Gebühr, welche nicht übersteigen darf :

a) 15 Cents für je 15 Rupien oder Teile von 15 Rupien des Betrags der Nachnahme bei Paketen, die in Ceylon aufgeliefert werden ;

b) 10 Rpf für je 20 RM oder Teile von 20 RM des Betrags der Nachnahme bei Paketen, die in Deutschland aufgeliefert werden.

3. Die eingezogenen Nachnahmebeträge werden mit Nachnahme-PANw gebührenfrei übersandt.

Artikel 2.

EINLIEFERUNGS- UND AUSHÄNDIGUNGS- GEBÜHR.

1. Ausser der im vorhergehenden Artikel festgesetzten besonderen Gebühr darf die Postverwaltung des Aufgabelandes eines Nachnahmepakets von dem Absender eine Einlieferungsgebühr und die Postverwaltung des Bestimmungslandes eines Nachnahmepakets vom Empfänger eine Aushändigungsgebühr erheben.

2. Die Einlieferungsgebühr darf nicht übersteigen :

a) Für Pakete aus Deutschland eine feste Gebühr von je 40 Rpf.

b) Für Pakete aus Ceylon je 10 Rupie-Cents.

3. Eine Aushändigungsgebühr wird

a) In Deutschland vorläufig : nicht erhoben ;

b) In Ceylon beträgt die Aushändigungsgebühr 20 Rupie-Cents für jedes Paket.

services. The accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled through the offices of exchange of the respective administrations.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed in the Parcel Post Agreement between Germany and Ceylon for ordinary or for insured parcels as the case may be. In addition the sender shall pay a special fee which shall be fixed by the office of origin and shall not exceed :

(a) 15 cents for each 15 Rupees or fraction of 15 Rupees to be collected in the case of parcels posted in Ceylon.

(b) In the case of a Trade Charge parcel posted in Germany 10 Reichspfennings for every twenty Reichsmarks or part thereof of the amount of the Trade Charge value shall be levied.

(3) The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order issued free of all charges.

Article 2.

POSTING AND DELIVERY FEES.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding article the Post Office of the country in which a parcel subject to a Trade Charge is posted may collect a posting fee from the sender, and the Post Office of the country of destination of a parcel subject to a Trade Charge may collect a delivery fee from the addressee.

2. The posting fee must not exceed :

(a) In the case of a parcel posted in Germany a fixed fee of 40 Reichspfennings.

(b) In the case of a parcel posted in Ceylon 10 (rupee) cents per parcel.

3. The delivery fee must not exceed :

(a) In the case of a parcel delivered in Germany there shall be no charge.

(b) In the case of a parcel delivered in Ceylon 20 (rupee) cents per parcel.

*Artikel 3.*STREICHUNG ODER AENDERUNG
DES NACHNAHMEBETRAGS.

Streichungen oder Aenderungen des Nachnahmebetrags sind nach Auflieferung des Nachnahmepakets nicht zulässig.

*Artikel 4.*VERANTWORTLICHKEIT FÜR VERLUST,
BERAUBUNG ODER BESCHÄDIGUNG.

Bei Verlust, Beraubung oder Beschädigung eines Nachnahmepakets sind die Postverwaltungen unter den Bedingungen in Art. 22 bis 28 des Postpaketabkommens zwischen Deutschland und Ceylon verantwortlich.

*Artikel 5.*ENTSCHÄDIGUNG BEI NICHT EINZIEHUNG, BEI
EINZIEHUNG EINES ZU GERINGEN BETRAGS
ODER BEI EINZIEHUNG DURCH EINEN BE-
TRÜGER.

Ist das Paket dem Empfänger ohne Einziehung des Nachnahmebetrags ausgehändigt worden, so hat der Absender Anspruch auf eine Entschädigung, wenn innerhalb eines Jahres vom Tage nach der Auflieferung an gerechnet eine Nachfrage gehalten worden ist und die Unterlassung der Einziehung nicht auf eine Schuld oder Fahrlässigkeit von seiner Seite zurückzuführen ist. Dasselbe gilt, wenn die vom Empfänger eingezogene Summe niedriger ist als der angegebene Nachnahmebetrag oder wenn der Betrag von einem Betrüger eingezogen worden ist.

Die Entschädigung darf in keinem Fall den Nachnahmebetrag übersteigen.

Durch Zahlung des Ersatzbetrages tritt die verantwortliche Verwaltung bis zur Höhe dieses Betrags in die Rechte des Absenders ein bezüglich aller Ansprüche gegen den Empfänger oder gegen Dritte.

Artikel 6.

FESTSTELLUNG DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die Aufgabeverwaltung des Nachnahmepakets zahlt die ordnungsmässig eingezogenen

*Article 3.*CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT,
OF TRADE CHARGE.

Erasures or alterations of the amounts recoverable on Trade Charge parcels shall not be permitted after posting.

*Article 4.*RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR
DAMAGE.

The Postal Service shall be responsible under the conditions fixed by Articles 22 to 28 of the Parcel Post Agreement between Germany and Ceylon for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

*Article 5.*COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT
OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COL-
LECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period of one year from the day following the date of posting and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the indicated amount or if the collection has been made fraudulently.

The compensation shall not in any case exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

*Article 6.*FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT
OF TRADE CHARGES.

The payment by the Administration of origin of the amounts duly collected shall be

Beträge für Rechnung der Bestimmungsverwaltung. Ebenso erfolgt Zahlung der Entschädigung für Rechnung der Bestimmungsverwaltung falls letztere entschädigungspflichtig ist.

Die Bestimmungsverwaltung ist verantwortlich, wenn sie nicht nachweisen kann, dass der Fehler auf die Nichtbeachtung der Dienstvorschriften seitens der Aufgabeverwaltung zurückzuführen ist, oder dass auf dem Paket und der Paketkarte bei Ueberlieferung an die Bestimmungsverwaltung die Bezeichnungen gefehlt haben, die die Vollzugsordnung für Nachnahmepakete vorschreibt.

Die Bestimmungsverwaltung ist verpflichtet, die Summe, die die Absendungsverwaltung verauslagt hat, unter den im Art. 28 des Postpaketabkommens zwischen Deutschland und Ceylon vorgesehenen Bedingungen zurückzahlen.

Artikel 7.

NACHNAHME. — POSTANWEISUNGEN.

Der Betrag einer Nachnahme-Postanweisung, der dem Empfänger aus irgendeinem Grunde nicht hat ausgezahlt werden können, kommt nicht der Aufgabeverwaltung der Postanweisung zugute, er wird vielmehr von der Aufgabeverwaltung des Nachnahmepaketes zur Verfügung des Empfangsberechtigten gehalten und fällt dieser Verwaltung nach Ablauf der gesetzlichen Verjährungsfrist endgültig zu.

In jeder anderen Hinsicht unterliegen die Nachnahme-Postanweisungen vorbehaltlich der in der Vollzugsordnung vorgesehenen Ausnahmen den Bestimmungen des internationalen Postanweisungsabkommens.

Artikel 8.

VERSCHIEDENE GEBÜHREN.

Die im Art. 2 erwähnten Einlieferungs- und Aushändigungsgebühren verbleiben voll und ganz der Verwaltung, die sie erhoben hat.

Artikel 9.

NACHNAHMEGEBÜHR.

Die im Artikel 1, § 2 erwähnte besondere Gebühr wird zwischen der Aufgabeverwaltung und der Bestimmungsverwaltung geteilt.

made on behalf of the Administration of destination. Similarly payment of compensation shall be made on behalf of the office of destination if the latter is responsible.

Responsibility shall rest with the Administration of destination unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of origin or can establish that when handed over to its Service, the parcel and the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels.

The Administration of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 28 of the Parcel Post Agreement between Germany and Ceylon the sum which has been advanced by the despatching Administration.

Article 7.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the office of issue. It shall be held at the disposal of the payee by the office of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that office at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement based on the regulations of the Universal Postal Union Convention.

Article 8.

MISCELLANEOUS FEE.

The Posting and Delivery fees referred to in Article 2 shall be retained in full by the office which has collected them.

Article 9.

TRADE CHARGE FEE.

The special fee mentioned in Article 1 Section 2 shall be shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination.

Artikel 10.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DES ABKOMMENS.

Dieses Abkommen soll an einem zwischen den beiden Verwaltungen zu vereinbarenden Zeitpunkt in Kraft treten und Gültigkeit behalten bis zum Ablauf eines Jahres nach dem Tage, an dem eine Verwaltung der andern ihre Absicht, davon zurückzutreten, mitteilen wird.

Zu Urkund dessen haben die ordnungsmässig hierzu bevollmächtigten Unterzeichneten das gegenwärtige Abkommen unter Beidrückung ihrer Dienstsiegel vollzogen.

Doppelt ausgefertigt zu Berlin am 27. Mai 1929 und zu Colombo am 17. Juli 1929.

*Der Reichspostminister
Im Auftrag :
(Gezeichnet) HUBUER.*

*Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signed) Geo W. J. PRAAT.*

VOLLZUGSORDNUNG

ZUM ABKOMMEN ÜBER DEN AUSTAUSCH VON POSTPAKETEN MIT NACHNAHME ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND CEYLON.

Artikel 1.

ART DER VERSENDUNG.

Die in einem Kartenschluss beförderten Nachnahmepakete sollen zusammen untergebracht werden und soweit als möglich in dem Sack, der die Frachtkarte und andere Papiere enthält. Wenn sie nicht alle in dem Sack untergebracht werden können, der die Frachtkarte enthält, sollen der oder die Säcke, in welchem sie befördert werden, mit einer unterscheidenden Fahne bezeichnet werden.

Article 10.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Colombo the 17th day of July 1929 and at Berlin the 27th day of May 1929.

*Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signed) Geo : W. J. PRAAT.*

*Der Reichspostminister
Im Auftrag
(Gezeichnet) HUBUER.*

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF TRADE CHARGE PARCELS BETWEEN GERMANY AND CEYLON.

Article 1.

METHOD OF TRANSMISSION.

The Trade Charge parcels forwarded in a mail shall be placed together, and as far as possible in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

Artikel 2.

ANGABE DES NACHNAHMEBETRAGS.

1. Pakete mit Nachnahme und die zugehörigen Paketkarten müssen auf der Aufschriftseite in deutlich hervortretender Weise den handschriftlichen oder gedruckten Vermerk « Remboursement » und danach die Angabe des Nachnahmebetrags tragen. Streichungen und Aenderungen, selbst anerkannte, sind nicht zulässig.

2. Der Absender hat ferner auf dem Paket und auf der Vorderseite der Paketkarte seinen Namen und seine Anschrift in lateinischer Sprache anzugeben.

Artikel 3.

NACHNAHMEZETTEL.

Die Nachnahmepakete und die zugehörigen Paketkarten müssen einen orangefarbenen Zettel nach dem der Vollzugsordnung zum Weltpostvertrag beigefügten Muster tragen.

Artikel 4.

NACHNAHME-POSTANWEISUNG.

1. Jedem Nachnahmepaket wird eine Nachnahme-Postanweisung beigefügt. Dieser an der Paketkarte zu befestigende Vordruck muss die Angabe des Nachnahmebetrags in der Währung des Aufgabelandes unter gleichzeitiger Angabe des entsprechenden Gegenwerts in englischer Sterlingwährung tragen und in der Regel den Absender des Pakets als Empfänger der Postanweisung bezeichnen. Jede Verwaltung kann aber Postanweisungen zu eingelösten Paketen an die Aufgabe-Postanstalten der Pakete oder an andere Anstalten des Aufgabelandes der Pakete richten lassen. Auf dem Abschnitt der Postanweisung muss der Name und die Anschrift des Empfängers des Pakets sowie der Aufgabert und der Aufgabebetrag angegeben sein.

2. Bleistiftangaben sind auf Nachnahme-Postanweisungen nicht gestattet.

Article 2.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the word " Remboursement " written or printed boldly and after it the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 3.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished with an orange coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention.

Article 4.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the Country of Origin with its equivalent in sterling and should show as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Administration is, however, free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Artikel 5.

UMRECHNUNG DES NACHNAHMEBETRAGS.

Die Nachnahmebeträge werden von der Verwaltung des Bestimmungslandes in die Währung dieses Landes umgerechnet, und zwar nach dem Umrechnungsverhältnis, das sie für Postanweisungen nach dem Aufgabeland der Pakete anwendet.

Artikel 6.

EINLÖSUNGSFRIST.

Der Nachnahmebetrag muss innerhalb der von dem Bestimmungsland festgesetzten Frist bezahlt werden.

Nach Ablauf dieser Frist wird das Paket gemäss den Vorschriften des Artikels 15 des Postpaketabkommens zwischen Deutschland und Ceylon als unzustellbar behandelt.

Artikel 7.

NACHSENDUNG DER NACHNAHMEPAKETE.

1. Nachnahmepakete können nachgesandt werden, wenn das neue Bestimmungsland mit dem Aufgabeland einen Nachnahmepaketdienst unterhält. In diesem Falle werden den Paketen die von der Aufgabeverwaltung ausgestellten Nachnahme-Postanweisungen beigelegt. Die Verwaltung des neuen Bestimmungslandes wickelt die Nachnahmen ab, als ob die Pakete von vornherein an sie gerichtet gewesen wären.

2. Wenn Nachsendung nach einem Lande verlangt wird, das mit dem Ursprungslande keinen Austausch von Nachnahmepaketen unterhält, so werden die Pakete als unzustellbar behandelt.

*Artikel 8.*BEHANDLUNG DER NACHNAHME-
POSTANWEISUNG.

Sofort nach Einziehung des Nachnahmebetrags füllt die Bestimmungs-Postanstalt oder eine andere von der Bestimmungsverwaltung

*Article 5.*CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE
TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination by the Administration of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 6.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 15 of the Parcel Post Agreement between Germany and Ceylon.

Article 7.

RE-DIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be re-directed if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the service of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for re-direction to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 8.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Adminis-

dazu bestimmte Dienststelle den Teil « Indications de service » der Nachnahme-Postanweisung aus, bedruckt die Postanweisung mit dem Tagesstempel und sendet sie durch ihre Auswechslungs-Postanstalt gebührenfrei an die Auswechslungs-Postanstalt des Aufgabelandes des Pakets zurück.

Die Nachnahme-Postanweisungen werden den Absendern der Pakete unter den von jeder Verwaltung festgesetzten Bedingungen ausbezahlt.

Artikel 9.

DURCHSTREICHUNG ODER ERSATZ VON VORDRUCKEN ZU NACHNAHME-POSTANWEISUNGEN.

1. Ein Formblatt zu einer Nachnahme-Postanweisung zu einem Paket, das aus irgend einem Grunde an den Absender zurückgesandt wird, muss von der Verwaltung, welche die Rücksendung besorgt, durchstrichen und der Paketkarte beigelegt werden.

2. Ist ein Formblatt zu einer Nachnahme-Postanweisung vor Einziehung der Nachnahme verlegt, verloren oder vernichtet worden, so fertigt die Bestimmungs-Postanstalt ein Doppel aus und versieht dieses mit den Angaben, die die Aufgabe-Postanstalt gemacht haben würde.

Artikel 10.

NACHNAHME-POSTANWEISUNGEN.

1. Eine Nachnahme-Postanweisung, die nach der Einziehung der Nachnahme verlegt, verloren oder vernichtet worden ist, wird durch ein Doppel oder durch eine Zahlungsermächtigung ersetzt, nachdem die beteiligten Verwaltungen festgestellt haben, dass die Postanweisung weder ausgezahlt noch zurückgezahlt worden ist.

2. Nachnahme-Postanweisungen, deren Auszahlung an den Empfänger innerhalb eines Jahres nicht möglich gewesen ist, werden nach Ablauf der Gültigkeitsdauer von der Postverwaltung, die sie in Händen hat, mit Empfangsbescheinigung versehen und der Verwaltung, die sie ausgefertigt hat, in Rechnung gestellt.

3. Nachnahme-Postanweisungen, die den Empfängern ausgehändigt worden sind, deren Beträge aber nicht innerhalb eines Jahres

of the place of destination shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Indications de Service" and after date stamping it, shall return it free of postage through its office of exchange to the office of exchange of the Administration of origin.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by each Administration.

Article 9.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination shall prepare a duplicate entering thereon the particulars which the despatching office would have furnished.

Article 10.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate or by an authority to pay, after proof by the two Administrations that the order had not been paid or refunded.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of one year, shall at the expiration of the period of validity, be receipted by the office of the country of payment and claimed from the office which issued them.

3. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within

abgehoben worden sind, werden durch Zahlungsermächtigung ersetzt. Diese Zahlungsermächtigungen werden von der Postverwaltung, die die Nachnahme eingezogen hat, ausgestellt, und zwar sobald sie in der Lage gewesen ist, festzustellen, dass die Urschriften innerhalb der Gültigkeitsdauer nicht ausgezahlt worden sind. Die andere Verwaltung versieht die Zahlungsermächtigungen mit Empfangsbescheinigung und rechnet sie der Aufgabe-Postverwaltung in der nächsten Rechnung, die nach ihrem Eingang aufgestellt wird, an.

4. Nachnahme-Postanweisungen, die nicht ausgezahlt werden können, weil

- a) Name oder Wohnort der Empfänger ungenau, unzureichend oder zweifelhaft angegeben sind,
- b) Namen oder Beträge nicht übereinstimmen oder fehlen,
- c) Eintragungen gestrichen oder geändert sind,
- d) Stempelabdrücke, Unterschriften oder sonstige dienstlichen Vermerke fehlen,
- e) unvorschriftsmässige Formblätter verwendet worden sind,

müssen von der Postverwaltung, welche die Nachnahme-Postanweisungen ausgestellt hat, berichtigt werden.

Zu diesem Zwecke sind die Postanweisungen von der Bestimmungs-Postanstalt durch die eigene Auswechslungs-Postanstalt umgehend in einem eingeschriebenen Dienstbrief an die fremde Auswechslungs-Postanstalt zurückzusenden.

Artikel II.

NACHFRAGE NACH NACHNAHME- POSTANWEISUNGEN.

Zu den Nachfragen nach nicht zurückgekommenen Nachnahme-Postanweisungen dient ein Formblatt, das der entsprechenden Anlage zur Vollzugsordnung zum Postpaketabkommen des Weltpostvertrags ähnlich ist. Diese Nachfrageschreiben werden den von den beiden Verwaltungen bezeichneten Dienststellen übersandt, die im Benehmen miteinander die von den beiden Verwaltungen anzustellenden Ermittlungen vornehmen.

the period of one year shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payees ;
- (ii) Difference or omissions of names or amounts ;
- (iii) Erasures of, or additions to, the entries ;
- (iv) Omission of stamps, signatures or other service indications ;
- (v) Use of irregular forms ;

shall be corrected by the Post Office which has issued them.

For this purpose, the Orders shall be returned as soon as possible, officially registered, to the office of exchange.

Article II.

ENQUIRIES CONCERNING TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Artikel 12.

FRACHTKARTE.

1. Zurückzusendende und nachzusendende Nachnahme-Pakete sollen einzeln durch die absendende Auswechslungs-Postanstalt in eine Frachtkarte eingetragen werden, die dem der Vollzugsordnung zum Internationalen Postpaketabkommen beigefügten Muster ähnlich ist. Die Paketkarten, Nachnahme-Postanweisungen, Zollinhaltserklärungen, Gebührenzettel, Rückscheine usw. werden der Frachtkarte beigefügt.

2. Jede absendende Auswechslungs-Postanstalt muss die Frachtkarte in der linken oberen Ecke mit einer Nummer versehen, die für jede Bestimmungs-Postanstalt jährlich fortlaufen soll. Unter der Nummer ist möglichst der Name des zur Beförderung benutzten Schiffes anzugeben. Die letzte Nummer des Jahres muss in der ersten Frachtkarte des neuen Jahres vermerkt werden.

*Artikel 13.*ABRECHNUNG ÜBER NACHNAHME-
POSTANWEISUNGEN.

1. Unmittelbar nach der Einziehung einer auf Sterling lautenden Nachnahme durch eine Postanstalt in Ceylon wird die Nachnahme-Postanweisung an den Accountant, General Post Office, in Colombo gesandt, der alle derartigen Postanweisungen dem Postamt 2 in München übersenden wird.

2. Unmittelbar nach der Einziehung einer Nachnahme durch eine Postanstalt in Deutschland wird die Nachnahme-Postanweisung dem Postamt 2 in München übersandt, das sie unter Umschlag an den Accountant, General Post Office, in Colombo weitersendet.

3. Jede Verwaltung trägt die für Rechnung der anderen Verwaltung ausgezahlten Postanweisungen nach der Buchstabenfolge der Einzahlungs-Postanstalten und nach der Reihenfolge der Aufgabennummern bei diesen Postanstalten in monatlich abzuschliessende Listen ein. Diese Listen zusammen mit den ausgezahlten und mit Empfangsbescheinigung versehenen Postanweisungen werden spätestens am Ende des auf den Abrechnungsmonat fol-

Article 12.

PARCEL BILL.

1. Returned and redirected Trade Charge parcels shall be entered individually by the Despatching office of exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The Despatch Notes, Trade Charge Money Order forms, Customs declarations, Franking Notes, Advices of Delivery etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching office of exchange shall number the Parcel Bill on the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 13.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Immediately after the collection of a Trade Charge at an Office in Ceylon the Trade Charge Money Order if in sterling will be forwarded to the Accountant, General Post Office, Colombo, who will forward all such orders to the Post Office, Munich 2.

2. Immediately after the collection of a Trade Charge at an Office in Germany the Trade Charge Money Order will be forwarded to the Post Office, Munich 2 who will forward all such orders to the Accountant, General Post Office, Colombo.

3. The orders paid by each Administration on behalf of the other Administration will be summarised in alphabetical sequence of offices of issue and numerical sequence of their issue at those offices, and totalled on lists each month. These lists together with the paid and receipted orders will be forwarded to the Accountant, General Post Office, Colombo in the case of orders issued in Ceylon and to the Reichspostzentramt (Postrechnungsamt) Ber-

genden Monats an den Accountant, General Post Office, in Colombo gesandt, wenn die Beträge aus Ceylon herrühren und an das Reichspostzentralamt (Postrechnungsamt) Berlin C 2, wenn die Beträge aus Deutschland herrühren. Liegen für eine Verwaltung ausbezahlte Postanweisungen nicht vor, so wird dieser eine Leerrechnung übersandt. In Ausführung des Artikels 9 des Abkommens wird $\frac{1}{2}$ v. H. von der Gesamtsumme dieser Liste abgezogen.

Artikel 14.

BEGLEICHUNG DER RECHNUNGEN.

Die Schlusssumme, die sich aus den in beiden Richtungen ausgetauschten Rechnungen für jeden Monat ergibt, soll durch einen auf Sterling lautenden Scheck beglichen werden:

Artikel 15.

INKRAFTTRETEN UND DAUER
DER VOLLZUGSORDNUNG.

Diese Vollzugsordnung gelangt mit dem Tage des Inkrafttretens des Nachnahme-Postpaketabkommens zur Ausführung und soll dieselbe Dauer wie dieses Abkommen haben. Die Verwaltungen stimmen jedoch überein, dass sie das Recht haben sollen, in gegenseitigem Einverständnis die Bestimmungen von Zeit zu Zeit zu ändern.

Doppelt ausgefertigt zu Berlin am 27. Mai 1929, zu Colombo am 17. Juli 1929.

Der Reichspostminister
Im Auftrag :
(Gezeichnet) HUBUER.

Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signed) Geo W. J. PRAAT.

lin C 2, in the case of orders issued in Germany, not later than the end of the month following that to which they relate. A " Nil " list shall be prepared when there are no orders paid. In execution of Article 9 of the Agreement one half of one per cent will be deducted from the total of these lists.

Article 14.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

The net amount due in respect of the lists exchanged in both directions during each month shall be settled by a draft in Sterling Currency.

Article 15.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF
THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Trade Charge Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Colombo the 17th day of July 1929 and at Berlin the 27th day of May 1929.

Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signed) Geo : W. J. PRAAT.

Der Reichspostminister
Im Auftrag
(Gezeichnet) HUBUER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2313. — ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONTRE REMBOURSEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET CEYLAN. SIGNÉ A BERLIN, LE 27 MAI 1929, ET A COLOMBO, LE 17 JUILLET 1929.

Les administrations postales de l'Allemagne et de Ceylan conviennent d'instituer un échange direct et régulier de colis postaux contre remboursement entre les deux pays.

ACCORD

Article premier.

TAXES ET CONDITIONS. — RÈGLEMENT.

1. Des colis postaux grevés de remboursement peuvent être échangés entre l'Allemagne et Ceylan.

Le montant du remboursement doit être stipulé en monnaie sterling britannique, tant pour les colis en provenance d'Allemagne que pour ceux en provenance de Ceylan.

Le montant maximum du remboursement pour un colis à destination de l'Allemagne ou de Ceylan est fixé à £ 20. Le montant de remboursement ne doit pas comporter de fractions de penny. Les deux administrations acceptent le transit à travers *leurs territoires* de colis postaux grevés de remboursement. Les comptes afférents aux sommes perçues à titre de remboursement seront établis et réglés entre le *Accountant, General Post Office*, à Colombo et l'Office central des postes du Reich (*Postrechnungsamt*) à Berlin C. 2.

2. Les colis postaux grevés de remboursement sont soumis aux mêmes formalités et passibles des taxes prévues pour les colis postaux ordinaires ou pour les colis postaux à valeur déclarée, suivant le cas, par accord relatif au service des colis postaux conclu entre l'Allemagne et Ceylan.

L'expéditeur paiera, en outre, une taxe spéciale à fixer par l'administration postale du pays d'origine. Cette taxe ne dépassera pas :

a) 15 cents par 15 roupies ou fraction de 15 roupies du montant de remboursement pour les colis mis à la poste à Ceylan ;

b) 10 Rpf par 20 RM ou fraction de 20 RM du montant de remboursement pour les colis mis à la poste en Allemagne.

3. La remise des sommes perçues à titre de remboursement sera effectuée au moyen d'un mandat de remboursement exempt de tous frais.

Article 2.

TAXES D'EXPÉDITION ET DE LIVRAISON.

1. Outre la taxe spéciale fixée à l'article précédent, l'administration postale du pays dans lequel un colis postal grevé de remboursement est mis à la poste peut exiger de l'expéditeur le paiement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

d'une taxe d'expédition, et l'administration postale du pays de destination d'un colis grevé de remboursement peut exiger du destinataire le paiement d'une taxe de livraison.

2. La taxe d'expédition ne dépassera pas :

- a) Un droit fixe de 40 Rpf pour les colis en provenance de l'Allemagne ;
- b) Un droit de 10 centièmes de roupie pour les colis en provenance de Ceylan.

3. a) Il n'est pas perçu, pour le moment, en Allemagne de taxe de livraison ;
b) A Ceylan, la taxe de livraison est de 20 centièmes de roupie par colis.

Article 3.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'annulation ou la modification du montant du remboursement ne sera pas admise après la mise à la poste d'un colis postal grevé de remboursement.

Article 4.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE, VOL OU AVARIE.

En cas de perte, de vol ou d'avarie d'un colis postal grevé de remboursement, les administrations postales sont responsables, dans les conditions fixées dans les articles 22 à 28 de l'accord relatif au service des colis postaux conclu entre l'Allemagne et Ceylan.

Article 5.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON PERCEPTION, DE PERCEPTION INCOMPLÈTE OU DE PERCEPTION FRAUDULEUSE DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Lorsqu'un colis postal est délivré au destinataire sans que le montant de remboursement soit perçu, l'expéditeur a droit à une indemnité, si une réclamation a été formulée dans un délai d'un an à partir du jour de la mise à la poste du colis, et si l'omission de la perception du montant du remboursement n'est pas due à une faute ou à une négligence de sa part. Il en est de même lorsque la somme perçue du destinataire est inférieure au montant de remboursement indiqué ou lorsque ledit montant a été perçu frauduleusement.

En aucun cas, l'indemnité ne devra dépasser le montant de remboursement.

Par le paiement de l'indemnité, l'administration *responsable* est subrogée, jusqu'à concurrence du montant payé, dans les droits de l'expéditeur, en ce qui concerne tous les recours à exercer à l'encontre du destinataire ou de tiers.

Article 6.

ÉTABLISSEMENT DES RESPONSABILITÉS.

L'administration d'origine d'un colis postal grevé de remboursement effectue le paiement du montant régulièrement encaissé, pour le compte de l'administration de destination. Le paiement de l'indemnité due pour avarie est effectué de la même manière pour le compte de l'administration de destination, si cette dernière est responsable.

L'administration de destination est responsable, à moins qu'elle ne puisse établir que la faute de la non-observation des règlements de service est imputable à l'administration d'origine ou que le colis et le bulletin d'expédition ne portaient pas, au moment de leur remise à l'administration d'origine, les indications prescrites pour les colis postaux grevés de remboursement par le règlement d'exécution.

L'administration de destination est tenue de rembourser, aux conditions prescrites à l'article 28 de l'accord relatif au service des colis postaux conclu entre l'Allemagne et Ceylan, les sommes payées par l'administration d'origine.

Article 7.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour une raison quelconque, n'a pu être versé au bénéficiaire ne sera pas restitué au bureau d'émission. Il sera tenu à la disposition du bénéficiaire par le bureau d'origine du colis postal grevé de remboursement et sera définitivement acquis audit bureau à l'expiration du délai de prescription légal.

A tous autres égards, les mandats de remboursement seront soumis aux règles (de l'accord relatif aux mandats postaux conclu conformément aux dispositions) de la Convention de l'Union postale universelle sous réserve des exceptions prévues dans le règlement d'exécution.

Article 8.

TAXES DIVERSES.

Les taxes d'expédition et de livraison mentionnées à l'article 2 sont entièrement acquises à l'administration qui les a perçues.

Article 9.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe spéciale mentionnée au paragraphe 2 de l'article premier sera partagée entre l'administration d'origine et l'administration de destination.

Article 10.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur à une date à convenir entre les deux administrations et demeurera en force jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets officiels.

Fait en deux exemplaires à Berlin, le 27 mai 1929, et à Colombo, le 17 juillet 1929.

Le Ministre des Postes du Reich :
(Signé) HUBUER.

Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signé) GEO W. J. PRAAT.

RÈGLEMENT D'APPLICATION

DE L'ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET CEYLAN RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX
CONTRE REMBOURSEMENT.

Article premier.

MODE D'EXPÉDITION.

Les colis grevés de remboursement faisant partie d'un courrier devront être placés ensemble et, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. S'ils ne peuvent être tous mis dans le sac qui renferme la feuille de route, le ou les sacs contenant les colis devront porter une étiquette distinctive.

Article 2.

INDICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents devront porter du côté de l'adresse le mot « remboursement », écrit ou imprimé en caractères gras et suivi de l'indication du montant du remboursement sans ratures ni corrections, même certifiées.

2. L'expéditeur devra, en outre, inscrire sur le colis et sur le recto du bulletin d'expédition son nom et son adresse en caractères latins.

Article 3.

ETIQUETTES DE REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement et le bulletin d'expédition y afférent devront être pourvus d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle annexé au règlement d'application de la convention postale universelle.

Article 4.

MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Chaque colis postal grevé de remboursement sera accompagné d'un formulaire de mandat de remboursement. Ce formulaire sera joint au bulletin d'expédition et portera l'indication du montant du remboursement en monnaie du pays d'origine et son équivalent en monnaie sterling. En règle générale, l'expéditeur du colis sera mentionné comme le bénéficiaire du mandat. Chaque administration est libre, toutefois, de faire adresser les mandats concernant les colis mis à la poste dans ses bureaux, au bureau d'origine du colis ou à un autre bureau du pays d'origine. Le coupon du mandat devra porter le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de la mise à la poste.

2. Les indications au crayon ne sont pas admises sur les colis postaux grevés de remboursement.

Article 5.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Les montants perçus à titre de remboursement sont convertis en monnaie du pays de destination par l'administration de ce pays, qui devra appliquer à cet effet le même taux de conversion que celui dont il fait usage pour la conversion des mandats à destination du pays d'origine du colis.

Article 6.

DÉLAIS DE PAIEMENT.

Le montant du remboursement devra être payé dans le délai fixé par les règlements du pays de destination.

A l'expiration de ce délai, le colis sera traité comme tombé en rebut conformément aux dispositions de l'article 15 de l'accord entre l'Allemagne et Ceylan, relatif au service des colis postaux.

Article 7.

RÉEXPÉDITION DES COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

1. On pourra faire suivre les colis grevés de remboursement si le nouveau pays de destination entretient un service de colis postaux grevés de remboursement avec le pays d'origine. Dans ce cas les colis accompagnés du formulaire de mandat de remboursement préparé par le service d'origine. Le nouveau bureau de destination agira pour le règlement du remboursement comme si le colis lui avait été adressé directement dès le début.

2. Lorsqu'il est demandé de faire suivre un colis à destination d'un pays qui n'entretient pas de service de colis postaux grevés de remboursement avec le pays d'origine, le colis sera traité comme tombé en rebut.

Article 8.

EMISSION DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après l'encaissement du montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays de destination remplira la partie du formulaire de mandat de remboursement portant la rubrique « indications de service » et, après avoir apposé le timbre de date, le retournera sans frais par l'entremise de son bureau d'échange de l'administration d'origine.

Les mandats de remboursement seront payés aux expéditeurs des colis dans les conditions fixées par chaque administration.

Article 9.

ANNULATION ET REMPLACEMENT DES FORMULAIRES DE MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Le formulaire du mandat de remboursement concernant un colis qui, pour une raison quelconque a été retourné à l'expéditeur, sera annulé par le bureau qui retourne le colis et sera retourné en même temps que le bulletin d'expédition.

2. Lorsqu'un formulaire de mandat de remboursement est égaré, perdu ou détruit avant l'encaissement du montant du remboursement, le bureau de destination établira un duplicata sur lequel il fera figurer les indications que le bureau d'expédition lui aura communiqués.

Article 10.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Un mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après l'encaissement du montant du remboursement sera remplacé par un duplicata ou par une autorisation de paiement après que les deux administrations auront établi que le montant n'a été ni payé ni remboursé.

2. Les mandats de remboursement, qu'il n'aura pas été possible de payer aux bénéficiaires avant l'expiration d'un délai d'un an, seront, à l'expiration du délai de validité, acquittés par l'administration des postes qui les détient et portés en compte à l'administration qui les avait établis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été remis aux bénéficiaires, mais dont le montant n'a pas été encaissé avant l'expiration d'un délai d'un an, seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces dernières seront établies par l'administration qui a encaissé le remboursement, aussitôt qu'elle aura été en mesure d'établir que les originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité. Les autorisations de paiement ainsi émis seront acquittées par l'autre administration et portées en compte à l'administration du pays d'émission dans le premier décompte établi après réception desdites autorisations de paiement.

4. Les mandats de remboursement dont le paiement n'a pu être effectué pour l'une des raisons suivantes :

- a) Parce que le nom ou le domicile des bénéficiaires a été indiqué d'une manière inexacte, insuffisante ou douteuse ;
- b) Parce que les noms ou les montants ne concordent pas ou ont été omis ;
- c) Parce que des mentions ont été raturées ou modifiées ;
- d) Parce qu'on a omis d'apposer des timbres, des signatures ou d'autres indications de services ;
- e) Parce que des formulaires irréguliers ont été employés ;

seront rectifiés par l'administration qui les aura émis.

A cet effet, le bureau de destination renverra les mandats par l'entremise de son bureau d'échange, au bureau d'échange intéressé sous pli officiel recommandé.

Article 11.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Pour les demandes de renseignements concernant les mandats de remboursement non rentrés, il sera fait usage d'un formulaire spécial analogue à celui qui est annexé au règlement d'application de la convention postale universelle. Les formulaires de demandes de renseignements seront adressés aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et lesdits bureaux procéderont à l'enquête réclamée conformément aux arrangements pris entre les deux administrations.

Article 12.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis postaux grevés de remboursement, retournés ou que l'on fait suivre, seront portés par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route analogue au modèle annexé au règlement d'application de la Convention postale universelle. Les bulletins d'expédition, les mandats de remboursement, les déclarations en douane, les bulletins de taxes, les récépissés, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur devra inscrire dans le coin gauche supérieur de la feuille de route un numéro d'ordre, chacun des deux bureaux ouvrant une série nouvelle au début de chaque année. Au-dessous de ce numéro d'ordre, il conviendra d'indiquer autant que possible le nom du bateau transportant le courrier. Le dernier numéro de l'année devra être indiqué sur la première feuille de route de la nouvelle année.

Article 13.

DÉCOMPTÉ DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Immédiatement après l'encaissement par un bureau de poste de Ceylan du montant d'un remboursement libellé en sterling, le mandat de remboursement sera envoyé au chef comptable

de l'Office central des postes à Colombo qui transmettra tous les mandats ainsi reçus au bureau de poste numéro 2 à Munich.

2. Immédiatement après l'encaissement par un bureau de poste en Allemagne du montant d'un remboursement, le mandat de remboursement sera envoyé au bureau de poste N° 2 à Munich qui transmettra tous les mandats ainsi reçus au chef comptable de l'Office central des postes à Colombo.

3. Chaque administration inscrira sur une liste établie mensuellement d'après l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et le numéro d'ordre des mandats émis par lesdits bureaux, tous les mandats payés par elle pour le compte de l'autre administration. Ces listes ainsi que les mandats payés et acquittés seront envoyés au plus tard à la fin du mois qui suit le mois de règlement, au chef comptable de l'Office central des postes à Colombo, si les mandats ont été émis à Ceylan, et à l'Administration centrale des postes (*Postrechnungsamt*) à Berlin C. 2., si les mandats ont été émis en Allemagne. S'il n'y a pas eu de mandats payés, il sera envoyé une liste portant la mention : *néant*. Il sera déduit $\frac{1}{2}$ % du total de ces listes en exécution des dispositions de l'article 9 de l'accord.

Article 14.

RÈGLEMENT DE COMPTES.

Le solde net de chaque mois résultant des listes ainsi échangées de part et d'autre sera réglé par un chèque en monnaie sterling.

Article 15.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'APPLICATION.

Le présent règlement sera applicable à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'accord relatif au service des colis postaux grevés de remboursements. Les deux administrations conviennent, toutefois, qu'elles auront le droit d'en modifier de temps à autre les dispositions d'un commun accord.

Fait en deux exemplaires à Berlin, le 27 mai 1929, et à Colombo, le 17 juillet 1929.

Le Ministre des Postes du Reich :
(Signé) HUBUER.

Acting Postmaster-General, Ceylon :
(Signé) Geo W. J. PRAAT.

N° 2314.

**FRANCE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Accord pour la réparation des dommages de guerre. Signé à Paris, le
2 août 1929.

**FRANCE
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND IRISH FREE STATE**

Agreement for the Compensation of
War Damage. Signed at Paris,
August 2, 1929.

N° 2314. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, POUR LA RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE. SIGNÉ A PARIS, LE 2 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 avril 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, d'une part, et LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, d'autre part, également désireux de s'assurer la réparation pour les dommages de guerre certains matériels et directs, ont décidé à cet effet de conclure l'accord suivant :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder, suivant les modalités fixées par le présent accord, à leurs ressortissants respectifs visés aux articles 2 et 3, victimes de dommages de guerre sur les territoires visés à ces articles, la réparation de ces dommages dans les conditions déterminées par les lois ou les règlements qui y sont en vigueur.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes produiront des pièces justificatives de leur état civil et de leurs qualités. Ces pièces seront transmises par la voie diplomatique, avec attestation que les intéressés sont ressortissants français ou ressortissants britanniques des territoires visés dans le préambule du présent accord.

Article 2.

Les ressortissants britanniques ayant subi sur le territoire métropolitain de la France des dommages de guerre causés aux biens, visés par la législation française et autres que ceux mentionnés à l'article 6 ci-après, seront admis au bénéfice de ladite législation.

S'il s'agit d'immeubles par nature ou par destination, ou d'outillage professionnel, le bénéfice de la législation française ne sera acquise aux intéressés que sous la condition qu'ils affectent ou qu'ils aient affecté à la reconstitution ou à la remise en état des biens endommagés, ou, si le sinistré n'a pas la possibilité de faire cette reconstitution, à la reconstitution de biens ayant une affectation analogue, une somme équivalente à la totalité de l'indemnité versée par l'Etat français.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2314. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IN THE IRISH FREE STATE FOR THE COMPENSATION OF WAR DAMAGE. SIGNED AT PARIS, AUGUST 2, 1929.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place April 14, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, for the one part, and THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and OF THE IRISH FREE STATE, for the other part, being equally desirous of securing compensation for certain material and direct war damage, have decided for this purpose to conclude the following agreement :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to grant, according to the terms defined by the present agreement, to their respective nationals referred to in articles 2 and 3, sufferers from war damage on the territories referred to in these articles, compensation for this damage under the conditions laid down by the laws or regulations there in force.

The nationals of each of the Contracting Parties shall produce documents to prove their personal status and calling. These documents shall be forwarded through the diplomatic channel accompanied by an attestation that the parties concerned are French nationals or British nationals of the territories referred to in the preamble to the present agreement.

Article 2.

British nationals who have suffered on French home territory such war damage to property as is referred to in French legislation, exclusive of the damage mentioned in article 6 below, shall be admitted to the benefit of the said legislation.

As regards real property and appurtenances or professional equipment, the benefit of the French legislation shall not accrue to the parties concerned unless they allocate or have allocated to the reconstitution or putting into order of the damaged property or, if the war sufferer is not in a position to effect this reconstitution, to the reconstitution of properties for similar use, a sum equivalent to the total compensation paid by the French State.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Article 3.

Les ressortissants français ayant subi sur les territoires du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou de l'Etat Libre d'Irlande des dommages autres que ceux mentionnés à l'article 6 ci-après seront indemnisés, suivant le cas, par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou par le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande, dans les conditions appliquées par la *Royal Commission on Compensation for suffering and damage by enemy action* aux ressortissants britanniques.

Article 4.

En ce qui concerne spécialement le mobilier familial s'il n'est pas reconstitué dans le pays du lieu du dommage :

a) Les ressortissants britanniques visés à l'article 2 recevront en France le montant de la perte subie (valeur 1914) sous déduction des sommes qu'ils ont déjà reçues de leur gouvernement pour ces mêmes dommages.

b) Dans le même cas, les sinistrés français visés à l'article 3 auront droit dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Etat Libre d'Irlande à une indemnité allouée suivant les règles établies par la *Royal Commission on Compensation for suffering and damage by enemy action* pour les ressortissants britanniques.

Dans la cas où la reconstitution aura été affectuée dans le pays du lieu du dommage, chacune des Parties contractantes s'engage à traiter les ressortissants de l'autre dans les mêmes conditions que ses nationaux.

Article 5.

Le bénéfice des dispositions des articles précédents appartient également aux Sociétés de personnes ou de capitaux constitués dans les territoires visés aux articles 2 et 3 sous le régime des législations des Parties Contractantes.

Lesdites sociétés devront justifier de leur situation par la production de documents probants transmis dans les conditions fixées par le deuxième alinéa de l'article premier.

Article 6.

Sont exclus du droit à la réparation prévue par le présent accord :

- 1° Les amendes et peines pécuniaires infligées par l'ennemi ;
- 2° Les dommages relatifs au logement des troupes des Puissances alliées en marche ou au cantonnement, aux prestations militaires et aux réquisitions ;
- 3° Les dommages relatifs aux titres et coupons et valeurs au porteur de toute nature, y compris le numéraire.

Article 7.

Le montant des indemnités déjà versées aux ressortissants britanniques visés à l'article 2 par les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Etat Libre d'Irlande au titre des dommages de guerre subis en France sera déduit du montant des versements à faire par le Trésor français pour les mêmes dommages sur la base du taux du change de l'époque des paiements effectués par les autorités britanniques. Le montant et la date des paiements seront notifiés au Gouvernement français dans un délai de six mois à partir de la date de la publication officielle du présent accord.

Article 3.

French nationals who have suffered in the territories of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or of the Irish Free State damage other than that mentioned in article 6 below, shall be compensated by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or by the Government of the Irish Free State, as the case may be, under the conditions applied by the " Royal Commission on Compensation for Suffering and Damage by Enemy Action " to British nationals.

Article 4.

As regards, in particular, household effects, if they have not been reconstituted in the country where the damage occurred :

(a) The British nationals referred to in article 2 shall receive in France the amount of the actual loss (1914 value) after deduction of the sums which they have already received from their Government for the same damage ;

(b) In the same case the French war sufferers referred to in article 3 shall have the right in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State to a compensation allocated according to the rules laid down by the " Royal Commission on Compensation for Suffering and Damage by Enemy Action " for British nationals.

In the event of the reconstitution having been effected in the country where the damage occurred, each of the Contracting Parties undertakes to treat the nationals of the other in the same conditions as its own nationals.

Article 5.

The benefit of the provisions of the preceding articles is likewise granted to private or joint-stock companies constituted in the territories referred to in articles 2 and 3 under the provisions of the legislation of the Contracting Parties.

The said companies shall be required to prove their situation by the production of conclusive documents transmitted under the conditions defined by the second paragraph of article 1.

Article 6.

No right to the compensation provided for in the present agreement shall exist in the case of :

- (1) Fines and pecuniary penalties inflicted by the enemy ;
- (2) Damage relating to the housing of troops of the Allied Powers on the march or in billets, to military intended supplies and requisitions ;
- (3) Damage relating to securities and coupons and bearer certificates of all kinds, including cash.

Article 7.

The amount of the compensation already paid to the British subjects referred to in article 2 by the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Irish Free State on account of war damage suffered in France shall be deducted from the amount of the payments to be made by the French Treasury for the same damage on the basis of the rate of exchange at the time when the payments were made by the British authorities. The amount and the date of the payments shall be notified to the French Government within a period of six months from the date of the official publication of the present agreement.

Article 8.

Les règlements d'indemnité seront effectués en France au profit des ressortissants britanniques visés à l'article 2 dans les conditions et suivant les modalités de paiement applicables aux sinistrés français.

Réciproquement les règlements d'indemnités seront effectués dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Etat Libre d'Irlande, au profit des ressortissants français visés à l'article 3, dans les mêmes conditions et suivant les modalités de paiement applicables aux sinistrés britanniques.

Article 9.

Les indemnités qui seront versées par le Gouvernement français ne seront toutefois productives d'intérêts dans les conditions prévues par la loi française des dommages de guerre, qu'à partir du 1^{er} janvier 1925.

Article 10.

Seront seules admises les demandes des ressortissants britanniques visés à l'article 2, qui auront été déjà déposées entre les mains des autorités françaises compétentes ou des autorités britanniques compétentes dans les délais prescrits par les lois ou règlements de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

Les demandes d'indemnité des ressortissants britanniques visés à l'article 2, qui ont été portées directement devant leurs autorités, seront transmises dans un délai de six mois à partir de la publication officielle du présent accord au Gouvernement français qui les soumettra aux organismes d'évaluation prévus par la législation française.

Les Français ayant subi des dommages de guerre dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou dans l'Etat Libre d'Irlande auront un délai de six mois à partir de la publication officielle du présent accord pour faire parvenir leurs demandes d'indemnité aux autorités britanniques par l'entremise de l'Ambassade de France à Londres.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, le 2 août 1929.

Pour le Gouvernement de la République française :

(Signé) A. BRIAND.

*Pour le Gouvernement du Royaume de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :*

(Signé) TYRRELL OF AVON.

Pour le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande :

(Signé) P. Mc GILLIGAN.

Article 8.

The settlement of the compensation shall be effected in France for the benefit of the British nationals referred to in article 2 under the conditions and according to the terms of payment applicable to French war sufferers.

Reciprocally the settlement of compensation shall be effected in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State for the benefit of the French nationals referred to in article 3 under the same conditions and according to the terms of payment applicable to British war sufferers.

Article 9.

The compensation to be paid by the French Government shall not, however, bear interest under the conditions provided for by the French war damage law, except as from the 1st January, 1925.

Article 10.

The claims of the British subjects referred to in article 2 shall only be receivable if they have been already lodged with the competent French authorities or with the competent British authorities within the limits of time prescribed by the laws or regulations of one or other of the Contracting Parties.

Claims for compensation on the part of the British subjects referred to in article 2, which have been addressed directly to their authorities, shall be forwarded within a period of six months from the official publication of the present agreement to the French Government, which shall submit them to the organisations for assessment provided for by French legislation.

The French nationals who have suffered war damage in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or in the Irish Free State shall be allowed a period of six months from the official publication of the present agreement to place their claims for compensation in the hands of the British authorities through the French Embassy in London.

In faith whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, the 2nd August, 1929.

For the Government of the French Republic :

(Signed) A. BRIAND.

*For the Government of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :*

(Signed) TYRRELL OF AVON.

For the Government of the Irish Free State :

(Signed) P. MCGILLIGAN.

ERRATUM

Volume XCIV, page 402, titre :

Au lieu de : « firmado en Lima el 3 de Octubre de 1928 »

Lire : « firmado en Lima el 3 de *Junio de 1929* ».

Volume XCIV, page 402, title :

Instead of : “ firmado en Lima el 3 de Octubre de 1928 ”

Read : “ firmado en Lima el 3 de *Junio de 1929* ”.
